Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique
ⴰⵖⵏⵉⵣ ⵏ ⵜⵓⵙⵏⵜⵉⵡ ⵜⵏⵉⵣⵣ ⵡ ⵜⵙⴰⵡⴰⵍ ⵜⵓⵙⴰ
ⵣⴰⵓⵡⵍⵉⵣ ⵏ ⵙⵏⵜⵡ ⴰⵣ ⵎⵛⵜⵎⵎⵓⵔ ⵏ ⵣⵉⵣⵣⵜⵉ ⵜⵣⵣⵉ
ⵣⴰⵣⵜⵜⴰⵙⴰⵢⵣ ⵏ ⵜⵓⵔⵏⵉⵏⵉ ⵡ ⵣⵜⵣⵏⵉⵏⵉ

Université Mouloud Mammeri de Tizi-Ouzou
Faculté des Lettres et des langues
Département de langue et culture amazighes

جامعة مولود معمري - تيزي وزو
كلية الآداب واللغات
قسم اللّغة و الثقافة الأمازيغية

THÈSE

Présentée par :

Abdenour OULDFELLA

Pour obtenir le grade de **Docteur en sciences**
Discipline : **Langue et culture Amazighes**
Civilisation
TITRE de la thèse

Les modes de sociabilité politique dans une commune de la Kabylie contemporaine

Ethnographie d'une mobilisation citoyenne en 2001 à l'échelle locale : Ait Arbi, Iferhounene, Tizi-Ouzou

VOL.2 Annexes

THÈSE dirigée par :

SALHI Mohamed Brahim	Professeur	UMMTO
KINZI Azzedine	MCA	UMMTO

MEMBRES DU JURY :

ABDENNEBI Houria	M.C.A	UMMTO	Présidente
KINZI Azedine	M.C.A	UMMTO	Rapporteur
SALHI Karim	M.C.A	UMMTO	Examinateur
ICHEBOUDEN Laârbi	Professeur	Université d'Alger 2	Examinateur
FARADJI Mohamed Akli	Professeur	Université de Bejaia	Examinateur
MERRAH Aissa	Professeur	Université de Bejaia	Examinateur

Juin 2021

Liste des documents en annexe

I-Documents de la Coordination du arch At Yettura / Coordination Iferhounene et Imessouhal :

1-PV de réunion de la coordination du arch Ath Yetsoura 30mai 2001 et liste des membres du conseil du arch
2-Déclaration de la coordination du arch Ath Yetsoura du 1 juin2001
3-Communiqué sur la marche du 1 juin 2001 à Iferhounene.
4-Coordination Arch Ath Yetsoura, Demande adressée au P/APC Iferhounene pour l'obtention d'un local pour réunion du 4juin 2001.
5-Liste des présents à la réunion du 4 juin 2001.
6-Propositions d'actions, coordination Iferhounene et Imessouhal, 23juin2001.
7-Déclaration coordination Iferhounene Imessouhal du 27juin 2001 ultimatum aux gendarmes de rejoindre leur brigade.
8-Propositions du comité de village d'Ait Arbi au comité de coordination du arch Ath Yetsoura 22juin2001.
9-Calendrier des permanences de la coordination du arch Ath Yetsoura du 24juin au 2aout 2001.
10-Mise en garde adressée au chef de daïra d'Iferhounene, 27juin2001 par le conseil du arch Ath Yestoura
11-Appel de la coordination du arch Ath Yetsoura 30juin 2001 dépôt de gerbes de fleurs aux monuments des chefs-lieux des communes Iferhounene et Imessouhal, le 3juillet2001.
12-Liste des marcheurs et organisateurs des communes d'Iferhounene et d'Imessouhal à Alger pour la marche des délégués du 5juillet 2001.
13-Coordination du arch Ath Yetsoura 2 juillet 2001, recommandations pour le sit-in d'attente du 5juillet à Iferhounene.
14- PV de l'AG du village d'Ait Enzar, 22juin2001.
15-PV de réunion du comité de village d'Ait Arbi du 10 juillet2001 débat sur la charte du conclave d'Azzefoun.
16-PV de désignation des représentants du village d'Ait Arbi au sein de la coordination du arch Ath Yetsoura, 10juillet 2001.
17-PV de désignation des délégués du village d'Iferhounene à la coordination communale et arch, 23 juillet 2001.
18-PV de réunion de désignation des délégués du village d'Iferhounene-centre 23juillet 2001.
19-PV de l'AG du village d'Ait Hamou, 10juillet2001, structuration et organisation du arch etc
20-PV de réunion extraordinaire du village d'Ait Hamou, 10juillet2001, désignation des représentants au comité arch Ath Yestoura
21-PV de désignation des délégués du village d'Ait Enzar, 16juillet2001.
22-Propositions du village de Bouaidel
23-Demande adressée au P/APC d'Iferhounene pour l'obtention d'un local à usage de local pour la coordination du arch Ath yetsoura, 13 aout 2001.
24-Compte rendu de la réunion du 10juillet 2001 du comité de village de IBERBER, au sujet du conclave de la CADC d'Azzefoun accompagné de la liste du village.
25-PV de désignation des délégués du village d'Ikhdachen, 19juillet 2001.
26-PV de réunion du village Imezouagh 27juillet2001, désignation de trois délégués au sein du arch At Yestoura accompagné de la liste des présents.
27-PV de l'assemblée du village de Kerrouche (Imessouhal) du 10juillet2001
28-PV de réunion de l'AG du village de Laazib (Tajmaat), du 10 juillet2001 accompagné de la liste de l'AG du village de Laazib
29-PV d'installation des délégués du village de Laazib, 19juillet2001.

30-PV de réunion de l'AG du village de Laazib du 7septembre2001 (Confirmation de désignation des délégués).
31-PV de réunion de l'AG du village Iberber, 31 juillet2001. Désignation des délégués coordination Iferhounene
32-Liste des délégués du village d'Ait Idir Ouali accompagnée d'une liste des (41) signataires.
33-PV de réunion du comité de village de Tirourda, du 30juillet 2001, désignation des délégués au conseil du arch At Yetsoura
34-PV de l'AG du village Boumessaoud, 10juillet2001
35-PV de réunion (en langue arabe) de la coordination du arch Ath Yetsoura du 4aout 2001.
36-Convocation à l'AG des délégués de villages du 20 juillet 2001
37-Aarch Ath Yetsoura coordinations Iferhounene Imessouhal, convocation à la réunion du 2septembre2001, bilan du mouvement et perspectives.
38-PV de réunion du 2septembre 2001 de la coordination du arch Ath Yetsoura
39-Préparation du conclave interne de la coordination du arch Ath Yetsoura, du 14septembre 2001.
40-Coordination Aarch Ath Yetsoura Iferhounene-Imessouhal, convocation à une journée de réflexion du 14septembre 2001
41-Coordination du arch Ath Yetsoura, Iferhounene-Imessouhal, Invitation du président du comité de village d'Ait Arbi au conclave du arch du 14septembre2001.
42-Liste des présents à la réunion de la coordination du arch Ath Yestoura, du 14 septembre 2001
43-Appel des lycéens d'Iferhounene à une marche de solidarité populaire, le18avril 2002.
44-Déclaration de la coordination de la commune d'Iferhounene, du 18juillet2002, pour la reconstitution de la coordination

II-Documents de la Coordination Arch Illilten / Coordination communale Illilten

45-Déclaration des comités de villages d'Illilten, 26mai 2001.
46-Déclaration de la coordination des comités de villages d'Illilten, remercîments des transporteurs publics et particuliers pour leur disponibilité lors de la marche du 14juin 2001.
47-PV de la réunion de la coordination communale d'Illilten du 21 aout 2001.
48-Coordination des comités de villages d'Illilten, bilan financier, 3septembre 2001.
49-Coordination du Arch Illilten, Démenti de Djellal moussa au sujet de l'initiative du délégué permanent Mammert, le 30 novembre 2001.
50-Cellule de crise, appel aux citoyens à une réunion d'installation de la coordination communale, le 8février2002.
51-Coordination de la commune d'Illilten, compte rendu des discussions et consultation de la base sur le projet de rejet des élections.
52-Coordination d'Illilten, Communiqué, pétition nous sommes tous réquisitionnés, 16mai2002.
53-Coordination du Arch Illilten, déclaration du 21mai 2002, mise en quarantaine des candidats aux élections.
54-Coordination du Arch Illilten, Appel du 24mai 2002 à une marche et à une grève le 26mai 2002.
55-Coordination communale d'Illilten, communiqué, mise en quarantaine des candidats aux élections.
56-Coordination du Arch Illilten, déclaration 7juin2002, rejet des élections 30mai 2002.
57-Coordination du Arch Illilten, Appel 12juillet 2002 à la réunion du 14juillet à la maison de jeunes d'Iferhounene.

58-Coordination du Arch Illilten, 23/7/2002, Information au sujet de la marche du 25juillet 2002.
59-Coordination du Arch Illilten, mise au point au journal Le jeune indépendant, 1/8/2002.
60-Coordination du Arch Illilten, précisions adressée à la presse 1/8/2002.
61-Coordination du Arch Illilten, appel 17/8/2002 à la participation au rassemblement d'Ifri 20aout 02.
62- Comités de villages d'Illilten, Lettre de protestation au maire d'Illilten du 27aout2002 sur le revêtement de la route Iferhounene-Illilten.
63-Coordination du Arch Illilten, déclaration, demande de retrait des candidats aux élections locales.
64-Comités de villages de la commune d'Illilten, Appel au sit-in du 15septembre 2002 devant la daïra d'Iferhounene.
65-Coordination du Arch Illilten, déclaration à l'égard de la section locale du FFS.
66-Déclaration sur l'honneur de Djellal Moussa 13 septembre 2002.
67-PV passation de consigne entre l'ancien et le nouveau trésorier de la coordination locale du mouvement citoyen (Nait Tahar Hocine et Djellal Moussa), 6octobre 2002.
68-Coordination du Arch Illilten, rassemblement devant APC le 23septebre2002
69-Comités de villages d'Illilten, compte rendu de la réunion du 12octobre à Zoubga
70-Comités de villages la coordination du mouvement citoyen, compte rendu de la réunion du 17octobre à Ait Adella
71-Comités de villages d'Illilten, déclaration contre le revêtement du chemin de wilaya253.
72-Coordination du arch Illilten, déclaration après le vote du 10 octobre 2002.
73-Avis de décès du délégué de la coordination communale d'Illilten, Amar Mehrez, Enterrement le 5juin 2003.

II-Documents personnels du délégué Mammert (Manuscrits)

74-Réunion du comité de village de Tifilkout 11aout 2000 désignation du bureau du comité.
75- PV de réunion de la coordination d'Illilten, vendredi 10mai 2001, à la bibliothèque communale pour la désignation des membres du secrétariat et d'un trésorier.
76-PV de réunion de la coordination d'Illilten, 25mai 2001, à la bibliothèque communale, bilan et perspectives.
77- PV de réunion de la coordination communale d'Illilten, 1 juin 2001, à la bibliothèque communale, bilan et perspectives. Préparation de la marche et des slogans.
78-PV de réunion ordinaire de la coordination du 4aout 2001, préparatifs de la marche du 8aout 2001.
79-PV de réunion des délégués du 15aout 2001, préparation du conclave du 24 aout et confection du tableau de la permanence coordination arch Illilten du 16 au 26aout 2001.
80-PV de réunion de la coordination communale d'Illilten du 20 aout 2001. Préparation du conclave de la CADC d'Illilten et répartition des tâches entre les membres de la coordination.
81- PV de réunion de la commission solidarité CADC du 3septembre 2001.
82--PV de réunion de la coordination communale d'Illilten du 4septembre 2001.
83-PV de réunion de la commission solidarité CADC du 10 septembre 2001.
84- PV de réunion de la coordination communale d'Illilten du 15septembre 2001.
85-PV de réunion de la coordination communale d'Illilten du 19septembre 2001.
86-PV de réunion de la coordination communale d'Illilten du 24septembre 2001.
87-PV de réunion de la coordination communale d'Illilten du 29septembre 2001.
88-PV de réunion de la coordination communale d'Illilten du 2octobre 2001.
89-Compte rendu du conclave de la CADC à Tigzirt.
90-Lettre d'invitation de Mammert par les éditions Berbères de Paris, 19décembre 2001.

91-Liste des blessés de la commune d'Illilten.

IV-Documents de la Coordination inter-communale d'Iferhounene

92-Lettre au chef de daira d'Iferhounene, conseil de coordination des arch Ath Yetsoura et Illilten, 6juin2001.
93-Appel du 26 mai 2002 de la coordination intercommunale Iferhounene, Imessouhal, Illilten à une grève générale les 29et 30mai2002.
94-Appel de la coordination inter-communale de la daïra d'Iferhounene, du 26juillet2002 pour la marche du 29juillet2002.
95-Appel de la coordination inter-communale de la daïra d'Iferhounene, du 1aout t2002 pour le Sit-in des délégués du 4 aout 2002 devant le siège de la daïra.
96-Appel de la coordination inter-communale d'Iferhounene, du 26aout2002, meeting des délégués de la CADC le 28aout 2001.
97-Appel de la coordination inter-communale de la daïra d'Iferhounene, mise en quarantaine des candidats aux élections du 10octobre 2002.
98-Appel de la coordination inter-communale d'Iferhounene, marche populaire du 28octobre 2002 à Iferhounene.

V-Documents de la Coordination intercommunales interdairates Ain El Hamam-Iferhounene.

99-Coordination intercommunales interdairates Ain El Hamam-Iferhounene, déclaration du 20mai2002.
100-Coordination intercommunales interdairates Ain El Hamam-Iferhounene, pétition Nous sommes tous réquisitionnés du 20mai2002.
101-Coordination intercommunales interdairates Ain El Hamam-Iferhounene, Appel à un sit-in à AEH le 21 mai 2002.
102-Coordination intercommunales interdairates Ain El Hamam-Iferhounene, Appel du 20 mai 2001 à une marche le 26mai 2001 à Iferhounene et à AEH.

VI-Documents de la CADC et déclarations d'acteurs collectifs

103-Déclaration N1 de la fondation Matoub, 22 avril 2001
104-Déclaration N2 de la fondation Matoub, 26 avril 2001
105-Déclaration N3 de la fondation Matoub, 28 avril 2001
106-Déclaration des enseignants de l'université de M Mammeri, 29 avril 2001
107-CADC Communiquée du 21mai 2001
108-CADC, déclaration du 24 mai 2001
109-Collectif indépendant des femmes de Kabylie, remercîments 26 mai2001.
110-Coordination de la daïra de Beni Douala 30 mai 2001.
111-Message-Appel de la fondation Matoub, 30 mai 2001
112-CADC, Lettre ouverte au peuple algérien (Copie en langue arabe), 31 mai 2001
113-CADC, Lettre ouverte à l'ensemble de la population algérienne, 1juin 2001.
114-Liste des organes de presse présents lors du conclave de la CADC du 31mai2001, à Azzazga.
115-CADC, documents sur le conclave de Tizi-Rached du 8juin
116-Recommandations pour la marche du 14 juin 2001, 9juin 2001
117-CADC, conseil de wilaya, 24juin 2001.
118-CADC, déclaration 3 juillet 2001.

119Communiqué du conclave d'Azzefoun 6,7 et 8 juillet 2001
120-CADC, Déclaration-communiqué, 22juillet 2001.
121-Déclaration conclave de la CADC, At Zikki, 10aout 2001
122-Mammeri, B., Lettre ouverte aux délégués, Confédération N'Ath-Irathen
123-CADC, conclave d'Illilten 24 aout 2001, rapport de synthèse.
124-CADC, P/la présidente tournante Illilten, Communiqué 28aout 2001.
125-CADC, Rapport de synthèse, préparation de l'interwilayas du 30aout2001.
126-Communiqué conclave de Ouagnoun 21 septembre 2001
127-Déclaration du 30 novembre 2001 des 9 délégués de la CADC.
128- CADC Appel à la grève le 31mars et 1avril 2002
129-CADC, Bulletin d'information N1 juillet 2002
130-Appel à l'émigration, 29mars 2002.
131-CADC, Commission de réflexion, 16septembre 2003.

VII- Documents de la CPWB et CICB

132-La communauté universitaire de l'université de Bejaia, déclaration-appel du 25 avril 2001.
133-Communauté universitaire élargie aux représentants de la société civile de la wilaya de bgayet, déclaration-appel, 28avril 2001.
134-La communauté universitaire et la société civile de la wilaya de bgayet, déclaration 29 avril 2001.
135-La communauté universitaire et la société civile de la wilaya de bgayet, déclaration 29 avril 2001 (En langue arabe).
136-La communauté universitaire et la société civile de bgayet, appel 30 avril 2001.
137-La communauté universitaire et la société civile, Communiqué-Appel, 2mai 2001.
138-La communauté universitaire et la société civile de la wilaya de bgayet, déclaration-appel à une grève générale pour le 3mai2001.
139-La communauté universitaire et la société civile de la wilaya de bgayet, 3mai 2001, Appel à une grève générale et un meeting le 7mai 2001.
140-Le comité provisoire de la wilaya de Bejaia, 14mai 2001, Appel ç une journée de protestation 19mai.
141-Comité provisoire de la wilaya de Bejaia, Déclaration-Appel, 21 mai 2001
142-Assemblée générale des enseignants de l'université, Déclaration du 26mai 2001.
143-Le comité populaire de la wilaya de Bgayet, Appel 21juin 2001.
144-Déclaration du CPWB de Bejaia le 27 juin 2001.
145-Déclaration du CPWB de Tichy le 2 juillet 2001.
146-Déclaration du CPWB du 7 juillet 2001, à Kherrata
147-Contribution à l'identification et à l'orientation du mouvement populaire en actuelle formation en Algérie de SadekAkrour juillet 2001.
148-Rapport de synthèse de l'atelier programme d'action et stratégie de lutte du CPWB, 14,15 et 16 juillet 2001.
149-Les délégués communaux, Déclaration du 17 juillet 2001 Ihaddadenbgayet.
150-CICB, déclaration du 19juillet 2001 à Amizour.
151-Déclaration de la CICB, Sidi Aich le 24juillet 2001.
152-Déclaration de la CICB, Bejaia le 26juillet 2001.
153-Le comité communal d'Adekar, déclaration décembre 2001.
154-CICB, Proclamation du 12 janvier 2002 journée fériée
155-Retrait de candidature aux élections locales 10octobre 2002, à Adekar

VIII-Plateformes de revendications, principes d'organisation et déclarations de l'interwilayale :

156-Plateforme de revendications des étudiants des universités d'Alger, 2mai2001.
157-Plateforme de revendications, comité provisoire de la wilaya de Bejaia, 15mai2001.
158-Plateforme de revendications d'IlloulaOumalou, 17mai 2001.
159-Plateforme de revendications de l'interwilayas adoptée à l'université de TargaOuzemour de Bejaia, 7juin 2001.
160-Plateforme d'El Kseur, 11 juin 2001.
161-Plateforme d'El Kseur explicitée à Larbaa Nath Irathen, 31octobre2001.
162-Appel à la marche du 14 juin 2001, coordination inter-wilayate. 4juin 2001
163-Appel à la marche du 14 juin 2001, coordination inter-wilayate.
164-Communiqué de l'interwilayale après la marche du 14 juin (15juin2001)
165-Déclaration de l'interwilayale du 22juin 2001
166-Déclaration de l'interwilayale du 28juin 2001
167-Déclaration de l'interwilayale aux participants au 15ème festival de la jeunesse et de l'étudiant
168-Déclaration de l'interwilayale de Boghni 31 juillet 2001
169-Déclaration de l'interwilayale à Akbou pour la marche du 19aout 2001 à Ifri
170-Déclaration de l'interwilayale à Ifri, le 20 aout 2001
171-Coordination interwilayale, rapport de synthèse, bilan et perspectives, Imechdalen 30-31aout 2001.
172-Déclaration de l'interwilayale At Jennad 27, 28 et 29 septembre 2001 (saccage du siège de la JSK)
173-Principes directeurs du mouvement citoyen, 27 et 28 septembre 2001.
174-Code d'honneur, 27 et 28 septembre 2001.
175- Coordination interwilayale, nature des actions du 5 octobre 2001, 27et 28 septembre 2001 At Jennad.
176-Document relatif au rejet des élections locales du 10 octobre 2002, At Zmenzer, 16aout 2002.
177-Document de mise en œuvre de la plateforme d'El Kseur, Tizi-Ouzou 22 et 23 septembre 2003.
178-Signataires du protocole d'accord entre le mouvement citoyen et le chef du gouvernement, 15 janvier 2004.
179-Déclaration de l'interwilayale, Banouh 12 février 2004
180-Appel au rejet des élections présidentielles du 8avril 2004, l'interwilayale, Banouh 12 février 2004
181-Document de rejet des élections présidentielles du 8avril 204, Banouh 12 et 13 février 2004
182-Déclaration de l'interwilayale, Ath Wartilane, 16 septembre 2005
183-Déclaration de l'interwilayale, Alger, 23 septembre 2005
184-Déclaration de l'interwilayale, Tizi-Ouzou, 11 Juin 2006
185-Déclaration de l'interwilayale, Bgayet, 30 Juin 2006
186-Déclaration de l'interwilayale, Seddouk, 1et2 Février 2007

IX-Comptes rendus de la presse :

187-Compte rendu de la presse de la réunion de Beni Douala du 10 mai 2001
188-Compte rendu du journal Liberté de la réunion de la CADC au sujet de la plate-forme de l'CIW adoptée à l'université de TargaOuzemour de Bejaia, le 7 juin 2001, *Liberté, 9juin, 2001*

189-Compte rendu de la presse sur le conclave de la CADC tenu à Illilten : La Tribune et Le Matin.
190-Compte rendu de la déclaration des dialoguistes taiwan publiée par le journal liberté juste après la marche du 5 octobre 2001
191-Compte rendu du journal Liberté des tractations officieuses qui ont abouties au dialogue avec les « arouch dit taiwan » en octobre-décembre 2001.
192-L'identité des députés de la kabylie au lendemain du scrutin du 30 mai 2002
193-Compte rendu de l'appel urgent d'Ait Ahmed à la veille des élections locales du 10 octobre 2002

X- Autres : Prises de positions.

194-Communiqué de l'APS au sujet de la rencontre gouvernement et délégués du mouvement, le 3octobre 2001.
195-L'avis de Hocine Ait Ahmed sur le mouvement des arouch, 26 mars 2002 : Ârch, la tribu; Ârouch, les tribus
196-Hocine Aït-Ahmed, Note politique du 26 mars 2002
197-Contribution de AomerOulamara et Hend Sadi, universitaires et militants politiques *Débat sur le site du* Matin (copié le 7 octobre 2002) et celle de Un ex militant du FFS, Adjissa Hakim animateur du mouvement citoyen d'Iberbachen
198-Appel des universitaires de Mouloud Mammeri le 9 octobre 2002 à la veille des élections locales

XI- Documents du comité de village d'Ait Arbi

199-Réglements et lois du village d'Ait Arbi élaboré en Aout 1980,(copie transcrite par Lekadir Yazid et publiée dans Ouldfella Abdenour et Lekadir Yazid, la femme entre la loi coutumière et la loi officielle, mémoire de fin de licence en sociologie, université d'Alger 1988)
200- Registre du règlement intérieur du village d'Ait Arbi élaboré en 1989-1990.
201- Lois et règlements intérieur du village d'Ait Arbi 1990.
202-Lois et réglements du village d'Ait Arbi de 2006
203-Projets du comité de village en 2006
204-Récipicé de renouvellement du comité de village 2013
205-PV assemblée générale 25juin 2001, débat sur la mobilisation et le « mouvement des arouchs »
206-Lettre adressée par le Maire d'Iferhounene au comité de village d'Ait Arbi, septembre 2001.
207-Récépicé de renouvellement du comité de village, fin 2005-début 2006
208-Liste des membres du comité de village 2005-2009
209- Pacte inter-associations décembre 2012.

XII-Documents de la presse :

210- Liberté 20et 21 avril 2001.
211- Le Matin, 20et 21 avril 2001.
212- La Tribune, 25 avril 2001
213-Liberté 26 avril 2001
214-Liberté 26 avril 2001
215-Liberté 26 avril 2001
216-Le Matin, 26 avril 2001
217-Le Matin, 26 avril 2001
218-Le Matin 2 mai 2001
219-Le Matin 2 mai 2001
220- Le Matin 2 mai 2001
221-L'Authentique 2mai 2001
222- L'Authentique 2mai 2001
223- L'Authentique 2mai 2001
224- Le Matin 6 mai 2001
225- Le Matin 6 mai 2001
226- Liberté 14 mai 2001
227- Liberté 20 mai 2001
228- Le Matin 23 mai 2001
229- Liberté 24 mai 2001
230-Le Matin 27mai 2001
231- Liberté 29 mai 2001
232-Liberté 29 mai 2001
233-Le Matin 30mai 2001
234-Le Matin 30mai 2001
235-Liberté 31 mai 2001
236- Le Matin 1et2 juin 2001
237- La Tribune, 3 juin 2001
238-Le Matin 4 juin 2001
239-Le Matin 4 juin 2001
240-Le Matin 5 juin 2001
241-Le Matin 5 juin 2001
242-Liberté 19 juin 2001
243-Liberté 19 juin 2001
244-Liberté 19 juin 2001
245-Le Matin 23 Aout 2001
246-Liberté 4 octobre 2001
247-Liberté 17 octobre 2001
248-Le Matin 21 octobre 2001
249-Le Matin 21 octobre 2001
250-Le Matin 21 octobre 2001
251-Le Matin 25 octobre 2001
252-Le Matin 1 novembre 2001
253-Le Matin 21 et 22 novembre 2001
254-Le Régional 7au 13 février 2002
255- Le Matin 8et9 mars 2002
256-Le Matin 19 mars 2002
257-Le Matin 21 mars 2002

258-Le Matin 10 avril 2002
259-Le Matin 22 mai 2002
260- Le Matin 30 juillet 2002
261- Le Soir d'Algérie 20 et 21 septembre 2002
262-Le Matin 22 septembre 2002
263-Le Matin 25 septembre 2002
264- La Dépêche de Kabylie, 3octobre 2002
265-La Dépêche de Kabylie, 11 et 12 octobre 2002
266-Le Matin 22 octobre 2002
267- Le Matin 15 juillet 2003
268-La Dépêche de Kabylie, 18 et 19 juillet 2003
269-La Dépêche de Kabylie, 10 septembre 2003
270-La Dépêche de Kabylie, 10 septembre 2003
271-Le Matin 28 et 29 novembre 2003
272-Le Matin 21 et 22 novembre 2003
273-Le Matin 9 décembre 2003
274- Le Matin 19 janvier 2004
275-Le Matin 23 et 24 janvier 2004
276- Liberté 16 janvier 2005
277-El Watan, 17 janvier 2005

XII-Chronologie du mouvement de 2001.

XIII-Photos

A-Photos du village Ait Arbi

1-Le village d'Ait Arbi dans les années 1970 (1977) Photo de Ait Hamou Mohand Ouanour.
2-Le siège de tajmaat avant son réaménagement. Photo AHMO
3-L'entrée du village d'Ait Arbi en 1977 Photo AHMO
4-Le village d'Ait Arbi en plein tempête de neige de février 2012 (page facebook du village)
5-Le village d'Ait Arbi en 2015 (Photo OFA)
6-Le village d'Iferhounene, chef lieu de la commune et de la daira d'Iferhounene, 2010 (Photo OFA)
7-Activités de l'association culturelle *Tiyri n tmanyin* 2011-2012
8-Activités artistiques organisées par l'association culturelle en été.
9-Revue *Taddart-iw* de l'association culturelle *Tiyri n tmanyin* Mars-avril 2011.
10-L'un des premiers présidents de l'association culturelle Ait Hamou A/Kader, durant les années 1990.
11-*Timecret*, aout 2006 (Photos facebook du village)
12-Ould fella abdenour, Alain Mahé et Ait Messaoud Arab membre du comité de village et organisateur de *l'asensi* au siège de l'assemblée villageoise, aout 2008, pour participer aux préparatifs de *l'asensi*. (Photo OFA)
13-*L'agraw* qui bénit les donateurs de *l'asensi* n sidi Amer, Aout 2008. (Photos OFA)
14-Vue de l'asensi n Sidi Amer à 18h, aout 2008. (Photo OFA)
15-Le partage du diner rituel, Aout 2008. (Photos OFA)
16-Le comédien Fellag invité par les membres de l'association culturelle *Tiyri n tmanyin* du village d'Ait Arbi pour assurer deux représentations à Michelet (AEH), le 8 avril 1993.

17-Le chanteur Boudjemaa Agraw à l'inétrieur de l'assemblée villageoise et siège de l'association cuturelle, invité pour animer le gala à l'accasion de l'asensi annuel, en aout 2000, au village d'Ait Arbi. (Photo OFA)
18-Visite de la mère de Matoub au siège de l'assemblée, reçue par les jeunes de l'association culturelle et l'ensemble des citoyens, notamment les femmes. Aout 2000.
19-Réunion des membres de l'association culturelle, en mars 2011, au sein de l'assemblée villageoise. (Photo OFA)
20-Membres des sages du village présidant *l'aberah* (AG de 113 émargements) constitutif du nouveau comité de village, 23décembre 2016. (Photo OFA)
21-Assemblée générale du village Ait Arbi pour renouveler le comité de village, 23décembre 2016. (Photo OFA)
22-La place « plateforme » donnant accès au siège de *Tajmaεt* au rez-de-chaussée et à la mosquée au premier étage. (Photo OFA)

B-Photos des événements de 2001

23-Meeting à Iferhounene, le 28 aout 2002, devant l'ex-siège de la gendarmerie. (Photo Rabah)
24-Siège de la gendarmerie. (Photo Rabah)
25-Des manifestants devant le siège de la gendarmerie. 28aout2002. (Photo Rabah)
26-Meeting de l'interwilayas tenu à Illilten, le 2 avril 2004. (Photo Rabah)
27-Rejet des élections présidentielles du 8 avril 2004. Photo des jeunes qui empechent la tenue des élections à Iferhounene ville. 7et8 avril 2004. (Photos Rabah)
28-Jeunes activistes du village, à Ifri en aout 2001. (Photo Rabah)
29-Jeunes militants du village d'Ait Arbi et de la commune d'Iferhounene participant aux différentes manifestations et activités militantes durant les événements de 2001. (Photo Rabah)
30-Groupe de jeunes manifestants du village de Taourirt Ali Nacer, Commune d'Iferhounene. (Photo Rabah)
31-Marche à Alger du 8aout 2001. (Photo Rabah)
32-Meeting à Ighil Imoula, 1 novembre 2002. (Photos Rabah)
33-Marche à Akbou, du 19 mars 2003. (Photo Rabah)
34-Recueillement sur la tombe de Guermah Massinissa, 18 avril 2004. (Photo Rabah)
35-Recueillement sur la tombe de Guermah Massinissa, 18 avril 2003. (Photo Rabah)
36-Manifestation El Kseur-Amizour suivi d'un meeting à Amizour, le 22 avril 2003. (Photo Rabah)
37-Manifestation du 20 avril 2004, à Tizi-Ouzou. (Photos Rabah)
38-2ème commémoration de la mort du jeune Lamara Oulhocine, Tabouhest, At bu youcef 28 mars 2004. (Photo Rabah)
39- Siège de la gendarmerie de la daira d'Iferhounene, avril 2002. (Photo Rabah)

XIV-Cartes :
1-PDAU, commune d'Iferhounene, Plan Etat de fait (SCP ADS Progress, OULD FELLA Kamel)
2-Villagde Iferhounene (SCP ADS Progress OULD FELLA Kamel)
3-Village Ait Arbi (SCP ADS Progress OULD FELLA Kamel)

Iferhounene, le 30 mai 2001

PV de réunion

L'an deux mille un et le trente du moi de Mai s'est tenue une assemblé générale du AARCH ATH YETSOURA composé des coordinations, ces comités des villages des communes Iferhounene et Imessouhal Daïra Iferhounene.

Ordre du jour:

- Election des délégués pour chaque coordination.
- Election du conseil du AARCH.
- Préparation des actions locales.
- Adhésion à la coordination des AARCH après un long débat, les membres présent à l'AG ont voté à l'unanimité l'adhésion à la coordination des AARCHS, et adoptent la plate forme d'ILLOULA ensuite un conseil du AARCH a été élu de la façon suivante:
- Election de dix membres pour chaque commune pour former le conseil communal.
- Fusion des deux conseils pour former le conseil du AARCH dont la liste est jointe au PV.
- Le conseil du AARCH après sont installation passent à l'élection des délégués au conseil des AARCHS est la suivante:

Iferhounene :
Houche Abderahmane
Mohand Kaci Amokrane
Ait Hamou Kamel
Cherif Azouaou
Amrani Amrane

Imsouhal
Mechri Mohand Ou Belkacem
Alia Yahia
Lakrout Boukhalfa
Hadjam Abdellah
Yefsah Aissa

L'AG est levée à 22 H 00.

Le conseil du AARCH ATH YETSOURA

Conseil

Agrément	Dossier
- Hammouche Rachid	- Mechri Med = Abdelk
- Meddour Madjid	- Hammouche Boukhalf
- Aouni Amara	- Alia Yahia
- Ait Abdeslem Abdellah	- Si Larbi Nhane
- Med Kaci Mokrane	- Hadjam Abdellah
- Houche Salah	- Lakrout Boukha
- Kadi-Ouali	- Yaâni-Bo Allaoua
- Ait Hamoudache	- Ait Mekaouek
- Cherif Rezoug.	Tarek
- Ait Hamouda	- Fellahi Sofiane
	Yefsah Ass

Coordination du Aârch ATH YETSOURA

Déclaration

La coordination du Aârch ATH YETSOURA, salue vivement la mobilisation de toute la population pour la marche commémorative du 40ème jour de l'assassinat de nos frères martyrs.
Dans le but de poursuivre le mouvement et maintenir la pression jusqu'à satisfaction de toutes nos revendications, la Coordination du Aârch, réunie en date du 01/06/2001 a décidé ce qui suit :

- Chaque jour, déclenchement de toutes les sirènes des villages pendant 30 secondes, à midi (12h00).
- Klaxons de tous les véhicules qui se trouvent au chef lieu de la Daïra, tous les jours à 10h00, pendant 30 secondes, excepté les jours d'examens (6eme, BEF et BAC).
- Une minute de silence sera observée chaque mercredi au marché hebdomadaire d'Iferhounene, à 10h00 après le signal de sirène.
- Tous les véhicules de la région doivent circuler avec un fanion noir en signe de deuil.
- Tout citoyen du Aârch, doit porter un petit ruban noir.

D'autres actions locales sont envisagées dans les jours à venir.

GLOIRE A NOS MARTYRS.
VIVE L'ALGERIE, LIBRE ET DEMOCRATIQUE.

Communiqué

A l'occasion de la célébration du 40e jour de l'assassinat de nos martyrs, le ARCH ATH YETSOURA a organisé une marche au chef lieu de DAIRA TIZI OUZOU le 1/6/01, cette marche a fait objet d'une grande mobilisation populaire et a regroupé plus de 2 000 personnes.

Coordination ARCH
ATH YETSOURA

A Monsieur le président
d'APC d'Iferhounène

objet : demande de local
pour réunion

Nous sollicitons votre haute bien-
veillance afin de mettre à notre
disposition le local (cantine
scolaire de l'école d'Iferhounène)
pour tenir les réunions du ARCH.
et cela le 4/6/01 à 17 H ; et
une autre le week-end.

Salutations

Avis favorable sous
réserve du respect et mise
publique de la disponibilité du local

رئيس المجلس الشعبي البلدي
R. LOUNIS

p/le ARCH

Lundi 04/06/2001

Réunion "ARCH"

N°	Noms et Prénoms	Village ou Daïra	Emargement
01	Mecheri Md Ouberbacem	TANALT	
02	[illegible]	[illegible]	
03	Ben mouhoub Mohand	Ait Ali Belkacem	
04	KACHI Hal Amokrane	1er homme de	
05	ALLACHE Mouloud	Ait HAMOU	
06	SEHAD SAID	Ait a MANSOUR	
07	Fellahi Mazouzi	IBELKISSNE	
08	Amiar Cherif	Tirourda	
09	Mouha AIMED	[illegible]	
10	MOURAH Abaouz	Bon messaoud	
11	OULDABDARAHMAN. SADEK	AYAT SASI	
12	Hocine Djafar	THNALT Centre	
13	HAOUANOU Abderrahmane	AZAgour Kessoum	
14	BOUHACI ACHOUR	AHOUCHE	
15	Belkessam Boakim	Bouadel	
16	CHERIF Salah	Hamdachene	
17	SIHAM MOULOUD	Ait Amirouali	
18	AIT SAID Omar	Ecole Ait Ounacer	
19	SI BACHIR IKKACEM IRHCHEDAN AISSA	Ait Lbachir	
20	Ammour Benyahia	Tizi Bouifed	
21	[illegible]	[illegible]	
22	Allache Rachid	Ait Ouatas	

24) ALIA YAHIA — Iguerlakran

25) Si Larbi Mokrane — Ait yaceferouali

26) Ammouyahia RACHID. — IGHIL IGoulemmen

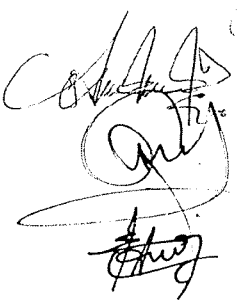
27) Ait Djoudi Ismail — Amrane

28) Adjaoudi — Atli

29) Abrous — Ahmi

30) Adjedjou — Achour

Ait Ataa — Ahfir



- 1/ Hecheri Md Oubelkacem!

2/ Ye

3/

4/

5/

Coordination Iferhounene et Imessouhal.

Propositions d'actions.

Nous, représentants des coordinations d'Iferhounene et d'Imessouhal, réunis ce jour, le 23/06/2001 afin de débattre et d'adopter les actions et perspectives du mouvement proposées par les assemblées générales des villages des deux communes.
Les propositions retenues sont les suivantes :

I. Sur le plan national :

1- Marche national le 05 juillet à Alger.
a) Marche populaire sous réserve d'une bonne organisation.
b) Marche des délégués à Alger avec des marches dans toutes les wilayas concernées.
2- Trouver les moyens nécessaires pour libérer les ondes de BRTV afin de contrecarrer la propagande du pouvoir.
3- Intensifier la communication afin de toujours contrecarrer les manœuvres du pouvoir et ses relais et lever toute amalgame vis-à-vis des populations non berbérophones.

II. sur le plan wilayale :

1- Marches.
2- Grèves partielles et répétitives.
3- Boycott de l'ENTV.
4- Drapeau en berne.

Après discussion, les propositions ont été adoptées à l'unanimité et la séance fut levée par son président.

A Iferhounene le 23/06/2001.

Coordination Iferhounene Imessouhal

Déclaration.

Suite à l'organisation des villages des communes d'Iferhounene et d'Imessouhal en comité de coordination, un travail titanesque a été mené dans tous les villages afin de continuer le combat commencé par les jeunes d'une manière pacifique. Les fruits n'ont pas tardé à être constater sur le terrain.

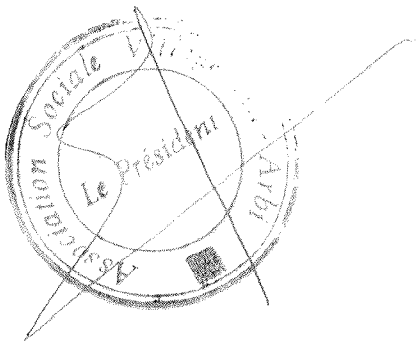
Ce retour au calme ne justifie aucunement la présence des gendarmes hors de leur brigade, si ce n'est à provoquer les jeunes filles et les jeunes garçons, constituant ainsi un obstacle à la libre circulation des citoyens au niveau du chef lieu.

Pour cela, la coordination des deux communes réuni en séance extraordinaire :

- dénonce ces comportements indigne.
- lance un ultimatum de 24heures, qui prendra effet à partir de ce jour, le 27/06/2001 à 8h, pour que ces gens regagnent leur brigade faute de quoi, les coordinations des deux communes entameront des actions d'envergure afin de leur faire regagner leur brigade d'une manière ou d'une autre.

Iferhounene, le 27/06/2001.

Ait Arbi Le 10/07/2001. 8



P. V

Nous, le comité de Village Ait Arbi, reuni ce jours, le 10/07/2001 A 18h00, en reunion extraordinaire dont l'ordre du jour est de discuter la charte du conclave d'aZESSOUN.

Aprés la prise de parole des membres de comité et les personnes agées invitées à la reunion Nous avons decidé tous ce qui Suit:

- Vu que le point le plus important cité dans la charte ~~dont~~ et plus precisement dans le chapitre: - voies et moyens d'actions (dialogue avec fermeté ou pas); Nous avons rejetés toutes Sortes de dialogue direct ou indirect avant que le pouvoir cède le chemins vers la presidence et d'apporter des réponses precises sur la plate forme d'EL KSEUR, et reconnaitre l'organisation des ARCH comme Seul representant du mouvement.

Le Comité

CALENDRIER DES PERMANANCES

	Village	Heure	Jour	Observation	
1	IFERHOUNENE	09h – 20h	24/06/2001	DZC 26.82.94	PA
2	AIT HAMOU	09h – 20h	25/06/2001		PA
3	AZAGHAR (AHFIR)	09h – 20h	26/06/2001		PA
4	AIT OUATAS	09h – 20h	27/06/2001		PA
5	TAOURIRT ALI OUANACER	09h – 20h	28/06/2001		PA
6	TANALT Village P.N.A	09h – 20h	29/06/2001	P.N.A	PA
7	TIZI BOUIFED	09h – 20h	30/07/2001		PA
8	BOUMESSAOUD	09h – 20h	01/07/2001		PA
9	AIT ATSOU	09h – 20h	02/07/2001		P2
10	TIZI GUEFRES	09h – 20h	03/07/2001		P2
11	SOUMEUR	09h – 20h	04/07/2001		P2
12	BOULMAIZ	09h – 20h	05/07/2001		P2
13	LAZIB	09h – 20h	06/07/2001		P2
14	KERROUCHE	~~09h – 20h~~	~~07/07/2001~~		PA
15	AIT ARBI	09h – 20h	08/07/2001		
16	AZAGHAR KERROUCHE	09h – 20h	09/07/2001		
17	TIKILSA	09h – 20h	10/07/2001		
18	AHFIR	09h – 20h	11/07/2001		
19	AIT IDIR OUALI	09h – 20h	12/07/2001		
20	SECHAR	09h – 20h	13/07/2001		
21	AIT EL MANSOUR	09h – 20h	14/07/2001		PA
22	AIT YOUCEF OUALI	09h – 20h	15/07/2001		
23	AIT MEDDOUR	09h – 20h	16/07/2001		
24	IBERBER	09h – 20h	17/07/2001		
25	AIT BACHIR	09h – 20h	18/07/2001		
26	MENAI	09h – 20h	19/07/2001		
27	ASKEUR	09h – 20h	20/07/2001		
28	IMEZOUAGH	09h – 20h	21/07/2001		
29	IGUER LAKRAR	09h – 20h	22/07/2001		
30	BOUAIDEL	09h – 20h	23/07/2001		
31	TANALT Centre	09h – 20h	24/07/2001		
32	IKHDACHENE	09h – 20h	25/07/2001		
33	IGHIL IGUELMIMENE	09h – 20h	26/07/2001		
34	ARDOUCHE	09h – 20h	27/07/2001		
35	AIT ENZAR	09h – 20h	28/07/2001		
36	AIT YAHIA OUAMER	09h – 20h	29/07/2001		
37	IBELKISSENE	09h – 20h	30/07/2001		
38	AIT SASSI	09h – 20h	31/07/2001		
39	AIT ALI OUYAHIA	09h – 20h	01/08/2001		
40	TIROURDA	09h – 20h	02/08/2001		

Le Conseil du ARCH ATH YETSOURA

Conseil AARCH ATH YETSOURA
Coordination Iferhounène Imsouhal

A
Monsieur le Chef
de la Daira d'Iferhounène

MISE EN GARDE

Suite à l'organisation des villages des communes d'Iferhounène et d'Imsouhal en comité de coordination, un travail titanesque a été mené dans tous les villages afin de continuer le combat commencé par les jeunes d'une manière pacifique. Les fruits n'ont pas tardé à être constater sur le terrain.

Ce retour au calme ne justifie aucunement la présence des gendarmes hors de leur brigade, si ce n'est pour provoquer les jeunes filles et les jeunes garçons, constituant ainsi un obstacle à la libre circulation des citoyens au niveau du chef lieu.

Pour cela, la coordination des deux communes réunie en séance extraordinaire :

- Dénonce ce comportement indigne
- Lance un avertissement à ces provocateurs afin de rejoindre leur brigade dans l'immédiat.

Faute de quoi, le Conseil du AARCH vous tera porter (vous et ces derniers) toute responsabilité quant à un éventuel dérapage de la situation

Iferhounène, le : 27/06/2001

Le Conseil du AARCH

Coordination du Aarch

Ath yetsoura

A P P E L

Les citoyens et citoyennes sont invités à prendre part au dépôt de gerbes de fleurs aux monuments des chefs lieux des deux communes IMSOUHAL et IFERHOUNENE qui aura lieu le mardi 03.07.2001 à 10h et ce à la mémoire des victimes d'hier et d'aujourd'hui.

Soyons nombreux.

Iferhounéne le : 30.06.2001

Coordination des Marcheurs

Liste des marcheurs à Alger

le 05 Juillet 2001

01 - ADJaoudi Akli

02 - BELKACEM Mouloud

03 - Ait Amara Hammouche.

04 - AMRANI Nabil.

05 - Ait Hammou Mansour.

06 - Marouni Ahmed.

07 - Cherif Azouaou.

08 - Hamrani Djaffar

09 - Gheli Mouloud

10 - Mahdeb Mahmoud

11 - Yousfi Hafid

12 - SAMAH Mouloudi

13 - Cherfi Boubakeur

14 - MAHDIA Nafaa

15 - Madi Mustapha.

16 - Mahloub Younes

17 - TALBI M'hanna.

18 - Malou Amar

19 - Ammour Ramdhane

20 - Kaci Mourad

21 - Allache Mouloud

22 - Ould Abderrahmane Sadek.

23 - Sid Ahmed Taher

24 - Yahia Madjid.

Coordination Tizi Ouzou

Liste des organisateurs de la marche d'Alger le 05 juillet 2004.

1 - BELKAT Chafik.
2 - Belkacem Mohand
3 - Meftah Mouloud
4 - Djaoud Youcef
5 - SAHIB Said
6 - Si Belkacem Djoudi
7 - Cherfi Karim
8 - Mohand Kaci Amokrane.
9 - Ait Abderlam Abdellah.
10 - Yahi Rachid.
11 - Gaouali Moumouh.
12 - Bekkadi Amar.
13 CHIHANI Brahim
14 Benchikh Md Said.

Coordination Imoulhaq

Liste des marcheur à Alger

Le 05 Juillet 2001.

1. Hadjam Abdellah.
2. Abdat Aomar
3. Maouchi ~~Karim~~ MAKim
4. Adjedjou Achour
5. Ikhlef Hachimi
6. Oubachir Ahcène
7. Boudia Ouali
8. Chait Mourad
9. Ait Mebarek Tarek.
10. LAKROUT Boukhalfa
11. Kaced Boukhalfa
12. Ikhlef M'hand.
13. Ait Abdelaziz Khaled / HALIL KARIM -
14. Samah Djilali / IBNRoudene MADANI
15. Sihali Nacer
16. (Talmi Lyakoub) = Ait Mohand Amzaine
17. (Bou Kelidja Abdelkader) = Ahmed yahia Rachid.

Coordination IMSOUHAL.

liste des organisateurs de la marche d'Alger

le 05 juillet 2001.

1. Abdous Smail.
2. Bachir Aliouat.
3. Amara Larbi
4. Ammiche Kamal.
5. Hamnache Boukhalfa.
6. Mechri Mohamed Abdelkader.
7. Adjadj Kebcah Hamid
8. Nait Atmane Mahmoud
9. Alia Yahia.

Coordination AARCH ATH YETSOURA

Recommandations pour le sit-in d'attente du 05/07/2001, à Iferhounene.

Suite à la réunion de la commission technique pour la préparation du sit-in d'attente du 05/07/2001 tenue au siège de la permanence du AARCH, après concertation il a été décidé ce qui suit :

1. Les villages des deux coordinations (Imsouhal, Iferhounene) sont appelés à prendre part au sit-in.
2. Le lieu: Iferhounene (devant le siège de Daïra, le monument, route d'Iferhounene vers Tizi-Bouirene).
3. Date: 05 juillet 2001.
4. Heure: à 11h00.
5. Lieu de stationnement des véhicules: stations des fourgons vers Illilten, Tizi-Bouirene (route vers Imessouhal par Aït El Mansour, par Ahdouche) et route de Ain El Hammam.
6. Brassards: noir et blanc pour les organisateurs, noir pour ceux qui feront le sit-in.
7. Prévoir également des casquettes, de l'eau...etc.
8. Banderoles : elles doivent être préparées par les villages.
9. Slogans : ils seront tirés uniquement de la plate-forme d'Illoula, d'Azazga et d'El Kseur.
10. Pas de blocage de routes (libérer la circulation).
11. Eviter les provocations.
12. Prise de contact avec le service d'ordre ou la permanence quant à d'éventuelles tentatives de provocations en appelant au numéro de tel suivant : 026 26/82/94.
13. Les commerces doivent rester ouverts.
14. La fin du sit-in sera annoncée dés que nos marcheurs prendront le chemin du retour d'Alger.
15. Les membres du conseil du AARCH doivent rester à la permanence après le sit-in jusqu'à l'arrivée de nos marcheurs.
16. Une personne véhiculée de chaque village doit resté à la permanence jusqu'à l'arrivée des marcheurs pour leur assurer le transport dans les bonnes conditions.
17. Chaque village doit déléguer 05 personnes (service d'ordre et le cordon de sécurité) à 8 h 00 au siège de la permanence pour une réunion.
18. Les membres du conseil qui ne seront pas à Alger doivent se présenter obligatoirement à 8 h 00 au siège de la permanence.

- Restons mobilisés, vigilants et prudent.
- Ensemble, nous vaincrons.
- ULAC SMAH ULAC.
- Tous pour la lutte jusqu'à satisfaction de nos revendications.
- VIVE L'ALGERIE LIBRE UNIE ET DEMOCRATIQUE.

Ath Yetsoura, le 02/07/2001.

Procès - verbale de l'assemblée générale du village AIT ENZAR

En ce jour du vendredi 22 juin 2001, une assemblée générale est tenue à la maison des Jeunes du village AIT ENZAR relative aux actions et procédures de notre «aarche athysoura », pour ce faire, on a enregistré énormes de propositions proposées par l'ensemble des citoyens du village :

1- Les citoyens optent et rejoignent toute action qui sera prise par nos élus et la population.

2- Pour éviter les dégâts et toutes conséquences de la dernière marche du 14 juin 2001, Veuillez designer deux personnes par village pour déplacer en cortège vers Alger le 05 juillet 2001 et de déposer pacifiquement la plate - forme de nos revendications légitimes au lieu d'appeler toute la population.

3-on tires votre intention pour l'organisation et l'assurance de transport pour les marcheurs (en cas d'une marche).

Veuillez accepter nos salutations

Gloire à nos martyres d'hier et d'aujourd'hui

Et pour une Algérie meilleure !

Le comité du village AIT ENZAR

Ait Arbi le 10/07/2009

Le Président

P.V

Nous; le Comité de Village Ait Arbi
réuni en Assemblée générale ce jour 10/07/2009
en presence des citoyens du Village, declarant
que les Nommés:

- ~~AIT~~ HAMOU MENSOUR
- HAMTOUNE FERHAT
- Ait FELLA KAMEL

les representants du Village au Sein
de Notre Arch ÄTYETSURÄ

Le Président

Le comité de village : AIT ARBI.

* Les propositions données au comité de Coordination "Arch Athyetsura".

1)- La maintenance de la mise en quarantaine sous toutes ses formes, et tout Contact direct ou indirect avec les gendarmes est interdit. pour les personnes qui ne respectent pas cette procedure, seront affichés publiquement et mise en Quarantaine par leurs villages.
2)- Depart immediat et inconditionnel de la Brigade de gendarmerie Nationale d'Iffoughâne.
3)- La sensibilisation des gens dans le bon sens.
4)- La marche populaire prévue pour le 05/07 sera de notre part massivement rejoignée, avec le renforcement de l'encadrement (l'age limité à 21 ans).
5)- continuer le combat pacifiquement (SIT-IN ET MARCHES).

N.B: le village Ait Arbi continu le combat jusqu'a la satisfaction de Nos revendications.

Ifrhounene Ce 23.07.01.

P.V de Reunion

L'an deux milles un et le Vingt. trois du mois de juillet s'est tenue une réunion du comité de village Ifrhounene

ORDRE DU jour:

mandater les delegués à la coordination communale et ARCH.

Après débat il a été décidé de mandater MM:

- HOUCHE Abdenacer.
- MAROUNI AHMED
- KACHI Md Amokrane

pour representer le village à la coordination communale.

D'I Ferhounène et du AARCH
ATH YETSOURA.

Ce P.V remplace le
mandat pour les delegués

P/le Comité

Village Ifenhoumene Centre

- Propositions -

I - Organisation structure.

- garder l'organisation horizontale.
mais veiller très sérieusement à l'authentification des delegués par des mandats et P.V de coordination même s'il faut contrôler sur terrain

II - moyens d'actions

sensibiliser d'abord les autres regions du pays par rapport aux revendications en envoyant des delegations pour faire discretement le travail de terrain

III - Accepter le dialogue, mais se preparer intelligemment pour trouver une strategie et

- Présidence tournante des conclaves
- Pacte d'honneur de non participation des délégués aux élections
- P.V exigé avec détails + sa soumission à la base.

- Fonctionnement :
Rejet du ~~consigne~~ consensus
- Création de commission de discipline et d'information
- Un programme pour les différentes séquences (tournantes).
- Exigence d'un ~~contrôle~~ et des ~~incentive d'accréditation~~ pour veiller sur la légitimité des délégués
- Forme et structure horizontal et triangulaire.
- Annuler le consensus et le remplacer par le vote en première et en deuxième tour

- Commissions de rédaction propre à chaque conclave.
- Commission des finances
" de réflexion.

- [illegible] de retraite
propre à chaque conclave.
- Commission des finances.
" de réflexion.

1) Organisation de structure des Marches
au niveau de la base, par l'exigence
d'un contrôle systématique des délégués
par un service d'ordre spécial ~~dans~~ à
l'occasion de chaque conclave et
veiller sur la légitimité et représen
tativité.

2) Cohésion et coordination de bas
en haut de la structure.

3) Affirmation de l'horizontalité
de la structure du Marche

Grands Axes

I - Historique

II - Structure et organisation

III - Conclave.

IV - Commissions

V - Actions et perspectives.

Synthese:

1) Organisation de structure des Aarchs au niveau de la base, par l'exigence d'un controle systematique des delegue par un service d'ordre special ~~dan~~ à l'occasion de chaque conclave et veiller sur le legethumite et representativité.

2) Coehision et coordination de bas en haut de la structure.

3) Affirmation de l'horisentalité de la structure du Aarch

ASSOCIATION VILLAGE AIT-HAMOU
COMMUNE IFERHOUNENE
15260 TIZI-OUZOU

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

DATE :

Procès-verbal de l'assemblée générale du village Ait Hamou tenue le 10.07.2001.

A :

OBJET :

REFERENCE :

L'an deux mille un le dix du mois de juillet le village Ait Hamou a tenu une assemblée générale extraordinaire. Sur l'ordre du jour suivant.

I structuration et organisation du marché

II objectifs

III lieux et moyens d'actions

le bureau de l'assemblée est composé de deux membres. dont le président est le délégué du village au niveau du Comité marché et le gestionnaire et un Secrétaire.

après l'ouverture de la séance par son président l'assemblée générale du village ait hamou a débattu l'ordre du jour. point par point et a adopté par consensus et à l'unanimité de l'assistance les propositions suivantes.

I par chapitre organisation et structuration

1- les délégués doivent être mandatés par leurs villages soutenus par un PV avec les signatures

ASSOCIATION VILLAGE AIT-HAMOU
COMMUNE IFERHOUNENE
15260 TIZI-OUZOU

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

DATE :

A :

OBJET :

REFERENCE : 2 - Coordination Communale.

Chaque village doit mandater trois (03) delegues qui seront charges de

- le premier : a pour tache de prendre part au Conseil Communal du marché
- le deuxieme a pour tâche de participer a l'assemblee

Le troisieme est le suppleant qui a pour tache de remplacer l'un de deux membre en Cas d'absence

3. La presidence doit etre tournante et triangulaire.

4 Affermonage au niveau du marche athy-stour doit etre assure de regulierement par des personne qu'on juge capable d'accomplir Cette tache

B- Siege de permanence villageoi
Larbaa n'ath Iraathen.

I- Commission. le Comité marché doit etre Composé de deux Commissions a savoir

2

ASSOCIATION VILLAGE AIT-HAMOU
COMMUNE IFERHOUNENE
15260 TIZI-OUZOU

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

P-V de l'Assemblée générale du Village Ait Hamou tenue le 10 07.2001.

DATE :

A :

OBJET :

REFERENCE : 1/ Commission Information qui sera chargé d'informer les Citoyens et de rédiger le PV des Réunions et de préserver l'archive du Comité

2/ Commission Solidarité : qui a pour tâche de solidariser et aider matériellement et moralement les victimes de la Répression

II objectifs Satisfaction de la globalité forme de revendication élaborée à la Kasma

IV actions et moyens de lutte
1 Remplacement du Drapeau noir en haut des entrées des villages
2 organisation de marche mensuellement
3 célébration du 20 Août 1956 avec pour un déplacement massif sur J.f.R. à la vallée des Soummam

après que l'ordre du jour fixé par la Kasma est épuisé.

N-B. Ce présent P-V est soutenu par les Signatures des membres présent à l'assemblée

3

ASSOCIATION VILLAGE AIT-HAMOU
COMMUNE IFERHOUNENE
15260 TIZI-OUZOU

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

DATE :

A :

OBJET :

REFERENCE : P.V de la Reunion extraordinaire

L'an deux mille Un le dix du mois de juillet le village Ait Hamou a tenu une Reunion extraordinaire a fin de degager les Representants du village au Comite Archa Ath yatenna.

Apres debat la Reunion a degagée a l'unanimité de ses membres :

MR OKACHI AMMAR : membre au Conseil Communal.

Mrs : ① HAMRANI DJAFFAR } delegues
② Allache Mouloud }

Mr : AMROUNE Ali : Suppleant.

NB : Ce PV est tenu pour les Signatures

des membres présents. Dans la journée l'ordre du jour fut épuisé et la séance est levée

Comité de village

Ait Engar le 11 07 16

Comité de village Ait Engar.

Objet convocation.

Nous les membres du Citoyens du village Ait engar Beni Ksila le 16 Juillet 2016 pour objet de désigner les délégués qui nous représente Auprès de L'Arch Athytsourat dans voté les noms des personnes engagées Volontairement et soutenues par la majorité des Mise des citoyens, Mr Monsieur, Yousfi Bachir dit Hadjd, et Monsieur Ait Ali Farid.

nos Salutations les plus profondes.

Le président.

Village Bouaidel
Commune Iferhounène
15260 Tizi Ouzou

PROPOSITIONS

Faute de temps pour pouvoir suggérer des propositions sages et bien étudiés qui seront à la hauteur de ce mouvement populaire grandiose, nous n'avons pu proposer que les points suivants :

DOMAINE FINANCE :

- Ouverture d'un compte courant postal ou bancaire pour la meilleure gestion.
- Aide aux victimes de ces évènements.
- Installation des moyens pour que toute la population Kabyle puisse capter la chaîne berbère BRTV avec l'accord de ses responsables bien sûre et cela pour une meilleure information et pour affronter cet ogre de l'ENTV.

DIALOGUE AVEC LE POUVOIR :

Notre confiance est totale avec les représentants qui ont géré ces évènements jusqu'à ce jour car ils connaissent les enjeux et les arrières pensées du pouvoir. C'est à eux de décider de dialoguer ou pas, mais en faisant très attention aux manipulateurs.

MOYENS D'ACTION

- Impliquer les autres wilaya du pays.
- Médiatiser notre cause dans les média étranger notamment dans les chaînes de télévisions françaises et la chaîne arabe El djazira qui sont très regardés par les algériens.
- Déposer plainte contre le pouvoir auprès des institutions internationales : ONU, Parlement européen, ligue internationale des droits de l'homme et au TPI de la Haye.
- Il ne faut pas hésiter à utiliser le mot " **racisme** " car nous somme vraiment victime de ce pouvoir qui se dit toujours arabe.

Coordination du Aarch
Ait yestoura

Lundi 13-08-2001
23

À Monsieur le Président
de l'A.P.C d'Iferhounene

Objet: Demande d'un local à usage
de permanance pour le Aarch.

Nous avons l'honneur de venir très respectueusement
à fin de bien vouloir nous accorder cette
présente demande citée en objet
Vu la fermeture de la pharmacie d'Iferhounene
centre, et son siège qui demeure libre à ce jour
À cet effet nous vous prions de le mettre à
notre disposition pour usage de permanance
Dans l'attente d'une reponse favorable
et dans l'urgence veuillez agréer MR:
le président notre haute considération

La coordination du Aarch Ait yestoura

Association Comité du Village IBERBER

COMPTE RENDU

De la réunion du 10/07/2001

Le Village d'Iberber s'est réuni le 10/07/2001 pour faire une petite analyse concernant la réunion des Aârches du 06 au 09/07/2001 à Azefoune dont 05 points communs (Grands Axes) :

Le Village d'Iberber ; après une analyse il a été d'accord pour la plus parts des points sauf certains dont les causes sont :

1/ Structuration et Organisation :

- *L'aârch resteras avec son nom sans cachet (neutre).*

2/ Principe de consensus :

- *Non au vito dans les réunions .*

3/ Non au séparation des commissions :

- *Pour éviter les infiltrations (**ULAC TIRACT M'BLA AKURFA MA VDANTS TSIRAC ADUKLANT AQ DHAKARFA**).*

4/ Non au meetings :

- *Pour plus de sécurité aux coordinateurs ainsi pour beaucoup plus de vigilance.*

5/ Pas de négociations :

- ***THAFUNASTH IGUGILEN URTH TSNUZ URTH RAHEN .***

Association Comité du Village IBERBER

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية
REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

ASSOCIATION DU VILLAGE IBARBAR

Commune Iferhounene LA Liste du VILLAGE

1 - Samah NACER
2 - Samah Djilali
3 - Samah BELKACEM.
4 - Amghar Hamid
5 - Samah Mohand oujidir
6 - Saighi Zidane
7 - Samah Karim
8 - Amghar Mourad
9 - Samah Mouloud
10 - Samah Mahmoud
11 - Samah Nadjib
12 - Amghar Malek
13 - Samah Fazdil
14 - Samah Daoud
15 - Samah Samir

Signature

Nous soussignés, citoyens du village d'Ikhedachene, Commune Tfelhounene, réunis en assemblée générale ce Jeudi 19 Juillet 2001, déclarons avoir délégué CHERIEF MAHMOUD et NAIT ABDELAZIZ Samir CHERIEF YAZID pour représenter notre village au conseil communal de Tfelhounene.

Nom et Prenom	Signature	Nom et Prenom	
Nait Abdelaziz Ait Arezki		CHERIFI SOFIANE	
Cherif abdelkader		CHERIF YOUNES	
Fellag Brahim		Mahlouf Mahfoud	
Aguello Zoli		Nait abdelaziz Arezki	
CHERIEF HAKIM		Cherief Aziz	
CHERIEF HACENE		Nait Abdelaziz Kamel	
Mohand Boutahar		MAHLOUF NADIR	
Nait Abdelaziz Hafid		Cherif Amokrane	
" " " Mibarek		Nait Abdelaziz Hacene	
Nait Abdelaziz Mohand		CHERIF MOHAND AZLI	
Nait Abdelaziz Hacene		CHERIF SALAH	
Nait abdelaziz Mohand Ouamer		CHERIFI Belaid	
" " " Tahir		CHERIF DJAFFAR	
		Nait Abd Aziz Hacene	
		CHERIF MAHFOUD	
		Nait abdelaziz Cherif	
		MAHFOUD RACHID	
		NAIT ABDELAZIZ SAMIR	
		Aguello Tayeb	
		Cherifi Rachid	

FELLAG LARBI

Cherif Brahim

Cherif Said

MAHLOUF Said Ouidir

Mahloub Madjid

Cherif Abdelkader CHE

Cherif Mohamed

M'ahloub- Nacer

Mehloub- Rachid

Cherif Abdenour

Village Imezouagh

Commune Iferhounene

Daira Iferhounene

Willaya Tizi ouzou

Imezouagh le 27-07-01

...Procès Verbal...

L'an deux mile un et le 27 du mois de juillet, Nous citoyens de village Imezouagh Sommes reunis en assemblée generale pour debattre le problème de representants au Sein de AARCH ATH YESTOURA.
En fin de travaux le Comité de village Imezouagh a convenu à designer deux delegués officiels et un Suplient dont les noms sont les suivants :

- CHERFI BOBKeur
- CHERFI Malek
- CHERFI KARIM (Suplient) - ([redacted])

Il est à noter aussi Qu'une minute de silence à été observée à la memoire des martyrs.

Ce procès verbal est fait pour valoir ce que de droit.

Pièces jointes : Listes emargée des participants à l'assemblée.

LISTE DES PRESENTS — 27 JUIL 2008

NOMS	PRENOMS	EMARGEMENTS
1) CHERFI	SAID	
2) CHERFI	NAFAA	
3) CHERFI	AMOKRANE	
4) CHERFI	MUSTAPHA	
5) CHERFA	IDRISS	
6) CHERFI	M'HAND	
7) CHERFA	AHCENE	
8) CHERFA	HACENE	
9) CHERFI	BOBKEUR	
10) CHERFI	OUAHCENE	
11) ATMANE	AHCENE	
12) CHERFI	OMAR	
13) ATMANE	NOUREDINE	
14) CHERFI	ZOHIR	
15) CHERFI	HAMOUCHE	
16) CHERFI	DJILLALI	
17) CHERFAOUI	MOURAD	
18) CHERFI	NADJIB	
19) BEN ATMANE	TAYEB	
20) CHERFAOUI	MOKHTAR	
21) CHERFI	ABDELHAFID	
22) BENATMANE	BELKACEM	
23) CHERFI	Malek.	

NOMS	PRENOM	EMARGEMENTS.
24/ CHERFI	ALLAOUA.	
25/ CHERFI	KARIM	
26/ CHERFI	Mde OUBELKACEM	
28/ ATMANE	MENAD	
29/ CHERFI	MADJID	
30/ CHERFI	Mde SADEK	
31/ ATMANE	AKLI	

Village Kerrouche
Commune Imsouhal
Aarch At Yatsura.

COMITE DU VILLAGE KERROUCHE
Le Président
IMSOUHAL

Pévis de L'Assemblée

Nous, Citoyens du Village Kerrouche / Cne Imsouhal, reunis en assemblée générale le mardi 10.07.2001 suite à l'appel de notre délégué et après avoir evalué la situation Actuelle que vit le mouvement de Citoyens Face aux differents obstacles, avons pris les décisions suivantes:

- Pour la Continuité du combat jusqu'a la satisfaction de nos revendications, légitimes avec beaucoup de Sagesse et de Passifisme (denonciations, Publications, sit-ins. meetings, grève ...)
- Pour la deversité d'opinions mais pas pour la déVision des Aarchs
- Pour L'autonomie et L'orisontalité du mouvement des Aarchs.
- Non, à L'infiltration de Perturbateurs et d'apparails du Pouvoir et de toute récupération Partisane.
- Non. à L'exclusion extimiste de toute Personne Présente dans le mouvement quelque soit sa Couleur Politique ou Religieuse tant que L'objectif est Le même.
- Pour une bonne Structuration du mouvement (pour une charte realisable)
- Contre la monopolisation dans le fonctionnement du mouvement.
- Pour le renforcement du mouvement sur les plans suivants information, Sensibilisation et mobilisation.
- Pour L'adoption d'un Pacte commun, claire à deux niveau wilaya plus inter-widayas
- Pour la Création des differente Comissions, quelles soient Représentées et fondées par des membres spécialisés
- Pour une équipe de Rédaction Crédible des évenements
- Que La Presidence des Conclaves soit tournante (Alternativ

COMITE DU VILLAGE KERROUCHE
Le Président
IMSOUHAL

DRUCES VERVAL

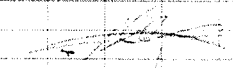
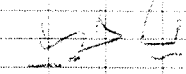
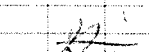
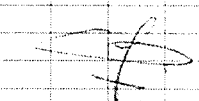
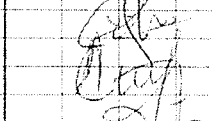
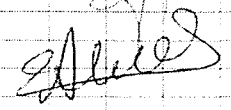
- Le dix du mois de juillet l'an deux milles etun, a 20h c'est tenue une assemblée Generale au village (taqmaat) presidé par un citoyen du village
  - ordre du jour.
  - Compt Tendu du Conclave d'azefoun.
  - actions a entreprendre dans les jours avenir

  après dialogue et concertation, les presents ont decidé.
  - de maintenir la plate forme de l'acteur
  - entreprendre des actions pacifique telle que marches, sit-in,
  - organisation des campagnes de sensibilisation pour sensibiliser d'autre ~~regions~~ villages.
  - Regret categorique du boikotage avec le pouvoir autoritaire.

LAAZIB.

Name	Remarks	S
[illegible]	[illegible]	
[illegible]	[illegible]	
[illegible]	[illegible]	
[illegible]	[illegible]	
[illegible]	[illegible]	
[illegible]	[illegible]	
[illegible]	[illegible]	
[illegible]	[illegible]	
[illegible]	[illegible]	
[illegible]	[illegible]	
[illegible]	[illegible]	
[illegible]	[illegible]	
[illegible]	[illegible]	
[illegible]	[illegible]	
[illegible]	[illegible]	
[illegible]	[illegible]	
[illegible]	[illegible]	
[illegible]	[illegible]	
[illegible]	[illegible]	
[illegible]	[illegible]	
[illegible]	[illegible]	
[illegible]	[illegible]	
[illegible]	[illegible]	

Nom	Prénom	S
Amrani	Djelloli	
Amrani	Mohamed	
Amrani	Fouad	
[illegible]	MAREK	
[illegible]	MALEK	
[illegible]	[illegible]	
[illegible]	Antoine	
Amrani (Amrouche)	Amrouche	
Bekkadi	Mouhamed	
Bekkadi	Lotfi	
Yahia	Abdelg	
Yahi	Rachid	

Zakaki	Ankara	
Ufa	Mahkeme	
Fırın	FARE	
Tuzak	SAZK	
Çiçek	RÇÇ	
Bebek	Amerika	
ALIOUA	AMARA	

APC Tizi

P.V. D'INSTALLATION.

Le dix neuf du mois de juillet deux mille et on. a 12h c'est tenue une assemblée de jeune presidé par un membre du Comité

Ordre du jour.

. Installation des delegués

après dialogue et concertation sur les derniers évenements et lecture de l'avant projet de charte, les présents ont elu un groupe de delegués composés des personnes suivants.

. Amrani Amrane.
. Alioua Mohand Said.

P.V de Reunion.

Nous les membres du Comité ainssi des Citoyens du village LAZIB reuni en assemblée general le Vendredi Le 04.05.01 Certifions avoir deligués les nommés. YAHIA RACHID. et AMRANI NABIL comme les supresentants officiel de notre village dans le mouvement de protestation qui est né Suit a l'assassina de jeune Lycéen GUERMAH. MASSINISSA. (Mouvement Arrch). et pour lela N'ous confermons officiellement notre adhesions. et notre soutient ainssi nous engagons a suivre toutes les recomandations des Arrchs.

ULAC SMAH ULAC.

le Comité du village.

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية
REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

ASSOCIATION DU VILLAGE IBARBAR

Commune Iferhounene

mardi 31 Juillet 2001

P.V DE REUNION

Nous Soussignons L'assemblée générale du village IBERBER (TikaaThine) Avoir désigner trois membres Du presidents le village au Seine de la coordination d'IFERHOUNENE Aarch ATH yessaiah

Les trois (03) delegués Sont -

- SAMAH EL AZIZ
- SAMAH Md ouyidir
- SAMAH DJILALI

LISTE DES MEMBRES DU COMITE DU VILLAGE AIT IDIR OUALI

1.. SIHALI MOULOUD
2 - SID MOHAND BOUKHALFA
3 - SISSANI LARBI
4 - SISSANI NACER

LISTE DES SIGNATAIRES

N°	NOM & PRENOM	EMARGEMENTS
01	SID NED DJAMEL	
02	" " CHERIF	
03	" " HAMID	
04	" " MOURAD	
05	" " BOUKHALFA	
06	SILI TAHAR	
07	" SALAH	
08	SISSANI SAID	
09	SIHALI MADJID	
10	" AKLI	
11	" DJAMEL	
12	" ABBAS	
13	" KARIM	
14	" ABD ARRAHMANE	
15	" MOULOUD	
16	" HAFID	
17	" L'ARBI	
18	" ANTAR	
19	" MALEK	
20	" SAMIR	

21	SIDNED HAMMAL	
22	" LYES	
23	" LHADI	
24	" SAMIR	
25	" DJOUDI	
26	" RACHID	
27	" LARBI	
28	" MOSTAFA	
29	" AHMED	
30	" OUAHNED	
31	SISSANI MACCS	
32	" LARBI	
33	" AHMED	
34	NAIT NED SAMIR	
35	S. HAL ABDELKADER	
36	SIDNED OUARET	
37	SID NED OUALI	
38	" " KARIM	
39	" " BOUSSAAD	
40	" " SALIM	

Procès verbal de réunion

L'an deux mille et un, le trente du mois de juillet, à 19h, s'est tenue au siège du comité du village de Tirourda une réunion dont l'ordre du jour est la désignation des délégués auprès du conseil communal du AARCH AT YETSURA.

Etaient présents :

1. **Belkacemi Mouloud**
2. **Amiar Cherif**
3. **Talbi Abdenour**
4. **Nait Amara Amrane**
5. **Gaouali Mohamed**
6. **Hamidi Abaouz**
7. **Nait Youcef Arezki**
8. **Nait Megdoud Bachir**
9. **Ben Aissou Youcef**
10. **Sai Bachir**

Les membres présents ont procédé a la désignation des Mrs :

Belkacemi Mouloud
Talbi Abdenour
Gaouali Mohamed
Sai Bachir

Comme étant des délégués permanents, représentants notre village, L'ordre du jour étant épuisé, La séance fut levée, le même jour à 20h.

Le Comité

PROCES VERBAL

L'an deux mille un et le quatre Août à vingt heures s'est réuni le comité du village Bouaidel commune Iferhounène dans le but de désigner deux délégués qui représenteront le village auprès du Arch Iferhounène à la réunion du 05 Août 2001. après débat, les membres du comité cités ci-dessous ont choisi à l'unanimité les deux personnes suivantes :

1. M. NAIT SAADI Cherif.
2. M. MOUSSOUS Rachid.

NOM ET PRENOM	SIGNATURE
BELKESSAM Brahim	
BELKESSAM Mohamed	
DJOUADI Younes	
MADI Madjid	
MADI Mustapha	
MOUACI Hocine	
MOUACI Rachid	
MOUCER Samir	
MEDDOUR Madjid	
MEDDOUR Arezki	
NAIT MEDDOUR Amokrane	
NAIT MEDDOUR Said	
NAIT SAADI SAADI	
NAIT SAADI Cherif	
SEDDI Mahedi	
SEDDI Ali Mohand	
SEDDI Samir	
YAHI Mohamed	
MOUSSOUS Rachid	

محضر الاجتماع لعرش أث بنورا

في يوم الأحد الرابع أوت انعقد اجتماع وكان جدول الأعمال هو:

تقرير حول الاجتماع المنعقد باوسيف

تقرير حول الاجتماع مابين الولايات في بوغني

تقرير حول الاجتماع المنعقد بقاعة كاتب ياسين بتيزي وزو

التحضير للمسيرة الشعبية المقررة ليوم 01-08-08

مناقشة عامة حول بعض القضايا مثل

المدعوون إلى الدرك الوطني

الحفلات

الأدوية التي تبرع بها بعض الصيادلة والأطباء

تعيين مندوبين إلى الاجتماع المرتقب في آيت زكي يوم 01/08/10

الخفارة.

الترعات.

ملفات المصابين خلال مسيرة 2001/06/14.

بعد افتتاح الاجتماع من طرف الرئيس الذي ذكرنا بما جاء في اجتماع وسيف وقد استسر البعض حول النقاط الغامضة وكانت الأجوبة مقنعة من طرف المشاركين في اجتماع وسيف.

ذكرنا كذلك المشارك في اجتماع بوغني (مابين الولايات) وقد شرح لنا كل ما وقع خلال الاجتماع وكذلك شرح كل ما جاء في اجتماع قاعة كاتب ياسين

تطرق المجتمعون إلى التحضير للمسيرة السلمية ليوم 2001/08/08 وقد شكلنا لجنة للاتصال بالكل العائلات والسيارات التي تقل المتظاهرين

يوم المسيرة - وفي الأخير مناقشة عامة

وقد ناقشنا مشكل المدعوين إلى الدرك وخرجنا بنتيجة وهي:

عدم الإتصال بالدرك لكي لا تتكسر الحركة الإحتجاجية

إلى نتظار إلى يوم 2001/08/10 حيث نادرج هذه النقطة في جدول الأعمال

والرد النهائي حول هذه النقطة.

الحسابات: فيما يخص الحسابات بما أن المنظمة تعيش في حداد إثر

الإغتيالات، يجب أن لا يحتفل البعض في حين البعض الآخر ما زالت

جراحهم لم تندمل.

أما فيما يخص الأوسمة فقد قررنا تعليق قائمة المتبرعين.

ثم تعيين مندوبين إلى اجتماع آيت زكي

ورفعت الجلسة على الساعة الثامنة.

Convocation

Mrs

Vous êtes priés d'assister à l'assemblée generale qui aura lieu le Vendredi le 10.07. 2015 à 17 H au siège de la permanence. (2 delegués par Village élus à la base accompagnés d'un P.V. dûment signés par l'ensemble des membres de l'A.G exigés, et propositions d'enrichissement - de l'avant projet de charte.

- ordre du jour
  - installation du Conseil de la Commune d'Iperhounen
  - enrichissement de l'avant projet de charte
  - Divers -

NB: Votre presence est indispensable.

Les delégués du Conseil
du AARCH

Âarch ATH YETSOURA Coordinations Iferhounène Imessouhal.

Convocation.

Les délégués des villages sont priés d'assister à la réunion de travail qui aura lieu le dimanche 02/09/2001 au nouveau siège (ancienne pharmacie d'Iferhounène). à 16 H

Ordre du jour :

- Bilan du mouvement
- Bilan du conclave d'Illiltene.
- Bilan du conclave extraordinaire de Tizi-Ouzou (nouvelles perspectives du mouvement).
- Divers.

Permanence
- Problèmes
- Structuration
- et désengagement des villages
- Revue

Commission de réflexion :

- Bilan local
- Structuration
- Réglementation
- Moyens financiers

— Coordination du Aarch. 03. 09 2001
ATH YESTOURA

P.V de la Reunion du 02/09/2001

Ordre du jour.

- Bilan du mouvement
- Bilan du Conclave d'ILILTEN.
- Bilan du Conclave Extraordinaire.
- Divers.

- La Reunion a été présidée par Mr LAKHDAR BOUKHALFA Commencée par une minute de Silence et directement on a abordé l'ordre du Jour

Après un débat Chaud notamment Sur Quelques point. (le matériel & on a trouvé dans le Siège) le président de la reunion a Saisis le point Sur le planning. et resultat Sont les Suivant.

- 15 Village Sont d'accord pour Remettre les responsables pour L'A.P.C.
- Non Officiellement 5 Village Sont Contre
- 1 delegué a rejoindre la Salle

Pour le reste des décisions sont les suivants.

① - Un tableau pour la gouvernance.

② - Une commission qui va préparer un Aménagement local pour le 14 09. 2004

③ - Une commission chargée de donner les brassard noir et les bonbon pour les candidats du B.A.C 2ème section.

④ : Dégager 4 délégués pour la conclave de TIGZIRT.

⑤ : donner un délai pour les villages afin de régler les charges financières.

La Commission chargée de préparer la conclave.

- HOUCHE . ABD ERRAHMAN . IFER .
- CHERIF AZOUAOU TIK,
- Ait Fella KAMEL. Ait ARBI
- HAMLET DJAMEL. Ait ELMENSEUR
- AMRANÉ AKLI Ait HAMOU.

les delegués de la coordination pour la conclave du 6.09.2001 à TIGZIRT

- Ait Fella KAMEL.
- YAHA . TAHAR
- TAHAR.
- YAHIA.
- YALALI SALAH . (OBSERVATEUR)

la Liste des Villages present

Aït Ouatas
Tizi Gueffres.
Iguer Ukrar.
Ataqa & Ahfir
Ait Meddour.
Ahfir
Tizi Bouffad.

Ait Hammou.
Ait Arbi
Iferhounen
Tikilsa.
Laazib
Ahdouche.
Ait El Mensour.
Taourirt A. N.
Mena.
Imezdiagh.
Ait Atsou.
Ikhdaden.

Préparation du conclave interne de la coordination du Arich.

1 — évaluation des force dans notre commune.

* la presence dans tous les conclave.
* distribution des information.
* le caractère apolitique dans notre groupe.
* la presence dans tous les action (marches, miting)
* preservé des vies humain.
* faire des bonne relation avec les elus
*

2 — les faiblesse du mouvement.

* dimobilisation de la population.
* défaillance des delegué notament dans les reunions.
* absense de nos delegués dans des reunion de reflexion (Solidarité, plate-forme ...).
* manque d'engagement de certains membre de la coordination.
* manque de moyens financier.
* manque de communication entre les delegués et leur Citoyens.
* non respet de quelque directive.
* ~~manque~~ l'absense de la femme dans le mouvement.
* manque d'action local.
* le caractère trop pacifique du mouvement
* la non adhision de quelque village.
*

Les voies et moyens d'organisation

- Un code d'honneur local.
- intensifie les rencontre avec la population et particulièrement dans les village.
- Crée une coordination des femmes..
- prevoir un reglement interieur.
- Projection filme, et exposition.
- faire adhere les villages. qui ne sont pas dans le mouvement
- contacté la Communauté étrangere pour. des aide financier.
- Sensibilisé les collegien, et lyceen
- intensifie les action local. (greve, demi rideux, marche, meeting)
-

Coordination Aarch Ath Yetsoura
Iferhounène – Imsouhal

CONVOCATION

Pour maintenir la mobilisation des citoyens, la coordination Aarch Ath Yetsoura a décidé d'organiser une journée de réflexion non stop à la maison des jeunes d'Iferhounène, le Vendredi 14/09/2001 à 10 heure.

ORDRE DU JOUR :

- Restructuration des Villages.
- Règlement intérieur (local).
- Installation des commissions.
- Avant projet du règlement intérieur – Wilaya.
- Divers

N.B :

Chaque village sera représenté par un (01) délégué au moins et trois (03) au maximum.

ULAC SMAH ULAC

Coordination du
Aarch Ath Yetsoura,

Coordination Aarch Ath Yetsoura
Iferhounène – Imsouhal

A
Monsieur le Président du Comité
Du Village : AIT ARBI

INVITATION

Après Cinq (05) mois de combat pacifique, du mouvement citoyens, nous constatons une démobilisation de certains villages de notre région. Une région qui est portant renommée pour sa noblesse et l'engagement de sa population a participer à toutes les luttes pour les libertés et la citoyenneté depuis la nuit des temps.

Aujourd'hui nous pensons qu'on est tous concernés par ce combat pour recouvrir notre dignité et assurer un avenir meilleur à nos enfants.

Donc l'implication de tous les villages s'avère nécessaire sinon indispensable.

A défaut d'engagement de votre village pour cette organisation, soyez au moins présents au conclave interne de âarch que nous organiserons le Vendredi 14/09/2001 à partir de 9h00 du matin jusqu'au soir à la maison des jeunes d'Iferhounène.

** Ce conclave nous permettra :*

1 – d'évaluer les forces et les faiblesses du mouvement dans notre région.
2 – de réfléchir à la manière de mieux nous organiser dans l'avenir.
3 – d'établir un programme d'actions locales qui nous permettra d'honorer notre engagement dans la lutte.

- *Contre la Hogra*
- *Contre l'exclusion du peuple.*
- *Pour les libertés.*
- *Pour la dignité.*
- *Pour la satisfaction des revendications de la plate forme d'EL KSEUR.*

N.B : le transport du soir est assuré.

VIVE L'ALGERIE.

ULAC SMAH ULAC

Coordination du Aarch
AIT YETSOURA

le 14-09-2001

la liste des délégués présents dans la réunion :

Nom	Prenom	Village	Signature
1. Adjeroud Malek	Malek	Alifir	
2 Ait Ferhat	Kamel	Ait Arbi	
3. Ait Kaci	Brahim	Azrou Alifir	
4. Hadjam	Abdellah	Ait Ouatas	
5. AMRANI	NABIL		
6. CHAIT	SALIM	ZAZIB	
7. TALEB	SALAH	Iguer Lkhlas	
8. AIT SAID	Omar	MENIA	
9. SAADI	MENAD	T. A. O	
10. MEDDOUR	FARID	AIT Yahia Moussa	
11. [illegible]	Rachid	AIT-MEDDOUR	
12. [illegible]	Djamel	Ait el Bachir	
13. [illegible]	Ahmed	Ait El Mansour	
14. [illegible]	Kaci	Ait Hichem	
15. [illegible]			
16. [illegible]		Akbil	
17. [illegible]			
Mouhoubi Lhadi		T. Boualel	

APPEL

Marche de solidarité populaire

A l'occasion du 1er anniversaire de l'assassinat du 1er martyr de printemps noir , GUERMAH MASSINISSA , le 18/04/2001 dans les locaux de la gendarmerie à Béni-Douala. Nous appelons l'ensemble des citoyens a participer massivement à une marche pacifique et populaire organisée par les lycéens d'Iferhounène , LE JEUDI LE 18 AVRIL 2002 ,suivie d'une grève générale de tous les établissements scolaires de la localité d'Iferhounène , une minute de silence sera observée à la mémoire des martyrs du printemps noir (114 victimes) , tuées par la faute de la dictature du pouvoir mafieux et assassin .

Nous exigeons la libération immédiate et inconditionnelle des détenus et la satisfaction pleine et entière de la plate forme d'EL-KSEUR .

La marche aura lieu le jeudi 18avril 2002 à partir de 9h du lycée d'Iferhounène jusqu'au nouveau siège de la daïra (Tizi-Bourène).

SOYEZ SOLIDAIRES

ULAC SMAH ULAC LE COMBAT CONTINUE

Coordination des Arches Dairas et Commune de la wilaya de Tizi-Ouzou
Coordination de la Commune d'Iferhounène

Déclaration

Suite à un appel lancé par la **C.A.D.C** pour la reconstitution des coordinations locales et ce là après avoir constaté la défaillance de quelques unes.

Après la réunion du dimanche **14 juillet 2002** avec la présence des coordinations (Ililten, Iferhounène, Imsouhal, Akbil et Abi Youcef) et après la réunion du jeudi **18 juillet 20002** de la coordination de la commune d'Iferhounène en présence des délégués des villages de (Tirourda, Ait Arbi et Tourirt), nous tenons à rappeler les autres villages de la commune d'Iferhounène que le mouvement citoyen né du printemps noir 2001 s'inscrit dans la durée jusqu'à la satisfaction pleine et entière de la plate forme de El-Ksar.

Et pour ce là, nous lançons une autre fois un appel solennel pour les villages non représentés dans le mouvement citoyen et nous les invitons par la même occasion pour désigner un délégué digne de ce mot. Comme disait Lounès, même s'ils pourchassaient toutes les étoiles, le ciel ne tarira jamais, mais que ferons-nous pour honorer la mémoire de ces et faire aboutir leur combat.

Si nous nous voulons pas être insulter par l'histoire, investissons au sein du mouvement, luttons contre l'oublie, le chemin sera long et dur, mais la lumière jaillira.

ULAC SMAH ULAC
GLOIRE A NOS MARTYRS
LE COMBAT CONTINUE

Iferhounène le jeudi 18 juillet 2002

D E C L A R A T I O N

La coordination des comités de villages d'Illiltène, réunie ce jour vendredi 25/05/2001, au niveau de la bibliothèque communale, salue ceux qui se sont mobilisés et participés à la réussite de la marche noire historique du lundi 21 mai à Tizi-Ouzou et qui a drainé près d'1 million de personnes.

Elle déplore néanoins l'absence des transporteurs et taxieurs de la région. Ces derniers sont appelés à se solidariser au mouvement lors des prochaines manifestations citoyennes.

Partie prenante de la coordination des ärches, des daïrates et communes de la wilaya de Tizi-Ouzou et conformément au rapport de synthèse de la rencontre d'Illoula, elle décide :

- Une quête au profit du blessé Icheddadène Djoudi, blessé par balles lors des émeutes passées à Iferhounène.
- Observer une minute de silence tous les samedi matin et jeudi à la sortis des classes, et ce jusqu'à la fin de l'année. Les élèves sont appelés à porter un fanion ou une bande noire en signe de deuil.
- La mise en quarantaine des gendarmes jusqu'à leur départ définitif. (Tout contrvenant devra prendre ses responsabilités.)
- Boycott du festival international de la jeunesse et de l'étudiant. Boycott des festivités nationales sportives, culturelles et autres...
- Boycottt des commissions étouffoir „Issaad" et "parlementaires".
- Soutenons la revendication des lycéens pour le maintient de la date du Bac (le 9 Juin 2001), et l'organisation d'une seconde session nationale en septembre 2001, et ce sans conditions.

Par ailleurs, la coordination invite les citoyens et citoyennes à se solidariser avec les victimes de la tragédie en observant le deuil pendant les fêtes (mariages, circoncisions et autres....)

La coordination reste mobilisée jusqu'à la totale satisfaction de nos revendications. Appelle les citoyens et citoyennes à être solidaires de leurs comités.

Signé :

La coordination des comités de villages d'Illiltène.

Illiltène le 26/05/2001.

- engager une pétition en kabylie pour interpeller la Commission ~~interne~~ d'enquête internationale.

(-) un manque de mobilisation au niveau local, réponse : tous les comités ~~sont~~ étaient interpellés,

- Unifier les tendances du MCB.

+ le nbre de marcheurs réduit ne sera t-il perçu par le pouvoir comme une faiblesse

- le pouvoir décide de ~~débl~~ débloquer une somme colossale pour diviser le mvt, est ce que les représentants venant d'autres régions ne sont pas corrompu par le pouvoir.

- essayer d'organiser une rencontre ~~entre~~ entre les deux partis politiques.
- grève de faim au niveau de tizi-ouzou.
- est ce qu'il y a des tentatives des partis pour récupérer
- qu'il est la réponse des ARRCHS aux partis.
- que feront L'ARROUCH en cas où le pouvoir refuse de nous considérer comme organisation de la société.

(-) est ce que la main étrangère a réellement manipulé.

- quelle serait les décisions à l'encontre des indicateurs de la région.

Déclaration

La Coordination des Comités de Villages d'Illiltène tient à remercier l'ensemble des participants à la marche historique du 14 juin 2001, qui a rassemblé plus de trois millions de citoyens.
Cette marche unique depuis l'indépendance, par la mobilisation qu'elle a suscité pour les libertés démocratiques, a marqué un tournant décisif contre le régime de la dictature.
Malgré son empêchement et les provocations sans précédent dont elle a fait l'objet, elle a su focaliser l'opinion nationale et internationale sur le cas Algérien.
Les moyens de transport à ce stade du mouvement représentant la force motive, le comité tient à féliciter les transporteurs particuliers et les transporteurs publics pour leur disponibilité notamment :

- TALEB Idir
- L'HADJ MOHAND Ouahcen
- L'HADJ MOHAND Mourad
- NAIT AMER Belaid
- NAIT SALAH Belkacem
- NAIT AMER Ramdhane
- DAOUD Abderahman
- NAIT CHABANE Achour
- BEN RAMDHANE Akli
- NAIT RAMDHANE Ahmed
- NAIT RAMDHANE Mohand Said
- KACI Rabia
- BEN KACI Salem
- BECHROUNE Mokrane
- NAIT RAMDHANE Tahar
- HAND OUYAHIA Rabah
- NAIT RAMDHANE Aissa
- NAIT SIDER Mekhlouf
- AIT BENALI Samir
- AIT BENALI Rachid
- NAIT ABDERAHMANE Rachid
- MAHREZ Amer
- OUMEHRAZ Bouhou
- NAIT AMER Smail (Titanic)
- NAIT BAHA Abaouz
- NAIT AMEUR Amer

Ceux-ci ayant répondu à l'appelle de la Coordination des Comités de Villages.
Vu l'aggravation de la crise, une plus grande vigilance et d'avantage de mobilisation est demandé
A la population comme aux transporteurs.

Vive la Démocratie
Gloire à nos Martyrs d'hier et d'aujourd'hui.

La Coordination des Comités de Villages d'Illiltène.

le 22/08/2001.

PV de la réunion de la coordination communale d'Illiltene.

Il a été convenu d'arrêter l'ordre du jour suivant :
- la remise de la recette des collectes à la commission finance.
- débat sur les tâches restantes.
- Divers :
- répartition des tâches aux délégués de la coordination.

Après un débat serein, la réunion est sanctionnée par les décisions suivantes :
la somme remise par chaque village est :

- Iqueqidene 5011 DA
- Zoubga 14470 DA
- Ait Sider
- Azrou 4000 DA.
- Ait Adellah
- Thouddadene 7000 DA
- T. Amrouis
- Tizit
- Tifilkout
- Taghzout.
- Ait Aissa

les villages n'ayant pas versé la somme ont promis de la remettre demain.
le premier point est evacué, mais dès qu'un délégué pourrait remettre l'argent au trésorier, on y reviendra.
- il est retenu d'inviter dix victimes du printemps noir.
- la commission logistique ramenera demain les matelas du lycée d'Iferhounene (environ 200 matelas).
- chaque délégué doit contacter les bénévoles devant travailler dans le cadre de venir demain pour effectuer les derniers préparatifs.

③ répartition des taches :

- le président : MAMMERT MAHMOUD.
- le copresident : BOUKOUMA Mohamed Amezziane
- Deux secretaires.
  ① TIGHILT MOHAMED.
  ② AIT BENALI BOUBEKEUR.
- Deux délégués
  ① - BEN SIDER BELAID : délégué permanent.
  ② - NAIT CHABANE MALEK : délégué rotatif.

- le quatrième point qu'est le divers est tranché comme suit :

. dégager une commission de rédaction des bandrôles.
. chaque commission doit dégager son coordinateur.

sur ce, l'ordre du jour est épuisé à 23h 15mn.

LA COORDINATION DES COMITES DE VILLAGES DE LA COMMUNE D'ILLILTENE .

Le présent document que nous vous présentons est celui D'un bilan financier détaillé et chiffré de la coordination locale d'ILLILTENE, pour Ce faire, nous avons scindé le rapport en deux parties, la première se résume à com-Ptabiliser les dons et cotisations, qui se faisaient à base des villages et la deuxième Partie consiste à expliciter les dépenses inhérentes au conclave ou aux diverses loca-Tions de bus lors des marches ainsi qu'aux achats divers .

Nous essayons d'abord d'illustrer les quêtes et cotisations Effectuées accomplies à ce jour :

LES COTISATIONS :

1-Au temps de la cellule de crise, nous avons cotisé **2000 DA** par village, ce qui fera au total **22000 DA** .

2- Juste après l'installation de la coordination, **1000 DA** furent cotisées par village, au total **11000 DA** .

3-A l'occasion de la marche de bouira, la même opération est lancée avec une somme de **1400 DA** , au total **15400 DA**.

4-La même opération s'est produite le 08/08/2001, pour une somme de **3400 DA** par village, sauf que cette fois-ci, le village d'AIT ADELLAH n'a pas versé un sou, par contre le village TIZIT a payé 2300 DA si non tous les villages ont payé la quot part donc au total en trouve **32900 DA.**

5-En dernier lieu, la cotisation des **1600 DA** pour couvrir les frais du conclave, cinq villages à savoir : AIT ADELLAH, AIT AISSA, TIZIT, TIFILKOUT, et T.AMROUS n'ont pas payé la somme, au total en a **9600 DA**.

La somme globale des cotisations est de : **22000+15400+1100+32900+9600=90900DA.**

A l'approche du conclave d'ILLILTENE, la coordination A pris l'initiative de solliciter tous les commerçants de la commune pour une aide Pécuniaire, une commission fut chargé pour contacter les commerçants du chef lieu Ainsi ceux des villages n'ayant pas une représentation authentique, donc après comptage des bons, les commerçants ont subvenu avec la somme de : **37950 DA**.

NB : certains commerçants nous ont promis une aide, jusqu'à ce jour elle n'est pas due, Par conséquent, la liste est toujours ouverte..

La deuxième étape était de distribuer les bons sur les villages dont la liste est comme Suite :

AIT SIDER : leur bon contient des dons des citoyens +commerçants, total :2010 DA .
IHADDADENE : leur bon contient le don des citoyens, total : 7000 DA.
ZOUBGA : dons des citoyens et commerçants, total : 10470 DA.
AZROU : dons des citoyens et commerçants, total : 4000 DA.
IGUEFILENE : don des citoyens, total : 5011 DA.
TAGHZOUT : dons des citoyens et commerçants, total : 1000 DA.
TIFILKOUT : dons des citoyens et commerçants, total : 3600 DA.
TIZIT, AIT AISSA, AIT ADELLAH, et T.AMROUS : dons des citoyens : NEANT.

La somme globale collectée est : **28491 DA**.

Une enveloppe d'un montant de : 30600 DA, est remise à la victime de la région en Guise de solidarité, en l'occurrence Mr ICHEDADENE DJOUDI du village d'AIT ADELLAH.

La caisse de la coordination a pour montant : 90900+37950+28491=157341 DA.

Les dépenses sont aussi divisées en deux parties : celles effectuées avant le conclave Et celles inhérentes à l'organisation du conclave d'ILLILTENE.
Dans la première partie nous explicitons les dépenses de la coordination relative à la Location des bus à chaque occasion d'une marche :

Marche du 14 Juin 2001 : 12200 DA
Marche du 05 Juillet 2001 : 6630 DA
Marche du 08 Août 2001 : 8000 DA
Marche du 19 Juillet 2001 : 15000 DA
Conclave extraordinaire de Tizi-Ouzou : 1500 DA , pour ne citer que cela, la liste Est encore longue.

Total transport s'élève à : 62710 DA

Les dépenses effectuées pour réparer le site du conclave s'élèvent à : 4405,50 DA
Les dépenses relative à la restauration lors du conclave : 50135 DA
Dépenses enregistrées par la commission logistique : 12474,24 DA

La somme dépensée dans le conclave est : 4405,50+50135+12474,24=67014,74 DA

Montant dépensé par la coordination depuis notre fonctionnement à ce jour est

62710+67014,74=129724,74 DA

Donc le reste de la caisse est suppulé à : 157341- 129724,74 = 27617 DA

Ces calculs sont fait à base des bons qui sont disponibles au sein de la coordination, La personne non satisfaite par ce présent bilan est priée de se rapprocher de la coor-Dination pour qu'on lui fournisse tous les détails.

LA COORDINATION D'ILLILTENE.

LE 03 /09 /2001

N.B. Ait Aissa a rajouté la somme de 1600 DA qui manquait + 600 DA Bons.

COORDINATION DU ARCH D'ILLILTENE

DEMENTI.

Je tiens, en tant que membre de la coordination communale Et par cette déclaration, **réagir** part rapport au retrait ou éjection de notre coordination de La CADC, **dénoncer** la position prise par notre délégué permanent qui, avec trois autres, ont Entrainé notre commune vers le dialogue avec le pouvoir et le démarquage de la CADC Sans consultation de la base et des autres délégués et surtout **informer** l'opinion publique et La CADC sur la vérité de cette affaire et la vraie position de notre ARCH.

Après avoir préparé le terrain avec les 8 autres coordinations, Notre délégué permanent a contacté certains membres de la coordination pour se réunir et La nécessité d'épouser leur démarche de dialoguer avec le pouvoir et se démarquer de la CADC de Tizi-Ouzou, chose faite après deux réunions, l'une dans un véhicule l'autre chez L'un d'eux, c'est alors que ce délégué permanent a fait une sortie surprenante et trahissante Pour notre ARCH en signant la fameuse déclaration des 9 coordinations.

Quand la nouvelle est apparu dans la presse, on s'est contacté Entre nous, membres de la coordination ignorant cette démarche pour se réunir et réagir Par rapport à tout cela, après trois réunions en présence même des citoyens et des initiateurs De la dérive, délégué permanent a expliqué et essayé de convaincre l'assistance de ce qui S'est passé mais c'est tout monde qui ont condamné cet acte, même les délégués consultés Auparavant dans cette affaire ont nié avoir décidé du retrait de notre coordination de la CADC, après consultation de notre base pour se prononcer sur ce sujet à travers des A.G Dans les villages, les 4 villages qui se sont réuni ont dénoncé le fait de ne les avoir consultes pour pareille décision et se sont prononcé pour le non dialogue avec le pouvoir tout en retirant Confiance aux délégués initiateurs de la dérive, même quelques représentants du village du Délégué permanent, après l'A.G., se sont présenté à la réunion pour nous dire que ce dernier Est suspendu en attendant son maintient ou renouvellement bientôt.

Donc la position des citoyens d'ILLILTENE est claire, à part Certains villages qui ne se sont pas réuni et ne se sont jamais réuni de toute façon pour ce Mouvement, marche ou pas, dialogue ou pas, émeutes ou pas…, ils ne ressentent rien, alors la Population actrice du mouvement est contre le dialogue sauf si la majorité des coordinations Optent pour, ou encore loin de se retirer de la CADC de Tizi-Ouzou.

Je dénonce l'incapacité des délégués de notre coordination de faire ce démenti malgré toutes Ses vérités constatées par tous, chose qui m'a forcé à le faire tout seul et en mon nom, on ne Mènera jamais un combat par sentiments, nous devons continuer à représenter dignement Notre commune et toute la KABYLIE dans ce combat, faire barrage à l'opportunisme, à la Politisation, à la manipulation et à la trahison du mouvement, comme disait feu **MATOUB : On doit pardonner l'erreur mais ne jamais oublier la trahison.** J'appelle la population D'ILLILTENE à désigner de véritables délégués et répondre massivement à la marche du **JEUDI 20.12.2001** pour exiger la libération de nos frères, dénoncer le dialogue de la honte, Montrer notre union, mobilisation et détermination à maintenir la pression populaire jusqu'à Satisfaction entière, officielle et publique de la plate forme d'EL-KSEUR.

-Pas de négociation du sang de nos martyrs.
-l'inter-wilaya seul interlocuteur du Mvt.
VIVE LA CADC-ULAC SMAH ULAC-LE COMBAT CONTINUE.

P/ DJELLAL MOUSSA
Membre de la coordination
D'ILLILTENE.

Copie :-Aux villages d'Illiltène –A la CADC de Tizi-Ouzou-A la presse.

APPEL AUX CITOYENS

Suite aux différentes invitations adressées Aux comités de villages d'Illiltène et qui n'ont pas reçue d'écho , Et dans le soucis de préserver la continuité du mouvement citoyen Et lui donner un nouveau souffle, nous membres de la cellule de Crise, lançons un dernier cri de détresse à tous les citoyens des Villages d'ILLILTENE pour désigner des délégués qui se présen-Teront à la réunion qui aura lieu le VENDREDI 08. 02. 2002 à La bibliothèque communale (APC) à 16h 00mn et cela dans le But d'installer la coordination communale.

NB : Ceci est le dernier appel, alors ne trahissons pas le sang des Martyrs du printemps noir et celui de nos ancêtres qui ont fait l'honneur de notre ARCH à travers l'histoire.

ULAC SMAH ULAC .

LE COMBAT DOIT CONTINUER.

CELLULE DE CRISE.

COORDINATION DE LA COMMUNE D'ILLILTEN

COMPTE RENDU DES DISCUSSION ET CONSULTATION DE LA BASE SUR LE PROJET DE REJET DES ELECTIONS

La coordination d'ILLILTEN. note avec satisfaction, l'adhesion massive de la population au projet de rejet des élections.

Les citoyens d'ILLILTEN. qui ont eu à se prononcer sur la question estiment:

1/ Un système pourri qui cultive la répression, le mensonge, l'assassinat des inocents et l'impunité des bourreaux n'a aucune crédibilité pour organiser des élections

2/ Un pouvoir qui fait de la négation de l'identité Amazigh du peuple Algérien une constante, est illigitime et incapable d'incarner, ni la république, ni la democratie.

3/ Un pouvoir qui musèle la libre expression, et veut négocier les aspirations de liberté et de dignité du peuple, n'est nullement detenteur de la volonté populaire ou d'une quelconque légitimité.

Aprés l'adoption du projet du rejet des elections à l'unanimité il a été decidé Ceçi.

1/ Assurer une large diffusion du document (Rejet des elections) préallablement traduit en, Arabe et en Anglais, à travers tout le territoire national et international par le biais des medias. (Radios, Télévision - notament BRTV, Presse, internet).

2/ Elargir le rejet des elections à l'ensemble de la Société civile Algerienne, en Algerie et à l'etranger (Associations socio. culturelles, professionnelles, et activant à l'etranger). par une sensibilisation soutenue (meetings, conferences).

3/ Empêcher le transfert des urnes aux bureaux de vote, par l'organisation de Sit-ins, devant les A.P.C, le jour même des elections.

COORDINATION D'ILLILTEN
COMMUNIQUE

La coordination d'Illilten réunie avec la population le Jeudi 16.05.2002 à la bibliothèque communale a adopté à l'unanimité les résolutions suivantes :

1- Initiation d'une pétition intitulée « ***Nous somme tous des Réquisitionnés*** *» dont le texte suit :*

« ***Fidèles aux sacrifices des martyres et aux principes du mouvement citoyen, Nous citoyens d'Illilten réaffirmons notre rejet irrévocable des élections avant la satisfaction pleine et entière de la plateforme d'El-Kseur, la libération inconditionnelle des détenus.***

A cet effet nous refusons que nos frères réquisitionnés dans leur ensemble(fonctionnaires, transporteurs, élus et autres) soient otages d'un pouvoir mafieux et assassin qui veut organiser ses élections envers et contre tous.

Nous mettons en garde les autorités quant à d'éventuelles intimidations et sanctions à leur encontre.

ULAC SMAH ULAC

ULAC L'VOT ULAC

LE COMBAT CONTINUE »

2- Ramassage des convocations et réquisitions durant la pétition.

3- Organisation d'une marche populaire avec sit-in au siège de la daïra d'Iferhounene appuyée d'une grève générale pour une date à déterminer ultérieurement.

Coordination du Arch d'Illiltène

DECLARATION

Le pouvoir mafieux et assassin, dans sa logique d'assassinat de la population a actionné encore une fois sa machine de guerre pour contrecarrer les actions pacifiques du mouvement citoyen, entre autre le rejet de la mascarade électorale du 30 mai 2002.

Des **opportunistes**, des **corrompus** et des **traîtres** se sont mis à la disposition de ce pouvoir pourri pour effectuer la sale besogne, en se portant candidats aux élections de la honte, conçues la pérennité du système et contre la dignité du peuple.

Par conséquent et suite à la décision du mouvement citoyen, nous appelons la population à la mise en quarantaine de ces pseudo - candidats en l'occurrence :

Les sieurs : **TALEB Slimane** (liste RND)

SADI OUFELLA Mouloud (liste « indépendants »).

Restons mobilisés jusqu'à satisfaction pleine et entière de la plate forme d'El Kseur.

ULAC SMAH ULAC
ULAC L'VOT ULAC
LE COMBAT CONTINUE

Illiltène, le 21/05/2002

La coordination du Arch Ath Illiltnène

Coordination du Arch d'Illiltène

APPEL

Nous appelons **la population d'Illiltène** à participer massivement à la marche qui aura lieu : le **Dimanche, 26 Mai 2002** à **10 heures** accompagnée d'une **grève générale** qui prendra fin juste après la marche.

Itinéraire : **Monument d'Iferhounène** vers le **siège de la Daira**

Pour dire :

- **ULAC L'VOT ULAC**
- **NON AUX INTIMIDATIONS DES REQUISIONNES**
- **POUR LA SATISFACTION PLEINE ET ENTIERE DE LA PLATE FORME D'EL KSEUR**
- **POUR LA LIBERATION IMMEDIATE ET INCONDITIONNELLE DES DETENUS DU MOUVEMENT CITOYEN.**

Par ailleurs, nous appelons l'ensemble des transporteurs à assurer le déplacement de la population vers le lieu de la marche.

ULAC SMAH ULAC
ULAC L'VOT ULAC
LE COMBAT CONTINUE

Illiltène, le 24/05/2002

LA COORDINATION DU Arch ILLILTENE

COORDINATION DES AARCHS DAIRA ET COMMUNES (CADC)

COORDINATION COMMUNALE D'ILLILTENE
COMMUNIQUE

Le pouvoir mafieux et assassin , dans sa logique d'assassinat de la population, A actionné encore une fois sa machine de guerre pour contrecarrer les actions pacifiques du Mouvement citoyen entre autres le rejet de la mascarade électorale du 30 Mai .

Des opportunistes corrupteurs et traîtres se sont mis à la disposition de se pouvoir pourri pour Contribuer à l'assassinat de la dignité et de l'espoir en se portant candidats aux prochaines Elections de la honte.

Par conséquent et suite à la décision du mouvement citoyen , nous appelons la population D'ILLILTENE à la mise en quarantaine de ces soi-disant candidats de notre commune à Savoir : TALEB SLIMANE et SADI OUFELLA MOULOUD demeurant au village TIZIT.

Restons mobilisés jusqu'à satisfaction pleine et entière de la plate forme d'EL-KSEUR

ULAC SMAH ULAC

ULAC LBUT ULAC

LE COMBAT CONTINU..

COORDINATION DU AARCH D'ILLILTENE

DECLARATION

La coordination du Aarch d'Illiltène tient à remercier toute la population de la commune pour sa contribution de près ou de loin à la réussite du rejet des élections législatives de la honte, en particulier les réquisitionnés .

Par ailleurs, nous informons la population que sur 154 réquisitionnés de la commune, seulement 06 personnes ont retiré leurs réquisitions, l'acte qui ne les honore guère et que nous dénonçons énergiquement.

Restons mobilisés jusqu'à la satisfaction pleine et entière de la plate forme d'El Kseur.

ULAC SMAH ULAC
LE COMBAT CONTINUE

Illiltène, le 07 / 06 / 2002.

Coordination des Archs, Dairas et Communes de la Wilaya de Tizi – Ouzou.

Coordination du Arch Illiltène

APPEL

Nous invitons les représentants de villages des communes Ain El Hammam, Akbil, At Buyucef, Iferhounène et Imessouhal à prendre part à la réunion qui se tiendra à la maison de jeunes d'Iferhounène, le Dimanche 14 Juillet 2002 à 16 heures.

ULAC SMAH ULAC
LE COMBAT CONTINUE

Illiltène, le 12 / 07 / 2002.

COORDINATION DES ARCHS DAIRAS ET COMMUNES DE TIZI-OUZOU

COORDINATION DU ARCHS D'ILLILTENE

INFORMATION

NOUS INFORMONS L'ENSEMBLE DES CITOYENS DE LA COMMUNE D'ILLILTENE DE PRENDRE CERTAINES DISPOSITIONS POUR LA REUSSITE DE LA MARCHE ET DE LA GREVE GENERALE DU JEUDI **25 JUILLET 2002** ENTRE AUTRE :

- ANNULATION DE TOUTES ACTIVITES SPORTIVES LE JOUR MEME DE LA MARCHE.
- EVITER LES SORTIES A LA PLAGE DURANT LA MEME JOURNEE.

PAR AILLEURS, NOUS TENONS A SIGNALER QUE LE TRANSPORT EST GRATUIT ET ASSURE **A 7h 00** DU MATIN AU SIEGE DE L'APC D'ILLILTENE.

ULAC SMAH ULAC
LE COMBAT CONTINUE.

ILLILTENE, LE 23/07/2002

Mise au point au sujet de votre article intitulé « rencontre capitale de la CADC ».

Suite à cet article en question rapporté dans votre édition du Jeudi, 29 Août 2002 : « la CADC a subit les frictions d'un certain nombre de coordination dont celle d'Illiltène , nous délégués de la coordination du Arch Illiltène, vous prions de bien vouloir insérer dans le même espace ou votre article a été mis, que nous considérons d'ailleurs que de la pure diffamation à l'encontre de notre arch qui a été et restera fidèle au mouvement jusqu'à la satisfaction pleine et entière de la plate forme d'El Kseur explicitée à Larbâa Nath Iraten, scellée et non négociable.

C'est ainsi que nous tenons à informer l'opinion publique que les délégués de la CADC sont unis, ceux d'Illiltène respecteront à jamais les principes Directeurs et le code d'honneur et que leur conviction et adhésion ne souffrent d'aucun équivoque.

Nonobstant, nous demandons à notre ami journaliste du Jeune Indépendant de Kabylie d'être en diapason avec le titre noble de votre journal et de faire preuve de déontologie et d'éthique que votre profession doit respecter et de bien vérifier vos sources d'informations avant de les mettre à la connaissance de vos lecteurs.

Avec nos salutations.

Amicalement, la Coordination du Arch Illiltène.

Illiltène, le 01/08/2002.

Précisions de la coordination du Arch d'Illiltène.

Dans votre article du Samedi. 31 Août 2002, intitulé :
« les dysfonctionnements au centre des débats », vous avez rapporté que la rencontre de Boueguène fût marquer par l'absence énigmatique des coordinations d'Ait Yahia et d'Illiltène, nous tenons à vous préciser que nous étions bel et bien présent au conclave et que nous étions représentés Par les délégués dont les noms sont : AIT FELLA Kamel, YAHA Tahar Et AMICHE Tahar et que nous restons à jamais fidèle au mouvement jusqu'à la satisfaction pleine et entière de la plate forme d'El Kseur explicitée à Larbâa Nath Iraten, scellée et non négociable.

C'est ainsi que nous dénonçons les propos de votre journaliste qui ne sont que diffamatoires et portant atteinte à la cohésion de notre mouvement, nous vous demandons d'insérer ce démenti dans l'espace même de votre article.

En dépit de tout cela, nous demeurons respectueux à votre quotidien en particulier et à la presse indépendante en générale.

Amicalement, la Coordination du Arch Illiltène.

Illiltène, le 01/08/2002

Coordination des Archs, Dairas et communes de Tizi Ouzou (CADC).
Coordination du arch d'Illilten.

A P P E L

La coordination du arch d'Illilten appelle la population de la commune à participer massivement au rassemblement qui aura lieu le 20 Août 2002, à IFRI OUZELLAGUENE (stade communal) pour le recueillement au carré des martyrs de la guerre de libération nationale. et cela pour:

- exiger la satisfaction plein et entière de la plate forme d'EL-Kseur.
- donner un caractère officiel à la commémoration.
- le transport est assuré au siège le l'APW à 9h00

ULAC SMAH ULAC

ULAC SMAH ULAC

RASSEMBLEMENT UNIE

ILLILTEN le 17/08/2002

Comités de village Illiltène
Daira d'Iferhounène
Wilaya de Tizi – Ouzou

Illiltène, le 27/08/2002.

A Monsieur
Le Président de l'A.P.C d'Illitène

Objet : **Protestation.**

Monsieur :

Nous, représentants des citoyens de villages Illiltène après constatation du revêtement de la route reliant Iferhounène – Illiltène.

Déplorons :

- L'absence d'un étude technique respectant les règles les plus élémentaires.
- Le mépris des pouvoirs publics envers des citoyens voulant vivre avec le minimum de considération.
- La politique des deux poids, deux mesures.
- La pérennité dans le sous développement de notre régions, particulièrement dans le trafic routier.
- Le silence des autorités locales.
- L'exécution des travaux par une pseudo entreprise qui n'a d'entreprise que le nom.

Pour cela, nous demandons à nos autorités s'il en reste une d'arrêter cette mascarade, de refaire les travaux dans les règles de l'art (tapis identique à celui de Iferhounène, Ain El Hammam, Azzazga, Bouzguène, Larbâa Nath Iraten....), faute de quoi, la population

d'Illiltène saura se prendre en charge et dégage toute responsabilités sur d'éventuelles conséquences irréparables.

Les Comités de Villages D'Illiltène

Zoubga **Ait Adella** **Ihaddadène** **Ait Sider**

Tifilkout **Taghzout** **Azrou** **Ait Aissa Ouyahia**

Iguefilène **Taoufirt Amrous** **Tizit**

Copies :

Messieurs :

- Le Chef de Dairas d'Iferhounène
- Le Directeur des travaux publics de la Wilaya de Tizi - Ouzou
- Le Wali de Tizi – Ouzou
- Le Ministre des travaux Publics.

COORDINATION DES ARCHS, DAIRAS ET COMMUNES.

COORDINATION DU ARCH D'ILLILTENE.

DECLARATION

Le pouvoir mafieux et assassin fidèle à ses pratiques staliniennes, dictatoriales et inhumaines, continue de corrompre le peuple et dénigrer le mouvement citoyen des ARCHS pour en finir avec la contestation populaire en organisant des élections alibi pour se targuer d'une légitimité nationale et internationale et se donner l'image d'un régime démocratique et républicain ...

Pour ce,le mouvement citoyen des ARCHS né des tragiques événements du printemps noir de KABYLIE ne pouvait cautionner une démarche électoraliste de partage de la rente,car son aspiration était et demeure l'instalation d'un véritable état démocratique longtemps revendiqué par le peuple Algérien.

Par conséquent,nous demandons à ces opportunistes corrompus,qui se sont mis à la disposition de ce pouvoir pourri en se portant candidats à la mascarade électorale de la honte,de se retirer officielement et publiquement avant le 10 octobre 2002,en les mettant en garde de leur mise en quarantaine par la population et en les tenant seuls responsables des conséquences qui en découdront...

Restons mobilisés jusqu'à satisfaction pleine et entière de la plate forme d'EL-KSEUR.

- Pas de marchandage du sang des martyrs.
- Non à la division,oui pour l'unité des rangs.
- Non à la trahison du combat des ARCHS.

ULAC SMAH-ULAC L'VOT-LE COMBAT CONTINUE.

Comités de Villages de la Commune Illiltène.

APPEL

Nous appelons l'ensemble des citoyens de la commune d'Illiltène prendre part au Sit - in qui aura lieu demain, **le Dimanche, 15 Septembre 2002 à 10 heures au siège de la Daira d'Iferhounène.**

Pour :

Alerter les autorités sur le danger des travaux entamés concernant le revêtement de la route reliant Iferhounène et Illiltène.

N.B :

- Le départ aura lieu à partir de 08 heures au siège de l'A.P.C d'Illiltène.
- Le transport est assuré gratuitement par les transporteurs de notre commune.
- Le sit – in est suivi d'une grève générale de 08 h à 12 h.

Tous ensemble pour arrêter cette mascarade.

Soyons nombreux

C.A.D.C DE TIZI-OUZOU.
COORDINATION DU ARCH D'ILLILTEN.

DECLARATION.

La coordination du Arch d'ILLILTEN,partie intégrante de la C.A.D.C et fidèle aux principes directeurs du mouvement citoyen, est constituée de délégués bien connus de tous dûment mandatés par leur base.
Depuis la naissance de ce mouvement nous n'avons cessé de militer sur le terrain pour faire aboutir la plate forme d'EL-KSEUR,notre seule interlocutrice.Nous avons toujours répondu présents aux appels des citoyens et même des autorités pour apporter notre aide dans le but de régler les problèmes qui ont surgi depuis le pringtemps 2001. Nous n'avons pas hésité, parfois seuls sans soutien et même au réril de nos vies, à être à l'avant garde du combat qui est celui de toute le peuple.nous avons toujours fait preuve de maturité politique, de sagesse et clairvoyance,nous n'avons jamais à la violance ou à la destruction ni à l'invective.
Aujourd'hui. « la section locale du FFS » qui, parce que le mouvement citoyen n'arrange pas leurs intérets étroits et leurs ambitions personnelles, mène de grossières compagnes de désinformation et de dénigrement contre les délégués d'ILLILTEN,pratiques digne de la méthode du pouvoir mafieux et assassin,dans le seul but de discréditer le Mvt des Archs porteur d'éspoir de changement.
A ces gens nous disons :
La population n'est pas dupe et vos manœuvres sournoises ne tremperont personne.regardez du coté du peuple et cessez de poursuivre votre démarche de la logique meurtrière par laquelle vous ne faites que renforcer le système politique en place basé sur l'étoufement de toute volonté populaire.La démocratie n'est ce pas un régime politique où la souvrainté est exercée par le peuple? ou alors la démocratie chez vous est comme un PET, on ne supporte que le sien.Sachez bien que nous ne sommes ni en déficit de représentativité.ni en quête de notoriété. mais nous sommes détérminé à poursuivre notre combat pour lequel sont tombé les 118 martyrs et plusieurs miliers de blèssés, jusqu'à satisfaction de la plate forme d'EL-KSEUR scellée et non négociable.

Les délégués du Arch d'ILLILTEN :

- DJELLAL MOUSSA(ILLILTEN).
- AZOUG OURAMDANE(T.AMROUS).
- MEHREZ AMAR (IGUEFILENE).
- AIT AMRANE LARBI(AZROU).
- NAIT SAADA BOUALEM(AIT ADDELA).
- AIT BENALI Mnd AREZKI(T.IHADADENE)
- MAZI AMARA (TIFILKOUT).
- LAIDI BOUSSAD(ZOUBGA).

C.A.D.C DE TIZI-OUZOU.

DECLARATION SUR L'HONNEUR.
(ENGAGEMENT.)

Je , soussigné, Mr : **DJELLAL MOUSSA**, né le **04 Août 1966** au village **TIZIT** , résidant dans le même village, commune d'**ILLILTENE**, daira **d'IFERHOUNENE**, C.P **15261**, wilaya de **TIZI-OUZOU**, titulaire de la carte nationale d'identité N° **530162/1988** délivrée le **27/10/2001** par la daira d'IFERHOUNENE, et délégué du mouvement citoyen des **Arouchs** au sein de la coordination communale (Cne d'illiltène).

Déclare sur mon honneur à respecter les principes directeurs et le code d'honneur du mouvement citoyen né des événements douleureux de **KABYLIE** du printemps noir **2001**, par conséquent je m'engage à ne pas me porter condidat à une quelconque éléction que ce soit, avant la satisfaction pleine et entière de nos revendications contenues dans la plate forme d'EL-KSEUR du **11/06/2001**, scéllée et non négociable, éxplicitée à **LARBA-NATH-YIRATHEN** le **31/10/2001**.

Illiltène, le : 13/09/2002

L'intéressé :

Collationné Certifié Conforme à l'Original

Vu pour la légalisation de la signature de Djellal Moussa apposée ci-contre.
Illilten, le : 18/10/2002
CNI N° 530162-1988
Du 27-10-2001
A: Iferhounene

Iferhounene le 23 OCT. 2002

Coordination des Archs, Dairas et Communes de Tizi-Ouzou.

Procés Verbal de Passation de Consigne entre l'ancien et le nouveau trésorier de la Coordination locale du Mvt Citoyen.

L'an deux mille deux et le Six du mois de Octobre, nous délégués des villages dont les noms et émargements suivront, avons assisté aux passations de consignes entre Mr : **NAIT TAHAR HOUCINE** ancien trésorier de la coordination communale d'ILLILTENE du mouvement citoyen des Archs et Mr : **DJELLAL MOUSSA** nouveau trésorier désigné par les membres de la coordination.

Etaient présents les délégués suivants :

1- AZZOUG OURAMDANE	Vge.	T.Amrous.
2- DJAMER LARBI	Vge.	Tifilkout .
3- LAIDI BOUSSAD	Vge.	Zoubga .
4- AIT BENALI AREZKI	Vge.	Ihadadene.
5- AIT BENALI Md Arezki	Vge.	//
6- IKOURICHEN BELKACEM	Vge.	Igfilène.
7- MEHREZ AMAR	Vge.	//
8- AIT AMRANE LARBI	Vge.	Azrou.
9- NAIT SADA BOULEM	Vge.	Ait Adella.

A l'issue de cette opération une somme d'argent globale de **66764,00 DA** a é remise à Mr : **DJELLAL MOUSSA** de la part de l'ancien trésorier, reste à pay pour les villages suivants :

1- AIT ADELLA ◆⟶	5000,00 DA.
2- T.AMROUS ◆⟶	1600,00 DA.
3- TIFILKOUT ◆⟶	1600,00 DA.
4- TIZIT ◆⟶	2270,00 DA.

Le nouveau trésorier : DJELLAL MOUSSA .

Vu pour la légalisation de la signature de: DJELLAL MOUSSA NAIT TAHAR HOCINE apposée ci-contre Illilten, le: 20/10/2002 CNIN° 530164/1980 Pc N° 15/11/0305

L'ancien trésorier : NAIT TAHAR HOUCINE.

C.A.D.C DE TIZI-OUZOU.

COORDINATION DU ARCH D'ILLILTEN

Nous appelons la population de la commune d'Illiltène à venir massivement assister Au rassemblement qui aura lieu devant l'A P C le **Mercredi 23/10/2002** à 10h, pour :

-Dire non à l'instalation des « élus » des éléctions de la honte du 10/10/2002.
-Dire non à la division ,oui à l'union des villages.
-Exiger la libération des détenus du Mvt citoyen.
-Exiger la satisfaction entière de la plate forme d'El-kseur.

N.B :l'action sera accompagnée d'une grève Générale de **8h00 à 13h00**.

ULAC SMAH ULAC

LE COMBAT CONTINUE.

communes de villages de :
Zoubga, Ait Abdellah, Thedadène
Efilkout, Taghzout, Azrou
et Iguefilene.

COMPTE-RENDU DE LA REUNION
du 12 Octobre 2002 à Zoubga ene Hlilten

PRESENTS : Tous les villages susdités sont représentés
EXCUSÉS : Aucun village
ABSENTS : Aucun village.

Le quorum étant atteint, la séance est ouverte à 16 heures et se déroule selon l'ordre du jour prévu.

I_ BILAN = Un représentant pour chaque village a été sollicité pour relater les évènements qui ont marqué son village durant le jour du vote et la veille du scrutin et il a été constaté :

a_ La décision à l'unanimité du rejet des élections.
b_ La barricade des routes
c_ Les bottes ne sont pas parvenues aux villages.
d_ L'enregistrement d'un certain nombre de blessés par balles en caoutchouc
e_ Les forces de C.N.S ont aussi tiré avec des balles réelles sur les émeutiers après leur échec à franchir les obstacles établis sur les routes.

II_ PROPOSITIONS

Les représentants des villages ont rapporté

des propositions pour dresser un plan d'action.
Tous ces villages se sont mis d'accord pour rejeter le résultat de ces élections et ne pas reconnaître le futur maire.

Il a été décidé d'élaborer une déclaration commune et l'envoyer à la presse et à BRTV.

En terme d'actions, les membres présents ont préféré attendre les décisions du mouvement citoyen

- DIVERS

Tous les intervenants ont exprimé leurs souhaits de voir les quatre autres villages de la commune rejoindre cette union.

Enfin, les représentants se sont convenus de se rencontrer à Ait Hadiah le 17 Octobre 2002

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 21h

Les comités des villages
Zoubega – Ait Addellah – Ihadadene
Tifilkout – Taghzout – Azro – Igfilene
La coordination du mouvement citoyen

Compte rendu de la réunion à Ait Addelah du 17.10.2002

Début : 17 h.
Fin : 20 h 30 mn

Etaient présents :
- *Zoubga – Ait Addelah – Ihadadene*
- *Tifilkout – Azro – Igfilene*

Etaient absents :
- *Comité de Taghzout*

Ordre du jour :
1. *Rappel des lignes principales de la réunion précédente.*
2. *Présentation du bilan du conclave du Lundi 10.10.2002 par la coordination du Mvt. Citoyen et de la situation générale au sein de la commune.*
3. *Perspectives et suggestions, propositions.*
4. *Généralités.*

Après un résumé de la réunion précédente, les membres de la coordination du Mvt. citoyen ont présenté le bilan du conclave du 14.10.2002 :
- *Bilan de chaque commune – établissement des chiffres des villages votants de ceux qui ont boycotté*
- *Détails de chaque commune.*
- *Formation de la commission de réflexion qui va travailler sur les décisions à prendre au sujet de la ————gestion des APC après leurs installations.*
- *Eventuelle marche populaire le 1er Novembre 2002.*

Perspectives et propositions :
- *l'appel à la cohésion de la population de la commune a été encore une fois fait par la majorité des participants à la réunion.*
- *Affichage de la déclaration faite le 14.10.2002.*
- *Contacter les comités des 04 villages votants:*
  Ait Sider et Ait Aissa par le comité du village Ait Adellah, quelques sages et personnalités du village Tizit par le comité Igfilene, le comité du village Taourirt Amrous par la coordination du Mvt. Citoyen programmation d'une réunion avec ces derniers dans le but d'éviter les tensions et les situations conflictuelles entre des groupes de population lors des marches, meetings, fermeture de l'APC éventuelle.
- *Programmation de cette réunion le dimanche 20.10.2002 à Tifilkout.*

Les comités des villages
La coordination du Mvt. Citoyen

COORDINATION DES ARCHS DAIRAS ET COMMUNES.

COORDINATION DU ARCH D'ILLILTENE.

DECLARATION

LA COORDINATION DU ARCH D'ILLILTENE DENONCE ENERGIQUEMENT LES TRAVAUX ENTAMES POUR LE REVETEMENT DU CHEMIN DE WILAYA N° 253 QUI RELIE LA LOCALITE D'IFERHOUNENE A LA WILAYA DE BEJAIA EN PASSANT PAR LA COMMUNE D' ILLILTENE, UN REVETEMENT QUI S'EFFECTUE ANARCHIQUEMENT ET DANS LA PRECIPITATION ET CELA SANS TENIR COMPTE DES NORMES REQUISES NI DU TRAFIC DANS LA REGION ET PAR UNE ENTREPRISE BIEN CONNUE PAR SES ANTECEDANTS DANS LE DOMAINE DES TRAVAUX ROUTIERS, TOUT CELA DEVANT UN SILENCE COMPLICE DES AUTORITES LOCALES.

ULAC SMAH ULAC

ULAC L'VOT ULAC

LE COMBAT CONTINUE

Les comités des villages d'Illiltène opposés aux élections locales
les délégués du arch Illiltène

Déclaration

Les élections locales du 10 Octobre 2002, rejetées par le mouvement citoyen , ont généré une situation de confusion dont il convient de lever les équivoques.

Au niveau de la commune Illiltène, la consultation électorale s'est déroulée selon les vœux de la population, à savoir que la volonté des villages qui ont refusé de recevoir les urnes a été observée de même la volonté des villages qui ont voulu les réceptionner. Aucun empêchement n'a eu lieu si l'on excepte que l'administration n' a pas pu acheminer les boites vers le village Ait sider.

Les délégués de la CADC et les représentants de la population qui a rejeté le vote tiennent à remercier l'esprit de solidarité des citoyens qui ont boycotté cette consultation dans les villages où elle s'est tenue.

Au cours des affrontements entre les CNS et nos jeunes, il eut une trentaine de blessés; des incidents se sont aussi produits au niveau du chef lieu de la commune où l'on ne peut que regretter certains dérapages, des débordements fâcheux.

Par ailleurs, des tirs à balles réelles ont été effectués par les forces de répression, à la veille du vote à proximité du village Ihaddadene.

Malgré tout, nous n'avons pas enregistré d'accidents gravissimes pouvant entamer la cohésion des citoyens de notre commune. Nous félicitons en ce sens tous les gens qui ont fait preuve d'esprit de responsabilité.

Il nous appartient dés lors de lever les amalgames et les malentendus qui pourraient entraîner des conséquences fâcheuses au niveau de nos populations. Il s'agit dés ce moment de séparer, de manière claire, la chose politique qui relève des partis, du mouvement citoyen et de l'opinion publique en général, des choses privées et des sensibilités individuelles. Nous appelons en ce sens à une appréciation objective et conséquente pour gérer les malentendus avec beaucoup de soins et de façon positive. Il y va de l'avenir de notre cohésion, de notre destin collectif que nous devons préserver de toute cassure, à placer au dessus de toute considération quelle qu'elle soit.

Ces préalables exprimés, il convient de dresser un constat d'ensemble après le scrutin du 10 Octobre 2002.

Au niveau de nos villages qui ont unanimement rejeté le vote comme au nos villages qui restés partagés sur ces élections locales, il est apparu que la majorité écrasante de nos citoyens ont refusé cette consultation de la honte par laquelle le pouvoir a voulu piéger le peuple. Il en découle que les résultats sont contestables de fait et ne peuvent d'aucune manière être avalisés de façon dictatoriale contre la volonté de la majorité irréfutable (près de 90 %) de la population de notre commune. Le refus exprimé étant assez éloquent, les citoyens avares de « justice » ne peuvent en aucun cas admettre l'imposition contre laquelle ils se battent. C'est pourquoi, l'autorité pouvant découler de ces élections ne peut sous aucun prétexte prétendre assurer sa mission au niveau de notre commune. Il est fait appel à la qualité démocrate des candidats, à moins qu'ils renient fondamentalement leurs convictions. Dans ce cas précis, la population qui a rejeté le vote s'autorise et se donne l'attitude pour entreprendre toute action de contestations pacifiques. Elle s'en réserve le droit. L'intelligence de chacun est fortement interpellée.

... de villages



Avis de Décès.

La famille MEHRAZ du village IGUEFILENE, commune Illiltène et la coordination communale d'Illiltène ont le regret d'annoncer le décès par accident de la route de notre cher :
MEHRAZ Amer, délégué du mouvement citoyen.

L'enterrement aura lieu le jeudi, 05 Juin 2003 à 12 h 30 mn à son village natal **IGUEFILENE**, Commune ILLILTENE, Daira Iferhounène, (T.O).

Reunion du Comité — Vendredi 11 Août 2000

Désignation du bureau du Comité.

Président : Mohand Mhand Amezziane
S.G : Mamart Mahmoud.
Trésorier : Oulhadj Arezki.
Trésorier Adjoint : Nait Mouloud Oulhadj
S.G Adjoint : Soltah Tahar
1ère vice président : Allik Belaïd
2e " " : Bbenine Bachir
3e vice président : Otmane Abdellah.
4e vice président : Nait Mebarek Tahar.

Assesseurs : Nait Rabah Mhand Said
L'hadj Mhand Amokrane
Nait Abdellah Hamid.
Adnouène Amokrane
Nait Sid Amar
Amrane Youcef

Renouvellement de l'agrément de l'association "Comité de village".

- Extrait de naissance
- Timbre de 30 DA

Liste : (Amendes)

- Hammi Abdi (B. Tuyam)
- Saidouni Mohammed (Garage mécanique - Tuyam)
- Ammane Abdellah (B. Tuyam)
- Ait Benali Nadia (B. Tuyam)
- Bkemini Belaid (100 DA haye) (B. Tuyam)
- Nait Abdellah Ferhat (B. Tuyam)
- Nait Rabah Mohand Said (tapage Nocturne) 100 DA haye
- Bouaouan Said Mimiche (Garage clandestin)
- L'hadj Mohand Said Jugurtha (tapage nocturne)
- Bkemine Said (B. de tuyam)
- Mohandi Youcef (" ")

Cas des affaires judiciaires :

- Amendes : — Mohandi Ferhat (
  — Nait Mouloud Ferhat.

Vendredi 10 Mai 2002.

Bibliothèque Communale

I/ Secrétariat :

Nominations :

1 - Bouzidene Dahmane (Zoubga)
2 - Nait Challal Amar (Ait Adella)
3 - Ait Ben Ali Boualgaz (Taourirt Khaddadene)
4 - Ben Sidder Rabah (Ait Sider)
5 - Mamart Mahmoud (Tifilkout)
6 - Nait Tahar Hocine (trésorier) (Taghzout)
7 - Hafiane Nammache (Boughileme)
8 - Hamou Ouramdane (Taourirt Amrous)
9 - Ait Aoudia Ali (Ait Aissa)
10 - Djellal Moussa (Tizit)

Pour le Vendredi

Tifilkout → Non.
Taghzout → oui
Boughileme → oui
Zoubga → oui
Ait Adella → oui
Ait Sider → oui
Taourirt Khad → oui
" Amrous → oui.

II/ Trésorier :

- Nait Tahar Hocine

- Réunion prochaine le vendredi Le 25 Mai 2002 à 14h.
- finaliser la quête dans les plus bref delais
- Préparer le sitting du samedi et la marche du lundi :

-- Reunion du secretariat à 16h demain le Samedi.

[2000 DA → chaque village pour le fonctionnement de la coordination]

3

Réunion du Vendredi 25 mai 2001.

Bilan et Perspectives :

- Manque de mobilisation notamment des transporteurs
- 1 déclaration portant les points suivants :
  -
  -
  -
  -
  -

faire des banderoles

les mots d'ordre :

- ilac Smah ulac.
- Pouvoir assassin.
- Tamazight langue Nationale et officielle.
- الدرك الإرهابي
- Gendarmes assassins
- Pour un état de droit
- Pour la liberté d'expression
- Non à la Hogra !
- Gloire aux martyrs de la démocratie
- La lutte continue

1 minute de silence dans les samedi et Vendredi avec bande noire (signe de deuil)

Permanence du mercredi : Nait Mouloud Mr. Oulhadj
- Ait Bendi Abdenour
- Oussidet Djaffer (Tizi)

Délégués Vendredi : (Azazga) Nouasri Mohamed - Bouzidane Salimane. Tighilt Mr. - Beni Sider Rabah

Prochaine réunion Le Vendredi 01 juin 2001.

Réunion de la Coordination Communale d'Illilten.

La Bibliothèque, le 2 juin 2001

Bilan et Perspectives.

Préparation de la marche.

① La Quête :

Ait Aïssa - Taourirt Amrus // Tout Samedi ou dimanche.

② les 2000 DH : Taourirt Amrus, Azgan, Ait Yahia.

Compte rendu du trésorier : Dola Lhocine

Dette : 476.000. (Pantane - Banderols et autres)

• Réunion du lundi à Tizi n'Test à 14 h.

• Préparation de la marche - H

+ Banderols.
+ Transport. (Transporteurs) //
+ La Mobilisation.

Réunion du Samedi 02 juin 2001. Inviter les transporteurs à une réunion de travail.

Réunion du Samedi le 02 juin 2001.

Lundi à 9 h. Kateb Yacine.

Dossier pour la victime :

- 1 extrait de naissance.
- 1 rapport médical. (son médecin lors de la blessure)
- 1 ou des témoins. (déclaration)

Commiss° de vigilance.

- organiser les commerçants pour payer du fils.

Permanences.

1 - Tizi. Rachad (Tel : 026.31.30.20)
2 - Mabouda.
3 - Azeffoun (Tel : 026.35.02.05)
4 - Beni Ziki
5 - Buacif
6 - Assi youcef
7 - Ykhlitene
8 - TIGZIRT
9 - Draguenan
10 - Ain Zaouia.

- Retrait des députés.
- l'appel national pour la participat° à la marche.
- JSK: retrait du championnat national.
- Itinéraire de la marche: Place des martyrs → El Mouradia.
- Des actions contre l'ENTV.
- (Dossier du Idéré à remettre à la coordinat° de wilaya)
- En cas de marches de soutien à Bouteflika –
  1 marche "des âmes" à Tizi-Ouzou pour soutenir Bouteflika
- mettre des banderols au niveau des chefs lieux et entrée des villages.
- Appel du chef du gouvernement pour retour au sport de base.
- Ls communiqués de vigilance

Réunion de Azazga, le 31 mai 2001.

Coordinat° des comités et cadres.

ordre du jour:

- L'organisat°, bilan et perspectives.
- Rencontre du 1er juin
- divers

organisat° ⟷ Actions

Annulat° des équipes qui prendront part au festival Intl de la jeunesse.

34 coordinat° présentes.
15 fiches de retirs. La presse.
+ délégat° de Bedjaia

à 18h Réunion du 04/08/2001 réunion ordinaire 78

Ordre du jour: Préparatifs de la marche du 08/08/2001
- Divers -

Compte rendu de la réunion des délégués (44) à T-O.
- Comité inter daïras avec Badges spéciaux pour la veille
- Orientation pour aller à la veille
- Comité d'accueil sur place
- Arrivée des marcheurs à 11h au niveau du Tjuillet
Récupérer les badges avec Nom prénom daïra.
- Installation comité local pour préparer la marche
Être équipé de corgnolle - eau - casse croute etc.
- Bien slogans rajouter de slogans par rapport au festival de la jeunesse
- Remonter avec la sensibilisation.
Rendez-vous à Tizi Ouzou pour demarrer en même temps le comité de vigilance parlons en daïra d'Alger
En cas de barrage - sitting
marche suivie de grève:
Tout contact avec le pouvoir est interdit.
Toutes les recommandations seront récupérées à T-O.

~~Volontaires pour délégation~~:
~~Mazi Amara~~
~~Djellal Mouss~~
Bouchlaga Mekroz Mourad
Ait Adella - Nait Saadia Boudem
Tiffilkout Mazi Amara
Ait Ouali Bendidou Belaid
Taalizaith - Nait Irbah Mouloud
- Tizi Ouzou - Djellal Mouss - Tizi Ouzou

Organisation locale marche
Location des Bus - 1 grand Bus + 2 mini bus.

Pour tous les villages Tizit. Ait Aimo.- Ait Adella.

Ait Adella 05/08/2001. à 18h. 72 3
Tizit 06/08/2001 à 18h. 2160.
Ait Aima vers 07/08/2001 à 18h 1250
84105

Exposition: Récupérer disquette à développer.
Les documents.
Préparer le tout.

Par rapport au transport: 11 personnes par village

Récupérer les banderoles.

Chaque village doit remettre 34000A

Mardi 07/08/2001 réunion extraordinaire à 15h.

Récupérer les Orités (cornes) après la marche

N.B.: Présence d'un représentant des chauffeurs de Taxi en France.
- Présence d'un membre d'une association berbère à Lille en France
Prise de parole de ces délégués.

Clôture de la réunion à 22h

Reunion des délégués le 18/08/2001

Après avoir réuni les différents éléments des villages pour assurer un bon déroulement du cordaue, un rendez-vous leur a été fixé pour Samedi 18/08/2001 à 16 h au COM ILLILTEN après avoir désigné chacun dans son travail.

Séance des délégués.

Bilan du délégué à l'inter villages à Akbou.
Bilan des commissions à T.O.
Divers:
Slimani Brahim délégué d'Illilten à l'inter villages à Akbou; a participé à la présidence.
T.O. 13 présents - 08 dont absentés.
Action du 20 Août - marche et rassemblement

Boubaoune Nadia Amazzan délégué à la commission solidarité -
Installation de 3 sous commissions 1- Solidarité et assistance.
2- Action des fonds et solidarité
3- Médicament et matériels
Ces 3 commissions ont été installées pour se réunir chacune pour entamer les travaux selon leurs rendez-vous.
2 délégués par sous commissions feront partie du bureau de la commission solidarité.

Mezhibt Mohamed, délégué à la commission action réflexion.
Vu le nombre réduit des délégués à savoir 7 délégués, il a été décidé de reporter la réunion à jeudi 16/08/2001 à 10h.
Procéder au travail quel que soit le nombre.
Il est urgent de procéder à l'étude des propositions soumises à la base pour étude et discutés en plénière au cordaue d'Illilten
Baamara Mahmoud, délégué Illilten à la commission juridique
commission contentieux - règlements intérieurs - dépôts de plaintes - suggestions de création d'un secrétariat permanent
Illilten doit assurer la permanence à T.O.

TABLEAU Décembre permanence Tel: Lycée 026.26.

Taourirt Amrous	Jeudi 16/08/2001
Ait Sider	Vendredi 17/08/2001
Yaquefilene	Samedi 18
Thedadene	Dimanche 19
Taghzouth	Lundi 20
Ait Adela	Mardi 21
Tizit	Mercredi 22
Tifilkout	Jeudi 23
Zoubga	Vendredi 24
Ait Aissa	Samedi 25
Azrou	Dimanche 26

Réunion du 20/08/04 à 10 h 00. p 80

Synthèse.

Détails des différentes commissions

Conclusion.

Rapports des différents villages par rapport au « perspectives du mouvement
Zoubga - Ouhedadene - Tifilkout - Thaghzouth - Azrou - t. amrous -
le rapporteur a pris toutes les propositions à faire une synthèses à présenter
au niveau de la commission action et perspective.
Rapport du délégué à l'inter-villages.

Commission finances - l'argent doit être ramené le mardi 24/08/2004.
Commission vigilance - Distribution de taches -
Vigilance armée, choisir 1 par village avec arme.
Commission logistique : Problème des cites réglé.
Avoir les clés de la cantine - de la niche à cage.
l'électricité à réparer pour le mercredi
les citernes pour le CEM et le Lycée -
Nettoyage des toilettes du CEM Fait.
Reste l'organisation de la salle plénière.
Nettoyage.
l'ordre du jour - ~~Bilan du mouvement et perspective~~
1 Compte rendu des différentes commissions
~~Divers~~.
Bilan du mouvement et perspective
Divers.

---

les Banderoles - Achat de tissu. Ecriture des slogans.
les slogans.
Achat de 50 mètre de tissu.

les invités.

Vendredi 22/08/2014

magasinier doit nous remettre les clé du magasin et du frigo-vitrine.
Placer les lampes pour lampadaire - pour toilettes de la cuisine.
Placer les bouteilles propane - vérifier l'arrivée du gaz (prince)
Ramener une petite bouteille gleone
Vider les salles, les nettoyer les laver.
Nettoyage du lycée et du CEM. préparer les salles de conférences
Les badges (conférenciers 250) (invités 50) - (Presse 50). (Organisateurs 150).

Récupérer une presse électrique de 16 tasses (Laïdi Bassoul).
Placer un fax au lycée.
Prévoir un téléphone portable en cas de panne.
Prévoir un tracteur pour ramener les ~~tables~~ restes de goudron
Achat de pinceaux.
- Récupérer la poubelle au niveau de l'APC.
- Ecriture des drapeaux sur les bandeaux.
- Désigner deux pour achats de la marchandise.
- Responsabiliser les pour les différentes tâches au CEM et Lycée.

1ère Commission de Sécurité — Réunion du 03/10/2001

Présents :

Mr Yefsah a fait le point sur l'exploitation.
- Problème de la gestion des médicaments.
- Cuisine en charge des élèves
- Fonctionnement du bureau.
- Emploi des 3ème années.
- Confusion en Salle.
- Collecte Argent.
- ~~Problème avec le dentiste.~~

Le Principal a donné le principe de faire un tour pour permettre à Mr Yefsah de rencontrer les différents organismes
- ~~Pour~~ qui sont les véritables interlocuteurs
- Décision d'exploitation d'un compte pour
- DDASS - connaître leurs noms.

* Il est demandé aux membres du bureau de nous faire un état des élèves évacués, prise charge, les accompagnateurs, les fours engagés.

* Concernant le compte à l'étranger, le bureau a engagé des démarches de éclaircissements à Mr Yefsah et Décision de la suite à donner.

* Les délégués d'Hôtellerie disposent un descriptif des grilles des élèves absents.

Coordination Communale d'Alliance

Réunion 2004-09-2001. 82

Ordre du jour:

1) Compte rendu commission Solidarité:
2) Compte rendu commission délégués à St-El-Hamma
3) Rapport financier du trésorier.
4) Conclave des 6 et 7.09-2001 à Bizerte.
Préparation.

(1) + Problème de financ. et de prise en charge (moyen insuffisant – manque d'interlocuteur reconnu et crédible – manque d'efficacité → questions à prendre sérieusement en charge)
+ Remettre l'état des blessés le plus rapidement possible – Une compte rendu devrait être fait sur les prises en charge (blessés) ~~jusqu'à ce~~ à l'étranger jusqu'à ce jour ainsi que la liste nominative des accompagnateurs – des éclaircissements sont demandés à M. Hafsah sur le problème des financ. qui il pose, ceux-ci devront se faire avec des justificatifs × Cas d'El Djerid et de son dossier – Liste des blessés légers à Alliance – 13 blessés dont 1 grave, à prendre en charge.
× Cas des prises en charge → des confusions à éclaircir.

(2) Commission déléguée à St-El-Hamma: Mission nulle.

(3) Rapport financier du trésorier.
Solde: 66531,000 pour le conclave –
~~Dépenses 65~~ Obs: Comptabilité claire de détail, se référer au rapport comptable et aux justificatifs

— Bureau principal — Bureau de [illegible]

2) Conclave de Tizi Ht → Préfecture.

4) Bureaux M/S / Normant Mohamed :
Remplacement Night Tahar Hocine à 8h30.
1 → Bouhamma Bahia
3 → Zaidi Berrabah
4 → Ait Benali Berkahem
5 → Tighilt Ita Amokrane
Fatma Fatma

Questions et propositions pour le conclave.

— Question relatives à l'application des décisions.

— Lieu, à Tizi Ouzou, du prochain conclave inter-wilaya.

— Problème des femmes affectées au service maternelle.

→ (-) Solliciter G.P. APC pour prendre en charge la question des femmes, en relation avec la gendarmerie, pour ~~pre~~ alphabétiser les dossiers, les changements de domicile, etc. —
Confier ces questions à ce regroupement général

2 — Solliciter le MD pour un bureau de Wilaya
— Enquête au niveau de la police.
— Une annexe du Bureau de Bélida à Tizi Ouzou.

Commission solidarité. CADC.
Réunion du 10/09/2001. 10h30.

Rapport avec commission: suivi des blessés.
- Il faut avoir la liste des blessés.
- Un état des pris en charge et des suivis.

Sous-commission: médicaments
- Problème de gestion des médicaments.
- Définir les modalités de réception et de distribution.
* Dénonciation de la confiscation du courrier concernant les envois de médicaments.

Sous commission gestion des fonds:
- Indispensabilité d'ouvrir un compte.

Réunion de l'Ufc Yefsah:
Suivi des blessés par le Dr Ndiaye 120 blessés.
Compte devise non alimenté - 0 Francs.
Argent engagé, compte déficitaire.
Chiffre déficit à transmettre au bureau avec les factures.
* Malgré que la wilaya de T. a toujours aidé et solidarisé fortement avec les autres wilayas, durant les événements du printemps noir, aucune wilaya n'a apporté son aide sur le plan médical.
Exception faite: Dernières encore directeur de l'hôpital de Blida qui est originaire de Tadjenit, a donné un ambulance.
- Le principe de l'ouverture d'un compte en dinars est acquis par vote. 2 pour - 01 - non.
- Concernant le compte à l'étranger, il y a un compte existant au nom de mouvement de la jeunesse avec 3 français et 3 algériens de l'association berbère.
Le principe d'ouvrir un compte en devise est acquis par vote à majorité.
La gestion de ce compte sera faite par la commission

Délégation Illilten : le 15/03/2001 :

18h35 :

Les présents :
Nait Mehras Hamid.
Nait Idir Hocine.
Ait Sidi Ali Ameziane.
Ait Sidi Bouabdellah.
Nait Sidi Khelaf.
Nait Meraber Belaid.
Laidi Bouzaad.
Bouhamma Ait Ameziane.
Medaouri Hocine.

Ordre du jour :

- Rapport de synthèse.
- Local.
- Rentrée.
- Sondages.
- Divers.

I/ Concernant la mondre des 5 délégués de village Taghzout n'est pas prononcé.
- Village Illilten mondre de délégué : 1 seul par commune.
- Village Ait Sidi : mondre des délégués.
- Nait Meraber Belaid mondre de délégués.
- Village Sondage : mondre des délégués avec 2 ou 3 personnes âgées vues.
- Village Tagoujdant : mondre des délégués.

A l'unanimité, la mondre des délégués a été requis et consenti.
- 2 délégués par village.

II/ Concernant le local : la délégation Illilten

IV/ Non paiement de l'électricité:

Tagbzout: Les citoyens du village ont décidé de ne pas accepter les quittances.

Tkedardem: Les citoyens vont remettre leurs quittances aux délégués.

Ait Ouali: Les citoyens vont remettre leurs quittances aux délégués.

Belaid: Tizit: Essayer de renvoyer carrément l'argent.

Imlaga: Les citoyens vont remettre les quittances aux délégués.

Tguefilen: Les citoyens vont remettre les quittance aux ~~citoyens~~ délégués.

Il a été décidé de faire un écrit dans ce sens pour les 11 villages.

Divers:

La permanence
Le local de la permanence a domicile de la coordination de T.O

N.B. Il a été décidé de commencer et de terminer les réunions par une minute de silence.

Le 19 / 09 / 2011.

Réunion des membres de la Coordination.

Ordre du jour:

- Désigner les conclaviste.
- Compte rendu sur la réunion passée.
- Bilan du conclave d'Illilten.
- Divers.

- compte rendu sur la réunion de SAMEDI passé fait par Mlle BOUKAOUNA Mlle AMEZIANE.
- Affaire local prise en charge par Mr BOUBEKEUR
- Les conclavistes [redacted] de OUAGNOUNI sont MR LATDI BOUSSAD + MR SIDER KHELLEF.
- Bilan du conclave d'Illilten:
  1) Bilan financier prise en par BOUBEKEUR le bilan sera détaillé plus + détail sur l'APC mais le bilan sera communal.
- Est décédé le maintient du délégué permanent qui est MR MANSART MAHNELIA.

24/09/2001 86

Ordre du jour

1. Bilan du conclave WAGNON.

2. Divers.

. LE cas EL-DJADI.

- Evacuation nécessaire à l'étranger

* Accompagné le stress par la coordination ILLILTENT pour intervention à Tizi-ouzou.

- Voir Brahim Bekkouche qui fait partie de la commission Solidarité.

1. Réunion spéciale le 25/09/01 sur le cas EL-DJADI.

Urgent.

Remarque

Nadia

Réunion du 29/09/2001. 18h15. 67

les présents:
Djelal Mourad. Naït Amirouche Larbi
Naït Tahar Hocine. Naït Chabane Malek
Naït Abderahmane Ahcene. Naït Chabane Amar.
Boukaroum Al-Amrani.

Ordre du jour:

I/ Compte rendu des déplacements de la délégation à T.O à propos d'Iheddaden El Ojrad.
II/ Compte rendu de l'Inter exilaya.
III/ Divers.
N.B, Prochaine réunion Mardi 2 Octobre 2001 à 18h.

I/ La délégation d'Illilten qui s'est rendue à Tizi Ouzou par rapport à Iheddaden El Ojrad a confirmé que finalement la commission de solidarité a fait un travail et que le Dr. Nekkouri a fait son rapport, et qu'ils n'attendent que la prise en charge qui sera soit par le biais d'une association ou de la CNAS, et que la destination sera soit Paris ou Marseille.

II/ Marche de délégués avec la remise de la plate forme à la présidence par le biais d'un collégien, d'un lycéen et d'un adulte avec une déclaration dans laquelle une réponse sera donnée par rapport à celle de la présidence.
- Concernant la durée elle a été globalement adoptée en attendant la validation finale.
- Concernant la JSK. L'inter exilaya a rejeté en bloc les accusations de Khalifa et condamne avec fermeté ce qui s'est passé à T.O. au siège de la JSK.
- L'explication de la plate forme, laissée à la prochaine inter exilaya.

Les présents :

Nait Mehraz Hamid. - Nait Sider Khalef
Laidi Ramad. - Nait Tahar Hocine
Ait Chabane Amer - Bekkaroune N°- Tazgaine
Ait Amrane Larbi - Nait Abderahmane Athmane.
Djellal Nouna.

Ordre du jour :

Préparatifs de la marche du 5 octobre.
Divers.
Liste des délégués participants à la marche du 5 octobre.
Tizit. - Djelal Mouna.
Iguefilene - Nait Mehraz Hamid.
Azrou - Nait Amrane Larbi.
Tifilkout - Maamart Mahmoud
Taghzout - Nait Tahar Hocine
Ait Sider - Nait Sider Khalef.
Ihedadene - Ait Benali N°- Areski -
Zoubga - Saoudi Amara
avec 4 de plus par village.

Divers :

Iguefilene : Toutes les quittances sont récupérées par le délégué.
Ihedadene : Personne n'a payé, quittances à récupérer.
Tizit : certaines quittances ont été récupérées par le délégué, N.B : des citoyens veulent récupérer leurs quittances pour payer.
~~Ait Sider~~ :
Ait Sider : Le délégué a récupéré toutes les quittances sauf 3.
Taghzout : Personne n'a payé, d'après le délégué
Azrou : les quittances ont été toutes récupérées sauf 4 qui ont été payées.
Tifilkout : sans nouvelles.
Zoubga : Toutes les quittances ont été récupérées sauf 1 citoyen qui a récupéré sa quittance pour la payer.

Fon des comités du village : toutes pas ouvertes.
Ia des citoyens avec bruit.
Fur des jeunes pour aider lors des sondages (chantiers et Eridan).
Rôle de commissaire pour voir G.F.P.L. les directeurs de C.E.M. et Lycée.
Matelots et drogues --
Commerçants -

Délégation Hôtellerie voir délégation Personnel Immobilier.
Pour placer et maintenir la mise en jouissance des gendarmes.
Voir L.E.H. et A.L.H. Urgences concernant les gendarmes
et leurs locataires -

---

les fêtes dans le droit

opositions sur les différents points de la résultante de toute délégation... synthèse des différentes propositions par une commission.

Rapport de la commission solidarité:

Sur les absences répétées de la majorité des délégations la commission solidarité s'est trouvée dans l'impossibilité de faire un bilan sur la non disponibilité des informations à la fin, il a été demandé à toutes les délégations de d'être présentes à la réunion qui aura lieu le lundi 10/09/2001 à 10h au théâtre Kateb Yacine avec un bilan et une liste des blessés.

Rapport de la commission juridique:

La commission a eu à traiter certains cas de double représentativité de délégation.
Il y a eu dépot de plaintes auprès des tribunaux concernant les événements du printemps noir.
Il y a urgence de faire un règlement intérieur pour le mouvement.

et demie : 23h30
prise à 00h45'

Points retenus.

- Marche populaire à Tigzirt Dimanche 01/11/2001.
- Installer une commission pour proposer de modalités pour le caravane.
- Rédaction d'un texte pour lancer la pétition.
- Mémorial en face de l'hopital de T-O.
- Libre à chaque délégation de faire des stèles à leurs martyrs.
- Installer une commission pour les modalités de l'exploitation de la plate forme d'El. Kseur.
- Le 14e rassemblement sera organisé à Alger sous réserve et avec des garanties et de possibilités d'organisation en moyen matériel.
- Proposer le préambule et la carte d'honneur de la W de T-O. à l'inter wilaya, quand au principes directeurs il est demandé à la commission juridique de réfléchir à changer ce qui est possible et de proposer [illegible]

3- Dépôt de plainte sans CPF et saisine des instances juridictionnelles ordonnant du printemps noir, confié à la commission juridique.

3 - Encouragement de la participation de la femme, libre choix aux localités de délégués des femmes.

10. Maintien de la mise en quarantaine de la gendarmerie

11 - Non paiement de la facture soudoyer, suite au refus du directeur de voir supprimer la taxe ENT, V.
libre choix aux localités quant aux modalités de non paiement

2- Action du 5 octobre : Vu que le quorum n'a pas été atteint
20 voix pour la marche des délégués
08 voix pour . . . . populaire
16 . . abstention.
La décision est reportée au prochain conclave

+ La commission pour expliciter la plate forme a été installée et elle est composée de presque toutes les délégations Africaines

6 donnes signées à la CADC
Signé
Fandio N' Combo
Omerbaro, Maroua

A un tour le vent me dit fermement du blanc
entre moi qui n'ai pas d'idée blanc
Mais l'opinion collecte d'argent un profond blanc
m'est le témoin en marge du village
Idéalisation Agnès blanc par balle au bras qui remonte
malheureusement le pas en change.

Éditions Berbères

47, Rue Bénard 75014 Paris / France.
Tel : (33).1.45.43.31.44. / Fax : (33).1.45.43.35.25.
E-mail : editions.berberes@wanadoo.fr

Monsieur Mahmoud MAMART,
Village Tifilkout,
Commune Illiltène,
15260 Kabylie.

Invitation

Monsieur,

Dans la perspective d'une série d'activités sur la Kabylie, nous souhaiterions bien vous inviter à une conférence sur le rôle de «Tajmaât» et les structures villageoises dans l'organisation et la gestion de la contestation et la révolte des jeunes kabyles du printemps 2001.

C'est en votre qualité de membre de la coordination des comités de villages de la région d'Illiltène que nous souhaiterions que vous interveniez pour nous apporter vos témoignage et expérience avant de nous livrer une analyse générale sur le rôle des structures villageoises.

La conférence est prévue courant du mois de février 2002.

Avec nos salutations les meilleurs.

p/ Editions Berbères,
Le responsable des activités scientifiques et culturelles.
Ameziane Aït-Braham.

Paris, le 19 décembre 2001.

Éditions Berbères
47 Rue Bénard 75014 Paris
Tél : 01.45.43.31.44
Fax : 01.45.43.35.25
N° Siret : 409 611 118 00012

Coordination des archs, dairas et communes de la wilaya de Tizi Ouzou

Coordination communale d'Illilten. 01

Commission solidarité

Liste nominative des blessés de la commune d'Illilten lors des événements du printemps noir 2001.

N°	Noms et prénoms	Date de naissance	village	Nature de blessure	Obs
01	Tchedadene L'djoudi	19/03/1974	Ait Adella	Blessé par balle	Bras droit
02	Goumeziane Chafâa	22/02/1984.	Tizit	Double fracture bras	Hôpital 315. Lo
03	Guidir Mr Ourabah		Ait Aissa		guéri
04	Guidir Abdellah		Ait Aissa		guéri
05	Oumehraz Hocine		Yguesfilene	Blessé à la tête à Bgayet	guéri
06	Hlaidou Mourad		Tizit		guéri
07	Daoud Abderahmane		Azrou	blessé à la tête	guéri
08	Achour Atmane Hbider		Tifilkout	blessé à la tête	guéri
09	Ouadfel Lamara		Zoubga	blessé au thorax	guéri
10	Lekhbasene Mouloud		Zoubga	blessé au pied	guéri
11	Ougadfel Rabah		Zoubga	Ecchymoses au dos	guéri
12	Boukaouma Farid		Zoubga	blessé au bras	guéri
13	Tigrine Karim		Zoubga	blessé au pied	guéri

Iferhounene le 06 juin 2001

Le conseil de coordination des aârchs
ATH YETSOURA et ILLILTEN.

Lettre à Monsieur le Chef de Daïra.

Monsieur le chef de Daïra,

Le conseil des Aârchs Ath Yetsoura et Illilten (conseil des comités de citoyens des trois (03) communes de la Daïra), réuni ce jour à Iferhounene, tient à attirer votre attention sur la prise en charge de l'aspect sécuritaire des examens BAC et BEF.

Vue la situation qui prévaut dans notre région et particulièrement au sein de notre Daïra, nous tenons à exprimer **NOTRE REFUS CATEGORIQUE** sur le fait que l'aspect sus-cité soit assuré par «le corps de la gendarmerie». Cette position peut être justifiée par plusieurs paramètres, et dont la négligence pourrait déboucher sur une perturbation irrémédiable. C'est pourquoi nous avons décidé de saisir votre attention pour parer à toute éventualité et prendre les dispositions adéquates.

Le conseil des Aârchs Ath Yetsoura et Illilten.

LA COORDINATION INTERCOMMUNALE : IFERHOUNENE – IMESOUHAL – ILLILTENE

APPELE TOUTE LA POPULATION

A OBSERVER UNE GREVE GENERALE POUR LES JOURNEES : DU 28 MAI 2002 29 MAI 2002 ET 30 MAI 2002.

- POUR LE REJET DES ELECTIONS DE LA HONTE.
- LIBERATION DE TOUS LES DETENUS DU MOUVEMENT CITOYENS.
- SATISFACTION PLEINE ET ENTIERE DE LA PLATE FORME D'EL KSEUR.

ULAC SMAH ULAC
ULAC L'VOTE ULAC
LE COMBAT CONTINUE

IFERHOUNENE, le 26/05/2002.

C.A.D.C DE TIZI-OUZOU

COORDINATION INTER-COMMUNALE DE LA DAIRA D'IFERHOUNENE.

APPEL

LA COORDINATION INTERCOMMUNALE DE LA DAIRA D'IFERHOUNENE APPELLE LA POPULATION A VENIR PARTICIPER MASSIVEMENT A LA MARCHE PACIFIQUE QUI AURA LIEU LUNDI 29/07/2002 A 10h 00.

DE :L'EX-BRIGADE DE GENDARMERIE
VERS LE SIEGE DE LA DAIRA.
ACCOMPAGNEE D'UNE GREVE GENERALE
DE 9h00 A 12h00.

POUR EXIGER :

- LE DEPART IMMEDIAT DU CHEF DE DAIRA APRES EXPIRATION DE L'ULTIMATUM DE LA CADC.
- LA LIBERATION INCONDITIONNELLE DES DETENUS DU MOUVEMENT CITOYENS.
- LA SATISFACTION PLEINE ET ENTIERE DE LA PLATE FORME D'EL-KSEUR.

ULAC SMAH ULAC-
ULAC L'VUT ULAC
LE COMBAT CONTINUE

IFERHOUNENE, le: 26/07/2002

Coordination inter communale de la daira d'Iferhounene

AVIS

IL est porté à la connaissance de toute la population de la daira d'Iferhounéne que un sit-in des délègués se tiendra le dimanche **04/08/2002** à 10h devant le siège de la daira pour exiger le départ immédiat du chef de daira et la libération des détenus du mouvement citoyen, pris en otage par le pouvoir mafieu et assassin depuis le 25 mars 2002 et pour la satisfaction pleine et entière de la plate forme d'el kseur scellé et non – négociable explicité à larbâa n'athyirathen.

Nous Réaffirmons encore une autre fois la nature pacifique de notre action et nous mettons les pouvoirs publics devant leurs responsabilités ainsi,nous tenons a témoin la population contre toutes formes de répression.

ULAC SMAH ULAC
ULAC L'VOT ULAC
ULAC TUGDI ULAC
LE COMBAT CONTINU

IFRHOUNENE LE 01/08/2002

C.A.D.C

COORDINATION INTER – COMMUNALE D'IFERHOUNENE

APPEL

LES CITOYENS SONT APPELES A ASSISTER MASSIVEMENT AU MEETING POPULAIRE QUI AURA LIEU LE MERCREDI 28-08-2002 A 13H DEVANT L'EX BRIGADE GENDARMERAI ANIME PAR LES DELEGUES DE LA CADC.

IDIR AIT MAAMAR	DELEGUE DE OUACIF
RACHID ALLWACHE	DELEGUE D'ATH JENAD
L'HADJ AMAR	DELEGUE DE L.N.I.
MOULOUD BOUMEKLA	DELEGUE DE TIZI RACHED
BELAID ABRIKA	DELEGUE DE TIZI OUZOU.

ULAC SMAH ULAC
ULAC L'VOT ULAC
ULAC FACAL ULAC
LE COMBAT CONTINUE

IFERHOUNENE, le 26-08-2002

Coordination des Archs, Dairas et Communes de la Wilaya de Tizi – Ouzou.
Coordination inter – communales de la Daira d'Iferhounène.

APPEL

Suite aux plusieurs appels du mouvement citoyen, les diverses sollicitations des sages et personnalités de la région afin d'arriver à convaincre les candidats des trois communes (Imessouhal – Iferhounène – Illiltène) aux élections locales de la honte organisées par le pouvoir mafieux et assassin de retirer leurs candidatures et suite à la décision entérinée lors du conclave de l'inter – Wilaya à Smaoun (Wilaya de Béjaia), nous appelons l'ensemble des citoyens de la Daira d'Iferhounène de mettre en exécution la quarantaine à l'encontre de ces candidats jusqu'à leurs retrait définitif de ces élections qui ne concernent ni de près ni de loin le citoyen algérien.

ULAC SMAH ULAC.

ULAC L'VOT ULAC.

LE COMBAT CONTINUE

COORDINATION INTER-COMMUNALE D'IFERHOUNENE

(ILLILTENE-IFERHOUNENE-IMSOUHAL)

APPEL

La coordination inter-communale de la daira d'Iferhounène appelle les citoyens à participer massivement à la marche populaire qui aura lieu le :

LUNDI 28 OCTOBRE 2002 à 14h 00

Itinéraire : EX-BRIGADE DE GENDARMERIE VERS LA DAIRA.

Et cela pour : 1-Exiger la libération inconditionnelle des détenues des Archs.
2-Dire non aux « élus » de la honte des élections du 10/10/2002.
3-Exiger la satisfaction de la plate forme d'El-kseur.

SOYONS NOMBREUX

GLOIRE A NOS MARTYRS - ULAC SMAH ULAC

LE COMBAT CONTINUE.

Coordination inter communales des dairates
AIN EL HAMMAM-IFERHOUNENE

DECLARATION

La coordination inter communale des dairate de Ain El Hammam et Iferhounene réunie en ce jour : le 20 mai 2002 a la maison de jeunes d'Iferhounene apres epuisement de l'ordre du jour a adopté a l'unanimité les résolutions suivantes :

1- organisation de deux sit-in en vue d'empêcher la tenue des meetings, programmes dans le cadre de la mascarade électorale que le pouvoir maffieux et assassin, faisant fi de la réelle volonté du peuple qui rejette catégoriquement tout élection visant la reconduction et la perennisation du systeme corrompu et corrupteur.

2- organisation de deux marches pacifiques synchronisées, pour le 20 mai 2002 l'une a Ain El Hammam l'autre a Iferhounene suivies de sit-in et prise de parole, et ce en vue d'exprimer notre refus que nos freres regnicoles dans leur ensemble(fonctionnaires, transporteurs, cafs et autres) soient otages d'un pouvoir sanguinaire, despotique et machiavelique qui use de vils manœuvres, menaces, intimidations, arrestations arbitraires, fraude, terreur ....pour se maintenir en place.

ULAC SMAH ULAC
ULAC L'VUT ULAC
LE COMBAT CONTINUE

Fait à Iferhounene le 20/05/2002

Coordination inter communales des dairates
AIN EL HAMMAM-IFERHOUNENE

PETITION

Nous sommes tous des réquisitionnés

Fidèles aux sacrifices des martyrs et aux principes du mouvement citoyens, nous citoyens des dairate d'Iferhoumène et d'Ain El Hammam, réaffirmons notre refet irrévocable des élections avant la satisfaction pleine et entière de la plate forme d'El Kseur et la libération immédiate et inconditionnelle des détenus du printemps noir.

- A cet effet, nous refusons que nos frères réquisitionnés dans leur ensemble (fonctionnaires, transporteurs, élus et autres) soient otages d'un pouvoir mafieux et assassin qui veut à tout prix organiser ses élections envers et contre tous.

- Nous mettons en garde les autorités quant à d'éventuelles intimidations et sanctions à leur encontre.

ULAC SMAH ULAC
ULAC L'VUT ULAC
LE COMBAT CONTINUE

Fait à Iferhounène, le 20/05/2002.

Coordination inter communales des dairates
AIN EL HAMMAM-IFERHOUNENE

APPEL

Nous appelons la population des dairates (AIN EL HAMMAM- IFERHOUNENE)a observer un sit-in devam la salle de cinéma AIN EL HAMMAM et LA MAISON DE JEUNES IFERHOUNENE et ce le mardi 21.05.2002 de 09h :00 à 16h :00 pour :

1. Empêcher la tenue du meeting programmé le même jour par le néo- harki en l'occurrence : RABAH BEN CHIKHOUNE candidat « indépendant » parrainé par le pouvoir mafieux et assassin

2. Non au pseudo scrutin de la honte .

3 Toutes et tous pour bloquer la route aux fossoyeurs de l'Algerie et de la démocratie

4.Jusqu'à la satisfaction pleine et entière de la plate forme d'el kseur

5.Pour la libération des détenues

ULAC SMAH ULAC
ULAC L'VUT ULAC
LE COMBAT CONTINUE

Coordination inter communales des dairates
AIN EL HAMMAM-IFERHOUNENE

APPEL

Nous appelons la population des dairates (AIN EL HAMMAM- IFERHOUNENE)à participer massivement a la marche pacifique qui aura lieu : le dimanche 20 05 2002 a 10h 00

ITENERAIRES D' AIN EL HAMMAM
- De la place vers le siège de la daira

ITENERAIRE D' IFERHOUNENE
- Du monument vers le siège de la daira

Suivi de sit-in accompagnées d'une grève générale qui prendra fin juste apres la marche .

ENSEMBLES POUR DIRE :

1. Non a la mascarade électorale.

2. Non aux intimidations de nos freres réquisitionnes .

3. pour la satisfaction pleine et entière de la plate forme d'El Kseur.

4. Pour la liberation des détenus

ULAC SMAH ULAC
ULAC L'VUT ULAC
LE COMBAT CONTINUE

Fait à Iferhounène le 20 05 2002

FONDATION MATOUB LOUNES
Siège : Taourirt Moussa - Aït Mahmoud – Tizi Ouzou
Tel / Fax : (026) 21 68 66

DECLARATION N° 01.

Un gendarme vient de donner la mort par balles à un jeune lycéen dans l'enceinte même de la brigade de gendarmerie à Béni Douala.
Le caractère gravissime et provocateur de cet acte que rien ne peut justifier, plonge une fois de plus la région dans la consternation et la colère.
Indignée par cet acte odieux qui traduit toute la haine que subit la population au quotidien, la Fondation MATOUB Lounès qui refuse de croire à la version officielle, faisant du martyr " un petit voleur ", dénonce cet état de faits et condamne avec force cet acte provocateur qui illustre parfaitement la dérive d'un système totalitaire et appelle à :

- **L'ouverture d'une véritable enquête en extrême urgence pour faire toute la lumière sur cet assassinat, pour situer les responsabilités.**
- **Une mobilisation pacifique de la population, loin de toutes les manipulations pour que justice soit rendue et que pareil cas ne se reproduise plus jamais.**

Mais aussi :

elle met en garde le pouvoir contre toute velléité de répression du raz-le-bol populaire dont la colère est légitime.

La fondation MATOUB Lounès s'incline à la mémoire du jeune Massinissa pour lequel on vient d'arrêter la vie à la fleur de l'âge. Elle assure sa famille et ses proches de toute sa compassion et sa solidarité en ces moments de douleurs, s'engage aux côtés de la population pour toutes les actions pacifiques qu'il faut entreprendre pour que toute la lumière soit faite sur cette mort tragique, afin que les auteurs et les commanditaires soient jugés et condamnés.

- NON A UN SYSTEME TOTALITAIRE.
- NON A LA PROVOCATION PERMANENTE.
- " NON A UNE GENDARMERIE QUI TERRORISE ",
- POUR LE RESPECT DE LA DIGNITE DES CITOYENS.
- POUR LE RESPECT DES LIBERTES.
- POUR L'ACTION CITOYENNE PACIFIQUE.

" A YAT YETRAN YEF TUYAT
T CEGBEM TASWAΣT. "

Taourirt Moussa le 22/04/01
Le Bureau Exécutif

Siège : Taourirt Moussa - Aït Mahmoud – Tizi Ouzou
Tel / Fax : (026) 21 68 66 .

104

DECLARATION N°02 .

SEUL LE TRIOMPHE DES LIBERTES.

Une fois encore, le Pouvoir par l'autoritarisme et l'irresponsabilité qui le caractérise met la Kabylie a fe et à sang .

Après l'Assassinat d'un jeune lycéen à l'intérieur des locaux de la brigade de gendarmerie à Beni Douala, qui a donné lieux à de violents affrontements pendant plusieurs jours, de nombreux assassinats pa balles, dans la Wilaya de Bgayet, viennent allonger la liste des Martyrs. Ighzer Amokrane et El Kseur son particulièrement touchés. Plusieurs blessés sont également recensés dont l'état est grave pour certains, critiqu pour d'autres.

Cet état de faits, traduit toute la férocité de la répression menée par le pouvoir contre les populations d la région, légitimement révoltées par des provocations permanentes.

Préoccupée par la gravité de la situation, dont l'embrasement gagne dangereusement toute la région, plus particulièrement dans plusieurs Localités de la Wilaya de Bgayet, (El Kseur , Amizour, Akbou, Tazmal Sidi Aich, Aweqas, Tichy, Seddouk, une partie de Sétif ainsi que M'Chedallah dans la Wilaya de Bouira plusieurs localités de la wilaya de Tizi Ouzou), la Fondation MATOUB Lounès , qui a mis en garde l autorités contre toutes velléités de répression du ras- le -bol populaire :

I / **DENONCE**:

- Les Provocations Permanentes dont fait l'objet la région.
- La Répression Massive qui s'abat sur les populations en Kabylie.

II) **CONDAMNE** :

- Les Assassinats de jeunes, commis en toute impunité par la gendarmerie dans la région .

III / **EXIGE** :

- L'arrêt immédiat du recours à la répression et à l'utilisation des armes à feu contre la Population.
- L'ouverture d'une véritable enquête pour faire rapidement toute la lumière sur cette tragédie et situer les responsabilités.
- Le Jugement et la condamnation des assassins et des commanditaires.

IV / **SALUE** :

- La détermination de nos jeunes qui défendent notre dignité au prix de leurs vies.

V / **SE DECLARE** :

- Solidaire avec les Familles des Martyrs et les assure de sa compassion dans cette dure épreuve
- Mobilisée aux côtés de la Population dans son Combat quotidien contre l'injustice et la tyrannie du Pouvoir, pour toutes les actions pacifiques durables qu'il faut entreprendre.

VI / **APPELLE** :

- L'opinion Nationale et Internationale à réagir et s'élever contre cette violation massive de tous les droits par le pouvoir en Kabylie.
- A une large mobilisation citoyenne par l'organisation de rassemblements et marches pacifiques (**SANS CASSE**), dans l'ensemble des communes et dairates. Cette mobilisation pacifique doit s'inscrire dans la durée et avoir pour objectifs le triomphe des libertés et l'aboutissement de nos revendication: DEMOCRATIQUES, IDENTITAIRES, CULTURELLES et LINGUISTIQUES .

Taourirt Moussa le 26/04/2001.
Le Bureau Exécutif.

FONDATION MATOUB LOUNES
Siège : Taourirt Moussa - Aït Mahmoud – Tizi Ouzou
Tel / Fax : (026) 21 68 66 .

DECLARATION N° 03

KABYLIE : GENOCIDE EN COURS.

L'Embrasement gagne la Kabylie toute entière, les assassinats par balles augmentent d'heure en heure chez les jeunes manifestants. Plus de 30 morts en trois jours d'affrontements et plusieurs centaines de blessés, dans un état critique pour la plus part d'entre-eux. Les hôpitaux sans moyens, sont débordés et totalement dépassés. Une répression massive et meurtrière est dirigée contre des adolescents en colère. Les services de sécurité, notamment la gendarmerie nationale versent dans la provocation pour exciter d'avantage les manifestants et tirent sur les foules à bout portant. La torture est pratiquée systématiquement dans les locaux de gendarmerie.

BOUTEFLIKA, celui qui a été démocratiquement élu par l'armée Algérienne, censé être le Président de tous les Algériens reste honteusement silencieux sur ce drame et préfère quitter le pays pour aller s'occuper du SIDA en Afrique.

Ainsi, la Kabylie qui dérange par ses revendications; Démocratiques et Identitaires est délibérément mise à feu et à sang.

L'heure est grave. Les déclarations ne suffisent plus. La situation devenue incontrôlable risque l'irréparable si les organisations internationales et l'Union Européenne n'interviennent pas rapidement.

Aux portes de l'Europe et à moins de deux heures d'avion, la Kabylie subit dans l'indifférence du monde, un véritable GENOCIDE programmé par le Pouvoir totalitaire Algérien.

L'indifférence affichée jusque là par les capitales européennes et les médias français notamment, face à ce génocide est tout simplement scandaleuse.

Face à cette situation pour le moins dramatique, la Fondation MATOUB Lounès alerte l'opinion internationale et lance un appel d'extrême urgence à l'union européenne, l'ONU et toutes les ONG en charge des droits de l'homme de rompre le silence et d'intervenir pour condamner les agissements du Pouvoir Algérien et mettre un terme à un génocide qui menace les populations de Kabylie.

FONDATION MATOUB LOUNES
Agréments du 02/08/99

Taourirt Moussa le 28/04/01

UNIVERSITE MOULOUD MAMMERI DE TIZI OUZOU

ASSEMBLEE GENERALE DES ENSEIGNANTS

DIMANCHE 29 AVRIL 2001

DECLARATION

Nous, enseignants de l'université Mouloud Mammeri de Tizi Ouzou, réunis en assemblée générale ouverte aujourd'hui Dimanche 29 avril 2001 à Hasnaoua pour examiner la situation tragique que subit notre région depuis plus d'une semaine.

Nous nous inclinons devant la mémoire de toutes les victimes de ces événements et exprimons notre profonde indignation face à la provocation suivie d'une répression orchestrée, embrasant toute la région et entraînant des dizaines de morts et de centaines de blessés parmi la population.

- Déclarons que la responsabilité pleine et entière incombe totalement au pouvoir en place ;

- Déclarons notre entière solidarité avec les revendications légitimes exprimées par la Jeunesse désespérée et frustrée ;

- Dénonçons le mépris affiché par le premier magistrat du pays et relayé par les médias publics (ENTV, Radio et presse) ;

- Réaffirmons notre attachement à toutes les revendications portées par cette jeunesse saine à savoir :

. La satisfaction des droits sociaux (travail, formation, logement, santé...) ;
. Les libertés démocratiques et la reconnaissance de Thamazight comme langue nationale et officielle

- Interpellons le Président de la République à prendre ses responsabilités en ordonnant le :

. Le retour immédiat des forces de sécurité dans les casernes ;

. D'en finir avec la *Hogra* que vit le citoyen au quotidien et d'engager des poursuites contre les commanditaires et les auteurs de ces crimes.

- Appelons les partis politiques à prendre leurs responsabilités, les sénateurs et les députés de la région à remettre leurs mandats respectifs ;

Par ailleurs, l'Assemblée Générale a décidé de rester en AG ouverte et appelle l'ensemble de la communauté universitaire (enseignants, travailleurs et étudiants) à participer massivement aux différentes séances.

COMMUNIQUE

Les coordinations des Aarchs, Daïras et communes réunies aujourd'hui le 21/05/2001 à 16H suivent la mobilisation et la détermination de la population venue en centaines de milliers manifester leur solidarité et leur contribution à la réussite de la marche "noire" historique.

Elles dénoncent la fuite de responsabilité du Wali qui n'a pas eu le courage de donner la réponse du ministre quant au report des examens.

Aussi, nous, les coordinations, incombons toute la responsabilité au pouvoir, fidèle à sa tradition et sa logique de destructeur de la véritable dynamique citoyenne, qui a provoqué et poussé des jeunes manifestants vers l'affrontement, après la marche.

Par ailleurs, une décision a été prise pour avancer la prochaine rencontre pour le 24/05/2001 à 10 H à la maison de jeunes Cherif BOUSSAD de Tizi-Ouzou, afin de traiter des questions urgentes et de discuter des actions à entreprendre pour le report des examens.

Les coordinations des Aarchs,
des daïras et des communes
Tizi-Ouzou le 21/05/2001

DÉCLARATION

La coordination des Aarchs, daïras et communes réunis ce jour le 24/05/2001 à Tizi-Ouzou en session extraordinaire, constate après la marche noire historique du siècle avec grand regret :

- Les provocations dans l'ensemble des localités de la Kabylie, initiées par les forces de répression (**GENDARMERIE, C.N.S.....**)
- La réponse diabolique et inacceptable du pouvoir décidant du report des examens du bac pour le 28/07/2001, période de chaleurs torrides.

Conscient de la gravite de la situation et des dérives qui découlent de ces provocations, un **APPEL** est lancé pour déjouer la manipulation et les tentatives allant dans le sens de briser l'élan de la dynamique citoyenne et l'organisation de la société civile.

A cet effet :

Les Aarchs, daïras et communes, fidèles aux principes arrêtés dans le rapport de synthèse d'ILLOULA :

- Dénonce la **PROVOCATION** sous toutes ses formes.
- Décide d'appeler les **O.N.G.** internationales, parties prenantes du festival international de la jeunesse, au boycott de ces activités.
- Exige, suite à la décision unilatérale du pouvoir d'organiser les examens du Bac a l'échelle régionale uniquement, le maintien de la date du Bac national du 09/06/2001 et l'ouverture d'une 2ème session pour SEPTEMBRE sans conditions.
- Interpelle le pouvoir pour qu'il cesse les pratiques de **PROVOCATIONS.**
- Et donner suite a notre plate-forme de revendications.

Un Appel National est lancé pour tous les représentants de la société civile, à une réunion de concertation le **01 JUIN 2001** à **10h00** à la MAISON DE JEUNES (CHÉRIF BOUSSAD ex-CARRIERE) de TIZI-OUZOU.

Pour une action commune à ALGER.

Tél. : (026) 22-15-81

N.B : pendant la réduction de notre déclaration, le pouvoir tue nos enfants (kidnappings), HALTEAU GÉNOCIDE.

Collectif indépendant des femmes de Kabylie.
Tizi Ouzou.

Aux membres des Arch de Kabylie

REMERCIEMENTS

Nous, collectif indépendant de femmes de Kabylie, tenons à vous exprimer nos plus vifs remerciements, mais surtout toute notre admiration pour le soutien que vous nous avez manifesté, pour la marche historique des femmes que nous avons initiée le 24 mai courant. Nous n'avons à aucun moment douté de votre solidarité qui a largement contribué à la réussite de cet événement inédit dans notre région.

Notre société est caractérisée par ses particularités mais surtout pour ses spécificités exemplaires dans la conception modernisteet universelle de la vie sous tous ses aspects. Ainsi, cet événement historique a une fois de plus démontré que la femme kabyle demeure un élément entier, dynamique et partie prenante dans la gestion de la cité ou société au côté de l'homme.

Par ailleurs, nous vous informons que notre collectif est dissout en tant que tel mais que nous demeurons individuellement mobilisées en tant que citoyennes indépendantes de toute appartenance politique jusqu'à l'aboutissement des revendications exprimées par toute la population de Kabylie, notamment la plate-forme d'Illoula.

Encore une fois nous vous félicitons et vous remercions pour votre apport inestimable et inoubliable même s'il relève d'un devoir de citoyens responsables.

Tizi Ouzou le 26 mai 2001

Les membres du ciollectif indépendant des femmes de Kabylie:

Melle Nait Sid Kamira.
Mme Abdesselam Hayet.
Mme Tinkicht Assia.
Melle Moussaoui Farroudja.
Melle Sam Farida.
Melle Hadouche Nacera.



COORDINATION DE LA DAIRA DE BENI-DOUALA

Les émeutes à BENI-DOUALA ont repris le 24/05/2001, en réponse aux provocations des éléments de la brigade de gendarmerie et de la Mobile anti-émeute (voir film).

D'ailleurs, du 24/05/01 Au 29/05/01, BENI-DOUALA étaient coupée du reste des régions et même dans la Daïra de Béni-Douala (routes et téléphone coupés).

Le 27/05/2001, la coordination de BENI-DOUALA a appelé les citoyens de tous les villages de la daira de BENI-DOUALA à un SIT-IN devant la brigade de la gendarmerie . Lors de ce SIT-IN, une délégation de la coordination à laquelle ont été associé deux jeunes manifestants s'est déplacée après l'accord des citoyens à l'intérieur de la brigade de la gendarmerie pour mettre fin aux provocations de leurs éléments qui devraient nous protéger et non le contraire. Au cours de cet entretien, les manifestants présents ont demandé aux responsables de ces brigades de partir sans conditions afin que le calme puisse s'installer dans un premier temps.

Dans le souci de barrer la route aux destructeurs et manipulateurs, les jeunes de BENI-DOUALA ont décidé de s'organiser et même collaborer avec la Coordination de la Daïra de Béni-Douala pour prendre en charge les problèmes de la région. Aussi, ils sont près à aider pour que les examens se passent dans de bonne condition.

La **Coordination de la Daïra de BENI-DOUALA** propose :

- de lancer la **STRATEGIE** de la Présidence tournante
  [illegible] Création des Commissions de Travail afin de mener à bien nos travaux.
- **Marche à ALGER** pour le **Mardi 05/06/01**
  Cet effet **appel** aux citoyens pour collaborer au bon déroulement des **examens de fin d'année** (6ème , BEF et BAC)

BENI-DOUALA le, 30/05/2001

La Coordination de la Daïra de BENI-DOUALA

FONDATION MATOUB LOUNES
Siège : Taourirt Moussa - Aït Mahmoud – Tizi Ouzou
Tel : (026) 21 68 66

MESSAGE – APPEL

Aux Archs- Communes et Dairas de Kabylie.

Saluant votre rencontre et l'ensemble des participants, la Fondation MATOUB Lounès se félicite de l'engagement populaire et de l'espoir que suscite l'initiative historique d'union que vous entreprenez. Elle salue la mobilisation citoyenne grandiose lors de la marche " noire " du 17/05/01 à Tizi Ouzou et à Béjaia le 28/05/01, ainsi que dans d'autres localités du pays telles que Boumerdès, Ain Bénian et Alger. Cette adhésion massive des populations de Kabylie à vos appels, témoigne de l'engagement populaire à se mobiliser derrière vous, dans un cadre unitaire pour la satisfaction de l'ensemble des revendications exprimées par les jeunes manifestants en Kabylie et ailleurs, mais également, réaliser la perspective d'union majoritairement souhaitée.

Cela étant, à l'approche du 25 juin 2001, date anniversaire de l'assassinat de MATOUB Lounès, symbole de la revendication Identitaire et Démocratique en Algérie, la Fondation qui porte le nom du martyr envisage d'appeler à une marche populaire le 25 juin pour réaffirmer l'exigence de vérité sur cet assassinat, dire non à la mascarade d'un procès bâclé et rendre également hommage aux martyrs de la liberté, assassinés par la gendarmerie en Kabylie ces derniers jours.

Les événements tragiques qui endeuillent encore la Kabylie et les risques de dérapage qui peuvent survenir lors de cet événement, attendu par une grande majorité des jeunes vu leur attachement à ce grand militant et aux idéaux qu'il a toujours défendus jusqu'à en consentir le sacrifice suprême, nous emmènent à solliciter le soutien des Archs, communes et daïras de Kabylie et leur implication dans l'organisation de cette marche pour assurer à cet événement la maîtrise et surtout une réussite à la hauteur des attentes de la population, pour laquelle MATOUB Lounès est incontestablement le symbole rassembleur.

- Non à la **Répression.**
- Non à l'**Impunité.**
- Non à **Tamheqranit.**
- Pour l'**arrêt des assassinats.**
- Pour la **Vérité et la justice.**
- Pour la **dignité citoyenne.**
- Pour le **respect des libertés.**
- Pour la **reconnaissance officielle de Tamazight.**

FONDATION MATOUB LOUNES
Agr. n°15 du 02.06.99

Taourirt Moussa le 30/05/01
Le Bureau Exécutif

رسالة مفتوحة إلى كافة الشعب الجزائري

إخواننـــا الأعـــزاء ، أخواتنـــا العزيـــزات ،

منطقة كابلية من أرض الجزائر الشامخة ، دخلت منذ أكثر من شهر في دوامة العنف ، و الإهانة ، و الموت و الذلة . حدث ذلك ردا على مظاهرات سلمية منظمة لحمل انشغالات و تطلعات كل الجزائريين حيثما كان موقعهم. انشغالات أملتها الحالة العامة للجزائر : بؤس إجتماعي ، تقهقر إقتصادي و إنكسار للهوية.

إن هذه الإنشغالات التي رفعت لواءها أحداث منطقة القبائل تندرج ضمن مختلف الوثبات الشعبية التي عرفتها مختلف جهات القطر الجزائري من بينها أحداث الغرب في بداية الثمانينات ، قسنطينة 1986 ، و قصبة الجزائر التي توّجت بأحداث أكتوبر 1988 الذي صار بعد ذلك معلما تاريخيا لغضب الشعب الجزائري.

و إنه لمن المعيب حقا ، أن السلطة تعاملت مع كل هذه المحطات بنفس الأسلوب ، دون أدنى تمييز ، و حشية و قمع دموي و رد الإحتقار لمطالب و انشغالات ملائكية ، نبيلة .

أيها الإخوة و الأخوات ،

ماذا يحـــدث في منطقة القبائل ؟ ! قـــوات الأمن تطلـــق رصاصات حقيقية علـــى صـــدور عارية، نساء عوازل ، أطفـــال رضع و شيوخ وكبح يختنقون بالغازات المسيلة للدموع التي تتهاوى على شرفات المنازل ، و في بعض الأحيان داخل البيوت،حتى المستشفيات و الجامعات لم تنج من ذلـــك .

إن السلطة ، إلى جانب لغة العنف و القمع الوحشي ، تتقن فنون تعتيـــم الأجـــواء و التضليل الإعلامي . فيما هي كعادتها تحشـــد روافدهـــا الإعلاميـــة المختلفة و محترفي لعبة الإستفـــزاز الشيطانية و تحركهـــا لتغليط الشعب الجزائري و تشويه حقيقة ما يحـــدث في منطقة القبائل ليسهل بعد ذلك عزلها و حصرها في دائرة العنف الجهنمي الدائم .

أيها الإخوة و الأخـــوات ،

ماذا نريـــد ؟ ! ماذا نريـــد ؟ نعم ، نريد الجزائـــر . جزائـــر الكرامة ، الفخورة برجالها، بثورتهـــا و تعددهـــا.

نريـــد لغة بطريـــة ؟ نعم ، الأمازيغية إلى جنب اللغة العربية التي هما متحدثتان فيها جزء من الإثـــراء المتبـــادل .

نريـــد ؟ ماذا نريـــد ؟ نعم ، وطن يمتد من مغنيـــة إلى تبســـة و من تنـــدوف إلى تامنغاســـت.

إخواننا الأعزاء ، أخواتنا العزيزات ،

إننا نناشدكم اليقظة و الذكاء لإحباط حملات التضليل الإعلامي المركز و التشويه المعلن للحقيقة ما يحدث في منطقة القبائل ،و قائمتنا و مطالبنا.

إننا لا نسعوكم للتضامن معنا لأننا نعتبركم - طبعيا - معنيين بالأمر ، أطـــرافا فاعلة في نضالنا جميعا . نضال الكرامة لكل الجزائريين في ظل جمهورية حرة ديموقراطية و اجتماعية ، جمهورية كل المواطنيـــن، نناضل فيها إلى الأبد أسباب و مظاهر التهميش و الحقرة و البؤس بكل أشكاله.

المجد للشهداء الأمس و اليوم وتحيا الجزائر

تاسوقية العروش ، الدوائر و البلديات لولاية تيزي وزو

حرر بتاريخ : 2001/05/31

LETTRE OUVERTE A L'ENSEMBLE DE LA POPULATION ALGERIENNE

Chers frères et sœurs :

Un pan entier de l'Algérie s'installe depuis un mois dans une impasse faite de violence, de mort, d'humiliation et d'isolement. A l'origine, des manifestations pacifiques et porteuses de préoccupations propres à tous les algériens.
Il s'agit de revendications citoyennes dictées par la situation générale de l'Algérie faite de misère sociale, d'indigence culturelle ou de déni identitaire. En cela, elles ne diffèrent en rien des sursauts de dignité qu'ont connus les régions de l'ouest du pays au début des années 80, de Constantine en 1986, de la Casbah d'Alger pour être couronnés en octobre 88, désormais repère historique de nos colères. Il est significatif et révélateur qu'à chacune de ces escales, le pouvoir a répondu par la même sauvagerie, sans distinction et peut être bien sans nuance. A des colères légitimes, il a opposé le mépris et la répression sanglante. A des espérances angéliques, il a répondu par la puissance de feu.

Chers frères et sœurs :

Que se passe-t-il en Kabylie ? des forces de sécurité tirent à balles réelles sur des poitrines dénudées. Des femmes sans défense sont noyées dans des nuages de bombes lacrymogènes sur leur balcon et parfois jusqu'à l'intérieur des habitations. Même les hôpitaux et les universités n'y ont pas échappé. Mais le pouvoir n'a pas que la force de feu. Fidèle à sa culture de l'intox, il a actionné comme de tradition ses relais médiatiques et ses professionnels de la provocation pour induire en erreur le peuple algérien, ghétoiser notre région et l'installer durablement dans un cercle de violence infernale.

Nous voulons un drapeau ? oui ! celui de l'Algérie digne et fière. De ses hommes, de ses richesses, de son histoire et de sa diversité. Nous voulons une langue nationale ? oui ! Tamaziγt à coté de l'arabe avec laquelle elle puisse trouver son épanouissement dans un enrichissement mutuel. Nous voulons un pays ? Oui ! De Maghnia à Tébessa, de Tindouf à Tamanrasset. Ce que nous ne voulons pas, c'est le gendarme qui tue en Kabylie et mutile ailleurs. Ce que nous ne voulons pas, ce sont les bidonvilles de Tizi et les grottes habitées du Ghoufi dans les Aurès.

Chers frères et sœurs :

Nous en appelons à votre vigilance, à votre intelligence pour déjouer les grossières campagnes de désinformation. Nous n'en appelons pas à votre solidarité parce que pour nous, vous êtes naturellement partie prenante, des acteurs à part entière de notre combat à tous. Celui de la dignité de tous les algériens dans une république libre, démocratique et sociale. Une république de citoyens d'où seront bannies la HOGRA, la marginalisation et la misère dans toutes ses formes.

Gloire à nos martyrs d'hier et d'aujourd'hui.
Vive l'Algérie

Tizi-Ouzou, le 1er juin 2001
Coordination des Archs, Dairas et communes de la wilaya de Tizi-Ouzou.

COMITE PROVISOIRE DE COORDINATION DES AAROUCHE DE DAIRAS ET DE COMMUNES

Liste des organes de presse

Réunion du 31.05.2001 à Azazga

N° ordre	Noms et prénoms	Quotidiens	N° cartes professionnelles	Emargement
01	Said Mohamed	Tribune	336 / 2001	
02	Ouanjli Mohand	F2	738 / 522	
03	Boumazar Abdlaziz	F2	069 / 18	
04	Zenia Salem	Izuran	001	
05	Ait-Aider Idir	Izuran	52745	
06	Hammoum Salem	L'authentique	09 / 05 / 2001	
07	Slimani Kahina	Liberté	1046 / 854 096	
08	Kamez Kaci	Le Matin	885 778 / 755	
09	Zahem Khaled	L'expression		
10	Raiah Ali	El-Khabar	53	
11	Chabane Ahmed	PH . particulier	710 383 / 2265	
12	Said Sofiane	PH . particulier	1143 / 457 195	
13	Hamla Arezki	APS	000 882	
14	Belkacem Adrar	El moudjahid	100 / 99	
15	Kedyem Arezki	Chaîne 2	255 / 95	
16	Rouabah Taha	El fadjr	17918 / 251 698	
17	Hamadi Souhila	El watan		
18	Sid Mohend Khaled	Indépendant		
		France culture		

COORDINATION ARCHS WILAYA D'ALGER

COORDINATION DE TIZI-RACHED

Conclave des coordinations des Archs, Dairas et communes de la Wilaya de Tizi-Ouzou

PROGRAMME DES TRAVAUX

10 H : Ouverture du conclave

- Intervention du président
- Allocution d'un blessé
- Présentation du bureau
- Présentation du secrétariat
- Installation du comité de rédaction
- Lecture du programme des travaux et du règlement intérieur

11 H :

Lecture de l'ordre du jour
Intervention des délégations.

14 H :
Déjeuner

15 H :
Reprise des travaux

- Lecture de la synthèse des travaux et de la déclaration finale
- Adoption
- Ouverture du debat.

Clôture des travaux.

COORDINATION DE TIZI-RACHED

Conclave des coordinations des Archs, Daïras et communes de la Wilaya de Tizi-Ouzou

Règlement Intérieur

Article 1 : La rencontre (5ème en son genre) est organisée par la coordination de Tizi-Rached et se tient le vendredi 08/06/2001 au centre culturel « Si Mohand Ou M'hend).

Article 2 : Les travaux sont non-stop et seront clôturés par une déclaration finale.

Article 3 : Le bureau est composé de six (06) membres.
Il est présidé par le porte-parole de la coordination organisatrice.

Article 4 : Le bureau est réparti comme suit :

- Un (01) président
- Deux (02) vice-présidents
- Trois (03) assesseurs

Article 5 : Le bureau a la responsabilité et la charge de diriger et superviser les travaux, veiller au respect du règlement intérieur et le bon déroulement des travaux.

Article 6 : Un comité de rédaction est installé avec l'ouverture des travaux. La rédaction se fera séance tenante.

Article 7 : Le comité de rédaction sera constitué de dix (10) membres, au maximum, dont trois (03) membres préinstallés par la coordination organisatrice.

Article 8 : Le comité de rédaction dans le cadre de sa mission, se chargera d'élaborer une synthèse des travaux et de la déclaration finale.

Article 9 : Tout intervenant doit au préalable s'inscrire au secrétariat ; lequel se chargera de remettre au bureau la liste arrêtée à cet effet.

Article 10 : Le temps d'une intervention ne doit, en aucun cas, dépasser 5 mn.

Article 9 : Le bureau veille au respect du temps imparti à l'intervention et a toute latitude d'arrêter tout contrevenant.

Article 11 : Chaque délégation doit désigner son responsable.
Seul ce dernier aura les prérogatives de s'adresser au secrétariat et au bureau.

.../...

Article 12 : Chaque responsable de délégation a pour mission de se prononcer, après consultation, sur toute question qui surgirait durant la rencontre.

Article 13 : Les communications a la presse concernant la rencontre doivent exclusivement émaner du bureau. Tout autre canal enlève à l'information le caractère officiel et n'engage que son auteur.

Article 14 : Les participants approuvent à main levée, mandat à l'appui, le programme des travaux, le règlement du conclave et toute question non prévue qui pourrait surgir durant les travaux.

Article 15 : Tous les participants sont engagés à veiller à la réussite de la rencontre, notamment en respectant le programme, le règlement et toute question adoptée à la majorité simple.

SYNTHESE DE LA RENCONTRE DE TIZI RACHED

Les membres de la rédaction ont retenu trois points pour la synthèse de la rencontre de Tizi-Rached.

1 - ORGANISATION/

- Création d'un conseil de Wilaya : l'unité de base pour la détermination des membres de ce conseil est la commune.

Le nombre de représentant par commune est de DEUX. Pour le cas de la commune de Tizi Ouzou, qui est spécifique, le nombre est fixé à NEUF.
Les élus ne peuvent pas être délégués dans les coordinations.

- Les principes suivants sont arrêtés pour ce conseil :
  - Organisation horizontale ;
  - Présidence tournante pour la commune organisatrice ;
  - Les pouvoirs de cette présidence seront décidés et arrêtés durant le conseil de wilaya .
- Les commissions du conseil de wilaya sont :
  - Commission Information et communication qui sera assurée par la présidence tournante,
  - Commission Solidarité, Assistance aux victimes et Finances ;
  - Commission Organisation et Discipline ;
- Le fonctionnement :

Le principe du consensus est retenu pour la prise de décision ; Un règlement intérieur sera adopté par le conseil de wilaya.

2 - MARCHE/

Pour la réussite de la marche du 14 juin 2001, il est recommandé d'installer un comité d'organisation au niveau wilayal.

3 - CAS DE LA JSK /

Il est laissé le soin à la JSK, de déterminer les formes de solidarité vis à vis de notre mouvement, durant le reste du championnat.

Les Coordinations de Archs, Dairas et Communes
Tizi Rached, le 08 Juin 2001

LES RECOMMANDATIONS DE LA COMMISSION DE WILAYA DE LA PREPARATION DE LA MARCHE DU 14/06/2001

1. Lieu de départ et l'heures : pour chaque commune ou coordination sera fixé selon la distance . Le point de rencontre est fixé à la foire d'Alger à 12H.
2. Une délégation est constituée pour se déplacer à Alger à fin de déterminer les lieux de stationnement proche de la présidence de la république avec le C.C.A. d'Alger (les membres : ELHADJ MOUHAND Ali d'Illilten et LATEB Malik plus CHERIFI de tizi-ouzou).
3. Constitution de comités de vigilances pour chaque coordination, pour l'encadrement de la marche.
4. Préparation de brassards noire et blancs pour les organisateur et noir pour les marcheurs.
5. Couverture sanitaire : ambulances, soins de première nécessité....
6. Des mégaphones et des sono à prévoir pour la marche.
7. Prévoir des casquettes , de l'eau et de la nourriture.
8. Avoir le maximum de téléphones portables pour les organisateurs.
9. Les slogans seront contrôlés par les membres des coordinations selon la plate forme de revendication d'Houlla et de Azazga.
10. Pas de délégation à la présidence.
11. Le premier carré sera constitué des membres des familles des victimes plus les membres des coordinations inter wilayates.
12. Eviter les provocation durant la marche.
13. Animation pour la préparation de la marche dans les villages, villes et quartiers.
14. L'affichage se fera par coordination ainsi que le tirage de l'appel.
15. Délégation pour voir le syndicat des transporteurs (constituée de boudjemaa et bélaid).
16. Préparation de banderoles identifiées par localité.
17. Prendre attache avec l'université pour le transport (TOUZERI Said ain zaouia et CLALECHEN Mohand souk El Tnine).
18. Délégation pour la COTITEX pour un don de tissu (boudjemaa et bélaid).
19. Délégation pour l'ENIEM : la coordination de tizi-rached.
20. Le prochain R.D.V. : 10/06/2001 à 15h.

Tizi-Ouzou le 09/06/2001

CONSEIL DE WILAYA

DES COORDINATIONS DES AARCHS DAIRAS ET COMMUNES DE LA WILAYA DE TIZI-OUZOU

TEL 026 22 30 85

Cela fait dix jours que des dizaines de manifestants, qui ont participé à la marche pacifique noire historique du 14 juin 2001, n'ont pas donné signe de vie.

Les coordinations des Aarchs, Dairas et Communes réunies en conseil de wilaya :

- **Exigent** de la DRS, leur libération immédiate.
- **Dénoncent énergiquement** la campagne médiatique menée par l'Unique, en dressant les algériens, les uns contre les autres. Ainsi que les expéditions punitives, les actes de sabotages des biens publics et privés et les violations des domiciles et des franchises hospitalières, par les bérets rouges, vêtus en tenues de gendarmes ou de CNS.
- **Saluent** les comités de vigilance qui assurent la protection et la sécurité des structures et des édifices publics.
- **Décident** de déposer plainte contre le ministre de l'intérieur ,et le HHC au niveau du conseil de l'éthique, pour tentative de division, appel aux meurtres, provocations et de la diffusion d'informations mensongères quant au déroulement de la marche du 14 juin 2001.
- **Affirment leur détermination** à poursuivre le combat jusqu'à satisfaction de toutes les revendications figurant dans la plate-forme d'El Kseur.
- **Confirment** l'organisation de la marche vers la présidence, le 05 juillet 2001, les modalités finales seront discutées lors de la rencontre inter-wilayale du 28 juin 2001, au théâtre régional de Béjaia.
- **Jugent** le discours du président non convaincant, en confirmant uniquement la justesse des revendications, sans apporter des réponses claires et publiques, telles qu'exigées dans la plate-forme de revendication du 11 juin 2001.

A la veille du troisième anniversaire de l'assassinat du rebelle, Matoub Lounes, les membres des coordinations s'inclinent devant sa mémoire, demeurent fidèles à son combat et réclament la vérité sur son assassinat.

AH ! Lounes, on nous tue.
ULAC SMAH ULAC

Makouda, le 24 juin 2001

DECLARATION

Après plus de 2 mois d'affirmation d'une volonté citoyenne résolue face à un pouvoir corrompu dont les seuls modes d'expression sont le terrorisme d'état et la manipulation éhontée des faits via la télé (di) vision, le monde entier commence à comprendre que les événements qui secouent l'Algérie dépassent le cadre d'une fronde passagère dont seraient coutumiers ces éternels révoltés d'amazighs.

En effet, sur le terrain immensément fertile d'un déni identitaire que tout le monde connaît – mal malheureusement – s'est développé un sentiment d'humiliation abyssal alimenté par les abus indécents d'une administration dévoyée prédatrice et arrogante. Chez les jeunes surtout, c'est à dire chez les 75% de la population, dont les horizons sont tellement bouchés que le recours au suicide est devenu ces dernières années monnaie courante. Il suffit de consulter les statistiques pour mesurer l'ampleur grandissante de ce phénomène durant la dernière décennie.

Une formation au rabais qui ne permet pas même en cas de succès aux examens d'accéder à une carrière professionnelle, l'impossibilité induite d'envisager de fonder un foyer, d'avoir une vie de couple et partant la nécessité humiliante de dépendre pour ses besoins essentiels à un âge avancé de parents croulant sous le poids des responsabilités, sont les ingrédients mortifères d'un désespoir absolu..

Les jeunes émeutiers l'exprimaient très bien qui disaient aux gendarmes dotés de balles explosives : « Vous ne pouvez pas nous tuer car nous sommes déjà morts ! »

Cette énergie du désespoir se combine au génie des parents qui avaient été les premiers à affronter pacifiquement la dictature du parti unique-il y a tout juste 21 ans.

Les émeutiers du Printemps Noir sont en effet les enfants des acteurs du fameux printemps Berbère ; ils ont en pris de la graine, mais de surcroît, ils bénéficient de leur expérience. Voyez les efforts pathétiques de BOUTEFLIKA et de ses acolytes pour susciter un leadership dans les rangs du mouvement citoyen! Devant la mise entre parenthèses des partis politiques traditionnellement biens implantés dans la région, le ministre de l'intérieur ZERHOUNI a voulu proclamer à tout prix– et en faire ensuite un bouc émissaire– un membre d'une coordination de Aarchs, chef « des insurgés ».

La manœuvre ayant échouée, dénoncée en tout premier lieu par l'intéressé lui même, BOUTEFLIKA ne cesse de seriner à l'occasion de ses multiples haltes sahariennes qu'il n'a pas d'interlocuteur(s). C'est dire que l'organisation horizontale du mouvement, la Coordination tournante mise en place, la vigilance démocratique constante de tous les acteurs limitent à la portion congrue les manœuvres dilatoires et les « coups fourrés » qui sont une seconde nature chez les hommes du passé qui squattent les institutions de l'état depuis trop longtemps.

L'Union Européenne s'apprête à évoquer la situation en Algérie le 4 Juillet prochain. L'enfer étant pavé de bonnes intentions, nous tenons à préciser ce qui suit.

- Si les Députés Européens veulent évoquer le peuple berbère, qu'ils sachent alors qu'ils parlent du peuple algérien dans sa globalité et non des populations de Kabylie, les algériens, en effet, sont tous Amazighs, plus ou moins arabisés selon les régions. Evoquer les algériens suffit amplement.
- Les régions de l'EST du pays et notamment les Aurès, ainsi que d'autres parties du centre (Blida, Tipaza) sont en train de rejoindre l'organisation horizontale des Aarchs.
- Les revendications de la population (en quinze points) ont été rendues publiques à travers la presse ; le pouvoir les connaît donc, n'étant pourtant pas gêné de réprimer avec des méthodes fascisantes la marche grandiose du 14 Juin (plus de 3 millions de personnes) au terme de laquelle un couple de jeunes enfants devait en remettre solennellement un exemplaire.
- La profondeur stratégique de l'Europe, c'est aussi l'Afrique, nous souhaitons que le vent de libéralisme économique qui souffle à BRUXELLES, et qui privilégie les visions de court terme, n'empêche pas une bonne perception des enjeux de long terme, à Strasbourg, le 04 Juillet 2001.

HALTE AU GENOCIDE ET AU DENI DE JUSTICE
POUR UNE VIE DIGNE ET DANS LA LIBERTE.

ULAC SMAH ULAC

P/La Coordination des Aarchs Dairas et Communes de Tizi-Ouzou

PHONE NO. : 213 2 74 02 32 JUL. 02 2001 09:13

Coordination des Aârchs Daîra et Communes de la wilaya de Tizi-Ouzou.

Communiqué.

Une fois de plus, une fois de trop, le pouvoir algérien a donné la mesure de son caractère jusqu'au-boutiste et précise ses tentations totalitaires. Après avoir épuiser toutes les formes de subterfuges, d'intox et de division pour salir la marche du 14 juin et justifier les conséquences sanglantes qui ont en découlé, le voilà désormais à visage découvert.

A une marche pacifique dont les participant sont l'émanation de Aârchs, Daïra et Communes de Tizi-Ouzou , a donné toutes les garanties de sécurité et de responsabilité, le pouvoir a opposé, à vrai dire sans surprise, la puissance de feu. Face à un arsenal de guerre impressionnant et provocant, les citoyens bloqués à peine sortis des limites territoriales de la wilaya, dans des conditions atmosphériques et psychologiques intenables, ont donné encore une fois une leçon de responsabilité à un pouvoir qui multiplie pour sa part les signes de déliquescence, grâce à la formidable mobilisation et le sang froid des délégués à cette marche, à qui le pouvoir a réuni tous les ingrédients d'un autre dérapage sanglant.

Nous saluons par ailleurs les citoyens de d'Alger pour leur admirable élan de solidarité qui a balayé d'un revers de main, beau et généreux toutes les inepties dont le pouvoir a vainement tenté de les influer. Nous rendons un grand hommage aux habitants de Draâ Ben Khedda, Tadmaït et Laâzib qui nous ont fait revivre des valeurs de générosité et de bravoure, en offrant du pain et de la chaleur humaine à des marcheurs soumis à rude épreuve.

Nous saluons les délégués des autres wilayas ayant réussi à parvenir à la place du 1er Mai et qui ont subi le même traitement. Face aux tentatives de récupération et de diversion du pouvoir. Ils ont eu un comportement exemplaire de fermeté et de dignité.

D'autre part, les actions de soutien initiées par la coordination des Aârachs, Daïras et Communes à savoir l'opération villes et villages morts, la visite aux blessés, le dépôt de gerbe de fleurs et les sit-in d'attente ont une grande réussite et une adhésion citoyenne remarquables. Couronnées par la marche du 5 juillet, ces action sont la preuve irréfutable de la représentativité de notre mouvement, de son caractère résolument pacifique et de la légitimité de ses revendication. Ceci renforce notre détermination à continuer le combat jusqu'à la satisfaction de toutes nos revendications. Gloire aux martyres de la guerre de libération et du printemps noir.

Ulac Smah Ulac

AZZEFOUN 06.07.08 /07/2001

120

Coordination des Archs ,Daira et Communes

Déclaration – Communiqué

La Coordination des Archs ,Daira et communes tient a dénoncer l'attitude méprisante du pouvoir vis-à-vis Des revendications légitimes de la société.

Au lieu de prendre des mesures concrètes pour répondre aux revendications exprimées par la révolte de la jeunesse ,le pouvoir dictatorial aux abois, continue a faire dans la diversion ,et la gestion du problème né de la mascarade des résultats de la première session du bac 2001 (candidats libres S.N.V) participe de cette attitude .

Interpellé publiquement pour organiser une nouvelle délibération , unique mesure sérieuse à même de mettre fin à une injustice flagrante , la tutelle continue à faire dans la fuite en avant . la réponse du Wali aux lycéens après le sit-in observé aujourd'hui , dimanche 22/07/01, en est une parfaite illustration .

La coordination des archs , dairas et communes continuera à se battre jusqu'à satisfaction de leur revendication

Pour l'organisation immédiate d'une nouvelle délibération !

TIZI-OUZOU LE 22/07/2001

Veuillez aussi prendre en considération.
1 - APPEL de la marche de Rouiba (T.O Le 16/07/2001
2 - Déclaration du 16/07/2001 concernant les Resultats du Baccalauréat (candidats Libres

COORDINATION DES AÂRCHS DAIRAS ET COMMUNES DE LA WILAYA DE TIZI-OUZOU

CONCLAVE N'AT ZIKKI DU 10 AOUT 2001

DECLARATION

Depuis la répression sauvage de la marche du 14 juin 2001, en passant par celle du 05 juillet 2001, le pouvoir tient encore une fois de montrer qu'il n'a de langage que la violence pour répondre aux aspirations légitimes exprimées par le mouvement citoyen et pacifique, né de la révolte de la jeunesse.

Autant ce mouvement s'affirme et mûrit, autant ce pouvoir se découvre, à la face du monde entier, sous sa véritable nature tyrannique, dictatoriale et totalitaire hostile à toute forme d'émancipation de la société.

Par leur formidable mobilisation et leur adhésion massive à la marche de la coordination inter-wilaya, les Algériennes et Algériens viennent de montrer au pouvoir qu'il est vain de jouer sur l'essoufflement et l'usure de leur mouvement.

Ni l'énorme et monstrueux dispositif d'interdiction, constitué de dizaines de barrages dressés tout au long des sorties menant vers Alger et des milliers de policiers à l'intérieur de la capitale, ni les arrestations massives, n'ont empêché les citoyens de mettre à nu la supercherie du pouvoir honni tendant à utiliser la jeunesse mondiale pour soigner sa façade et cacher les réalités de la jeunesse algérienne frappée de toute forme d'exclusion et en proie au désespoir.

En fin, la coordination des Aârchs, dairas et communes de la wilaya de Tizi-Ouzou tout en dénonçant ces pratiques dignes de l'époque coloniale, réaffirme sa ferme détermination à porter jusqu'au bout les aspirations de la jeunesse insurgée.

LE COMBAT CONTINUE

ULAC SMAH ULAC

AT ZIKKI LE 10/8/2001

CONFEDERATION N'ATH IRATHEN

Ait Oumalou
IRDJEN
Ait-Agouacha
Larbaa Nath Irathen

Confédération N'Ath-Irathen
Le Délégué
B. MAMMERI

LETTRE OUVERTE AUX DELEGUES

BILAN

Le Mouvement citoyen né dans la douleur est en passe depuis OUACIFS d'être dévoyé de ses principes originels.Ce Mouvement d'essence pacifique,fort de l'adhésion massive et sans faille de la société civile a mené jusqu'ici des actions qui ont fait trembler le pouvoir et émerveiller le Monde.Jamais de par le Monde,on n'a embastillé des gendarmes.Jamais de par le Monde,une Marche (celle du 14 Juin) n'a drainé des millions de personnes. Jamais de par le Monde,une délégation juste mandatée pour remettre une déclaration à un Chef du Gouvernement n'a pu dans l'improvisation arracher au delà de toute espérance la satisfaction pleine et entière d'une revendication inscrite dans l'urgence à un moment crucial(Baccalauréat à deux sessions). En moins de trois mois,le Mouvement s'est doté malgré des insuffisances d'une charte et d'un pacte commun sur proposition de la confédération N'Ath Irathen.

Cette lame de fond citoyenne seule à même d'acculer le pouvoir à répondre positivement à la plateforme de revendications d'El Kseur a pu jusqu'à OUACIFS,balayer les obstacles dressés sur son passage,diluer les clivages et les divergences,charrier les energies et déposer sur les berges les sensibilités partisanes.

Ce n'est plus le cas hélàs aujourd'hui.Le reflux semble irreversible.Des forces partisanes discréditées,en pleine déliquescence,ont investi en catimini le Mouvement pour(selon les stratégies)le casser ou en faire des tribunes politiques.Dans ce patchwork invraisemblable on essaie de tailler un habit d'Arlequin étriqué et minuscule aux délégués sincères et intégres qui ont initié le Mouvement-car leur retrait signifierait(et cela ne leur échappe pas)la démobilisation de la base qui n'a confiance qu'en eux.

Ces forces nihilistes dont les objectifs diffèrent mais que des conjonctures rassemblent ont tout fait pour que la Plateforme n'atteigne jamais la Présidence.En faisant de la Marche des délégués une Marche populaire le 05Juillet(nombre de délégués pléthorique,effectifs gonflés à dessein par des éléments provocateurs,passage des délégués de certaines wilayate par Tizi Ouzou etc...),ces forces poussent le pouvoir à la répression,retardent le dépôt officiel de la Plateforme,appelent de tous leurs voeux d'autres Martyrs pour servir leur objectifs qui sont aux antipodes du Mandat dont on est investi.Le choix de la date du 05 Juillet n'est pas innocente.

La Marche populaire du 08 Août pour contrer la tenue du Festival International de la Jeunesse renvoie aux calendes grecques la satisfaction de la Plateforme qui est l'objectif majeur du Mouvement.L'echec programmé de cette marche partisane vise cyniquement le discrédit voire la mort du Mouvement et la résurrection d'acteurs aux appétits féroces,passés maîtres dans l'art de la récupération,de la manipulation et de la magouille.

L'option pour l'action retenue du 08 Août est le résultat d'un forcing musclé de ces forces qui ont piétiné l'esprit de la Charte,truqué le vote au vu et au su de toutes les délégations.En rejetant sans état d'âme et sans appel la deuxième proposition sage et responsable de la majorité des coordinations (preuves à l'appui),proposition qui aurait pu faire fructifier le capital engrangé le 14 Juin,ces forces ont préféré l'aventure avec tous ses aléas pour récolter d'hypothétiques dividendes ô combien mesquins et inavouables.

Pour ne pas diviser les rangs,nous avons à notre corps défendant souscrit à la Marche populaire du 08 . Que dire de la Marche de Bouira,incongrue et sans objectif sinon celui de redorer le blason à un baron partisan de la région .

Lettre ouverte aux Délélégués (suite)

Le Délégué

B. MAMMERI

bilan

Des actions périphériques sans objectif aucun et sans impact réel menées tambour battant ,à hue et à dia dans le seul but de ternir l'image de marque supposée des gouvernants(festival,visites à contrer,dates historiques manipulées etc...)et de détourner le Mouvement de sa seule raison d'être :le dépôt de la Plateforme de revendications et son aboutissement,sont imposées en rafales ,sans répit et dans le rythme infernal des conclaves marathon dâoù la sagesse,la reflexion ,la citoyenneté ont depuis longtemps déserté les lieux.

Des discours musclés aux relents fascistes,parfois intégristes ,d'une violence inouie sont tenus en toute impunité quand des services d'ordre sensés nous protéger portent atteinte aux libertés individuelles (invectives,insultes,intimidations,sequestrations,accusations gratuites, calomnies etc...)

L'Arch (un archaïsme impropre par ailleurs),épée de Damoclès,sorte de Deus ex Machina ,monstre enfanté par un Mouvement noble à son origine,instrumentalisé par des apprentis-sorciers s'essaie vaille que vaille à régenter la société,à moraliser la vie publique,à se substituer aux institutions,à pénaliser ou terroriser les populations au mépris du libre-arbitre et à contre courant des aspirations citoyennes qui l'ont fait naître.La propagande,la désinformation et le mensonge,armes par excellence des spécialistes de l'agit-prop infiltrés au sein du mouvement rongent une opinion déjà soumise à un matraquage redondant des relais du pouvoir.Cette opinion acquise au départ ,enthousiaste et motivée par l'originalité et l'esprit de la dynamique enclenchée, est aujourd'hui désillusionnée.Sans éthique,sans principes,le Mouvement est une peau de chagrin.Il est démystifié.

Le Mouvement que d'aucuns veulent sexiste(machiste) en excluant de facto les femmes et en vouant aux gémonies certaines d'entre elles ne peut être le véhicule des expressions pacifique et citoyenne que l'on sait mais le lanceur d'initiatives aventureuses,violentes et radicales qui sont le fait d'une minorité et que l'on tait.

Le Mouvement,qu'on le veuille ou non est circonscrit dans les limites culturelles et linguistique de la Kabylie(théâtre de la tragédie).Nos "propagandistes" voudraient faire croire que des wilayate entières ont rejoint le mouvement .Certains avancent même,sans rougir le chiffre de 30 wilayate.Quelques douzaines de personnes de notre diaspora éparpillées sur le territoire national valent bien leurs wilayate d'accueil ou d'adoption!!! c'est ce que l'on appelle prendre des vessies pour des lanternes.Les wilayate concernées sont comme tout le monde le sait: Tizi-Ouzou,Bejaïa et loin dérrière Bouira,Boumerdes,Setif,BBA,et Alger avec quelques Daïrate.Voilà la vérité.Faire aboutir la Plateforme incombe à la Kabylie et à elle seule.Toute autre formule cache des objectifs inavoués.Nous adhérons tous à l'idée d'un Mouvement National qui mettra fin à un système ô combien abhorré et honni mais nous savons de par l'histoire que cela relève de l'utopie:une protesta kabyle n'a aucune chance de faire tâche d'huile.Pour l'honnêteté aussi, nous disons que nous ne sommes pas mandatés pour ça.Là où le bât blesse ,c'est de voir ces pseudo-wilayate (fantômes) peser plus lourd dans les décisions qui engagent l'avenir du Mouvement que les confédérations qui représentent plus de cent mille personnes.Ces choix politiques partisans concourrent délibéremment à pousser le mouvement vers le pourrissement,l'enlisement et l'impasse.

La Marche du20 Août à Ifri-Ouzellaguen,marche reprise aux comités populaires de Bejaïa qui la souhaitaient à l'époque sur Alger est une action sans objectif concédée à l'Intercommunale à Boghni en contrepartie de son adhésion à la marche populaire du08 qui ne faisait pas le consensus;loin s'en faut.Ces pratiques,ces marchandages ,s'ils jettent l'opprobre sur leurs auteurs,n'en discréditent pas moins le Mouvement. Les citoyens réticents à répondre aux appels ne sont pas dupes.

Nous avons bon espoir de voir bientôt le cap rétabli.

Une seule référence:la satisfaction de la plateforme d'El-Kseur.

Un seul principe:La vérité,rien que la vérité.

Un seul crédo:Un mouvement fort,pacifique,citoyen,transpartisan.

Coordination des Arches, dairas et communes de la willaya de TIZI-OUZOU

Conclave Illilten du 24/08/2001

Ordre du jour : bilan du mouvement et perspectives

Rapport de synthèse :

Remarque : il est apparut lors de la pleinière que la plupart des délégations n'ont pas remis en cause la substance du bilan et ont seulement apporté quelques rajouts dont certaines recommandations

Introduction

Du printemps noir de Kabylie est né un mouvement citoyen d'envergure, transpartisan et mobilisateur émanant des profondeurs de la société.
A travers la reaction spontanée et salutaire de la jeunesse, le mouvement citoyen a appelé d'une façon claire et avec beaucoup de détermination que la société algérienne ne peut faire la moindre concession par rapport à ses libertés et droits fondamentaux. S'il est né dans la douleur, il convient à l'occasion de ce bilan d'en rappeler son essence démocratique, résolument pacifique ; et ses objectifs, de parfaire sa stratégie d'adapter son fonctionnement et enfin d'étudier les voies et moyens qui devront faire aboutir ses revendications qui sont contenues dans la plate forme d'el kseur en fonction des perspectives qu'il lui seront assignées

1) bilan du mouvement :

Tout bilan élaboré sur le mouvement doit se faire sur la base des objectifs tracés, a savoir, la satisfaction pleine et entière de la plate forme de revendication d'El kseur.
après quatre mois de combat pacifique, seul le point concernant la 2ème session du baccalauréat peut être considéré comme un acquis d'où la nécessité de dresser un premier bilan du mouvement dans ces deux aspects

les forces

- L'extraordinaire mobilisation des citoyennes et citoyens.
- le mode d'organisation : l'horizontalité
- L'impossibilité de recuperation du mouvement.
- Le formidable elan de solidarité nationale et internationale : dons de médicaments par des citoyens nationaux et émigrés et même associations et aussi la prise en charge des blessés par des O N G
- La mise a nu du pouvoir et de ses pratiques.
- L'arret de l'effusion de sang de nos jeunes avec le maintien de leur mobilisation pacifique.
- La capacite de transcender les clivages politiques avérés et non avérés
- Le soutien d'hommes politiques, intellectuels, journalistes et artistes algériens et étrangers.
- La sympathie engrangée par le mouvement à l'échelle nationale et internationale, la renaissance d'une organisation ancestrale pour contrer toutes formes d'injustice et qui s'inscrit dans la modernité.

- La légitimité des revendications
- Le deverrouillage du champ politique
- L'emergence d'un cadre citoyen avec ses propres compétences
- La coordination des revendications et des actions a travers l'inter-wilaya

Faiblesses du mouvement

A-L'absence de communication et la mauvaise gestion de l'information ont eu pour consequence : le manque de rentabilisation des différentes actions entreprises
B-La non-observance des principes directeurs des actions déjà entérinées et du code d'honneur ont induit :
1-un manque de suivi
2-le manque de discipline et d'engagement
3-insuffisance de réflexion et rationalité dans la prise de décision
4-le complexe par rapport a la chose politique
5-le manquement au devoir de réserve
C- l'insuffisance organisationnelle a entrainé :
1-le non-respect des horaires et timings lors des conclaves
2-l'absence de travaux préparatoires ont souvent entravé le bon déroulement des AG
3-la mauvaise gestion des actions entreprises
4-l'absence de l'élement féminin
5-l'absence des structures chargees de la collecte des moyens matériels
6-insuffisance de concertation avec la base

les recommandations :

-Respect scrupuleux des principes directeurs
-Elaborer une strategie de communication offensive
-S'impliquer d'avantage dans la lutte pour une véritable citoyenneté
-S'agissant de nos revendications, se positionner comme interlocuteur incontournable du pouvoir
- Au niveau de la solidarité, les communes ayant plusieurs victimes devraient être assistées

Conclusion :

sont faire preuve de vigilance pour ne pas pour

De manière générale le mouvement risque de servir le pouvoir qui joue la manipulation d'une part, il discrédite les partis politiques qu'il présente en bouc -émissaire d'autre part, il table sur une éventuelle usure de la mobilisation qu'il s'ingénie à pousser à l'impasse. dans les deux cas, il se dédouane en deplorant l'absence de dialogue et fait place nette pour libérer l'espace politique de toute forme d'opposition crédible.
Aujourd'hui, s'il faut imperativement assumer le passé, l'avenir exige de tout un chacun une reflexion mûrie pour l'aboutissement de la plate forme de revendication d'EL KSEUR.

Coordination des Aarches , Dairas et Communes de Tizi-Ouzou

Communiqué

Suite au conclave extraordinaire tenu à Tizi-Ouzou, le 29/08/2001 en poursuite des travaux entamés à Illilten et en préparation de l'interwilaya, du 30 /08/2001 à M'Chdellah, la CADC tient à informer la population sur les quetions relatives aux mesures déjà retenues et qu'elle tient à rappeler :

- Le Boycott scolaire n'entre pas dans les actions du mouvement, il est résolument écarté.
- Le respect du code d'honneur est une exigence à tout délégué de la CADC.
- L'observance du deuil durant les fêtes est toujours maintenue en mémoire des nombreux et valeureux martyrs du printemps noir 2001.
- La mise en quarentaine des gendarmes est à respecter scrupuleusement.

ULAC SMAH ULAC

P/ la présidance tournante
Illilten

Le 28/08/2001

Coordination des Archs, Dairas et Commune de la Wilaya de Tizi – Ouzou
Conclave extraordinaire ~~du 29~~/08/2001 à Tizi – Ouzou

Ordre du jour :
Poursuite des travaux entamés à Illiltene et préparation de l'inter – Wilaya du 30/08/2001 à Ait chedella

Rapport de Synthèse

A) Mesures formelles :
- Application formelle d'El Escur est scellée, non négociable, dont les points seront explicités et vulgarisés à travers les mass - médias, avec exigence d'une réponse officielle publique.

B) Actions d'accompagnement :
1- Suite au contenu de la facture d'électricité, suite à la réponse négative du [illegible] concernant la taxe de l'ENTV.
N.B : Le montant de cette facture sera à la charge des pouvoirs publics
2- Préparation d'un nouveau conclave à Alger
3- Marche du 05/10/2001 à Alger
4- Sit-in d'avertissement le 01/11/2001 à IGHIL IMULA.
5- Désertion des établissements scolaires qui auraient à recevoir la visite des officiels à la rentrée scolaire

ULAC SMAH ULAC

Gloire aux valeureux martyrs de la dignité.

P/La Présidence tournante
Illiltène.

COORDINATION DES ÂARCHS DAÏRAS ET COMMUNES DE LA WILAYA DE TIZI-OUZOU

CANCLAVE DE OUAGNOUN.

Communiqué

Suite à la tentative d'obligation de nos jeunes à retirer leurs ordres d'appel au niveau des brigades de gendarmerie, la C.A.D.C. rappelle que le départ de ces dernières est indiscutable et irréversible et conséquemment à cela, leur mise en quarantaine ne saurait souffrir aucune exception.

En voulant rejoindre les casernes, nos jeunes n'expriment ainsi que leur désir d'accomplir leur devoir national malgré l'ampleur du drame dans notre région. Vouloir donc les empêcher par des procédés sournois ne peut que cacher des desseins inavoués.

Dans ce sens, la C.A.D.C. lance un appel aux jeunes incorporables de s'abstenir de rejoindre les casernes jusqu'à remise des ordres d'appel par toute instance autre que celle de la gendarmerie (APC ou garde communale).

En outre, les dossiers de soutien de famille ainsi que l'apposition de cachets sur la carte militaire peuvent bien se faire en dehors du cadre de la gendarmerie ; les jeunes concernés par ces deux points sauront faire preuve de patience afin de déjouer ce complot diabolique visant à remettre en cause l'une des principales revendications de la plate forme d'EL KSEUR, à savoir le départ des brigades de gendarmerie.

Des dizaines de jeunes innocents ont perdu leur vie pour que nous vivions dans la dignité. Le devoir de tous est de respecter leur mémoire.

ULAC SMAH ULAC.

LE COMBAT CONTINUE.

Ouagnoun, le 21/09/2001.

- DECLARATION -

De enclave en enclave, force est de constater que le mouvement citoyen se dirige vers l'inconnu.
L'énorme espoir suscité auprès de la société est aujourd'hui otage des pseudo-politiciens proposés par le pouvoir avec ses pseudo-délégués et des perspectives de vrais issues des enclaves.
Ce constat, la population l'a fait et elle a réagit.
C'est pourquoi nous refusons de participer à la mort certaine et programmée du mouvement citoyen.
Il n'est plus question, pour nous, de servir de faire valoir ou de caution pour des décisions qui vont à l'encontre de l'objectif original qui est la plate-forme d'El Kseur, et de l'esprit initial du mouvement qui nous ont unis, ou pour des démarches et stratégies aux antipodes de la citoyenneté qui allie et l'allégresse de tous et de chacun.
Continuer à laisser faire le gouvernement citoyen par des enclaves "manipulées" où la stratégie trouble et l'influence par la menace ou le mépris et le tiraillement sont l'unique stratégie relève de l'irresponsabilité envers les citoyens de nos villages et quartiers que nous avons pensés représenter.
C'est aussi faire preuve de déloyauté envers les martyrs du printemps noir 2001 et leurs parents, les victimes du soulèvement populaire de toutes les populations ébranlées par le mouvement.
Laisser mourir l'esprit de la société par le maintien du cap de l'enfermement dans le refus d'explorer de nouvelles voies, dans la perspective de faire aboutir la plate-forme d'EL KSEUR, pour offrir une alternative aux citoyens comportements qui, par ailleurs, s'expliqueraient par la jeune-

précède soit de la pure mauvaise foi et un machiavélisme d'un cynisme criminels qui ne profitent qu'au pouvoir. L'intelligence voudrait que soit donnée, aujourd'hui, au mouvement citoyen, une chance de recentrer sa stratégie autour de son objectif initial et de ses identifiants et de se remettre sur ses rails pour permettre l'aboutissement du combat, et de se délester de toutes les fausses et dangereuses pistes aux lendemains incertains et dangereux.

Il y a lieu de se démarquer du pouvoir dont la nature n'est plus à définir mais aussi de la tendance qui tend à mobiliser pour immobiliser.

Il est utile de rappeler que c'est la situation de détresse et d'incertitude prévalant à l'époque qui a interpellé les consciences et les différents comités de village pour mettre fin à l'effusion de sang et tenter de mettre les premiers jalons et les bases du mouvement citoyen. Aujourd'hui aussi, la Kabylie vit la même incertitude et le même désarroi et se trouve au bord du chaos qui s'annonce encore une fois, que le pouvoir et l'idéologie islamo-baathiste.

Le mouvement citoyen, ~~dissocié~~ transnational, autonome, d'essence démocratique et résolument pacifique, se devait et se doit d'avoir ses identifiants, pour toute action, que les délégués et porte-paroles de villages et quartiers, dûment mandatés par leurs bases. C'est une question de légitimité de toute perspective.

Pour notre part, c'est le devoir de responsabilité et de vérité qui nous interpelle pour dire que le mouvement est en passe d'être dévoyé et déviré de ses objectifs par un fonctionnement infantilisant et sclérosant, qui

n'aboutirait à terme qu'à sa fossilisation.
L'exigence historique est de comptabiliser les acquis d'analyser le bilan sans tabou, de faire primer la majorité silencieuse et de se remettre à la base en la consultant sur toute la voie de sortie. Il s'agit de revenir aux solutions classiques universellement reconnues.
Le continuer de cette démarche marquerait droit vers l'indifférence et la méfiance, synonymes de destructuration et de déflagration de la société qui ne profitent qu'aux ennemis de notre combat légitime.
La juste et légitime réparation des dommages multiples et multiformes causés à la société et à notre région passe donc par la satisfaction des revendications contenues dans la plate-forme d'El Kseur.
Le pouvoir n'a que le choix d'y répondre positivement, et le mouvement citoyen ne dérogera à aucune de ses responsabilités dans sa participation à la mise en œuvre des solutions adoptées.

Tizi Ouzou le 30-Nov-2001
C.A.D.C de :

« Bouzeguène : Mr Yassaa Arezki, Ath Douala Ouadhia
« Draâ El Mizan : Mr Bouzeboudja Bouzegza
« Tizi Rached : Mr Zaidi Ahmed
« Tizi Ouzou : Mr Hamma MAHMOUD
« Mekla : Mr Mouloudj Chabane
« Azazga : Mr Benaissa Boukhalfa
« Boghni : Mr Bouzar Rachid
« Aïn El Hammam : Mr Tadi Amar

Pour [illegible]

Coordination des Aârchs, Daïras et Communes de la Wilaya de Tizi-ouzou

Appel

aux citoyennes et citoyens

Suite à la répression féroce de la marche pacifique du 28.03.2002, organisée pour :

- la libération immédiate et inconditionnelle des délégués et citoyens arbitrairement enlevés et arrêtés,
- exiger la restitution du siège de la CADC, saccagé et occupé par les forces de répression,
- la satisfaction pleine et entière de la plate-forme d'El-Kseur explicitée à Larbâa Nath Irathen.

La CADC réunie en conclave extraordinaire le 28 et 29.03.2002 à Ath Jennad lance un appel à la population pour une :

Grève générale les dimanche 31.03.2002 et lundi 01.04.2002

Avec tenue d'assemblées générales dans tous les villages et quartiers pour répondre Smif à ce pouvoir, et savoir déjouer ses manœuvres.

ENSEMBLE DENONÇONS CES PRATIQUES MACHIAVELIQUES ET REAFFIRMONS NOTRE SOLIDARITE AGISSANTE ET NOTRE DETERMINATION A FAIRE ABOUTIR NOS REVENDICATIONS DANS UN CADRE PACIFIQUE.

Ulac Smah Ulac
Ulac L'vot Ulac
Le combat continue

Ath Jennad, le 29.03.2002

Coordination des Aarchs, Daïras et Communes de la wilaya de Tizi-Ouzou

NON DESTINÉ À LA VENTE

ⵅCADCⵅ

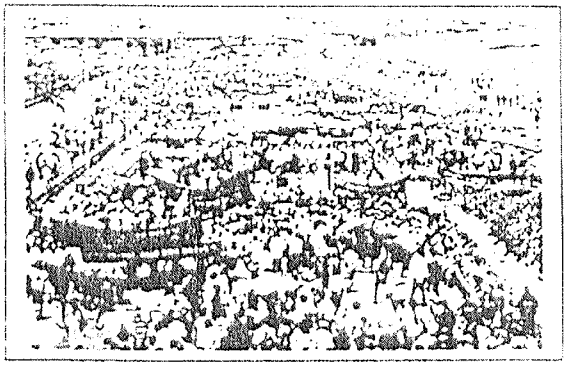
Bulletin d'information N°01/Juillet 2002

LE COMBAT CONTINUE



LES DOCUMENTS DU MOUVEMENT CITOYEN

Liste des Martyrs du Printemps noir
Liste des détenus
Plate-forme d'El-Kseur
Explicitation de la plate-forme d'El-Kseur
Principes directeurs de la C.A.D.C





ⵜⴰⵎⴰⵡⴰⵙⵜ ⵏ ⵜⵣⵍⵉ ⵓⵣⵓ

Coordination des Aârchs, Daïras et Communes de la Wilaya de Tizi-ouzou

Appel à nos frères de l'émigration

Le mouvement citoyen des Aârchs, né des douloureux événements du printemps noir bouclera dans quelques jours une année de lutte pacifique pour la satisfaction des revendications pour lesquelles des jeunes à la fleur de l'âge sont tombés, consignées dans la plate-forme d'El-Kseur, lutte à laquelle vous avez été maintes fois associés.
Durant cette période, le pouvoir mafieux et assassin, affolé par un tel élan populaire n'a épargné aucune manœuvre (répression, sourde oreille, faux dialogue, ...) pour venir à bout de ce formidable mouvement.

Aujourd'hui, poussé dans ses derniers retranchements par l'intransigeance de la population et notamment par la disqualification de la mascarade électorale du 30 mai, le pouvoir mafieux et assassin dévoile sa vraie nature en ne s'encombrant plus des artifices et de l'habillage de circonstance pour mater la population.

La vague de répression qui s'abat sur la Kabylie dépasse tout entendement :

- Le bilan des victimes s'alourdit chaque jour davantage sans compter les blessés.
- Des délégués sont pourchassés et enlevés de chez eux la nuit.
- La ville de Tizi-ouzou, citadelle de la démocratie, a été, pour la première fois depuis avril 80, interdite à la population , comme ce fut le cas à Béjaïa et Bouira.

Devant le génocide que le pouvoir semble décidé à perpétrer à huit clos, vos consciences sont interpellées.

Le mouvement citoyen des Aârchs appelle l'ensemble de la communauté émigrée, là où elle se trouve, à constituer des comités de soutien et à mener des actions dans toutes les capitales, pour alerter l'opinion internationale, les institutions et ONG sur ce qui se passe en Kabylie.

Ulac Smah Ulac
Ulac L'vot Ulac
Le combat continue

Ath Jennad, le 29.03.2002

COORDINATION DES AARCHS, DAIRAS ET COMMUNES DE LA WILAYA DE TIZI-OUZOU

COMMISSION DE REFLEXION

La commission de réflexion de la C.A.D.C chargée de l'élaboration d'un document référentiel de la mise en œuvre de la plate forme d'El Kseur s'est réunie du samedi 06/09/2003 au mardi 16/09/2003 au village Iguefilene (aarch illilten) avec interruption de deux jours (les 11 et 12) pour assister au conclave ordinaire d'Amechras. Les membres de la commission tiennent à souligner les conditions excellentes de travail qui ont été réunies par la coordination d'Illilten et à travers elle, tous ceux qui se sont dépensés sans compter et avec abnégation au niveau du village iguefilene.

En effet, entre l'hébergement, la restauration et tous les autres moyens qui ont été totalement assurés, les membres de la commission ont pu travailler dans le calme et dans un cadre agréable et bien organisé de même que toutes les dispositions ont été prises pour qu'ils mènent leur mission à bien sans qu'ils soient gênés en quoi que ce soit tout au long de leur séjour.

Aussi, ils tiennent à remercier la coordination d'Illilten, les villageois d'Iguefilene, et ceux qui les ont aidés à accomplir ce noble devoir.

C'est là une grande contribution au mouvement citoyen qui s'en souviendra.

Cet acte hospitalier fait dans une totale humilité est à la hauteur du combat de feu Amar Mehrez et honore aussi sa mémoire.

ULAC SMAH ULAC
LE COMBAT CONTINUE

La présidence tournante pour la commission de réflexion

Iguefilene, Aarch illilten, le 16/09/2003

DECLARATION - APPEL

La Communauté Universitaire de Bgayet, partie prenante de la population de la wilaya, indignée par les actes criminels commis, en ce printemps amazigh, par les éléments de la gendarmerie à Amizour et At Dwala et par les conséquences qu'ils ont engendrées et qu'ils continuent d'engendrer encore dans toute la région, s'est réunie en Assemblée Générale le mercredi 25 avril 2001 à l'université.

En voulant que notre indignation soit active, nous (étudiants, enseignants et travailleurs) avons, à l'unanimité :

- condamné ces actes qui ne sont qu'une manifestation de la barbarie du pouvoir arabo-islamique ;
- décidé d'agir dans le sens de donner une âme à ce corps (mouvement des jeunes auxquels nous rendons un grand hommage) qui ne cesse de verser dans des révoltes sporadiques et conjoncturelles –certes spontanées, naturelles et sincères car juvéniles – mais relevant de réactions épidermiques, donc éphémères et débouchant souvent sur des dépassements déplorables ;
- déclaré que notre université est en grève dès aujourd'hui et adopté cette présente déclaration par laquelle nous lançons un **appel** aux représentant(e)s de la **société civile** (comités de villages, de quartiers ou de lycées ; syndicats, associations … etc.) à venir prendre part à une **réunion de coordination** qui aura lieu au sein de notre **UNIVERSITE** (arrachée grâce à la formidable mobilisation populaire **du 19 mai 1981**) le **samedi 28 avril 2001 à 10h00** afin d'unir nos forces pour que plus jamais ce genre de crimes et de dépassements ne se reproduisent et que leurs auteurs payent. Il s'agit de notre **dignité**.

La première action à organiser ensemble et dans l'immédiat, est une **marche pacifique** pour le **dimanche 29 avril 2001**.

Nous appelons, par-là et sans paternalisme aucun, les manifestant(e)s au calme et à la vigilance car votre devoir est dignement accompli et votre cause est la notre, mais surtout -au vu de ce qui se passe sur le terrain des émeutes- pour ne plus donner l'occasion aux manipulateurs et charognards de tout bord (voleurs, racistes ou régionalistes, politicards et autres profiteurs) de détourner et salir votre sincérité.

POUR LE RESPECT DE TOUTES LES FRANCHISES (scolaires, universitaires et autres quelles qu'elles soient) ;
LA REPRESSION N'EST PAS UNE SOLUTION ;
POUR UNE DEMOCRATIE VERITABLE ;
LE PEUPLE ALGERIEN EST UN ET INDIVISIBLE : IL EST AMAZIGH (arabophone soit-il ou amazighophone).

LA COMMUNAUTE UNIVERSITAIRE DE L'UNIVERSITE DE BGAYET
Le mercredi 25 avril 2001

DECLARATION –APPEL

Nous représentants des syndicats, comités de village, associations culturelles , communauté universitaire réunis à Tasdawith de bgayet, le 28/04/2001, saluons la révolte et le courage de notre jeunesse qui a consenti le sacrifice suprême, au prix du sang à la suite de la provocation, de la répression de la part de la gendarmerie et des forces de répression.

L'action de notre jeunesse exprime le rejet de la misère sociale et revendique le respect de notre dignité et de notre identité.

Nous proclamons notre volonté à continuer pacifiquement le combat entamé par notre jeunesse.

NOUS EXIGEONS :

- la traduction des gendarmes- assassins devant un tribunal ;
- la libération de tous les détenus ;
- le départ des corps de gendarmerie ;
- un corps de sécurité au service du citoyen ;
- le respect de toute les franchises universitaires et scolaires ;
- que tamazight soit langue nationale et officielle ;

pour cela nous appelons la population à une :

MARCHE PACIFIQUE

Le dimanche 29/04/2001 à 10 heures de l'université vers le siège de la wilaya , en s'armant de VIGILANCE ET DU SENS DE CIVISME.
Le peuple algérien est un et indivisible : il est amazigh

Communauté universitaire élargie
aux représentants de la société civile de la wilaya de bgayet.

DECLARATION

Le refus du pouvoir de permettre aux manifestants de la marche pacifique du dimanche 29 avril 2001, organisée par la communauté universitaire de bgayet élargie aux représentants de la société civile, de se dérouler est une preuve de plus que celui – ci (le pouvoir) est plus que jamais déterminé à empêcher toute expression populaire , libre et autonome. Ce qui est une expression des plus achevée de sa peur de voir le peuple s'organiser.

Les forces du désordre ont chargé les manifestants au moment où ces derniers étaient assis. Ne suffit –il pas pour réaffirmer que le pouvoir est assassin et provocateur. Non seulement, il tourne le dos aux aspirations populaires à l'image de Bouteflika qui est allé discuter sur le sida au NIGERIA pendant que des algériens et des algériennes tombent sous les balles assassines de ses forces de répression, mais ce pouvoir ne ménage aucun effort pour museler le peuple, l'appauvrir et le terroriser .

Pour cela, nous lançons un appel à toute la population de bgayet en particulier et au peuple algérien en général à redoubler à la fois l'effort de vigilance de mobilisation et de solidarité afin de construire et d'organiser notre combat. A cet effet, nous appelons l'ensemble de la population de bgayet à s'organiser en comités de cités, de quartiers, de village …

Disons **BASTA** à la politique de diviser pour régner pratiquée par le pouvoir.

POUR :

- **la libération immédiate et inconditionnelle de tous les détenus ;**
- **l'arrêt de la répression ;**
- **le départ des brigades de gendarmeries de toute commune et de toute région qui le revendique ;**
- **la satisfaction des revendications populaires (identitaire, sociales et démocratique) ;**
- **Tous et toutes dans la rue pour l'aboutissement de notre combat.**

Ensemble nous vaincrons

Le peuple algérien est un et indivisible : il est amazigh

La communauté universitaire et la société civile de la wilaya de bgayet

Bgayet, Le 29 avril 2001

بـــيـــــان

إن رفض النظام السماح للمتظاهرين في المسيرة السلمية يوم الأحد 2001/04/29، التي نظمتها الأسرة الجامعية لبجاية و الموسعة لتشمل ممثلين عن المجتمع المدني، أن تتم، لدليل آخر على أن هذا الأخير (النظام) مصرٌ أكثر من أي وقت مضى على رفض كل رأي شعبي، حر و مستقل، و تعبير على خوفه من رؤية الشعب منظّما.

إن قوات اللا نظام قد أثارت المتظاهرين في الوقت الذي كانوا فيه جالسين. ألا يكفي هذا للتأكيد مرة أخرى على أن النظام قاتل . إنه لا يدير ظهره فحسب لآمال الشعب في صورة بوتفليقة الذي ذهب ليتحدث عن السيدا في نيجيريا في الوقت الذي يسقط فيه الجزائريون تحت الرصاصات القاتلة لقوات القمع، و لكن هذا اللنظام لا يضيع أي جهد لإفقار الشعب و إرهابه.

لهذا، فإننا ندعو كل سكان بجاية بشكل خاص، و كل الشعب الجزائري بشكل عام إلى مضاعفة الجهود من أجل الترقب و التضامن في سبيل تنظيم معركتنا. لأجل هذا ندعو كل سكان بجاية لتنظيم أنفسهم في إطار لجان الأحياء، و القرى...

لا لسياسة فرّق تسد، التي يمارسها النظام.

من أجل:

الحرية العاجلة و اللامشروطة لكل المعتقلين.

وقف القمع.

مغادرة الدرك لكل البلديات و كل المناطق التي تطالب بذلك.

تحقيق المطالب الشعبية (الهوية، و الاجتماعية و الديمقراطية).

كلنا في الشارع من أجل انتصار قضيتنا.

باتحادنا سننتصر

الشعب الجزائري كلٌ لا ينفصم: إنه أمازيغي

الأسرة الجامعية و المجتمع المدني لولاية بجاية

بجاية يوم: 2001/04/29

Appel

La communauté universitaire et la société civile de bgayet appelle la population de bgayet à participer au meeting qui sera organisée le mardi 01 Mai 2001 à l'université de bgayet à 10h 00.

Pour :

- Le départ immédiat du Wali ;
- Une radio locale qui assure la promotion de notre culture et de notre langue ;
- La libération immédiate et inconditionnelle de tous les détenus ;
- L'arrêt de la répression ;
- Le départ des brigades de gendarmerie de toute commune et de toute région qui le revendique ;
- La satisfaction des revendications populaires (identitaires, sociales et démocratiques) ;
- Tous et toute dans la rue pour l'aboutissement de notre combat.

Ensemble nous vaincrons

Le peuple algérien est un et indivisible : il est amazigh

Communauté universitaire et la
société civile de bgayet

Bgayet, le 30/04/2001.

COMMUNIQUE - APPEL

Le soulèvement populaire de BGAYET, entamé par la jeunesse, a exprimé des revendications claires et légitimes.

Nous, communauté universitaire et société civile, appelons toute la population à se mobiliser autour de ces revendications à savoir :

- **Contre la hogra**
  - Départ immédiat des brigades de gendarmerie de toutes les communes et régions qui le revendiquent.
  - Jugement de toute personne impliquée directement ou indirectement dans les assassinats et les tortures.
  - Départ des responsables et ordonnateurs de la répression particulièrement le Wali et le Ministre de l'Intérieur.

- **Revendications sociales et culturelles**
  - Satisfaction de la revendications amaziS dans toutes ses dimensions (identitaire, linguistique, civilisationnelle et culturelle).
  - Pour une politique sociale qui réponde aux aspirations du peuple : droit au logement, à l'emploi et services publiques conséquents.
  - Pour une école de progrès, universelle.

- **La démocratie**
  - La liberté d'expression, de manifestation et de réunion ;
  - Droit du peuple à l'auto organisation.

Pour toutes ces revendications, nous appelons les travailleurs, chômeurs, commerçants et artisans …à observer une grève générale et à rejoindre la marche, le jeudi 03 Mai 2001 à 10h, du TRIB vers le stade OPOW.

La communauté universitaire et la société civile

02 MAi 2001,

DECLARATION – APPEL

Le meeting populaire tenu à Tasdawit n (Université de) **Bgayet**, le **Mardi 01 Mai 2001**, considère que le discours du Président de la République n'a rien apporté de nouveau. Pire, au moment même où il faisait son discours, les assassinats et la répression continuent dans la région et jusqu'à présent d'ailleurs

-Sa commission d'enquête connaîtra le même sort que celles enquêtant sur l'assassinat de **BOUDIAF**, **MATOUB**. . . Pour nous, le **Peuple** a déjà fait son enquête ;

- Sa vision de Tamazight est celle qui existe déjà dans les anciennes constitutions ;

- Aucune perspective n'a été donnée pour faire sortir les algériens en général et les jeunes en particulier, de la misère sociale dans laquelle nous nous débattons

Pour rester fidèles aux aspirations et combat des jeunes, nous appelons toute la population de la wilaya de Bgayet à observer une ***Grève Générale*** et venir massivement à la ***marche populaire*** qui aura lieu le ***Jeudi 03 Mai 2001 à 10 H*** à partir du ***T. R. B*** (Boulevard Amirouche), jusqu'au ***stade OPOW***, pour :

- L'arrêt immédiat des assassinats et de toute répression, le jugement des assassins et le départ des responsables impliqués (Ministre de l'Intérieur et le Wali de Bgayet) ;
- Départ des brigades de Gendarmerie de toute commune et région qui le revendiquent ;
- Bannir **tamhequanit** (la HOGRA) sous toutes ses formes ;
- Faire aboutir le combat **amazigh** dans toutes ses dimensions (identitaire, civilisationnelle, culturelle et linguistique) ;
- La satisfaction des revendications sociales du peuple algérien : base de toute **DIGNITE** ;
- Toutes les libertés et pleine démocratie.

Notre combat pose des problèmes nationaux Nous lançons un appel aux reste des wilayates au niveau national à une solidarité pour continuer ensemble ce combat.

Toutes et tous dans la rue pour faire aboutir notre combat.

Ensemble, nous vaincrons.
Le peuple algérien est UN et INDIVISIBLE : il est AMAZIGH (arabophone soit-il ou amazighophone).

La communauté universitaire et la société civile de la wilaya de Bgayet.

LE COMBAT CONTINUE, RESTONS MOBILISES

C'est avec une bravoure et un courage sans égal que des milliers de manifestants ont défié et resisté aux tirs de bombes lacrymogènes et aux balles des forces de répression, aujourd'hui dans les rues de la ville de Bgayet.

Notre marche a été reprimée dans le sang et stoppée mais pas notre determination à **imposer le départ des brigades de gendarmerie de toutes les communes et les régions qui le revendiquent, à imposer notre droit de marcher, à avoir un travail et un logement et à faire aboutir le combat Amazigh dans toutes ses dimensions.**

A la marche populaire du 03 mai, qui a drainé une masse populaire importante venue de toute la wilaya, le pouvoir dictatorial a réagi une fois de plus par la répression aveugle et féroce.

Cette répression traduit la crainte du pouvoir de voir le peuple s'organiser autour de ses revendications et d'en finir avec les clans mafieux qui nous gouvernent.

Nous leur répondons par notre détermination à continuer le combat pacifique jusqu'à satisfaction de nos revendications. Pour cela,

-Nous appelons **toutes les citoyennes et tous les citoyens à dégager leurs représentants** dans tous les quartiers, villages, **usines, universités,** établissements scolaires ...

-Nous appelons tous ces représentants à **une réunion de coordination** qui aura lieu le dimanche 06 mai 2001 à 10 heures **à l'université de Bgayet.**

En outre, nous appelons l'ensemble de la population pour **une grève générale,** à l'exception du transport, le lundi 07 mai 2001 et à venir massivement au **meeting populaire** à 11h au stade de l'OPOW.

-Nous appelons le peuple à continuer la résistance dans tous nos villages et quartiers jusqu'au **départ de toutes les forces de** répressions de nos rues.

FAISONS DU 07 MAI UNE JOURNEE DE DEUIL ET DE COMBAT.
CONTINUONS LE COMBAT DE NOTRE JENESSE.

La communauté **universitaire et la société civile**
Bgayet, le 03 mai 2001

APPEL

Suite à l'appel pour une **journée de protestation** (Grève Générale, Marche, Meeting) le **samedi 19 mai 2001** (journée nationale de l'étudiant et en commémoration des 19 mai 1956 et 1981), lancé par le Comité Provisoire de la Wilaya de Bgayet (représentant le mouvement de la communauté universitaire et la société civile), nous rappelons à l'ensemble de la population ce qui suit :

- notre appel est lancé en direction de toute la population de la wilaya de Bgayet en particulier et à toute citoyenne et tout citoyen au niveau national, épris de justice et de liberté et indigné par la répression meurtrière qui n'arrête pas de s'abattre sur nous et dont le seul responsable est le pouvoir en place ;
- la journée de protestation ne concerne pas les élèves des classes d'examen du secteur de l'éducation et de la formation auxquels nous souhaitons un bon courage et une bonne réussite ;
- tous les secteurs d'activité (à l'exception du transport inter-urbain, les stations de service et les services minimum du secteur de la santé) sont appelés à participer à la réussite de cette journée de protestation.
- la **Marche** débutera à **10h00** de l'**université** (face au stade OPOW) jusqu'au **stade scolaire** en passant par la **wilaya** pour y déposer une **plate-forme de revendications**.

Non à l'oubli de nos martyrs et de leur combat qui est :

POUR : - la défense de notre totale dignité et de tous nos droits (sociaux, économiques, ...) ;

- l'arrêt des assassinats et de toute forme de répression qu'exerce le pouvoir algérien sur son peuple, le jugement et la condamnation des auteurs et des commanditaires de ces crimes ;
- le départ des brigades de gendarmeries de toutes les communes et les régions qui le revendiquent;
- l'aboutissement du combat amazigh dans toutes ses dimensions (identitaire, civilisationnelle, culturelle et linguistique) ;
- la reconnaissance du statut de martyr à chaque mort pour Tamazight, la démocratie et la dignité ;
- une véritable démocratie (libertés individuelles et collectives).

CONTRE : - Tamheqranit (la HOGRA) ;

- la misère sociale qui pousse les citoyens et citoyennes jusqu'à se suicider (la wilaya de Bgayet enregistre le plus fort taux de suicide) ;
- la dictature et le totalitarisme.

TOUTES ET TOUS POUR LA REUSSITE DES ACTIONS DU SAMEDI 19 MAI 2001 ET LA CONTINUITE DU COMBAT JUSQU'A LA VICTOIRE.
ENSEMBLE NOUS VAINCRONS.

Le Comité Provisoire de la Wilaya de Bgayet
Le lundi 14 mai 2001.

DECLARATION--APPEL

RESTONS MOBILISES, LE COMBAT CONTINUE

Le comité provisiore de wilaya (représentant la communauté universitaire et la société civile) de Bgayet, réuni au centre culturel d'Amizour le lundi 21 Mai 2001, après un large débat sur les tâches d'organisation et les revendications urgentes à formuler comme exigences immédiates, décide de multiplier la pression, la mobilisation pour imposer dans l'immédiat :
-Une deuxième session des examens (BAC, B. E. F)
-Le départ des brigades de gendarmerie et le jugement des auteurs et les commanditaires des meurtres devant les trbunaux civiles
-L'annulation de tous les PV établis par la police et la gendarmerie à l'encontre des manifestants
-L'organisation d'un proçès équitable et loyal dans l'affaire du jeune condamné à six mois de prison par le tribunal de Béjaia
-La reconnaissance officielle de Tamazight dans toutes ses dimensions (identitaire, linguistique, culturelle et civilisationnelle).

Le comité provisoire de Bgayet se démarque et dénonce les actions de vol, de pillage et de règlement de compte, qui ne sont que des manœuvres occultes et policières, visant à salir le noble combat des jeunes contre Tamheqranit (hogra) et pour la dignité. Pire, ce genre d 'actes ne rentre que dans la logique du pouvoir.

Le comité provisoire de Bgayet appelle la population de toute la Wilaya de Bgayet à :
-Fixer des banderoles (exprimant tous les aspects de notre combat) dans leur localités
-Faire des sit-in quotidiens devant les institutions publiques (APC, DAIRA, WILAYA et JUSTICE) de 19h à21h en allumant des bougies
-Organiser des Meetings dans les villages et les villes afin d'expliquer le sens de notre combat et de dégager leurs représentants communaux.
-Observer une grève générale le dimanche 27mai 2001 et participer au sit-in, prévu le même jour devant le siège de la wilaya à partir de 11h. Cette grève concerne tous les secteurs d'activité à l'exception des transporteurs et du secteur de la santé (service minimum et pharmacie).
-Enfin, le comité provisoire salue l'action (marche) organisée par les avocats le lundi 21 mai 2001, et appelle les autres corporations professionnelles à multiplier les actions de solidarité.

La prochaine réunion du comité aura lieu le vendredi 01 juin à 10h à l'université de bgayet. A cet effet chaque commune est invitée à finaliser sa structuration de base (villages ou quartiers), afin de déléguer deux représentants qui participeront à cette réunion.
Par ailleurs, cette réunion est élargie aux représentants des autres wilaya pour coordonner nos luttes, en vue d'une grande marche nationale sur Alger.

Amizour le 21 mai 2001

Le Comité Provisoire de la Wilaya de Bgayet

DECLARATION

Pouvoir dehors!

La situation évolue dangereusement en Kabylie. Il est clairement établi aujourd'hui que le pouvoir a opté pour l'escalade, après avoir choisi la solution du pourrissement. Des centaines de camions transportant des troupes CNS et des gendarmes sont dépêchés pour venir en renfort aux forces de répression. C'est toute la région qui est assiégée.

Dans toutes les localités de la Wilaya de Béjaia on enregistre des actes de provocation et une répression féroce qui s'abat sur la population. On dénombre déjà plusieurs morts confirmés à Souk el tnin, à Feraoun, à Takerietz et à Tazmalt, et des dizaines de blessés par balles. Ces nouvelles victimes s'ajoutent au bilan déjà lourd de dizaines de victimes tombées sous les balles assassines du pouvoir.

Au lieu de formuler des solutions concrètes et immédiates aux revendications des algériens, le pouvoir privilégie la provocation : Violation de domiciles et des biens privés (commerçants), l'annonce du report « diabolique » du BAC pour le 28/07/01.

La situation tragique à laquelle est parvenue la région confirme la stratégie du pire du pouvoir. Cette stratégie dévoile la vraie nature d'un pouvoir criminel et dictatorial.

Les enseignants de l'université de Béjaia s'inclinent devant la mémoire des victimes-martyres de la démocratie.

Les enseignants dénoncent le climat de terreur et l'escalade qui risquent de déboucher sur l'irréparable. Les enseignants de l'université de Béjaia exigent :

- Le retrait immédiat de toutes les forces de répression.
- L'arrêt des violations et des provocations à l'encontre de la population.
- La satisfaction immédiate de toutes les revendications exprimées par la population.
- L'annulation de la décision du report du BAC pour le 28 juillet 2001.
- L'organisation d'une deuxième session de BAC exprimée par la famille de l'éducation.
- L'annulation des amendements du code pénal visant le musellement des libertés individuelles et collectives.

Ce système, qui assassine et tire dans le dos des enfants du peuple, doit partir.

Béjaia le 26 Mai 2001

Assemblée générale des enseignants de l'université.

LE COMITE POPULAIRE DE LA WILAYA DE BGAYET

APPEL

Le Comité Populaire de la Wilaya de Bgayet, réuni à IFRI- OUZELLAGUEN le jeudi 21 juin 2001, appelle l'ensemble de la population à :

- Plus de vigilance et d'intelligence dans la manière de faire pression sur les forces de répression. Nous ne devons plus leurs donner l'occasion de faucher d'autres vies humaines, de violer nos domiciles et de saccager des biens publics et privés. Pour cela, leur mise en quarantaine doit être totale et généralisée, comme il est aussi urgent de multiplier la création de comités populaires de vigilance qui veilleront à la sécurité de la population et des biens.

- Ne plus faire embargo sur nous-mêmes en facilitant la circulation des personnes civiles et des marchandises.

- Faire de la journée du lundi 25 juin 2001, troisième anniversaire de l'assassinat de notre chantre Lwennas MATOUB, une journée de deuil et de recueillement à sa mémoire en particulier et à celles de toutes les victimes de Tamazight, de la Démocratie et de la Dignité. Ceci, en observant une Grève Générale durant toute cette journée, en faisant chanter haut et fort (ad-ibaâzeq) Lwennas dans tous les foyers et autres lieux publics, en participant massivement aux meetings et autres manifestations qui seront organisés dans les villages et quartiers, communes et Daïra et en allumant des bougies durant les deux nuits des 24 et 25 juin 2001.

- Exiger, sans cesse, le départ des gendarmes et de tous les renforts des forces de répression dépêchées dans la region durant ces événements.

- Ne ménager aucun effort pour élargir le mouvement à toutes les régions du pays afin de rassembler toutes les algériennes et tous les algériens qui veulent en finir avec ce pouvoir maffieux et assassin et redonner au peuple algérien toute sa dignité.

NOTRE COMBAT EST CELUI DE TOUTE L'ALGERIE.
VIVE L'ALGERIE UNIE ET EN LUTTE.
LE PEUPLE ALGERIEN EST UN ET INDIVISIBLE : il est AMAZIGH quelle que soit sa langue d'expression.
RESTONS VIGILANTS ET MOBILISES. ENSEMBLE NOUS VAINCRONS.

IFRI-OUZELLAGUEN, LE JEUDI 21 JUIN 2001

LE COMITE POPULAIRE DE LA WILAYA N'BGAYET

DECLARATION

Le Comité populaire de la wilaya n'Bgayat a appuyé les initiatives de création de comités de vigilance pour préserver la sécurité de nos villes et villages. Il s'agit de remédier et de prévenir tout acte de vengeance orchestré par le pouvoir et de protéger tous les citoyens et citoyennes, résidents ou de passage dans notre région, des actes d'agression sous toutes ses formes.

Ces actes d'agression portent atteinte à l'éthique et au caractère foncièrement pacifique de notre mouvement.

Nous appelons ces comités à redoubler de vigilance pour préserver notre noble combat des tentatives de tous ceux qui souhaitent sa mort.

A cet effet, nous dénonçons l'agression dont a été victime notre frère constantinois, lequel a été pris en charge par le comité d'El Kseur, et nous l'assurons de notre soutien moral et matériel. Les trois malfaiteurs, auteurs de l'agression, ont été arrêtés par le comité de vigilance d'El Kseur.

Le Comité populaire de la Wilaya n'Bgayet, convaicu de la nécessité d'agir dans la légalité, a décidé :

- de remettre les dits malfaiteurs aux mains du parquet de justice pour instruire cette affaire.
- de s'engager à veiller au suivi et au respect des procédures judiciaires.

La colère de nos citoyens contre la hogra n'est pas spécifique à une région, c'est celle de toute l'Algérie. Notre mouvement se construit dans le cadre de la solidarité nationale de tous les opprimés.

Le Comité Populaire de la Wilaya n'Bgayet

Bgayet, le 27.06.2001

N.B : La prochaine réunion du comite populaire de la wilaya se tiendra à Tichy (salle de cinéma) le lundi 02.07.2001 à 10 heures.

Le Comité Populaire de la Wilaya de BGAYET

Communiqué- Appel

Le comité populaire de la wilaya de Bgayet, réuni ce jour lundi 02 juillet 2001 à Tichy, décide en guise de soutien à la marche des délégués, qui aura lieu le jeudi 05 juillet à Alger, d'un certain nombre d'actions au niveau local.

- Les 03 et 04 juillet 2001, chaque localité (village, quartier, commune ou Daira) est libre de choisir les actions de lutte qu'elle juge réalisables pour marquer ces deux journées. Cependant, il est recommandé d'allumer des bougies à partir de 21 h dans toutes les localités de la wilaya.
- Le 05 juillet 2001, par contre, il est retenu entre 08 h 00 et 10 h 00 le dépôt des gerbes de fleurs, en guise de recueillement et de deuil sur les tombes des martyrs du printemps noir 2001. A partir de 10 h 00 et en parallèle avec la marche d'Alger, des marches locales, suivies de Sit-in seront organisées de préférence par Daira, du moins par commune. Pour Bgayet-ville, le sit-in aura lieu devant la wilaya. Un contact permanent doit être gardé entre ces comités locaux et les délégués qui seront à Alger .

-Les directives techniques pour le bon déroulement de la marche des délégués seront arrêtées par la commission d'organisation inter-wilayas qui se réunira aujourd'hui même à partir de 21 h 00 à l'hôtel BELLOUA de Tizi-Ouzou. A cet effet, les comités des communes sont appelés à se rapprocher de la permanence de wilaya (bureau du S.E.T.E, face à la CASNOS) sise à la cité TOBAL de Bgayet-ville, pour toute information. Ils peuvent aussi appeler au 061.63.11.59 .

-Les comités de quartiers et de villages sont appelés à faire parvenir les listes détaillées de toutes les victimes (décès, blessés, disparus...) de la barbarie du pouvoir avant le 05 juillet 2001 à la permanence de wilaya. Il est aussi urgent de préparer les dossiers des blessés graves qui nécessitent un transfert à l'étranger. Par ailleurs, nous informons qu'un lot de médicaments est disponible au niveau de la même permanence de wilaya. Les communes nécessiteuses doivent s'y rapprocher.

-De même, il est créée une commission chargée de suivi des cas d'élèves n'ayant pas pu passer leur examen de B.E.F, en partie ou dans sa totalité. Les victimes sont appelées à se rapprocher des comités de quartiers et de villages pour que leurs cas soient pris en charge.

Toutes et tous pour la réussite de ces actions.
Restons unis, vigilants et mobilisés , le combat continue.
Ensemble nous vaincrons

Tichy, le 02 juillet 2001

NB :La prochaine réunion de wilaya aura lieu le samedi 07 juillet 2001 à 10 h 00 à KHERRATA

LE COMITE POPULAIRE DE LA WILAYA DE BGAYET REUNI A KHERRATA LE SAMEDI 07 JUILLET 2001

DECLARATION

La mobilisation du 05 juillet 2001 a démontré, pour la nième fois, l'obstination du pouvoir à ne pas répondre aux aspirations identitaires, démocratiques et sociales du peuple. Pire, il (le pouvoir) a choisi de réprimer. En effet, les milliers de délégués de villages, de quartiers et de syndicats de 14 wilayas du pays, venus pacifiquement remettre au premier magistrat du pays une plate forme de revendications, méprisant et ignorant le peuple, ce pouvoir, s'obstine encore à ne pas croire que même s'il empêche les délégués de marcher, il n'empêchera pas la contestation de prendre de l'ampleur et de gagner toutes les régions de l'Algérie. Et c'est là toute la réussite et la victoire de la marche du 05 juillet 2001.

Que le pouvoir sache que nous serons plus nombreux en wilayas et en marcheurs dans nos prochaines actions nationales, tout en souhaitant son départ immédiat. Nous tirons notre force de votre répression et notre détermination de notre plate forme de revendications libératrice et émancipatrice du peuple algérien.

Vos gendarmes, symboles de la corruption, ne servent qu'à tuer, réprimer et trafiquer. C'est pour cela qu'ils doivent partir immédiatement. Quant à notre sécurité, nos valeureux comités de vigilance s'en occupent à merveille : ils sont notre fierté. De même, nos problèmes sont pris en charge par nos délégués de quartiers, de villages et les délégués syndicalistes qui fonctionnent dans une assemblée appelée comité populaire. N'est-ce pas cela la démocratie directe ? Par contre, vos élus, issus de la fraude et ennemis du mouvement, se contentent de cumuler de gros salaires et de demander à l'armée de réprimer le peuple : ils sont indignes du peuple algérien.

Messieurs du pouvoir, réglez nos problèmes ou partez.

A l'adresse du peuple, nous disons que c'est maintenant qu'il faut redoubler de détermination, d'intelligence, de vigilance et de courage pour mener le combat jusqu'à sa totale victoire. Pour cela, le comité populaire de la wilaya de Bgayet appelle à la multiplication de nos actions de lutte à l'échelle locale et nationale.

Au niveau de notre wilaya, la population est appelée à :

- se déplacer massivement à Bir Ouled Soltane, à partir du lundi 09 juillet 2001, en soutien aux grévistes de la faim exigeant la libération des 10 manifestants prisonniers.
- à participer aux manifestations nocturnes quotidiennes qui auront lieu entre 21h et minuit dans toutes les localités ;
- assister aux meetings populaires qui seront organisés par grandes daïras selon le calendrier suivant : le mardi 10 juillet 2001 à Akbou à 10h00 et à Sidi- Aïch à 16h00 ; le mercredi 11 juillet 2001 à Amizour à 10h00 et à Kherrata à 16h00 et le jeudi 12 juillet 2001 un meeting central au stade OPOW de Bgayet à 10h00 ;
- un appel est lancé aux artistes engagés nationaux et étrangers à participer à un méga concert qui aura lieu à Bgayet durant cet été ;
- une délégation du comité populaire se rendra au tribunal de Sétif pour exiger la libération immédiate des jeunes manifestants de Kherrata.

Au niveau national, le comité populaire de la wilaya de Bgayet organisera des caravanes d'information et de sensibilisation sur tout le territoire du pays. Cette campagne commencera dans nos régions côtières, très accueillantes, en direction des estivants venant d'autres régions du pays. Par ailleurs, il soumettra au peuple les propositions d'actions d'envergure pour débat et enrichissement : désobéissance civile, actions d'envergure sur tout le territoire du pays en vue de déboucher vers une marche nationale sur Alger.

Enfin, il est décidé l'organisation de journées de réflexion les 14,15 et 16 juillet 2001 à Bgayet pour débattre de la concrétisation de ces actions et dégager d'autres perspectives qui feront avancer notre mouvement.

LE COMBAT CONTINUE. RESTONS VIGILANTS, UNIS ET MOBILISES. ENSEMBLE NOUS VAINCRONS.

ULAC SMAIL ULAC

CONTRIBUTION A L'IDENTIFICATION ET A L'ORIENTATION DU MOUVEMENT POPULAIRE EN ACTUELLE FORMATION EN ALGERIE

INTRODUCTION

Depuis l'indépendance du pays, le peuple algérien n'a pas agit en tant qu'entité homogène quand il s'agit de régler ses problèmes internes. Depuis que BEN BELLA a décidé que l'Algérie est arabe (l'Algérie est arabe, l'Algérie est arabe), il n'y a jamais eu de soulèvement populaire conscient et organisé en même temps et sur tout le territoire national contre la mafia qui s'est emparé du pouvoir militaire d'abord, politique et économique ensuite. A l'exception des années 1980 (avec Oran en 1982, Casbah en 1984, l'Est en 1986 et Octobre 1988 qui a commencé de la capitale), c'est souvent la Kabylie qui proteste et pas uniquement pour Tamazight. Même l'odieux terrorisme des années 1990 (pratiqué à la fois par les intégristes islamistes et le pouvoir mafieux), n'a pas trouvé en face de lui une opposition populaire nationale organisée et unie. Aucune expression politique commune, encore moins organisée en cadre de lutte, n'a vu le jour.

Certes, la dynamique du mouvement 80 allait déboucher sur une prise de conscience et de solidarité nationale agissante. Mais l'avortement d'octobre 1988 et ses conséquences politiciennes ont joué plus à la division du peuple et de ses forces sociales qu'à leur rassemblement, y compris en Kabylie. Nous pouvons parler sans détour d'une formation sociale non achevée.

Les événements du printemps noir 2001 augure d'un espoir sans précédent dans le sens de voir le peuple algérien retrouver sa dignité totale et véritable pour peu que nous puissions traduire ses aspirations et son mécontentement en une expression politique claire, fidèle et agissante. La formidable mobilisation de toute la population en Kabylie et son élargissement à plusieurs régions du pays, à commencer par les Awras, continue de gagner politiquement et géographiquement après presque trois mois de lutte et de sacrifices surtout en vies humaines. Trahir cette dynamique, ne pas lui donner les moyens de son aboutissement relève non seulement de l'inconscience mais de la criminalité.

Les journées de réflexion que le Comité Populaire de la Wilaya de Bgayet organise les 14, 15 et 16 juillet 2001 au lycée Iheddaden s'inscrivent dans une telle perspective.

Nous tenterons, dans cette modeste contribution, d'abord d'identifier la nature de ce mouvement en relatant brièvement sa chronologie, relever ensuite quelques limites inhérentes à sa forme d'organisation actuelle et enfin faire quelques propositions que nous estimons nécessaires pour sa consolidation et, par là, l'aboutissement de notre noble combat.

I-La nature de notre mouvement

Ni le martyr GUERMAH Massinissa d'AT DWALA, ni les trois collégiens d'AMIZUR ainsi que leur enseignant M. MAMMERI Ahmed avaient lancé un appel à la population pour sortir dans la rue ou élaboré une plate forme de revendications. C'est la gendarmerie qui a assassiné le premier et violé les franchises scolaires des seconds qui en est à l'origine. De même, la population kabyle, notamment sa composante jeune, n'attend personne pour manifester sa colère à chaque fois qu'on porte atteinte à sa dignité ou qu'on la provoque. Toutefois, ses réactions sont souvent spontanées, épidermiques, anarchiques et donc éphémères comme cela s'est passé même après l'assassinat de MATOUB.

Cette fois-ci, le mouvement de protestation a pris une ampleur particulière et prometteuse. Il est important de relater brièvement sa trajectoire pour mieux comprendre sa nature et l'aider à aller de l'avant.

1-Brève chronologie

Après la timide commémoration et en rangs dispersés du 21ème anniversaire du 20 avril 1980, comme cela se passait depuis plusieurs années déjà, le pouvoir a cru que c'est le moment d'en finir avec les derniers « insoumis » que comptait la Kabylie, elle-même dernier foyer de liberté et de subversion qui échappe à son contrôle. Il a ainsi frappé à AT-DWALA et AMIZUR.

Cependant, à l'inverse de Tizi-Ouzou où il a fallu presque une semaine, après l'assassinat du martyr GUERMAH (le vendredi 20 avril 2001), pour qu'une première marche soit organisée par les lycéens, à Bgayet, le jour même de l'enlèvement des trois collégiens par la gendarmerie (le samedi 21 avril 2001), des émeutes ont spontanément éclaté à Amizur, le lendemain à Iberbachen, Leqser et Timezrit pour se généraliser ensuite à toute la wilaya. Mais au début, à Bgayet comme à Tizi-Ouzou, les émeutes ont eu comme acteurs les jeunes et les chômeurs de tout âge. La liste des martyrs, ouverte par Massinissa n'a pas tardé à devenir longue avec les jeunes tombés à Leqser, Ouzellaguen, Iâezzuguen, Mekla ...etc. Les gendarmes et autres forces de répression tiraient sans pitié sur des manifestants à mains et poitrines nues ou, tout au plus, armés de pierres.

Les jeunes révoltés, livrés à leur courage et ardeur juvéniles, mais sans organisation ni perspectives claires, se lancent dans des opérations suicides. Aussi, du fait de leur sincérité et naïveté, ils se font infiltrer par les charognards de tout bord qui se donnent à des actions (de pillages, racisme et régionalisme ...) ne travaillant guère le mouvement et son noble combat. C'est dans la perspective d'organiser cette violence des jeunes qu'intervient la communauté universitaire de Bgayet le mercredi 25 avril 2001 en appelant les représentant(e)s de la société civile (comités de villages, de quartiers ou de lycées, syndicats, associations ... etc.) à une réunion de coordination qui a eu lieu à l'université le samedi 28 avril 2001. Ont pris part à cette réunion, outre les représentants de la communauté universitaire (C.U.B. CNES et autres travailleurs), ceux du S.E.T.E. des volontaires de certains quartiers de Bgayet et de quelques villages et communes de la wilaya, des syndicalistes et travailleurs de plusieurs secteurs d'activité, la représentante de l'association des femmes « Tawes AMRUC, celui de l'association Tamazight de Bgayet... Les présent(e)s ont préparé une première action commune à savoir la marche du dimanche 29 avril 2001 à laquelle a appelée la communauté universitaire et ont adopté une première déclaration commune signée « communauté universitaire élargie à la société civile » qui s'incline devant les morts, rend hommage au courage et à la bravoure des jeunes et dénonce la répression pratiquée par le pouvoir.

Cette marche qui a rassemblé plusieurs dizaines (sinon des centaines) de milliers de personnes et qui a très bien démarré de l'université est réprimée violemment par le pouvoir, avant même d'atteindre la maison de la culture, donnant lieu à des émeutes dans tous les coins de la ville de Bgayet et faisant plusieurs blessés.

Le même jour (dimanche 29 avril 2001) à 15h, une réunion-bilan a eu lieu à l'université. Elle a donné lieu à une déclaration-appel, gardant la même signature précédente, où est décidée une autre marche accompagnée d'une grève générale pour le jeudi 03 mai 2001.

- Meeting et marche du lundi 07 mai 2001 ;
- Marche et meeting du samedi 19 mai 2001 ;
- Réunion d'Amizur le lundi 21 mai 2001
- Réunion du jeudi 24 mai 2001 et participation à celle d'Illoulen ;
- Sit-in du 27 mai 2001, enterrement des deux victimes de la cité C.N.S et du jeune de Takeriet;
- Réunion de coordination à Iâezzugen le jeudi 31 mai 2001 et marche à Alger pour le jeudi 07 juin 2001 reportée ensuite au 14 juin 2001 dans une autre réunion de coordination le 07 juin 2001 au théâtre KATEB Yasin de T.O ;

- Réunion du vendredi 1er juin à l'université avec compte rendu signé « comité populaire de la wilaya de Bgayet » ;
- Réunion de wilaya en parallèle à l'inter wilayas le jeudi 07 juin 2001 à l'université et adoption de la plate forme de revendications contestée par T.O à Tizi-Rached le lendemain vendredi 08 juin 2001 ;
- Inter- wilayas à Leqser le lundi 11 juin 2001 et la nouvelle plate forme ;
- Marche du jeudi 14 juin 2001, ses résultats et ses conséquences ;
- Inter-wilayas le vendredi 15 juin à Bumerdès ;
- Réunion d'Ouzellagen le lundi 18 juin 2001 ;
- Inter-wilayas le mardi 19 juin 2001 à T.O ;
- Annonce de la marche du 05 juillet 2001 par T.O et sa confirmation à Wagnun ;
- Commémoration du 25 juin en hommage à Lwennas ;
- Réunion du CPWB les mardi 26 et mercredi 27 juin 2001 au T.R.B ;
- Inter-wilayas le jeudi 28 juin 2001 au TRB ;
- Réunion du CPWB le lundi 02 juillet 2001à Tichy ;
- Marche des délégués le jeudi 05 juillet 2001 ;
- Réunion de Kherrata le samedi 07 juillet 2001 et journées de reflexion les 14, 15 et 16 juillet 2001.

2- Résultats

Atelier Programme d'Actions et Stratégie de Luttes

Rapport de synthèse

I / Introduction :

La révolte de la jeunesse de Kabylie a surpris le pouvoir et nombre de partis politiques et d'observateurs. Imprévisible, elle a été spontanée, radicale et violente. Expression politique et sociale d'un mécontentement généralisé et sourd, cette révolte porte la marque de l'aiguillon de l'arbitraire et du désespoir des jeunes.

Cette jeunesse en révolte a exprimé sa colère face au déni identitaire, son désarroi social, l'absence totale d'avenir, le ras – le – bol de la hogra et de l'injustice. L'absence de l'état si ce n'est à travers ses forces de répression et l'échec des partis à ouvrir des perspectives d'avenir a laissé cette jeunesse seule et désarmée face à la violence du pouvoir.

Par millions, cette jeunesse a occupée la rue et exprimée sa volonté de s'émanciper d'une dictature spoliatrice des valeurs démocratiques, des libertés et du progrès social. Ouvrant par la même la parenthèse d'octobre 88, qui n'a été que la résultante des luttes antérieures de 76, 80, 85, 86, refermée un certain janvier 92 et jetant la base d'un mouvement populaire , autonome, démocratique et social.

Cette révolte est prise en charge par des organisation syndicale, professionnelle, des associations, comités de quartiers et de villages a l'initiative de la communauté universitaire.

II / Contexte politique et socio – économique:

- A/ Politique : Cette insurrection populaire est intervenue dans un contexte politique et socio – économique tendu. L'état d'urgence mis en place initialement et qui devait contenir les violences terroriste islamiste a servi en définitive au musellement de toutes les libertés et des contestation sociales se traduisant par l'interdiction de toutes manifestations publiques, le harcèlement de la presse et l'élaboration d'un code pénal liberticide.
- La concorde civile et la grâce amnistiante a rendu possible la résurgence de l'activisme politique islamiste dévoilant un nouveau compromis stratégique avec le pouvoir. Cette alliance favorise le retour de l'inquisition, la chasse aux couples, les prêches incendiaires et le rappel des dinosaures.
- B / Socio – économique: La politique économique néo – libérale, dictée par le FMI et imposée au peuple par le pouvoir, a conduit à la paupérisation généralisée des masses engendrant suicides et morts par la faim (cas d'une mère de cinq (05) enfant à Chlef, d'une (01) jeune fille à Bouira et d'un (01) écolier sur la table de classe). Cette situation a conduit à l'apparition des

maladies liées à la misère, à la généralisation des fléaux sociaux (prostitution, toxicomanie, délinquance, exclusion scolaire et médicale, clochardisation de la société).

- L'orientation néo – libéral et néo – coloniale imprimée à l'économie du pays, le désengagement des pouvoirs publics a conduit à la liquidation d'entreprises publiques même bénéficiaires, au démantèlement et destruction des fleurons de l'industrie publique (Alfasid, El-Hadjar, ENIE, SNVI...etc.) qui faisaient la fierté de l'économie nationale. Il résulte de cette orientation une crise de logements aiguë, des licenciements et suicides massifs, la désagrégation des liens familiaux et des privatisations au profit d'une caste mafieuse ancrée dans et autour des rouages de l'état engendrant le grand banditisme. Cette conjoncture se caractérise par l'absence totale de politique d'investissement créatrice d'emploi au moment même ou l'Algérie jouit d'une embellie financière exceptionnelle.

III / Caractéristique et nature du mouvement:

1. Caractéristique:

La révolte est pré – insurrectionnelle très violente, menée par des jeunes dont la tranche d'âge est en moyenne inférieure à trente (30) ans. Elle est spontanée du fait de l'absence de directions quelconque et de préparation. Cette jeunesse appartient à une génération qui a grandi dans un contexte marqué par la violence terroriste, elle est sans attache partisane aucune. Il est important de signaler les participations de jeunes filles aux manifestations de rue.

De par les cibles choisies par les émeutiers (brigades des gendarmeries, commissariat de police, siège de daïra, recette des impôts, tribunaux, mairies et quelques sièges de partis), cette révolte est anti – pouvoir, contestataire et exigeante. La violence des slogans et des actions traduisent un radicalisme virulent et une résistance tenace qu'illustrent les mots d'ordre suivant:

- Si vous voulez la guerre on n'a pas peur.
- Matoub khela oussaya, el-guirra rahi djaya.
- Ulac smah ulac.

Les trois renseignent sur le caractère guerrier de la révolte et inscrit le combat dans la durée et la résistance que symbolise le portrait du Rebelle.

- Pouvoir assassin.
- Y'en à marre des généraux.
- Départ des brigades de gendarmerie.

C'est la une identification de l'ennemi.

- Non à la hogra.

Jetant les bases d'une nouvelle dynamique de lutte sociale et démocratique, le mouvement a pour objectif d'abattre la dictature, d'instaurer une véritable démocratie garantissant les droits sociaux, économiques, politiques et culturels du peuple. Il se veut un instrument d'émancipation et de transformation de la société à la lumière des valeurs de démocratie, universalité et de liberté inscrite du sang des victimes. Ce projet nécessite la construction d'un large mouvement national de résistance sociale et politique.

Pour l'installer dans la durée et éviter son essoufflement, le mouvement doit impérativement se doter de mécanismes organisationnels de fonctionnement et d'un plan d'actions. L'expérience de fonctionnement vécue jusque là et les différentes actions menées ont mis en lumière des carences importantes qui handicapent la dynamique du mouvement.

- Il est urgent et vital de le doter d'une direction collégiale compétente, comptable et révocable devant l'Assemblée Générale au niveau de la wilaya et œuvrer à l'émergence d'une direction nationale.

Pour ce faire, il y a lieu de boycotter toutes les échéances électorales futures jusqu'à l'aboutissement des revendications du mouvement et répondre à la vacance du pouvoir local par l'auto organisation et le contrôle populaire.

- Doter le mouvement de moyens d'information et de communication pour vulgariser sa philosophie et neutraliser la propagande du pouvoir (journal, bulletin, site internet, radio Soummam...).
- Doter le mouvement de moyens logistiques et financiers indépendant en suscitant à la contribution de la base. La nécessité d'élargir le mouvement aux autres régions du pays impose l'organisation de caravanes nationales menée par les animateurs du mouvement en collaboration avec les comités et sympathisants du mouvement des autres régions et l'insérer dans une perspective de fédération des peuples berbères du Maghreb. L'organisation de marche locale, régionale et tenir des meetings, sit-in, rassemblement pour garder la pression sur le pouvoir et œuvrer à réunir les conditions de la réussite d'une marche nationale sur Alger. Animer des forums, colloques, séminaires, cercles de réflexions populaires et université d'été pour la formation militante.
- Organisation d'un méga – concert soutenu par les interventions des animateurs du mouvement, les intellectuels et artistes de renommée nationale et internationale s'inscrivant dans la logique de ce combat. Exploiter les tribunes proposées par le mouvement de la société combative à l'instar de RAJ entre autre dans le cadre du forum pour les libertés qui se tiendra à Alger le 5, 6 et 7 août. Œuvrer par le biais des syndicats à l'organisation de grèves générales nationales.

DECLARATION

Nous délégués communaux du comité de wilaya Bgayet réunis en journées de réflexion le 14-15-16-juillet 2001 au lycée Ihaddaden tels qu'arrêté dans le programme d'action lors de la réunion de Kherrata (le 07-juillet 2001) déclarons notre retrait officiel des travaux pour les raisons suivantes :

1- La majorité des communes se sont démarquées dès l'ouverture des travaux en refusant leurs participation aux ateliers pour dénoncer le fait accompli exercé par un groupe d'individus qui s'identifient principalement sous les sigles du CNES , SETE... en s'autoproclamant l'élite et l'âme du mouvement au détriment et au mépris de la représentativité des délégués communaux .
2- Participation aux travaux de réflexion dans la pleinière de personnes non déléguées et ce pour influencer le cours des débats .
3- Tentative tendancieuse pour structurer politiquement le mouvement et souiller la mémoire de nos martyrs de la dignité du printemps noir 2001 .

A cela , s'ajoute l'atteinte à l'intégrité morale et physique des délégués et nos frères de la presse écrite venus couvrir l'événement .

Tous les efforts consentis par les délégués pour emmener ces individus à adopter une démarche commune et consensuelle sont restés vains .
Soucieux de pérenniser et de préserver notre mouvement de son caractère pacifique et revendicatif et ce jusqu'à la satisfaction totale de la plate forme d'ELKSEUR, nous lançons un appel pressant à l'ensemble de nos frères et sœurs de toute la Wilaya n'Bgayet à demeurer très vigilants afin de déjouer toutes tentatives de division et récupération.

- **Nous ne trahirons jamais la mémoire de nos martyrs de la dignité**
- **Tous unis pour la continuité du combat**
- **Ulac smeh ulac**

Ihaddaden-N'Bgayet le **17/juillet /2001**

Les délégués communaux

N.B : les délégués communaux sont invités à la réunion de Wilaya le jeudi 19/juillet/2001 à 10h qui aura lieu au centre culturel d'AMIZOUR

COORDINATION INTERCOMMUNALE N'BGAYET

DECLARATION

Suite à l'échec et à l'annulation des journées de réflexion du 14 -15 et 16-07/2001 et suite aux tentatives de caporalisation du mouvement pour le dévier de ses objectifs initiaux nous représentants des communes réunis le 19/07/2001 à Amizour, annonçons la restructuration du mouvement en coordination intercommunale de la wilaya N'Bgayet.

- Notre mouvement est revendicatif, d'essence démocratique pacifique dans ses actions .
- La coordination reaffirme son attachement à la plate forme de revendications d'El Kseur qui est la référence de notre combat.
- Nous faisons appel aux Communes non représentées à la réunion d'Amizour à rejoindre la coordination qui reste leur cadre naturel d'expression des revendications des citoyennes et citoyens .
- Par ailleurs, nous invitons les femmes, les intellectuels et hommes de culture à renforcer les comités de quartiers et villages.

La coordination s'engage à œuvrer à la consolidation et à l'unification du mouvement, en vu de la satisfaction de nos revendications

Le Combat Continue

ULAC SMAH ULAC

Amizour le 19/07/2001

N.B : La prochaine réunion intercommunale se tiendra le Mardi 24/07/2001 à 10h à la salle de cinéma à Sidi - Aich .

151

COORDINATION INTER COMMUNALE N'BGAYAT

DECLARATION

Nous, délègues de la coordination intercommunale réunie en assemblée générale à **SIDI-AICH** le 24/07/2001, réaffirme le caractère revendicatif, démocratique et pacifique de notre mouvement .

Sa référence unique reste la plate forme de revendication d'EL-KSEUR .

Nous saluons la mobilisation et l'adhésion des citoyennes et citoyens de la Wilaya à la coordination intercommunale .

Nous regrettons et dénonçons avec force de travail fractionnel entrepris par certains individus à des fins politiciennes .

En cette saison estivale, nous attirons l'attention de la population sur le respect de la mémoire des martyrs du printemps noir .

Ces moments de douleur et de deuil ne doivent pas donner lieu à des attitudes opportunistes et irresponsables .

Par ailleurs, nous appelons la population à se mobiliser autour des actions initiées par la coordination inter communale à savoir :

- La marche du 26/07/2001 à B'gayet.
- Action d'envergure nationale le 08/08/2001.
- Manifestation nationale le 20/08/2001 à OUZELLAGUENE (IFRI)
- Réappropriation de la radio Soummam au profit de la population de B'gayet.
- Organisation de campagnes de mobilisation et de sensibilisation .

Nous dénonçons de pouvoir assassin, Mafieux et corrompu qui tente de diviser et de récupérer notre mouvement par l'intermédiaire de ses serviteurs locaux .

Nous assurons l'opinion publique que mépris et le travail de sape entrepris par ce pouvoir illégitime et anti- populaire ne viendra pas à bout de notre détermination à lutter jusqu'à la satisfaction de nos revendications .

La coordination inter communale appelle solennellement la population à redoubler de vigilance pour la sauvegarde de l'unité du mouvement .

ULAC SMAH ULAC
LE COMBAT CONTINUE

SIDI- AICH LE , le 24juillet 2001

N.B : La prochaine réunion aura lieu
le 31/07/2001 à 10 heures à Souk El –Tnine

COORDINATION INTER-COMMUNALE N'BGAYET

DECLARATION

La coordination Inter-communale N'Bgayet remercie et se félicite de la gigantesque mobilisation de la population qui a répondu aux mots d'ordre de grève générale et de marche pacifique au chef lieu de Wilaya.

Nous saluons le degré de maturité de notre population qui a su déjouer toutes les tentatives de provocation.

Nous réaffirmons le caractère pacifique , revendicatif et démocratique de notre mouvement ainsi que notre détermination à rester fidèle à la mémoire de nos valeureux martyrs du printemps noir.

Le mouvement s'engage à continuer le combat jusqu'à la satisfaction totale et inconditionnelle de la plate forme d' El Kseur.

Par ailleurs, nous exigeons :

La réintégration du directeur de l'éducation de la Wilaya n'Bgayet et de tous les travailleurs arbitrairement licenciés pour avoir apporté leur soutien au mouvement.

La levée des poursuites judiciaires à l'encontre des manifestants du printemps noir à l'échelle nationale.

La réparation des préjudices causés par les services de répressions.

Nous appelons la population à rester unie, vigilante et mobilisée jusqu'à la satisfaction de nos revendications.

Bgayet , le : 26 / 07 / 2001

Ulac Smah Ulac

Le Combat Continue

DECLARATION

Le comité communal d'Adekar

APRES AVOIR ACCOMPLI SA SALE BESOGNE EN USURPANT D'ABORD LA QUALITE DU DELEGUE DE LA COMMUNE D'ADEKAR ET EN ALLANT DIALOGUER AVEC LE CHEF DU GOUVERNEMENT .

EN ENGAGEANT TOUTE UNE POPULATION LORS DE LA RENCONTRE DU 06 DECEMBRE DERNIER DANS UNE DEMARCHE SCISSIONNISTE, CE TRAITRE N'A PAS MESURE LA GRAVITE DE SON ODIEUX ACTE.

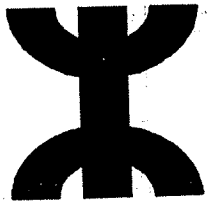
LE COMITE COMMUNAL D'ADEKAR, NE PEUT RESTER INDEFFERENT A CETTE CONSPIRATION, LANCE UN APPEL A TOUS LES CITOYENS ET CITOYENNES DE LA COMMUNE POUR RESERVER UN CHATIMENT EXEMPLAIRE A CE TRAITRE SANS SCRUPULE QUI A EU LE CULOT DE MARCHANDER LE SANG DE NOS VALEUREUX MARTYRS TOMBES SOUS LES BALLES ASSASSINES DES GENDARMES ET A LE DENONCER PUBLIQUEMENT POUR HAUTE TRAHISON, IL S'AGIT DE **MEGHERFI RABAH** .

LE COMITE COMMUNAL, DEMANDE A TOUS LES CITOYENS ET CITOYENNES DE LA COMMUNE DE METTRE CE TRAITRE EN QUARANTAINE.

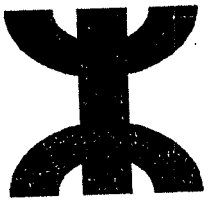
TOUT EN FAISANT LE SERMENT DE CONTINUER LE COMBAT JUSQU'A L'ABOUTISSEMENT DE LA PLATE FORME D'EL-KSEUR.

LE COMBAT CONTINUE
ULAC SMAH ULAC

COORDINATION INTER-WILAYAS
COORDINATION INTER-COMMUNALE N'BGAYET



PROCLAMATION



Conformément aux principes directeurs du mouvement citoyens, né des évènements tragiques du printemps noir d'avril 2001 et dans le cadre de la ré appropriation des dates historiques du peuple Algérien et en application de la décision entérinées lors du dernier conclave inter-wilaya qui s'est tenu à Sidi Aîch les 27 .28 /12/2001 , la journée du 12 Janvier 2002 correspondant au **1er YENNAYER 2952** (nouvel an Amazigh) est proclamé journée fériée.

A cet effet un appel est lancé à l'ensemble de la population pour célébrer cette journée dans le respect de la tradition .

Par ailleurs les entreprises publics et privées ainsi que le secteur administratif sont tenus de répondre favorablement pour l'officialisation de cette date historique et ancestrale.

A cette occasion la C.I.C.B invite les citoyennes et citoyens à honorer cette journée en participant aux différentes activités :

Vendredi 11 Janvier 2002

-Veillée de bougie avec déclenchement de sirènes à 00 heure

Samedi 12 Janvier 2002 (Correspondant au 1er YENNAYER 2952)

- Inauguration d'un carré des martyrs du printemps noir dans la commune d'Ouzellaguen
- Participation des délégués de l'Intercommunale n'Bgayet à la marche à Bouira.
- D'autres activités sont programmées dans les différentes communes de notre wilaya.

Bgayet le 08 Janvier 2002-01-08

ULAC SMAH ULAC
LE COMBAT CONTINUE

Adekar le 14.09.2002

Belaid Belkacem
Adekar centre
(W) Bejaia

A Mr le Wali / DRAG /
de la Wilaya de Bejaia

objet : retrait de ma candidature
aux elections locales du 10 octobre

Monsieur,

J'ai le regret de vous informer du retrait de ma candidature aux elections locales du 10 octobre 2002 dont je suis candidat sur la liste du Front des Forces socialistes F.F.S De la commune d'Adekar.

Veuillez agreer monsieur l'expression de ma parfaite consideration.

Copie :
Federation F.F.S Bejaia

للعنوان للتواصل
68 54 86
ou 97 10 41 16

156

Document N° Plateforme de revendication des étudiants des universités d'Alger.

Plate-forme de revendication des étudiants des universités d'Alger (réunis sous le collectif des comités autonome des étudiants autonome)

Devant les événements tragiques et la répression féroce subies par la population en Kabylie, et qui ont causé d'énormes dégâts et de perte en vie humaine.

Devant le mépris et l'irresponsabilité affichée par les pouvoirs publics envers cette population en danger et devant la persistance des pouvoirs publics dans leurs attitudes de mépris et de répression. Nous étudiants des universités d'Alger, nous déclarons solidaire avec la population en Kabylie dans ces revendications les plus légitimes.

Condamnons :

- La provocation et la répression des forces de sécurité dont est victime cette population

- L'attitude réactionnaire et méprisante des pouvoirs publics

- Dénonçons l'exclusion sociale, culturelle, politique et économique non pas de la population en Kabylie mais de toute régions d'Algérie.

Exigeons

- L'arrêt immédiat de la répression sous toutes ces formes et la levée des boucliers.

- La traduction immédiate en justice des auteurs de toutes les exactions, exécuteurs et commanditaire.

- Une réparation morale officielle à la population atteinte dans leur dignité.

- La prise en charge réelle et effective des revendications sociales, culturelle, politique et économiques de cette population et qui sont de surcroit les revendications de la société algérienne dans son ensemble.

- L'établissement d'une véritable justice sociale en arrêtant le bradage orchestré de l'économie national.

Alger le 02 mai 2001.

Source : Larabi Samir

PLATE-FORME DE REVENDICATIONS

Afin de continuer le combat et d'honorer ainsi la mémoire des victimes tombées sous les balles assassines de l'appareil répressif du pouvoir en place, qui a sévit impunément durant le soulèvement populaire d'Avril 2001. Nous, comité provisoire de la wilaya de Bgayet (représentant la communauté universitaire et la société civile), appelons l'ensemble de la population à s'organiser et à rejoindre la démarche de protestation engagée, autour de cette plate-forme de revendications commune et ouverte issue des réunions et des assemblées générales wilayales de la communauté universitaire et la société civile.

I-CONTRE L'INJUSTICE ET L'IMPUNITE :

- Pour la prise en charge urgente par l'état de toutes les victimes, blessés et familles des *martyrs* de la répression durant ces événements ;
- Pour le jugement par les tribunaux civils de tous les auteurs et les commanditaires des crimes et leur radiation des corps de sécurité ;
- Pour un statut de martyr a chaque mort pour Tamazight, la démocratie et la dignité;
- Pour le départ des brigades de la gendarmerie de toutes les communes et les régions qui le revendiquent ;
- Pour l'annulation des poursuites judiciaires et l'acquittement de ceux déjà jugés ;
- Pour une session spéciale des examens nationaux pour tous les niveaux d'enseignement ;
- Pour le départ immédiat des responsables et ordonnateurs de la répression .

II-REVENDICATIONS DEMOCRATIQUES :

- Satisfaction de la revendication Amazighe dans toutes ses dimensions (identitaire, civilisationnelle, culturelle et linguistique) ;
- Généralisation de l'enseignement de Tamazight dans tous les cycles ;
- Introduction de la langue Tamazight dans toutes les institutions et moyens de communication (école, justice, télévision, radios…etc.) ;
- Mobilisation des moyens humains et matériels pour la consécration de Tamazight entant que langue nationale et officielle ;
- Liberté d'expression, d'opinion et de conscience ;
- Liberté de manifestation et de réunion ;
- Droit du peuple à l'auto organisation ;
- Contre Tamhecranit (Hogra) et la répression sous toutes ses formes ;

III-REVENDICATIONS SOCIO-ECONOMIQUES :

- Contre les politiques de sous développement et de misèrabilisation ;
- Pour une école publique, moderne, gratuite et ouverte sur l'universalité ;
- Pour une santé publique gratuite et de qualité ;
- Pour la réhabilitation du secteur industriel publique lancement de projets de développement créateurs d'emplois ;
- Pour une politique de développement rurale et agricole adaptée et conséquente ;
- Le transfert dans l'immédiat des logements promotionnels au social et lancement de nouveaux chantiers de construction pour la satisfaction des besoins du peuple en logement ;

ENSEMBLE , NOUS VAINCRONS.

Comité provisoire de la wilaya de Bgayet
Le Mardi 15 - 05 - 2001

Réunion des comités de villages.

Rapport de synthèse de la rencontre d'Illoula Oumalou.

La société civile, interpellée par la gravité des événements dans notre région, marquée par la répression sanglante et aveuglée du pouvoir, grâce à une jeunesse éprise de justice et des libertés, révoltée par l'exclusion, la marginalisation et la *hogra*, réunis ce jour à Illoula Oumalou affirme son indépendance et son autonomie vis-à-vis des partis politiques et des institutions de l'Etat ; se refuse à toute forme d'allégeance et de substitution aux formations politiques.
Ce mouvement citoyen, en phase d'organisation, d'essence pacifique et fondamentalement non violant, s'inscrit dans la durée jusqu'à l'aboutissement des revendications suivantes :

- Poursuite judiciaire à l'encontre des auteurs d'assassinats, exactions et dépassements.
- Arrêt immédiat des interpellations, intimidations et renoncements à toute poursuite judiciaire à l'encontre des manifestants.
- Départ immédiat et sans condition de toutes les brigades de gendarmerie.
- Que la revendication du déni identitaire, culturel et linguistique source de toute frustration soit réglée définitivement en constitutionnalisant Tamazight, langue nationale et officielle.
- Protection des témoins des drames.
- Prise en charge des victimes.
- Statut particulier de martyrs pour les victimes de la démocratie.
- Report des examens.
- Plan d'urgence socio-économique pour la région.
- Rejet de toutes les commissions d'enquêtes initiées par le pouvoir.

Les actions envisagées dans le court terme :

- Une minute de silence chaque samedi matin et jeudi à la sortie de l'école, jusqu'à la fin de l'année scolaire.
- Allumer des bougies en hommage aux victimes jusqu'à satisfaction des revendications.
- Sit-in le samedi 91/05/2001 à 10h devant la direction de l'éducation de Tizi-Ouzou et ce, pour le report des examens de fin d'année afin de ne pas pénaliser nos enfants.
- Marche noir le lundi 21/05/2001, suivi d'une grève générale et ultérieurement une marche à Alger.
- Boycott des commissions Issad et parlementaires.
- Boycott de toutes les festivités nationales sportives culturelles et autres.
- Boycott du festival international de la jeunesse te de l'étudiant.
- Mise en quarantaine de la gendarmerie jusqu'à son départ définitif.
- Eriger des stèles commémoratives en hommage aux martyrs d'avril 2001.
- Assistance et aides aux familles des victimes.
- La journée du 1er juin2001 sera la date de la commémoration collective du 40eme jour de nos martyrs.
- Création d'un site Internet.
- Autonomie des actions au niveau de chaque Daïra.
- Par ailleurs nous rejetons intégralement la réforme initiée par le pouvoir limitant d'avantage toute liberté d'expression.
- Nous manifestons notre totale solidarité à coté de la presse.

Coordination des comités des Archs des Daïras et des communes.
17.05.2001

Plate forme commune de revendications

Nous, représentants des wilayas de Bejaia, Tizi-Ouzou, Bordj Bouararidj, Setif, Boumerdes, Bouira et Comité d'Alger, réunis, ce jour, jeudi 7 juin 2001 à l'université de Béjaia à 11 heures, avons adopté la plate forme de revendications suivante :

I- Contre l'injustice et l'impunité

1- Pour la prise en charge urgente par l'Etat de toutes les victimes, blessés et familles des martyrs de la répression durant ces événements ;
2- Pour le jugement par les tribunaux civils de tous les auteurs et commanditaires des crimes et leur radiation des corps de sécurité ;
3- Pour un statut de martyr à chaque victime de la démocratie ;
4- Pour le départ immédiat des brigades de gendarmerie et des renforts de CRS ;
5- Pour l'annulation des poursuites judiciaires et l'acquittement de ceux déjà jugés;
6- Pour une session spéciale des examens nationaux pour tous les niveaux d'enseignement;
7- Pour le départ immédiat des responsables et ordonnateurs de la répression ;
Protection des témoins des drames ;
8- Arrêt immédiat des expéditions punitives contre la population, des intimidations et des provocations ;
9- Rejet des commissions d'enquête initiées par le pouvoir.

II- Revendications démocratiques.

1- Satisfaction de la revendication Amazighe dans toutes ses dimensions (identitaire, civilisationnelle, culturelle et linguistique.) sans referendum et sans condition.
2- Mobilisation des moyens humains et matériels pour la consécration de tamazight en tant que langue nationale et officielle;
3- Liberté d'expression, d'opinion et de conscience;
4- Le respect des libertés individuelles et collectives;
5- Liberté de manifestation, de réunion et d'organisation;
6- La levée immédiate de l'état d'urgence et l'ouverture des champs médiatique et politique;
7- Contre Tamheqranit, la Hogra et toutes formes d'injustice et d'exclusion;
8- L'abrogation du code de la famille et la consécration de l'égalité entre les hommes et les femmes ;
9- Retrait des amendements du code pénal relatifs à la restriction de la liberté d'expression et d'information.
10- La mise sous l'autorité effective des instances démocratiquement élues de toutes les fonctions exécutives de l'Etat ainsi que les corps de sécurité

III- Revendications socio-économiques.

1- Contre les politiques de sous-développement, de paupérisation et de clochardisation de la société;
2- Pour une école publique, moderne, gratuite et ouverte sur l'universalité;
3- Pour une santé publique gratuite et de qualité;
4- Pour la réhabilitation des secteurs industriel et agricole et le lancement de projets de développement générateurs d'emplois ;
5- Le transfert dans l'immédiat des logements promotionnels au social et le lancement des nouveaux chantiers de construction pour la satisfaction des besoins du peuple en logements;
6- Institution d'une allocation chômage pour tout demandeur d'emploi à hauteur de 50% du SMIG ;
7- Pour un plan d'urgence socio-économique pour toute la région de la kabylie
8- Non à la dilapidation des biens du peuple.

La coordination inter-wilaya

PLATE FORME DE REVENDICATIONS D'EL KSEUR

Du 11 juin 2001

Nous, représentants des wilaya deTizi-Ouzou, Bgayet, Bouira, Boumerdes, Sétif, Bordj Bouareridj, Alger et le Comité collectif des Universités d'Alger, réunis ce jour 11 juin 2001 à la maison de jeunes Mouloud FERAOUN d'El Kseur (Bgayet), avons adopté la plate forme commune suivante:

1. Pour la prise en charge urgente par l'Etat de toutes les victimes blessées et familles des martyrs de la répression durant les événements.
2. Pour le jugement par les tribunaux civils de tous les auteurs, ordonnateurs et commanditaires des crimes et leur radiation des corps de sécurité et des fonctions publiques.
3. Pour un statut de martyr à chaque victime de la dignité durant ces événements et la protection de tous les témoins du drame.
4. Pour le départ immédiat des brigades de gendarmerie et des renforts des CRS.
5. Pour l'annulation des poursuites judiciaires contre tous les manifestants ainsi que l'acquittement de ceux déjà jugés durant ces événements.
6. Arrêt immédiat des expéditions punitives, des intimidations et des provocations contre la population.
7. Dissolution des commissions d'enquêtes initiées par le pouvoir.
8. Satisfaction de la revendication Amazigh dans toutes ses dimensions (identitaire, civilisationnelle, linguistique et culturelle) sans référendum et sans conditions et la consécration de Tamazight en tant que Langue Nationale et Officielle.
9. Pour un Etat garantissant tous les droits socio-économiques et toutes les libertés démocratiques.
10. Contre les politiques de sous développement, de paupérisation et de clochardisation du peuple Algérien.
11. La mise sous l'autorité effective des instances démocratiquement élues de toutes les fonctions exécutives de l'Etat ainsi que les corps de sécurité.
12. Pour un plan d'urgence socio-économique pour toute la région de Kabylie.
13. Contre TAMHEQRANIT(HOGRA) et toute forme d'injustice et d'exclusion.
14. Pour un réaménagement au cas par cas des examens régionaux pour les élèves n'ayant pas pu les passer.
15. Institution d'une allocation chômage pour tout demandeur d'emploi à hauteur de 50% du SNMG.

NOUS EXIGEONS UNE REPONSE OFFICIELLE, URGENTE ET PUBLIQUE A CETTE PLATE FORME DE REVENDICATIONS

ULAC SMAH ULAC

LE COMBAT CONTINUE

PREAMBULE

Du printemps noir 2001, ayant entraîné des dizaines de morts et des centaines de blessés, est né, dans la douleur, le Mouvement Citoyen.

L'assassinat prémédité du jeune lycéen GUERMAH Massinissa dans l'enceinte de la brigade de gendarmerie de BENI DOUALA et l'enlèvement des collégiens d'AMIZOUR, n'est que l'étincelle qui a ébranlée toute la société longtemps bafouée dans sa dignité et ses droits légitimes.

Le régime totalitaire, avec sa gestion bureaucratique, a produit les frustrations de notre jeunesse marginalisée.

Le déni identitaire et linguistique, le ras le bol généralisé, l'étouffement de toutes les libertés , l'impunité et la Hogra institutionnalisées , le chômage endémique, sont autant de facteurs ayant poussé la jeunesse à se soulever .

Le pouvoir fidèle à ses pratiques machiavéliques depuis l'indépendance, s'est rendu encore une fois coupable des événements dramatiques du printemps noir 2001 de la Kabylie , **assumera seul la pleine et entière responsabilité du drame** .

Le mouvement citoyen d'essence démocratique et résolument pacifique , mobilisateur et émanant des profondeurs de la société, transpartisan , autonome, se refusant à toute forme d'allégeance ou substitution aux formations politiques et aux institutions de l'état , tirant les leçons du passé, réaffirme son engagement et sa détermination à honorer le sang des martyrs et des victimes et à faire aboutir la plate forme de revendications d'El Kseur.

Afin de contrer l'interprétation fallacieuse, réductrice et tendancieuse de cette plate forme de revendication , et devant les tentatives vaines du pouvoir de travestir son esprit et sa portée , en la vidant de son sens par des procédés sournois , allant jusqu'à se trouver une pseudo délégation de " négociateurs " au service de leurs seuls intérêts .

L'explicitation de la plate forme d'EL Kseur qui suit, fait apparaître clairement la portée authentique à la hauteur des espérances de ses martyrs et des citoyens .

Le sang de nos enfants ne fera l'objet d'aucun marchandage et le sacrifice suprême consenti ne sera pas vain .

Face aux multiples actions locales et nationales entreprises pacifiquement par des millions de citoyens en vue de faire aboutir les revendications légitimes , le pouvoir a répondu par des répressions sanglantes et meurtrières, par l'usage de son arsenal de guerre et de pratiques diaboliques allant jusqu'à vouloir dresser une partie du peuple algérien contre une autre.

Devant la forfaiture du pouvoir qui reste sourd aux revendications légitimes, le mouvement citoyen prend à témoin l'opinion publique nationale et internationale et exige une réponse officielle favorable urgente et publique à la plate forme de revendication d'El Kseur adoptée le 11 juin 2001 et explicitée à Larbaa nath-Irathen le 31 octobre 2001 .

CHAPITRE II

REPARATION PAR LE CHATIMENT ET LA SANCTION

(REF: 2,4,6,7)

Exigeons de l'Etat le châtiment de tous les coupables et responsables avérés à tous les niveaux de commandement dans les événements. Il doivent être radiés de leurs corps respectifs et traduits devant les tribunaux civils.

Les brigades de gendarmerie, de par leurs comportements hors la loi, à l'origine de tous les fléaux tels la corruption, le trafic de drogue, le racket, les intimidations et humiliations, vainement dénoncées, ont fini par se rendre coupables d'assassinats délibérés de jeunes innocents, provoquant ainsi une véritable révolte généralisée et légitime des populations.

De ce fait, la présence de ce corps est devenue insupportable, au point d'être perçue et ressentie comme une agression intolérable aux yeux des citoyens.

Le départ de la gendarmerie et des URS, s'impose donc comme un impératif incontournable.

Par ailleurs, toutes ses missions en relation avec la vie civile des citoyens, notamment celles du maintien de l'ordre et de police judiciaire, doivent être confiées à un corps civil de sécurité de remplacement.

Nous exigeons une commission d'enquête composée de personnalités indépendantes, intègres et ayant l'aval des familles des victimes, des blessés et des représentants du mouvement citoyen, en remplacement des commissions initiées par le pouvoir.

Mettre tous les moyens nécessaires, matériels et autres, et lever toutes entraves à l'éclosion de la vérité sur les assassinats et garantir la libre investigation dans les corps et les établissements concernés.

Nous exigeons l'engagement officiel de l'Etat à respecter les conclusion de cette commission.

Il est également exigé de cesser toute forme de provocation, représailles, harcèlement, de quelque nature que ce soit et à tous les niveaux, l'arrêt immédiat des assauts sauvages sur les populations ainsi que les intimidations, provocations et la cessation des violations des domiciles et du saccage des biens privés.

CHAPITERE I

REPARATIONS DUES AUX VICTIMES DU PRINTEMPS NOIR 2001

(REF: 1,3,5,14)

Exigeons de l'Etat la reconnaissance officielle et publique de ses responsabilités unilatérales, pleines et entières dans les événements du printemps noir 2001 par:

- L'obligation de réparations morale et matérielle vis à vis de toutes les victimes et ayants droit.

Le statut de martyr pour toutes les victimes ayant succombé durant et suite aux événements.

Le statut d'invalide ou de mutilé pour toutes les victimes blessées dans leur chair , meurtries ou traumatisées.

Une juste réparation pour tous les préjudices matériels et moraux subis par la population.

Annulation de toutes poursuites à l'encontre des manifestants et prononciation d'un non lieu au profit de tous les manifestants mis en cause.

Prise en charge médicale par l'état de toutes les victimes et remboursement des frais engagés au profit des familles et de la collectivité.

La protection assortie de garanties publiques et juridiques de tous les témoins du drame.

La prise en charge pédagogique et psychologique des élèves dont la scolarité est perturbée suite aux tragiques événements.

CHAPITRE III
REVENDICATIONS DEMOCRATIQUES ET HISTORIQUES
(REF: 8,9,11,13)

Consacrer officiellement les liens naturels et authentiques du peuple algérien avec son histoire, et lui permettre de vivre dans un Etat démocratique et respectueux des valeurs universelles des droits de l'homme.

Satisfaction de la revendication Amazigh dans toutes ses dimensions identitaire, civilisationnelle, linguistique et culturelle.
Tamazight langue Nationale et Officielle.
La consécration institutionnelle et constitutionnelle de Tamazight doit se traduire par un statut et des moyens identiques à ceux octroyés à la langue arabe.

L'Etat doit s'engager à concrétiser cette revendication avant toute consultation électorale.

Consécration et respect de toutes les libertés démocratiques énoncées par la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme et autres pactes y afférant.

Le libre exercice des libertés démocratiques sans aucune entrave par l'application effective de toutes les résolutions de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme et la levée de toutes les réserves émises par l'Etat lors de sa ratification.

La séparation effective des pouvoirs législatif, exécutif et judiciaire.

Exigeons un plan de lutte contre la HOGRA, la corruption, les passes droit et toute forme de discrimination et d'exclusion empêchant l'exercice des droits citoyens.

Elaboration d'une charte citoyenne en collaboration avec le mouvement citoyen, apte à promouvoir de nouveaux rapports sociaux et assortie des textes juridiques d'application permettant le plein exercice de la citoyenneté.

Les dramatiques événements de la Kabylie ont démontré l'impuissance flagrante des élus et des responsables à tous les niveaux face à l'acharnement des gendarmes et au massacre des innocents.

Devant un drame de cette nature, l'ensemble des institutions doivent se remettre en cause et revenir aux normes citoyennes.

La toute puissance des corps de sécurité, l'impuissance des organes exécutifs, conjuguées à l'absence de tout pouvoir d'intervention des instances élues ont conduit fatalement au crime, à l'arbitraire et à l'impunité.

L'instauration de la démocratie et d'une large décentralisation effective exigent la prééminence des instances élues sur les instances exécutives et les services de sécurité.

C'est à cette condition, et à cette seule condition que les organisations citoyennes peuvent pleinement participer à la vie de la cité, par un contrôle permanent des affaires publiques, pouvant aller jusqu'à la remise en cause du mandat électoral et l'organisation d'une nouvelle consultation populaire, consacrant ainsi la démocratie à la base.

CHAPITRE IV

REVENDICATIONS SOCIO-ECONOMIQUES

(REF : 10,12,15)

De larges pans de la société vivent aujourd'hui en dessous du seuil de la pauvreté, résultat de l'échec total des réformes successives initiées depuis l'indépendance et expérimentées à contre courant de toutes les aspirations citoyennes.

Le désespoir de la jeunesse, exaspérée, désenchantée, de par la faillite du système éducatif et de l'appareil économique, exacerbé par l'échec de tous les mythes entretenus à desseln pour servir des intérêts occultes, ont plongé des générations entières dans la désolation et dans la précarité, entraînant ainsi la destruction du tissu social et des valeurs universelles.

Des droits socio-économiques qui garantissent la préservation de la dignité humaine, une vie décente et digne pour tous les algériens.

La refonte du système éducatif, résolument tournée vers la modernité, les valeurs universelles et républicaines, en substance, il faut revenir à l'enseignement des matières scientifiques dans la langue véhiculaire en vigueur, et bannir tout programme d'endoctrinement religieux.

Cette refonte doit intégrer une politique de formation professionnelle et d'insertion socioprofessionnelle durable en mesure de protéger cette catégorie, particulièrement vulnérable contre les fléaux sociaux.

La réhabilitation du citoyen algérien passe par la connaissance de son histoire millénaire et authentique.

La consécration d'un Etat de droit exige la séparation des pouvoirs, et une indépendance de la justice qui garanti l'égalité des citoyens devant la loi, sans aucune distinction, en particulier l'égalité entre l'homme et la femme dans tous les domaines.

La relance économique capable d'ouvrir des horizons prometteurs pour la jeunesse doit répondre aux exigences des normes internationales tel que le week-end universel. Elle exige une juste répartition des richesses nationales orientée vers une politique économique créatrice de richesses et productive, assortie de mesures d'insertion telle la mise en place d'une allocation chômage et d'aide à la recherche de l'emploi à hauteur de 50% du SNMG.

La situation actuelle de la région appelle un plan socio-économique d'urgence.

Les perspectives de développement doivent être adaptées aux spécificités de la région, et privilégier les infrastructures de base jusque là délaissées et lever les entraves bureaucratiques et introduire des instruments juridiques concrétisant les investissements productifs et créateurs d'emploi.

Un plan de développement régional efficient implique la mise en place de mesures incitatives performantes, une politique fiscale appropriée.

Après la satisfaction pleine et entière de la plate forme de revendication d'El-Kseur, la mise en œuvre des solutions doit avoir l'aval du mouvement des Aarchs, Dairas et Communes, partie prenante dans les applications.

Explicitation et adoption à Larbaa-Nath-Irathen le 31/10/2001

ULAC SMAH ULAC

LE COMBAT CONTINUE

APPEL

Les représentants des wilayates de Bgayet, Setif, Bourdj-bouraridj, Tizi-ouzou, Boumerdès et la coordination des comités autonomes des universités d'Alger, réunis au Théâtre Kateb Yacine de Tizi-ouzou, ce jour le lundi 04 juin 2001, appellent les Algériennes et Algériens, épris de justice et de liberté, à une MARCHE NATIONALE et PACIFIQUE à Alger, le **jeudi 14 juin 2001** à 13h ;

CONTRE : - TAMHEQRANIT (HOGRA) dans toutes ses formes, incarnée par le pouvoir mafieux et assassin.

POUR : - La totale DIGNITE du peuple algérien, à commencer par la satisfaction de la revendication de Tamazight dans toutes ses dimensions (identitaire, civilisationnelle, culturelle et linguistique : notamment TAMZIGHT langue nationale et officielle).

NB : - LA MARCHE débutera des PINS MARITIMES (foire d'Alger) vers la PRESIDENCE, en passant par la place du 1er mai.

- Une plate forme de revendication unifiée, à déposer à la présidence, sera élaborée lors de la réunion de Coordination inter-wilayate qui aura lieu à Bgayet le jeudi 07 juin 2001 à 11h.

- Nous appelons tous les secteurs d'activité à observer une GREVE GENERALE le même jour, jeudi 14 juin 2001.

NOUS SOMMES EN MARCHE
ENSEMBLE NOUS VAINCRONS.

LA COORDINATION INTER-WILAYATE

COORDINATION INTER-WILAYATE

(B'GAYET, TIZI-OUZOU, SETIF, BORDJ-BOU-ARRERIDJ, BOUIRA, BOUMERDES ET LES COMITES AUTONOMES DES UNIVERSITES D'ALGER)

APPEL

À L'ENSEMBLE DES ALGÉRIENNES ET ALGÉRIENS À UNE

MARCHE NATIONALE PACIFIQUE à ALGER

Le JEUDI 14 JUIN 2001 à 13h

CONTRE: TAMHEQRANIT (HOGRA) dans toutes ses formes, incarnée par le pouvoir mafieux et assassin.

POUR: La totale DIGNITÉ du peuple algérien, à commencer par la satisfaction de la revendication de TAMAZIGHT dans toutes ses dimensions (identitaire, civilisationnelle, culturelle et linguistique, notamment TAMAZIGHT langue nationale et officielle).

* *La MARCHE débutera des PINS MARITIMES (FOIRE D'ALGER) vers la PRÉSIDENCE en passant par LAFARGE et la PLACE du 1er MAI.*

* *RETOUR : Présidence, Bir Mourad Raïs, Ruisseau, Pins Maritimes (Foire).*

* *Une plate-forme de revendications unifiée sera déposée à la Présidence.*

* *Tous les secteurs d'activités sont invités à observer une GRÈVE GÉNÉRALE le même jour JEUDI 14 JUIN 2001.*

* *Les propriétaires de BUS, FOURGONS, CAMIONS DE TRANSPORT DE PERSONNEL, et VOITURES PARTICULIÈRES, sont invités à se mobiliser pour assurer le transport des marcheurs.*

NOUS SOMMES EN MARCHE
ENSEMBLE NOUS VAINCRONS

✓ REGROUPEMENT POUR LE DÉPART :
Jeudi 14 juin à 6h au Pont de Guendouza
✓ Se munir de sandwiches et d'eau.

Communiqué

C'est avec une très grande détermination que plus de deux millions de citoyennes et citoyens ont marché vers la Présidence, pour y déposer une plateforme de revendications, le jeudi 14 juin 2001.

Le Pouvoir fidèle à sa nature répressive, effrayé par cette formidable mobilisation, n'a pas hésité à empêcher cette marche d'atteindre la Présidence en provoquant, par la violence, les marcheurs. Pire, les forces de sécurité en uniforme et en civil, ont été dotées d'armes blanches pour tuer discrètement le Peuple.

Par le biais de l'ENTV, véritable organe de propagande et de désinformation, le Pouvoir a accentué sa politique de division et de manipulation en voulant faire croire à une confrontation entre Algériens, allant même jusqu'à rendre les manifestants responsables de la mort de deux journalistes.

Or, les Algériennes et Algériens, particulièrement les Citoyennes et Citoyens d'Alger, qui ne cessent d'adhérer à cette dynamique, ont participé massivement à cette marche.

Ce Pouvoir assassin et mafieux, est et restera le seul responsable de tous les dérapages constatés avant, durant et après la marche.

La férocité du Pouvoir a fait beaucoup de victimes : des morts, et des centaines de blessés sans parler des centaines d'arrestations. Nous nous inclinons devant la mémoire des nouvelles victimes qui viennent rallonger la liste des martyrs de la Démocratie.

A l'adresse du Pouvoir nous disons que rien ne viendra à bout de notre détermination jusqu'à la totale satisfaction de nos revendications.

Nous mettons en garde ce Pouvoir, désemparé, quant à son attitude sauvage et criminelle à l'encontre du Peuple algérien.

Nous exigeons la libération immédiate et inconditionnelle de tous les détenus de ces événements.

Par ailleurs, le Peuple algérien est convaincu que cette dynamique est une alternative qui fera aboutir son combat contre : l'amheqranit (Hogra) et le déni identitaire, et pour sa dignité.

Le combat continue, restons unis et mobilisés. Ensemble nous vaincrons.
Vive l'Algérie unie et en marche

La coordination interwilayates (regroupant seulement Alger, Boumerdès, Sétif et Bgayet en raison des conséquences de la marche qui a retenu les délégués des autres wilayates)

Boumerdès le 15 juin 2001

DECLARATION

La formidable mobilisation des algériennes et algériens lors de la marche noire historique du 14 juin 2001 à Alger, qui a regroupé plus de 3 millions de personnes, venues exprimer leur détermination à porter haut et fort leurs revendications légitimes est une grande réussite. Elle a produit deux effets :

- Le pouvoir oppresseur, brigand et assassin, effrayé par cette mobilisation, a répondu par la généralisation et la multiplication de la violence, face à une population ayant opté pour une lutte pacifique, engendrant ainsi des dizaines de morts (par balles réelles), des milliers de blessés et des centaines de disparus.
- Du côté de la population, un déclic formidable est né, dissipant la peur d'exprimer librement leur rejet de la hogra, et du déni identitaire et son attachement à la dignité et à la liberté, au niveau national, déjouant ainsi la tentative du pouvoir d'isoler la kabylie et de diviser le peuple.

Afin de barrer la route au complot de ce pouvoir mafieux et assassin qui veut exterminer toute une population, les délégués des wilayas d'Alger, Boumerdes, Tizi-Ouzou, Bouira, Bordj-Bouaréridj, Sétif, Bgayet, et ceux du C.C.A, réunis aujourd'hui le vendredi 22 juin 2001 au Théâtre KATEB YACINE de Tizi-Ouzou, appellent la population à plus de vigilance et d'intelligence dans la manière de faire pression sur les forces de répression. Ne leurs permettons pas de faucher encore d'autres vies humaines, de violer nos domiciles et de saccager les biens publics et privés.

Pour cela, leur mise en quarantaine doit être totale et généralisée, tout en multipliant les initiatives de création de comités de vigilance qui veilleront à la sécurité des personnes et des biens.

Par ailleurs et à l'unanimité, les participants à la réunion, réaffirment leur engagement à continuer le combat pacifique enclenché par la dynamique née des évenements du printemps noir 2001, en organisant des actions d'envergure au niveau national, jusqu'à la satisfaction pleine et entière de toutes nos revendications combien légitimes, exprimées dans la plate forme d'El-Kseur.

Nous appelons la population à s'auto-organiser davantage et de façon plus efficace pour que la prochaine rencontre inter-wilayas soit plus large et à même de pouvoir prendre des décisions à la hauteur de ce formidable mouvement revendicatif, pacifique et démocratique.

VIVE L'ALGERIE UNIE ET EN LUTTE

VIVRE LIBREMENT ET DIGNEMENT

ULAC SMAH ULAC

Tizi Ouzou, le 22 / 6 /2001

N.B : La prochaine réunion inter-wilayas, aura lieu le jeudi 28 juin 2001, à 10H au Théâtre régional de Bgayet.

DECLARATION

Depuis plus de deux mois, le fossé qui sépare le peuple algérien des despotes qui le gouvernent ne cesse de s'élargir.

En effet, les revendications (reconnues légitimes par tous, y compris par le pouvoir) exprimées par la rue durant ce printemps noir 2001, en kabylie d'abord et dans d'autres régions du pays ensuite, n'ont trouvé que mépris de la part du pouvoir. Même après l'historique marche noire du 14 juin 2001 à Alger, aucune réponse n'est en vue si ce n'est la multiplication de provocations, de campagnes de dénigrement du mouvement et de manœuvres visant la division du peuple.

Cet état de fait impose à notre mouvement de réaffirmer sa détermination à continuer le combat, mais de façon plus vigilante et intelligente. C'est dans cet esprit que la coordination inter-wilayas, réunie ce jour jeudi 28 juin 2001 au Théâtre Régional de Bgayet (T.R.B), décide d'une **MARCHE**, encore une fois pacifique, le **05 juillet 2001**, de la **Place du 1er Mai** vers la **Présidence**, à laquelle prendront part **uniquement les délégués** des villages et quartiers ..., qui exigeront la **satisfaction de la plate forme de revendications d'Elkseur**. Cette marche confirmera, une fois de plus, que notre mouvement agit dans la clarté et la transparence et non dans l'opacité comme le prétendent nos détracteurs.

Par ailleurs, nous **mettons en garde le pouvoir**, que si notre plate forme de revendications ne trouve aucune satisfaction après notre action du 05 juillet 2001, il assumera seul les conséquences qui en découleront.

Pour notre part, nous nous engageons à redoubler de fermeté dans nos **futures actions** qui seront **de plus grande envergure et sur tout le territoire national.**

RIEN N'ARRETERA LE MOUVEMENT POPULAIRE ET CITOYEN A ALLER DE L'AVANT JUSQU'A L'ABOUTISSEMENT DE SON NOBLE COMBAT.
RESTONS MOBILISES,UNIS ET VIGILANTS. LE COMBAT CONTINUE.
VIVE L'ALGERIE UNIE ET EN LUTTE.
ULAC SMAH ULAC.
ENSEMBLE NOUS VAINCRONS.

LA COORDINATION INTER-WILAYAS (ALGER,BOUMERDES, TIZI-OUZOU, BOUIRA, BORDJ-BOUÂRARIDJ, SETIF ET BGAYET)
BGAYET LE 28 juin 2001

COORDINATION INTERWILAYA DES AARCHS DAIRAS ET COMMUNES

AUX PARTICIPANTS AU 15ème FESTIVAL DE LA JEUNESSE ET DE L'ETUDIANT

A vous les délégations qui êtes invitées à participer au festival mondial de la jeunesse et de l'étudiant, nous vous adressons ce courrier, nous espérons ainsi attirer votre attention sur les motivations et les objectifs assignés par le pouvoir à cette manifestation. Nous comptons énormément sur votre compréhension.

Notre pays s'apprête à abriter l'une des plus grandes manifestation de la jeunesse : le 15ème Festival Mondial de la Jeunesse et de l'Etudiant. Cette manifestation intervient dans une conjoncture marquée par le deuil. Le deuil d'une population qui a payé un lourd tribut dans son combat pour les libertés, contre l'injustice, le déni identitaire, la hogra (jargon algérien signifiant le mépris et l'injustice)...

Si votre participation est motivée par la seule volonté de contribuer au recouvrement de la dignité de l'Algérien bafouée et ternie par la tragédie vécue depuis des décennies et d'exprimer votre soutien à la jeunesse algérienne privée de bonheur et de prospérité, cette manifestation risque d'être pervertie et devient alors un enjeu, une aubaine pour les associations organisatrices (traditionnellement connues pour être des satellites du pouvoir) et le pouvoir lui-même qui n'hésitera pas à tirer des dividendes politiques au détriment des intérêts de cette même jeunesse exclue dans sa majorité de toutes les affaires la concernant.

Cette manifestation est destinée beaucoup plus à mettre le voile sur la nature génocidaire du pouvoir qui n'a pas hésité à tirer à coup de balles explosives sur des jeunes manifestants lors des derniers évènements qui ont secoué plusieurs wilayas du pays.

« Un pouvoir qui tue la jeunesse, tue l'espoir et l'avenir. »

En effet, suite à l'assassinat du jeune lycéen GUERMAH Massinissa dans l'enceinte de la brigade de gendarmerie de Béni-Douala dans la wilaya de Tizi-Ouzou et au même instant l'arrestation de trois collégiens à Amizour dans la wilaya de Béjaia, la population est sortie manifester pacifiquement pour exprimer son indignation et sa condamnation de ces actes criminels.

Le corps de la gendarmerie réputé pour son caractère répressif et tyrannique et les provocations récurrentes des services de sécurité qui se comportent en véritables mercenaires ont accentué la colère de la population. Une population sévèrement frappée par la violence, la précarité et la misère sociale.

Au lieu de répondre à la demande populaire exprimée dans le mouvement de révolte et pour empêcher l'amorce d'une dynamique démocratique et citoyenne, le pouvoir actionne sa machine répressive et transforme sciemment les manifestations pacifiques en émeutes sanglantes.

Effrayé par la détermination et la prise de conscience de la jeunesse révoltée, le pouvoir, générateur de l'exclusion, de la misère et qui se nourrit de la violence a vite mis en branle sa machine à tuer pour étouffer dans le sang la grogne et la hargne populaire. La répression qui s'en est suivie a été des plus meurtrières qui s'est soldée par :

- plus d'une centaine de jeunes fauchés à la fleur de l'âge
- des milliers de blessés par balles
- des dizaines de disparus
- des centaines d'handicapés à vie

Ce bilan macabre s'ajoute aux violents traumatismes aux séquelles indélébiles. Une horreur sans précédent qui ne peut être comparée qu'à celle du nazisme.

Elle s'expliquerait en effet par la nature dictatoriale du pouvoir. A côté de cela, le pouvoir organise des spectacles, des défilés de mode et des festivités à des coûts faramineux dont l'objectif est de présenter sur la scène nationale et internationale notre pays- déchiré et violenté- comme étant un pays en paix et prospère passant ainsi sous silence les souffrances, la répression sauvage, la misère sociale et les horreurs vécues quotidiennement par le peuple algérien.

Le peuple algérien et particulièrement la jeunesse refuse de vivre sous le joug d'un régime gendarme. Un régime qui, même dans de telles horreurs, s'inspire du machiavélisme le plus abject pour se construire une façade pseudo-démocratique et civile.

C'est à travers le 15eme Festival Mondial de la Jeunesse et de l'Etudiant que le pouvoir tente de se procurer une caution internationale et un habillage de paix pour occulter sa nature génocidaire et brutale.

Afin de ne pas vous laisser entraîner dans cette mascarade, nous vous demandons de décliner simplement l'invitation et de ne pas participer à cette manifestation. Nous interpellons votre conscience pour que vous ne soyez pas des acteurs aux mauvais rôles et les artifices d'une mascarade aux dessous politiques qui seront sûrement dramatiques pour le peuple algérien.

Nous vous exhortons par contre à :

-contribuer au noble combat de la jeunesse algérienne pour contraindre le pouvoir à respecter les engagements qu'il a ratifiés : à savoir les différents pactes internationaux sur le respect des droits de l'homme .

-dissiper le voile de la désinformation et de la manipulation du pouvoir qui fausse la compréhension du drame vécu par la jeunesse algérienne .

-contribuer à secouer les opinions au niveau international sur la nature genocidaire du pouvoir en Algérie.

Informer le monde entier que la jeunesse algérienne refuse qu'on lui limite l'itinéraire de sa vie à l'arpentage des casernes et des commissariats, des morgues et des cimetières .

Recevez nos sincères salutations.

Gloire à nos martyrs de la démocratie.

D E C L A R A T I O N

Le pays vit depuis avril 2001, une révolte jamais observée depuis l'indépendance ; œuvre d'une jeunesse frappée, à l'image de toute la société par toute forme d'exclusion et du déni de droit(déni identitaire, exclusion sociale, mépris « tamheqranit »,.....).

La répression sauvage et sanglante opposée par le régime dictatorial aux abois à cette jeunesse aux mains nues a engendré une centaine de morts et des milliers de blessé dont des centaines par balles alors que des dizaines d'autres souffrent encore des séquelles tant physiques que morales des tortures subies lors de ces événements.

Malgré l'immense mobilisation citoyenne née de cette contéstation, fondamentalement démocratique et sociale, le pouvoir, au lieu de répondre aux revendications formulées dans la plate forme d'El Kseur, continue à faire dans la stratégie du pourrissement et de division, usant du mépris, de la manipulation et de la diversion.

Déterminée à poursuivre cette dynamique pacifique de sursaut des Algériennes et Algériens contre l'arbitraire jusqu'au recouvrement de tous leurs droits longtemps confisqués, la coordination inter-Wilaya dénonce la politique d'occultation par un régime en mal de marketing politique de réalités de la jeunesse Algérienne par l'organisation pompeuse et opulente du festival mondial de la jeunesse et de l'étudiant.

La coordination inter-Wilaya appelle l'ensemble des Algériennes et Algériens à venir massivement à la MARCHE POPULAIRE PACIFIQUE qui aura lieu le Mercredi 08 Août 2001, journée de grève générale, à Alger du stade du 05 juillet vers la présidence à 12heures.

ULAC SMAH ULAC

POUR UNE ALGERIE UNIE ET INDIVISIBLE

LE COMBAT CONTINUE

LA COORDINATION INTER-WILAYA
BOGHNI LE : 31.07.2001

Déclaration

1956 LE COMBAT CONTINUE 2001

La coordination inter-wilaya rend un vibrant hommage à la Population en général et à la valeureuse jeunesse en particulier pour sa formidable mobilisation lors de la marche populaire, nationale et pacifique du 08 Août 2001, appuyée par une grève générale largement suivie.

Face à l'inébranlable détermination des citoyennes et citoyens à Poursuivre pacifiquement leur combat, le pouvoir mafieux et asssassin, fidèle à sa tradition, verse dans la répression et l'arrestation massive des Citoyennes et citoyens en mobilisant son arsenal de guerre sur les routes menant vers Alger et en déployant ses appareils répressifs dans la capitale,
Faisant ainsi de la journée de la jeunesse et de l'étudiant un carnaval de policiers, le jour même de l'ouverture du festival mondial placé sous le slogan « Pour la paix et fraternité dans le monde ».

De quelle crédibilité ce pouvoir peut-il se prévaloir si, ignorant le deuil national et les souffrances multiformes du peuple et de sa jeunesse, il festoie en vase clos dans une opération de marketing politique consacrant son échec ?

Devant ce mépris et cette fuite en avant, le peuple, fidèle à ces principes, s'engage à se réaproprier l'histoire du mouvement national en décident d'organiser, pour la journée du 20 Août 2001, une marche nationale, populaire et pacifique ponctuée par un rassemblement à IFRI – OUZELLAGENE.

- **POUR UNE ALGERIE ALGERIENNE**
- **POUR LA PRIMAUTE DU POLITIQUE SUR LE MILITAIRE**

ULAC SMAH ULAC

COORDINATION INTER-WILAYA
AKBOU, LES 12 ET 13 AOUT 2001.

Coordination Inter-Wilaya des Arches , Daïra et Communes

DECLARATION

1956 – 2001 le combat continue

La jeunesse meurtrie de 2001, tout en voulant se réapproprier les dates historiques u peuple algérien, rend un hommage retentissant, à travers la marche et le assemblement du 20 août 2001, à Abane et ses compagnons qui ont su asseoir lors du ongrès de la Soummam les fondements qui auraient garanti à tous les algériens et lgériennes le droit de vivre dignement et librement et ce, en consacrant notamment deux rands principes :

- *la primauté du politique sur le militaire.*
- *Pour une Algérie démocratique et sociale.*

Depuis l'assassinat de Abane, ces deux principes demeurent des voeux pieux puisque le système militaro-politique instauré depuis a généré mépris du peuple, confiscation de tous les pouvoirs, des libertés et des richesses nationales. Ce système corrompu, qui a érigé la violence « en mode de gouvernance », a fait que l'autorité civile le sert que de faire-valoir et accepte de partager la rente alors que le peuple algérien s'enlise désespérément dans la misère.

En effet, depuis que les congressistes de la Soummam ont adopté le principe de « la renaissance d'un Etat Algérien sous la forme d'une république démocratique et sociale et non la restauration d'une monarchie ou d'une théocratie révolues », ce système a produit des effets néfastes à la société algérienne, entraînant le déni identitaire, des disparités et des inégalités sociales, l'exclusion, la marginalisation et de la hogra qui touchent toutes les couches sociales.

C'est dans le sens de se réapproprier la citoyenneté avec tous ses attributs que le peuple, à travers sa jeunesse, consent des sacrifices immenses. En effet, jamais un mouvement revendicatif n'a connu une aussi grande ampleur. Le printemps noir vient de le montrer dans le sang, aggravant ainsi le discrédit d'un pouvoir coupé totalement des réalités du peuple.

C'est un mouvement qui conjugue détermination avec responsabilité. Il est le prolongement des luttes du peuple algérien pour l'instauration de la démocratie.

Nous rendons hommage à la jeunesse d'aujourd'hui qui a payé un lourd tribut, et qui, éprise de liberté et fidèle au message d'IFRI, reste mobilisée et déterminée à continuer dignement le combat confisqué par les assassins de Abane et ce, jusqu'à satisfaction pleine et entière de la plate forme de revendications d'EL-KSEUR.

GLOIRE A NOS MARTYRS
(1954-1962 et 2001)

ULAC SMAH ULAC

LE COMBAT CONTINUE

IFRI Ouzellaguen, le 20 Août 2001

COORDINATION INTER-WILAYAS
TUBIRETT - IMCEDDALEN 30-31/08/2001

RAPPORT DE SYNTHÈSE
BILAN ET PERSPECTIVES

I/ BILAN DU MOUVEMENT
PRÉAMBULE

Depuis l'assassinat prémédité du jeune lycéen Guermah Massinissa et l'enlèvement des trois collégiens d'Amizour, l'Algérie a connu une dynamique citoyenne sans précédent, d'essence démocratique, autonome, transpartisane et résolument pacifique, porteuse d'un ensemble de revendications exprimées par la jeunesse meurtrie. A travers la réaction spontanée et salutaire de la jeunesse, le mouvement citoyen né dans la douleur du printemps noir (prés de cent morts et des milliers de blessés), mobilisateur et émanant des profondeurs de la société algérienne ne peut faire la moindre concession par rapport à ses libertés et à ses droits fondamentaux.

Face aux multiples actions locales et nationales entreprises pacifiquement par les citoyennes et citoyens en vue de faire aboutir les revendications légitimes, le pouvoir maffieux et assassin a reservé une répression sanglante par l'usage de son arsenal de guerre et de pratiques diaboliques. S'il est né dans la douleur, il convient à l'occasion d'en rappeler ses objectifs, de parfaire sa stratégie, d'adapter son fonctionnement et enfin d'étudier les voies et moyens qui devront faire aboutir ses revendications contenues dans la plate-forme d'El Kseur en fonction des perspectives qui lui seront assignées

Cependant, notre mouvement de protestation qui s'est inscrit dans la durée a enregistré des acquis considérables et recèle des hauts et des bas se résumant ci-dessous :

A/ Points forts du mouvement

- L'extraordinaire mobilisation citoyenne ;
- Contribution à l'arrêt de l'effusion du sang
- Formidable élan de solidarité nationale et internationale
- Réappropriation des dates historiques
- Horizontalité du mouvement (impossibilité de récupération du mouvement);
- Prise en charge des victimes et blessés du printemps noir;
- Canalisation des énergies de la jeunesse;
- Coordination des revendications et actions à travers l'Inter-Wilaya (plate-forme d'El Kseur);
- Renaissance d'une organisation ancestrale pour contrer toutes formes d'injustice et qui s'inscrit dans la modernité;
- La mise à nu du pouvoir et de ses pratiques;
- Consolidation de l'unité des rangs..

B/ Points faibles du mouvement

- Carences dans la gestion de l'information et de la communication;
- Manque de suivi des actions et décisions entérinées;

- Mauvaise gestion des actions entreprises;
- Absence de l'élément féminin au sein de notre organisation;
- Insuffisances en matière de réflexion;
- Non capitalisation de toutes les sympathies exprimées au niveau national et international

Conclusion

· De manière générale, le mouvement doit faire preuve d'une extrême vigilance vis-à-vis du pouvoir qui joue la manipulation d'une part, et discrédite les partis politiques qu'il présente en bouc-émissaire d'autre part, il table sur une éventuelle usure de la mobilisation qu'il s'ingénue à pousser à l'impasse dans les deux cas, il se dédouane en déplorant l'absence de dialogue et fait place nette pour libérer l'espace politique de toute formes d'oppositions crédibles. Aujourd'hui s'il faut impérativement assumer le passé l'avenir exige de tout un chacun une réflexion mûrie pour l'aboutissement de la plate-forme de revendications d'El Kseur

II/ PERSPECTIVES DU MOUVEMENT

* ACTIONS, RECOMMANDATIONS ET SUGGESTIONS
- Action nationale le 05 octobre 2001 à Alger;
- Action d'envergure nationale le premier novembre 2001;
- Caravane de sensibilisation à l'échelle nationale (en Tamazight et en arabe);
- Lancer la pétition nationale pour soutien à la plate-forme d'El Kseur;
- Edification de stèles à la mémoire des martyrs du printemps noir;
- Port de brassards noirs lors des journées de bac et la rentrée scolaire;
- Communiqué de l'Inter-Wilayas aux élèves contre le boycott scolaire;
- La plate-forme d'El Kseur est scellée, non négociable dont les points seront explicités et vulgarisés à travers les mass-médias avec exigence d'une réponse officielle et publique;
- Organisation d'un conclave à Alger;
- Elaboration d'une charte d'honneur pour l'Inter-Wilayas;
- Prévoir une coordination pour dépôt de plaintes au TPI
- Saisine des instances internationales sur les événements du printemps noir ;
- Encourager la participation des femmes dans le mouvement;
- Maintenir la mise en quarantaine des gendarmes et des forces de la répression;
-Non-paiement de la facture de l'électricité suite à la réponse négative du directeur-général de la SONELGAZ concernant la taxe de l' ENTV. Le contentieux engendré sera à la charge des pouvoirs publics.
- Projet d'une conférences nationale a débattre lors du prochain conclave Inter-Wilayas
- Décalage de la rentrée scolaire d'une journée :

La journée du 15 septembre sera décrétée journée de deuil : Boycotter les visites des officiels dans les établissements scolaires (à déserter pour cette journée).

ULAC SMAH ULAC
LE COMBAT CONTINUE

TUBIRETT - IMCEDDALEN
LES 30 et 31 août 2001
La coordination Inter -Wilayas

COORDINATION DES AARCHS DAIRAS ET COMMUNES

Conclave d'inter-wilaya

At Jennad 27/28 septembre 2001

DECLARATION

La Coordination inter-wilaya, réunie en date du 27 et 28 09 2001 à At Jennad, condamne avec une extrême vigueur et se démarque des incidents malheureux survenus dans l'enceinte des stades de Bgayet et Tizi-Ouzou.

En effet, lors de la rencontre JSMB/CRB, en date, du 30 août 2001, des éléments étrangers se sont infiltrés dans le stade, devenu une véritable passoire. Devant l'absence délibérée des services de l'ordre, cette grave dérive a engendré de nombreux blessés auxquels nous souhaitons un prompt rétablissement.

Quant au saccage du siège de la JSK, survenu au moment de la rencontre JSK/WAC, comptant pour les ¼ de finale de la coupe d'Afrique, nulle personne censée, ne pourrait être auteur d'un tel acte ignoble.

L'interpellation injustifiée de trois de nos délégués au milieu des supporters par un officier zélé, a servi d'allumer la mèche à Alger, pour que la bombe explose en Kabylie, à dessein de porter atteinte à notre mouvement.

Notre principal symbole qu'est la JSK a été touché matériellement, mais ne sera jamais atteint sentimentalement. Bien au contraire, cela nous unit bien plus que par le passé.

Des déclarations précipitées ont été faites, mais nous demeurons convaincus que notre principal adversaire est, et restera ce pouvoir assassin.

A cet effet, nous interpellons les autorités compétentes pour user de leurs prérogatives, afin de démasquer et poursuivre les auteurs de ces actes crapuleux et indignes que toute morale réprouve. Par ailleurs un appel solennel à la sagesse est lancé à l'ensemble de toute la population, au large public sportif, et aux responsables des clubs respectifs de demeurer vigilants afin de déjouer toute tentative de division et de déstabilisation susceptible de porter atteinte au combat que mène notre mouvement.

Enfin conformément à l'article 11 du code de l'honneur les délégués de l'inter-wilaya manifestent leur entière solidarité agissante vis-à-vis des délégués de la wilaya de Tizi-Ouzou ciblés et nommés.

Ne nous trompons pas de cible.

Ensemble nous vaincrons.

Gloire à nos valeureux martyrs du Printemps noir.

Ulac smah ulac

Le combat continue

At Jennad le 27/28.09. 2001

COORDINATION INTER WILAYALE DES AARCHS, DAIRAS , COMMUNES ET COMITES DE CITOYENS

PRINCIPES DIRECTEURS DU MOUVEMENT CITOYEN ADOPTES AU CONCLAVE INTERWILAYA N'ATH JENAD

P R E A M B U L E

L'assassinat prémédité du jeune lycéen GUERMAH Massinissa dans l'enceinte même de la brigade de la gendarmerie de Béni Douala le 18/04/01 et l'enlèvement arbitraire des trois collégiens d'AMIZOUR ainsi que l'agression de leur professeur le 22/04/01, venant se greffer à une situation déjà explosive caractérisée par une violation massive des droits de l'homme, le déni identitaire, l'exclusion sociale et le marasme économique constituent autant de facteurs à l'origine de la révolte de la jeunesse que le pouvoir, rompu aux pratiques diaboliques de la manipulation, a sciemment transformé en émeutes sanglantes :

Près d'une centaine de jeunes lâchement assassinés, des milliers de blessés dont plusieurs centaines par balles réelles auxquels s'ajoutent des dégâts matériels considérables.

Le pouvoir maffieux, au lieu d'accéder aux revendications démocratiques et sociales exprimées pacifiquement par les citoyens a mis en branle sa machine répressive pour les noyer dans un véritable bain de sang.

Le pouvoir assassin qui se nourrit de la violence, agissant dans l'impunité totale, a tenté d'entraîner la population dans le chaos et la guerre civile, de par ses multiples provocations et celles de ses services de sécurité qui se comportent en véritables mercenaires.

Cette situation macabre a interpellé les comités de villages et de quartiers et fait sentir le besoin de s'organiser pour poser les premiers jalons d'une dynamique citoyenne pour perpétuer le combat de nos valeureux martyrs du printemps noir 2001.

Un véritable processus d'organisation d'un mouvement citoyen est alors amorcé.

Le mouvement d'essence démocratique, résolument pacifique, revendicatif et citoyen a affirmé ses principes :

- L'indépendance et l'autonomie du mouvement vis-à-vis du pouvoir et des institutions de l'état.
- Refus de toutes formes d'allégeance ou de substitution de mouvement aux formations politiques.
- Respect du pluralisme politique.
- Le mouvement s'interdit de se transformer en parti politique, en relais et en rampe de lancement de partis politiques et de toutes autres associations.

Ce mouvement de révolte, qui est une affirmation citoyenne, s'inscrit dans la durée jusqu'à la satisfaction pleine et entière des revendications formulées dans la plate-forme unifiée inter-wilayas communément appelée plate forme d'El-Kseur adoptée en date du 11/06/2001.

ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT

Dans le souci de respecter les objectifs et les fondements du mouvement, garantir et consacrer l'horizontalité, il est impératif de le doter de règles de conduite qui assureront les rapports entre les délégués d'une part et à l'intérieur des comités d'autre part.

Il est donc indispensable de mettre en place un code d'éthique. Ce dernier représente les balises visant à parer à toute déviation du mouvement de ses objectifs initiaux contenus dans la plate forme unifiée de revendications d'El Kseur.

La structuration des coordinations membres de l'inter-wilaya passe par la consécration des principes démocratiques (libre débat à la base, émanation à la base, démocratisation du mouvement) afin de permettre une cohérence et un fonctionnement rigoureux et efficace.

En outre, toutes les coordinations regroupées en inter-wilaya doivent souscrire à la plate forme d'El Kseur qui demeure le référent du mouvement et dont la satisfaction des revendications contenues constitue l'unique objectif.

La coordination inter-wilaya ne constitue pas une structure organique, mais seulement un espace de synthétisation des réflexions de la base, en vue d'unifier les actions et conjuguer les voies et moyens de leur entreprise.

1 – Les délégués sont élus en assemblée générale des villages ou de quartiers.

2 – Au niveau de l'organisation, ils doivent respecter les principes de l'élection à la base, le caractère citoyen et transpartisan du mouvement.

3 – Les coordinations de wilaya ont l'autonomie d'action et de structuration dont la base est la commune.

4 – La coordination inter-wilaya est composée d'un nombre de délégués équivalent au nombre de dairas s'inscrivant dans la dynamique du mouvement plus les membres de la présidence tournante triangulaire.

5 – Respect du principe de l'horizontalité du mouvement.

6 – La coordination inter-wilaya constitue un cadre de concertation, d'unification de la réflexion, de décision et d'action.

7 – Dans les travaux des conclaves inter-wilaya, les décisions sont prises par voie consensuelle.

8 – Les décisions prises sont exécutoires.

9 – Le bureau du conclave inter-wilaya est composé de :

Un (01) membre de chaque coordination de wilaya

Il est présidé par le membre de la coordination de la wilaya organisatrice.

10 – La rédaction des synthèses et déclarations est du ressort du bureau assisté d'un membre (01) de coordination de chaque wilaya formant le secrétariat.

11 – Les présidences tournantes triangulaires des wilayas peuvent se concerter en cas de besoin. Si la nécessité l'exige, elles peuvent convoquer un conclave extraordinaire.

12 – La wilaya organisatrice des conclaves inter-wilaya est choisie en conclave inter-wilaya en respectant la règle de la rotation à chaque fois que c'est possible.

13 – La prise de parole se fait par le porte parole désigné pour chaque coordination de wilaya. Son intervention doit recouper l'avis de la Wilaya. Pour les débats, les interventions se font au prorata du nombre de représentations pour chaque coordination de wilaya. Toutefois, chaque coordiantion de wilaya doit avoir, au moins, droit à une intervention en plus de celle de son porte parole indépendamment du nombre de ses représentants.

14 – En cas d'action nécessitant des frais, chaque coordination de wilaya y contribue proportionnellement au nombre de ses représentants aux conclaves inter-wilayas.

15 – La coordination inter-wilaya peut se doter de commissions AD HOC selon les besoins. Elles sont décidées et leurs membres choisis lors des conclaves.

16 – Les propositions de réflexion et d'actions doivent émaner d'abord des coordinations locales puis synthétisées au niveau des coordinations wilayales puis en inter-wilaya.

17 – Chaque coordination de Wilaya se présente au conclave inter-wilaya munie du PV sanctionnant le travaux de son conclave

18 – Il ne sera admis au conclave inter-wilaya qu'une seule délégation par wilaya.

19 – Les wilayas non membres de l'inter-wilaya ont un statut d'observateur dans l'attente de se structurer. A ce titre, la délégation ayant ce statut, ne doit pas comporter plus de trois (03) membres.

20 – Aucune délégation de Wilaya ne doit quitter le conclave inter-wilaya avant la clôture des travaux.

21 – Tous les organes de presse sont admis au conclave sauf ceux expressément boycottés par le mouvement.

22 – Le nombre d'invités est de six (06) par wilaya.

23 – Les nouvelles wilayas auront droit à trois (03) délégués. A chaque fois qu'elles affirment leur structuration, le nombre de leurs délégués augmente avec l'aval de la plénière.

ULAC SMAH ULAC *LE COMBAT CONTINUE*

ATH JENAD, LES 27/28 SEPTEMBRE 2001

CODE D'HONNEUR

Les délégués du mouvement s'engagent à :

1- Respecter les termes énoncés dans le chapitre des principes directeurs de l'inter-wilayas.
2- Honorer le sang des martyrs du printemps noir 2001 en continuant le combat jusqu'à la satisfaction des revendications de la plate forme d'El-Kseur et en s'engageant à ne pas exploiter leurs mémoires à des fins lucratives ou partisanes.
3- Respecter l'esprit résolument pacifique du mouvement.
4- Ne mener aucune activité et action qui visent à nouer des liens directs ou indirects avec le pouvoir et ses relais.
5- Ne pas utiliser le mouvement à des fins partisanes et ne pas l'entraîner dans des compétitions électoralistes ou dans des options de prise de pouvoir.
6- Ne pas briguer un quelconque mandat électoral jusqu'à satisfaction des revendications de la plate forme d'EL-Kseur.
7- Ne pas accepter un poste politique quelconque (nomination par décret) dans les institutions du pouvoir.
8- Faire preuve de civisme et de respect vis-à-vis de leurs pairs.
9- Donner au mouvement une dimension nationale.
10- Ne faire aucune déclaration aux médias au nom de l'inter wilayas.
11- Se solidariser avec toute personne faisant l'objet d'intimidations, menaces, pression et poursuites judiciaires, et qui subirait des conséquences fâcheuses dans le cadre du mouvement.

N.B : Le présent code d'honneur représente le serment du mouvement et de fidélité.

SERA DENONCE PUBLIQUEMENT TOUT DELEGUE QUI VIOLERA LE PRESENT CODE D'HONNEUR

INTER WILAYAS N AT JENNAD LES 27//28 SEPTEMBRE 2001

COORDINATION DES AARCHS, DAIRAS ET COMMUNES DE L'INTER-WILAYA

Conclave d'At Jennad

Nature des actions
Du 05 octobre 2001

Après présentation du rapport de synthèse au modalités des actions du 05.10.2001 par la Commission de synthèse.

Il a été retenu ce qui suit :

1-L'objectif de la marche du 05.10.2001, dépôt symbolique de la plate forme d'El-Kseur à l'état brut.

2-L'itinéraire : place des martyrs à la présidence.

3-La date du 05.10.2001 est choisie pour faire jonction entre la révolte de la jeunesse algérienne d'octobre 1988 et celle du printemps noir.

4-Les délégués : au nombre de deux déléguée par village et quartier et les familles des victimes du Printemps noir.

5-Une grève générale sera observée le même jour.

Ulac smah ulac

Le combat continue

At Jennad le 27 et 28 septembre 2001

COORDINATION INTERWILAYA DES AARCHS, DAIRAS ET COMMUNES

Document relatif au rejet des élections locales du 10 octobre 2002 :

PRÉAMBULE :

En faisant fi de l'impasse politique et socio-économique dans laquelle il a poussé notre pays, le pouvoir mafieux et assassin a organisé les élections alibi pour se targuer d'une légitimité au niveau national et international ayant voulu ainsi se donner l'image d'un régime démocratique et républicain.

Pour ce, le mouvement citoyen né des tragiques événements du printemps noir ne pouvait cautionner une démarche électoraliste de partage de la rente dans les sens où son aspiration profonde était et demeure l'instauration d'un véritable état démocratique longtemps revendiqué par le peuple algérien. L'action du rejet du scrutin de la honte du 30 mai a permis l'émergence d'une véritable conscience citoyenne qui a conduit à une mobilisation historique malgré une répression tous azimuts. En effet, les renforts de CRS et de gendarmerie et même l'utilisation de produits chimiques et le recours à « l'importation » de faux électeurs n'ont pas entamé la détermination de la population à freiner la machine électoraliste mise en branle avec le concours de certains valets qui ont accepté de jouer le rôle de faire valoir dans une assemblée qui ne peut objectivement être ni nationale ni populaire.

En réalisant un rejet total des élections en Kabylie et un taux d'abstention jamais égalé depuis l'indépendance du pays dans les autres régions, le peuple algérien a consommé définitivement son divorce d'avec le système corrompu et corrupteur. Rien ne pouvait mieux démontrer l'illégitimité du pouvoir algérien que l'action inédite du 30 mai désormais inscrite dans les annales de l'histoire. Un régime dictatorial qui repose sur des forces de répression qu'il recrute et arme sans compter et qui subit un camouflet historique d'un peuple démuni, souffrant du marasme social et très atteint par la paupérisation se devait d'assumer son échec et engager au plus vite un changement radical allant dans le sens d'une véritable démocratisation de la société et ce, par la satisfaction pleine et entière de la plate forme d'El-Kseur explicitée à LNI.

Malheureusement, la grande réussite de l'action du rejet avec le concours de certains partis politiques et partenaires sociaux et notamment les élus qui ont su faire prévaloir leur statut de représentants du peuple avant celui de l'état, n'a pas empêché la honteuse validation du scrutin en Kabylie et l'installation de l'assemblée en grandes pompes après que le pouvoir ait quémandé et acheté les services d'un juriste devenu tristement célèbre et la caution internationale pour pouvoir la substituer à son illégitimité flagrante. Le pouvoir s'est en fait inscrit dans une logique de fuite en avant en faisant preuve de surdité par rapport aux pulsions de la société.

C'est donc conséquemment à cela que le pouvoir a vite fait d'annoncer l'organisation d'un autre scrutin dans le but évident de faire oublier son échec cuisant. Même si les élections locales sont autrement plus complexes et même si des appréhensions justifiées peuvent être nourries étant donné qu'elles constituent un scrutin de proximité induisant des conséquences sur le quotidien du citoyen, l'enjeu est aussi autrement plus important et les sacrifices consentis depuis plus d'une année et la mobilisation citoyenne historique sont autant de mobiles militant pour le rejet de cette autre échéance électorale puisque la plate forme d'El-Kseur demeure encore non satisfaite.

Aujourd'hui encore, devant l'entêtement du pouvoir dictatorial négateur des droits de l'Homme universellement reconnus, la population se doit de consentir un sacrifice de plus en mettant en échec la machine électoraliste du pouvoir afin de parvenir à la mise en place d'un état démocratique en faisant appel à des normes, modèles et valeurs permettant un fonctionnement démocratique, l'humanisation des rapports sociaux et la promotion de l'homme vecteur indispensable de tout changement vers un développement économique et socioculturel harmonieux.

C'est pour cela que l'échéance électorale du 10 octobre doit aussi être rejetée et les conséquences qui en découleront sur le plan socio-économique ne doivent pas faire oublier l'essentiel : Le changement passe par des sacrifices que les citoyens doivent préalablement consentir avec lucidité pour ne pas tomber dans les travers d'intérêts immédiats au détriment de la quête d'une véritable démocratie.

RAISONS ET OBJECTIFS DU REJET DES ELECTIONS LOCALES

Introduction :

Le mouvement citoyen qui a inscrit son combat dans la durée a mené des actions pacifiques mobilisant ainsi la population sans discontinuer pour amener le pouvoir à la satisfaction pleine et entière de la plate forme d'El-Kseur explicitée à Larbaa Nath Irathen. Nonobstant les manœuvres soumoises et la répression inqualifiable pour stopper ce grand élan de mobilisation jamais égalé, le pouvoir est resté sourd aux revendications citoyennes allant jusqu'à valider un scrutin très largement rejeté par la

population. De ce fait, il a montré une énième fois tout le mépris qu'il affiche ostentatoirement à l'endroit du peuple se coupant ainsi totalement de lui. Encore une fois, il vient d'engager le peuple algérien dans une autre aventure électoraliste porteuse de tous les dangers.

I/ Raisons du rejet :

Les raisons du rejet de cet autre rendez-vous électoral sont légions. Elles peuvent être énumérées dans deux volets distincts : Le volet politico administratif et le volet socio-économique et culturel.

1. Volet politico administratif :

Le système politique algérien est basé sur l'étouffement de la volonté populaire puisque les instances élues sont mises sous éteignoir et ne servent qu'à cautionner un régime qui n'a de démocratique que la façade. Ce constat relatif au pourquoi du rejet du scrutin de la honte du 30 mai est valable pour le rejet de cette autre mascarade électoral que le pouvoir s'apprête à organiser. L'absence de démocratie induit une élection de pure forme qu'elle soit nationale ou locale dans la mesure où les instances élues sont autant de maillons permettant au système politique dictatorial de perdurer tout en entretenant une illusion démocratique. Conséquemment à cela, les textes régissant les collectivités locales ne peuvent permettre une décentralisation des pouvoirs décisionnels au niveau politique dans les espaces des collectivités locales. Aussi, les aspirations citoyennes liées à l'exercice de la démocratie à la base ne peuvent trouver leur consécration à travers les dispositions des textes en question qui ne sont que les répliques décentralisées de tous les textes de l'état algérien qui consacrent un autoritarisme négateur de toutes les libertés. Le mouvement citoyen qui propose une plate forme de revendications se situe aux antipodes du système politique algérien.

La plate forme d'El Kseur dans son point 11 met l'accent sur la primauté des instances démocratiquement élues sur les fonctions exécutives de l'état ainsi que les corps de sécurité. Or, le système politique algérien se caractérise par un centralisme et un jacobinisme outranciers dans la mesure où une véritable dictature de l'administration s'exerce sur les instances élues alors que les principes démocratiques et la place des élus ne constituent qu'un décor dans le fatras des textes (constitution, code communal, code de wilaya) qui, réellement, n'octroient aux représentants du peuple que des prérogatives insignifiantes les confinant dans le rôle de faire valoir et servant ainsi d'alibi démocratique.

Une lecture même sommaire des codes communal et de wilaya indique que la philosophie qui a inspiré leur rédacteur est antinomique avec celle qui a conduit à la rédaction de la plate forme d'El Kseur et notamment son point 11. Autant l'application de ce dernier libérera l'élu de toute contrainte et de toute tutelle étouffante pour jouer librement son rôle de représentant de la population qui aura toute la latitude de le juger au terme de son mandat qu'il aura à exercer sous le contrôle du pouvoir judiciaire véritablement indépendant du pouvoir exécutif autant le maintien de ces deux codes mettra l'élu sous la coupe de l'exécutif qui, finalement, exercera sur lui un contrôle oppressant en lui laissant seulement le choix de slalomer entre les textes pour gagner quelque espace de liberté de manœuvre ou de se résigner à n'être qu'une illusion de plus de la démocratie de façade.

Dans ce sens, une lecture plus attentionnée des deux codes en question nous renseigne sur la limite des prérogatives des instances élues au niveau communal et wilayal. En effet, soit au plan politique ou sécuritaire et même au plan administratif et économique, la prééminence revient au wali par rapport à l'APW et à l'APC. Cette dernière subit même une double contrainte puisque, en plus du Wali, le chef de Daïra joue le rôle de censeur montrant ainsi toute la frilosité qui caractérise la démarche qui se veut décentralisatrice de par les principes énoncés dans les textes.

Il n'y a qu'à se pencher sur les poursuites judiciaires à l'encontre des P/APC pour avoir voulu sauvegarder leur rôle d'élus et l'opposition ferme réservée par les Walis et le ministère de l'intérieur aux délibérations des APW relatives aux indemnités en faveur des martyrs et des blessés du mouvement citoyen pour se rendre compte de l'omnipotence de l'exécutif et de la faiblesse de l'élu qui ne peut que se soumettre à ce qui s'apparente à des oukases puisque n'acceptant aucun recours surtout en ces temps de troubles.

Il y a lieu de convenir que ce nouveau rendez-vous électoral n'est qu'une démarche électoraliste de plus qui s'inscrit dans la logique de fuite en avant du pouvoir qui est hanté par le spectre de l'illégitimité. Faute de composer avec une évidence criarde, il redouble de férocité et s'en va à la recherche de solutions illusoires parce que l'essentiel pour les tenants du pouvoir est de demeurer les éternels bénéficiaires de la rente viagère que procure une Algérie riche et prospère alors que la misère ne cesse d'atteindre des pans entiers de la société.

2. Volet socio-économique et culturel

La quasi inexistence des infrastructures de base, fer de lance de tout investissement économique créateur de richesse et de résorption du chômage à même de permettre un équilibre social conjugué aux blocages de l'administration mettent les instances élues et les élus locaux dans l'impossibilité de concevoir et de mener une politique d'investissement et de développement local les réduisant ainsi au rôle peu glorieux de simples exécutants et de gestionnaires de la misère. Faut-il aussi souligner les pratiques mafieuses du pouvoir consistant à faire main basse sur l'économie nationale à travers des accords et des rapports dits de partenariat qui, normalement, se devaient de jeter des passerelles qui permettraient d'assurer une complémentarité et une interactivité économique dans le strict respect d'intérêts naturels mais qui, malheureusement, ne profitent dans notre pays qu'au régime et sa clientèle.

Il y a lieu de dire que, malgré les énormes sacrifices consentis par le peuple algérien et les potentialités humaine et

matérielle existantes, la misère économique et sociale a atteint des proportions menaçant l'équilibre très précaire à la limite de l'explosion sociale.

Spécifiquement, le pouvoir mafieux et assassin a, de tout temps, œuvré à la marginalisation de notre région allant jusqu'à instaurer un véritable embargo, tous secteurs confondus, dans le but inavoué de maintenir la région frondeuse de freiner son développement économique et son épanouissement social et culturel.

Les budgets alloués aux wilayas de Kabylie sont à juste titre illustratifs de cet état de fait et ce, bien qu'en termes de recouvrement fiscal, notre région se trouve en tête à l'échelle national malgré de son tissu économique. Cela nous fera qu'accentuer ainsi le marasme social favorisant l'économie de bazar facteur de déchéance.

Au moment où le citoyen manifeste un désir de créativité et de liberté d'initiative montrant sa volonté de se prendre en charge à travers son esprit d'entreprendre, le pouvoir centralisé, par l'intermédiaire de ses commis locaux (walis, chefs de daïras), ne cesse d'innover dans le sens du blocage de toute initiative citoyenne. En définitive, les élus locaux, amputés de toute prérogative de gestion de la cité en adéquation avec les aspirations de la population qui les a élus, ne sont que des faire-valoir d'un pouvoir en mal de légitimité destiné à se donner une façade démocratique.

Par ailleurs, l'unicité de la pensée du pouvoir à travers son idéologie dominatrice obscurantiste annihile toute expression culturelle plurielle induisant ainsi la folklorisation de notre culture plusieurs fois millénaire engendrant ainsi la marginalisation de notre identité, de notre langue et de notre civilisation.

II. Objectifs du rejet :

Le mouvement citoyen né des douloureux événements du printemps noir 2001 ayant engendré 117 martyrs et des milliers de blessés, s'est inscrit dans une dynamique de changement radical tel que stipulé dans la plate forme d'El Kseur explicitée à Larbaa Nath Irathen en rupture total avec le système centraliste jacobin en place.

Le rejet de toute échéance électorale, option stratégique du mouvement citoyen, s'inscrit dans une logique de pression permanente sur le pouvoir afin d'imposer la satisfaction pleine et entière de la plate forme d'El Kseur explicitée à Larbaa Nath Irathen. La nécessite d'une organisation politico-juridique et administrative adaptée aux normes nouvelles induites par la mondialisation pour permettre une réelle prise en charge par les élus des spécificité locales dans tous les domaines de la vie publique (politique, économique, social et culturel) est une exigence de l'heure.

La promotion de la citoyenneté, facteur fondamental du développement des sociétés, passe par la consolidation de la culture en harmonie avec ses espaces naturels. Enfin, seul l'exercice de la démocratie à la base consolidera le pouvoir de décision politique des élus leur permettant la prise en charge effective des besoins et des aspirations de la population quant à son développement économique et son épanouissement social et culturel s'inscrivant dans l'universalité et la modernité.

LES INCIDENCES :

Plus que le rejet de la mascarade électorale du 30 mai, l'action du rejet des élections locales du 10 octobre nécessite une mobilisation et une détermination sans failles et l'implication de tout un chacun car fortement liées à la vie quotidienne du citoyen.

En effet, le pouvoir mafieux et assassin qui a démontré à maintes reprises son machiavélisme ne manquera pas d'essayer d'instrumentaliser les incidences du vide institutionnel qui en découlera pour tenter, de par le passé, de discréditer le mouvement citoyen et les forces démocratiques qui œuvrent pour un véritable changement. Ces incidences peuvent être réparties en trois catégories :

1 – Les incidences socio-économiques, comme le risque de dilapidation du foncier à l'instar de ce qui s'est passé durant l'épisode des DEC/DEW, la répercussion de l'absence de projets sur les opérateurs économiques travaillant exclusivement avec les collectivités locales, le ralentissement en matière d'inscription et de réalisation de nouveaux projets de développement local ...

2- Les incidences politco-juridiques comme le vide institutionnel accentuant la situation de non-Etat que nous vivons depuis avril 2001 et le risque de perturbations dans le fonctionnement des services de la commune. 3- Les incidences sur l'ordre public comme le risque de voir le pouvoir, fidèle à ses pratiques, susciter l'anarchie notamment dans les centres urbains et encourager ses relais dans les atteintes continuelles à l'environnement (sable, forêts) dans le but évident d'accentuer le climat d'insécurité préexistant.

Il va sans dire qu'aucune de ces incidences ne pourra peser sur le citoyen sans une volonté manifeste et délibérée du pouvoir d'aller vers l'aggravation de cette situation sans précédent mais, ce n'est pas ce tribut supplémentaire, qui n'est rien devant le sacrifice consenti par les 117 martyrs, les milliers de blessés et les détenus du mouvement citoyen et le noble objectif poursuivi, qui fera reculer une population qui montre chaque jour d'avantage sa détermination à faire aboutir ses revendications consignées dans la plate forme d'El Kseur scellée et non négociable explicitée à Larbaa Nath Irathen.

CONCLUSION :

Devant la logique de fuite en avant du pouvoir corrompu et corrupteur ayant pour finalités de rendre pérenne un système bureaucratique et jacobin et de faire oublier au plus vite l'humiliante défaite politique du 30 mai, le peuple doit faire preuve de stoïcisme afin de résister aux menaces directes et sournoises et ne pas succomber aux appels du pied du pouvoir consistant à expliquer l'importance de cette échéance électorale et à lui faire miroiter les illusions des retombées positives sur le quotidien du citoyen et les méfaits qui seront induits par l'action du rejet.

Aujourd'hui, la lucidité impose à tous un effort et un sacrifice à la hauteur de tout ce qui a été consenti depuis l'indépendance et surtout lors de ces mois de douleurs.

Le changement tant attendu ne peut être que le fruit d'une démarche faite d'abnégation et de vigilance pour ne pas sombrer dans un défaitisme fatal. Entre le désir d'un changement radical qui passe par le rejet de cette échéance électorale et les appréhensions quant aux conséquences de cette action sur le vécu quotidien, le choix est vite fait. Il est impératif de ne pas lâcher la proie pour l'ombre et faire preuve de maturité politique en démontrant à l'opinion publique internationale que le peuple algérien peut assumer ses choix politiques et en consentir les sacrifices.

Restera alors au pouvoir d'assumer les conséquences d'une crise institutionnelle qui découlera fatalement du rejet des élections. Le peuple algérien aura prouvé encore une fois son désir ardent de changement et sa détermination à user de toutes les voies pacifiques pour y parvenir.

L'histoire aura retenu l'entêtement d'un pouvoir à caporaliser tout un peuple digne et responsable qui mérite, après son indépendance chèrement arrachée mais vite confisquée et ses années de luttes avec courage et persévérance, de vivre, à l'instar d'autres peuples, dans un état réellement démocratique et pluriel. La population s'engage donc à relever en optant pour le rejet de ces élections locales un double défi. D'une part, elle devra administrer la preuve de sa détermination à revendiquer un véritable changement.

D'autre part, les incidences de la crise institutionnelle qu'induira ce rejet requiert un sens élevé de civisme conjugué à une vigilance accrue pour déjouer tous les complots qu'aura à concocter le pouvoir machiavélique pour déstabiliser la société et exacerber tous les facteurs de division et de démobilisation. Pour parer à toute éventualité, aucune forme de substitution aux instances élues ne peut être acceptée. Par ailleurs, le mouvement citoyen à tous les niveaux est appelé, comme par le passé, à assumer sa responsabilité en étant au service de la population pour l'aider à surmonter cette épreuve que veut lui imposer un pouvoir perfide qui excelle dans l'art d'emprunter des voies qui ne mènent qu'à l'impasse et au chaos.

Perspectives du mouvement après l'échéance du 10 octobre

Après un débat serein autour des perspectives à dégager après le 10 octobre, trois points saillants ressortent consensuellement :

1- Après le 10 octobre, la région va immanquablement vivre une crise institutionnelle qui va se caractériser par un vide qu'il va falloir absolument atténuer pour que la société ne subisse pas les retombées de plein fouet .La nécessite d'une structuration plus approfondie de la société qui concernera les villages, les quartiers et les corporations deviendra donc impérieuse afin de pallier à une situation inédite qu'auront à vivre nos régions et pour une meilleure vigilance citoyenne.

2- Ne pouvant laisser le vide perdurer, une concertation accrue avec les citoyens et un large débat national sera engagé avec tous les partenaires politiques, sociaux, économiques et intellectuels pour dégager une alternative consensuelle quant à la meilleure façon de faire aboutir les revendications contenues dans la plate forme d'El Kseur explicitée à Larbaa Nath Irathen scellée et non négociable.

Enfin, l'accent a été mis sur la nécessité de sauvegarder, au delà de l'alternative qui sera dégagé, l'acquis fondamental du mouvement citoyen qui n'est autre que l'unité des rangs afin de continuer le combat dans un cadre unitaire et rassembleur facteur garantissant l'aboutissement de nos revendications.

ULAC SMAH ULAC

ULAC L'VOT ULAC

LE COMBAT CONTINUE

AT ZMENZER, LE 16 AOUT 2002

COORDINATION INTER WILAYA DES AARCHS, DAIRAS ET COMMUNES
DOCUMENT DE MISE EN ŒUVRE DE LA PLATE FORME D'EL KSEUR EXPLICITEE A Larbaa NathIrathen

PREAMBULE

Le lâche assassinat prémédité du lycéen GUERMAH MASSINISSA dans l'enceinte d'une brigade de gendarmerie à Ath Douala le 18 Avril 2001 et l'enlèvement de trois (3) collégiens à Amizour KHALDI IKHLEF,BARICHE FARID,MAAMERI SAMIR et leur professeur MAAMERI AHMED le 22 du même mois en plein cours d'éducation physique, ont été les détonateurs d'un mouvement de révolte généralisé, porté notamment par une masse juvénile déjà en perte d'espoir qui s'est emparé de toute la région de kabylie.
Ces deux actes sont vécus comme un suprême affront par toute la population, déjà éprouvée par une marginalisation extrême qui se traduit socialement par un chômage endémique, politiquement par une exclusion de tout débat sur son avenir et moralement par une hogra qui se manifestait sous plusieurs visages, allant de la brimade policière aux passe-droits dont les auteurs jouissaient d'une impunité exaspérante. Ces frustrations difficilement contenues doublées par un déni identitaire n'ont cessé d'alimenter le sentiment d'injustice dans l'esprit de la jeunesse poussant celle-ci au soulèvement populaire d'avril 2001.
Aussi, la désillusion après l'espoir tenu enfanté par les révoltes et les soulèvements populaires du printemps amazigh d'avril 80,de Constantine en 85,d'octobre 88 et enfin juin 98 suite au lâche assassinat du chantre de l'amazighité et du combat démocratique Matoub Lounes, sont les causes indirectes ayant conduit à cette explosion sociale communément appelée événement du printemps noir.
C'est dans le sillage de cette tragédie, qui a engendré des dizaines de martyrs et des milliers de blessés, que naquit le mouvement citoyen des Aarchs comblant ainsi un vide sidérant sur le plan notamment de la représentation politique.

Ce mouvement qui s'est doté d'un code d'honneur et de principes directeurs est d'essence démocratique, résolument pacifique, autonome horizontal tout en n'aspirant point à prendre le pouvoir ou à servir de rampe de lancement pour une quelconque formation politique. En outre, ce mouvement fédérateur s'est fixé comme objectif absolu l'aboutissement des revendications de la société, exprimées à travers une plate-forme élaborée le 11 juin 2001 à El Kseur. Cette plate-forme qui est de portée nationale véhicule véritablement un projet de société moderne, républicain et progressiste.
Dans le strict souci de prémunir cette plate-forme de toute fausse interprétation ou détournement de ses objectifs réels par le pouvoir en place, le mouvement a procédé à son explication dans un document élaboré à Larbaa Nath Irathen. Aujourd'hui, le besoin de produire un document référentiel détaillé se fait sentir, d'une part, pour éviter la réédition de la parodie du dialogue de trahison par le recours à des interlocuteurs pseudo délégués prêts à toute compromission pour peu que des promesses de privilèges matériels ou politiques leurs soient faites.

CE document se veut une démonstration que les revendications contenues dans la plate-forme d'El Kseur héritières de celles de la Soummam, loin d'être chimériques comme d'aucuns l'entretiennent vicieusement, peuvent, une fois satisfaites, permettre à notre pays de devenir une réelle république démocratique arrimée à la modernité ou la hogra sera bannie et ou le peuple algérien, qui aura enfin reconquis toutes ses libertés, saura prendre son destin en main en toute sérénité pour construire un avenir permettant à tous de vivre décemment dans la dignité et la liberté pour lesquelles nous avons payé un lourd tribut.
Enfin, la satisfaction pleine et entière de la plate-forme d'El Kseur explicitée à Larbaa Nath Irathen scellée et non négociable passe donc par sa mise en œuvre conformément au contenu de ce document.

CHAPITRE I : REPARATIONS DUES AUX VICTIMES DES EVENEMENTS POUR LA DIGNITE ET LA CITOYENNETE.

'Exigeons de l'état la reconnaissance officielle et publique de ses responsabilités unilatérales, pleines et entières dans les évènements du printemps noir 2001 par la prise en charge de l'ensemble des réparations morales et matérielles vis à vis de toutes les victimes et les ayants droits.

DE LA REPARATION MORALE

1- Toutes les victimes assassinées ou décédées dans le cadre du mouvement et des évènements du printemps noir à partir de 2001 ouvrent droit à un statut de martyr de la dignité et de la citoyenneté.
2- L'Etat reconnaît sa responsabilité dans la détention arbitraire des délégués et manifestants pour leur engagement dans le mouvement citoyen des aarchs, dairas et communes.
3- Tous les blessés handicapés à vie et les citoyens arbitrairement détenus dont la détention a engendré un handicap à vie durant les évènements du printemps noir ouvrent droit au statut d'invalide du printemps noir.
4- L'Etat s'engage à décréter une réhabilitation spéciale rendant de fait obsolète les jugements rendus contre tous les citoyens et délégués emprisonnés suite à leur engagement dans le mouvement citoyen.
5- Tout blessé dont l'handicap nécessite l'assistance d'une tierce personne et les citoyens arbitrairement détenus dont la détention a engendré un handicap nécessitant l'assistance d'une tierce personne ouvre droit au statut de grands invalides du printemps noir.

DE LA REPARATION MATERIELLE

1- Attribution d'un capital décès pour les ascendants, descendants, conjoints ou personnes à charge des martyrs de la dignité et de la citoyenneté.
2- Attribution d'une pension aux ascendants, descendants, conjoints ou personnes à charge des martyrs (voir barème)avec effet rétroactif.
3- Prise en charge médicale des parents de martyrs de la dignité et de la citoyenneté suite aux préjudices causés par la tragédie.
4- Attribution d'un capital de secours pour les grands invalides.
5- Attribution d'une pension aux grands invalides de la dignité et de la citoyenneté (voir barème) avec effet rétroactif. Un salaire mensuel sera attribué pour la tierce personne.
6- Attribution d'une pension aux invalides du printemps noir à hauteur(voir barème) selon le taux d'incapacité avec effet rétroactif.
7- Prise en charge urgente par l'Etat des blessés encore sous suivi médical et des détenus ayant subi un préjudice moral ou physique suite à leur détention arbitraire et remboursement des frais engagés antérieurement.
8- Seul le mouvement citoyen des aarchs, dairas et communes à travers ses structures est habilité à établir le fichier des martyrs et des détenus.
9- Le mouvement citoyen établira conjointement avec les pouvoirs publics la liste des blessés des évènements.
10- L'Etat s'engage à garantir une réinsertion sociale aux invalides du printemps noir.
11- L'Etat s'engage à réparer tous les dégâts matériels causés à des personnes physiques et/ou morales durant toute la période des évènements du printemps noir.
12- La prise en charge pédagogique et psychologique des élèves dont la scolarité est perturbée suite aux évènements du printemps noir.
13- La protection assortie de garantie officielle, publique et juridique de tous les témoins de la tragédie.
14- L'Etat s'engage à doter les régions touchées par les évènements du printemps noir du compte d'affectation spéciale dans le budget de l'Etat pour la réparation des dégâts subis par celle-ci sur une période de cinq ans à raison de deux milliards de dinars par année dans le cadre de la loi de finance.

CHAPITRE II : REPARATION PAR LE CHATIMENT ET LA SANCTION

1- L'Etat s'engage à juger dans les délais, tous les commanditaires et les responsables ordonnateurs et exécutants des crimes et délits, avérés à tous les niveaux de commandement dans les évènements du printemps noir
2- L'Etat s'engage à traduire devant les juridictions civiles les auteurs, ordonnateurs et les commanditaires de tous les crimes et délits qui seront identifiés par une commission d'enquête indépendante.
La commission d'enquête indépendante dont les membres seront choisis conjointement par les représentants du mouvement citoyen des aarchs, dairas et communes et l'Etat, sera installée et sa composante doit avoir l'aval du mouvement citoyen.
3- L'Etat s'engage à garantir à cette commission :
La liberté d'investigation dans les corps et les établissements concernés.
La sécurité de ses membres.
La prise en charge matérielle et financière.
La levée de toute entrave à l'éclosion de la vérité sur les crimes et délits.

4- L'Etat s'engage à entériner et exécuter les conclusions de l'enquête de cette commission qui seront rendues publiques à travers les médias.
5- L'Etat s'engage à cesser toute forme de provocation, représailles, de quelque nature que ce soit et à tous les niveaux, les assauts sauvages sur les populations ainsi que les intimidations et les violations de domiciles et des saccages des biens publics et privés.
6- L'Etat s'engage à retirer tous les renforts des URS dépêchés au niveau de la région.
7- L'Etat s'engage à organiser le départ des corps de gendarmerie dans l'immédiat dans les régions touchées par les évènements et à en enclencher dans une deuxième étape un processus dans le temps pour la redéfinition des missions de ce corps qui n'auront pas de relation avec la vie civile au niveau des autres régions et de procéder à la dissolution de ce corps à long terme. Les missions de ce corps en relation avec la vie civile du citoyen notamment celles du maintien de l'ordre et de police judiciaire doivent être confiées à un corps civil de sécurité de remplacement.

CHAPITRE III : REVENDICATION DEMOCRATIQUE ET HISTORIQUE

1- L'Etat officiellement à consacrer les liens naturels et authentiques du peuple algérien avec son histoire, et lui permettre de vivre dans un état démocratique et respectueux des valeurs universelles des droits de l'homme.
2- L'Etat s'engage à satisfaire la revendication Amazigh dans toutes ses dimensions(identitaire, civilisationnelle, linguistique et culturelle). Constitutionalisation.
3- L'Etat s'engage à consacrer le caractère Amazigh de l'identité du peuple algérien dans la constitution.
4- L'Etat s'engage à constitutionnaliser Tamazight en intégrant dans l'article 3 de la constitution comme langue nationale et officielle.
5- L'Etat s'engage à intégrer la disposition portant statut de la langue Amazigh comme langue nationale et officielle dans l'article 178 de la constitution.
6- L'Etat s'engage à promouvoir Tamazight en tant que langue unitaire.
7- L'Etat s'engage à promouvoir Tamazight en l'institutionnalisant, notamment par :
*- La création d'une académie de langue Amazigh.
*- Etendre le champ d'émission de la radio Amazigh à tout le territoire national.
*- Elargissement de la plage horaire de Tamazight dans la chaîne de télévision publique.
*- Création d'une chaîne de télévision Amazigh.
*- Généralisation de la prise en charge de la langue Amazigh au niveau des administrations, des documents, des sceaux de la république, des discours officiels, de l'environnement et de la toponymie.
*- Enseignement de Tamazight en langue Amazigh.
*- Décréter le 12 janvier(yennayer, Jour de l'An Amazigh) comme journée fériée chômée et payée. Par décret présidentiel.
*- Décréter le 18 avril comme journée de la dignité et de la citoyenneté.
*- Décréter le 22 avril comme journée contre la Hogra et l'impunité.
*- Décréter le 20 avril comme journée nationale des libertés d'expression.
*- Elargissement graduel et obligatoire de l'enseignement de la langue Amazigh au niveau national.
*- Création d'autres instituts d'enseignement de Tamazight à travers le territoire national.
*- Création des centres de formation des formateurs dans le domaine Amazigh.
*- Ouverture des instituts de formation des enseignants en Tamazight.
*- Prise en charge et promotion de la production scientifique, intellectuelle, artistique, culturelle, littéraire et civilisationelle amazigh.
*- Création d'une instance pour la réhabilitation de la langue et de la culture Amazigh.
8- L'Etat s'engage à lever les réserves émises lors des ratifications des conventions internationales relatives aux droits de l'homme.
9- Annulation des textes réglementaires interdisant l'organisation des manifestations publiques et restreignant les libertés individuelles et collectives.
10- Consécration de la lutte antiterroriste dans le cadre légal et officiel de l'Etat sans restriction des libertés individuelles et collectives, garantissant son caractère républicain.
11- L'Etat à abolir tous les textes de loi à l'origine de la discrimination entre les hommes et les femmes.
L'Etat s'engage à consacrer la séparation effective des pouvoirs législatifs, exécutifs et judiciaires en entérinant et exécutant les résolutions que rendra à cet effet une commission paritaire composée d'experts en sciences juridiques et droit constitutionnel et ou le mouvement sera partie prenante.
12- L'Etat s'engage à consacrer l'indépendance de la justice en réhabilitant le statut du magistrat par :
*- L'octroi des moyens matériels et financiers adéquats qui vont permettre des conditions de vie et de travail à même de mettre les magistrats à l'abri du besoin et des mauvaises tentations qui sont néfastes à la crédibilité de la justice.
*- La mise en place d'un plan de gestion de carrière.
*- La mise en œuvre d'une politique de formation.
*- La révision du mode de nomination des magistrats par engagement politique immédiat.

13- L'Etat s'engage à déférer toutes les affaires judiciaires impliquant des civils avec des corps militaires devant les tribunaux civils.
14- L'Etat s'engage à revoir la composante, le mode de désignation et les missions du conseil supérieur de l'information de telle façon à garantir le droit à l'information et à consacrer effectivement la liberté de la presse écrite et audiovisuelle. Les médias publics, journaux, radios et télévision ainsi que l'APS doivent fonctionner selon les règles du service public et de la déontologie professionnelle. Ils doivent être placés sous la surveillance de cet organisme élus par les professionnels et dirigé par un directeur choisi pour ses compétences parmi les élus. Cet organisme sera chargé de veiller au respect des règles du service public et du professionnalisme, de nommer les responsables des médias publics et de soustraire ces médias aux pressions, aux injonctions et à l'instrumentalisation du pouvoir, des partis politiques et de tout autre lobby, d'élaborer et de mettre en œuvre un cahier de charge définissant le droit d'accès et d'utilisation des médias publics à tous les acteurs de la vie politique, économique, sociale et culturelle sans discrimination ni privilège sur la base de l'activité réelle et d'une représentation dûment établie.
15- L'Etat s'engage à mettre fin à court terme au monopole de fait qu'il exerce sur la publicité et les moyens d'impression.
16- L'Etat s'engage à lever les entraves empêchant la création des chaînes publiques et privées de radio et de télévision.
17- Pour lutter officiellement contre la hogra et la corruption sous toutes les formes, l'Etat s'engage à créer un observatoire indépendant de la lutte contre la corruption. Cet organe doit répondre aux critères suivants :
Ses membres doivent être élus parmi les représentants de la société civile compétents ; il doit être décentralisé pour couvrir l'ensemble du territoire national .
Ses membres peuvent être révoqués avant la fin de leurs mandats, leurs rétributions se feront à l'instar des autres élus du peuple selon leurs responsabilités au niveau national et local.
Entre autres prérogatives, celles permettant à ces deux institutions de saisir les juridictions compétentes conformément aux dispositions de la future réforme de la justice (évoquée plus haut).
*- Une institution indépendante de contrôle de gestion des deniers, biens et richesses de la nation (réhabilitation de la cour des comptes).
18- L'Etat s'engage à prendre en charge l'élaboration d'une charte citoyenne qu'aura à présenter le mouvement citoyen ultérieurement de concert avec les compétences au niveau national et ce conjointement avec les représentants de l'Etat. Le projet de la charte citoyenne sera soumis au référendum.
19- L'Etat s'engage à consacrer dans les textes de loi régissant les collectivités locales et les institutions nationales la prééminence des instances élues sur les instances exécutives et les services de sécurités.
20- L'Etat s'engage aussi à promulguer un texte de loi définissant la possibilité pour les citoyens électeurs de révoquer les élus et l'obligation de présenter un bilan moral et financier.
21- L'Etat s'engage à apporter les réformes nécessaires et la refonte des textes de lois relatives aux collectivités territoriales de l'Etat algérien dans le cadre du principe républicain unitaire et celui de l'indivisibilité de l'Algérie démocratique pour une large décentralisation et l'instauration de la démocratie participative, tout en homogénéisant les unités territoriales en mettant sous l'autorité effective des instances élues démocratiquement toutes les fonctions exécutives de l'Etat ainsi que les corps de sécurité notamment en dotant les collectivités locales et les élus locaux :
*- De nouvelles attributions d'un pouvoir réel politique décisionnel.
*- D'un système des finances locales intégrant la fiscalité locale.
*- D'un système de représentation direct des populations au niveau des villages et quartiers pour promouvoir la démocratie à la base permettant l'émergence des compétences et les initiatives locales porteuses de projets de développement local en dotant les villages et quartiers de représentants élus à la base.
*- D'outils de gouvernance participative afin de répondre aux exigences correspondant aux besoins divers des citoyens au niveau local.
*- De moyens pour corriger les disparités territoriales en prenant en considération les vocations spécifiques des territoires.
22- L'Etat s'engage à prendre en charge les membres de la commission qui sera choisie conjointement avec le mouvement citoyen et qui aura pour mission l'élaboration d'une nouvelle loi relative aux collectivités.
23- L'Etat s'engage à promulguer une nouvelle loi électorale en prenant en charge notamment le recensement réel du nombre d'inscrits, le vote des corps constitués, les bureaux itinérants et l'identification facile des candidats pour les analphabètes.
24- L'Etat s'engage à revoir le conseil constitutionnel au niveau :
*- De sa composante : par l'intégration de deux avocats désignés le bâtonnat.
*- De sa saisine : par la possibilité de sa saisine par 20 députés, 20 sénateurs ou par auto saisine.

CHAPITRE IV : REVENDICATION SOCIO-ECONOMIQUE

1- L'Etat s'engage à garantir les droits socio-économiques en respectant strictement la libération des droits de l'Homme particulièrement les articles 22,23,24 et 25 permettant d'avoir les droits élémentaires de subsistance à l'épanouissement indispensable à la dignité et au développement de l'être humain en assurant le partage équitable des richesses nationales notamment par :

*- Le droit à la sécurité sociale.

*- Le droit au travail et la protection contre le chômage et la marginalité.

*- Une rémunération équitable pour un travail fourni permettant de subvenir aux besoins élémentaires.

*- La garantie du droit d'adhérer et de se protéger par les syndicats.

*- Les droits de prise en charge des êtres de la famille, d'assurer la santé, l'alimentation, l'habillement, le logement et les droits sociaux.

2- L'Etat s'engage à procéder à la refonte du système éducatif résolument tourné vers la modernité, les valeurs universelles et républicaines, en substance, en revenant à l'enseignement des matières scientifiques dans les langues véhiculaires en vigueur, bannir tous les programmes d'endoctrinement religieux et en démocratisant l'enseignement en mettant en place une politique de :

*- Intégration de la langue Amazigh dans tous paliers de l'enseignement.

*- Perfectionnement des encadreurs.

*- Actualisation des programmes.

*- Intégration des valeurs des droits de l'Homme.

*- Lutte contre l'analphabétisme.

*- Aide aux enfants nécessiteux pour assurer le principe de l'enseignement obligatoire et gratuit.

*- Prise en charge de la santé scolaire, des cantines scolaires.

*- Subvention des manuels de l'éducation.

*- Valorisation de la famille de l'éducation.

*- Ouverture de nouveaux postes budgétaires.

*- Ouverture d'établissements spécialisés pour handicapés et malades chroniques.

*- Réalisation de nouvelles infrastructures répondant aux normes universelles d'enseignement. Cette refonte aura à intégrer une politique de formation professionnelle d'insertion socioprofessionnelle durable en mesure de protéger cette catégorie particulièrement vulnérable contre les fléaux sociaux, comme elle aura aussi à redéfinir la carte universitaire couvrant l'ensemble des universités à l'échelle national tout en mettant en valeur la recherche scientifique universitaire ouverte à son environnement socio-économique.

3- L'Etat s'engage à mettre en œuvre les mécanismes nécessaires à la relance économique, à faciliter et à encourager l'agriculture nationale en partenariat avec le capital étranger en vue de la mise en valeur des richesses nationales orientée vers une politique économique génératrice de productivité, de valeur ajoutée, d'accumulation de richesses, de création d'emploi, de bien être social et de stabilité politique. Cette politique économique doit répondre aussi aux exigences des normes internationales tel que la problématique du Week end universel qu'il faudrait trancher.

4- L'Etat s'engage à instaurer une allocation chômage pour tout demandeur d'emploi à hauteur de 50% de SNMG.

5- L'Etat s'engage à lancer un plan économique global permettant une croissance du capital national impliquant une élévation du pouvoir d'achat, une élévation des budgets d'investissements et de la lutte contre la spéculation.
Parallèlement, l'Etat s'engage à élaborer une législation de régulation qui permettrait de combattre les fléaux sociaux et la clochardisation de la société et d'assurer un salaire minimum légal indispensable pour couvrir les dépenses de subsistance consistant en la nourriture saine et suffisante, habillement, logement, santé et éducation en respectant la dignité humaine.

6- L'Etat s'engage à prendre en charge le plan d'urgence socio-économique pour la région touchée par les évènements du printemps noir pour la mise à niveau vis à vis des autres wilayas afin de rattraper le retard, d'assurer le décollage économique au niveau de la région et de réaliser les infrastructures de base nécessaires notamment :

*- Prise en charge de l'artisanat (poterie, bijouterie, sculpture, vannerie, sellerie, carderie, broderie, etc.) à travers la formation, la gestion, la commercialisation et l'organisation de réseaux nationaux et internationaux.

*- La création de musées d'art traditionnel kabyle, de poterie et de céramique, des arts décoratifs et aménagement.
Promotion du tourisme (en mer, montagne et forêt) en mettant en place une carte touristique des sites, des divers pôles touristiques en définissant les espaces et les infrastructures d'accueil et en mettant en œuvre l'existant en zone d'expansion touristique.

*- Définir une stratégie pour la promotion de l'agriculture et des forêts particulièrement l'économie de montagne (oléiculture, apiculture, élevage et arboriculture) en dotant ce secteur par les moyens d'encadrement technique et de fonds de soutien divers et en protégeant les terres agricoles contre l'urbanisation sauvage en réhabilitant et en élargissant les périmètres d'irrigation, en encourageant la culture céréalienne, rationaliser l'occupation des sols et développement des cultures hors sol de petites capacités, exploitation des produits forestiers et du liège de chêne et la réalisation des retenues colinéaire

*- Renouvellement des avantages financiers aux communes de zones de montagne pour soutenir l'économie de zone montagne.
*- Engager un programme de rattrapage spécial pour l'habitat à travers les programmes de construction de logements sociaux, des aides à l'auto construction, pour la lutte contre l'exode rurale selon la classification des zones et en instituant une prime d'habitat en zone de montagne.
*- Réalisation de nouvelles infrastructures routières, de ponts, de lignes ferroviaires, électriques, téléphoniques, de port, barrage, aéroports, zone d'activité et industrielle et ouverture de pistes agricoles.
*- Développement de la pêche en mettant en place des infrastructures portuaires.
*- Réalisation de nouvelles universités et construction de nouveaux établissements scolaires.
*- Construction des CHU, des centres de santé spécialisés pour les cancéreux, les nephrologiques et de désintoxication et également construction d'hôpitaux.
*- Réalisation d'espaces de loisirs, de salles omnisports, de stades et d'aires de jeux dans les villages.
*- Octroyer des aides financières au mouvement associatif pour le dynamiser.
*- Reprendre les plans de développement communaux pour chaque commune et secteur centralisé(assainissement, AEP, désenclavement).
*- Viabilisation des zones d'activité et des zones industrielles en les valorisant et en les retournant à leur vocation.
*- Encourager l'investissement dans la région en combattant les blocages administratifs et bureautiques.
*- Mettre en place des mécanismes facilitateurs aux émigrés en leur octroyant des avantages incitateurs pour l'investissement.
*- L'effacement des dettes des collectivités locales et des complexes Eniem, Cotitex et Enie.
*- Veiller au respect de la législation concernant l'environnement, notamment la protection des nappes phréatiques en favorisant les produits de substitution.
7- L'Etat s'engage à consolider les budgets des communes par le biais du fonds national de soutien aux collectivités locales et le fonds national de solidarité pour renforcer le budget de chaque commune dans le fonctionnement et l'équipement. L'estimation se fera selon les besoins des communes.
8- L'Etat s'engage à prendre en charge la commission composée d'universitaires, d'opérateurs économiques, de représentants des unités industrielles de la région, des syndicats et autres, chargée de l'estimation financière, du suivi et de la finalisation de ce plan d'urgence socio-économique. Par engagement politique.
Institution d'un présalaire pour les élèves de la formation professionnelle.

ULAC SMAH ULAC
LE COMBAT CONTINUE

Adopté lors du conclave inter wilaya
Tizi-Ouzou les 22 et 23 novembre 2003

Le Chef du Gouvernement

Ahmed OUYAHIA

La délégation du Mouvement citoyen

Porte Parole officiel : Belaid Abrika

Mohand Iguetoulène

Dr. Tahar Brachemi

Akli Bousnadji

Bezza Benmansour

Khoudir Benouaret

Mahdi Yazid

Djaffar Abdedou

Djamel Trache

Chibane Lyès

Zeghdouche Farid

Mansour Oumansour

Said Chekhar

Nordine Medrouk

Mouloud Boumekla

Ali Gherbi

Farès Oudjedi

Hanafi Semmar

Hakim Kacimi

Khaled Chili

Mourad Bouguerrouche

Fateh Achoura

Mzalla Omar Nordine

Ayad Abdellah

Parents de Martyrs

- Guermah Khaled
- Akkouche Boualem
- Arkam Said
- Chekkal Mohamed Rabia
- Raab Khellaf
- Boughrara Ali
- Mokrab Said

COORDINATION INTERWILAYA DES AARCHS, DAIRAS ET COMMUNES

25ème conclave inter Wilayas

DECLARATION

Après avoir entendu la délégation de l'inter wilaya quant au désaccord qui a mis fin au processus du dialogue avec le représentant de l'Etat, l'inter wilaya dénonce la position du pouvoir qui consiste à soumettre au référendum l'officialisation de la langue Amazigh, attitude qui risque de diviser le peuple algérien.

En effet, après les appels lancés par le premier magistrat du pays et son chef du gouvernement pour la mise en œuvre de la plate forme d'El-Kseur scellée et non négociable explicitée à LNI, le mouvement citoyen croyant en la vertu universelle du dialogue a décidé de répondre favorablement et d'entamer le processus de mise en œuvre.

Mais c'est sans compter sur la nature du pouvoir qui, encore une fois fidèle à ses pratiques, a montré son vrai visage et son manque de volonté politique à satisfaire les revendications contenues dans la plate forme d'El-Kseur qu'il a pourtant reconnu comme légitimes allant jusqu'à dénier au citoyen son droit vital à l'officialisation de sa langue maternelle en voulant la soumettre au référendum risquant par cette attitude de mettre en péril l'unité nationale, laquelle proposition est un mépris au peuple algérien et ratant par là le rendez-vous avec l'histoire.

Tout en soulignant la fermeté du mouvement quant à la constitutionnalisation de Tamazight en tant que langue nationale et officielle sans référendum et sans condition, son officialisation renforcera l'unité du peuple algérien, assurera la pérennité de l'Etat, garantira plus de libertés aux citoyens et ne portera nullement atteinte aux équilibres fondamentaux des institutions de l'Etat.

Par son attitude manœuvrière, excellant dans l'art de soutenir une chose et son contraire, la responsabilité de l'arrêt du processus de mise en œuvre et du blocage de ce dialogue par la remise en cause du fond du document incombe totalement au pouvoir.

Le mouvement citoyen qui a démasqué cette énième manœuvre, se fait fort de le démontrer publiquement et lance un défi pour une confrontation devant la presse nationale et internationale.

Le mouvement félicite la population qui est restée à l'écoute tout le long de ce processus, qui a apporté son soutien et son adhésion totale et qui est restée mobilisée montrant son attachement indéfectible à la dynamique citoyenne.

Le mouvement citoyen des Aarchs sort grandi de cette action.

Face à cet état de fait caractérisé par l'entêtement par les représentants de l'ETAT à vouloir imposer ce référendum, le mouvement citoyen des Aarchs autonome dans sa décision et indépendant de toute chapelle politique et du pouvoir maffieux et assassin prend à témoin l'opinion nationale et internationale sur l'attitude irresponsable du pouvoir qui renie ses engagements pour la mise en œuvre de la plate forme d'El-Kseur, qui a pourtant reconnu la responsabilité unilatérale de l'Etat dans les événements du printemps noir.

Conformément à son esprit et ses textes, le mouvement citoyen n'a d'autre alternative que la continuité du combat pour la satisfaction pleine et entière de la plate forme d'El-Kseur et entame dès aujourd'hui la compagne anti-vote et lance un appel au peuple algérien à une grande mobilisation historique pour faire barrage à cette arnaque électorale qui ne fera que conforter le système en place et ses sous fifres.

GLOIRE A NOS MARTYRS
ULAC SMAH ULAC
ULAC LVOT ULAC
LE COMBAT CONTINUE

Bounouh, le 12/02/2004

COORDINATION INTERWILAYA DES AARCHS, DAIRAS ET COMMUNES
25ème conclave inter Wilayas

REJET DES ELECTIONS PRESIDENTIELLES
APPEL AUX CITOYENNES ET CITOYENS

La dynamique citoyenne née des douloureux événements du printemps noir de 2001 portant des revendications de changements a ébranlé le système corrompu et corrupteur.

L'alternative citoyenne qui a secoué le régime en place nous impose davantage de mobilisation et de détermination en faisant barrage au pouvoir mafieux et assassin qui a choisi d'organiser une énième farce électorale le 08 avril 2004 pour assurer la continuité du système rentier honni, occultant le désastre, le désarroi et le drame du peuple algérien.

Le sentiment d'abandon, de marginalité, de mépris et d'insécurité agrandit de jour en jour le fossé qui sépare l'Etat des citoyens.

L'exclusion sociale, associée à la misère, accentue quotidiennement la paupérisation de larges couches de la population, atteinte par la clochardisation.

Tous les jours, nous assistons à des entraves et à des violations des libertés individuelles et collectives, les droits de l'Hommes sont foulés aux pieds et le champ d'expression politique muselé.

La *Hogra*, les passe-droits, l'injustice sont érigés en mode de gouvernance et de gestion sans se soucier de l'avenir de l'Algérie et du devenir des Algériens.

Alors que le destin de l'Algérie est entre les mains de la mafia politico–financière, les droits les plus élémentaires sont aujourd'hui complètement bafoués par les tenants du régime totalitaire.

Peut-on réellement parler d'élections sans la satisfaction de la plate forme d'El-Kseur porteuse de revendications populaires garantissant l'instauration d'une véritable république démocratique et d'un Etat de droit à travers lesquels l'acte de vote aura un sens.

Sachant pertinemment que les dés sont déjà jetés par les clans au pouvoir et que tout le reste n'est que mascarade, avons- nous le droit d'apporter la caution citoyenne légitimante à une élection truquée d'avance ?

CITOYENNES ET CITOYENS

Le mouvement citoyen des Aarchs, unificateur, rassembleur et démocratique appelle l'ensemble de la société civile, les partis et hommes politiques, personnalités historiques, syndicats, intellectuels, universitaires, cadres travailleurs et chômeurs, femmes et jeunes s'inscrivant dans cette dynamique historique et dans la mouvance démocratique à participer activement et massivement à l'action de rejet et de discrédit de cette énième arnaque électorale.

CITOYENNES ET CITOYENS

L'heure n'est pas aux lamentations, à la résignation et au défaitisme, elle est à l'action.

Tous ensemble, main dans la main, soyons fidèles au rendez-vous de l'histoire pour marquer la rupture définitive avec ce système rentier, corrompu et corrupteur.

Vous êtes appelés à exprimer votre position de rejet et de refus de la compromission, sur les lieux de travail, dans les quartiers et villages, en Algérie et à l'étranger.

CITOYENNES ET CITOYENS

LE DEVENIR DE LA NATION EST ENTRE VOS MAINS, VOUS ETES INTERPELLES POUR FAIRE FACE ET ASSUMER VOTRE RESPONSABILITE, AFIN DE RECOUVRER VOTRE DIGNITE ET VOTRE HONNEUR LONGTEMPS BAFOUES,
C'EST LA UN PASSAGE OBLIGE POUR DONNER SON SENS PLEIN ET ENTIER A LA PRIMAUTE DE LA CITOYENNETE.

GLOIRE A NOS MARTYRS
ULAC SMAH ULAC

ULAC LVOT ULAC
LE COMBAT CONTINUE

Bounouh, le 12/02/2004

COORDINATION INTERWILAYA DES AARCHS, DAIRAS ET COMMUNES
25ème conclave Inter Wilayas

DOCUMENT DE REJET DE L'ELECTION PRESIDENTIELLE DU 08 AVRIL 2004

I- PREAMBULE

L'assassinat prémédité du jeune GUERMAH Massinissa dans l'enceinte de la brigade de gendarmerie de Béni Douala et l'enlèvement des collégiens d'Amizour ont été l'injustice de trop. La jeunesse, éprise des idéaux de justice et de liberté, ébranlée dans sa conscience, s'est soulevée contre l'arbitraire d'un pouvoir mafieux et assassin, corrompu et corrupteur, rompu aux pratiques diaboliques qui a réprimé dans le sang et l'impunité totale la révolte populaire engendrant plus d'une centaine de morts et des milliers de blessés par balles réelles, dont des handicapés à vie.

De la situation tragique du printemps noir 2001 est né le mouvement citoyen des Archs, un mouvement autonome d'essence démocratique et résolument pacifique respectueux du pluralisme politique, émanant des profondeurs de la société et de la diversité culturelle du peuple algérien, porteur de revendications citoyennes légitimes contenues dans la plate forme d'EL-Kseur explicitée à Larbaâ Nath Irathen. Cette dernière constitue la condition sine qua non pour la mise en œuvre d'un véritable processus démocratique marquant la rupture avec ce système mafieux et assassin.

Devant une situation de statu quo politique et économique, le pouvoir maffieux et assassin continue d'ignorer les cris de détresse du peuple algérien et principalement de la jeunesse dont le seul et ultime moyen d'expression de son ras-le-bol devant tant de mépris et d'indifférence des gouvernants reste l'émeute quand ce n'est pas le recours à l'exil ou au suicide. Ce même pouvoir coupable d'avoir réprimé dans le sang des révoltes citoyennes légitimes comme celles de la Kabylie et d'autres régions du pays avec des méthodes dignes des états coloniaux en recourant à l'emprisonnement massif et à l'assassinat de dizaines d'innocents organise encore une fois une élection présidentielle pour se donner un semblant légitimité internationale en se livrant à son exercice favori d'illusionniste trichant pour offrir au monde une image d'un régime démocratique et républicain.

Il est utile de rappeler que ni les renforts de CRS et de gendarmerie, ni le recrutement de faux électeurs, ni même l'utilisation de produits chimiques n'ont ébranlé la volonté et la détermination de la population à faire barrage aux élections de la honte du 30 mai et du 10 octobre 2002. Au contraire, par cet affront, le pouvoir maffieux et assassin a, malgré lui, contribué à l'émergence d'une conscience citoyenne qui s'est traduite par une mobilisation citoyenne sans précédent. La crise de confiance entre le citoyen et les gouvernants est à son apogée.

INTRODUCTION

Les élections en Algérie dont l'organisation n'obéit à aucune norme universelle aboutissent immanquablement à des résultats qui n'ont jamais reflété la volonté de la population et qui ne traduisent nullement les aspirations réelles et légitimes du peuple algérien. Au lieu d'améliorer les conditions de vie humiliantes de larges pans de la société se détériorant d'année en année et de répondre aux revendications émanant des profondeurs de la société telles que la liberté de s'organiser, la justice, la réparation du déni identitaire et linguistique, le pouvoir maffieux et assassin, au fil des explosions sociales successives réprimées dans le sang et face aux camouflets électoraux n'a cessé de multiplier et de perfectionner les techniques de fraude pour une crédibilité factice.

Depuis le coup de force contre-révolutionnaire de l'été 1962, ayant transformé le rêve de l'indépendance et de prospérité du peuple algérien en cauchemar jusqu'à l'élection alibi d'octobre 2002, énième tromperie électorale, les chiffres et les gagnants de toutes ces loteries électorales sont connus

d'avance. Aujourd'hui une fois de plus, le peuple algérien est convié à une autre mascarade électorale le 8 avril 2004 pour la « réélection » d'un président candidat désigné par les responsables en chef de la hogra et concepteurs de la décadence sociale, économique, identitaire et culturelle. Son rejet, à l'instar des élections législatives et locales de mai et octobre 2002 scelleront définitivement le divorce politique et institutionnel entre les populations meurtries et le régime dictatorial et placera la plate forme d'El-Kseur explicitée à Larbaâ Nath Irathen en unique alternative salutaire au chaos pensé et exécuté par les sphères invisibles du pouvoir épaulées par les rentiers de la politique.

La multiplication et la diversification de candidatures d'hommes appartenant à de soit disant courants politiques d'obédiences différentes puis les alliances régressives dictées par les parrains du système en vue de sauver un scrutin sans crédit et dont la population est exclue ne font que renforcer la conviction du mouvement citoyen quant à son option du rejet sans appel des élections du 8 avril 2004 pour mieux entrevoir et cerner l'avenir à travers l'application de la plate forme d'El-Kseur.

LE REJET : POURQUOI ?

Depuis l'indépendance, le régime totalitaire et dictatorial a régulièrement convoqué le peuple algérien aux urnes qu'il prend soin de transformer à chaque occasion en boîtes de Pandore occultant la volonté populaire et les besoins vitaux des citoyens.

Doit-on attendre encore des décennies et continuer à subir les affres de ce pouvoir mafieux et assassin, alors que la société algérienne a atteint un stade de maturité politique exprimé à maintes reprises par des manifestations publiques pacifiques diverses à travers le territoire national exigeant la prise en charge des revendications démocratiques, historiques et socio économiques ? Face à ces revendications légitimement exprimées, le régime rentier et anti-démocratique n'a opposé que mutisme et mépris tout en institutionnalisant la hogra, l'impunité, l'injustice et la corruption comme mode de gestion.

1- AU NIVEAU POLITIQUE :

Dans les pays où la pratique démocratique est ancrée au sein de la société et des institutions de l'Etat, le vote constitue le reflet réel du choix du peuple basé sur des programmes répondant à ses aspirations contrairement au système politico administratif algérien qui désigne des candidats au nom d'un certain consensus en porte à faux de la volonté populaire.

De ce fait, les élections ne peuvent point être considérées comme un corollaire de la pratique démocratique saine, en toute évidence elles ne sont qu'un artifice permettant au système politique de perdurer tout en donnant l'illusion de changement en usant de subterfuges pour dévoyer l'instauration d'un processus démocratique effectif.

Faut-il encore rappeler que la fraude a entaché toutes les consultations électorales validant même les scrutins de la honte de l'année 2002 rejetés totalement par la population.

Les indus élus, dont la participation au scrutin de la honte du 10 octobre 2002 a eu pour conséquence directe l'assassinat de jeunes et l'emprisonnement de citoyens et délégués du mouvement citoyen par le pouvoir maffieux et assassin, ont poussé la provocation à son comble par leur comportement causant d'énormes préjudices à la population (mépris des citoyens, hogra, passe droits). Affichant au grand jour leur opportunisme honteux, ces serviteurs valets « indus élus » sans vergogne ni dignité, faisant fi de tout scrupule, s'accrochent à ces postes leur assurant le partage des dividendes matériels.

Pour affiner la fraude et tromper l'opinion nationale et internationale, le pouvoir mafieux et assassin, fidèle à sa duplicité, feint d'afficher sa disponibilité à garantir les conditions de réussite de ces élections en plantant le décor habituel du scénario par l'annonce de la révision de la loi électorale, l'invitation à grandes pompes des observateurs internationaux et l'installation d'une commission « indépendante » de surveillance des élections.

Avons-nous le droit d'accorder la caution citoyenne légitimante à cette mascarade électorale pour en assurer la légitimité des résultats pourtant connus d'avance ?

Accepter d'aller à ces élections dans de pareilles conditions équivaut à sauver le système moribond en fin de règne en hypothéquant ainsi à jamais l'alternative démocratique et républicaine.

Les différents clans au pouvoir, en squattant les institutions de Etat, ont concocté une constitution sur mesure loin de refléter les aspirations démocratiques et les réalités historiques et naturelles du peuple algérien pour ériger un système de corruption à façade démocratique qui se renforce davantage par l'organisation d'élections alibi.

Aujourd'hui, plus que jamais l'alternative citoyenne s'impose d'elle-même, la solution doit s'inscrire dans le cadre d'une perspective démocratique réelle et républicaine, par la mise en place de nouveaux mécanismes de fonctionnement garantissant au peuple le droit de participer effectivement, à travers son libre choix, à la gestion et à l'édification d'un état fort, moderne et ouvert sur l'universalité et l'humanité.

La plate forme d'El-Kseur, scellée et non négociable explicitée à Larbaâ Nath Irathen, héritière de celle de la SOUMMAM a pour perspective un changement radical du système, lequel changement restituera au peuple ses droits légitimes confisqués. Son application, conformément au document de mise en œuvre, induira implicitement la promotion pleine et entière de la citoyenneté en rupture définitive avec les pratiques honnies du passé.

2- EN MATIERE SOCIO-ECONOMIQUE

Le régime, de par sa nature totalitaire et ses pratiques anti-démocratiques et de corruption a généré un système rentier négateur de création de richesses étouffant ainsi toute initiative citoyenne et l'émergence du génie populaire accentuant par là la marginalisation et l'exclusion sociale sous toutes ses formes.

La misère sociale conjuguée à un désarroi total oblige les citoyens, quand ils ne choisissent pas le suicide pour mettre fin à leurs souffrances car ne pouvant plus supporter un quotidien angoissant, à recourir à des pratiques dégradantes (mendicité, prostitution...) pour pouvoir subsister. Cette crise sociale des plus alarmantes n'empêche pourtant pas ce pouvoir d'organiser un simulacre d'élections à coups de milliards dont la seule finalité est de se maintenir afin de sauvegarder ses privilèges.

Comment participer à des élections orchestrées par un pouvoir rentier qui oppose la terreur et la mort à un peuple qui ne revendique que ses droits légitimes élémentaires ? Aussi, à toute manifestation ou expression pacifique des citoyens, ce pouvoir répond par des répressions féroces et sanglantes. A-t-on oublié les évènements d'octobre 1988 ou ceux tout récents du printemps noir 2001 durant lesquels ce pouvoir a assassiné froidement nos enfants par centaines et fait des milliers de blessés par balles réelles, dont des handicapés à vie ? Doit-on continuer à observer passivement ce pouvoir déchaîner toute sa haine contre une jeunesse qui refuse la soumission et l'arbitraire ? Dans sa fuite en avant, le pouvoir, après chaque hécatombe, n'affiche que mépris et arrogance envers la population.

En tout état de cause, le rejet de toute échéance électorale va nous amener à dépasser cette impasse imposée par un pouvoir qui n'a cure de la promotion citoyenne, de l'expression politique basée sur le respect des règles démocratiques universelles et de l'épanouissement socio économique et culturel de la société.

Aujourd'hui, nul argument n'est recevable pour faire admettre une participation à une énième farce électorale dont l'objectif n'est que la perpétuation d'un système rentier. Ces élections ne peuvent ni faire avancer la démocratie, encore moins atténuer la misère sociale.

Il est donc évident que seules les forces profitant du partage de la rente et n'ayant pour but qu'une réforme de façade du système soutiennent une énième mascarade électorale qui ne conférera qu'une pseudo légitimité à l'institution présidentielle leur permettant tout juste d'assurer un rôle de sous-traitants directs ou indirects du pouvoir.

CONCLUSION

Le dénuement social et la misère culturelle et intellectuelle subis par les citoyens algériens ne sont pas la conséquence de leur imprévoyance ou de leur paresse personnelles mais le résultat d'une politique de la terre brûlée choisie par le système maffieux qui a entre les mains les destinées de ce pays depuis son indépendance à ce jour. La détresse et le désarroi, le manque de repères et la désespérance ont transformé le jeune algérien, dans le meilleur des cas, en émeutier, et dans le pire, en candidat à l'exil ou au suicide. Le scrutin présidentiel n'est qu'un artifice du pouvoir pour organiser sa propre alternance, c'est-à-dire pour perpétuer les souffrances du peuple algérien, les assassinats, le déni identitaire et la rapine des richesses du pays.

Le mouvement citoyen des Aarchs, d'essence démocratique et résolument pacifique se reconnaît dans les vertus d'un dialogue réel et responsable comme moyen de règlement de toute crise. En répondant aux multiples appels des représentants de l'Etat à la mise en œuvre de la plate forme d'El-Kseur pleine et entière, seul objectif du mouvement, le pouvoir maffieux et assassin a été mis devant le fait accompli pour assumer ses engagements.

Cependant ce dernier a montré ses limites et son manque de volonté politique à satisfaire la plate forme d'El-Kseur en suggérant unilatéralement comme seule alternative de soumettre l'officialisation de Tamazight au référendum populaire quitte à diviser le peuple algérien, ce que, de toute évidence, le mouvement citoyen conçoit comme une insulte.

Par ailleurs, le mouvement citoyen qui pose le préalable de la satisfaction de la plate forme d'El-Kseur explicitée à Larbaâ Nath Irathen avant toute consultation électorale est déterminé à contrecarrer toute velléité de leur organisation et considère ainsi toute participation comme un acte de haute trahison.

Enfin, partant du principe que le rejet des élections est un point nodal dans la logique de sa lutte pacifique pour la concrétisation des aspirations populaires, le mouvement citoyen s'engage à œuvrer de concert avec les forces saines qui partagent ses idéaux pour l'édification d'un véritable projet de société démocratique.

ULAC SMAH ULAC
ULAC L'VOT ULAC
LE COMBAT CONTINUE
TOUS ENSEMBLE NOUS VAINCRONS

Bounouh les 12 et 13 février 2004

Coordination Inter- Wilaya des Aarchs Daïra et Communes
Conclave Inter Wilaya dédié aux Martyrs de la région
D'Ath Wartilane

Déclaration

La coordination Inter- Wilaya des Aarch Daïra et Communes, réunie à Ath wartilane, les 15 et 16/09/2005 a eu a examiner le compte rendu du dialogue présenté par la délégation du mouvement et à débattre des questions qui rythment, présentement, l'actualité politique nationale.

L'Inter Wilaya a pris acte avec satisfaction du compte rendu présenté par le porte parole de la délégation et a renouvelé sa confiance à cette dernière.

L'acquis du principe de l'officialisation de la langue Amazighe constitue une avancée historique du combat de plusieurs générations pour la réappropriation de notre langue et de notre identité. La consécration de Tamazight comme langue officielle dans la constitution sans référendum ne fera que consolider la cohésion nationale et réconcilier l'Algérien avec son Etat.

L'Inter Wilaya a accueilli favorablement la prise en charge de l'ensemble des Martyrs et Blessés du printemps noir (2001 à 2004) dans le décret publié dans le JORA Numéro 53 du 31/07/2005

Abordant la situation politique nationale et notamment les deux échéances électorales du 29/09/2005 et du 24/11/2005, la coordination Inter-Wilaya des Aarchs Daïra et Communes a décidé de lever le principe du *rejet de toute échéance électorale jusqu'à la satisfaction pleine et entière de la plate forme d'El- Kseur.*

Cette mesure prise à Bechloul en 2001 est désormais anachronique et politiquement injustifiée eu égard aux développements intervenus sur la scène politique nationale et aux résultats positifs du dialogue entre le mouvement citoyen et les représentants de l'Etat.

Par ailleurs l'inter Wilaya laisse libre choix aux citoyennes et citoyens pour le référendum du 29/09/2005 et des élections partielles du 24/11/2005.

ULAC SMAH ULAC
LE COMBAT CONTINUE

Ath wartilane, le 16/09/2005

Coordination Inter- Wilaya des Aarchs Daïra et Communes

DECLARATION

La délégation mandatée par le mouvement citoyen des Archs a signé conjointement avec les représentants de l'Etat, le 15 janvier 2005, un protocole d'accord global portant sur le suivi et la mise en œuvre de la plate forme d'El Kseur

Ce protocole d'accord signifie explicitement l'engagement solonnel au nom de la République Algérienne Démocratique et Populaire et de l'Etat Algérien quant à la satisfaction de l'ensemble des points contenus dans ladite plateforme.

Depuis cet accord, une série de résultats des discussion sur la mise en œuvre de la plate forme d'El Kseur, conformément au document de mise en œuvre ont été publiquement annoncées, particulièrement l'officialisation de Tamazight sans référendum confirmée et réaffirmé lors des deux dernières rencontres avec les représentants de l'Etat en date du 11 août et du 13 septembre 2005, durant ce processus de dialogue, la population à travers les structures du mouvement citoyen des Archs et les membres de la délégation mandatée ont fait preuve d'un esprit de responsabilité et de disponibilité pour l'aboutissement des revendications citoyennes, pour mettre fin définitivement à la crise et projeter l'Algérie au rang des nations modernes et démocratiques.

Lors du meeting tenu à Constantine dans le cadre de la compagne pour le référendum du 29 septembre 2005, le chef de l'Etat a surpris le peuple Algérien par de graves déclarations provocatrices, calomnieuses et semant la division et la haine.

Le « Jamais » récurant du chef de l'Etat quant à l'officialisation de Tamazight est non seulement en violation des engagements de l'Etat du 15 janvier 2005, plus grave encore, il met en péril l'unité de la Nation Algérienne.

La délégation du mouvement citoyen, considère que l'argumentaire sur lequel s'est appuyé le chef de l'Etat pour dénier le droit à l'officialisation de Tamazight est insensé et truffé de contrevérités. L'Amazighité est un ciment pour l'unité Nationale et non un facteur de division, son officialisation sert les intérêts de l'Algérie plurielle, démocratique, républicaine et renforce le pays dans sa sphère géostratégique authentique et naturelle.

Nombreux sont les Etats fonctionnant avec plusieurs langues officielles : l'Afrique du Sud avec ses 11 langues officielles est l'exemple le plus édifiant.

La délégation du mouvement citoyen interpelle le chef de l'Etat quant aux raisons de cette insensée volte face, de nature à miner les fondements de la nation et à hypothéquer son avenir. A quel type de pression obéit ce revirement ? L'intérêt de l'Algérie réside-t-il dans la reconnaissance de la réalité de la nation ou dans le reniement de Tamazight, déjà constitutionnalisée comme langue nationale au prix de hautes luttes et de lourds sacrifices.

La délégation du mouvement citoyen réaffirme sa détermination à faire aboutir pacifiquement les revendications contenues dans la plateforme d'El Kseur et ne saurait céder sur cette revendication phare portée par plusieurs générations.

Prenant à témoin l'opinion nationale et internationale, la délégation exige le respect de l'accord global signé le 15 janvier 2005.

MA ULAC TAMAZIGHT ULAC, ULAC, ULAC....
ULAC SMAH ULAC
LE COMBAT CONTINUE

Alger, le 23 septembre 2005
La délégation du mouvement citoyen.

COORDINATION INTER-WILAYA DES AARCHS, DAIRAS ET COMMUNES

DECLARATION

Le 5ème anniversaire de la naissance de la plate forme d'El-kseur, sœur jumelle de celle de la Soummam et de la marche historique du 14 juin 2001 réprimée dans le sang, intervient dans une situation politique très complexe avec des perspectives périlleuses qui, sauf un sursaut national, peuvent s'avérer fatales au pays. Et pour cause, le débat sur les questions fondamentales ayants traits à l'instauration d'une démocratie effective ne cesse d'être reporté. Cette année, la célébration de l'anniversaire de la marche noire du 14 juin 2001 et de la plate forme d'El-kseur porteuse d'un projet de société de démocratie, de justice sociale, se fait alors que le processus de sa mise en œuvre est enclenché depuis plus d'une année avec des résultats qui restent toujours insuffisants. En effet, bien que le bilan de cette mise en œuvre puisse être considéré comme positif, il n'en demeure pas moins que beaucoup reste à faire. Il convient de noter, au demeurant, que les tentatives de torpiller ce processus historique portant mise en œuvre de la plate forme d'El-kseur ne cessent d'être menées par des forces réactionnaires, s'opposants insidieusement à la consécration d'une véritable démocratie populaire dés lors où leurs intérêts de mafia politico financière ne s'y retrouvent pas. Toujours est-il, le mouvement, qui reste fidèle au serment de sang donné aux martyrs du printemps noir, demeure plus que jamais résolu à poursuivre son combat pacifique pour l'application intégrale des revendications de la plate forme d'El-kseur.

D'autre part, il est clair que la question du départ du corps de la gendarmerie de la Kabylie, qui refait surface, par intermittence, à coup d'arguments fallacieux d'insécurité surmédiatisée à dessein par des plumitifs de service en collaboration avec le colonel Ayoub de la gendarmerie chargé de cette propagande, est une revendication citoyenne, légitime et très consensuelle pour qu'elle soit objet de polémique. Aussi, les opérations de manipulation tous azimuts ne peuvent jamais effacer de la mémoire collective le génocide perpétré par ce corps voué aux gémonies par toute une population. Le bilan lourd fait de milliers de blessés et des centaines de martyrs ne pourra jamais être passé en pertes et profits. La population qui aujourd'hui réclame son droit légitime à la protection n'en veut pas de ce corps qui n'a apporté qu'injustice et désolation. Cette population attend plutôt la traduction devant les tribunaux civils des gendarmes qui ont assassiné lâchement des citoyens qui n'ont fait que crié leur colère face à l'injustice et à l'arbitraire.

Cela dit, le mouvement tient à dénoncer ces voix serviles et maléfiques qui ne cessent, sur fond du grenouillage ambiant, d'appeler au retour de la gendarmerie en Kabylie et réitère encore une fois le mot d'ordre de mise en quarantaine de ce corps jusqu'à son départ définitif.

La Coordination des Aarchs, Daïras et Communes commémorera cette année l'anniversaire de ces dates qui ont marqué d'une empreinte indélébile le cheminement du mouvement citoyen des Aarchs à El Asnam le jeudi 15 juin 2006.

Enfin, le mouvement citoyen des Aarchs tient à saluer la libération prochaine du journaliste emprisonné, Mohamed BENCHICOU, qui aura ce 14 juin purgé deux ans d'incarcération arbitraire, telle une rançon payée pour la liberté d'expression en Algérie. Le mouvement citoyen invite les citoyens à réserver à ce prisonnier d'opinion l'accueil qu'il mérite à sa sortie de prison.

Le Mouvement qui suit avec inquiétude le musellement des libertés individuelles et collectives ainsi que la dégradation permanente de la situation socio-économique des Algériens ne peut de se fait que saluer les initiatives allant dans le sens d'améliorer le niveau de vie et du pouvoir d'achat notamment à travers une augmentation des salaires qui doit être conséquente.

Ulac Smah Ulac
Le combat continue

Tizi Ouzou, le 11/06/2006

COORDINATION INTER WILAYA DES AARCHS, DAIRAS ET COMMUNES

DECLARATION

Les 29 et 30 juin 2006 s'est tenu à la maison de la culture Taous Amrouche de Bgayet un conclave inter wilaya en présence de 13 délégations de wilaya. Cette rencontre dédiée à feu Mohamed BOUDIAF et au rebelle Lounes MATOUB symbole des révoltés, a été consacré au débat sur la question du processus de dialogue et à analyser la situation nationale à travers un état des lieux et des perspectives. Les présents ont eu des appréciations plus au moins diversifiées sur le bilan présenté par la délégation chargée de mettre en œuvre la Plate Forme d'El-kseur avec les représentants de l'Etat. Des interrogations ont été soulevées par l'ensemble des participants, notamment le retard enregistré pour la prise en charge des dossiers des martyrs et des blessés ainsi que le faible rythme d'exécution des revendications de la plate forme d'El-kseur tranchées durant le processus de dialogue.

La compagne menée autour de la question sécuritaire sous fond de propagande sur le retour des gendarmes assassins a été aussi évoquée par les délégués. Le mouvement citoyen fidèle à ses positions demeure attaché à la revendication de départ des brigades de gendarmerie et réclame l'accélération des procédures judiciaires pour le jugement des criminels de ce corps corrompu, ayant causé la mort des 126 martyrs et des milliers de blessés.

Il est claire que la population qui aujourd'hui exige son droit légitime à la sécurité n'en veut pas de ce corps qui sème l'injustice et la *hogra* et il appartient à l'Etat de matérialiser son engagement consistant à la prise en charge de cette revendication citoyenne et légitime.

Le mouvement citoyen des Aarchs qui réitère encore une fois le mot d'ordre de la mise en quarantaine de la gendarmerie jusqu'à son départ définitif tient à dénoncer cette maffia qui ne cesse d'appeler au retour de ce corps d'insécurité et avertit sur les conséquences fâcheuses qui découleront de ces manipulations.

La situation politique nationale est chargée d'amalgames et les attentes citoyennes qui demeurent insatisfaites nécessitent un sursaut national qui mobilisera les forces démocratiques authentiques du pays aptes à apporter les solutions à la crise multidimensionnelle qui continue de secouer l'Algérie.

La conjoncture historiquement particulière dans laquelle baigne aujourd'hui notre pays interpelle toute la classe politique qui croit aux idéaux de démocratie et aux libertés et une mobilisation générale pour imposer définitivement l'alternative démocratique.

Le mouvement citoyen des Aarchs porteur des revendications citoyennes exprimées dans la rue et reprises à travers la plate forme d'El-kseur constitue l'alternative incontournable à l'édification d'une République démocratique et sociale telle que voulu par les participants au congrès de la Soummam et qu'aucune contrainte ne peut occulter les exigences exprimées à travers la dynamique citoyenne enclenchée depuis les événements tragiques du printemps noir de 2001.

Afin de se hisser au niveau des exigences de l'heure et de répondre de façon appropriée aux défis internes et externes du mouvement citoyen il a été décidé d'installer un comité de travail qui aura pour mission de mener une réflexion sur le devenir du mouvement, son organisation et son fonctionnement, analyser la situation politique, suivre de près l'évolution de l'actualité nationale, mener une large concertation, prépare le deuxième regroupement de l'université d'été et proposer des perspectives aux instances du mouvement.

Le mouvement citoyen des Aarchs qui constate avec inquiétude le musellement des libertés individuelles et collectives souhaite que les augmentations des salaires qui s'annoncent seront à la hauteur des attentes des travailleurs et permettront d'élever le niveau de vie et d'améliorer le pouvoir d'achat qui a atteint un seuil intolérable.

Enfin, le mouvement citoyen des Aarchs lance un appel à la population pour commémorer le cinquantenaire du congrès de la Soummam qui aura lieu le 20 août 2006 à Ifri Ouzellagen.

ULAC SMAH ULAC
LE COMBAT CONTINUE

Bgayet le 30 juin 2006

Coordination Inter- Wilayas des Aarchs Daïra et Communes

38ème Conclave ordinaire dédié aux martyrs :
- Cheikh Aheddad
- Mohali Amar
- Ait Mansour Nabil

Conclave ouvert: 1ére séance

DECLARATION

Le conclave Inter Wilayas intervient dans une conjoncture marquée d'une part, par les tergiversations du pouvoir quant à la traduction sur le terrain des engagements qu'il a pris, au nom de l'Etat Algérien, dans le cadre du dialogue avec le Mouvement Citoyen des Aarchs pour l'application de la plate-forme d'El-Kseur, d'autre part par la proximité d'échéances électorales importantes pour le pays et dont l'enjeu politique ne peut aucunement laisser indifférent notre Mouvement.

L'Inter Wilayas constate que le dialogue Mouvement Citoyen – Pouvoir, que constituait la clé de voûte à la crise dite de Kabylie, prend du plomb dans l'aile, par la seule faute du pouvoir, le Mouvement Citoyen, demeure prêt à reprendre le dialogue avec la ferme intention de lever toutes entraves réelles ou supposées à l'application définitive de la plate-forme d'El-Kseur, car trop de temps a été déjà perdu.

La question de l'insécurité en Kabylie est instrumentalisée de façon honteuse en vue d'assurer une présence pléthorique des forces de sécurité et notamment de la gendarmerie pour normaliser une région matrice « génétrice » des luttes pour la défense et la promotion de la citoyenneté. Le départ de ces derniers est clairement revendiqué dans la plate forme d'El Kseur. C'est à l'Etat de tenir ses engagements et non au mouvement citoyen de renier ses positions et ses revendications.

La tentative d'assassinat dont a fait l'objet Belaid Abrika, par la mafia locale, est une nouvelle forme d'intimidation pour faire reculer la mobilisation citoyenne et assurer ainsi à la débauche, avec tout ce qu'elle charrie comme maux sociaux, une expansion inexorable. Les délégués du Mouvement Citoyen demeurent mobilisés aux cotés de leur frère et de l'ensemble des forces vives de la nation pour défendre les valeurs de démocratie, de liberté, de justice sociale et de citoyenneté. La répression et les intimidations d'où qu'elles viennent ne feront que nourrir notre détermination à porter ce noble combat.

Car les enjeux politiques actuels requièrent une vigilance sans faille de notre part, nous avions mis en chantier une réflexion sur les meilleurs moyens et méthodes à adopter pour faire du Mouvement Citoyen une instance où la cohérence dans la prise de décision et la cohésion dans l'action sont une nécessité vitale. Les synthèses de wilayas feront l'objet d'un document final qui sera entériné ultérieurement par l'Inter Wilayas.

Les prochaines élections retiennent l'attention des délégués dans la mesure où elles constituent un enjeu crucial pour l'avenir du pays. Ainsi, un débat autour de cette question a lieu. Dans cet ordre d'idée, le conclave a décidé de la mise sur pied d'une commission Inter Wilayas chargée de réfléchir sur la position à adopter concernant ces échéances électorales sur lesquelles le Mouvement doit peser lourdement. Cette réflexion sera proposée à la 2ème séance de ce conclave ouvert pour approbation, qui aura lieu le 22 février 2007 dans la wilaya de Bejaia.

Ulac Smah Ulac
Le Combat continue

Seddouk, les 01 et 02 février 2007.

Document N : 187

Compte rendu de la presse de la réunion de Beni Douala du 10 mai 2001

« ...Au bout de près de six heures de débats, parfois houleux, les quelque 200 délégués des aârouch et daïras se sont mis d'accord pour tenir une autre rencontre, beaucoup plus importante, jeudi prochain à Illoula à quelque 65 km du chef-lieu de wilaya. Un consensus s'est également dégagé pour un appel à tous les aârouch, coordinations de daïras et des communes qui ont manqué au rendez-vous de Beni Douala à rejoindre cette réunion pour que toutes les régions de la wilaya soient représentées. Pour ce faire, une permanence est d'ores et déjà installée à la maison de jeunes Ferhat-Boussad, dite La Carrière de Tizi Ouzou, chargée de centraliser l'information en guise de point de chute à tous les aârouch. Et pour parer à toute manipulation de cette permanence informelle, tadjemaât l'a dépouillée de toute prérogative, à l'exception de la collecte de l'information et sa diffusion aux représentants des aârouch, daïras et communes en prévision de la prochaine réunion. Les participants ont aussi décidé à l'unanimité de désigner un représentant de chaque région au sein de cette permanence, dont les noms et prénoms sont portés sur le PV de réunion. Donc pas de déclarations ni à la presse ni à l'opinion publique. Quant à la structuration du mouvement, après un débat très houleux, il a été convenu de ne mettre en place aucune structure, en attendant que les autres aârouch rejoignent tadjemaât à la prochaine réunion "pour qu'elle soit plus représentative". Voilà donc les principales décisions prises jeudi, aux environs de 17h45. Gros plan maintenant sur les "moments forts" de ce conclave... 11h, la salle est pleine et les comités d'organisation prennent place dans la tribune. Ils s'agit des représentants de la région hôte de Beni Douala, dont le président du comité d'organisation, M. Berdous Mohamed, le docteur Faïli, un jeune secrétaire de la réunion et le président de l'APC de Beni Douala. Dans un "kabyle châtié", le président souhaite la bienvenue "aux invités de Beni Douala et à nos amis journalistes". La voix du président met fin aux bruits et chuchotements dans la salle, d'où l'on tend à présent une oreille attentive à la tribune. M. Berdous, tout sourire, se félicite d'emblée de la tenue de la réunion malgré le fait que "les journalistes nous aient fait beaucoup de mal". Cette déclaration a tôt fait de mettre le feu aux poudres. Les journalistes essuient une salve de remontrances, pas méchantes au demeurant, d'une bonne partie de l'assistance, en leur reprochant d'avoir diffusé un communiqué non authentifié annonçant le report de la réunion. ...Place donc au débat. Aucun ordre du jour n'est préparé. On doit d'abord laisser les différentes délégations s'exprimer et faire les états des lieux dans leurs localités. Les présents prennent la parole et parlent de plusieurs sujets à la fois. Le recensement des blessés et des morts, la représentation par aârch ou par daïra, la suite du mouvement et les décisions à prendre s'égrènent pêle-mêle dans les propos des intervenants. La tension monte après chaque déclaration. Les interventions commencent par un salut sur le prophète (QSSL) et se termine par "ma swqumegh d'hamdou lilah, ma dhelmagh setheghfir allah" (si j'ai vu juste, que Dieu soit loué, si j'ai failli, que Dieu une pardonne, NDLR). Le sérieux et la détermination auront ainsi marqué les débats du début jusqu'à la fin, nonobstant quelques pics de colère, dont la salle a donné l'écho. La peur d'une récupération politique de cette initiative qu'on souhaite uniquement "populaire" met les participants aux aguets. L'histoire du aârch ou de la daïra comme formule d'organisation du mouvement focalise les débats. Et l'intervention du P/ APC de Aït Mahmoud : "Nous ne pouvons pas nous organiser en aârch, nous sommes dans une République et nous ne pouvons pas être des hors-la-loi, on doit plutôt opter pour la daïra comme modèle d'organisation" a enflammé la salle. Un représentant du aârch des Aït-Djennad, fulminant de colère, se lève et lance vertement à son interlocuteur : "on n'a pas besoin de maire ici ou d'un quelconque représentant de l'état. Sortez s'il vous plaît !" Un autre abonde dans le même sens : "Nous n'avons rien contre les partis politiques ou les élus locaux, mais ici, c'est un mouvement populaire qui dépasse le cadre d'une commune ou d'un daïra." Sachant que sa présence n'est pas souhaitée, le maire quitte la tribune

avec ces mots : "Je me retire amicalement et je laisse la société civile travailler." Ce geste, l'assistance l'a estimé à sa juste valeur en accompagnant la sortie du maire avec une salve d'applaudissements. Le débat reprend sereinement sur le modèle de représentativité entre le aârch et la daïra. Un autre intervenant plaide, lui aussi, pour le aârch et affirme qu'"il faut que ça reste un mouvement de citoyens, constitué en aârch pour transcender les divisions et éviter toute forme de tutelle étatique où partisane". Devant cette bataille autour du modèle d'organisation du mouvement, il a été décidé par consensus d'adopter les deux modèles à la fois et d'accepter même les coordinations des communes. Cette question, faut-il le souligner, aura pris plus de trois heures de chauds débats, qui ont vu défiler les représentants de Beni Douala, des Aït Djennad, des Ouassif, des Aït Yenni, de Boghni, de la coordination des quartiers de Tizi Ouzou, de Bouzegane, de Illoula et d'Azazga entre autres. Les "congressistes kabyles" n'observeront une première pause que vers 14h30, le temps de grignoter un sandwich de fortune. Après la polémique, la sagesse a repris ses droits. Nous avons eu droit a des interventions aussi efficaces que perspicaces. La pierre d'achoppement qu'était le aârch étant dépassée, les participants, la cinquantaine bien entamée pour la plupart, n'ont eu aucun souci pour avaliser à l'unanimité les décisions prises aux environs de 17h50 dans une la ambiance de fête. Rendez-vous est pris pour jeudi prochain à Illoula. » (voir DP Mahé)

Document N° 188

Compte rendu du journal Liberté de la réunion de la CADC au sujet de la plate-forme de l'CIW adoptée à l'université de Targa Ouzemour de Bejaia, le 7 juin 2001

Liberté, 9juin, 2001

« Coordination des aârchs, daïras et communes de la wilaya de Tizi-Ouzou a rejeté, en bloc, la plate-forme de revendications élaborée, jeudi, dans la capitale des Hammadites. Lors de la réunion, tenue au collège Aomar-Matrak de Tizi Rached, hier, les différents représentants de la société civile ont réitéré leur attachement à la plate-forme du 17 mai 2001, élaborée à Iloula. "Nous sommes pour une action commune sur la base de la plate-forme d'Iloula", a déclaré un participant. L'ensemble des membres de la coordination de la wilaya de Tizi Ouzou s'accordent à dire que "la plate-forme de Bejaïa n'est pas une plate-forme mais plutôt un projet de société tant les points soulevés dépassent de loin le cadre initial qui a donné naissance à ce mouvement". L'un des présents a même proposé de mettre la déclaration de Bejaïa de côté, à défaut de quoi, "nous aurons tout le monde contre nous". L'opposition exprimée par la coordination de Tizi Ouzou quant à la plate-forme de Bejaïa, ne veut pas dire que celle-ci se désengage du mouvement interwilayal initié lundi dernier. Les représentants des différents aârchs et daïras, réunis, hier, à Tizi Rached, privilégient la voie du dialogue et de la concertation. D'ailleurs, les délégués ont décidé, hier en fin de journée, de tenir un regroupement extraordinaire demain à partir de 14 heures au chef-lieu de la commune de Tizi Rached. Les représentants des différentes coordinations des wilayas de Bouira, Béjaïa, Boumerdès, Tipasa, Alger, Sétif et Bordj Bou-Arréridj seraient, en principe, associés à cette rencontre au cours de laquelle une plate-forme de revendications finale et unifiée sera rendue publique. C'est cette dernière qui sera présentée par la délégation à la présidence de la République. Les participants au regroupement d'hier ont insisté sur l'obligation d'évacuer tous les points qui débordent du cadre en déterminant l'action unitaire dont doit bénéficier ce mouvement. Et l'unique voie pour y parvenir réside dans le retour à la plate-forme d'Iloula. Les points figurant dans la plate-forme de Bejaïa, contestés par les Tizi-Ouzéens sont, entre autres, "l'abrogation du code de la famille" et "l'état d'urgence". Pour les coordinations de Tizi, ces points joints à d'autres revêtent une connotation politique voire partisane ».

H. Bouzid de *Liberté, 9juin, 2001.*

Compte rendu de la presse sur le conclave de la CADC tenu à Illilten
Le journal la Tribune écrit : « Divergences au sein de la coordination de Tizi Ouzou

Certains délégués se sont clairement déclarés contre la présence des femmes dans le mouvement. Le rapport de la commission de réflexion chargée d'élaborer le bilan du mouvement et de proposer des perspectives a provoqué, lors du conclave d'Illilten, qui s'est déroulé durant toute la nuit de vendredi et la matinée d'hier, des débats houleux, parfois à la limite de l'anarchie, particulièrement concernant le chapitre relatif aux actions à mener.[...]Si neuf actions jugées par la plénière comme conformes aux principes directeurs du mouvement proposés au conclave d'Assi Youcef et adoptés lors de celui d'At Ouacif ont été adoptées, dont «la réactivation de la pétition nationale, la multiplication des actions locales, la construction d'un mémorial pour toutes les victimes à Tizi Ouzou, une minute de silence chaque samedi au niveau des écoles et le brassard noir pour les journées du bac», trois autres points, à savoir «le non-paiement des factures d'électricité et de gaz, la désobéissance civile progressive et le non-paiement des impôts» ont semé la discorde entre les différentes délégations au point où des brouhahas généralisés ont quelquefois émaillé les travaux, faisant même intervenir les éléments du service d'ordre mis en place par la coordination d'Illilten. Les trois points contestés ayant été jugés par la plénière comme étant non conformes aux principes directeurs du mouvement, des délégués, notamment ceux de Makouda, Ouaguenoun, Tizi Ouzou et At Jenad, n'ont pas apprécié le résultat du vote et ont refusé de considérer ces trois points comme étant rejetés. Ils insisteront ensuite sur l'organisation d'un conclave extraordinaire, en revenant vers la base, pour mercredi prochain à Tizi Ouzou dans le but de discuter des actions à soumettre à la réunion de l'interwilayas qui aura lieu le lendemain jeudi à Bouira. Une proposition non partagée par tous mais qui sera adoptée par vote en plénière. Le débat sur l'ordre du jour de ce conclave extraordinaire connaîtra des divergences inconciliables. Il s'achèvera tout simplement en queue de poisson puisque pris entre le marteau, les partisans des actions adoptées en plénière à Illilten et l'enclume, ceux favorables à l'élargissement du débat aux trois actions contestées. Parmi les interventions, il y aura celle du délégué de Tigzirt qui accusera les partisans du conclave extraordinaire de «chantage» et qui ajoutera que «Tigzirt ne reconnaît pas ce conclave, donc elle n'y sera pas représentée». La coordination de Tizi-Ouzou connaît des divergences sur les perspectives. La réunion de ce mercredi, si elle a lieu, risque de voir les divergences s'accentuer, et plus profondément. La cassure n'est pas à écarter ce jour-là.[...] Certains délégués se sont clairement déclarés contre la présence des femmes dans le mouvement, mais cela n'a pas empêché l'adoption du constat de cette absence et de la recommandation d'«encourager la participation des femmes dans le mouvement». Les faiblesses recensées sont, entre autres, «la mauvaise gestion de l'information, le manque de suivi, l'irrationalité et l'insuffisance de réflexion dans la prise de décision, le complexe par rapport à la chose politique et l'insuffisance organisationnelle». Mais les délégués ont également recensé des forces dont «l'extraordinaire mobilisation citoyenne, le formidable élan de solidarité national et international, le soutien d'hommes politiques, intellectuels, journalistes et artistes algériens et étrangers, l'annihilation de la peur et l'aiguisement des consciences en débordant sur d'autres régions [...]». En conclusion, les participants au conclave d'Illilten pensent que «de manière générale, le mouvement doit faire preuve de vigilance vis-à-vis du pouvoir qui joue la manipulation. D'une part, il discrédite les partis politiques qu'il présente en bouc émissaire, d'autre part, il table sur

une éventuelle usure de la mobilisation qu'il s'ingénie à pousser vers l'impasse. Dans les deux cas, il se dédouane en déplorant l'absence de dialogue et fait place nette pour libérer l'espace politique de toute forme d'opposition crédible».
M. B. de la *Tribune*

Voici le compte rendu du journal Le Matin :
« Quelques cinquante-deux délégations de coordination ont pris part à ce conclave, le onzième du genre, dont l'ordre du jour a porté sur les rapports des différentes commissions installées lors du conclave d'Aït Ziki ainsi que les perspectives du mouvement à la vielle d'une rentrée sociale pour le moins incertaine. C'est vers midi que les travaux ont commencé avec la lecture des rapports des deux commissions de solidarité et juridique. Ainsi, la commission juridique s'est penchée sur les contentieux, le dépôt de plaintes, l'application des principes directeurs et l'élaboration d'un règlement intérieur sur le fonctionnement et l'organisation des conclaves. L'institution d'un secrétariat permanent a été également soulevée par les membres de ladite commission. La sous-commission de dépôt de plaintes a pris attache avec le collectif d'avocats pour s'informer de la procédure à suivre. Mais les conclusions de la commission juridique ne semblent pas avoir été agréées par la plénière qui a reporté l'adoption ou l'amendement du rapport au prochain conclave prévu les 6 et 7 septembre à Tigzirt. La commission de solidarité a focalisé, pour ainsi dire, les débats. Son bureau de coordination a fait la synthèse des travaux des trois sous-commissions, solidarité et assistance, gestion de fonds de solidarité et gestion de médicaments et matériels.[...] A la reprise des travaux à 17 h, les conclavistes ont entamé le deuxième point de l'ordre du jour, celui relatif au bilan du mouvement et ses perspectives[...] Des propositions d'actions sont déjà avancées. Le non-payement des factures de gaz et d'électricité est déjà brandi comme action à entreprendre. Le rapport de synthèse de la commission de réflexion sur le bilan du mouvement souligne ainsi la mobilisation citoyenne, le principe de solidarité nationale et internationale, la mise à nu du pouvoir, la transcendance des clivages politiques. Pour les conclavistes, il demeure entendu que la plate-forme d'El-Kseur « n'est pas négociable ». La commission de réflexion propose une série de mesures dont la réactivation de la pétition nationale pour le dépôt de plainte au TPI, le réinvestissement de la capitale par des actions d'envergure (organisation d'un conclave par exemple). Un appel au retrait des élus du peuple n'est pas également exclu. Le débat qui s'en est suivi en plénière a duré tard dans la soirée. Une série de propositions a été formulée et l'adoption du rapport de la commission de réflexion devait intervenir avant la synthèse des travaux prévue en principe à 22 h. Les trois rapports des commissions seront finalisés d'ici au prochain conclave de Tigzirt les 6 et 7 septembre. C'est sans doute lors de cette rencontre que les actions à mener seront connues et entérinées sous réserve des conclusions de la prochaine réunion de la Coordination interwilayas.
Yahia Arkat du *Matin*

compte rendu de la déclaration des dialoguistes taiwan publiée par le journal liberté juste après la marche du 5 octobre 2001 :

« Il faut signaler d'abord que ce groupe de "négociateurs" justifie son refus d'être filmé par la télévision par "la pudeur et le rejet de tout ce que nous avons déjà dénoncé chez les autres". Tout au long des sept pages, les hôtes de Benflis expliquent, argumentent et justifient leur décision d'accepter l'invitation du Chef du gouvernement. Les signataires considèrent, en effet, que "les décisions prises par le président de la République pour l'acceptation de la plate-forme d'El-Kseur ont suscité un immense et légitime espoir au sein de la population de nos wilayas et de l'ensemble du pays". À ce titre, ce groupe de six délégués, qui souligne que la décision d'aller voir le Chef du gouvernement est le fruit "de concertations qui se sont déroulées depuis plus de quatre mois", se dit conscient qu'il existe des "agissements d'origines diverses visant à empêcher l'aboutissement de la plate-forme d'El-Kseur et à bloquer le mouvement (...) dans une impasse totalement étrangère à sa cause". Les membres de la délégation écorchent les partis politiques qui, d'après eux, voulaient récupérer le mouvement, estimant que "la mort de nos enfants doit servir la cause démocratique de l'Algérie et de son peuple et non un quelconque leadership de personnes ou de partis politiques" . Ils se disent également convaincus qu'il y a des "signes qui ne trompent pas sur la conduite de notre mouvement vers une impasse et une implosion". À l'appui, ils citent "l'attitude policière du pouvoir, la création de comités parallèles, la provocation d'incidents et de scandales mettant en cause des délégués ainsi que la rentrée en lice des associations satellites du pouvoir comme l'ACT de Tizi Ouzou et les ACB de Béjaïa et Bouira. Plus grave encore, les signataires du communiqué accusent ouvertement "certaines" personnes du mouvement de faire dans l'exploitation lucrative et partisane de la mémoire de nos enfants assassinés en violation de l'article 1er du code d'honneur de notre mouvement". Les mêmes personnes, qui ne sont pas identifiées, sont accusées de se livrer à la destruction des biens publics et à l'exercice de la violence. Et le saccage du siège de la JSK est mis sur le compte de ces mêmes personnes. Les six parlent également de contacts "secrets" et "personnels" entre les délégués des arouch et les émissaires du pouvoir "en violation de l'article 4 du code d'honneur". Dans leur réquisitoire, les hôtes de Benflis relèvent les tentatives d'inclusion de programmes politiques par l'ouverture de la plate-forme d'El-Kseur, pourtant "scellée". Il y a lieu de préciser ici que les plaignants n'ont, à aucun moment, cité nommément ceux qui se seraient rendus coupables de telles entorses au code d'honneur. Ils ne précisent pas non plus quand et comment-ils ont décidé de prendre langue avec les autorités. Cela dit, ce groupe dit s'être retrouvé devant trois choix : soit continuer à ne pas agir au risque de devenir "complices du dévoiement de notre mouvement, soit agir en tant que délégués de l'interwilayas, au risque de provoquer la division du mouvement, soit agir en tant que facilitateurs pour l'aboutissement de la plate-forme". Bien sûr, les désormais dissidents de la coordination des arouch ont opté pour le troisième choix pour ne pas être "otages d'un pouvoir mécaniquement lié par la décision guillotine de ne pas autoriser les marches à Alger, et l'interwilayas liée par le principe de la sempiternelle marche sur Alger" (Dossier de presse de Mahé)

Compte rendu du journal Liberté des tractations officieuses qui ont abouties au dialogue avec les « arouch dit taiwan » en octobre-décembre 2001.

« Homme de confiance de Bouteflika, Rachid Aïssat est présenté ici et là comme le monsieur Kabylie de la présidence. Ses interventions ont toujours revêtu le caractère de la confidence et le sceau de la discrétion. Avant et durant la phase de dialogue initié par le chef du gouvernement l'année dernière, il aurait encouragé en sous-main la création des délégués "taïwans" à Béjaïa, par l'entremise d'une personnalité ayant occupé les fonctions de directeur de cabinet du ministre de l'intérieur sous le gouvernement de Mokdad Sifi. Cet homme s'appelle Seriak. Lahcène Seriak réussit son premier grand coup auprès des décideurs en août 2001. Nous sommes à Alger quelques jours avant l'ouverture du festival international de la jeunesse boycotté par la Kabylie. Une dizaine de personnes se retrouvent dans une villa appartenant à un général, parmi eux, Lahcène Seriak et des représentants du mouvement citoyen dont un père d'une victime tuée à El-Kseur. Autour de quelques fours et d'un thé, l'assemblée attend la venue d'un général major. Lorsqu'on leur propose de tenir la réunion au siège du MDN, ils refusent. Elle se tiendra finalement dans cette villa à Ben Aknoun en présence du général major Mohamed Médiene, dit "Toufik". Seriak est déçu. La délégation attendait la présence de Bélaïd Abrika et Ali Gherbi, tous deux informés de la tenue du conclave secret. Les deux délégués ne sont pas venus. Ils étaient à Alger au moment même où l'auguste assemblée devisait pendant deux heures. Un coup de fil les avait dissuadés de se rendre à la réunion. Le général major tient un discours conciliant. "Je suis un produit de la Kabylie, dit-il. Il y a des gens qui veulent utiliser la Kabylie à d'autres fins. Nous souscrivons à la plate-forme d'El-Kseur. Il faut instaurer le dialogue pour résoudre cette crise." Tels sont les propos tenus par le général ainsi que rapportés par une des personnes présentes à la réunion. Cette personne devra quelque temps après en faire un compte-rendu public dans un conclave tenu quelque part en Kabylie. On demanda alors à la presse, présente sur les lieux, de ne pas les rendre publics. D'autres réunions secrètes interviendront à Béjaïa et à Alger avant que le Chef du gouvernement n'annonce officiellement l'installation d'une commission de dialogue entre des délégués et le Premier ministère. »

Liberté 27 août 2002.

Document N° 192

L'identité des députés de la kabylie au lendemain du scrutin du 30 mai 2002

Qui sont ces députés qui représentent la Kabylie :

« Ils sont trente-trois élus issus de la Kabylie qui n'a pas voté. Quatorze d'entre eux représenteront la wilaya de Tizi Ouzou. Parmi ces heureux élus par des urnes vides, neuf sont issus du front de libération nationale (FLN), deux du Rassemblement national démocratique (RND), deux du Parti des travailleurs (PT) et un de la liste des indépendants. Ces députés élus au « suffrage universel » sont-ils connus sur le terrain de la pratique politique ? Ont-ils un parcours militant connu ? Exemple : le FLN. Sur les neuf élus, tous militants cartés du parti de Benflis, deux ou trois sont connus sur la place publique. Me Arbouche Ahmed (tête de liste) est en effet mouhafedh depuis des années à l'ex-parti unique. Il avait piloté la liste FLN aux législatives de 1997. A l'époque, le FLN n'avait pas réussi à décrocher de sièges, alors que, on s'en souvient, toute la Kabylie avait voté massivement. Troisième sur la liste, Mohamedi Farid, a rejoint les rangs du parti en janvier 1999. Il est directeur de l'hôpital de Larbaâ Nath Irathen. Pour sa part, Bourkache Ouramdane, cinquième sur la même liste, est élu FLN à l'APW de Tizi Ouzou. Sinon, les autres sont de simples militants dans des kasmat, dont certaines ne disposent même pas de fichiers organiques actualisés. Le RND a pu arracher deux sièges à Tizi Ouzou. Afir Rabah et Mokadem Tayeb sont élus dans les mêmes conditions que les députés FLN, c'est-à-dire sans électeurs. Les colistiers de M. Afir (coordinateur du bureau de wilaya de Tizi Ouzou) sont des « inconnus » pour les citoyens, sinon « plus ou moins » connus dans leurs « patelins ». Leur parcours militant ? Aucun, sinon celui d'avoir adhéré au parti d'Ouyahia. Le même parti avait récolté des miettes lors du scrutin législatif du 5 juin 1997. La liste du RND, pour rappel, était conduite par l'ex-secrétaire d'Etat à la formation professionnelle, Tahar Kaci. Malheureux candidat en 1997, Yefsah Mourad, enseignant universitaire, est élu cette fois-ci sur la liste du PT. Yefsah est également président du bureau régional de Tizi Ouzou du PT. Il s'est souvent impliqué dans les luttes syndicales. De leur côté, les indépendants ont réussi à décrocher un siège à l'Assemblée nationale. C'est Aït Benamar Chérifa, médecin de son état, qui a été élue sur la liste dénommée Assirem (espoir, en berbère). Parlez aux citoyens du parcours politique de Aït Benamar ou des autres élus sans voix, ils vous répondront par une mine dubitative qui en dit long sur ces « députés » sortis des urnes désespérément vides. Mais ils vont légiférer au nom de la Kabylie qui ne les a nullement choisis ».Le Matin - 05/06/2002

Document N° 193

Appel urgent d'Ait Ahmed à la veille des élections locales du 10 octobre 2002

Par ailleurs, le leader du FFS, Ait Ahmed, dans un « appel urgent » tire la sonnette d'alarme sur les risques de violence : « Dans un «appel urgent», adressé aux responsables politiques et militaires algériens, au Secrétaire Général de l'ONU, Kofi Annan, et au président de l'Union européenne, Mme Lene Espersen, Hocine Aït Ahmed met en garde contre les risques de manipulations, qui peuvent mener à de «graves dérapages» en Kabylie et dénonce l'existence d'une «machination policière» visant à détruire le FFS, une des «rares institutions démocratiques du pays». Hocine Aït Ahmed note que, depuis l'annonce de la participation du FFS aux communales, les actes de violence se multiplient contre les militants et le parti. A ces attaques et provocations, au sujet desquelles il n'a cessé d'alerter les autorités et les autres formations, le FFS, a-t-il indiqué, a choisi de répondre de manière citoyenne et pacifique et, ajoute-t-il, «la population a, jusqu'ici, répondu favorablement à ses appels et fait barrage aux pyromanes qui veulent ensanglanter la région». Le président du FFS paraît cependant convaincu que de graves manipulations risquent d'avoir lieu, dans les prochains jours, et c'est sans doute ce qui motive cette interpellation publique des autorités politiques et militaires du pays. «Le pire est à craindre devant la multiplication des provocations et la montée en puissance de discours et de méthodes fascisantes des partisans du boycott», écrit-il en soulignant qu'un climat de «guerre civile» est entretenu par le pouvoir «à travers ses milices politiques» mais aussi par des «groupes aux méthodes fascistes». Il considère que cela s'intègre dans une «stratégie de la tension planifiée par les tenants d'un processus de «tchétchénisation» de la Kabylie». Hocine Aït Ahmed souligne avec force que «la Kabylie, partie intégrante de la nation, ne saurait être sacrifiée aux visées aventuristes des adversaires des libertés démocratiques en Algérie». Concrètement, il maintient le cap de la participation, en indiquant que le FFS assumera, «jusqu'au bout», ses responsabilités politiques, en faisant prévaloir la «démarche citoyenne pacifique sur les logiques meurtrières de vendetta» et il alerte l'opinion nationale et internationale pour, dit-il, «prévenir l'irréparable». Cet irréparable, qu'Aït Ahmed veut prévenir, serait un basculement dans la violence qui pourrait être le fait, selon l'appel, aussi bien des gens du pouvoir que des groupes «fascisants» à l'œuvre en Kabylie. Son appel est centré sur l'impératif d'éviter l'usage des armes à feu en Kabylie et il demande d'ailleurs de «prévenir les autorités, les commandements militaires et policiers contre toute utilisation des armes - par leurs troupes ou par les milices qu'ils ont armées - contre les citoyens». Il appelle également, «avant qu'il ne soit trop tard», à une dénonciation claire des «méthodes fascisantes», ajoutant que les «partisans de l'aventurisme sanglant doivent savoir que la violence est inacceptable et que seul le libre débat garantit le libre choix des citoyens». Pour Aït Ahmed, dans un message adressé autant aux autorités algériennes qu'à la communauté internationale, il est urgent d'agir pour éviter un «un bain de sang», en mettant fin à la «politique de non-assistance à peuple en danger, qui dure depuis une décennie». «L'impunité», ajoute-t-il, «ne fait qu'encourager la spirale meurtrière et risque de plonger l'Algérie dans le chaos». Compte rendu fait par **Le Quotidien d'Oran** 07/10/2002

Document N° 194

Texte du communiqué publié par l'APS, agence de presse officielle, le 4 octobre 2001 au sujet de la rencontre du Chef du gouvernement avec les délégués (taiwan) du mouvement citoyen, le 3 octobre 2001

«Suite au communiqué de la présidence de la république du 23 septembre désignant M. Le chef du gouvernement comme interlocuteur des arouch, M. Le chef du gouvernement a rencontré aujourd'hui le 3 octobre, les représentants des arouch des wilayas concernées. Abordant les points inscrits dans la plate-forme d'El-Kseur, M. Le chef du gouvernement a porté à la connaissance des représentants des arouchs les décisions prises dans ce cadre par M. Le président de la république.

Premièrement : constitutionnalisation de Tamazight en tant que langue nationale lors du prochain amendement de la constitution. ·

Deuxièmement : statut particulier pour les victimes de la cause citoyenne et leur juste indemnisation. ·

Troisièmement : poursuites judiciaires des responsables des crimes et des assassinats.

· Quatrièmement : étude au cas par cas des situations, des structures de sécurité, dans les wilayas concernées, particulièrement les endroits où se sont produits les dépassements.· Cinquièmement: les autres points de la plate-forme d'El-Kseur seront examinés dans le cadre des autres rencontres prévues avec les représentants des arouchs des wilayas concernées. · Sixièmement : M. le chef du gouvernement a également informé les représentants des arouch qu'il est chargé de préparer une rencontre entre les représentants des arouch et M. le président de la république à une date à convenir, une fois que la plate-forme d'El-Kseur aura été cernée. M. Le chef du gouvernement a enfin remercié, à travers les délégués, la population des wilayas concernées pour sa participation à l'aboutissement démocratique de la plate-forme d'El-Kseur, dans une Algérie de dialogue et de progrès, au service de l'ensemble de ses enfants».

Document N° 195

L'avis de Hocine Ait Ahmed sur le mouvement des arouch, 26 mars 2002 :

Ârch, la tribu; Ârouch, les tribus
Hocine Aït-Ahmed, Note politique du 26 mars 2002,

«[...] Le concept des Arouch, dernière découverte des laboratoires de la police politique, illustre l'opacité et la manipulation qui fondent le fonctionnement du régime. Tout en induisant en erreur l'opinion nationale et internationale, l'intrusion des Arouch vise du même coup à fausser les analyses des responsables étrangers. Mais l'objectif central des mafieux est surtout de ne révéler ni leurs intentions ni leurs dispositifs, en sorte que les démocrates crédibles et conséquents ne puissent anticiper et rien entreprendre avec certitude.
Or, au départ déjà, la nature populiste fascisante de ce mouvement s'est trahi en jouant sur la surenchère du consensus communautaire, c'est à dire sur l'unité de la Kabylie à travers son unicité politique. Le dessein maquillé étant de détruire le dernier bastion de toutes les formes de pluralisme arrachées de haute lutte. Cette organisation présentée comme porteuse de modernité a exclu la participation des mouvements associatifs et syndicaux, celle des femmes en particulier. Dès lors cette stratégie de l'apprenti sorcier, condamnent ses auteurs à exercer une redoutable violence historique en s'acharnant à enfoncer dans un moule tribal archaïque, une population forgée pendant des siècles par les traditions de forum et de participation publiques dans les villages et les douars (groupes de villages).
Par ailleurs, la pratique de cette organisation durant ce Printemps noir qui n'en finit pas, prouve qu'elle constitue, - en l'absence quasi totale de ce qui est appelé Etat et que s'installe un chaos organisé et rusé - l'instrument principal pour réaliser les objectifs du pouvoir en Kabylie.
A savoir:
- Régionaliser, ghettoïser et pervertir la problématique en jouant sur un irrédentisme régionaliste, autonomiste voire séparatiste.
- Diviser pour régner, en s'acharnant à isoler et diaboliser la Kabylie aux yeux du peuple algérien, qui s'était fortement solidarisé par des manifestations à travers le pays lors des tueries du printemps dernier.
- Inciter à l'émeute, entretenir un climat de violence, menaces de provocations et d'intimidations, pour mettre politiquement hors-jeu les forces démocratiques autonomes et pacifiques. Et, partant, pour que les Arouch parviennent à exercer une hégémonie autoritaire tout en monopolisant la représentation politique au profit de leurs commanditaires.
- Faire de la Kabylie un abcès de fixation obsessionnel, afin de pervertir et d'évacuer les enjeux politiques nationaux majeurs liés au retour de la paix, à l'exercice véritable de la citoyenneté et à l'éradication des fléaux sociaux [...]».
in Algeria-watch.

Ârch, la tribu; Ârouch, les tribus

Hocine Aït-Ahmed, Note politique du 26 mars 2002

Il faut s'interroger sur ces mots, ensuite sur les faits qu'ils recouvrent et enfin tenter de reconstruire le sens de la vision qui explique leur intrusion soudaine ainsi que la poursuite de leur instrumentalisation stratégique.

Arouch est le pluriel de Arch. L'utilisation faite indistinctement de l'un pour l'autre, tout particulièrement en Kabylie où il fit une apparition spectaculaire lors du Printemps Noir 2001 illustre le dépérissement total, de la mémoire collective sinon du mot lui-même, du moins de tout mythe prétendument fondateur ou prestigieux. (Voir la brève note historique accompagnant ce texte)

VERITE D'ADEQUATION

C'est par l'établissement des faits - indépendamment des stratégies ou des buts recherchés, que passe la frontière entre la vérité et l'affabulation. L'embrasement généralisé de la Kabylie dont le monde fut témoin, à partir de fin avril 2001 ne fut pas un phénomène de génération spontané suscité par je ne sais quel appel ou rappel d'une mythologie tribale légendaire .

L'assassinat d'un adolescent, dans l'enceinte même d'une gendarmerie, le 18 avril 2001, fut le déclic d'une onde de choc qui déclencha des manifestations pacifiques de protestation et de solidarité à travers toute la région. Telle est la vérité d'adéquation; C'est évidemment cette jeunesse, l'écrasante majorité de la population, qui, flairant le complot, mit en branle organisa et réussit, pendant une dizaine de jours à maîtriser la formidable insurrection morale de la rue. Il est vrai que ces jeunes avaient déjà acquis des réflexes de mobilisation rapides à force de désamorcer les grosses manipulations du pouvoir. Grâce à eux, notamment, les 2 coups de force pervers : le faux vrai ou le vrai-faux enlèvement du chanteur Lounès Matoub, puis son assassinat, avaient été mis en échec; le but obsessionnel des deux opérations était manifestement de faire basculer la Kabylie dans la stratégie éradicatrice et militariste des généraux. Le quadrillage de la Kabylie par les sections du Front des Forces Socialistes (FFS) et par ses municipalités largement majoritaires dans les wilayas de la région, avait bien sûr contribué à noyer et neutraliser par des marches imposantes et pacifiques, les groupuscules subversifs et activistes dont le rôle était d'inciter à la violence et à l'émeute.

VERITE : BAS LES MASQUES ! TENTER DE DEVOILER LA NOUVELLE STRATEGIE GLOBALE DU POUVOIR EN KABYLIE

Le sort du Printemps noir 2001 ne sera pas du tout le même que les deux cabales criminelles qui l'avaient précédé. Bien que l'objectif stratégique fut le même à savoir : noyer la Kabylie dans le sang pour mettre fin à son rôle politique moteur. Apparemment les stratèges en chambre ont tiré les leçons des deux opérations avortées - même si le meurtre de Matoub, avait, hélas, réussi. Enfermés dans leurs recours traditionnels au gangstérisme en vue de régler les problèmes politiques, ont-ils compris que leur absence de tactique a torpillé leur stratégie ?

Force est de constater d'abord que le Printemps noir n'est pas une opération ponctuelle ; il continue à s'installer dans la durée ; dans moins d'un mois, il aura imposé à la population au quotidien une année d'intimidations, d'humiliations et de provocations intolérables. Sans remonter loin dans le passé, les expériences récentes ont démontré que l'instant nécessaire pour appuyer sur la gâchette ne peut suffire à comploter la déstabilisation d'une société politiquement aguerrie. Même avec le soutien d'une armature d'agitateurs, de pyromanes bien rodés et de faux démocrates à l'affût.

Mais quel sens construire à partir du TEMPS ainsi érigé en élément tactique décisif, sinon qu'il s'agit cette fois d'une opération de grande envergure ? On ne lésine pas sur les moyens et les batteries de "L'Etat" mais encore faut-il prendre le temps pour les rassembler, les affûter puis les combiner .

L'impitoyable chasse à l'homme déclenchée, sans motif apparent, par les forces de la gendarmerie à partir du 28 avril 2001, ne contredit pas pour autant l'existence d'un plan stratégique global. Bien au contraire, et sans en révéler les tenants et aboutissants, elle a malgré tout trahi ses objectifs politiques, psychologiques et diplomatiques immédiats. La conduite même de cette répression sauvage était une traduction opérationnelle d'une volonté politique sans équivoque. Elle a été cyniquement revendiquée. Sortant ainsi de leur art confirmé du déguisement, les autorités n'en ont ni accusé les " Islamistes " ni incriminé des " bavures " selon leurs vieux clichés. En tout cas, pour ce qui est des bavures, ce serait un modèle du genre, vu la simultanéité des dizaines d'assassinats perpétrés à balles réelles, le même jour, samedi 28 avril, presque dans le même quart d'heure et ce, dans des agglomérations et villages éloignés les uns des autres. Que des gendarmes aient poursuivis des blessés pour les achever à coup de bottes selon les témoignages de journalistes pourtant proches du pouvoir - ne laisse aucune marge au hasard -: Les unités de la gendarmerie avaient bel et bien reçu, d'Alger, l'ordre de réprimer sans états d'âme les populations désarmées, fussent-ils manifestants ou non.

Un double message se dégage de l'ampleur et de la brutalité de ce coup de force : d'une part frapper de terreur la population et surtout la jeunesse de la région. A l'exemple du carnage des jeunes algérois abattus à la mitrailleuse lourde en octobre 1988. Et d'autre part frapper de stupeur la communauté internationale afin d'éviter des réactions hostiles à la dictature et, du coup, pour décourager un mouvement de solidarité internationale avec l'opposition démocratique

C'est dire que la planification globale des facteurs diplomatico - psychologiques avait pour priorité d'aggraver l'isolement international et le désespoir des populations dans le but de les réduire à la merci du régime.

En bref, cette opération de grande envergure avait pour souci fondamental de combiner tous les moyens pour désorganiser, démoraliser et normaliser la Kabylie. Cependant, instruits de leur méconnaissance totale des réalités du terrain et non encore remis des échecs de leurs tentatives de déstabilisation précédentes, les généraux ont fini par comprendre que la destruction des forces stratégiques de la région constitue le préalable incontournable à la réalisation de leur dessein totalitaire .

Curieusement le mouvement Arch- Arouch le monstre du Loch Ness - surgit au lendemain des manifestations impressionnantes organisées par le FFS à Alger le 3 et 31 mai 2001, et au moment où la dissidence nationale citoyenne et pacifique (note) amorcée en Kabylie s'était progressivement élargie à d'autres régions du pays. Ces sursauts de détermination populaire venaient de contredire les analyses classiques superficielles fondées sur la passivité des Algériens et sur la fiction bi-polaire pouvoir/intégriste. Ils ont rétabli aux yeux de l'opinion internationale la véritable équation politique qui oppose la société algérienne au système mafieux qui s'est imposé depuis prés de 4 décennies.

Pire pour le sort de la junte : la société apparaissait grosse d'une protesta à l'échelle nationale.

Que l'émergence spontanée de cette organisation ârch-ârouch, soit venue se greffer sur un profond mouvement de dissidence citoyenne pacifique et national, pour le coiffer, le prendre en main et le pervertir n'était pas une simple coïncidence. Il s'agit de la plus monstrueuse machination politico - psychologique qu'ait connu cette région. Sans ancrage historique ni

implantation sociale, elle ne fait qu'instrumentaliser la colère d'une formidable jeunesse otage d'une répression féroce et d'une impasse national sans issue. Elle pousse l'escroquerie jusqu'à revendiquer la formulation " dissidence citoyenne " - un mot d'ordre largement popularisé par le FFS - pour la dépouiller de sa signification et de sa portée nationale. Une technique totalitaire bien rompue dans l'art de semer la confusion en galvaudant et dénaturant le vocabulaire démocratique.

FAIRE VIRER LE SENS DES MOTS EN ABSENCE DE SENS.

Par contre elle bénéficie de nombreux atouts : Une sur-médiatisation quotidienne par la presse dite indépendante. Des troupes politiques importantes intégrant les divers appareils militaro - sécuritaires déguisés en civil (gendarmes, milices). La DRS offrant un quadrillage professionnel renforcé de ses structures locales et willayales. Des centaines de miliciens au service de deux seigneurs de la guerre. Les associations ACT et ACB (Associations citoyennes de Tizi-Ouzou et de Bejaïa), qui ,certes gardent une nuisance corruptrice parce que subventionnées sans limites par le pouvoir, mais qui restent politiquement marginalisées dans la société; car leur chef, Aïssat Rachid notoirement connu comme colonel de la DRS a été promu depuis 3 ans " conseiller aux Affaires kabyles " auprès de Bouteflika. Il faut ajouter à cette constellation, un agrégat de groupes gauchistes ainsi qu'un résidu de noyaux durs du RCD - non remis de leur discrédit politique - qui, en sous-main, redoublent de zèle au sein des âarouchs chargés de l'agitation violente et des actes de sédition .

En tout état de cause, l'effet d'annonce spectaculaire que fut la manifestation gigantesque organisée, par les Arouch à Alger le 14 juin 2001, fut leur consécration la plus frappante. L'estimation donnée de cette ruée sur la capitale avoisinait 1 million de manifestants pouvait difficilement être contestée, malgré les légendaires sur - ou sous - évaluations "algériennes". Il est vrai que l'événement surgit dans un climat de répression et de terreur à son paroxysme, et, au surplus sur un terrain politique totalement bloqué par l'impuissance et le désespoir. Le discours non-violent et pacifique du FFS ne pouvait être qu'en porte-à-faux avec le ras-le-bol général. D'autant que la stratégie d'une omerta totale imposée par le pouvoir réel, depuis près de 3 mois, ne permettait aucune lueur d'espoir. Qui plus est: la société n'avait aucun recours puisque les 3 instances destinées à jouer le rôle de recours et de façade démocratiques : le" chef de l'Etat et des forces armées ", l'Assemblée Populaire Nationale et le gouvernement, était frappées d'un mutisme absolu: pas le moindre message d'apaisement à la population et surtout pas la moindre mise en garde aux forces de sécurité. D'ailleurs les événements tragiques de Kabylie auraient été sûrement évités, si le discours que Mr. Bouteflika vient de prononcer, le 12 mars dernier, l'avait été il y a un an. C'était au moment où les unités de gendarmerie avaient précisément lancé à Bejaïa leurs vastes manœuvres de racket et d'humiliations gratuites, en prélude bien lisible, au Printemps noir. Il avait alors choisi la provocation à la prévention.

INSTRUMENT POLITIQUE POUR QUELLE STRATEGIE

Le concept des Arouch, dernière découverte des laboratoires de la police politique, illustre l'opacité et la manipulation qui fondent le fonctionnement du régime. Tout en induisant en erreur l'opinion nationale et internationale, l'intrusion des Arouch vise du même coup à fausser les analyses des responsables étrangers. Mais l'objectif central des mafieux est surtout de ne révéler ni leurs intentions ni leurs dispositifs, en sorte que les démocrates crédibles et conséquents ne puissent anticiper et rien entreprendre avec certitude.

Or, au départ déjà, la nature populiste fascisante de ce mouvement s'est trahi en jouant sur la surenchère du consensus communautaire, c'est à dire sur l'unité de la Kabylie à travers son unicité politique. Le dessein maquillé étant de détruire le dernier bastion de toutes les formes de pluralisme arrachées de haute lutte. Cette organisation présentée comme porteuse de

modernité a exclu la participation des mouvements associatifs et syndicaux, celle des femmes en particulier. Dès lors cette stratégie de l'apprenti sorcier, condamnent ses auteurs à exercer une redoutable violence historique en s'acharnant à enfoncer dans un moule tribal archaïque, une population forgée pendant des siècles par les traditions de forum et de participation publiques dans les villages et les douars (groupes de villages).

Par ailleurs, la pratique de cette organisation durant ce Printemps noir qui n'en finit pas, prouve qu'elle constitue, - en l'absence quasi totale de ce qui est appelé Etat et que s'installe un chaos organisé et rusé - l'instrument principal pour réaliser les objectifs du pouvoir en Kabylie.

A savoir:

- Régionaliser , ghettoïser et pervertir la problématique en jouant sur un irrédentisme régionaliste, autonomiste voire séparatiste.

- Diviser pour régner, en s'acharnant à isoler et diaboliser la Kabylie aux yeux du peuple algérien, qui s'était fortement solidarisé par des manifestations à travers le pays lors des tueries du printemps dernier.

- Inciter à l'émeute, entretenir un climat de violence, menaces de provocations et d'intimidations, pour mettre politiquement hors-jeu les forces démocratiques autonomes et pacifiques. Et, partant, pour que les Arouch parviennent à exercer une hégémonie autoritaire tout en monopolisant la représentation politique au profit de leurs commanditaires.

- Faire de la Kabylie un abcès de fixation obsessionnel, afin de pervertir et d'évacuer les enjeux politiques nationaux majeurs liés au retour de la paix, à l'exercice véritable de la citoyenneté et à l'éradication des fléaux sociaux.

- Centrer la problématique fondamentale du pays sur la plate-forme d'El-Kseur qui revendique notamment le départ de la gendarmerie et la reconnaissance de Tamazight comme "langue nationale". C'est une façon d'enterrer les propositions de sortie de crise contenues dans le mémorandum adressé par le FFS à Bouteflika, et aux généraux Mediène et Lamari en juin dernier. En termes concrets, la manœuvre consiste à substituer la demande du rappel de la gendarmerie de Kabylie - simple mesure de sécurité -, aux revendications FFS de nature fondamentale portant sur la levée du dispositif d'exception lié à l'état d'urgence, et sur le retrait de l'armée du champ politique. En effet, tous les moyens sont prioritaires pour éviter d'aborder l'impératif d'une solution politique à la sale guerre qui vient de dépasser sa 10éme année de tueries et de dévastation.

- Préparer les conditions d'une "blitz-répression" généralisée pour mâter la population, une fois pour toute, et entamer un processus de réformes - coups de force pour éradiquer les forums des villages et des douars, ces derniers espaces publiques qui échappent à l'empire du pouvoir et de ses lois scélérates. Certes, Causa Nostra sacralisée par l'Unité Nationale se suffit à elle-même et pourrait donc se passer de toute justification au regard de l'opinion internationale. Mais aux actes criminels d'échelle, elle trouvera des déguisements d'échelle, comme, par hypothèse, de mettre au même niveau national les prérogatives et le fonctionnement des collectivités locales. L'heureuse standardisation patriotique oblige.

L'éventualité d'une tentative de tchétchénisation de la Kabylie est rendue plausible par l'apparition - aussi spontanée que les Arouch d'une mouvance terroriste : les (GSPC) Groupes Salafistes pour la Prédication et le Combat, proche des thèses de Ben Laden - déjà créditée, d'une redoutable nuisance à côté des nombreux G.I.A.

Après tout, Poutine, l'instructeur d'hier, n'a fait que copier sur ses anciens élèves algériens, le savoir-déclencher une guerre: il suffit de manigancer un attentat aveugle intégriste qui fauche effroyablement des centaines de victimes parmi la population civile, et le tour est joué devant l'opinion nationale. Quant aux répercussions internationales, il peut les affronter avec ou sans l'exemple de la 2e guerre d'Algérie car il n'a pas perdu la main d'une diplomatie agressive et habile, et d'un rideau de fer adéquat pour dissimuler ses crimes contre l'humanité et s'entêter à refuser toute solution politique. Le livre qui vient de paraître " Un témoin Indésirable ", sous la plume d'Andreï Babitski, est utile pour comprendre et la tragédie algérienne et les risques de tchétchenisation de la Kabylie.

Plus significative est l'organisation des Arouchs en 2 branches complémentaires: "dialoguistes" et " radicaux ". Elle illustre la mise en place d'un dispositif tactique, destiné à camoufler la grosse frappe stratégique en préparation. En réalité les faux dialogues avec le Premier ministre visent à accréditer à l'étranger l'esprit d'ouverture des autorités sur les problèmes "kabyles". De plus en reconnaissant les Arouch comme uniques interlocuteurs de la région, ils excluent les forces démocratiques représentatives. Par ailleurs la gestion des affaires kabyles par le dialogue, pourrait faire croire à la communauté internationale qu'un dégel similaire pourrait évoluer vers un véritable dialogue national en faveur de la paix. Hypothèse qui est totalement étrangère à la réflexion et aux comportements des décideurs.

Quant à la branche "radicale", signalons d'abord qu'elle vient d'ajouter le qualificatif " révolutionnaire " au sigle " Dissidence citoyenne " pour le substituer au caractère " pacifique et nationale " de l'authentique dissidence prônée par le FFS. En réalité, c'est elle qui prend en charge les tâches et les manœuvres stratégiques. Elle s'occupe des tentatives de manipulation des populations et notamment de l'encadrement des jeunes dont la tranche d'âge se situe entre 14 et 20 ans. L'état de grâce étant terminé, ses mots d'ordre de grèves ou de marches se heurtent à la prudence, à la méfiance et à la force d'inertie des montagnards. D'autant que les chefs clandestins du mouvement n'ont pas réussi à garder longtemps l'anonymat et qu'ils ont dévoilé leurs liens secrets avec les appareils d'"Etat".

La capacité de nuisance des "radicaux" ainsi d'ailleurs que des "dialoguistes" est dans leurs moyens financiers colossaux. Des centaines de permanents locaux, nommés chefs de quartiers, d'îlots et de villages, s'ajoutent au maillage étroit de la Kabylie par leurs agents. Ils déversent des sommes énormes pour entraîner des bandes de jeunes - otages de l'extrême pauvreté - à l'émeute, à la pyromanie, au brigandage et à la violence. Ils disposent de parcs de véhicules de toutes sortes, et ne se gênent pas pour réquisitionner par la contrainte, camions et surtout tracteurs pour casser à grande échelle. En outre ils entretiennent sans arrêt, des campagnes de propagande, de rumeurs, de manipulations et d'agitations psychologiques, grâce à leurs énormes moyens d'impression et de communication.

Le plus inquiétant est que les Arouch ne cachent plus leurs attaches avec les généraux. Le samedi 23 mars, sous prétexte de dialoguer, leurs chefs ont rencontré longuement deux généraux : Touati, qui avait géré l'Etat de siège en octobre 1988, aujourd'hui conseiller à la présidence et à la défense, et Saïd Bey, qui fut chef de la 1ère Région militaire de Blida lors des massacres de la Mitidja et qui est aujourd'hui à la tête de la 5ème Région de Constantine. Entre Alger et Constantine semble donc s'esquisser l'étau qui pourrait le cas échéant perpétrer un complot contre le cœur de notre pays, qui serait de loin plus dévastateur que la terreur coloniale hystérique de Mai 1945 .

Sans tomber dans les déductions hâtives ou les a-prioris idéologiques, ne peuton pas s'interroger sur les méthodes singulières dont les dirigeants du parti, des dizaines de cadres fédéraux et locaux et des centaines de militants base, ont été ciblés, arrêtés voire enlevés, puis interrogés et surtout soigneusement listés, à la suite de la manifestation interdite du 14 mars dernier ? N'y a-

t-il pas là des signes précurseurs d'une mesure préliminaire destinée, en cas d'opération policière ou meurtrière, à détruire l'encadrement démocratique expérimentée de la Kabylie (à l'exemple des démocrates Hutus, portés sur les listes noires des miliciens, et dont les dictateurs rwandais se sont débarrassés dans la foulée de leur entreprise génocidaire contre les Tutsis).

Que conclure, sinon que le devoir de responsabilités impose - sans tomber systématiquement dans le catastrophisme - d'envisager les pires scénarii. En espérant que l'annonce d'un péril plausible suscitera les sursauts internationaux capables de le désamorcer à temps. Sursauts que l'historien Toynbee a dénommé les "réflexes d'œdipe", et dont nous espérons qu'ils contribueront à mettre fin à cette sale guerre infligée à la nation algérienne et qui, depuis 10 ans est exclue du champ politique et médiatique international .

Hocine Aït-Ahmed

Hocine Aït-Ahmed
Note historique sur les " Arch-Arouch "
26 mars 2002

Le système tribal fondé sur une parenté ethnique réelle ou mythique existe toujours dans les zones rurales des pays en voie de développement.

L'effondrement, aux alentours du 15ème siècle, des trois principales dynasties maghrébines a abouti à un démembrement en de multiples royaumes. L'unification administrative réalisée sous leur bannière s'est brisée pour laisser place à l'(ré)émergence des tribus. Celles-ci, libérées de toute arbitrage imposé par une " autorité centrale " tombèrent dans des cycles de guerres inter-tribales.

La Kabylie fait exception dans son organisation de type communautaire mais dont l'unité est le village. Le Professeur Duverger donne trois exemples de cité - républiques : l'Agora hellénique, les Landsgemeinde (demi-cantons helvétiques) et la Djamaa kabyle. Le vote des lois en présence de l'ensemble des villageois, les traditions de débats publiques lié au principe de rès publica. Le conseil du village kabyle est désigné par consensus, pour une courte période (au moins une année) il est assisté de représentants des différentes parties du village au sein de Tajmaât, l'instance collégiale du village (dont certains sont plus collégiaux que les autres pour des raisons sociales ou économiques, presque partout et toujours). Le pus souvent les villages se fédèrent à d'autres villages, pour constituer des douars.

Sans vouloir idéaliser l'Agora, les landsgemeinde et les djamâa Kabyles comme des modèles de démocratie, puisque les femmes et les étrangers, notamment, étaient exclus du débat et des droits attachés à la citoyenneté antique. Ces franchises seront, du reste, finalement acquises partiellement par les femmes. Toutefois, la cité Kabyle engage son honneur à protéger la vie et les biens des étrangers ou exilés qui se mettent sous la protection de Tadjmaât.

Pendant des siècles l'Empire romain s'était vu obligé de traiter avec le "Conseil de la Confédération Quinquegentienne " englobant les 5 plus grandes vallées des 2 versants du Djurdjura. Des siècles plus tard, pour sauvegarder leurs institutions ancestrales contre les velléités centralisatrices des dynasties maghrébines, les kabyles ont pris l'initiative d'arabiser les noms de leurs instances villageoises. C'est ainsi que le Gouram (le sage) chef du village s'appelle l'Amin, l'un des surnoms du prophètes qui signifie intègre et digne de confiance. De même que le conseil du village a pris le nom de Tadjmaât (la djemâa en arabe), qui veut dire communauté. Même les autres membres de Tadjmâat, prennent l'appellation arabe de Tamen (plur. Touman), celui ou ceux qui se portent garant de la gestion de l'Amine.

Les villages et douars ont également fait échec aux tentatives du pouvoir ottoman d'Alger qui, dès le 16e siècle sur les ruines des dynasties maghrébines, s'étaient acharnés à briser ce cadre d'organisation en tentant de ressusciter le système et les conflits tribaux.

En Algérie le phénomène tribal avait été maintenu par la colonisation. Il avait d'abord été géré par " les Bureaux Arabes " mis en place pendant la longue conquête militaire pour mieux contrôler les régions amazighophones plus difficiles à soumettre. " Les Affaires indigènes" désignent à leurs têtes des caids, des aghas et Bachaghas, dénominations et fonctions calquées sur le modèle " ottoman ". Elles ont pris en compte la spécificité de la Kabylie en nommant des caids à la tête des villages regroupés en douars.
Les prédispositions du village kabyle à devenir des municipalités avaient probablement incité le ministre de l'intérieur socialiste Depreux en visite en Kabylie, en automne 1945, après les grandes répressions de Mai 1945 à ériger, à titre d'expérience, le statut de quelques villages ou douars de Kabylie en communes de " pleine exercice". Par opposition aux communes indigènes appelées pudiquement " mixtes ", dirigées par des potentats - administrateurs. A noter que les Djemâas kabyles ont presque toujours réussi à doubler les institutions administratives coloniales. C'est elles qui désignent des comités Ad Hoc appelés aussi Djamâa, pour régler des litiges intérieurs, réconcilier des villages d'un même douar. Elles parvenaient même à court-circuiter les méandres de la justice coloniale, en réglant de graves crises entre douars de différentes vallées dont les enjeux pouvaient porter sur des questions de souveraineté territoriale ou des dettes d'honneur par exemple.

Les Assemblées communales instituées après l'indépendance avaient une existence fictive et inopérante dans l'ensemble du pays. Leur fonctionnement était faussé par les truquages électoraux, par la primauté du parti unique, l'intrusion généralisée de réseaux mafieux, et la tutelle draconienne et corruptrice des préfets. Le vide politique consécutif à l'extinction des libertés d'expression et d'organisation autonomes, a certes rabattu l'opinion vers les mosquées, mais c'est le système ârouch qui, dans les Constantinois récupérera la scène politicarde, surtout électorale au bénéfice des officiers et autres dignitaires de la Nomenclatura. En Oranie et dans le Sud algérien cette prééminence allait plutôt aux confréries religieuses, en bulletins de vote ou en défilés carnavalesques de soutien aux potentats du coin.

En Kabylie, ni les ârouch ni les confréries religieuses, n'avaient fait leur apparition pendant les élections municipales de 1997. Jamais élections algériennes, même à l'époque coloniale, n'avaient été si ouvertement et brutalement falsifiées, par des commandos fascistes de l'armée, de la police et des milices. Les wilayas de Kabylie ont échappé aux coups de force hystériques grâce a leur contexte sociologico - stratégique. L'habitat n'est pas atomisé comme dans la plupart des campagnes algériennes. Villages et douars formés par des traditions publiques, disons pré-civiques, jaloux de leur souveraineté, et averties contre les techniques de la fraude ont su imposer leur contrôle.
Une grosse épreuve de falsification de la part du pouvoir aurait provoqué des torrents de révolte que le FFS aurait eu du mal à calmer.

Bien sûr, la fraude n'a pas manqué au niveau des listes électorales revues et corrigées par les agents de la DRS nommés à la tête des mairies. Le FFS à remporté 75 pour cent de l'ensemble des APC et des APW (Conseils de Wilayas). A Tizi-Ouzou, sur les 67 APC, le FFS en a remporté 48 plus l'APW. A Bejaia, il dirige 36 APC sur 52 et il gère l'APW de Bejaïa. La gestion transparente de ces municipalités en présence des citoyens et citoyennes a permis un dialogue permanent avec eux. Ces derniers savent le refus des autorités de financer les projets économiques et culturels des APC / FFS. Quoiqu'il en soit, les délibérations des ces communes se font en présence de la population; la distribution des logements sociaux se fait sous leur contrôle, recourant notamment au tirage au sort, mais toujours au profit exclusif des familles en

détresse. Cette expérience de gestion détonne, évidemment, avec les pratiques mafieuses qui, ailleurs, constituent la règle et provoquent chaque jour des émeutes. Dans d'autres régions du pays.

Le pouvoir local FFS gène, par son caractère exemplaire; cependant, il ne deviendra un " casus Belli ", que lorsque le Livre Noir confectionné par nos différents élus locaux et wilayaux publia les noms d'officiers et autres comparses civils, qui avaient fait main basse sur les biens communaux tout en s'adonnant aux spéculations foncières. C'est alors que commença en Kabylie la gestation du futur phénomène ârouch : déjà, le serpent était dans l'œuf : les agents de la police politique, les mafieux nommément désignés par le Livre Noir, les chefs des milices, les officiers de gendarmerie privés de leurs bons d'essence gratuits et autres plus grosses faveurs offerts par les APC de papa, se mirent, alors à multiplier rencontres clandestines harcèlement des commerçants et provocations des citoyens.

Hocine Aït-Ahmed

Document N° 197

Contribution de Aomer Oulamara et Hend Sadi, universitaires et militants politiques *Débat sur le site du* Matin (copié le 7 octobre 2002) et celle de Un ex militant du FFS, Adjissa Hakim animateur du mouvement citoyen d'Iberbachen

: « *Vu la tournure que prennent les évènements en Kabylie, comment ne pas songer aux débuts de la guerre d'indépendance qui virent un leader charismatique, zaïm entre tous, finir par lancer son mouvement, le MNA, dans une guerre fratricide contre les maquis du FLN ? Messali Hadj, qui rêvait d'incarner la phase finale d'une lutte radicale contre l'occupant, a fini par devenir objectivement l'auxiliaire des forces coloniales. Le zaïm ne supportait pas d'être débordé par de jeunes militants sans aucune aura.... Thèse qu'il a résumée, dans la version populaire donnée à la télévision Al Jazira, d'un mot définitif emprunté à sa période égyptienne : « Moukhabarat ». Soyons sérieux, on peut ne pas aimer tel ou tel délégué, juger imméritée l'ascension fulgurante de celui-ci, critiquer le rôle de ce parti-là, il reste ce mouvement dans sa globalité, avec son énergie et les coups de boutoir qu'il a portés à un régime réputé inébranlable, ses avancées historiques et ses morts. Etait-il nécessaire de joindre aux insultes de Zerhouni, qui avait traité Massinissa de voyou, celles du zaïm qui rabaissent ce formidable élan populaire au rang d'une manipulation de la sécurité militaire ? Messali a fini sa vie à Chantilly, Aït Ahmed a opté pour Lausanne. Messali a fait le pèlerinage de La Mecque et Aït Ahmed celui de Sant'Egidio. Instant mémorable : celui où l'homme couvert de la chéchia de Djaballah pose devant les caméras. Messali s'identifia à l'Etoile nord-africaine initiée par d'autres militants à qui il finira par s'opposer. Aït Ahmed a accaparé le FFS lancé également par d'autres, dont Krim Belkacem chargé de représenter l'organisation à l'extérieur. Il exclura ce dernier, en juin 1964, estimant la direction « au complet à l'intérieur du pays ». Cette primauté de l'intérieur, toute nouvelle chez lui (en 1954, il était déjà au Caire), sera éphémère.* ... »Aomer Oulamara et Hend Sadi, universitaires et militants politiques *Débat sur le site du* Matin (copié le 7 octobre 2002)

Un ex militant du FFS, Adjissa Hakim animateur du mouvement citoyen d'Iberbachen dans un texte pointe du doigt « *Le discrédit qui frappe le FFS est sans pareil dans l'histoire...* **Pourquoi Aït Ahmed ne veut-il pas des arouch ?** Il considère que le mouvement citoyen est un concurrent qui va supplanter le FFS. Aujourd'hui encore, au lieu de faire en sorte que le mouvement citoyen devienne une véritable dynamique populaire pour l'émancipation de la société et pour le combat démocratique, Aït Ahmed passe son temps à saper tout effort qui va dans ce sens. C'est comme si c'était sa chose. Il ne la voit pas du bon œil. Il refuse de voir la jeunesse acquise à la modernité se prendre en charge de façon autonome.

Document N° 198

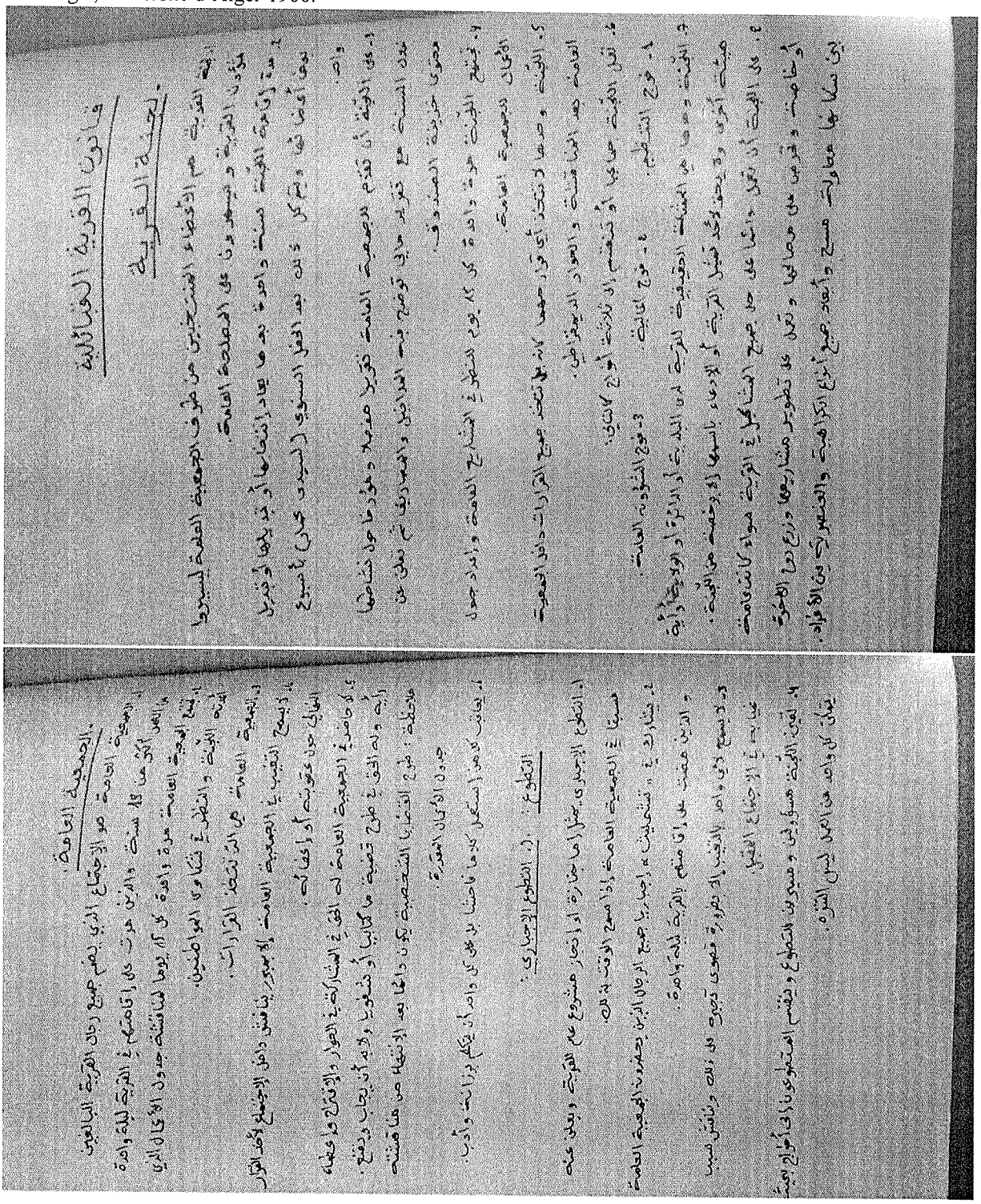
Appel des universitaires de Mouloud Mammeri le 9 octobre 2002 à la veille des élections locales

«Nous soussignés enseignants de l'université Mouloud-Mammeri de Tizi-Ouzou, après avoir constaté le danger de plus en plus grand qui guette notre nation à travers les développements tragiques que connaît le pays et particulièrement la Kabylie, le risque d'affrontement entre populations sur la question des élections, décidons d'interpeller les citoyennes et les citoyens algériens et leur dire : notre pays est à la croisée des chemins. Chaque jour qui passe nous assistons à de graves dérives qui s'installent durablement et qui alimentent un état de décomposition avancé, dont l'origine est l'application de la politique qui nie les aspirations du peuple algérien dans toutes ses composantes et remet en cause ses droits et foule aux pieds les acquis de notre révolution. Nous lançons un cri d'alarme à tous les citoyens attachés à l'unité de la nation, à la sauvegarde de ce qui constitue les bases de la fondation de notre République une et indivisible pour utiliser le moment particulier de ces élections pour débattre fraternellement en vue de trouver les voies et moyens aptes à nous conduire vers la réalisation de l'unité, condition sine qua non pour arracher les revendications urgentes et légitimes de la majorité des Algériennes et des Algériens. Il apparaît clairement aujourd'hui que ceux qui utilisent la détresse légitime de la jeunesse, le ras-le-bol général de la population que les gouvernements successifs ont poussé à bout, ont pour objectif le démembrement de la République algérienne. La démocratie exige que chacun ait le droit d'exprimer son point de vue en toute liberté sur toutes les questions ; mais en dernière analyse, c'est au peuple et au peuple seul de décider de son destin. Nul n'a le droit de se prévaloir d'une quelconque autorité, de se présenter en sauveur suprême et s'imposer en tuteur sur le peuple car cela ne favorisera que l'installation du chaos et de la dislocation. Il n'y a pas d'autres voies possibles de sortir de cette spirale infernale de violence qui mine notre pays et menace la cohésion nationale que le retour à la paix, au libre débat, le respect des libertés démocratiques et des droits de l'Homme, le respect du multipartisme, du droit à l'organisation de réunions et de manifestations, ce qui exige la levée de l'état d'urgence. En conséquence, nous sommes convaincus qu'il ne saurait y avoir d'avenir en Kabylie en dehors d'une République algérienne une et indivisible. Nous décidons d'alerter l'ensemble de la communauté universitaire nationale, sur l'importance que revêt aujourd'hui la sauvegarde du cadre national base de la fondation de notre République et de la nation algérienne. - Non à la confrontation physique par population interposée - Pour une République algérienne, une et indivisible »

Dahmani Mohammed, professeur - Yefsah Saïd, professeur - Kadri A/Aziz, maître de conférences (MC), - Morsli Mohammed, MC - Salhi Brahim, MACC - Khemliche Salem, MACC - Ourabah Kamel, MACC - Kadi Hamid, MC - Rezaoui Mohammed, etc. Voir Le Matin du 9 octobre 2002.

199

11-Réglements et lois du village d'Ait Arbi élaboré en Aout 1980 publié dans mon mémoire de licence de sociologie, université d'Alger 1988.



المطلوبات.

٢ تسبب نقود الفلز بعد نهايت مدين في سوق أو أي المستحيل.

ملاحظات: هذا الكلام قابل للتغيير إذا انتهت الدورة وتكرر

ليكون وقوع الجمعية العامة بيد الأغلبية المرتبطة.

العقوبات و مقاعد بديلة.

١. التغيب في الجمعية العامة دون سبب. ٥٠ د.ك. ج

٤. الذي يخاصم الهيئة أو أحد أعضائها بسبب المقام. ٥٠٠ ج

٣. التغيب عن التطهير. ١٥٠ ج

٢. بيع أو أرض ضيقة أي دون استشارة الإدارة أو الكريم. ٨٥٠٠ ج

٥. شرب الخمر وإدمان السهر أو التعدي أو تجاوز الأدب بسببه. ٥٥٠ ج

٦. الإدمان بسبب القيد. ٨٥٠٠ ج

٧. أكل دقيق ويليه في تراب الكريم. ٢٥٥٥ ج

٨. سب الدين كبار. ٥٠ ج

٩. شجار النساء. ٥٠ ج

١٠. بناء مركز أو صور بجانب الطريق الغربي بدون استشارة الهيئة. ٢٥٠٠ ج

١١. التغيب عن الجنازة. ١٥٠ ج

١٢. ترك الماء عند تناسي الأغنام. ٥٠ ج

١٣. كسبا دينار الذريعة. ٢٥٠ ج

١٤. المرأة التي تتعارك مع نسخ تمرج من كل الزينة لوحدها. ٥٠ ج

١٥. الأدوية أو الجلوس في أرض القرية. ٥٠ ج

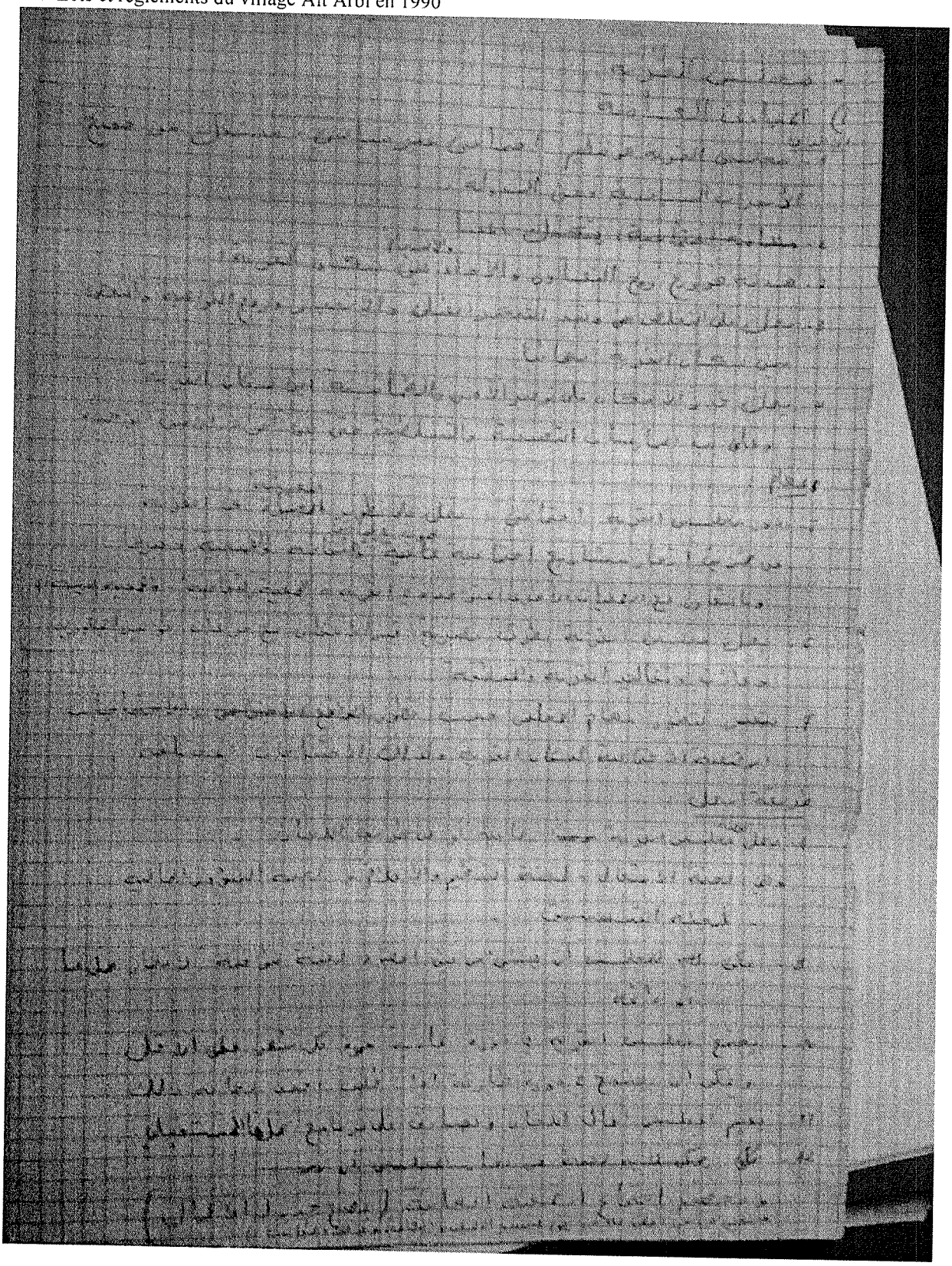
200

-Registre du rélglement intérieur du village Ait Arbi, élaboré en 1989-1990.



201

-Lois et réglements du village Ait Arbi en 1990



ت	نص المادة	مقدار العقوبة	ملاحظة
8	التغيب عن الجمعية العامة بدون سبب	د 150,00	وتعقد الجمعية العامة العادية كل أربعة أشهر
	شروط قبول التغيبات في الجمعية العامة هي:	د 200,00	
	المرض مع تقديم العذر		
	الحداد		
	عذر مبيت الدين بالقرية		
	الخجل - الكبرياء		
9	أعضاء الخدمة الوطنية وأعضاء البعثة بصفة		على صاحب العذر أن يقدم قائمة التعيينات
10	غير خاضعين لهذا التأثير		
11	الجلوس خارج مقر الاجتماع يعتبر غيابا	د 150,00	
	يعتبر معتبا بالجمعية العامة كل من		
12	استدعي للمجلس الاستئنافي للتجنيد		
	حالات المناداة بمنع كل واحد أن يشهد	د 150,00	
13	على الآخر بحضور أو غيابه		
14	مخالفة المتحدث في الجمعية العامة	د 150,00	

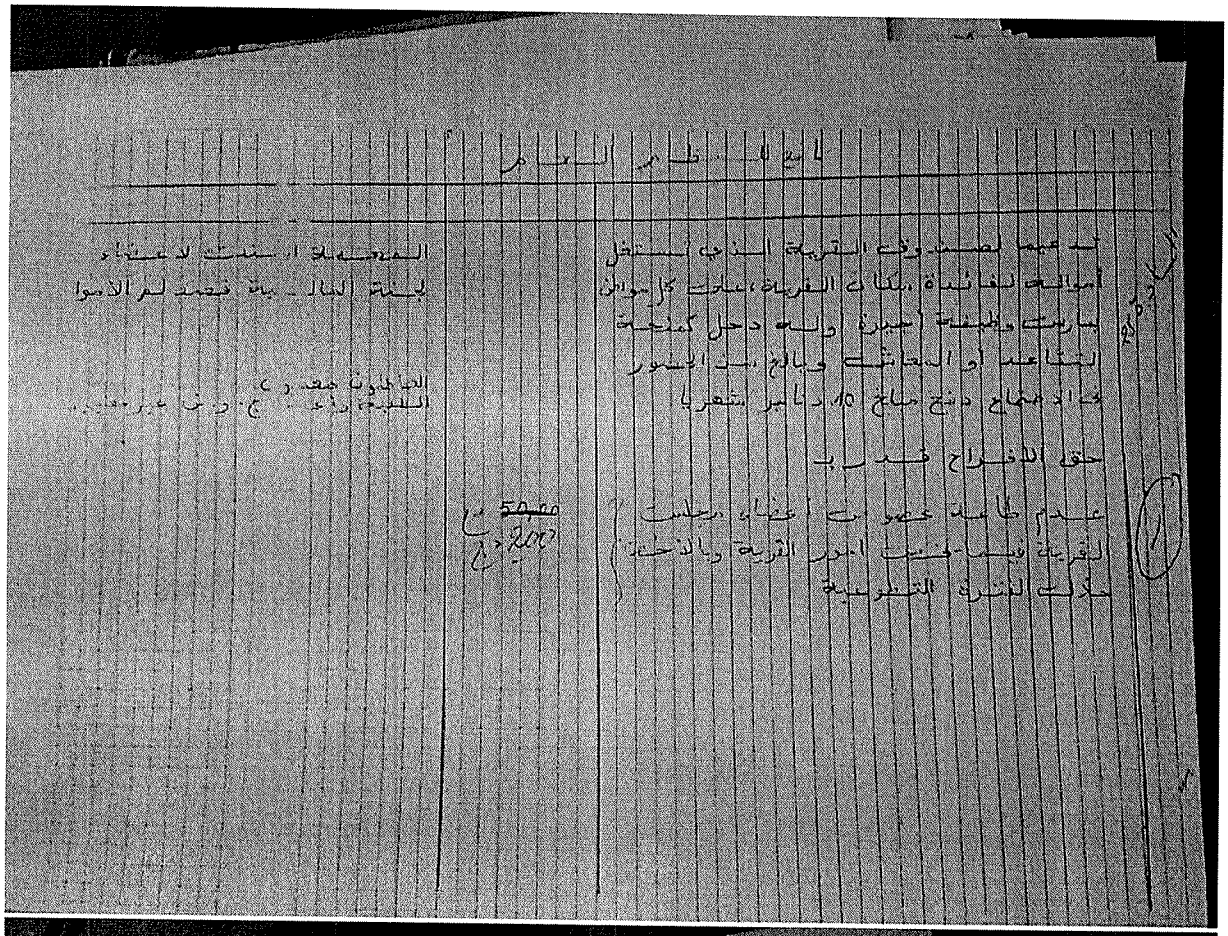
ت	نص المادة	مقدار العقوبة	ملاحظة
9	مغادرة مقر الاجتماع قبل رفع الجلسة بدون الاستئذان	د 150,00	
	الكلام بدون إذن رئيس الجلسة	د 100,00	
10	مساندة أحد الأطراف	د 100,00	

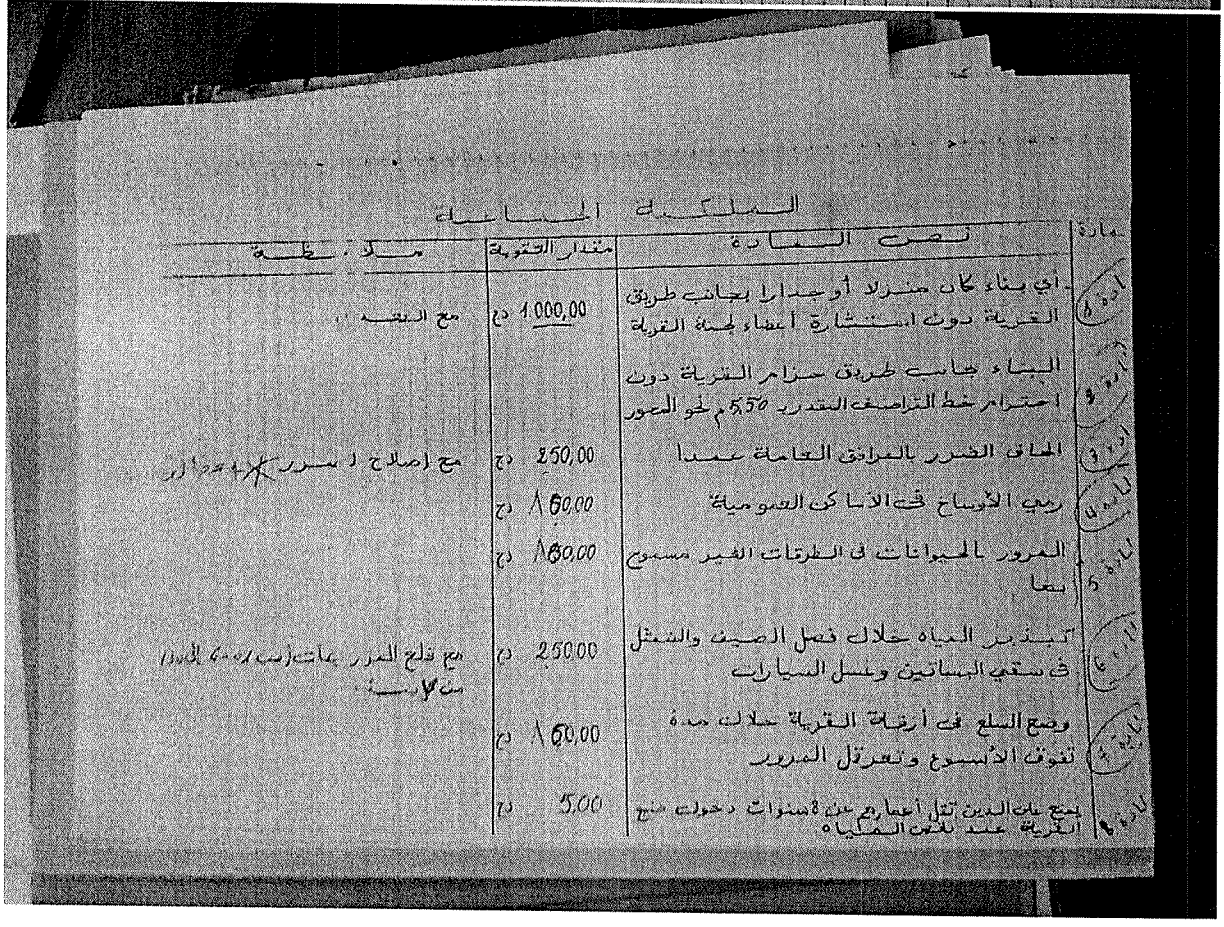
السادس الدار

المادة	نص المادة		مقدار العقوبة	ملاحظة
المادة ٩	اغتصاب أي مختل عقليا	١	160,00 دج	
المادة ٩		٢	10,00 دج	
المادة ٩	تشاجر الذكور	٣	300,00 دج	
		٤	50,00 دج	
		٥	30,00 دج	
المادة ٩	تشاجر النساء		100,00 دج	
المادة ٩	تدخل النساء عند تشاجر الاطفال		50,00 دج	
المادة ١٠	إفشاء أسرار الغربة		1000,00 دج	
المادة ١٠	سب نظام الغربة		200,00 دج	
المادة ١٠	اشتكاء اجنبي أحد سبب له ضررا		100,00 دج	للكبار
			50,00 دج	للصغار
المادة ١٠	اللعب والسهر في بيوت المخالين قصد الضرر براحتهم		50,00 دج	

[illegible]

المادة	نص المادة		مقدار العقوبة	ملاحظة
المادة ١١	حمل سلاح الصيد [illegible]		300,00 دج	
المادة ١١	الرشق بالحجارة [illegible]		150,00 دج	
			15,00 دج	
المادة ١١	اللعب في الأماكن العمومية [illegible]		30,00 دج	للكبار
			5,00 دج	للصغار
المادة ١١	لعب الورق والسهر خلال شهر رمضان		2000,00 دج	
	سواء في الغربة او في حولنا		500,00 دج	للكبار
	الصيد في فترات الصيد الممنوعة		30,00 دج	
			15,00 دج	
المادة ١٢	سرق الممتلكات العمومية او الخاصة		400,00 دج	
			50,00 دج	
المادة ١٢	أكل ذبيحة ملاذية في تراب الغربة		100,00 دج	
المادة ١٢	سب الدين		5,00 دج	للكبار
			2,00 دج	للصغار





عبارة	نص المخالفة	مقدار العقوبة	ملاحظة

المادة	نص المخالفة	مقدار الغرامة	ملاحظات
١٠	لا يسمح للأجانب غير مسجلين بدخول المدن إلا باستصدار تصاريح خاصة من السلطات المحلية		
١١	يسمح بصيد الأسماك بالشباك والحراب والرماح في الأماكن المخصصة لذلك فقط		

المادة	نص المخالفة	مقدار الغرامة	ملاحظات
١٠	بيع أي حقل مهما كانت مساحته دون استشارة الأمارب وأعضاء لجنة القرية	٥,٠٠٠,٠٠ ج	
١١	إلحاق الضرر بالشجرة والمزروعات من أي شخص أو بالمواشي (المعارين لهم)	١٠٠,٠٠ ج ٢٥٠,٠٠ ج	
١٢	قطع الحطب في حقول جيران القرية إذا امتلكه صاحب الحقل	١٠٠,٠٠ ج	
١٣	رعي الأرباح في حقول الغير	٥٠,٠٠ ج	
١٤	الصيد في حقول القرية أثناء خروج السكان إلى العمل	١٠٠,٠٠ ج	
١٥	عدم إصلاح قنوات مرور المياه الفترة المحددة إلى الأرتة العمومية في مدة أقصاها أسبوع	٥٠٠,٠٠ ج	
١٦	إذا تشكل أي عائلة من عائلات القرية لا يحق لها بناء حجرات لجنة القرية إذا لم يستشر فيه هذا الأخير حسب السيدايا		

المشروع

المادة	نص المادة	مقدار العقوبة	ملاحظة
	ان التطوع إجباري على كل مواطن يتراوح عمره مابين 19 سنة و65 سنة	150,00 د (200,00)	تنظم المحلات التطوعية على الدور الشرقي للمدينة، مع تدارج والمسنة، ويصير التجنيد أو حسب الميل مع أشهر.
	تحدد مدة المحلات التطوعية بـ 60 ساعات	40,000	
	في حالة استحالة حضور المواطن السجل في المحلة التطوعية، على هذا الأخير أن يعين مسبقا مستخلفا له، والا فهو مطالب بالعقوبة		لا يقبل المستخلف، الذي أقل سنه من 60
	الجزاءة: الحضور إجباري لجميع السكان		

المشروع الثاني

المادة	
	الرسمي (مشروع) أجبر على سجل الدورة الثانية سنة 19 الدار الدار الدار

202

-Lois et réglements du village d'Ait Arbi de 2006

القوانين المتعلقة بالمخالفات

نقيب بدون أجرة و أعضاء إثنان بـ ؟

(*) الجمعية العامة:

(1) - التغيب عن الجمعية العامة دون مبرر مقبول ; 200 دج

(*) - يعتبر كل رجل تجاوز سنة 18 سنة عضوا رسميا في الجمعية العامة.

- الجمعية العامة العادية

الجمعية العامة الاستثنائية ;

- تسيير التغيب عن الجمعية العامة شخصي

- مقاطعة المتكلم بدون أدب ; 150 دج

- مغادرة مكان الاجتماع بدون رخيص 150 دج

(*) إفشاء أسرار القرية :

* سب رجال القرية أو عدم احترام عضو من الجمعية 5000 دج

* اللعب في أرقة القرية للأطفال أقل من 10 سنوات 2000 دج

* الترش 10 سنوات 50 دج

* سرقة الممتلكات العامة و الخاصة و إتلافها ; التعويض + 100 دج

- بعض الكلام الجارح تجاه السكان 1500 دج

- غسل السيارات في منبع القرية 500 دج

- غسل الثياب في منبع القرية 500 دج

- إيصال الماء بمساعي منبع الرقبة إلى المنازل بدون ترخيص 1000 دج

- منع الماء على عامة الطريق من القرية. الحنفية الخصوصية لسكان القرية

- إتلاف المنبع و رمي الأوساخ حوله المباشر و الحمالي 5000 دج

غير المحترمة لسنة لك

- سيح و مجاري دون استشارة الأقارب في الربيع 1000 دج

- استعمال مياه القرية من طرف الأجانب بالأراضي خارج حدود

دون ترخيص مع توقيع غرامة تقديرها 5000 دج

- عدم إصلاح سوات قرب المياه المشتركة إلى القرية خلال 48 ساعة 500 دج

- التطوع إجباري لكل البالغين من 18 سنة إلى 60 سنة

عدا حالة المرض المثبت بشهادة طبية و يقبل الاستثناء

الحساب : 4500 دج

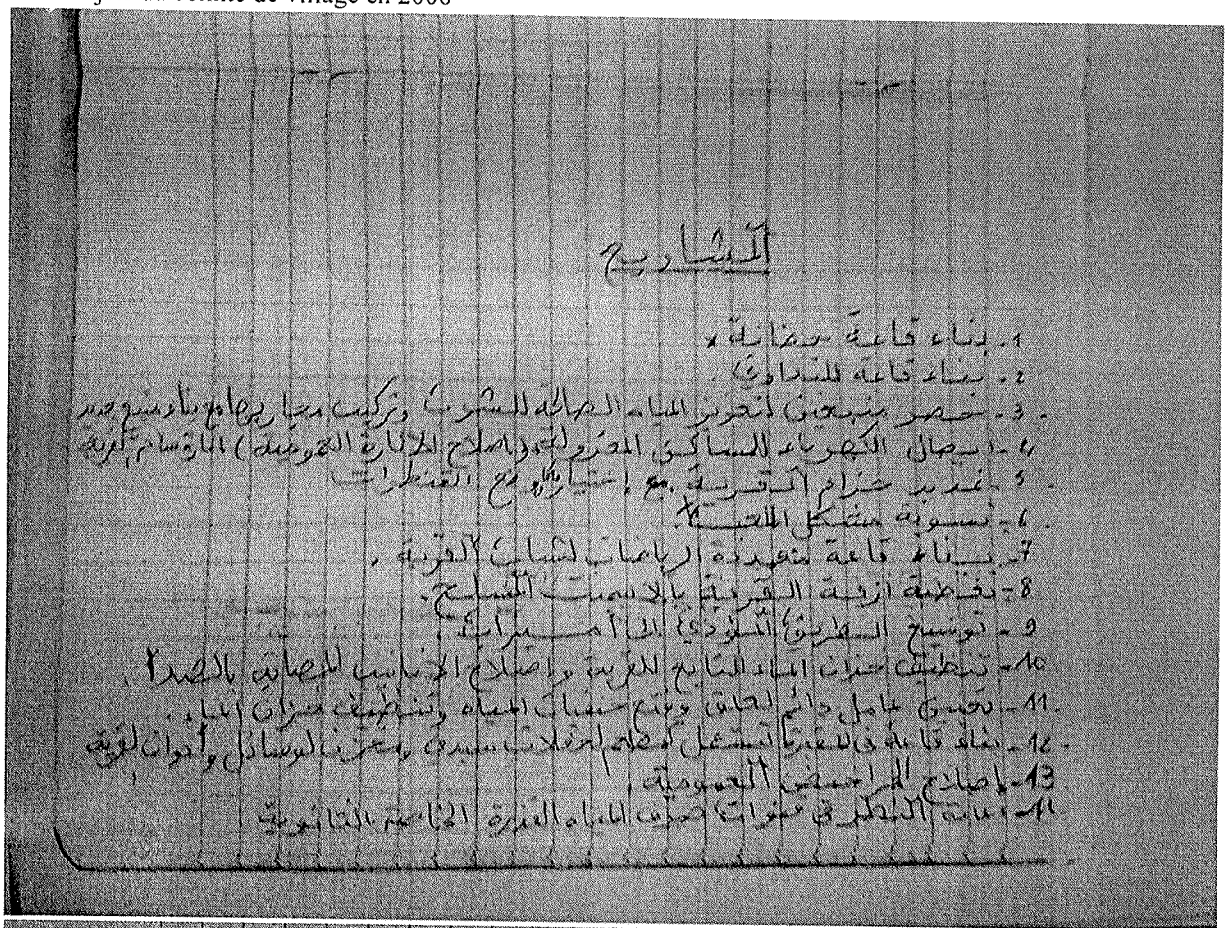
تحدث سنة اعلانات إشهارية مع وسائط ولا يقبل الإستحالات

الحياب 1,4000

الرسم شخص بالبلح والتغيب بحانب بمراقبة قدرها 1400 د
* حلاقة الشعر لا يعطيان تراخيص 10 أيام على الأقل
من يفسخ الشعر بمراقبة قدرها 2000 د
* الاشخاص غير البالغين في الحفلة العامة ولو رفقة
أوليائهم 100 د
* صور الاشخاص غير البالغين في الطرق والحيازة 100 د
* منع التدخين أثناء الحفلات العامة 100 د
* منع ترك أشياء البناء في الممرات والساحة العمومية
معينة الترخيص 24 سا 200 د
* الشجار بين الرجال داخل الحديقة 1000 د
* سن [illegible] 500 د
* الحضور في الحفلات للسكان الذين أجازوا دخلوا بإذن
* عرض البلح وبيعها داخل الحديقة من قبل الأحياء يكون تحت مراقبة قدرها 100 د
ويكون ممنوعا إجلاما مع من يحضر الحديقة وحكامها.
((يمنع عرض البلح في الحديقة من قبل الأحياء))

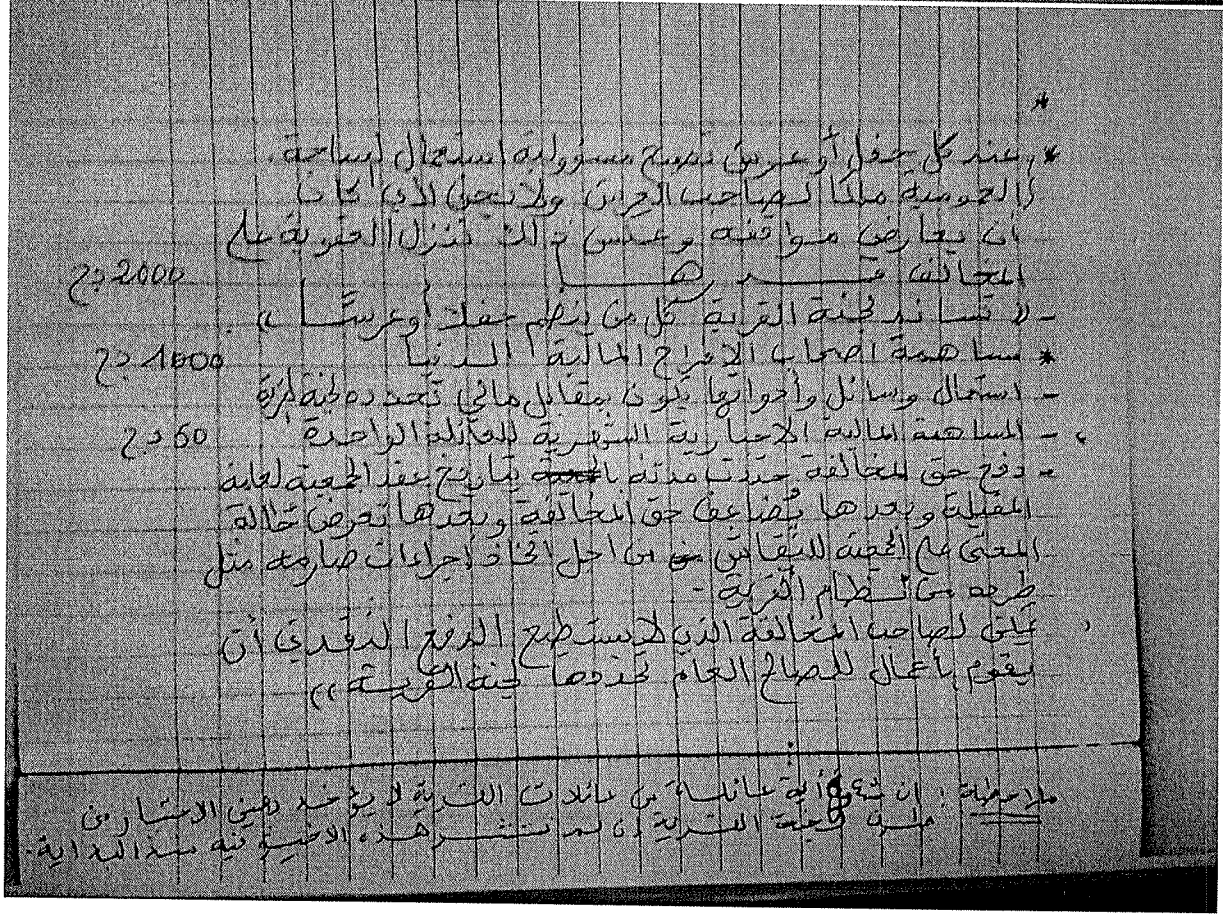
203

·Projets du comité de village en 2006



المشاريع

1. بناء قاعة رياضية.
2. بناء قاعة للنساء.
3. حفر بئرين لتجرير المياه الصالحة للشرب وتركيب محاريك ماء بالمسجد
4. ايصال الكهرباء للمساكن المدرة (اصلاح الانارة العمومية) بالرشاش الكهربي
5. تعبيد شارع القرية مع اعتماد رصيف للمشاة
6. تسوية ملعب الحي
7. بناء قاعة متعددة الرياضات لشباب القرية.
8. تنظيم ازبة القرية بالاسمنت المسلح.
9. توسيع المقبرة القديمة (الاسلامية)
10. تبليط ممرات الماء الصالح للشرب واصلاح الحنايا المتهالكة بالحصا
11. تحديق عامل دائم (حارس) وتنظيف حنايات المياه وتنظيف ممرات الماء
12. بناء قاعة للنساء للتعلم والتسلية وتعليم الخياطة بمعية بعض الوسائل وأدوات الزينة
13. اصلاح الطريق العمومية
14. بناء المدرسة في سنوات أخرى (حوض الماء العذب الثانية الثانوية)

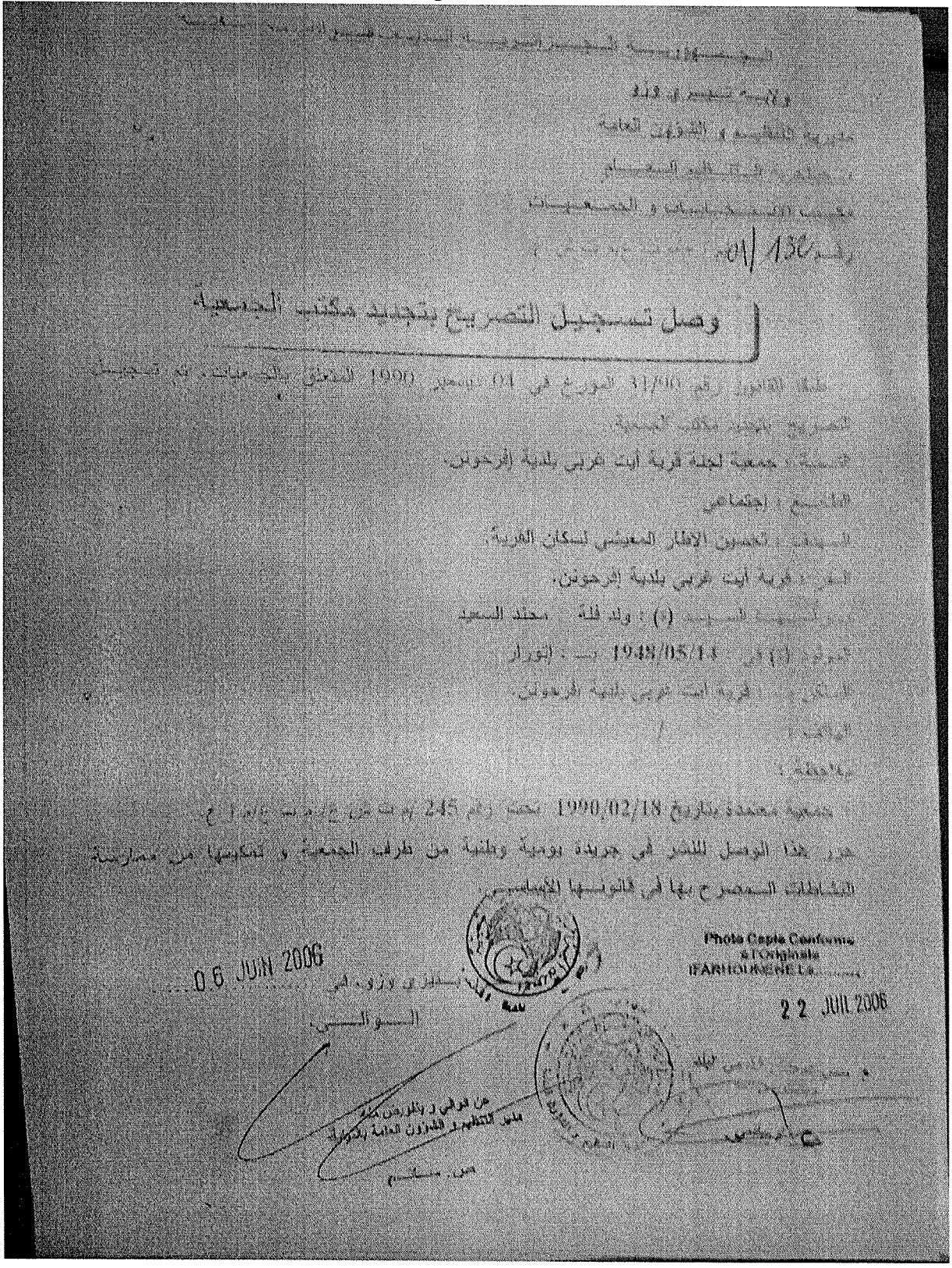


* عند كل حفل أو عرس تصبح مسؤولية استعمال الساحة المجاورة ملكا لصاحب العرس، وليس لأي كان أن يعارض مواقفه وحسن سير الأشغال المتعلقة بالحفل.
- 2000 دج
- لا تسند لجنة القرية لكل من ينظم حفلا أو عرسا.
* مساهمة أصحاب الأفراح المالية لفائدة الساحة 2000 دج
- استعمال وسائل وأجوارها يكون بمقابل مالي تحدده لجنة القرية
* المساهمة المالية الاجبارية السنوية للعائلة الواحدة 250 دج
- دفع حق المحافظة حدد مبلغه بـ[illegible] يتاح بعد الحجة لفائدة العملية وبعدها يضاعف حق المحافظة وبعدها تعرض العائلة المعنية مع الحجة للسقاين من أجل اتخاذ إجراءات صارمة مثل طرحه من نظام القرية.
- يحق لصاحب المحافظة الذي لا يستطيع الدفع النقدي أن يقوم بأعمال للصالح العام تحددها لجنة القرية.

ملاحظة: ان شاء الله عائلة من عائلات القرية لا يوجد فيها الاسماء من ولجنة القرية إذا لم تشترك في الأشغال التي سبق الإشارة إليها.

204

-Récépicé de renouvellement du comité de village en fin 2005 début 2006



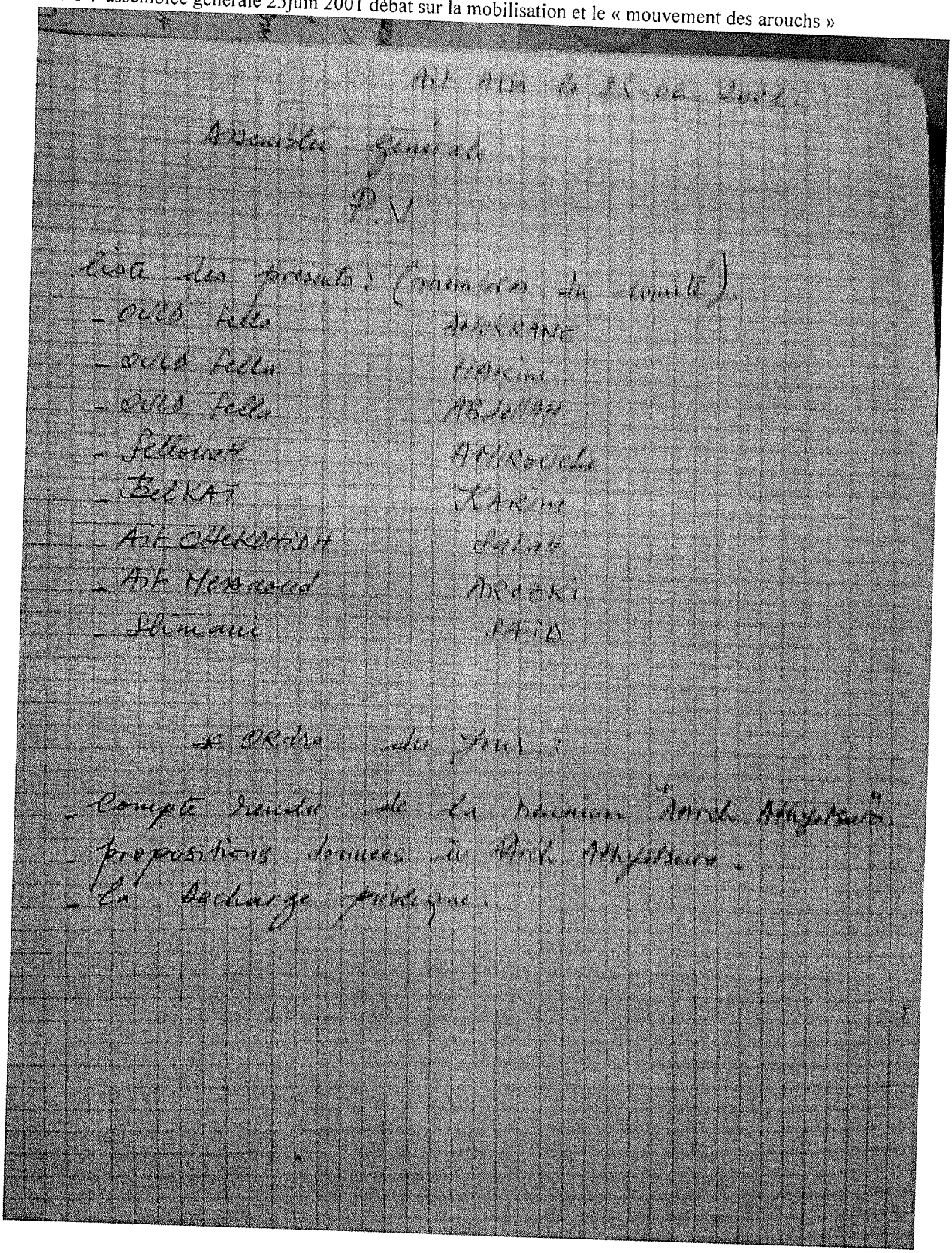
وصل تسجيل التصريح بتأسيس مكتب الجمعية

06 JUN 2006

22 JUL 2006

205

-PV assemblée générale 25juin 2001 débat sur la mobilisation et le « mouvement des arouchs »



REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA DE TIZI OUZOU
DAIRA IFERHOUNENE
COMMUNE IFERHOUNENE
N° 843 /2001

Le Président de l'assemblée populaire
Communale d'Iferhounene
A
Monsieur le président du comité
de village AIT ARBI

Objet : Ramassage scolaire .

J'ai L'honneur de vous demander de bien vouloir inviter les parents d'élèves Concernes par le ramassage scolaire assuré par la commune de Iferhounene de sensibiliser leurs enfants afin de ne pas nuire au bon fonctionnement à bord du Mini car destiné a cet éffet .

Cependant je tiens à vous informé que le car subi des saccages des garnitures est les enfants Trenet des propos malveillance à l'égard du personnel (chauffeur et receveur)

Comptant sur votre bonne compréhension

Veuillez agréer Monsieur l'expression de ma très haut considération .

Iferhounene le 03/10/2001/
Président de L'APC

207

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

ولايـــــة : تيـــزي وزو
دائـــــرة : افـرحـونـان
بـلـديـــة : افـرحـونـان
مصلـــحة : الـحالة المدنية
مكتـــب:الانتخابات و الخدمة الوطنية
رقم 2013 /11/04

وصـــــــل تسجيل التصريح بتجديد جمعية

_طبقا للقانون رقم 06/12 المؤرخ في 2012/01/12 المتعلق بالجمعيات ، تم تسجيل ملف التصريح بتجديد الجمعية.

التسميـــــــــــة:لجنـــــة القرية
الطابـــــــــع: إجـــــتماعي
الهـــــــــدف: الحفاظ على النسيج الا جتماعي للقرية
المـــــــــقر: تاجمعت ايت عربي بلدية إفرحونان
يرأســـــها السيد(ة):ولد فـــــــلة هاشيمي
المولود في : 05فيفري 1970 بئر الحمام
الساكن ب: قرية ايت عربي
الهاتف :0557.217.365

مدة صلا حية هذ الوصل:خمسة (05) سنوات إبتداءا من تاريخ إمضائه

ملاحـــــــــــظة:

جمعية معتمدة بتاريخ 2013/05/12 تحت رقم (03)
هذا الوصل لنشر في جريدة يومية وطنية من طرف الجمعية و تمكنيها من ممارسة النشاطات المصرح بها في قانونها الأساسي

23 JUIN 2013

افرحونان في:2013/05/12
رئيس المجلس الشعبي البلدي

LISTE NOMINATIVE DES MEMBRES DES ORGANISATIONS DE LA SOCIETE CIVILE

N°	NOM ET PRENOM	SEXE	DATE ET LIEU DE NAISSANCE	PROFESSION	ADRESSE	FONCTION
01	OUATTARA Mamadou	M	14/05/1948 à Korhogo	Planteur	Korhogo	Président
02	KONE Ibrahim	M	17/07/1974 à Korhogo	Commerçant	Korhogo	Vice-président
03	TRAORE Aminata	F	28/09/1981 à Korhogo	Enseignante	Korhogo	Secrétaire
04	KONE Fatoumata	F	12/03/1979 à Korhogo	Infirmière	Korhogo	Trésorière
05	COULIBALY Adama	M	03/11/1972 à Korhogo	Chauffeur	Korhogo	Commissaire aux comptes
06	DIARRASSOUBA Awa	F	22/06/1977 à Korhogo	Ménagère	Korhogo	Membre
07	BAMBA Seydou	M	09/02/1969 à Korhogo	Maçon	Korhogo	Membre
08	OUATTARA Fanta	F	15/08/1985 à Korhogo	Couturière	Korhogo	Membre
09	KONATE Moussa	M	01/01/1970 à Korhogo	Agriculteur	Korhogo	Membre
10	TOURE Mariam	F	25/12/1976 à Korhogo	Vendeuse	Korhogo	Membre
11	DOSSO Ibrahim	M	04/04/1983 à Korhogo	Mécanicien	Korhogo	Membre
12	KONE Salimata	F	19/09/1990 à Korhogo	Étudiante	Korhogo	Membre
13	TRAORE Issouf	M	07/07/1973 à Korhogo	Boucher	Korhogo	Membre
14	ATTA Kouamé Léonard	M	23/11/1978 à Korhogo	Instituteur	Korhogo	Membre
15	FOFANA Mariam	F	30/06/1976 à Korhogo	Coiffeuse	Korhogo	Membre

Fait à Korhogo, le 15 mars 2024

Le Président

OUATTARA Mamadou

207

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

ولايـــــة : تيـــزي وزو
دائـــــرة : افـــرحـــونـــان
بـــلـــديـــة : افـــرحـــونـــان
مصلـــحة : الـــحالة المدنية
مكتـــب:الانتخابات و الخدمة الوطنية
رقم 1194 2013

وصـــــــل تسجيل التصريح بتجديد جمعية

_طبقا للقانون رقم 06/12 المؤرخ في 2012/01/12 المتعلق بالجمعيات ، تم تسجيل ملف التصريح بتجديد الجمعية.

التسميـــــــــــة:لجنـــــــة القرية
الطابـــــــــــع: إجـــــــتماعي
الهـــــــــــدف: الحفاظ على النسيج الا جتماعي للقرية
المـــــــــــقر: تاجمعت ايت عربي بلدية إفرحونان
يرأســـــــها السيد(ة):ولد فـــــــــلة هاشيمي
المولود في : 05فبراير 1970 بعين الحمام
الساكن ب: قرية ايت عربي
الهاتف :0557.217.365
مدة صلا حية هذ الوصل:خمسة (05) سنوات إبتداءا من تاريخ إمضائه

ملاحـــــــــــــظة:
جمعية معتمدة بتاريخ 2013/05/12 تحت رقم (03)
هذا الوصل لنشر في جريدة يومية وطنية من طرف الجمعية و تمكنيها من ممارسة النشاطات المصرح بها في قانونها الأساسي

نسخة طبق الأصل في: 23 JUIN 2013

افرحونان في:2013/05/12
رئيس المجلس الشعبي البلدي

LISTE NOMINATIVE DES MEMBRES DES ORGANES DE DIRECTION DE L'ASSOCIATION SOCIALE « IADUKLD » DU VILLAGE AIT ARBI

N°	Nom & Prénom	Date de Naissance	Lieu de naissance	Qualité	Adresse exacte	Profession	Organisme employeur	Signature
01	OULD FELLA Mohand Said	14/05/1948	Ittourar	Président	Ait Arbi – Iferhounène	Retraité	/	
02	AIT HAMOU Kamel	P/1974	Iferhounène	1er Vice Président	Ait Arbi – Iferhounène	Sans	/	
03	OULD FELLAH Abdallah	28/03/1967	A.E.H.	2e Vice Président	Ait Arbi – Iferhounène	Sans	/	
04	BELKAI Djamel	08/07/1976	Iferhounène	Secrétaire Général	Ait Arbi – Iferhounène	Fonctionnaire	APC– Ain El Hammam	
05	OULD FELLA Amokrane	05/08/1972	A.E.H.	Secrétaire Adjoint	Ait Arbi – Iferhounène	Sans	/	
06	BELKAI Karim	19/02/1973	Iferhounène	Trésorier	Ait Arbi – Iferhounène	Sans	/	
07	FELOUAH Hamid	14//01/1974	Ait Arbi	Trésorier Adjoint	Ait Arbi – Iferhounène	Sans	/	
08	AIT MESSAOUD Arab	25/08/1954	Ittourar	Membre	Ait Arbi – Iferhounène	Directeur	Ecole Akbar – A.E.H	
09	CHEKDHIDH Samir	01/06/1980	A.E.H.	Membre	Ait Arbi – Iferhounène	Commerçant	/	
10	HAMROUN Lakhdar	P/1969	Ait Arbi	Membre	Ait Arbi – Iferhounène	Sans	/	
11	FELOUAH Lounes	16/06/1962	A.E.H.	Membre	Ait Arbi – Iferhounène	Sans	/	
12	AIT MESSAOUD Said	06/10/1968	A.E.H.	Membre	Ait Arbi – Iferhounène	Sans	/	
13	AIT HAMOU Smail	P/1972	Iferhounène	Membre	Ait Arbi – Iferhounène	Sans	/	
14	AIT HAMOU Messaoud	23/12/1972	Iferhounène	Membre	Ait Arbi – Iferhounène	Sans	/	
15	FELOUAH Malek	15/10/1976	Ait Arbi	Membre	Ait Arbi – Iferhounène	Sans	/	

المجلس الشعبي البلدي

ولاية عليوة

Le Président

VILLAGE D'AIT ARBI ,COMMUNE D'IFERHOUNENE
WILAYA DE TIZI OUZOU

PACTE INTER-ASSOCIATIONS

Les Associations relevant du village Ait Arbi ci-dessous indiquées :

1- Association à caractère social du village d'Ait Arbi
2- Association religieuse du village d'ait Arbi
3- Association sportive du village d'ait Arbi
4- Association culturelle du village d'ait Arbi

Ont convenu d'un commun accord d'intervenir exclusivement dans l'intérêt public du village et ce avec consensus de toutes les parties sans exception et dont la teneur suit :

ARTICLE I : Toute décision concernant les biens mobiliers et immobiliers du village et le devenir de ce dernier revient à l'assemblée générale du village.

ARTICLE II : Chaque association active uniquement et exclusivement dans le cadre des dispositions contenues dans son statut conformément à la réglementation en matière des associations.

ARTICLE III : Toute pétition à présenter doit être soumise à l'approbation de l'assemblée Générale du village

ARTICILE IV : En ce qui concerne le logement de l'Imam du village, il est grevé d'affectation uniquement à l'imam en fonction lequel est tenu d'assister le village dans :

- les funérailles , les cérémonies de mariage, les circoncisions et les fêtes en général (Nationale et religieuse)
- Le règlement des conflits entre personnes au niveau du village
- Le logement en question ne peut être occupé par un imam issu du village d'ait Arbi

Fait à Ait Arbi, le .....

Cachet et signature

قرية ايت عربي ، بلدية افرحونان،
ولاية تيزي وزو

معاهدة ما بين الجمعيات

إن الجمعيات التابعة لقرية ايت عربي المذكورة اسفلها:

1- الجمعية ذات طابع اجتماعي لقرية ايت عربي
2- الجمعية الدينية لقرية ايت عربي
3- الجمعية الرياضية لقرية ايت عربي
4- الجمعية الثقافية لقرية ايت عربي

اتفقت بالإجماع انها تتصرف في اطار المنفعة العامة للقرية فقط و بالتشاور مع جميع الاطراف دون اقصاء و بهذا باتفاق الاتي بيانه :

ألمادة 1: كل قرار يتعلق بتصرف عن الاملاك المنقولة و العقارية و مصير القرية يجب أن يتم بموافقة الجمعية العامة للقرية.

المادة 2: يجب على كل جمعية ان تنشط في اطار احكام قانونها الاساسي وفقا للتنظيمات السارية المفعول.

المادة 3: كل عريضة من اية جمعية كانت يجب ان تُخضع للجمعية العامة للقرية .

المادة 4: فيما يخص مسكن إمام مسجد القرية فهو مخصص فقط للإمام خلال ممارسة وظيفته ويجب على هذا الامام ان يمارس نشاطه في القرية زيادة على مهامه الاصلي في المجالات التالية:

- الجنازة، احتفالات الزواج، الختان و الحفلات بصفة عامة (الوطنية و الدينية) .
- تسوية النزاعات بين الاشخاص
- و فيما يتعلق بالمسكن لا يمكن ان يُستغل من طرف إمام ناشئ من قرية ايت عربي

ايت عربي يوم .....

الامضاءات



2/10

À BOUIRA ET À BÉJAÏA

La mobilisation a eu lieu

"Assa Azekka tamazight tella tella" pouvait-on entendre jeudi de bonne à Béjaia à l'occasion de la célébration du Printemps berbère. Des centaines de manifestants sont descendus dans les rues de ces deux villes à l'appel du MCB. Des portraits de Matoub et des banderoles où il a pu lire des écrits en grandes caractères des revendications liées à "tamazight au sein de l'école républicaine" étaient portés par les manifestants. Au fur et à mesure que le cortège avançait, de nombreux sympathisants venaient grossir les rangs. Et à mesure que se rajoutaient à eux de nouveaux marcheurs, se sont retrouvés devant les sièges des deux wilayas. À Bouira, au contraire de Béjaïa, les manifestants ont défilé devant des magasins et des cafés fermés depuis la veille en signe de soutien aux mots d'ordre de la marche.

Le très grand nombre de lycéens et de collégiens dans la foule des manifestants ont fait dire à M. Tarik Mira, député du RCD qui avait pris la parole à Béjaïa : *"Je suis toujours surpris par la jeunesse qui porte la lutte amazighe. Malgré l'ancienneté de la revendication, l'enthousiasme se renouvelle à chaque instant afin d'atteindre le but que l'on s'est fixé il y a déjà deux décennies, à savoir la prise en charge institutionnelle de l'amazighité."*

Les walis des deux villes ont été destinataires de lettres dont ils devraient se faire l'écho auprès des plus hautes autorités du pays. Par ce moyen, les marcheurs espéraient être entendus par les cercles du gouvernement le pays quoique à ce sujet, M. Djamal Ferdjallah, député RCD, a rappelé aux Bougiotes, réunis devant le siège de la wilaya qu'il *"ne fallait pas se faire d'illusion sur la volonté du pouvoir de faire aboutir tamazight"*, leur rappelant que *"les avancées de tamazight ont été le fait de luttes et de combats menés en dehors du système et contre lui"*.

Les walis des deux villes ont été destinataires de lettres dont ils devraient se faire l'écho auprès des plus hautes autorités du pays.

La célébration du 20 Avril a aussi été l'occasion pour les orateurs ainsi que pour les manifestants des deux villes de faire entendre leur soutien à la liberté de la presse et de dénoncer les tenants du *"qui tue qui ?"*.

Les services de sécurité, présents toute la journée sur les itinéraires des marches et autour des places publiques qui devaient accueillir les rassemblements, s'étaient cantonnés dans le rôle d'observateurs, encadrant passivement les mouvements des manifestants. Aucun incident n'est à signaler dans les deux villes, si ce n'est que deux jeunes gens ont été interpellés par la police dans la localité d'Amariw après que des lycéens aient tenté de poursuivre la manifestation alors qu'elle était officiellement terminée.

Hier, c'est-à-dire au lendemain des marches du MCB, c'était au tour de la Fondation Matoub-Lounès de se rassembler à Béjaia devant le siège de la wilaya et le Théâtre régional de cette ville pour scander *"tamazight langue nationale et officielle"* et pour exiger que *"toute la lumière soit faite sur l'assassinat du chanteur"*.

M[e] Boukhbouche et Djamel Zenati, député FFS, ont notamment insisté sur la constitution *d'"une commission d'enquête sur l'assassinat de Matoub"*.

A. S. - L. O.



Des centaines de manifestants dans les rues. "Assa, azekka, tamazight, tella, tella"

LES COMMISSIONS NATIONALES ONT MARCHÉ HIER

À l'appel des Commissions nationales, Rassemblement national et la Ligue de wilaya des activités de jeunes, une marche a eu lieu, hier, à Tizi Ouzou.

Selon les services de sécurité, cette manifestation a rassemblé environ 8 000 citoyennes et citoyens. La marche a commencé à 11h de Hasnaoua vers le stade Oukil-Ramdane. Les manifestants ont scandé différents slogans hostiles au pouvoir : "Pouvoir assassin", "Corriger l'histoire, l'Algérie n'est pas arabe", "Langue nationale et officielle", "Assa azekka, l'enquête tella tella", "Assa azekka, tamazight tella tella". À la fin de la marche, les manifestants se sont dirigés vers le stade Oukil-Ramdane où un meeting a eu lieu, animé par les responsables du FFS, notamment le premier secrétaire national par intérim, M. Ydiet Bouiche. Ce dernier a déclaré : "Tamazight doit avoir sa place en Algérie. On ne va pas soumettre l'existence de notre identité à un référendum." Sur le même sujet, l'orateur a ajouté : "C'est la première fois depuis l'indépendance qu'un officiel algérien déclare que tamazight ne sera jamais une langue officielle."

A. N.

Kabo-L'V 20.5.21 Avril 2001 P2

BENI DOUALA

UN CITOYEN TUÉ PAR UN GENDARME

AOMAR MOHELLEBI

Le RCD et le FFS ont appelé au calme et à la vigilance.

Un citoyen a été tué accidentellement par un gendarme de la brigade de Beni Douala (Tizi Ouzou). L'incident s'est produit mercredi au chef-lieu de la daïra. Selon des témoignages recueillis sur place, l'incident a été le résultat d'un maniement accidentel de l'arme d'un gendarme, puisque ce dernier aurait été également blessé au bras. Selon différentes sources, la victime, M. Guermah Massinissa dit Moumouh, un lycéen de 20 ans, a reçu douze balles. Évacué en urgence au CHU Mustapha d'Alger, le jeune Massinissa n'a pas survécu à ses blessures.

Dans une lettre rédigée par les citoyens de Beni Douala et adressée hier au commandant du groupement de wilaya de la gendarmerie nationale de Tizi Ouzou, ils se disent *"outrés par le comportement de certains darkis, lequel ternit l'image de cette institution dont les meilleurs fils sont morts pour l'Algérie"* et déplorent le fait qu'un certain nombre de dépassements ne parvient jamais au niveau des responsables. Les citoyens de Beni Douala dénoncent aussi les actes *"irresponsables de certains darkis qui ont entraîné la mort d'un lycéen innocent et la légèreté avec laquelle ces mêmes éléments font usage de leurs armes ainsi que les bastonnades, rappelant de triste mémoire, dont nos jeunes font l'objet"*.

D'autre part, ils saluent l'esprit de responsabilité et de maturité des jeunes de Beni Douala, sans lesquels la situation aurait pu prendre une autre dimension. Ils demandent une enquête pour éclaircir cette affaire. *"L'enquête fera ressortir l'aspect clientéliste de la démarche de ces éléments qui ont emprunté le véhicule du plaignant pour aller lui rendre cette justice disproportionnée."*

Le FFS a condamné hier avec vigueur cet acte et a appelé au calme et à la vigilance, tout en demandant à ce que *"l'assassin"* réponde de son acte devant la justice.

De son côté, le RCD a exigé une *"sévère punition du darki assassin ainsi que tous les darkis qui, un jour ou l'autre, ont osé porté la main sur l'un ou l'autre de nos jeunes"*, et demande *"un rappel à l'ordre des darkis qui, au lieu d'aller chasser les terroristes, se défoulent sur nos jeunes, et les exemples sont nombreux"*. Enfin, le RCD a appelé la population à observer une grève générale le jour de l'enterrement de la victime et exigé l'installation d'une sûreté de daïra à Beni Douala.

A. M.

AVIS DE DÉCÈS

Les familles Guermah, Ait Mouhammed Ouamer, Guerdane, Ouarem, Ouaksel et Guettab ont la douleur de faire part de la disparition tragique de leur jeune fils **Guermah Massinissa dit Moumouh** survenu à l'âge de 20 ans. L'enterrement aura lieu aujourd'hui à 12h30 à Agouni Arous, Tizi Hibel.

OULD ALI EL-HADI DANS UN MEETING À BOUMERDÈS

"IL Y A UNE AVANCÉE DU CHAMP D'IDENTITÉ"

KAHINA SLIMANI

La wilaya de Boumerdès n'est pas restée en marge des festivités commémoratives du 21e anniversaire du Printemps berbère.

À l'instar de Tizi Ouzou, Bouira et Béjaïa, une marche a été organisée par le MCB dans la matinée de jeudi, et a drainé des foules du stade de l'INH jusqu'au siège de la wilaya. Les slogans sont les mêmes. L'officialisation et l'institutionnalisation de la langue amazighe. Vers 17 h, un meeting a été animé par M. Ould Ali El Hadi, président national du MCB, à la salle omnisports de Boumerdès.

C'était à témoigner sa satisfaction quant à l'élargissement du champ et de la portée de la revendication identitaire. Laquelle, cette année encore, a été célébrée non seulement à Tizi Ouzou, Bouira et Béjaïa mais également à Boumerdès, Alger, Batna, Biskra, Khenchela, Ghardaïa, Ouargla et même dans d'autres régions du pays.

"Il y a une avancée considérable du champ d'identité et d'action", a-t-il déclaré à la foule. Mais ce n'est sûrement pas pour autant qu'il faudra baisser les bras, a-t-il poursuivi. Bien au contraire, le combat est encore très long. *"Même si tamazight est à l'école, à la télévision, même si notre revendication s'est universalisée tel là*, il rappelle la manifestation de l'année dernière ayant amplifié le Maroc, les îles Canaris. *"Même si la langue de tamazight est reconnue à l'université, le combat est encore très long."* À cet effet, le président du Mouvement culturel berbère ne manquera pas de répliquer au président Bouteflika, qui avait annoncé à Tizi Ouzou le 2 septembre 1999 que *"jamais jamais, jamais tamazight ne sera langue officielle"*. *"Monsieur le Président, sachez que jamais jamais, jamais nous ne cesserons le combat."*

K. S.

DÉCLARATION DU MCB

■ Une nouvelle fois, la population vient de donner, en ce printemps 2001, la preuve éclatante de son soutien pour la cause identitaire.

La mobilisation, qui s'est exprimée ce 19 avril à travers la grève générale et les marches de Tizi Ouzou (60 000 manifestants), Béjaïa (20 000), Bouira (15 000) et Boumerdès (5 000), ont confirmé l'engagement populaire pour la perspective de construction du MCB.

Elle a, du coup, discrédité la démarche qui s'est enlisée et qui se réfugie dans l'excès, l'anathème et la confusion.

En cet anniversaire, le mouvement aroudj vient véritablement d'enclencher son ressourcement. Il honore le combat des aînés qui se sont sacrifiés et permet l'espérance de nouvelles victoires d'une cause intégrante du combat démocratique.

OULD ALI L'HADI

Le Matin, Samedi 21 Avril 2001 ACTUEL P6

Béni Douala, un lycéen victime d'une fausse manœuvre dans l'enceinte de la gendarmerie

Colère et émotion

Une rafale partie d'une arme automatique après une fausse manœuvre a coûté la vie à un lycéen à Béni Douala, dans l'enceinte même de la brigade de gendarmerie de cette localité. La victime a été interpellée par les éléments de la gendarmerie de Béni Douala le mercredi 18 avril en fin d'après-midi après une dispute opposant un groupe d'adolescents à un automobiliste. La victime a été évacuée d'abord à la polyclinique de Béni Douala, puis à l'hôpital de Tizi Ouzou et enfin vers Mustapha Pacha où elle succombera à ses blessures dans la nuit de jeudi à vendredi. Un gendarme lui aussi blessé a été admis à l'hôpital, d'où il sortira tout de suite après.

Ce drame a soulevé consternation, colère et émotion chez tous les habitants de Béni Douala qui appellent « la population à observer une grève générale le jour de l'enterrement ».

Enfin, la structure locale du parti de Saïd Sadi appelle la population « à exiger à travers une pétition l'installation d'une sûreté de daïra, car Béni Douala n'est plus le petit bourg des années 70, mais un lieu où vivent 35 000 âmes qui méritent d'être encadrées civilement ».

Une pétition a été adressée par les citoyens de la région au commandant du groupement de wilaya du Darak El Watani, dans laquelle ils se disent « outrés par le comportement de certains darkis », qui ternit l'image de la corporation.

Les pétitionnaires, tout en saluant « l'esprit de responsabilité et la maturité des jeunes de Béni Douala, sans lesquels la situation aurait pu prendre une dimension encore plus tragique », demandent au commandant du groupement de la gendarmerie de « diligenter une enquête » sur cette affaire, « de sanctionner, selon la loi les auteurs de cette tragédie » et de « moraliser les actions de l'ensemble des éléments (NDLR : gendarmes) afin de prévenir d'autres dérapages ».

Enfin, les signataires de la pétition révèlent qu'un gendarme « a exigé sous la menace de son arme du personnel médical de la polyclinique d'abandonner les soins prodigués à la jeune victime de la rafale et de s'occuper de son collègue touché au talon et qui jouissait de toutes ses facultés ».

I. BEN

Agriculture, réunion extraordinaire des ministres de l'OUA

L'examen de la possibilité de création d'un marché commun africain des produits alimentaires est le thème principal de la réunion extraordinaire des ministres de

Afrique ». Cette intégration, notons-le, vise, essentiellement, à promouvoir une expansion économique rapide et durable pour les pays africains. Il s'agit également

dans cette région marquée par l'aridité du climat et l'insuffisance des ressources naturelles. Les contraintes que connaît l'agricultu-

cette rencontre extraordinaire, un rapport sera rédigé et soumis à la 37e session ordinaire de l'assemblée des chefs d'Etat et de gouve

Le Maroc, si loin si proche

N° 1755 Prix 10 DA. France 5 FF

Lire en pages centrales

Mercredi 25 avril 2001

La Tribune

Quotidien national d'information

ALORS QUE L'ÉMEUTE SE POURSUIT DANS LA COMMUNE D'AMIZOUR

El Kseur, Sidi Aïch et Seddouk s'embrasent

Les enseignants et les parents d'élèves qui devaient tenir hier matin un rassemblement devant le tribunal d'Amizour, mitoyen de l'APC, ont vu leur action pacifique dévoyée par des échauffourées ayant éclaté entre des grappes de collégiens et de lycéens et des éléments de la brigade anti-émeute de la gendarmerie

Par

Moussa Ouyougoute

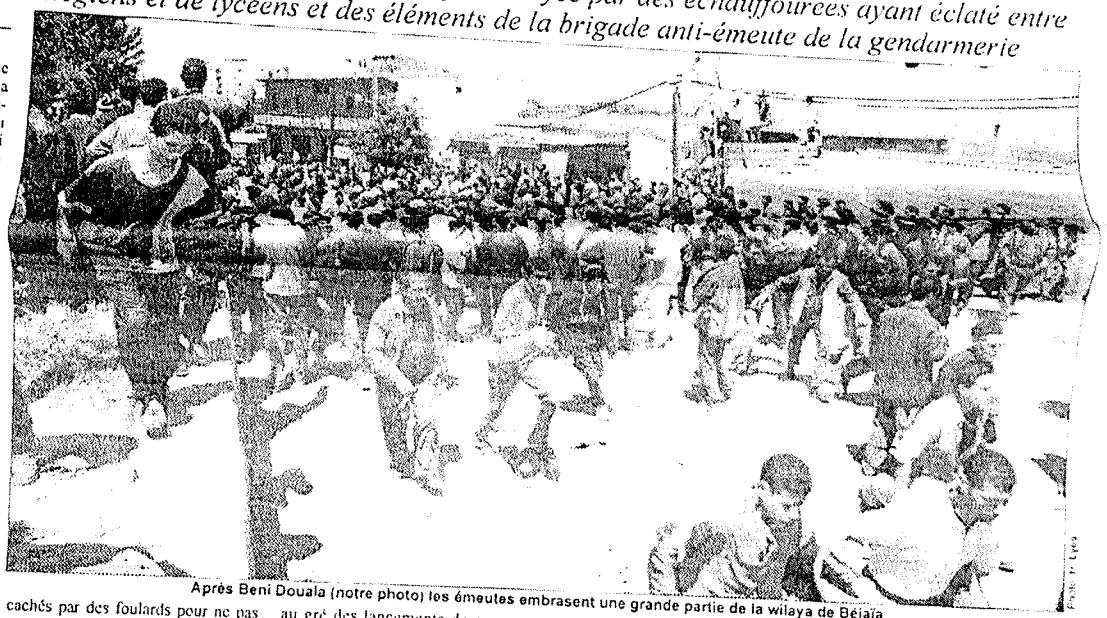
ALORS QUE l'affrontement se poursuivait hier encore dans la commune d'Amizour entre les émeutiers et les forces de l'ordre, c'est au tour des localités d'El Kseur, de Sidi Aïch et de Seddouk d'être gagnées par l'effervescence de ce mois d'avril.

Au moment où la ville d'El Kseur retrouvait progressivement hier en fin d'après-midi le calme après une journée d'émeute durant laquelle ont été incendiés les sièges de la daïra, de l'APC, seuls les bureaux du maire et du secrétaire général ont été, par miracle, épargnés, et la recette intercommunale. L'agglomération de Seddouk, en effervescence depuis le matin, s'est, à son tour, embrasée.

Les manifestants, après s'être attaqués aux éléments de la brigade de gendarmerie qui ont riposté par des bombes lacrymogènes, s'en sont pris aux sièges de la daïra et de l'APC, des citadelles prenables à souhait. Puisqu'on a assisté au même scénario un peu partout dans les localités touchées par l'agitation : c'est le cas également à Sidi Aïch. Le chef-lieu de wilaya et sa banlieue, Oued Ghir, ont failli basculer.

Les enseignants et les parents d'élèves qui devaient tenir hier matin un rassemblement devant le tribunal d'Amizour, mitoyen de l'APC, ont vu leur action pacifique dévoyée par des échauffourées ayant éclaté entre des grappes de collégiens et de lycéens et des éléments de la brigade anti-émeute de la gendarmerie. Pour échapper aux bombes lacrymogènes lancées des toits de la brigade de gendarmerie, les troupes de manifestants se sont repliées dans le désordre et plus particulièrement du côté où se tenait, dans le calme, le rassemblement.

La prise de parole prévue durant ce sit-in n'a donc pas, a-t-on appris sur place, pu avoir lieu. *«Ceux qui devaient intervenir après les représentants du syndicat des enseignants et de l'association des parents d'élèves, à l'instar du maire et d'un lieutenant de la gendarmerie, ont été chahutés»*, a indiqué un parent d'élève. *«Nous*, poursuivra-t-il, *exigeons le départ de toute cette unité de gendarmerie. Qu'ils les remplacent par ce qu'ils veulent, l'important c'est que ces gens-là en face* [il a pointé son doigt vers le siège de la brigade de gendarmerie] *partent d'ici.»* Avant même qu'il n'achève sa phrase, c'est la cohue : un reflux de manifestants, les visages cachés par des foulards pour ne pas respirer le gaz, courent dans tous les sens pour éviter les bombes lacrymogènes. Celles-ci sont immédiatement plongées dans l'eau avant d'être relancées à l'envoyeur. Le flux et le reflux de la foule s'alternaient au gré des lancements de ces gaz lacrymogènes. Alors qu'une poignée de musclés tentait à l'aide d'un tronc d'arbre de venir à bout de l'autre partie de la clôture de la gendarmerie, épargnée la veille, des pneus sont brûlés çà et là ainsi qu'un magasin appartenant à un privé. *«Celui-ci entretenait de bonnes relations avec les gendarmes»*, a lâché sur un ton ironique un quadragénaire. La brigade anti-émeute de la police est finalement passée à la charge aux environs de 11h50, ce qui a surpris les émeutiers qui, dans la précipitation, courraient dans tous les sens. La matinée, on a appris de témoins oculaires, qu'un collégien, alors qu'il courait pour fuir les bombes lacrymogènes, a reçu le projectile sur la tête. *Suite en page 2*



Après Beni Douala (notre photo) les émeutes embrasent une grande partie de la wilaya de Béjaïa

UNE SEMAINE APRÈS LE SINISTRE

Plusieurs entreprises étrangères à la rescousse de la salle Harcha

Par

Lyes Malki

UNE SEMAINE après l'effroyable incendie qui a ravagé la salle omnisports Hassen Harcha, le programme de reconstruction de toute l'enceinte est déjà mis en application. Le ministère de la Jeunesse et des Sports, qui chapeaute toute l'opération, devra se prononcer, au courant de la semaine prochaine, sur les diverses propositions présentées par des entreprises nationales et étrangères souhaitant acquérir le marché. L'on apprend ainsi auprès de la direction de la jeunesse et des sports que plusieurs entreprises ont déjà présenté leurs propositions au ministère de la Jeunesse et des Sports. La direction de l'Office du complexe olympique (OCO), dont dépend la salle Harcha, a engagé, de son côté, une contre-expertise et vient d'achever la constitution du dossier d'assurance dont le traitement est déjà en cours au niveau de la SAA. Le premier responsable de l'OCO a tenu, hier matin, une réunion de travail avec les soumissionnaires pour raffiner quelques questions d'ordre technique, apprend-on aussi.

Parallèlement, les opérations de déblayage et de nettoiement semblent avoir pris fin. Mobilisées avec tous les moyens de bord, plusieurs entreprises locales avec, à leur tête, Cosider, se sont attelées, une semaine durant, à enlever le gros des déblais et effacer les traces du sinistre. Les premières conclusions de l'expertise, engagée par les services du CTC-Centre, affirment que les fondations et la structure de la bâtisse n'ont pas été endommagées, ce qui faciliterait la tâche pour l'entreprise qui sera chargée des travaux de restauration. Celle-ci, précise-t-on, sera choisie en fonction des coûts, des délais et des procédés techniques proposés car le plus grand problème qui se pose actuellement concerne le choix du type de toiture pour lequel il faut opter. Doit-on maintenir le même modèle ou bien adopter un autre ? La question n'est toujours pas tranchée mais, ajoute-t-on encore, le savoir-faire des entreprises étrangères est, en tout état de cause, indispensable.

Un savoir-faire qui devrait, en outre, servir pour entreprendre d'autres travaux de réaménagement et d'équipement de la salle pour qu'elle puisse, plus tard, devenir une salle polyvalente et abriter tout genre d'activité sportive et culturelle. Il est ainsi prévu de moderniser, entre autres, le système acoustique, l'éclairage, les tableaux électroniques et, bien entendu, les systèmes de sécurité. Comme quoi, à quelque chose malheur est bon. Les autorités concernées affirment enfin avoir toutes les possibilités de mener à terme leur objectif, sauf contrainte technique majeure. De même, tous les engagements nationaux et internationaux, telle que l'organisation prévue du championnat du monde de handball espoirs en 2003, seront honorés à temps.

L. M.

Les sinistrés de la Beaucheraye désespèrent de se voir relogés

Lire en page 4

Plainte contre le général Nezzar

ICOSNET
Lance son service abonnement Internet
aloline
www.aloline.com
Email: commercial@aloline.com
Adresse: Lot Djaafar Slimane Chéraga
Tél: 021 36.97.50 - 021 73.20.06
- 021 71.89.94

LE DROIT DE SAVOIR, LE DEVOIR D'INFORMER

LIBERTE

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION. 37, RUE LARBI BEN M'HIDI, ALGER - TEL. : (021) 64 34 25 (LIGNES GROUPÉES) - FAX : (021) 54 34 29 - N° 2598 JEUDI 26 AVRIL 2001 - ALGERIE 10 DA - FRANCE 5 FF - ISSN 1111 - 4290

FRIGOR
Design et technologie
FRIGOR en avance sur son temps et ça se voit

LES AFFRONTEMENTS GAGNENT D'AUTRES VILLAGES DE KABYLIE

2 MORTS, ET 20 BLESSÉS À OUZELLAGUÈNE

Après Amizour, la protestation s'est propagée à Tazmalt, Akbou, Ouzelaguène, Tichy et Aokas. Aujourd'hui, des marches sont prévues à Tizi Ouzou et Béjaïa. (Pages 2, 3 et 4)



LOUNAS/LIBERTE

LIBERTÉ D'EXPRESSION CITOYENNE ET LIBERTÉ DE LA PRESSE

PAR SERIAK LAHCÈNE (*)

Après la politisation de l'islam-religion, celle des langues berbère, arabe et française et celle de saint Augustin et des zaouïas, voici venu le temps de la politisation et de l'instrumentalisation du *"droit pénal spécial de la diffamation"*, une catégorie des sciences juridiques absolument neutre et autonome depuis des siècles, dans tous les systèmes judiciaires et sous toute latitude. A l'allure où on va, par ici, en Algérie, on finira sans doute, un jour, par l'instrumentalisation et la politisation de l'air et de la chlorophyle (si quelque commission n'est déjà en train de plaider sur le sujet).

De la sorte et depuis quelque temps, le chapitre de la norme juridique de la diffamation, celui de l'offense et celui de l'injure, ainsi que de bien d'autres concepts juridiques, ont subrepticement quitté et déserté les sciences juridiques pour s'en aller gambader follement dans les vastes prairies politiques que sont le Club des Pins, les grosses manchettes de journaux, l'APN, le Sénat et autre espace d'exhibition et de spectacle. Des lieux de *"perdition"* pour ces normes juridico-pénales prudes et solennelles dans leur sens et leurs substrats hautement et universellement *"jurisprudentiels"*.

Et comme pour toutes les alchimies *"maraboutiques"* expérimentées par nos apprentis-sorciers dans bien des domaines, on a le résultat que l'on sait.

Une situation ubuesque où les pouvoirs publics, même de bonne foi, se voulant apparaître comme les ardents défenseurs de l'intégrité morale de la personne contre la presse diffamatoire et injurieuse, s'affirment formellement et maladroitement comme opposés à la liberté de la presse tout court et à la liberté d'expression citoyenne en général.

Et par ailleurs, une corporation de journalistes, conduite par cette rixe juridico-politique à dire, en quelque sorte : *"Allegez les peines sur la diffamation et l'injure pour nous permettre de diffamer et d'injurier librement et impunément"*. Alors que son éthique et sa déontologie lui dictent impérativement de chasser de ses rangs celles et ceux des journalistes non professionnels et délinquants avérés, s'ils sont auteurs intentionnés, de l'injure, de l'offense et de la diffamation. Encore une fois, alors qu'elle ne veut en réalité que défendre sa raison d'être : la liberté de la presse et partant la liberté de toute la société civile (y compris les partis et les associations).

Car en définitive, le problème n'est pas dans la sévérité des sanctions pénales, mais dans le code de procédure de la poursuite judiciaire du délit de presse, du délit d'auteur, du délit d'expression et du délit d'édition. Tous des domaines spéciaux, auxquels la répression ne doit en aucun cas attenter à la liberté d'expression et à la liberté de la presse. Et le droit pénal, c'est bien connu, est la branche du droit où le principe de la personnalité des poursuites et des peines est roi. Par la suite, entrent en jeu les éléments constitutifs de l'infraction que sont l'élément matériel, l'élément intentionnel et l'élément légal.

(Suite page 6)

YAZID ZERHOUNI À BÉJAÏA

"Je suis venu exprimer les regrets du gouvernement"

L. OUDIRA

Le ministre de l'Intérieur s'est adressé à un parterre d'élus

Le ministre de l'Intérieur M. Yazid Zerhouni, accompagné de Abdelamadjid Tebboune ministre délégué aux Collectivités locales et Ali Tounsi, DGSN, s'est déplacé, hier, en fin de journée dans la wilaya de Béjaïa pour exprimer *"ses regrets au nom du gouvernement pour les accidents qui se sont produits dans la région"* depuis l'éclatement des émeutes d'Amizour qui ont embrasé, depuis hier, le reste des communes. Des affrontements qui ont provoqué la mort de deux jeunes à Ouzellaguene. Le ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales a également rendu *"hommage aux agents de l'État qui ont fait preuve de patience pour éviter d'en arriver là"*.



Lorsqu'on manipule les jeunes comme on manipule une région tout peut arriver", soutient M. Zerhouni dans son intervention devant un parterre composé d'élus locaux, APC et APW, et quelques représentants des organisations syndicales et civiles.

L. O.



LE GENDARME MIS EN CAUSE PRÉSENTÉ À LA JUSTICE

●● Le gendarme mis en cause dans la mort du défunt Guermah Mohamed a été présenté à la justice hier, et incarcéré, a-t-on appris du commandement de la Gendarmerie nationale. Une information judiciaire a été ouverte pour apporter tous les éclaircissements sur cette affaire, a-t-on précisé de même source. Mestari a été poursuivi du chef des infractions aux consignes générales et d'homicide involontaire, apprend-on hier de source judiciaire. L'intéressé a été placé sous mandat de dépôt suite à une décision du tribunal militaire de Blida, indique-t-on de même source.

APS

BOUTEFLIKA, AUJOURD'HUI, AU NIGERIA

●● Le président de la République, M. Abdelaziz Bouteflika, se rendra, aujourd'hui, à Abuja (Nigeria), pour prendre part au sommet des chefs d'État africains sur le sida, la tuberculose et autres maladies endémiques, prévu les 26 et 27 courant, indique un communiqué de la présidence de la République. Assisteront, également, à cette rencontre des représentants des Nations unies et d'organisations non-gouvernementales, ajoute le communiqué.

APS

COMMUNIQUÉ DU MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

●●Suite aux graves incidents survenus dans des communes des wilayas de Tizi Ouzou et Béjaïa dans la journée du 25 avril 2001, le ministère de l'Intérieur exprime, dans un communiqué rendu public hier, *"ses regrets pour le décès d'un citoyen à Ouzellaguen et les blessures graves occasionnées à un autre citoyen ainsi qu'à un officier de la gendarmerie nationale et à la fille du chef de brigade de la gendarmerie nationale qui a perdu un œil"*.

Le communiqué précise que *"ces incidents, qui se sont poursuivis malgré les différents appels au calme lancés par les autorités locales et des responsables politiques, ont amené les pouvoirs publics à faire intervenir les forces de l'ordre pour préserver la sécurité des personnes et des biens fortement menacée"*.

"C'est le cas particulièrement dans la commune de Ouzellaguen (wilaya de Béjaïa) où le décès a été enregistré suite à l'agression dirigée par les manifestants contre les éléments des forces de sécurité chargées de protéger le siège de la daïra après avoir incendié la résidence du chef de daïra".

"Ces incidents regrettables, ajoute le communiqué, surviennent à un moment où l'État et toutes les forces vives de la nation s'attellent à achever l'effort de réparation des dégâts occasionnés par le terrorisme et à améliorer l'image de marque de notre pays à l'extérieur".

"Il ne fait aucun doute, nonobstant les résultats de l'enquête judiciaire qui déterminera les responsabilités des uns et des autres que des pyromanes sans scrupules sont derrière cette manipulation criminelle de nos enfants quand les leurs vivent confortablement dans leurs cages dorées à l'étranger", indique encore le communiqué.

"Mais comme par le passé, poursuit le communiqué, ces ennemis de la nation, à l'appartenance connue de tous, ne réussiront pas dans leurs sombres desseins, et n'arriveront pas à ébranler la détermination des dignes fils de l'Algérie, de Béjaïa ou d'ailleurs, à construire un État moderne, fort et démocratique".

"Pour sa part, le ministre de l'Intérieur en appelle à la sagesse, à l'autorité et à la responsabilité de tous, et notamment des parents, et réitère les différents appels au calme et à la sérénité déjà lancés par les autorités locales, les élus et des responsables politiques", conclut le communiqué.

20 AVRIL

LE MCB REPORTE LES FESTIVITÉS DE CLÔTURE

●● Suite aux derniers événements qui ont secoué la Kabylie, le Mouvement culturel berbère informe l'ensemble des participants et ses invités que la cérémonie de clôture des festivités de célébration du Printemps berbère prévue pour le vendredi 27 avril 2001 à la salle Saïd-Tazrout est reportée à une date qui vous sera communiquée ultérieurement.

déjà, devient, de jour en jour, plus inquiétante. Et nous assistons, depuis hier, à une situation extrêmement explosive dans la région.

Outre ces deux morts, on nous signale également 20 blessés par balles dans la même localité, secouée, depuis hier, par la propagation des émeutes.

Des contrées comme Tazmalt, Akbou, Ouzellaguène, Tichy, Aokas, jusque-là épargnées par la contagion des émeutes qui ont éclaté dimanche passé, à Amizour, ont fini par s'embraser hier.

Le pire s'est produit à Ouzellaguène.

Selon des sources concordantes, les émeutes qui ont secoué cette commune de la vallée de la Soummam ont fait deux morts et vingt blessés parmi les émeutiers.

Les victimes ont été évacuées sur l'hôpital d'Akbou et l'un des blessés aurait été [illegible] lamba.

Les circonstances de ce drame ne sont pas encore connues.

Il y a lieu de signaler que la résidence du chef de daïra d'Ouzellaguène a été incendiée lors de ces émeutes.

À Akbou, une localité touchée aussi depuis hier par les évènements, d'importants dégâts ont été causés.

Les sièges des contributions, du CPA (nouveau siège), de Sonelgaz, le parc de la DTP et quelques véhicules de la DTP y ont été pris pour cibles. La route nationale a été barricadée à l'aide de pneus brûlés, des paneaux de signalisation et des lampadaires de l'éclairage public.

La ville de Tazmalt a été, elle aussi, hier, le théâtre d'affrontements entre les élèves et les forces de l'ordre. Les sièges de la poste de la ville ainsi que celui des contributions ont été incendiés.

Les manifestants s'en sont pris aussi au siège de la gendarmerie qu'ils ont attaqué avec des pierres.

Au cours de ces affrontements avec la brigade antiémeute, les émeutiers ont tout saccagé sur leur passage.

Au deuxième jour des émeutes à Seddouk, les manifestants ont coupé la route principale en formant des attroupements et en brûlant des pneus. Il y a eu aussi des jets de pierres contre les forces de l'ordre. La tension dans cette localité semble être apaisée, selon certaines sources.

A Sidi Aïch, où l'on craignait des dérapages, l'on ne signale pas beaucoup de dégâts.

Les émeutiers s'en sont pris également aux édifices étatiques par des jets de pierres en direction des panneaux de signalisation et d'éclairage public.

La route nationale n°26 a été aussi coupée à la circulation.

Du côté de la commune de Tiniziart, les jeunes manifestants ont endommagé le siège de l'APC alors que plus loin à Semaoune, les manifestations ont été très violentes.

De sources hospitalières d'Amizour, on apprend que deux blessés par balles ont été admis lors des affrontements d'hier entre jeunes manifestants et gendarmes.



Sur la côte est de la wilaya de Béjaïa, le bungalow de la wilaya, sis sur le bord de la mer, a été pris d'assaut par les manifestants qui l'ont incendié.

Après avoir coupé la route nationale à la circulation durant toute la matinée, le calme est revenu dans l'après-midi.

À quelques kilomètres de cette ville balnéaire, la ville d'Aokas a connu aussi ses moments chauds durant la journée d'hier mais sans dégâts importants, comme d'ailleurs Souk El-Tenine.

L'autre localité embrasée, hier, par les manifestations est la daïra d'Adekar.

Les manifestants, particulièrement des lycéens, ont barricadé la route nationale dès la matinée par des pneus brûlés et des pierres.

La ville d'El-Kseur, qui a connu de violentes manifestations, la mat dès la matinée d'hier même chi

Elle est déjà méconnaissable de par ce qui s'est passé la veille.

Les sièges de la daïra, des contributions de la mairie et de l'annexe ont été incendiés par les émeutiers qui continuaient hier encore à défier les bombes lacrymogènes de la brigade antiémeute.

Durant toute la journée, nous signale-t-on de sources crédibles, la ville était inaccessible.

Elle a été coupée de tous ses accès. Le chef-lieu de wilaya Béjaïa n'a pas connu hier de grandes manifestations. Les quelques tentatives enregistrées à Ighil Ouzoug ont été vite maîtrisées par les services de l'ordre, déployés dès la matinée pour la circonstance.

Après quelques échauffourées entre les manifestants et la brigade antiémeute, le calme est vite rétabli.

Par ailleurs, les étudiants ont décidé de recourir à une AG [illegible] pour décider des actions à entreprendre après que le [illegible] [illegible] par [illegible]

Par ailleurs, à Amizour, [illegible] départ de toutes les émeutes [illegible] calme revient peu à peu.

L. O.

TIZI OUZOU

LA PROTESTATION S'ORGANISE

KAHINA SLIMANI

Près d'une semaine après l'incident qui a coûté la vie au jeune Guermah Massinissa dit Moumouh, les lycéens tentent d'organiser leur mouvement de protestation à travers toute la wilaya et même en dehors.

C'est ainsi que le comité Justice pour Guermouh Moumouh a été créé par un collectif de lycéens réunis à l'université de Tizi Ouzou, mardi.

Hier, plusieurs chefs-lieux de communes ont été le théâtre de marches de protestations pacifiques, à l'instar de la ville de Tizi Ouzou, où lycéens et collégiens ont abandonné les bancs des écoles pour rejoindre les principales artères de la ville et scander les slogans réclamant justice et vérité. Ils ont marché plus de dix kilomètres, en venant de Draâ Ben-Khedda jusqu'à la ville des Genêts, pied !

À Draâ El-Mizan et Boghni même mouvement, et à Bouira également. Le mot d'ordre d'une grève générale a été suivi dans tous les lycées et collèges.

À Mekla et Larbâa Nath Irathen les présidents d'APC avec les responsables des associations de parents d'élèves ont marché avec les enfants. À Mekla, après avoir effectué le tour de la ville, les manifestants se sont accroupis devant le siège de la daïra et dédié une minute de silence à la mémoire du jeune Moumouh.

En revanche et après la fin de la marche à Larbâa Nath Irathen des lycéens se sont accrochés avec la gendarmerie.

Le siège a fait l'objet d'un assaut et des projectiles ont été lancés contre le bâtiment. La plaque de la gendarmerie a été démolie et le portail défoncé. Par ailleurs, une partie du technicum de Tizi Ouzou a été saccagée.

Dans une déclaration rendue publique, le comité Justice pour Guermah Moumouh appelle la population de Tizi Ouzou à faire de la journée du jeudi une journée de deuil et à participer massivement à la marche qui aura lieu à 10h, de l'université au Palais de la Justice, pour exiger *"vérité et justice sur l'assassinat de Guermouh Moumouh"*.

Le comité dénonce, par ailleurs, *"l'impunité et l'injustice"*, *"l'instrumentalisation des lycéens à des fins inavouées"*, ainsi que *"l'atteinte à la mémoire du défunt"*.

K. S.

BOUIRA

DES CENTAINES D'ÉLÈVES DANS LA RUE À M'CHEDELLAH

RIADH S.

Des centaines d'élèves issus des établissements scolaires de la commune de M'Chedellah, à 45 km à l'est du chef-lieu de Bouira, sont sorties hier dans la rue pour exprimer leur soutien à leurs collègues d'Amizour et participer ainsi au mouvement de protestation qui est en train de s'étendre vers plusieurs villes de la Kabylie.

C'est durant l'après-midi d'hier, vers 15h, qu'un groupe impressionnant de lycéens de l'établissement Zouzamène est passé à l'action en procédant à l'évacuation des classes et à la fermeture du lycée. En quittant ce dernier, les manifestants se sont dirigés vers les autres établissements de la ville pour interpeller leurs camarades. Il a suffi de trois quarts d'heure tout au plus pour que, tour à tour, les établissements de M'Chedellah se vident et ferment leur portail pour éviter toutes sortes de dépassements ou actions incontrôlées. Le gigantesque rassemblement de manifestants s'est ébranlé ensuite en empruntant la RN 26 en direction du village Raffour où la tension était déjà à son comble.

R. S.

L'ÉDITO

Absence

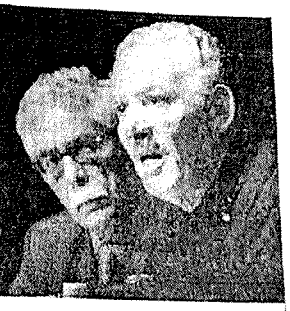
Y a-t-il un seuil de tragédie au-delà duquel le gouvernement programme sa réaction et exprime sa position sur des événements d'une extrême gravité, engageant souvent notre devenir collectif, à l'image de l'embrasement généralisé qui s'est emparé de la Kabylie ? Il faut croire que oui puisque des jours durant, le pouvoir central s'est presque désolidarisé de ses relais locaux, pour la plupart en proie aux flammes des manifestants. Hier, seulement, alors que les échos des affrontements violents entre les jeunes émeutiers et les forces de l'ordre avaient fait plusieurs lois le tour du monde, le ministre de l'Intérieur s'est rappelé — a quelle insondable intuition a-t-il répondu ? — ses devoirs de responsable en se rendant sur le "théâtre des opérations", pour reprendre une expression militaire consacrée. Dans l'intervalle de l'insoutenable tête-à-tête avec la mort engagée, pour la plupart à leur corps défendant, par les "acteurs" du drame, les outils de communication officiels sont restés, eux aussi, étrangement muets.

Demain, dans une Algérie "normalisée" par les lois scélérates, les convulsions et les crises se dérouleront à huis clos, loin des regards indiscrets de la presse libre, définitivement mise au pas. Une digression d'une autre actualité pour dire l'intense interpellation contenue dans les débordements de colère des lycéens, avides d'en découdre avec un système distillant, à leurs yeux, de la frustration lorsqu'il ne répond pas, par le biais de son bras séculier, par la provocation tel qu'on a eu à le déplorer lors de la mort du jeune Massinissa. Les représentants de l'État — les forces de sécurité au premier chef — doivent raison et sérénité garder même au plus fort de la tourmente, surtout quand il s'agit de contenir le ras-le-bol adolescent, augurant de grandes mutations de la société ces deux dernières décades. Ces débordements incontrôlés posent aussi la question cruciale de l'absence des recours intermédiaires, qui se mettent sous d'autres cieux immédiatement en branle pour éviter que l'irréparable se produise. Ces ressorts sont le fait de contre-pouvoirs indépendants de toute tutelle : donc assez crédibles pour servir d'arbitres dans des situations conflictuelles. Ce qui n'est pas le cas, hélas, chez nous où la moindre revendication emprunte le canal de la rue devant l'effacement d'une société civile à reconstruire résolument, à condition que l'on arrête de parsemer d'embûches la quête de la pluralité, le dernier acquis d'une autre révolte... d'un certain Octobre.

SAÏD KACED

Paris ouvre une enquête judiciaire sur Nezzar

Une plainte a été déposée à Paris contre le général à la retraite Khaled Nezzar pour actes de torture. Le plaignant est une famille dont le fils est mort en Algérie, selon eux, sous la torture (Lire page 3)



LE MATIN

Kabylie : des morts et des blessés



Photo : Mah. Le Matin

Hier, en Basse-Kabylie. Les jeunes manifestants ne voulaient rien entendre.

Hier, au cinquième jour des troubles en Kabylie, les affrontements ont gagné toute la wilaya de Béjaïa occasionnant cinq morts et de nombreux blessés parmi les manifestants et les forces de police. Le ministre de l'Intérieur s'est rendu sur les lieux.

(Lire notre dossier pages 5 à 11)

LE DEVOIR DE VERITE ISSN 1111-1100 · n° 2788 jeudi 26 avril 2001 — Prix : 10 DA - France 5 FF

217

Six blessés à Boghni

Les émeutes qui ont éclaté en Kabylie ont gagné dans la journée d'hier les villes de Draâ El Mizan et Boghni où six blessé par balle ont été enregistrés parmi les jeunes manifestants qui ont essuyé des coups de feu tirés de l'intérieur de l'hôtel Thiniri.

Les évènements ont commencé à Draâ El Mizan où dès 8 h, les lycéen et collégiens se sont donnés le mots pour ne pas rentrer en classe et exprimer ainsi leur adhésion au mouvement déclenché à Béni Douala et Amizour. Jusqu'à 11 h les artères principales de la ville sont sillonnées mais peu de dépassements sont signalés. Vers midi la tension monte d'un cran, la foule passe à l'acte et le lycée Ali-Mellah est pris d'assaut subissant la furia des manifestants qui décident de marcher sur Béni Douala en passant par Boghni et Ouadhias.

Boghni, 13 h 30. La ville est calme, les citoyens vaquent à leurs occupations.

« La colère des lycéens des Kabylies » est sur toutes les lèvres, c'est le sujet de toutes les discussions et tout le monde est catégorique : « Boghni est une ville frondeuse, elle aura sa "part" du mouvement, c'est une question de jour voire, d'heures. »

En fait ce fut qu'une question de minutes : 13 h 40, des « éclaireurs » se présentent dans les établissements scolaires situés à l'entrée ouest de la ville sur la RN 30 venant de Draâ El Mizan.

Ils demandent que les élèves soient libérés pour leur permettre de se joindre à la marche. A 14 h, les marcheurs arrivent à 2 km du centre-ville à hauteur de l'hôtel Thiniri où ils essuient des coups de feu tirés de l'intérieur de l'établissement. Deux blessés sont enregistrés. Ils sont évacués vers l'hôpital.

La colère est à son paroxysme. Les manifestants continuent leur parcours et promettent de revenir pour une expédition punitive contre le propriétaire de l'hôtel. La panique gagne la ville. Tous les commerces et édifices publics baissent rideau.

Les rues sont noires de monde, le pire est à craindre, surtout quand la procession des manifestants grossit ses rangs avec les élèves des établissements de la ville et s'arrête devant le siège de la Sûreté de daira.

Slogans hostiles au pouvoir, jets de pierre, mais les policiers ne veulent pas mettre le feu aux poudres et ne ripostent pas. La marche prend alors la direction du siège de la Gendarmerie nationale mitoyen de la daira. Même scénario.

Les manifestants qui veulent en découdre avec les forces de l'ordre d'abord, finissent par révéler leur plan. Direction l'hôtel Thiniri.

Ils crient vengeance : « Ils ont tiré sur nous, deux des nôtres ont été blessés. Ils le payeront. »

Arrivés rapidement devant l'enceinte de l'établissement ils tentent de le prendre d'assaut et la riposte est violente. Le propriétaire tente de les repousser par des armes à feu. D'autres blessés sont enregistrés, portant le bilan à six. La police intervient et arrête les hommes armés qui seront conduits dans les locaux de la Sûreté de daira.

A 18 h, nous apprenons que l'un des blessés aurait rendu l'âme.

Saïd Z



De Béni Douala, la colère des jeunes a gagné toute la Kabylie.

Photo : Ryad © Le Matin

Chronologie des événements à Béjaia

Dimanche 22 avril 2001

Deux collégiens d'Amizour ont été interpellés dans la matinée par une brigade de gendarmerie, alors qu'ils s'apprêtaient à rejoindre en compagnie de leur PES le stade communal pour une séance de sport.

13 h : Des centaines d'écoliers ont pris d'assaut le siège de la brigade de la gendarmerie d'Amizour. Des affrontements ont éclaté dans la même après-midi. Bilan : six policiers blessés et une voiture appartenant à un gendarme incendiée.

Lundi 23 avril 2001

La ville d'Amizour a été mise à feu. Tous les établissements ont baissé rideau. Barricades, incendies, jets de projectiles, plusieurs édifices publics ont été ravagés. Les affrontements se sont poursuivis jusqu'à tard dans la soirée.

Mardi 24 avril 2001

La mobilisation des collégiens a gagné d'autres établissements scolaires à travers plusieurs centres urbains, tels El Kseur, Barbacha, Sidi Aïch, Seddouk...

Les affrontements entre les manifestants et les forces de l'ordre se sont soldés par la blessure d'un collégien de 15 ans à Amizour, tandis qu'à El Kseur quatre blessés ont été enregistrés.

Mercredi 25 avril 2001

L'escalade des émeutes est montée d'un cran. La quasi-totalité des chefs-lieux de daira sont sous une vive tension. De nombreux blessés ont été dénombrés à travers toutes les localités touchées par ces émeutes. On déplore la mort de trois jeunes à Ighzer Amokrane et d'un autre à El Kseur. Plusieurs dégâts matériels sont enregistrés à Akbou, Tazmalt, Seddouk, Ouzellaguen, Sidi Aïch, El Kseur, Amizour, Tichy, Aokas, Souk El Tenine...

Kamel Ouhnia

Entretien avec Djamel Zenati, animateur du MCB-Commissions nationales

« Ce n'est pas un effet du hasard »

Où peut-on situer la génèse de la contestation ?

On peut la circonscrire dans les causes immédiates qui ont généré cette contestation. L'assassinat ignoble d'un jeune lycéen dans l'enceinte même de la brigade de la gendarmerie de Béni Douala est un acte d'une extrême gravité qu'aucune argumentation ne peut expliquer et encore moins justifier ni qu'aucune conscience ne peut pardonner. Le communiqué du commandement de la Gendarmerie nationale relatif à ce tragique événement a, de par son contenu, mis le feu aux poudres.

Mais la provocation ne s'est pas arrêtée là. De jeunes collégiens seront brutalement interpellés devant leur professeur en plein cours d'éducation physique pour être malmenés et passés à tabac dans les locaux de la gendarmerie d'Amizour. Est-ce le fait du hasard ?

Par ailleurs, qui n'a pas en mémoire les récentes interventions musclées qui ont ciblé d'honnêtes commerçants au moment où la mafia de l'importation et du grand trabendo agit en toute impunité et à visage découvert ! Et tout cela s'est produit en pleine mobilisation autour du 21e anniversaire du Printemps amazigh.

Encore une fois, est-ce le fait du hasard ?



Quelle lecture faites-vous des événements ?

Il est évident que les causes immédiates à elles seules ne peuvent en aucun cas produire un tel effet. Elles se sont conjuguées à des causes profondes et à des facteurs extérieurs.

Concernant les premières, il y a lieu de reconnaître que la nature totalitaire du système a fait que le rapport entre les services de sécurité et les citoyens est caractérisé par l'arrogance, la *hogra*, la répression, le racket et l'atteinte à la dignité.

La violence des services de sécurité n'est en fait que la résultante logique et inévitable de la violence qui est à la base même du fonctionnement du système.

Ceux qui parlent de petites dérives accidentelles et isolées se trompent lourdement.

Et c'est justement l'accumulation des privations et des humiliations qui a imprimé une telle ampleur à ce mouvement.

Il y a, enfin, les facteurs extérieurs qui, eux, relèvent de la stratégie de manipulation des masses mise en œuvre pour des besoins de rééquilibrage des rapports de force entre les divers clans du pouvoir. C'est dans ce but que les clientèles de tous bords infiltrent et tentent de canaliser le mécontentement dans le sens voulu par leurs maîtres.

Et là, j'ai bien peur que l'enjeu se situe au niveau du contrôle des secteurs producteurs de la violence et du partage des territoires. Je n'en dirai pas plus pour l'instant.

Où situez-vous les responsabilités ?

Ce sont tous ceux qui veulent maintenir le système politique actuel à n'importe quel prix.

Il est temps que les décideurs se rendent à l'évidence de l'impérieuse nécessité d'un changement radical.

L'idéal de liberté est quelque chose de très ancré dans la mémoire collective algérienne.

Vouloir continuer à gouverner par le verbe et le bâton relève de l'irresponsabilité et de la cécité politique.

La situation est d'autant plus inquiétante que l'on sent dans l'air l'avant-goût d'un nouveau coup de force.

Les provocations et les radicalisations auxquelles nous assistons aujourd'hui ne sont-elles pas justement un prélude à cela ? En tous les cas, ça rappelle étrangement la conjoncture de l'été 1998.

Tout d'abord, je tiens à rendre un vibrant hommage à ces jeunes qui, spontanément, se sont mobilisés pour crier haut et fort leur rejet de l'arbitraire et de la *hogra*. C'est une dynamique en faveur de la citoyenneté, un fondement essentiel de la démocratie.

Certes, il y a eu ici et là quelques dérapages que je déplore totalement. Mais ce sont justement le fait des clientèles que j'ai citées plus haut.

A cet effet, je lance un appel aux citoyens, plus précisément aux jeunes, pour leur demander de s'inscrire dans une démarche strictement pacifique.

Nous devons continuer ensemble cette mobilisation en développant une dynamique constructive, car c'est de cette façon et de cette façon seulement que l'on pourra jeter les véritables bases d'une démocratie qui ne perde la plus de *hogra* ni de Raïss. Il n'y a plus question que les assassins et les brigands continuent à sévir en toute impunité.

Mais agissons fermes, certes, mais pacifiquement dans le respect des devoirs de vigilance et de lucidité.

Entretien réalisé par Nadir Benseba

www.lematin-dz.com

LE MATIN

Il l'a annoncé hier à l'issue de son conseil national

Le RCD quitte Bouteflika



Le RCD a décidé de retirer sa confiance à Bouteflika après deux années de cohabitation. Le parti de Saïd Sadi explique son retrait par le fait que le gouvernement gère par la terreur une revendication identitaire. **(Page 3)**

Plainte d'ONG contre Larbi Belkheir



Larbi Belkheir, l'ex-ministre de l'Intérieur sous le gouvernement Ghozali, est l'objet d'un dépôt de plainte en Europe. Des ONG européennes et américaines se basent sur des témoignages d'anciens détenus des camps du Sud algérien.

Le discours du Président a nourri la colère en Kabylie

Les émeutes continuent



Photo : Mob > Le Matin

Le discours prononcé lundi par le Président de la République où il a annoncé la constitution d'une commission d'enquête sur les évènements qui secouent la Kabylie n'a pas convaincu. Jusqu'à hier, les manifestations se poursuivaient, particulièrement dans la région de Tizi Ouzou

(Lire page 2 et les comptes-rendus de nos envoyés spéciaux en pages 4 à 7)

LE DEVOIR DE VERITE ISSN 1111-1100 - n° 2792 mercredi 2 mai 2001 -- Prix : 10 DA - France 5 FF

les émeutes continuent

Le RCD quitte le gouvernement

Le RCD a annoncé officiellement hier à l'issue de son conseil national son retrait du gouvernement.

C'est officiel : le RCD s'est retiré du gouvernement de coalition. Le retrait, proposé par le comité exécutif du parti, a été voté à l'unanimité par les membres du conseil national convoqué hier en session extraordinaire. Sans les identifier clairement, Saïd Sadi a révélé, lors d'un briefing tenu à l'issue de la réunion, que durant ces dernières quarante-huit heures « diverses sollicitations n'ont pas manqué » pour lui faire changer d'avis. Séduit au départ par le Président de la République qu'il qualifiait de « second Boudiaf » et d'« homme de rupture », le RCD regagne l'opposition — après un passage de près de deux ans au gouvernement — en tenant un discours extrêmement virulent contre Abdelaziz Bouteflika et contre tout le système. Dans la résolution sanctionnant la session extraordinaire du conseil national, le RCD résume les leçons tirées à la lumière des émeutes en Kabylie : « Ce qui s'est passé en Kabylie n'a rien de conjoncturel et n'est pas réductible à une région. La conscience de chaque Algérien est interpellée. Le drame d'aujourd'hui révèle, dans le sang, l'impasse historique d'un système politique sectaire, archaïque et répressif. » Ce retrait fait ainsi perdre au Président de la République la caution d'un parti du camp démocratique, son gouvernement n'étant plus composé que par l'alliance islamo-conservatrice. Et déjà des informations circulent sur la probable dissolution du gouvernement. « La règle est la même : ne jamais toucher des instances à même de faire bouger les institutions. On cherche à sauvegarder le régime au détriment de l'avenir du peuple algérien », a soutenu Saïd Sadi, expliquant avoir engagé « la crédibilité » du parti en intégrant un « gouvernement d'union nationale » sur la base de certains chantiers que Abdelaziz Bouteflika s'est engagé publiquement à prendre en charge. Après plusieurs désillusions, le RCD avait conditionné son retrait par les orientations qui seront données à la réforme du système éducatif. « Mais, aujourd'hui, qu'un gouvernement tire six jours durant à balles réelles sur la population, l'honneur du pays, la responsabilité d'un parti, l'éthique qui est la nôtre nous imposent le retrait », a tranché Saïd Sadi. Le RCD a rappelé toutes les options stratégiques majeures qu'il a adoptées, des choix sous-tendus, a-t-il expliqué, par ses « principes fondateurs », notamment lors de l'arrêt du processus électoral de 1992, l'appel à la « résistance citoyenne » en 1994 face à la déferlante terroriste, la participation aux élections de 1997 pour « la stabilité institutionnelle » malgré une « fraude annoncée » et l'intégration du gouvernement en 1999. Réagissant au discours de Abdelaziz Bouteflika, le RCD a estimé, dans la résolution, que « dans tout Etat respectueux de la liberté et de la sécurité des citoyens, le gouvernement tomberait pour des événements moins graves que ceux qui endeuillent notre pays aujourd'hui. Les responsables des services de sécurité impliqués dans de tels massacres sont sanctionnés quand il y a faute et, dans tous les cas, démissionnent même si leur culpabilité n'est pas établie. Sur le fond, il était attendu du Président de la République, au-delà des affirmations de principe, l'annonce de décisions concrètes en faveur d'une nouvelle Algérie réconciliée avec tous ses enfants, son histoire et sa culture ». « J'ai, a ajouté Saïd Sadi, un sentiment de déjà-vu. Sous Chadli, lors des manifestations d'Avril 80 et d'Octobre 88. C'est trop tard et trop peu, tardif et général. » Quant à la révision constitutionnelle évoquée par Bouteflika, Sadi s'est posé la question suivante : « Est-ce que oui ou non la proposition va être introduite dans cette révision ? »

Amar H.



Mahi - Le Matin

« Nous attendions des décisions concrètes »

Voici, dans son intégralité, le texte de la résolution de la session extraordinaire du conseil national du RCD :

« La Kabylie vient de subir l'une des répressions les plus sanglantes lancées contre des populations civiles depuis l'Indépendance. Quarante-six morts et plusieurs centaines de blessés sont dénombrés.

En ces moments de deuil, le RCD s'associe à la douleur de toutes les familles et s'incline devant la mémoire des victimes fauchées à la fleur de l'âge. Le RCD rend hommage à la solidarité des citoyens et salue le dévouement et la disponibilité de ses militants dont la présence courageuse, sur un terrain dangereusement miné par la répression et la provocation, a contribué à limiter le nombre de victimes.

Il s'agit là d'une tragédie nationale qui marquera durablement l'histoire de l'Algérie indépendante. Cette épreuve est d'autant plus insupportable qu'elle a duré dans le temps. Pendant six jours, les gendarmes ont tiré à balles réelles sur des jeunes aux mains nues. Ce drame n'est pas la conséquence d'un affolement ou d'une bévue. Il fait suite à une volonté délibérée de gérer, par la terreur, une revendication identitaire populaire évoluant dans un climat social national délétère.

Face à cette situation inédite, le dernier discours du Président de la République rappelle les autres interventions des dirigeants algériens en pareille circonstance : tardif et général. La volonté louable d'appeler à l'apaisement, exprimée notamment par le ton, cache mal le refus de prendre des engagements clairs en faveur d'un fonctionnement d'un Etat de droit digne de ce nom et d'une intégration nationale cohérente, solidaire et démocratique.

Dans tout Etat respectueux de la liberté et de la sécurité des citoyens, le gouvernement tomberait pour des événements moins graves que ceux qui endeuillent notre pays aujourd'hui.

Les responsables des services de sécurité impliqués dans de tels massacres sont sanctionnés quand il y a faute et, dans tous les cas, démissionnent même si leur culpabilité n'est pas établie.

Sur le fond, il était attendu du Président de la République, au-delà des affirmations de principe, l'annonce de décisions concrètes en faveur d'une nouvelle Algérie réconciliée avec tous ses enfants, son histoire et sa culture.

Devant cette catastrophe doublée d'une impasse stratégique qui privilégie l'instant à la durée et le système à la nation, le RCD oppose ses principes fondateurs comme il l'a fait chaque fois que la patrie l'exigeait :

• en 1992, face à un péril qui allait exclure l'Algérie de l'Histoire, le RCD a pris ses responsabilités et s'est prononcé pour l'arrêt du processus électoral ;

• en 1994, lorsqu'il a fallu assumer la résistance devant le déchaînement du terrorisme intégriste, le RCD a également pris ses responsabilités en lançant, seul, son appel à la résistance citoyenne ;

• en 1997, et malgré une fraude annoncée, le Rassemblement a accepté de s'inscrire dans un processus d'émergence et de stabilité institutionnelle ;

• en 1999, une fois énoncée publiquement la volonté de prendre en charge les chantiers de l'éducation, de la justice, de l'administration et de l'économie et d'instaurer la paix à travers les lois de la République, le RCD engage sa crédibilité et s'implique dans un gouvernement d'union nationale où deux de ses militants ont donné le meilleur d'eux-mêmes. Le conseil national salue, aujourd'hui, leur dévouement. La tragédie de la Kabylie montre, une fois de plus, que les responsables du régime algérien, au-delà de leurs divergences tactiques, cultivent les mêmes pratiques et visent les mêmes objectifs : relancer l'autoritarisme et restaurer le système en place au détriment de la refondation nationale.

Ce qui s'est passé en Kabylie n'a rien de conjoncturel et n'est pas réductible à une région. La conscience de chaque Algérien est interpellée.

Le drame d'aujourd'hui révèle, dans le sang, l'impasse historique d'un système politique sectaire, archaïque et répressif. Le RCD prend acte de cette situation.

Fidèle à ses engagements, principes politiques et valeurs morales, il se retire du gouvernement. L'honneur de l'Algérie et la fidélité à notre combat exigent ce retrait.

Le RCD lance un appel solennel au peuple algérien pour continuer le combat démocratique et républicain par toutes sortes de voies et de moyens pacifiques.

Le système du parti unique a vécu. Les citoyens algériens ont eu à exprimer publiquement ces dix dernières années l'avenir qu'ils souhaitent construire pour leurs enfants.

Le RCD reste disponible pour toute concertation autour de la préservation et de la consolidation de l'Etat républicain et de la perspective démocratique pour lesquelles se sont sacrifiés les meilleurs enfants de l'Algérie. Plus que jamais, l'œuvre de refondation nationale s'impose comme l'urgence patriotique. »

Alger, le 1er mai 2001

L'EDITO

de Hassane Zerrouky

Les masques sont tombés

Le RCD a pris une sage décision, celle de se retirer du gouvernement. Maintenir sa participation au gouvernement aurait été interprété comme une caution à une politique qui a mené le pays dans la situation où il se trouve aujourd'hui. Une politique foncièrement réactionnaire, fondée sur une alliance stratégique islamo-conservatrice, avec à la clé un musellement de la liberté d'expression et de la presse et, partant, une normalisation autoritaire de la société qui a commencé bien avant les tragiques évènements de la Kabylie.

Une chose est sûre : le retrait du RCD du gouvernement ouvre une crise politique au sein du pouvoir et renforce le rang de l'opposition démocratique. C'est un double échec pour Abdelaziz Bouteflika qui pensait réaliser son rêve, celui de réconcilier le « qamis » avec la « minijupe », celui de *faire asseoir à la même table Abassi Madani et Khalida Messaoudi. Désormais, le Président Bouteflika ne peut plus se parer de la caution d'un parti démocrate* pour concrétiser une politique qui vise l'étouffement des aspirations aux libertés et à la démocratie de la société algérienne. Avec ce retrait, les masques sont tombés : l'Algérie est bel et bien gouvernée par une coalition ultra-conservatrice qui rêvait de prendre sa revanche sur Octobre 88. Certes, mieux vaut tard que jamais, il a fallu que les jeunes investissent la rue pour que le RCD en tire les leçons. Mais il n'en reste pas moins que la seule issue à la crise actuelle demeure plus que jamais dans la nécessaire unité des forces démocratiques.

H. Z.

Lire également

Pages 4 et 5 : Les comptes-rendus de nos envoyés spéciaux
Page 6 : Les syndicats condamnent la répression
Page 7 : Le FFS appelle à une marche à Alger

220

Le Président a parlé,

Abdelaziz Bouteflika annonce la constitution d'une commission d'enquête

« Je vous ai compris, mais... »

Le discours lundi du Président de la République, n'a finalement pas répondu aux attentes. Il n'a pas réussi à ramener le calme en Kabylie où les émeutes se sont poursuivies hier.



Bouteflika a été lundi pour la première fois bref. Dans son discours à la nation qui n'a duré que seize minutes, il s'est attelé dans un arabe châtié à trouver les mots de consolation pour les familles des victimes et à répondre aux revendications des jeunes. Ces réponses et ces mots étaient-ils appropriés aux exigences de la situation ? Deux points principaux se sont dégagés : la constitutionnalisation de tamazight dans une éventuelle révision constitutionnelle et la création d'une commission nationale d'enquête sur les événements de la Kabylie qui sera composée des représentants de la société civile. La mission que Bouteflika confie à cette commission est de « faire toute la lumière sur ce qui s'est passé, en toute liberté et en toute transparence ». La connaissance qu'a le peuple algérien des précédentes commissions d'enquête (lire encadré) entache déjà d'un préjugé défavorable cette décision. En plus de cet aspect, l'installation de la commission est venue en retrait par rapport à l'exigence de l'heure où il est demandé au pouvoir « de prendre des sanctions » contre les auteurs des dépassements et leurs responsables. Elle aurait pu être accompagnée de mesures claires et sans ambiguïtés. Se voulant « trop » apaisant, le discours a presque occulté les revendications fondamentales des manifestants. Et c'est dans l'urgence de calmer les esprits que, visiblement, Bouteflika a joué la carte de la sensibilité berbère en intégrant « à la hâte » la dimension culturelle, dont le tamazight, dans une « éventuelle révision constitutionnelle ». Et pourtant, cette question identitaire n'a jamais constitué une priorité dans son programme. Pis, il avait déclaré à Tizi Ouzou que « tamazight ne sera jamais une langue officielle » avant de revenir quelques mois après, dans un autre meeting, organisé dans la même ville, en affirmant qu'« elle sera soumise à référendum ».

« Je vous ai compris », telle est la formule « magique » que le Président a trouvée pour répondre aux préoccupations réelles « de tous les jeunes algériens, et à ceux de la Kabylie notamment » « J'ai convenablement saisi le sens et la portée de leur protestation : je comprends leur impatience et leurs frustrations ; je comprends leurs incertitudes face à des lendemains qui leur paraissent sans promesses », a-t-il lancé en direction des jeunes tout en les appelant à « recourir au dialogue et à la tolérance pour rechercher ensemble une solution satisfaisante à nos problèmes, dont chacun doit connaître la complexité ». Mais le dialogue est depuis des années le monopole des privilégiés du système, et s'il a été engagé un jour, c'était avec les islamistes, alors que ceux qui sont sortis dans la rue sont les exclus de tous les dialogues.

Youcef Rezzoug

L'histoire des commissions d'enquête en Algérie

Bouteflika a annoncé avant-hier, dans son discours à la nation, la création d'une commission d'enquête nationale composée de membres de la société civile pour faire toute la lumière sur les événements de la Kabylie. L'Assemblée populaire nationale (APN) a décidé, de son côté, de procéder à l'installation d'une commission d'enquête parlementaire d'investigation. Depuis son indépendance, l'Algérie a connu au moins une dizaine de commissions d'enquête qui n'ont pas abouti, et dont certaines n'ont même pas rendu leurs conclusions : la commission d'enquête sur la mort en 1969 du colonel Chabou ; la commission d'enquête instruite en 1981 pour faire la lumière sur les circonstances du crash aux frontières irako-iraniennes de l'avion transportant Mohamed Benyahia, alors ministre des Affaires étrangères ; la commission d'enquête dite Bouchaïb, qui a été installée en 1992 pour élucider l'assassinat de Mohamed Boudiaf, président du HCE, qui avait conclu à un acte isolé de M'barek Boumaârafi. Chose qui n'a pas convaincu l'opinion.

Quelques jours avant l'assassinat de Boudiaf, une commission d'enquête sur la fuite des sujets du bac avait été installée par le ministre de l'Education de l'époque, Ali Benmohamed. Mais jusqu'à présent, cette commission n'a pas rendu ses conclusions. Quant aux commissions d'enquête parlementaires, il y en a eu plusieurs et aucune n'a rendu publiques ses conclusions. L'affaire du contrat Al Paso, celle de la Chambre de commerce durant les années 80 puis celle des 26 milliards révélée par Abdelhamid Brahimi en 1989 ont été toutes sanctionnées par des commissions d'enquête parlementaires qui n'ont jamais rendu publics leurs rapports. Les toutes dernières sont les commissions d'enquête installées au lendemain des élections locales du 23 octobre 1997. L'une relative à la fraude électorale et l'autre à l'immunité parlementaire. Les rapports n'ont pas été jusqu'à présent présentés à la plénière de l'APN.

Y. R.

Lorsque Yazid Zerhouni s'avoue mal informé

La maladresse du ministre

Douche froide pour le ministre de l'Intérieur Yazid Zerhouni. Dans un communiqué rendu public lundi, il avoue avoir été « insuffisamment informé » sur la personne du jeune Massinissa Guermah, tué le 18 avril dernier au siège de la brigade de gendarmerie de Béni Douala. Le ministre reconnaît que le jeune homme « s'avère être effectivement un lycéen ». Mea culpa. Dimanche, en marge d'une rencontre avec des officiels, Zerhouni déclare avec aplomb : « Il y a un malheureux accident qui a coûté la vie à un jeune de 26 ans. Ce n'était pas un lycéen, mais il a été interpellé parce que suspecté d'une infraction. » Sont présents lors de l'intervention du ministre des journalistes de la presse indépendante ainsi que des confrères de la radio et la télévision d'Etat. Des responsables de ces organes prennent attache avec le ministère de l'Intérieur pour attirer l'attention sur la « bourde » du ministre. Ordre est donc donné de ne pas diffuser le passage controversé. Mais dans la matinée du lundi, le quotidien *Liberté* publie le fac-similé du bulletin de classe qui atteste que le défunt était bel et bien inscrit au lycée ainsi que le témoignage de ses parents. Au ministère de l'Intérieur, on prend la mesure du dérapage et l'on tente de rectifier le tir par le biais d'un communiqué qui fait à peine porter le chapeau de la bévue « aux commentaires et interprétations de certains titres de la presse nationale ». Par ailleurs, le ministère « dément toute autre interprétation » sur « les circonstances malheureuses de ce tragique événement ». En attendant les résultats de l'enquête une question s'impose. Comment un ministère de souveraineté, confronté depuis une dizaine de jours à une crise majeure, peut-il être si mal informé par ses services ?

Dès les premières heures du drame, les autorités étaient en mesure de recueillir toutes les données relatives au dossier sans pour autant empiéter sur l'enquête judiciaire. D'autant plus que dès le départ un fâcheux malentendu, sans doute en partie à l'origine de la colère des habitants de Béni Douala, est venu opposer les parents de la victime aux responsables de la gendarmerie. Dans une tentative de justifier l'arrestation puis la mort du jeune Guermah, la gendarmerie l'accuse d'être un voleur.

Au-delà de l'extrême maladresse qui consiste à traiter de « voleur » un jeune lycéen fauché par une rafale à l'intérieur d'une institution censée veiller sur la sécurité et la quiétude des citoyens, il y a manifestement une carence dangereuse dans le devoir d'informer l'opinion publique. On ne peut prétendre restaurer la confiance entre citoyens et gouvernants lorsque ces derniers gèrent avec légèreté une crise d'une telle ampleur.

Farid Alilat

LIBRE-PROPOS

Le difficile exercice gaullien

Devrions-nous, finalement, nous plaindre d'un discours de « cataplasme sur jambe de bois », nous qui redoutions, aux dires des spécialistes et au vu de la réputation de l'homme, qu'il ne soit « vitriol sur membre gangrené » ?

Comment en effet ne pas craindre le pire quand on se remémore les déclarations du Président à propos d'une langue berbère qui « ne sera jamais langue officielle », le peu de cas fait aux revendications identitaires de cette région ou de ses méprisantes plaisanteries d'un goût douteux lancées lors d'une visite officielle ? Et la personnalité fort ombrageuse du personnage n'arrangeait rien : le Président, comme on a fini par l'apprendre, ne saurait souffrir de contradiction, en témoigne la volonté d'amender le code pénal, et la colère kabyle avait un goût d'irrévérence pour le chef de l'Etat. Pourtant, son intervention a surpris par sa tiédeur. Habituellement plus prolixe, c'est un discours d'à peine quinze minutes qu'il a prononcé, s'en tenant à la lecture du texte qu'il tenait entre les mains. En revanche, l'arabe châtié dans lequel il a choisi de s'adresser à une population qui, précisément, s'était soulevée pour revendiquer son amazighité avait toutes les chances d'être reçu au mieux comme une plaisanterie de mauvais goût, sinon comme une provocation. Ceci pour la forme, que l'on pourrait caricaturer avec, d'une part, un chef de l'Etat conciliant, qui déclare « je vous ai compris », et d'autre part, la population de Kabylie qui répond « on ne vous a pas compris », au sens propre du terme. Ah, ce difficile exercice gaullien...

Reste le fond : à une population en révolte pour appuyer des revendications identitaires auxquelles sont venus se greffer des problèmes de survie économique, le Président ne propose rien de plus que l'ouverture d'une enquête par une commission « indépendante » pour déterminer l'origine des émeutes et une révision de la Constitution.

Excès de naïveté, trop-plein d'optimisme ou les deux à la fois ? Les résultats des travaux de commissions jetés au rebut sans explication ni excuses pour ceux et celles qui y ont travaillé restent encore de trop frais souvenirs pour les Algériens. Quant à la « transparence » qu'on leur promet à chacun de leurs désormais fréquents rendez-vous avec les urnes, ils en sont maintenant revenus...

Le discours du Président aura laissé perplexe. Mais à qui donc s'adressait-il ?

Fatiha Dzanouni

Comité de coordination des comités de villages Arch Ath Jennad

Les représentants des comités de village Ath Jennad, réunis ce jour 30.04.2001 en assemblée générale, ont arrêté les décisions suivantes :

1 - Création d'un bureau de coordination regroupant les représentants des trois (03) communes à savoir :
- Fréha
- Timizart
- Aghribs

En présence des trois présidents d'APC

2 - Invitent les adultes à s'impliquer et à encadrer les jeunes afin d'éviter tout dépassement et dérapage pouvant entraîner la perte de vies humaines.

3 - Invitent les citoyens à des marches pacifiques dans le calme et la sérénité.

4 - Dénoncent les provocations, le racket par les gendarmes et proposent la création de sûreté urbaine pour pallier tous les dépassements et les exactions que subit la population.

5 - Marquent leur solidarité avec les familles des victimes des évènements.

6 - Demandent aux autorités concernées d'assumer leurs responsabilités et d'ordonner aux gendarmes l'arrêt immédiat de l'utilisation de balles réelles et l'arrêt des provocations des populations par des insultes et des propos orduriers.

7 - Demandent à tous de rester vigilants : il y a eu trop de morts et trop de blessés.

8 - Demandent à tous de soutenir les détenus et exiger leur libération immédiate.

9 - Le comité de coordination se propose de prendre contact avec les autres Arch en vue d'étudier les voies et moyens pacifiques à même de faire aboutir les revendications des citoyens de la région.

- A bas la hogra
- A bas le déni de justice

L'Authentique, 2 mai 2001
PS

selon des citoyens interrogés dans la rue, condamné l'injustice et la hogra qui sont devenus monnaie courante en Algérie. Le problème, selon les citoyens, ne se pose pas uniquement en Kabylie, comme le laissent entendre certains, car l'injustice touche tous les citoyens ○ **A. B.**

exigu pour contenir toutes ces foules venues des quatre c
mage à cet innocent. D'ailleurs, ce sont à d'émouvantes
assisté, ni les consolations ni les assurances n'ont calmer
re en mémoire la perte d'un mari disparu dans les mêmes
ment inadmissible» .

Nous ne voulons plus de ces milices, dit avec colère sous une pluie battante, les foules se sont dispersées dans

222

●●●

de l'Islam, le mépris de ses principes et de ses enseignements qui guident vers le bien-être de tous.

Comme elle dénonce les complots ourdis par des éléments étrangers et leurs valets à l'intérieur qui agissent contre l'unité nationale du peuple algérien, sa stabilité et son développement.

L'Association des Oulémas appelle les citoyens et citoyennes au calme afin de déjouer les complots criminels.

L'association fait, par ailleurs, appelle à tous les responsables officiels, ainsi qu'aux organisations populaires, politiques et sociales pour éteindre le feu de cette «*fitna*» et d'agir en sorte que l'ordre soit rétabli et qu'il soit permis de régler les problèmes posés avec sagesse, dans un climat serein.

Que Dieu nous prête aide et nous guide dans la bonne voie.

L'Association des Oulémas musulmans algériens

Commune D'Iferhounene

Nous, responsables de la commune d'Iferhounène, élus, comités de villages, associations de parents d'élèves, associations culturelles des établissements scolaires, réunis ce jour 30/04/2001, interpellés par la rapidité et la violence des évènements tragiques qui ont profondément touché notre région à l'instar des émeutes qui ont secoué la stabilité de la Kabylie en cette fin du mois d'avril 2001 et qui prennent de l'ampleur de jour en jour.

Nous nous inclinons devant les mémoires des victimes de cette machination dramatique.

- Nous adhérons aux revendications légitimes du mouvement de protestation contre toutes formes de hogra, injustice, marginalisation, chômage, cherté de la vie, violation des droits de l'Homme.

La restriction du champ politique, médiatique et libertés démocratiques ainsi que le déni identitaire.

- Nous dénonçons, et avec toutes nos forces, l'indifférence du pouvoir face à cette situation qui ne cesse de se propager, notamment par la multiplication des victimes.

- Nous dénonçons l'utilisation des armes à feu contre les manifestants.

- Nous dénonçons le mépris du pouvoir quant à l'enveloppe insignifiante octroyée à l'APC dans le cadre PCD pour le développement de notre commune.

- Nous dénonçons la manipulation des élèves pour des objectifs autres que les revendications légitimes.

Par ailleurs, nous regrettons les actes de saccages et de sabotages des biens qui servent la population.

Cependant, nous lançons un appel de sagesse à la population de la commune Iferhounène en général et aux lycéens(es) et collégien(es) en particulier pour rester vigilants et mobilisés dans un cadre rationnel et pacifique..

Parti AHD 54

Communiqué

Le parti AHD 54 considère que la commission d'enquête décidée par le président de la République pour élucider les événements de la Kabylie sera à l'image de celles qui ont déjà été installées depuis l'assassinat de Mohamed Boudiaf, en passant par celle concernant l'assassinat de Matoub Lounès et, enfin, celle

relative à la r
commissions
crédibiliser le
en place, co
sens des co
La gestion p
notre pays
même systè
parfaite illus
Le parti AH
République
en déclarar
par la révis
objectifs in
1. Instaure
exclure air
obstacle, t
Parlement
2. Mettre
économiq
des hydrc
propriété
peuple.
3. Elimin
les harki
candidat
4. Eviter
revendic
concord
tous les
Le parti
manifes
interpel
Ni les c
constitu
qu'on a
procha
l'odeur

L'Authentique 2 Mai 2001 P7

LA KABYLIE TENTE DE RENAITRE DE SES CENDRES

MOUVEMENT DE PROTESTATION A LA FACULTE D'ALGER ET A LA PLACE AUDIN

Les étudiants crient leur ras-le-bol

Le mouvement de protestation qui marque depuis plus d'une semaine la Kabylie a bel et bien gagné la capitale.

Par
Ahmed Ghanem

En effet, un étudiant de la Faculté d'Alger est mort un an et un dans l'université du moment où il était encore à son école. Une autre étudiante a été blessée à la tête par un tir de gendarme. Ces deux événements ont été suivis par des milliers d'étudiants qui ont manifesté dans la capitale et dans d'autres villes du pays. Ils ont manifesté pour dénoncer la répression et pour exiger le départ des gendarmes de Kabylie. Ils ont aussi manifesté pour dénoncer la répression et pour exiger le départ des gendarmes de Kabylie.

Les étudiants qui brandissaient leur carte d'identité nationale pour la sécurité de l'université les policiers qui étaient. Il faut le dire, nécessaire de faire.

En effet, un impressionnant dispositif de sécurité avait été mis en place. De même que la rue principale était interdite aux véhicules. La Place Audin était exclusivement occupée par les forces de sécurité et leurs véhicules à l'exception, bien sûr, du groupe de manifestants qui répondait par des cris aux assemblements qui avaient eu lieu auparavant. De l'intérieur de l'université. A chaque fois que des policiers tentaient violemment manifestants à quitter la place Audin, les centaines d'étudiants qui se trouvaient dans l'enceinte de l'université lançaient des affluences sonores et huaient les policiers qui avaient pris les jeunes reporters de la place Audin, sinon et carrément seulement de tirs contre eux. Quelques-uns des étudiants jetaient des projectiles sur les policiers qui venaient se joindre à eux. Entre les slogans, les étudiants qui se trouvaient derrières les grilles de l'université ont adopté leur donner mais ces reporters aussi l'heure national.

Vers 14 h 45 les étudiants contestataires commencent à quitter les lieux au moment où d'autres s'étaient regroupés à quelques dizaines de mètres de la sortie principale de la Fac. Cependant, les étudiants ne sont pas encore de sortir les portes de l'université bloquées. Les forces de sécurité savaient probablement voulu éviter qu'une marche spontanée se tienne à la sortie de l'université. Une grenade de fumée éclate alors devant devant la sortie. Certains étudiants n'ont pas cherché à comprendre ce qui se passait et ont voulu forcer le barrage. Ils ont été bloqués par les gendarmes qui ont aussitôt fermé les portes de l'université. Les étudiants ont été contraints de rebrousser chemin. Ils ont été bloqués par les gendarmes qui ont aussitôt fermé les portes de l'université. Les étudiants ont été contraints de rebrousser chemin.

Les manifestants ne sont alors dispersés dans le calme. Il faut noter aussi que tout de suite après ces événements, Paris s'est fait écrire plus d'un tir de Kalachnikov. Les gendarmes, qui ont laissé libre cours à leurs émotions, ont fait preuve d'une grande maturité. Des manifestations similaires ont eu lieu, notamment à Bouzaréah, à l'université de Bouzaréah, à celle de Bab-Ezzouar, à celle de Tizi-Ouzou, à celle de Béjaïa, à celle de Bouira, à celle de Ben Aknoun.

A. G.

DES DEBUTS D'EMEUTES ONT FAILLI TOURNER AU DRAME DANS LA CAPITALE

Octobre à Alger

Par
A. Zakaria

Le spectre d'Octobre 88 rôdait à Alger ce lundi, et le pire a été évité de justesse. Suite à la tournure tragique qu'ont prise les événements en Kabylie, la tension n'a pas épargné Alger qui risquait sérieusement de vivre, hier, une situation incontrôlable et l'irréparable serait parvenu à la capitale. Les deux cas de figure auxquels on s'attendait le plus. Pour les forces de l'ordre, ce lundi marquait le début d'une nouvelle semaine de tous les dangers. Pour les manifestants, il était question de poursuivre le mouvement de protestation et de dénonciation contre les dépassements et les exactions qui ont ensanglanté les villes de Tizi-Ouzou et de Bejaia.

Avant-hier lundi, les étudiants se sont rassemblés, dès 10 heures du matin, à l'intérieur de l'enceinte universitaire de Bouzaréah. Les étudiants, qui ont boycotté les cours et les examens, ont appelé, la veille, à une grève générale. «Tout le monde est concerné, l'Algérie est en danger», «Pouvoir assassin», «Non à la hogra, non à la justice sociale» sont les mots d'ordre qui reviennent tel un leitmotiv sur les lèvres des milliers d'étudiants regroupés à quelques centaines seulement de l'entrée principale, fermée à double tour. De l'autre côté du «grand portail», la brigade anti-émeutes et plusieurs véhicules des CNS étaient déjà en place. Il n'attendaient que le moment propice pour contenir les étudiants à l'intérieur de l'enceinte universitaire. Aux environs de 12h30, le climat est envahi d'un cran avec la présence de l'appareil de télévision de France 2, qui a été, en premier lieu, empêché de pénétrer à l'intérieur de l'université par les agents de sécurité avant d'être autorisé, après des négociations entre le comité des étudiants et les responsables de la sécurité.

Les étudiants, qui chantaient et scandaient des slogans hostiles au pouvoir, l'accusant de pratiquer «le génocide contre le peuple sans défense», tout en exhibant leurs cartes d'identité «On n'est pas des étrangers, on est tous des Algériens», «Y-a un maire de la commune», sont les cris de défiance qui jaillissent en guise de SOS. Les étudiants ont même distribuer des tracts où il est mentionné: «Je vous formemant à la légitimité de toutes actes de ma gestion pour ce que peut m'arriver en cet instant où je me sens un être humain à part entière, militant pour les droits qui lui sont dus, un être vivant, ces droits qui ne sont autres que la liberté, la dignité, la démocratie». Ces étudiants ont aussi formulé propice pour entrer en force à l'intérieur de l'enceinte universitaire. Aux environs de 13

www.lematin-dz.com

LE MATIN



Il l'a annoncé hier

Le FFS va adresser un mémorandum de ses principales revendications aux généraux et à Bouteflika
(Page 3)

Polémiques

La commission d'enquête sur les évènements survenus en Kabylie est-elle crédible ?
(Page 7)

Séminaire international sur le médicament

Le président-directeur général du holding Chimie-Pharmacie-Services, *Abdelmadjid Atter*, a annoncé hier que dorénavant les pouvoirs publics ne transigeront plus sur la qualité d'un médicament.
(Page 6)

Junichiro Koizumi : un dandy à Tokyo

Cet homme excentrique et amateur d'opéra gouverne depuis quelques jours le Japon avec la mission de lui redonner espoir.
(Page 24)

Constantine à l'heure du mois du patrimoine

Le Rhumel entoure Constantine comme un bracelet orne le poignet d'une femme, disait le poète. Mais les temps ne sont plus aux envolées lyriques. La vieille ville de Salah Bey, le bâtisseur, s'écroule, fatiguée de l'indifférence de ses responsables. Le site emblématique tant de fois évoqué lorsque le pittoresque est de mise ne bénéficie d'aucune mesure de protection. Plus grave encore, Souika est victime des contradictions des tenants de la décision.
(Page 17)

La Kabylie s'organise sans les partis politiques

« Nous voulons la vérité ! »



Photo : Moh » Le Matin

Deux semaines après les manifestations réprimées dans le sang, plusieurs comités de village et de quartier s'organisent à travers toute la Kabylie. Ils sont décidés à faire toute la lumière sur les évènements sans l'intervention des partis politiques
(Pages 4 et 5)

LE DEVOIR DE VERITE ISSN 1111-1100 - n° 2795 dimanche 6 mai 2001 — Prix : 10 DA - France 5 FF

La Kabylie s'organise sans

Des comités pour demander justice

Des comités de coordination voient le jour un peu partout dans les villages et villes de Béjaïa, Tizi Ouzou, Bouira, mais aussi d'Oum El Bouaghi, pour maintenir et entretenir la mobilisation et gérer l'après-crise.

Alors que les souvenirs des tragiques événements qui endeuillent la Kabylie depuis pratiquement deux semaines sont toujours vivaces dans les esprits, des comités de coordination voient le jour un peu partout dans les villages et villes de Béjaïa, Tizi Ouzou, Bouira, mais aussi d'Oum El Bouaghi, pour maintenir et entretenir la mobilisation et gérer l'après-crise.

Les premiers communiqués de ces comités insistent dans leur ensemble sur la dénonciation de la répression, l'appel à la vigilance et la prise de sanctions contre les responsables de la répression parmi les éléments des services de l'ordre. Les comités des villages de la daïra de Tigzirt et les autorités locales demandent carrément le « départ immédiat et inconditionnel de la brigade de gendarmerie et l'arrestation immédiate et inconditionnelle des assassins et leur poursuite en justice ».

Le comité s'en prend particulièrement à la brigade de gendarmerie de la daïra qu'il accuse d'être « de pilleurs de sable et marchands de stupéfiants ». « La répression, les exactions, les dépassements, les provocations, la corruption et la *hogra* sont leurs seules prouesses », les enfonce encore davantage le comité dans son communiqué. Les signataires du document exigent en plus « une commission d'enquête dont feront partie les citoyens et la protection de tous les lycéens, collégiens et autres citoyens contre toute tentative de représailles ».

Toujours dans la wilaya de Tizi Ouzou, un comité de coordination regroupant les représentants des trois communes de Fréha, Aghrib et Timizart a été mis sur pied en attendant d'élargir la coordination à d'autres villages environnants « en vue d'étudier les voies et moyens pacifiques pour faire aboutir les revendications des citoyens de la région ». Ce comité appelé comité de coordination Arch Ath Djenad s'est doté de quatre commissions de travail : juridique et information, santé, vigilance et discipline, et enfin gestion et finances. Le comité qui dénonce « les provocations, le racket » par les gendarmes propose « la création d'une sûreté urbaine pour pallier tous les dépassements et les exactions que subit la population ».

Le comité estime qu' « il y a eu trop de morts et trop de blessés. » C'est pourquoi il « demande à tous de rester vigilants. » Les populations d'Ath Djenad sont décidées à « continuer le mouvement... dans un cadre pacifique ». Le comité se chargera de recueillir les témoignages des citoyens et de constituer de dossiers pour les blessés et les martyrs tombés lors des deux semaines d'émeutes. Une grève générale est prévue pour ce lundi sur tout le territoire de la localité.

L'association Agraw Adslsan Amazigh, de son coté, met en garde contre « cette volonté manifeste de faire d'une région éprise de libertés et à la pointe de tous les combats un laboratoire d'essais ». La simulation et la pseudo-représentation doivent cesser, selon cette association. « Comme doit cesser également le report du règlement définitif de la question linguistique amazighe et des problèmes majeurs de la société ».

A Béjaïa, les notables des villages de la commune d'Ighram demandent, eux aussi, « le départ de la brigade de gendarmerie, la cessation immédiate des dépassements et provocations » et la libération des manifestants interpellés par les forces de sécurité sans engagement de poursuites judiciaires contre eux. Il est question également dans leur déclaration de prendre en charge totale des blessés et des familles des victimes ainsi que de la revendication identitaire amazighe.

L'association culturelle Idles Dichirène de Aïn Kercha (Oum El Bouaghi) estime pour sa part que la promotion de la langue et la culture amazighes relève de la responsabilité de l'ensemble des forces nationales. L'association déplore la tournure tragique qu'ont prise les événements en Kabylie et soutient la revendication d'une reconnaissance officielle de la langue berbère.

Bouzid Abider



L'après-émeutes commence maintenant en Kabylie.
Ph > Moh/Le Matin

Une journée de deuil à la Fac centrale

Les étudiants des universités d'Alger ne comptent pas en rester à la marche de jeudi passé. Les comités autonomes de Bab Ezzouar et de Bouzaréah devaient se rencontrer hier pour organiser un nouveau rassemblement à la Fac centrale. La Coordination des comités estudiantins pourrait ainsi décréter ce lundi journée de deuil. Pour la marquer, un rassemblement se tiendrait demain à la fac à partir de 14 h.

A propos de la marche de jeudi passé, la coordination a estimé le nombre des participants à 5 000, mais elle note aussi que les revendications des manifestants, en Kabylie et dans la capitale, n'ont pas reçu le traitement attendu. « N'ayant reçu aucune réponse concrète, notre mouvement compte poursuivre la protestation qu'il veut pacifique », lit-on d'ailleurs dans le troisième communiqué de la coordination.

Les etudiants algérois et les lycéens de Kabylie peuvent, en outre, se prévaloir du soutien d'associations estudiantines étrangères. L'Union des étudiants algériens de France a réuni une dizaine de signatures au bas d'une motion. Elle dénonce et condamne la répression des manifestations en Algérie et « soutient les lycéens et les populations en quête de justice et de démocratie ». Parmi les signataires de la motion, l'Union des étudiants français indépendants et démocrates, l'Union générale des étudiants en Tunisie, la Fédération indépendante des lycéens français, l'Union des universitaires italiens, l'Union des étudiants de l'Afrique centrale.

K. D.

Plusieurs manifestations en France

Des milliers de personnes ont manifesté hier dans plusieurs villes de France pour apporter leur soutien aux victimes de la répression en Kabylie et réclamer « l'arrêt de l'effusion de sang en Algérie », à l'appel d'organisations, notamment berbères ou militantes des droits de l'Homme.

Les plus grands rassemblements ont eu lieu à Paris, Lyon, Strasbourg et Toulouse. Mais les organisateurs en avaient annoncé dans une bonne douzaine d'autres villes, (Londres, Bruxelles, Stockholm, Amsterdam et Milan). A Paris, plus d'un millier de personnes ont défilé pendant plus de trois heures dans le centre-ville entre la place du Châtelet et celle de la République, derrière une banderole proclamant : « Halte à l'effusion de sang en Kabylie ; Respect des droits de l'Homme ; Démocratie en Algérie ».

Parmi les manifestants figuraient la mère et la sœur de Matoub Lounès. Tout au long de la marche, les manifestants ont scandé de nombreux slogans hostiles au pouvoir algérien, alors qu'une sono diffusait les chansons de Matoub. « Pouvoir assassin ! » ; « Assez de misère et de répression pour le peuple algérien » ; « Ni Etat policier, ni Etat intégriste, démocratie, démocratie » ; « Non à la loi du silence », tels ont été les slogans répétés par les manifestants.

A Lyon, un demi-millier de personnes se sont rassemblées au centre-ville, sous des portraits de Lounès Matoub. Les slogans « Contre l'oubli et l'impunité » ; « Pour une Algérie laïque et démocratique » figuraient bien en vue sur les banderoles. A Strasbourg, près de deux cent cinquante personnes ont manifesté derrière le slogan « Halte à la répression » et un drapeau algérien porté par deux femmes. Faute d'autorisation préfectorale, le cortège n'a pu se rendre comme prévu au Parlement européen.

A Toulouse, environ deux cents personnes se sont rassemblées sur la place du Capitole pour réclamer le procès des « responsables des tueries ». Elles ont ensuite défilé dans le centre-ville, notamment devant le consulat d'Algérie.

A Metz, les manifestants ont occupé le consulat d'Algérie pendant une heure et demie après avoir déployé sur la façade une banderole dénonçant le « Pouvoir assassin ». Ils ont finalement quitté les lieux après avoir remis au consul une lettre ouverte pour le Président Abdelaziz Bouteflika, lui reprochant de ne pas avoir « eu les mots de l'apaisement ». Ils ont rappelé également que leur action est « pacifique » tout en demandant au Président « la mise en place des valeurs humaines aussi universelles que l'identité, la liberté et la dignité ».

R. N. /AFP

226

AFFRONTEMENTS ENTRE MANIFESTANTS ET BRIGADES ANTIÉMEUTES À SEDDOUK (BÉJAÏA)

Ils ont encore tiré

L. OUBIRA

On dénombre deux blessés par balles, dont l'un a été touché au bras.



Les émeutes se sont poursuivies jusqu'à la fin de la journée d'hier

Des affrontements entre manifestants et éléments des brigades antiémeutes, hier, à Seddouk, ont fait deux blessés par balles parmi les émeutiers, dont l'un a été touché au bras.

Les deux blessés ont été évacués vers l'hôpital d'Akbou.

Après l'intervention des CRS pour disperser les émeutiers, qui se sont déchaînés contre la brigade de gendarmerie pour déloncer le portail à l'aide d'un dumper accaparé à l'entreprise communale, le renversement de l'engin a provoqué des fractures à deux émeutiers, qui ont été transférés également vers le même hôpital. Les affrontements se sont poursuivis entre CRS et émeutiers jusqu'à la fin de la journée d'hier. À Sidi-Aïch, les émeutes ont éclaté hier vers 10h. Des jeunes manifestants s'en sont pris au commissariat de police de la ville par des jets de pierres.

Les policiers ont répondu par des tirs de bombes lacrymogènes.

L. O.

BÉJAÏA PARALYSÉE PAR LA GRÈVE

La marche a été appuyée d'un meeting et d'une grève générale massivement suivie dans tous les secteurs d'activité de la région.

Plusieurs milliers de personnes, 15 000 à 20 000, ont manifesté pacifiquement, hier, à travers les rues de Béjaïa à la mémoire des jeunes tués durant les émeutes qui ont secoué la région.

Une marche organisée par la communauté universitaire et les comités de la société civile, nés au cœur des évènements tragiques de la Kabylie, a été appuyée par un meeting au stade scolaire et une grève générale massivement suivie à travers toute la wilaya.

À peine 10h passées, la procession s'est ébranlée devant l'entrée du Centre universitaire de Béjaïa alors que la foule continue à affluer encore.

À la tête du premier carré de la marche, on note la présence des membres de la famille Arab de Timezrit, dont l'enfant a été tué à El-Kseur, tenant l'emblème national et brandissant les portraits de leur regretté enfant.

Au fur et à mesure, la marche commence à devenir impressionnante d'où les difficultés des organisateurs à contrôler les jeunes manifestants surexcités.

Les organisateurs ont eu aussi du mal à orienter toute cette marée humaine vers le lieu du meeting.

"*C'est un mouvement qui appartient au peuple et personne ne pourra le récupérer*", insiste M. S. Akrour, la cheville ouvrière de cette démonstration de force populaire à Béjaïa.

Les différents représentants des comités de suivi des évènements d'El-Kseur, d'Amizour, de Feraoune, d'Adekar, sont intervenus pour revendiquer un statut de martyr pour les victimes des dernières émeutes dans la région, le départ des brigades de gendarmerie et la traduction devant la justice des auteurs présumés coupables d'assassinats des 14 citoyens dans la région et le report des examens de fin d'année scolaire.

À l'issue du meeting, une délégation, dans laquelle ont pris part deux élèves, s'est rendue chez le wali pour lui remettre la plate-forme de revendications.

Par ailleurs, à Akbou, un meeting a été organisé, hier, devant le siège de l'APC. Des témoignages des parents des victimes ont été apportés et le départ de la brigade de gendarmerie a été exigé.

Après ce meeting, la route nationale n°26 a été barricadée par des jeunes irréductibles.

Une marche qui s'est déroulée dans le calme a été organisée, hier, aussi, à Ouzellaguène.

La route a été également coupée à la circulation. De même, à Sidi Aïch où des jeunes ont fermé la route à toute circulation.

L. O.

MARCHE DEMAIN DES AVOCATS

●● Des avocats de la wilaya de Bejaia se sont réunis, hier, pour décider d'une action de solidarité avec les familles des victimes des émeutes de la région.

Un appel a été lancé à l'ensemble de la corporation pour venir participer à une marche pacifique, arrêtée pour demain. La marche démarrera à 10h de la cour de Béjaïa pour prendre fin au niveau du siège de la wilaya.

L. O.

REPORT DES EXAMENS SCOLAIRES EN KABYLIE

L'ULTIMATUM DU COMITÉ DES "AÂRCHS"

KAHINA SLIMANI

Les manifestants ont donné jusqu'à demain au directeur de l'Éducation pour décider d'un report des examens.

Dès 10h, hier matin, les comités des "aârchs" se sont retrouvés devant la direction de l'éducation de la wilaya de Tizi Ouzou. Tous les délégués étaient présents. La famille de Massinissa Guermah, le lycéen assassiné dans l'enceinte de la brigade de gendarmerie de Beni Douala, a marqué sa présence lors de ce sit-in. Des syndicalistes de la FNTE / UGTA et l'association des parents d'élèves ont participé à la manifestation. Une grande banderole noire, portant l'inscription "*Pouvoir assassin*" était suspendue sur le portail de la direction de l'éducation. Devant le refus du directeur de sortir, les représentants des manifestants ont catégoriquement refusé d'entrer pour discuter avec lui. Ce n'est qu'à 11h 20 que le responsable a fini par sortir. Il s'est adressé à l'assistance : "*En vous invitant à discuter dans mon bureau, j'avais tenu à marquer mon respect vis-à-vis de vous.*"

Ce à quoi le président provisoire du mouvement a rétorqué : "*Ce que nous voulons est clair, pas de négociations, nous avons besoin d'un report des examens. L'ultimatum vous est donné jusqu'à lundi.*" "*Je le transmettrai dès ce soir au ministre*", a répondu le directeur de l'éducation.

Des applaudissements nourris ont sanctionné la fin de ce bref échange de propos.

Les manifestants se sont ensuite dirigés vers la maison des jeunes où ils devaient tenir un conclave pour débattre des modalités de préparation de la marche noire de demain lundi.

K. S.

ORGANISATION DE LA MARCHE NOIRE

● Les différents carrés devant constituer la marche seront organisés par communes, dairas ou aârouch. Les personnalités politiques, si elles veulent marcher, doivent se fondre dans le carré représentant leurs régions respectives.

● Les partis politiques et les associations de tout genre sont invités à ne pas s'afficher en tant que tels.

● Les transporteurs qui avaient appelé à une grève ont apporté leur soutien à la marche, en se proposant, notamment, de transporter gratuitement les manifestants, chacun à partir de son village ou de sa commune respective.

K. S.

REPORT DES EXAMENS EN KABYLIE

LA RENCONTRE AVEC BENBOUZID COMPROMISE ?

Le MCB *risque de la boycotter.*

La rencontre prévue demain entre le ministre de l'Éducation et une délégation du MCB et des associations de parents d'élèves risque fort d'être compromise. Le MCB menace, en effet, par la voix de M. El-Hadi Ould Ali de ne pas prendre part à cette réunion. Le boycott est motivé, explique-t-il, par le fait que le département de Benbouzid ait décidé d'élargir cette audience à d'autres organisations, en plus du MCB et des représentants des associations de parents d'élèves. Le MCB rappelle que cette rencontre intervient après qu'il eut rendu public une lettre dans laquelle "*il a fustigé le ministère de l'Éducation pour la légèreté avec laquelle il a pris en charge les doléances de la population, toujours traumatisée par la tragédie vécue pendant près d'un mois*". Le MCB voit à travers cette décision du ministère "*une énième manœuvre*" du gouvernement pour "*contrer sa démarche*". Cette façon d'agir, ajoute-t-on, ne fera qu'"*envenimer les choses et renvoyer aux calendes grecques une décision pourtant urgente au regard du désespoir psychologique subi par les élèves de Kabylie*". Une chose est sûre, dans le cas où cette rencontre – où devait être discutée l'éventualité d'un report ou d'une deuxième session du Bac et du BEF – venait à échouer, la situation se compliquerait davantage.

Pourtant, l'annonce de la rencontre entre le ministre de l'Éducation et le MCB ainsi que les associations des parents d'élèves avait suscité un fol espoir au sein de la population de Kabylie.

Mais celui-ci s'est vite estompé avec les dernières évolutions survenues dans la gestion de ce dossier. Ce qui pousse certains responsables du MCB à "*craindre que le pouvoir ne cherche pas encore une fois le pourrissement ou l'irréparable en faisant perdre aux élèves une année de scolarité*".

R. P.

ÉLUS RCD DE L'APW DE TIZI OUZOU POUR LE REPORT

●● Les élus RCD, réunis en marge des travaux de la session extraordinaire de l'APW de Tizi Ouzou, apportent leur soutien "*à la revendication relative au report des dates des examens et l'organisation d'une deuxième session du Bac, émanant du MCB, de la société civile et des parents d'élèves*".

COLLECTIF AUTONOME DES ÉTUDIANTS

"JE SUIS UNIVERSITAIRE ET JE SUIS EN DEUIL"

NABILA SAÏDOUN

La célébration, hier, de la journée de l'étudiant est intervenue dans des circonstances particulières. Hier, devant la Fac centrale, des étudiants venus de Kabylie et d'autres de la capitale ont tenu à témoigner leur solidarité avec "*les victimes de la répression en Kabylie et toute la jeunesse algérienne*".

Loin de mobiliser grande foule, ces mêmes étudiants visiblement déterminés à maintenir la pression, ont crié haut et fort des slogans, tels que "*Pouvoir assassin*" et d'autres encore plus hostiles aux autorités, en brandissant une banderole noire en signe de deuil.

Une action qui a été généralisée, selon un des participants, à de nombreux établissements.

Les étudiants ont rappelé de manière pacifique leurs revendications qui sont notamment l'instauration de la langue amazighe comme langue nationale et officielle, le report des examens de 6e, BEF et Bac et/ou 2e session dans les régions victimes de la répression.

Ils exigent aussi un statut moral et matériel pour les jeunes victimes de la répression, la cessation immédiate des poursuites judiciaires contre les citoyens en Kabylie et le respect des libertés démocratiques.

N. S.

227

BENI DOUALA

Si les murs pouvaient parler...

UN REPORTAGE DE SAMIA LOKMANE

La ville s'efforce de revivre. Ses magasins sont ouverts, mais le cœur de ses habitants est clos.

"Moi je connais ceux qui l'ont tué. Ils sont venus, l'ont kidnappé et l'ont assassiné. Nous les connaissons bien, nous n'avons pas besoin d'une commission d'enquête" Tout à l'heure, recroquevillée dans sa douleur le cœur bercé par une complainte silencieuse, la mère éplorée bondit *"Dites que c'est moi, Ouardia Guermah, infirmière à Beni Douala et maman de Massinissa qui l'atteste. Ils l'ont tué. Oui ce sont eux"*, insiste-t-elle le doigt et l'œil pointés en direction de la fenêtre du salon familial. À travers la vitre, à quelques centaines de mètres du foyer endeuillé, point à l'horizon morbide, la brigade de gendarmes incriminés. Assiégée par l'embarras et la peur d'un nouveau soulèvement populaire, elle aussi est murée dans un silence absolu, sans la moindre ambition *"désastreuse"* de briser. Seuls les regards hagards des sentinelles, affûtées dans les guérites doivent, chaque matin, affronter les scarifiés en feu d'une mère consumée par le chagrin. Entre les deux Beni Douala, embrasée des jours durant, baisse les yeux sur son triste sort. Même exhumée de ses cendres et lavée de son sang, elle ne revêt désormais qu'au gré d'un cours détourné sur la voie du tumulte, de l'incertitude et du souvenir tragique. Sur ses murs stigmatisés, la douleur de la population, gravée à l'encre rouge et noire trace péniblement les noms des martyrs. Massinissa Guermah et Matoub Lounès absents jusqu'à une prière interminable que la Kabylie tout entière adresse à travers les portes vitrées de tous les transporteurs de Beni Douala. Prenez n'importe quel bus, le tableau de bord transformé en autel, est partout orné de photos et de posters du chanteur disparu. Son pays natal, une fois encore martyrisé, pleure toujours à l'écoute de ses tristes mélodies. À Beni Douala, un mois après la mort de Massinissa, à la fleur de son âge, lauréat à l'intérieur de la brigade de gendarmerie de la daira, la vie a peut-être repris ses droits mais son cours détourné est incertain.

Mercredi est jour de marché, le chef-lieu de la localité baptisé à cet égard Larbaâ est envahi par la foule. C'est la première fois depuis le début *"des événements"* que la grande braderie se tient ici. Vêtues de leurs robes kabyles bariolées les femmes d'Ath Douala affluent nombreuses vers le marché couvert à l'entrée de la localité pour faire leur emplette. Zahia [illegible] visite rapidement les étals des maraîchers et, après quelques achats, s'en retourne. *"Il ne s'en fait pas à l'horizon"*, dit-elle conclusive. En fait, piste de quoi parer un mariage aujourd'hui faste, ni fioritures. La consigne des comités de villages est [illegible] dans la sobriété dont [illegible] présider à la célébration de chaque nouvel heureux.

Cependant quand bien même [illegible] famille prendrait acte à [illegible] des [illegible] de la [illegible] [illegible] [illegible]

LES COMITES DE VILLAGES OPERENT UN MAILLAGE EN KABYLIE

Structuration en vue

Au lendemain de l'impressionnante marche qui a mobilisé des centaines de milliers de personnes à Tizi Ouzou, à l'appel des coordinations de comités de villages et de âarchs de la wilaya, l'organisation de la riposte et des actions a retrouvé une direction populaire, éloignée de toute mainmise partisane.

TIZI OUZOU
DE NOTRE BUREAU

Les vingt-trois coordinations qui ont participé à la marche d'avant-hier, représentant les communes et daïras les plus touchées par la répression sanglante qui a sévi dans la wilaya durant treize jours, ont mobilisé les citoyens après la décision prise à Illoula, le 17 mai dernier et faisant partie du plan d'actions arrêté.

La structuration du mouvement avait donné lieu à d'âpres débats entre les délégations, chose tout à fait normale du fait que la mobilisation des comités de villages n'avait jamais atteint un tel degré à l'échelle de la wilaya depuis que l'ex-parti unique avait sabordé l'existence des comités de villages, poumon de la vie quotidienne dans la région, et leur remplacement par les kasmas de triste mémoire.

Les coordinations ont donné, avant-hier, la preuve de leur poids et de leur représentativité en faisant marcher un demi million de citoyens, de tous âges, tout en assurant l'organisation et la sécurité dans une ville où la moindre provocation pouvait entraîner l'irréparable. Elles ont aussi réussi à être l'interlocuteur incontournable des pouvoirs publics, qui ont été démissionnaires depuis le début des émeutes et le lot de morts et de blessés qui a suivi. L'image, très symbolique et politiquement porteuse, du wali de Tizi Ouzou obligé de «descendre» jusqu'au portail du siège de la wilaya afin de rencontrer une délégation de ces coordinations était éloquente, tout comme l'était le refus de ces représentants de lui toucher la main. Le délégué de Tizi Ouzou, comme pour signifier au responsable de la wilaya que la fracture était bel et bien consommée, lui a même dit : *«Dites à votre président...»*. C'est la force de la mobilisation populaire qui a quelque peu bousculé les coordinations. La rue les a poussées à se structurer définitivement pour être un contre-poids au silence du pouvoir.

D. BENAIBI



Les comités de villages ont démontré leur capacité d'organisation dans une conjoncture et une ville délicates

ENTRETIENS EXPRESS

● B. Boudjaraba (délégué d'Illoula) : «La structure doit émaner de la base (commune daïra et âarch). Ce serait mieux de structurer nos régions en âarchs qui constitueront une confédération de wilayas qui va représenter toutes ces structures sur la base de la densité de la population. Nous envisageons de mettre sur pied une organisation afin de combler le vide. Nous proposerons à ce que la présidence soit tournante entre deux réunions.»

● S. Boukhari (délégué de Mâatkas) : «Afin d'éviter toute équivoque, un tel mouvement populaire ne peut pas se payer le luxe de rester sans un groupe de coordination ou de suivi au moins entre deux réunions. Pour cela, il faudra donner plus de prérogatives pour ces permanences pour que les malentendus se dissipent à propos de la nature de ce mouvement.»

● B. Abrika (délégué quartiers et villages-communes de Tizi Ouzou) : «A mon avis, il vaut mieux avoir une organisation de type horizontal pour éviter toute tentative de caporalisation et toute forme d'allégeance aux partis et au pouvoir. Il faut seulement rendre des comptes aux citoyens.»

L'Europe se solidarise

Les médias européens ont assuré une couverture conséquente et fait un large écho à la marche citoyenne qui a eu lieu à Tizi Ouzou dimanche dernier.

BRUXELLES
DE NOTRE CORRESPONDANT

Présentateurs de télé et journalistes ont été impressionnés par le nombre, 500 000 affirment les sources. La télévision belge (RTBF) a déclaré dans son JT de dimanche soir que *«plus de 500 000 personnes ont manifesté à Tizi Ouzou pour dénoncer la répression des gendarmes qui a fait plus de 60 morts entre le 22 avril et le 6 mai. Une marche pacifique et impressionnante.»* Le quotidien belge *Le Soir* a abondé dans le même sens en reprenant une dépêche de l'AFP. De son côté, la presse écrite française a réservé de larges espaces à l'événement. Le quotidien *Libération* titre «Marée humaine en Kabylie», il parle d'une déferlante qui a duré quatre heures et s'est étirée sur plus de 6 km. Rappelant les mots d'ordre des manifestants, le journal rapporte que des citoyens de 10 à 90 ans ont participé à la marche. Le journal *Le Figaro*, tout en donnant le même chiffre, titre «Le peuple du silence montre sa face à Tizi Ouzou». Le journaliste signale la volonté du peuple à boycotter les commissions d'enquête ainsi que le Festival international de la jeunesse, prévu au mois d'août à Alger. Par ailleurs, journalistes accrédités à Bruxelles (plus de 4000), hommes politiques européens et jusqu'aux simples citoyens suivent de près la situation en Algérie et s'interrogent sur cette brusque dérive du pouvoir, sa volonté de faire barrage aux quelques acquis démocratiques et surtout son silence face à l'appel de détresse des populations. Signalons que les docteurs Abib Moumen, spécialiste en médecine nucléaire en Belgique, et Mahmoud Boudaren, psychiatre à Tizi Ouzou, ont lancé un appel à leurs confrères belges pour récolter des broches et des fixateurs externes dont les chirurgiens ont besoin dans le cadre des fractures ouvertes chez les civils blessés lors des événements sanglants de Kabylie.

M'HAMMEDI BOUZINA

Une tradition très ancienne

Tradition séculaire, tadjmaït ou comité de village assure la prise en charge citoyenne des affaires de la cité en recourant au droit coutumier élaboré en tenant compte, sur la base du consensus, des spécificités sociales locales.

Cette forme de gestion de la société a toujours résisté aux avatars historiques vécus jusque-là par le pays. Au temps des Turcs, ce sont ces comités qui ont exprimé le refus de la Kabylie de payer les impôts. Refus qui a été traduit dans les faits. Au dix-huitième siècle, ces comités se concertent pour décréter la privation d'héritage pour la femme tout en instaurant des mesures à l'effet de la protéger contre le dénuement. A l'époque coloniale française, ces comités se sont mobilisés à l'effet d'aider l'émir Abdelkader dans sa lutte contre l'envahisseur, en dépit des tentatives du maréchal Bugeaud de dresser la région contre le reste du pays en essayant d'exploiter les particularismes culturels locaux. La naissance du mouvement national (l'ENA en 1926) et les développements qu'il a connus avec la création du PPA en 1937 devenu en 1946 le PPA-MTLD et la mise sur pied de l'OS une année après n'ont pas influé sur ces comités de villages, sachant que la région constitue un des bastions de la révolution. De leur côté, les militants du mouvement national n'ont jamais remis en cause ces instances. Même au temps de la guerre d'Indépendance, ces comités ont continué à assumer leur rôle malgré les tentatives de l'administration coloniale de les saborder et de soumettre les populations de la région à leurs systèmes juridiques. De son côté, le FLN-ALN n'est jamais entré en conflit avec eux. Comme il n'a jamais tenté de les interdire.

Après l'Indépendance, le parti-Etat FLN n'a jamais réussi à imposer ses cellules dans cette région. Cela dit, ce sont ces comités qui fixent les projets d'utilité publique à réaliser comme l'électrification des villages, les adductions d'eau potable, les routes et les réseaux d'assainissement. D'autant que l'Etat a délaissé la région. Avec l'avènement du multipartisme, ces comités ont continué à activer dans la majorité écrasante de ces villages. Avec les événements tragiques que continue à vivre la Kabylie, ces instances ont redoublé d'efforts à l'effet d'éviter d'autres victimes et donner à l'émeute une dimension de mouvement de protestation organisé. Néanmoins, cela veut-il dire que leur montée au créneau signifie la remise en cause du multipartisme politique dans le pays ?

Certes, dans l'ensemble du pays, on compte des citoyens déçus non seulement par les partis politiques mais aussi par le pouvoir en place.

D'ailleurs, lors des marches récentes organisées en Kabylie et à Alger, les manifestants n'ont-ils pas exprimé leur hostilité à l'égard de ce pouvoir qui demeure à ce jour sourd à leur revendication traduite par leur droit à la citoyenneté ?

En des moments tragiques à l'instar des événements sanglants vécus par la Kabylie, des voix s'élèvent pour disculper le pouvoir en désignant à la vindicte publique de faux coupables, à savoir les partis politiques majoritaires dans la région, tout en proclamant qu'ils sont discrédités par les populations locales, arguant en conséquence le fait que la révolte a fini par être encadrée par des comités créés pour la circonstance.

Oubliant, plutôt ignorant, que ces comités n'ont pas encore disparu. Ils poursuivent leurs activités, entre autres, la touiza, un autre héritage du tuf ancestral, pour réaliser des projets d'utilité collective sans l'aide de l'Etat. Les événements de la Kabylie relèvent de l'émeute. Et une émeute de par sa nature est incontrôlable et imprévisible. Chercher des boucs émissaires pour protéger les bourreaux tout en faisant aussi l'amalgame entre comités de villages et tribalisme signifie que l'Algérie continue à cultiver les instituants métasociaux d'antan qui ont déjà coûté trop cher aux citoyens.

A. IDIR

Report des examens : l'impossible entente

Les représentants du MCB, des parents d'élèves, des lycéens et de la FNTE/UGTA ont rejeté la proposition du ministère de l'Education à propos du report de la date des examens de fin d'année.

Le ministre, qui a reçu hier la même délégation que la veille, s'est opposé à l'organisation d'une deuxième session du bac pour les élèves de la Kabylie. Par contre, il a proposé de reporter la date de ces examens au mois de juillet.

Les interlocuteurs du ministre ont rejeté cette proposition car *«elle est antipédagogique»*, déclare-t-on. En fait, il est impossible de garder les élèves jusqu'à cette période de grandes chaleurs. En outre, il leur est impossible de supporter la charge de travail et la pression qui pèse sur leurs têtes. Avec cette date, les candidats cumuleront onze mois de travail. Pour le MCB, cette date *«est une mesure discriminatoire qui vise à pénaliser les élèves de la Kabylie une fois de plus»*.

Quant à l'organisation d'une session «spéciale Kabylie», le ministère l'a rejetée catégoriquement.

Le ministre a expliqué le refus de cette session par *«la crainte de manifestations de réprobation dans d'autres régions du pays»*, a déclaré Ould Ali L'hadi, président du MCB. Pour lui, cette réponse du ministre illustre *«le caractère sectaire du régime car les citoyens d'autres régions d'Algérie ont compati à la douleur des familles des victimes tuées lors des affrontements du mois d'avril dernier»*.

La situation reste tendue. Les élèves sont désemparés et ne savent plus à quel saint se vouer.

SAID GADA

MDS : *«Une stratégie de rupture»*

Le Mouvement démocratique et social (MDS) salue avec ferveur la montée des luttes patriotiques et démocratiques dans notre pays. Le MDS estime que les manifestations populaires grandioses dans les wilayas de Kabylie et dans l'Algérois et l'écho favorable qu'elles reçoivent à travers tout le territoire national traduisent le mouvement de fond démocratique que traverse la société algérienne de part en part et qui entre dans une phase ultime et cruciale. Le renforcement, souligne le MDS, des mesures de contrôle de la société et des élites par des mesures de censure sur la presse à travers une révision de certaines dispositions du Code pénal dans le sens d'une véritable privation des libertés d'expression favorise la confusion et le pourrissement et aboutit à isoler et à affaiblir les forces démocratiques, et de ce fait participe à entretenir la crise.

N. A.

7 citoyens assassinés près de Chlef

Abonnement Internet
par cartes prépayées
aloline
L'univers Internet
Pour avoir la liste de nos points de vente, consultez
Site : www.aloline.com
Email: commercial@aloline.com
Tél: 021 36.97.50 - 021 73.20.06
021 71.89.94
Aloline est un service d'ICOSNET

(Page 7)

LE DROIT DE SAVOIR, LE DEVOIR D'INFORMER

LIBERTE

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION. 37, RUE LARBI BEN M'HIDI, ALGER - TEL. : (021) 64 34 25 (LIGNES GROUPÉES) - FAX : (021) 64 34 29 - N° 2621 JEUDI 24 MAI 2001 - ALGERIE 10 DA - FRANCE 5 FF - ISSN 1111 - 4290

FRIGOR
Design et technologie
FRIGOR en avance sur son temps et ça se voit
NOUVEAU

LA RÉPRESSION RÉPOND À LA RÉVOLTE

KABYLIE DANGEREUSE ESCALADE

Béjaïa coupée du reste du pays

● Les affrontements entre manifestants et brigades antiémeutes à El-Kseur, Aokas, Souk El-Thenine, Kherrata, Ighram et Akbou ont fait une cinquantaine de blessés dont 6 par balles. ● Trois citoyens et un gendarme blessés à Tigzirt.

(Pages 2, 3 et 4)



A. Loulza/Liberté

Rien n'est réglé
Le MCB :
"La deuxième session n'est pas négociable."

(Page 4)



Marche de protestation des lycéens à Béjaïa

PRESSE INDÉPENDANTE

Grève et rassemblement le 28 mai.

(page 6)

Dimanche 27 mai 2001

LE MATIN

L'EVENEMENT

La répression en Kabylie fait encore des morts et des blessés

HALTE AU MASSACRE !



Il a été touché par balle à la tête. Il est jusqu'à aujourd'hui à l'hôpital d'Akbou.

Les émeutes se sont poursuivies hier à Tizi Ouzou et à Béjaïa. L'usage incontrôlé de la force par les brigades antiémeutes a encore fait des morts et des blessés, dont certains touchés grièvement par balles réelles. A quand la fin du massacre ?

****

Demain journée sans presse

La presse indépendante ne paraîtra pas demain, lundi 28 mai 2001 pour dire non aux nouvelles dispositions du code pénal qui visent la mise à mort de la liberté d'expression et de toutes les libertés. Soyons nombreux aux regroupements prévus ce 28 mai 2001 sur l'ensemble du territoire national.

le refus du bâillon

(Pages 9 et 10)

Abonnement Internet
par cartes prépayées

aloline
L'univers Internet

Pour avoir la liste de nos points de vente, consultez :

Site : www.aloline.com
Email: commercial@aloline.com
Tél: 021 36.97.50 - 021 73.20.06
021 71.89.94
Aloline est un service d'ICOSNET

LE DROIT DE SAVOIR, LE DEVOIR D'INFORMER

LIBERTE

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION. 37, RUE LARBI BEN M'HIDI, ALGER - TEL. : (021) 64 34 25 (LIGNES GROUPÉES) - FAX : (021) 64 34 29 - N° 2624 MARDI 29 MAI 2001 - ALGERIE 10 DA - FRANCE 5 FF - ISSN 1111 - 4290

FRIGOR
Design et technologie
FRIGOR en avance sur son temps et ça se voit
Nouveau

ÉVÉNEMENTS DE KABYLIE

BOUTEFLIKA A PARLÉ
LES ÉMEUTES N'ONT PAS CESSÉ

Après le discours du chef de l'État, les affrontements se sont poursuivis dans les wilayas de Tizi Ouzou, Béjaïa et Bouira.

Hier, ils se sont étendus à Boumerdès et Alger où l'université de Bouzaréah a été le théâtre de graves incidents. (Pages 2, 3, 4, 6, 7, et 8)



Lazhari/Liberté

232

TIZI OUZOU TOUJOURS EN FEU

"Oulach ahvas !"

Pour les manifestants, le speech du Président n'a pas convaincu et ils n'entendent pas baisser la pression "jusqu'au départ des brigades".

De notre envoyé spécial
MUSTAPHA BENFODIL

Sitôt tarée que le discours de Bouteflika d'avant-hier, le second du genre, sur les événements de Kabylie. Le président de la République a beau exhorter les jeunes à se calmer, leur réponse ne s'est pas fait attendre.

Ce n'est pas convaincant, lui rétorquent-ils avant de reprendre *"les hostilités"* et nous avons eu toute latitude de le constater hier à Tizi Ouzou où les affrontements ont redoublé d'intensité et ne se sont pratiquement pas arrêtés tout au long de la journée.

Nous sommes partis justement avec pour mission de sonder un peu l'opinion des frondeurs. Nous avons failli d'abord le payer de notre propre personne tant ils développent une animosité viscérale envers tout ce qui pue *"el houkouma"*. *"Montrez votre ordre de mission !"*, *"C'est quoi ça, Liberté ?"*, *"Vous êtes tous les mêmes, vous roulez tous pour le Pouvoir !"*, *"Foutez le camp d'ici"*. Pour eux, si la presse leur a consacré des Unes, c'était de mauvaise foi : *"C'est pour vendre votre journal..."* affirment-ils, l'air de ne pas se laisser embobiner.

Nous nous sommes jetés, en effet, dans le premier paquet de jeunes aux prises avec les blindés des CNS, qui les arrosaient aux bombes lacrymogènes sur la rue Abane-Ramdane. Ils finiront bien par se laisser tout de même convaincre que nous n'avions rien d'un envoyé spécial de l'ENTV, encore moins d'*"el houkouma"* car il faut dire que la série de débats spécial Kabylie, animés ces derniers jours par Karim Bouzalem sur l'Unique, a produit un effet pervers ici tout comme les discours de Bouteflika.

"Dites-lui que c'est du khorti, nous ne céderons pas, oulach ahvas" ton ne s'arrêtera pas), s'écrient-ils à l'unisson.

Dans le paquet, il y avait pêle-mêle des jeunes, des gosses, des pères de famille, des gens instruits, de tout. Tous ont le même mot d'ordre à la bouche : *"Bouteflika, c'est de la démagogie !"*. Certains diront : *"Il aurait dû d'abord commencer par présenter des excuses publiques, je ne comprends rien à son arabe sorti de son Arabie Saoudite"*. La mesure prise concernant le bac ne les a pas séduits non plus. *"Nos élèves passeront les deux sessions"* disent-ils. Comme quoi l'ambiguïté de son speech a fait que d'aucuns ont cru comprendre que les candidats au bac de la région devaient choisir entre l'une ou l'autre session.

Concernant ce qu'il a dit sur les sanctions qui vont tomber sur les gendarmes et les CNS coupables de dépassements, pour eux, *"les forces antiémeutes doivent partir, un point c'est tout !"*

Ils nous dirons même que pendant les quelques jours où les CNS avaient été retirés *"la ville avait vraiment respiré"*.

Qu'en est-il de la commission Issad ? *"On ne croit plus aux commissions d'enquête nationales et puis nous, nous savons qui a tué. Ce qu'on veut savoir, c'est qui a donné l'ordre de tirer."*

Un cadre résume, pour sa part, que *"le discours a apporté des solutions aux conséquences de la crise mais à ses causes"*.

Ce que confirment les jeunes manifestants quand ils s'écrient : *"Nous ne sommes pas des voyous et nous ne nous sommes pas soulevés pour tamazight. C'est faux, on veut que ça change, que la hogra, la corruption soient éradiquées et aucun discours ne nous arrêtera"*.

Ils ont tenu aussi à souligner mordicus qu'ils ne sont pas manipulés. *"C'est parce que toutes les voies d'expression sont confisquées que nous nous sommes révoltés. La violence est notre seule expression"*, martèle un jeune.

"Yatgha waal enaigh" (notre cœur brûle), fait un autre.

Le message est clair : rebelotte, les manif continuent d'autant que pour d'autres manifestants, la région



Les affrontements ne se sont pratiquement pas arrêtés tout au long de la journée d'hier à Tizi Ouzou

les murs de la ville parcourus de graffitis antihoukouma. La tension est à son comble et la population suffoque de nouveau sous les gaz lacrymogènes. Les enfants ont tout le mal du monde pour se rendre à l'école le matin et surtout pour rentrer chez eux dans la mi-journée, au plus fort des affrontements.

À souligner aussi que l'autoroute Alger-Tizi était relativement vide hier. À partir des Issers, les mêmes images *"beyrouthiennes"* reviennent : Poteaux, pneus, gravas.

Avant d'arriver à Naciria, des Nissan de la police ainsi que des fourgons de la gendarmerie sont postés sur la route. À un moment, l'on peut voir une masse de gravier déversée sur la chaussée. Des traces d'incendie sont également visibles le long de la brousse bordant la route.

Un tableau qui risque de perdurer au train où vont les choses, surtout que les citoyens de Tizi Ouzou parlent de provocations à la chaîne de la part des CNS. Des témoignages en série pleuvent sur notre bureau pour dénoncer les agissements des policiers. Ainsi, à la cité Bastos (une cité de jeunes filles), des CNS auraient provoqué par des gestes de la plus haute obscénité des étudiantes, à leurs fenêtres.

À la cité Les Genêts, comme dans d'autres quartiers, les locataires tombent asphyxiés sous des gaz lacrymogènes, lancés dans leurs appartements.

Des commerçants se font tabasser dans leurs magasins pour les obliger à servir les CNS. Hier après-midi, des jeunes qui sirotaient paisiblement des boissons se sont vus en proie à une véritable embuscade. Des policiers ont lancé des grenades lacrymogènes sous le rideau du café avant de le baisser, pour ensuite s'abattre sur les consommateurs et les rouer de coups. À relever enfin qu'à l'heure où nous mettons sous presse, un jeune est en train de lutter contre la mort à l'hôpital Nedir-Mohamed. Il a été massacré par une meute de policiers déchaînés. S'il rend l'âme, il rejoindra Abderrahmane, un jeune de 24 ans tué hier matin à Tadmaït par des gendarmes. Trois autres blessés par balles ont été également déplorés dans la même journée.

M. B.

HÔPITAL DE TIZI OUZOU

UN MORT ET TROIS BLESSÉS PAR BALLE

●● Akkouche Abderrahmane, 24 ans, était loin de se douter que sa vie allait s'éteindre, hier, à la fleur de l'âge et qu'il allait se retrouver dans le tiroir d'une morgue.

L'image est insoutenable. La victime a été fauchée par une balle qu'elle a reçue en plein cœur, comme nous avons eu à le constater de visu.

Un autre impact de balle se voit sur le flanc droit de sa poitrine. Le défunt, commerçant de son état, est originaire de Tadmaït (18km de Tizi Ouzou).

Trois autres victimes blessées par balle, Slimane (21 ans), Hocine (21 ans) et Kamel (28 ans), ont été également enregistrées, hier, à l'hôpital Nedir-Mohamed de Tizi Ouzou. Elles ont eu cependant des blessures jugées sans gravité, touchées au dos, à la jambe et à la main. Les trois blessés sont originaires de Tadmaït, indique-t-on.

À noter, enfin, qu'une quatrième victime, un jeune massacré par des CNS dans la ville de Tizi Ouzou, est du nombre des manifestants évacués hier à l'hôpital Nedir-Mohamed. Son état, par contre, est jugé très critique.

K. S./M. B.

EMISSIONS SPÉCIALES SUR LES "ÉVÉNEMENTS DE KABYLIE"

L'Unique n'a pas changé

Tout a été concocté pour soutenir les thèses officielles.

En ouvrant ses portes, longtemps termées, devant les partis politiques pour s'exprimer sur la situation en Kabylie, la télévision a agi, de l'avis de beaucoup d'observateurs, trop tard et très mal. La première question posée par l'animateur de l'émission à laquelle ont été conviés, avant hier, les chefs de groupes parlementaires, a annoncé déjà la couleur de ce qu'allait être la suite des débats. C'est en fait le procès de la classe politique que l'Unique tente d'organiser. Elle n'a pas dérogé à ses habitudes. Tantôt silencieuse pour taire des événements qui brûlent l'actualité nationale telle que la répression sanglante en Kabylie et tantôt trop bavarde pour manipuler l'opinion publique. L'ENTV a tout fait pour dire que ces événements sont le résultat de l'échec des partis implantés dans la région, à savoir le FFS et le RCD. Outre le journaliste qui a tenté par toutes les manœuvres de défendre cette logique, certains responsables et élus de formations politiques invités sur le plateau ont, eux aussi, rajouté de l'eau au moulin de cette thèse ravageuse. À quelques nuances près, les députés du FLN, du RND d'Ennahda et le représentant des *"Indépendants"* à l'Assemblée nationale ont suivi le chemin battu par la voix officielle. La seule voix discordante fut celle d'Ahmed Djeddai du parti de Hocine Aït Ahmed qui a réfuté cette thèse, en incombant l'entière responsabilité de la crise que vit le pays au pouvoir *"qui doit assumer seul l'échec"* car, dira-t-il, les formations politiques ont été *"empêchées de faire leur travail"*. *"L'activité partisane est impossible à mener quand le pouvoir muselle les champs médiatiques, notamment l'interdiction d'accès à la télévision et politique par le' biais de toutes sortes de mesures restrictives des libertés publiques"*, a-t-il encore ajouté. L'émission de l'ENTV a pris la tournure d'un dialogue à bâtons rompus entre le député du FFS et le journaliste animateur dont le souci d'objectivité n'a pas été de mise.

Cette manière d'orienter les débats, n'est pas la seule tare du programme spécial Kabylie de l'Unique. Certains observateurs soupçonnent même que certains appels de *"citoyens"* ont été *"soigneusement filtrés"*. Comme par hasard, seuls ceux dénonçant les manifestants de Kabylie et soulignant l'échec des partis implantés dans la région ont été pris en considération. Les autres ont été carrément passés sous silence. L'unique objectif n'est autre que de discréditer la classe politique et partant, remettre en cause le multipartisme.

Cependant, les débats n'ont pas été aussi chauds lors de la première émission où n'étaient invités que les seuls représentants des forces de sécurité. Pourtant, la matière à débat contradictoire ne manquait pas. Nul n'a contredit le responsable de la gendarmerie qui a nié l'usage de balles explosives lors des émeutes alors que des expertises médicales, rendues publiques dans la presse nationale, confirment le contraire des assertions de cet officier. Ce dernier a confirmé l'utilisation de balles réelles mais l'a expliquée par la *"légitime défense"*. On est même allé jusqu'à dire que pour sanctionner les éléments des forces de sécurité incriminés, l'enquête doit d'abord prouver qu'ils ont failli aux règles de l'éthique de la profession.

Il faut dire que la télévision a, une autre fois, failli à son devoir de service public en préférant la manipulation au traitement objectif des événements. Dans un communiqué parvenu, hier, à notre rédaction, le seul absent sur le plateau, le chef du groupe parlementaire du RCD, Tarik Mira, a expliqué sa décision de boycotter l'ENTV en disant que : *"Les Algériens et les Algériennes avaient eu un avant-goût de cette grossière manipulation lors de deux émissions précédentes où les intervenants extérieurs notamment étaient sélectionnés à l'avance et de façon discrétionnaire"*. La télévision, a-t-il affirmé, est devenue *"en ces circonstances tragiques, par sa complaisance à l'égard du pouvoir et son irresponsabilité dans le traitement de l'information, un instrument supplémentaire au service de l'embrasement"*.

S. RABIA

est trop marginalisée en terme de création d'emploi : *"La Kabylie a toujours été exclue ! Peu d'investissement et trop d'impôts, trop de chômage. Allez à la zone industrielle, il n'y a ni eau ni électricité"*, dira un émeutier avant d'ironiser : *"On a plutôt investi dans les casernes. Partout des casernes alors que nous n'avons pas produit de terroristes. C'est le pouvoir qui est terroriste !"*

L'occasion du rassemblement des journalistes sera mise à profit pour tirer sur Ouyahia et son code scélérat : *"Il faut que Ouyahia et Messadia partent. Leur retour, c'est de la provocation"*. Un autre ajoute : *"Et dites à Nahnah de faire rentrer ses troupes, que les barbus se la ferme !"*

Retour sur le spécial Kabylie diffusé chaque soir sur l'ENTV. Les manifestants sont formels : *"Cette émission nous censure. Mon oncle a envoyé deux fax. Censurés. Moi, j'ai appelé plusieurs fois. Une fille prend la question au bout du fil puis plus rien."* Un autre s'interroge : *"Pourquoi ce n'est que maintenant que l'ENTV se souvient qu'on existe ?"* Un troisième lâche : *"C'est l'ENTV qui sème la discorde, nous sommes Algériens jusqu'à la moelle."*

Pour M. Yahiou, membre de la coordination des aârchs, *"le point d'achoppement, c'est le départ des brigades de la gendarmerie. Nous en avons discuté avec Benflis. Il nous a dit que c'est une mesure qui le dépassait"*. M. Yahiou estime que le *"retrait des gendarmes et des CNS est très significatif. C'est leur comportement provocateur qui alimente la violence. Imaginez la réaction d'un jeune humilié devant sa sœur ou devant son père"*. Concernant le bac, il dira que si la mesure annoncée par Boutef satisfait l'une des revendications essentielles des comités de village, *"elle ne sera d'aucun effet si elle n'est pas accompagnée de véritables mesures d'apaisement, permettant aux candidats de se préparer aux épreuves dans la sérénité"*.

Pour revenir sur l'atmosphère qui règne ici à Tizi Ouzou, il y lieu de retenir que toutes les artères principales de la ville sont barricadées, les routes jonchées de poteaux, de blocs de pierres et de pneus brûlés.

www.lematin-dz.com

tous pour une presse libre

L'APN a adopté des amendements qui étouffent la liberté d'expression, bridents l'exercice de la profession d'informer et menacent le droit du citoyen à l'information.
Nous, signataires de cette pétition, refusons les atteintes à ces acquis de la société et exigeons le retrait pur et simple des nouvelles dispositions du code pénal relatives au délit de diffamation. Transmettre vos signatures par fax au Comité de crise :
Fax : (021) 67.06.83

LE MATIN

Ils se sont rassemblés hier devant le Palais du gouvernement

Les étudiants marchent à Alger

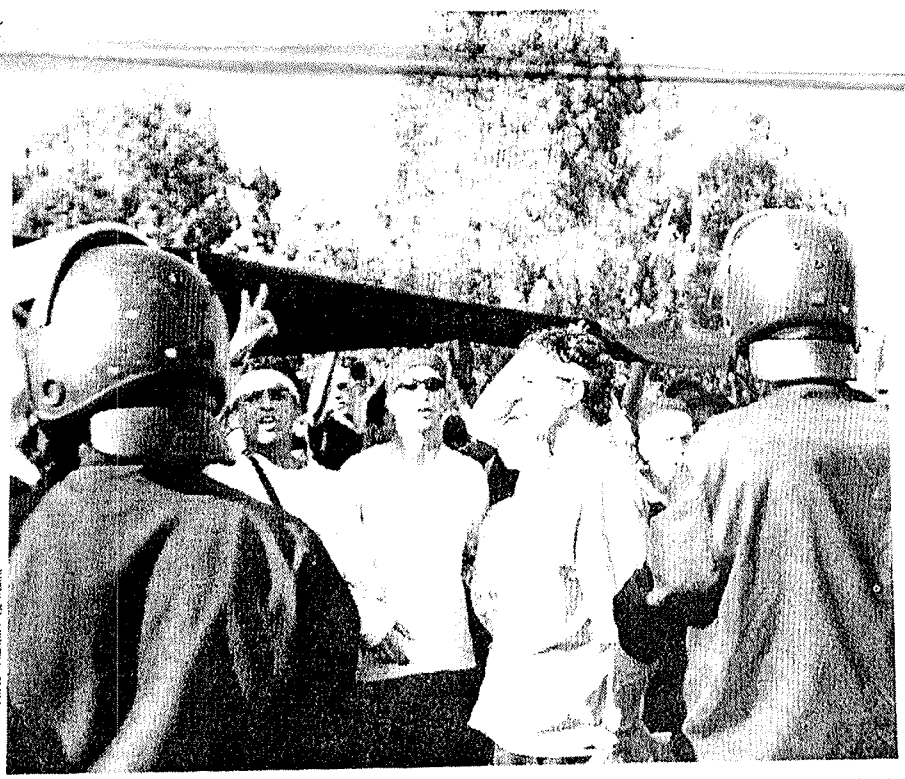


Photo : Nacha > Le Matin

Des milliers d'étudiants des universités d'Alger ont organisé hier une imposante marche de Bouzaréah au Palais du gouvernement où ils ont déposé une plate-forme de revendications dénonçant le code pénal et la répression sauvage en Kabylie ***(Lire page 3)***

Kabylie

Le feu de la révolte ne s'éteint pas



Photo : Mahi > Le Matin

- **Tadmaït** : Les gendarmes tirent encore. Bilan : 1 mort et plusieurs blessés
- **Tizi Ouzou** : Les blouses blanches marchent aujourd'hui
- **Sidi Aïch** : Marche réprimée : 11 blessés parmi les manifestants
- **Alger** : Marche des avocats le 3 juin 2001
- **Akbou** : Huit blessés succombent à l'hôpital
- **Tizi Rached** : Les gendarmes assiègent le lycée
- **Tazmalt** : Un manifestant succombe à ses blessures
- **Feraoun** : Les citoyens organisent une marche silencieuse

LE DEVOIR DE VERITE ISSN 1111-1100 - n° 2815 mercredi 30 mai 2001 — Prix : 10 DA - France 5 FF

révolte ne s'éteint pas

Alger : marche imposante des étudiants

Des milliers d'étudiants des universités d'Alger se sont rassemblés hier devant le Palais du gouvernement.



Hier, les étudiants ont dénoncé le vote du code pénal et la répression en Kabylie.

Nadir Le Matin

Ils étaient des milliers, hier, à répondre à l'appel du Collectif des comités autonomes (CCA) des étudiants de l'Université d'Alger pour organiser une marche à partir de l'université de Bouzaréah jusqu'au Palais du gouvernement. Celle-ci s'est distinguée, il faut le préciser, en dépit de craintes et quelques moments de panique, par une maîtrise presque parfaite de l'organisation d'une foule au demeurant nombreuse, et ce, grâce à la sagesse des uns et des autres, le but étant d'éviter le recours à la violence et la dégénérescence à l'émeute.

Tout a commencé par un petit rassemblement au sein de l'université de Bouzaréah où les étudiants devisaient sur la démarche à entreprendre avant de décider d'une marche qui a pris naissance au sein de l'université aux fins de rassembler un maximum d'étudiants venus de divers instituts. Elle se terminera dans la rue et ne prendra fin que vers 18 h 20.

Les CNS occupant tôt le matin les alentours de l'université reçoivent l'ordre de quitter les lieux pendant un moment d'accalmie.

Les étudiants commencent à scander de plus en plus fort plusieurs mots d'ordre : « Vous voulez la guerre, on n'a pas peur », « *Ulac smah ulac* », « On n'est pas des terroristes, on est des pacifistes ». L'effervescence commence à se faire sentir et la tension monte d'un cran. La marche gagne la rue et les éléments des CNS tentent vainement de contenir une foule déjà nombreuse et décidée à aller jusqu'au bout, c'est-à-dire atteindre le Palais du gouvernement.

Moment fort à proximité du Centre culturel scolaire, où tout a failli tourner au drame. Face au refus de la police de céder le passage aux manifestants en barrant la route par l'alignement d'éléments des CNS, une colère rageuse s'est aussitôt emparée de la foule déchaînée. Quelques bousculades, quelques coups, mais surtout une grande panique. Placée alors aux négociations entre les représentants des étudiants et les responsables du maintien de l'ordre, à leur tête le célébrissime *amni* Ahmed, pour que les deux parties s'engagent, d'un côté, à assurer le déroulement de la marche dans le calme et, de l'autre, préparer le passage sans incidents aux manifestants. Un mégaphone sera mis à la disposition d'un étudiant pour calmer ses camarades en leur annonçant qu'il leur est désormais possible de poursuivre la marche qui s'amorce avec soulagement vers le Palais du gouvernement en passant par Chevalley, El-Biar, Scala et Tagarin.

Les manifestants est arrivent au niveau du siège de la gendarmerie dont la protection a été renforcée par les CNS au risque d'être pris d'assaut. Les artères de la capitale sont sillonnées au rythme des mots d'ordre « *Noudou ya al-ayima* » (lève-toi capitale). Le ministère de la Défense sera dépassé sans incident alors qu'un important dispositif de sécurité a été préalablement dépêché sur les lieux en prévision d'éventuels dérapages, surtout que celui-ci se trouve à proximité d'une pompe à essence.

Finalement, le Palais du gouvernement est atteint par cette foule impressionnante qui continue à clamer à gorges déployées les mêmes mots d'ordre en faveur, notamment, d'une véritable démocratie. Une délégation, composée de cinq étudiants, a été reçue par un représentant du gouvernement auquel elle a remis une plate-forme de revendications comportant les sept points suivants : « Tamazight langue nationale et officielle, une deuxième session du bac national ; statut de martyr pour les victimes des événements de Kabylie ; l'arrêt immédiat de la répression en Kabylie ; le départ immédiat des gendarmes des régions qui le revendiquent : le respect des libertés individuelles et collectives de tous les citoyens et l'abrogation du code pénal ».

Yasmina F.

Mobilisation des étudiants à Alger contre la répression en Kabylie

Vers la création d'une coordination nationale

Le mouvement déclenché par les étudiants d'Alger, de Béjaïa et de Tizi Ouzou dans le cadre de la dénonciation de la répression en Kabylie est loin de tirer à sa fin. La protestation risque de gagner d'autres universités du pays. Après l'installation des collectifs des comités autonomes (CCA) au début des événements, il sera question dans les prochains jours de créer une coordination nationale d'étudiants. Les délégués de l'université Mouloud-Mammeri auraient déjà eu des contacts avec des étudiants d'El Oued et de Tébessa pour lancer cette initiative.

En attendant la naissance de cette coordination, les regroupements vont se poursuivre. Un sit-in est prévu aujourd'hui à l'Ecole nationale supérieure. C'est ce que nous a annoncé hier un membre du CCA de l'université de Bouzaréah en marge du rassemblement tenu avant la marche. « Ne pensez pas qu'on est seuls. C'est une lutte de longue haleine contre la *hogra* que nous allons mener avec tous les étudiants d'Algérie », dira notre interlocuteur. Mis à part la revendication identitaire, les contestataires exigent la satisfaction d'autres doléances telles que l'organisation d'une deuxième session nationale pour le bac. Il a également été question de rejeter toute autre forme de répression (la violation des franchises universitaires, la chasse aux couples au sein même des établissements universitaires et autres restrictions des libertés).

Même au niveau de la wilaya de Tizi Ouzou (selon notre correspondant), on enregistre des réactions hostiles à cet éventuel événement. Les directeurs des maisons de jeunes ont dans une résolution unanime opté pour le boycott des festivités lors d'une réunion tenue la semaine dernière. Les sélections de la wilaya sont d'ailleurs toutes suspendues suite à une démarche prise par la Coordination des comités des *aarouch*, daïras et communes.

Samira I.

Marche du FFS ce jeudi à Alger

Le RCD et le PT ne participeront pas

Le RCD, Rassemblement pour la culture et la démocratie, de Saïd Sadi, et le PT, Parti des travailleurs, de Louisa Hanoune ne participeront pas à la marche que compte organiser ce jeudi à Alger le FFS, Front des forces socialistes, d'Aït Ahmed. Les contacts entrepris par le RCD et le PT avec le plus vieux parti d'opposition, dès samedi passé, pour l'élaboration en commun des mots d'ordre durant cette marche ont échoué. Le FFS y a opposé une fin de non-recevoir. Le RCD qui a appelé dès son retrait du gouvernement au regroupement des forces démocratiques et républicaines pour constituer une alternative au pouvoir allié de l'islamisme ne désespère pas.

Des sources proches de Saïd Sadi affirment que des contacts avec le parti d'Aït Ahmed reprendront très bientôt. Dans une correspondance adressée au premier secrétaire du FFS datée du 27 mai 2001, des responsables du RCD et du PT ont émis le souhait de rencontrer une délégation de ce parti « dans les plus brefs délais » pour, expliquent-ils, voir si éventuellement ils pourraient prendre part à la marche du 31 mai 2001. Les deux partis comptent, en répondant à l'appel lancé « aux forces politiques » par le FFS, « donner ses chances à une dynamique démocratique » et donner un contenu plus large à cet appel à la mesure des attentes des Algériens. Le 28 mai, le premier secrétaire du FFS, Aït Kerboua, dans une correspondance adressée aux responsables des deux partis, leur rappelle que son parti a des divergences de fond avec eux et qu'il n'est pas prêt à se laisser entraîner dans des retournements d'appareils. Aït Kerboua, qui ne ferme pas la porte aux deux partis, conditionne toute action avec eux à de « longues discussions profondes et rigoureuses ». Le FFS, dit-il, s'interdit d'« agir dans la légèreté et la précipitation ». Entre le parti d'Aït Ahmed et ceux de Saïd et de Louisa Hanoune l'une des plus grandes divergences est la demande faite régulièrement par Aït Ahmed quant à la nécessité de la venue en Algérie d'une commission d'enquête pour faire la lumière sur la crise qui secoue le pays ces dix dernières années.

Djamel B.

FAUX BARRAGE À OUED ZEBOUDJ (AÏN DEFLA)

Trois passagers brûlés

(Page 24)

Abonnement Internet
par cartes prépayées
aloline
L'univers Internet
Pour avoir la liste de nos points de vente, consultez :
Site : www.aloline.com
Email: commercial@aloline.com
Tél: 021 36.97.50 - 021 73.20.06
021 71.89.94
Aloline est un service d'ICOSNET

LE DROIT DE SAVOIR, LE DEVOIR D'INFORMER

LIBERTE

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION. 37, RUE LARBI BEN M'HIDI, ALGER - TEL. : (021) 64 34 25 (LIGNES GROUPÉES) - FAX : (021) 64 34 29 - N° 2626 JEUDI 31 MAI 2001 - ALGERIE 10 DA - FRANCE 5 FF - ISSN 1111 - 4290

FRIGOR
Design et technologie
FRIGOR en avance sur son temps et ça se voit
NOUVEAU

LA SITUATION SE DÉTÉRIORE DE PLUS EN PLUS

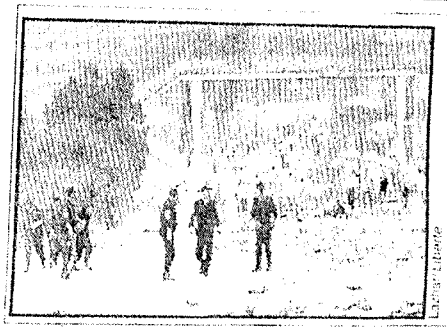
Kabylie : 40 jours après...



A. Lourari/Liberté

Une quinzaine de camions de l'ANP dépêchés à Tigzirt Un important contingent aurait pris position dans la forêt de Yakouren Des hélicoptères survolaient, pendant toute la journée d'hier, Tizi Ouzou Affrontements à Tadmaït et violentes émeutes à Draâ Ben-Khedda (un gendarme tué et une dizaine de blessés) Tous les magasins fermés, hier, à Aïn El-Hammam Heurts à Dellys Le siège des impôts et le parc communal d'Akfadou incendiés

(Pages 2, 3 et 4)



Liberté

AÏN BENIAN

La marche tourne à l'émeute

Page 3

LA CONTESTATION S'ORGANISE ET TENTE DE SE REDEPLOYER

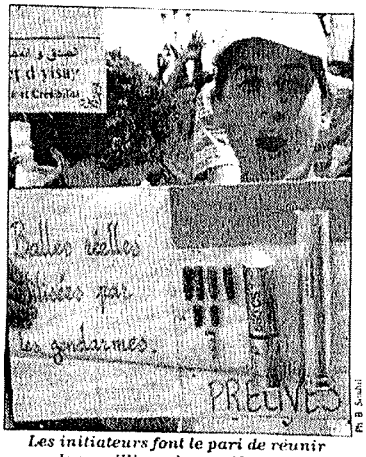
Marche des aârchs à Alger

La coordination des aârchs et comités de daïras et de communes de Tizi Ouzou, réunie jeudi à Azazga, a décidé d'organiser une importante marche à Alger, à laquelle participeront les coordinations de toutes les wilayas de la Kabylie.

AZAZGA
DE NOTRE ENVOYEE SPECIALE

L'idée de marcher sur Alger, à partir de Tizi Ouzou et même de Béjaïa, a séduit l'assemblée, réunie jeudi à Azazga. Ses aspects pratiques paraissent a priori insurmontables. On se limite donc, pour l'instant, à réfléchir à une action qui sortira le soulèvement populaire de son ghetto, c'est-à-dire la Kabylie, et passer ainsi à un deuxième stade de mobilisation. Deux dates sont proposées pour la marche : le 7 et le 14 juin. Des arguments solides sont avancés par les uns et les autres. Une date proche évitera au mouvement de s'essouffler. Celle plus lointaine permettra aux candidats au baccalauréat de passer leurs examens sans se préoccuper de cette manifestation. Elle laissera aussi plus de temps à la préparation d'une action, dont la réussite sera subordonnée à la capacité de ses initiateurs de drainer quelque deux millions de personnes. La marche des aârchs de Tizi Ouzou a mobilisé, pour rappel le 21 mai, plus de 500 000 personnes. Devant la difficulté de dégager un consensus autour d'une seule proposition, la décision définitive sera prise en concertation avec les coordinations des autres wilayas, en l'occurrence Béjaïa, Bouira, Boumerdès, Sétif, Bordj Bou Arréridj et Alger (le Comité autonome des étudiants des universités d'Alger et quelques associations telles que le CNOT, Djazaïrouna, RAFD... appuient les actions des aârchs). La date sera connue lundi prochain, à l'issue d'une énième réunion à la maison de la culture Kateb Yacine.

Autre point de discorde au sein de la coordination des aârchs de la wilaya de Tizi Ouzou : le retrait ou pas de la JSK du championnat national. Les partisans du forfait estiment qu'une décision pareille, par sa symbolique, assènera un coup dur au pouvoir en place. Les autres soulignent que l'équipe de la Jeunesse de la Kabylie ne peut se mettre en porte-à-faux, du jour au lendemain, à la réglementation qui régit le football algérien. «*C'est encore tôt pour ce type d'actions*», avance-t-on. Une délégation a été chargée de discuter avec la direction de la JSK de l'option de ne pas jouer deux matchs. Au-delà de ces divergences, au demeurant de pure forme, les délégués des trente-quatre coordinations locales, représentées à l'assemblée générale de Azazga, sont unanimes à soutenir l'option de maintenir la pression sur les autorités publiques, par des manifestations pacifiques, jusqu'à la satisfaction de toutes les revendications contenues dans le rapport de synthèse de la rencontre d'Illoula, ou ce qui tend à devenir la plate-forme d'Illoula (départ de la gendarmerie, reconnaissance officielle de tamazight, mettre fin à l'exclusion sociale et à la corruption...). Il est recommandé d'occuper, continuellement, la place publique par des sit-in ou des marches afin de signifier l'importance du «mouvement citoyen» en cours. Le principe d'adresser aux Algériens, via la presse indépendante, une lettre ouverte est retenue. Il s'agit de retracer le combat de la Kabylie pour l'instauration de la démocratie, d'expliquer les tenants et aboutissants des derniers événements, de dénoncer la régionalisation et de «*dire aux Algériens que notre ennemi commun est le pouvoir*», pour paraphraser les propos d'un délégué de Ouacif. Les coordinateurs des aârchs de Ath Ghobri et Ath Jennad proposent de porter assistance morale et financière aux familles des victimes (collecte d'argent, don d'une journée de travail), de ne plus célébrer de fêtes dans les villages et surtout de ne plus déposer plainte devant la gendarmerie et de retirer toutes celles introduites en justice. «*Les conflits entre personnes seront dorénavant traités par les comités de villages et les aârchs.*»



Les initiateurs font le pari de réunir deux millions de manifestants

Les membres de la coordination des aârchs et des comités de daïras et de communes souhaitent, par ailleurs, l'arrêt des émeutes. Le mouvement de contestation doit se poursuivre, de leur avis, dans un pacifisme total afin d'éviter que l'état d'exception ne soit décrété, et par conséquent gêner leurs actions futures.

SOUHILA HAMMADI

Vers l'état d'exception ?

Les manifestants font la sourde oreille aux appels au calme lancés par les aârchs. Le risque qu'ils reprennent les émeutes après deux jours de calme (jeudi et vendredi) reste grand.

TIZI OUZOU
DE NOS ENVOYEES SPECIALES

L'état d'exception pourrait être décrété, ce lundi en Kabylie, si les émeutes ne cessent pas, avons-nous appris de source digne de foi. L'article 93 de la Constitution donne les pleins pouvoirs au président de la République pour décréter l'état d'exception lorsque «*le pays est menacé d'un péril imminent dans ses institutions, dans son indépendance ou dans son intégrité territoriale*». Tout porte à croire qu'au quarante-cinquième jour des événements de la Kabylie, c'est-à-dire lundi prochain, les autorités compétentes pourraient sortir les grands moyens en vue de rétablir l'ordre public, considérant que «*l'intégrité territoriale du pays*» est en péril. Au jour d'aujourd'hui, il est difficile de spéculer sur un arrêt spontané des affrontements, bien que mercredi au soir, les émeutiers aient décidé d'observer une trêve de deux jours (jeudi, pour participer à la marche du FFS à Alger, et vendredi, par respect de la journée de deuil dans toute la wilaya à l'occasion de la commémoration du 40e jour de la mort de toutes les victimes).

Aux Ouadhias dans la soirée de jeudi, des adolescents se préparaient, toutefois, à reprendre les émeutes, en récupérant — là où ils les trouvaient — pneus, ferraille et branches d'arbres. La colère des jeunes manifestants échappe, par ailleurs, à tout contrôle, y compris celui des sages des villages. Le père de Mohamed (Massinissa) Guermah, rencontré à Beni Douala, a soutenu avoir fait appel, à maintes reprises, au bon sens des émeutiers, en vain. «*Le jour de l'enterrement de mon fils, j'ai appelé au calme, sans réussir dans mon entreprise. Les provocations des gendarmes attisaient, à chaque fois, la colère des jeunes.*» A Boghni, les moins de vingt-cinq ans sont les maîtres de la rue. Ils décident, seuls, des actions à entreprendre. Leur prédilection tend, de toute évidence, vers la casse et les face-à-face violents avec les éléments des forces de sécurité. La gendarmerie, mise en quarantaine par la population locale, n'a plus aucune autorité réelle sur son territoire de compétence au regard des lois de la République. Les voix conciliantes des adultes ne sont que rarement entendues. Lors de l'assemblée générale de la coordination des aârchs, des comités de daïras et de communes, tenue jeudi à Azazga, un délégué d'Illoula a recommandé de ne pas engager la structure dans cette voie.

«*Si les jeunes surexcités ne répondent pas à ses appels au calme, elle sera discréditée. Laissons aux aârchs le soin d'assumer cette tâche de proximité.*» Les animateurs de la coordination cherchent, à tout prix, à rétablir le calme pendant la session nationale des épreuves du baccalauréat. «*Il faut dire aux jeunes de ne plus répondre aux provocations. Les examens du baccalauréat doivent impérativement se dérouler dans de bonnes conditions. Nos enfants ont déjà perdu une année à cause du boycott scolaire, 1994-1995. ndlr. Nous ne souhaitons pas de mort intellectuelle en Kabylie*», a soutenu le porte-parole de la coordination de Maâtkas. Le représentant du aârchs d'Illoula a demandé à ce que la sécurité des candidats au bac soit assurée par des membres de la coordination.

Au-delà des émeutes que d'aucuns qualifient d'expression naturelle d'un ras-le-bol avéré et de revendications légitimes, les gens s'insurgent contre le racket et le pillage, un phénomène qui «*ne peut que nuire au mouvement*», pour reprendre les propos d'un délégué de Mekla. Un coordinateur de Tizi Ouzou-ville a parlé, pour sa part, de «*personnes qui infiltrent la foule pour faire basculer les manifestations pacifiques dans la violence*». Les témoignages font, également, état d'actes de vandalisme, commis dans la nuit par des hommes cagoulés. Des magasins sont saccagés et pillés. Face à ces dépassements, dont les auteurs ne sont pas identifiés (on ne sait pas à quel camp ils appartiennent exactement), la coordination a déjà installé des comités de vigilance dans plusieurs localités.

N. AMIR ET S. HAMMADI

Démenti des commerçants de Mechtras

Des commerçants de la commune de Mechtras (sud de Tizi Ouzou) ont opposé un démenti suite à la déclaration lue jeudi dernier au journal de l'ENTV demandant l'intervention des gendarmes pour les protéger.

Ce démenti lu hier lors de la rencontre des comités de villages et de quartiers et distribué à la presse se démarque de «*la prétendue demande sollicitant le corps de la gendarmerie pour la sauvegarde des biens matériels de nos locaux commerciaux*». Le document portant le cachet de trente-huit commerçants (pâtissiers, bouchers, salons de coiffure, cafés, auto-écoles...) se déclare se solidariser «*des jeunes manifestants pour leurs revendications légitimes*». Pour les auteurs de ce démenti, les rédacteurs de la déclaration lue jeudi à l'ENTV est «*l'œuvre des pouvoirs de la tchipa*».

SAID GAIDA

Calme précaire à Boumerdès et fronde à Naciria

Pendant qu'un calme précaire semble revenir dans les localités ayant connu des échauffourées durant la semaine au niveau de Boumerdès, les Issers et Dellys, une marche pacifique a été organisée par le FFS local et s'est terminée par des affrontements violents avec les brigades anti-émeutes qui auraient, selon des informations de citoyens, tiré des bombes lacrymogènes à partir d'un hélicoptère qui survolait la ville pour la circonstance.

Le siège des contributions diverses a été partiellement incendié et le siège de l'APC et le tribunal ont été saccagés. Ces heurts ont fait plusieurs blessés sans gravité. Par contre, à Naciria, les émeutes n'ont pas cessé même si durant la journée un semblant de calme est constaté, car des affrontements nocturnes sont permanents depuis une semaine. Les jeunes manifestants assiègent tantôt le siège de la sûreté de la daïra tantôt le siège de la gendarmerie, qu'ils bombardent à l'aide de pierres et de cocktails Molotov. Comme à l'accoutumée, les éléments des brigades anti-émeutes tirent des bombes lacrymogènes sur les jeunes manifestants.

Par ailleurs, la nuit de jeudi a connu des affrontements violents qui se sont poursuivis jusqu'à 2 h du matin, et hier tous les commerces avaient baissé rideaux.

B. KIDDER

Deux gendarmes et un militaire arrêtés

Trois membres des forces de sécurité, dont deux gendarmes, ont été arrêtés ces derniers jours pour «*usage abusif de leurs armes*» lors de manifestations pour la Kabylie, a-t-on indiqué, hier, de source officielle à Alger.

Deux gendarmes-auxiliaires qui «*ont fait usage abusif de leurs armes*», lors d'une «*opération de maintien de l'ordre public*», le 28 mai à Draâ Ben Khedda à dix km de Tizi Ouzou (110 km à l'est d'Alger) en Grande Kabylie, ont été arrêtés, a annoncé le commandement de la Gendarmerie nationale.

Ces deux gendarmes ont «*enfreint consignes portant interdiction des armes à feu dans ce contexte*», a précisé la Gendarmerie. Ils ont été présentés à la justice le 30 mai et mis sous mandat de dépôt. Un militaire de faction devant l'établissement de réparation navale au port d'Alger qui avait blessé par balle, jeudi dernier, une personne au moment de la dispersion de la manifestation en faveur de la Kabylie a été arrêté, a indiqué également le commandement de la Gendarmerie nationale.

Cette «*sentinelle a tiré un coup de sommation pour dissuader un groupe d'individus qui se livrait à des dégradations*», a précisé cette source. Des affrontements entre jeunes avaient eu lieu à l'issue de la marche.

«*La balle a traversé une plaque de signalisation routière et a blessé grièvement un citoyen circulant à bord d'un camion de transport.*»

La 2ème session du bac sera nationale

N° 1786 Prix 10 DA. France 5 FF

La Tribune

Quotidien national d'information

Dimanche 3 juin 2001

Lire en page 24

APRÈS UN RETOUR RELATIF AU CALME

La Kabylie attend un geste fort

En attendant, les marches et les rassemblements de protestation se poursuivront jusqu'à jeudi prochain

Par
Ryad Choukri

APRÈS quarante jours de tragédie nationale, les manifestants ont, dans la majorité des régions de Kabylie, décidé, hier, de déserter la rue et attendre. Ceci explique le calme qu'ont partout constaté nos correspondants qui, cependant, ne manquent pas de relever la présence d'une atmosphère que caractérisent la prudence et l'attente d'une évolution positive des événements par l'annonce du président de la République de mesures à la hauteur du message fort et tragique qu'ont délivré durant plusieurs semaines les jeunes qui ont scandé leur colère et leur refus de voir confisqués les droits des Algériens.

A Tizi Ouzou comme à Béjaia, on n'exclut pas, en effet, que le président de la République annonce des mesures à même de rendre définitivement à la région son calme et sa sérénité. Cette croyance repose sur les informations diffusées par des journaux dont notre confrère El Khabar. Dans son édition d'avant-hier, le journal a cité une source proche de la présidence de la République attribuant au chef de l'Etat l'intention de commencer dans les prochaines heures une série de consultations avec les acteurs politiques parmi les plus influents de la coalition et de l'opposition.

La chute d'éléments donnés inévitables comme certains contraint le président de la République et le pouvoir, d'une manière générale, à gérer autrement une crise qui a montré les limites non pas seulement d'une gestion des affaires de l'Etat mais aussi celle d'un système arrivé au terme de ses contradictions et représentant maintenant une réelle menace. La rue aussi ! Le retour au calme n'empêche pas, en effet, que le débat reste essentiellement dominé par la certitude politique que sans mesures adéquates et courageuses de la part du président de la République, la crise risque de connaître de nouvelles complications : c'est pour cette raison que, sous l'impulsion de la rue, des formations, des associations et des comités ont pour la plupart décidé de multiplier jusqu'à jeudi prochain marches, rassemblements et déclarations rappelant la nécessité démocratique pour ce pays. Cette mobilisation comporte deux aspects : une attitude spontanée de la part d'associations et de groupes politiques et associatifs concernés directement par la tragédie en Kabylie et attachés à leur revendication pour le respect des libertés fondamentales et de voir tamazight enfin reconnu comme langue officielle et nationale. Ces groupes, convaincus de l'impact des manifestations tragiques, escomptent de la part du pouvoir une disponibilité à revoir sa copie en matière de libertés dans l'exercice politique et associatif. C'est ce qui semble être le cas du FFS : son premier secrétaire Ali Kerboua a déclaré que l'espoir de son parti est de voir le président de la République profiter du trente-neuvième anniversaire de l'indépendance pour contribuer à l'apaisement. *Suite en page 2*



Après des semaines de heurts violents, les actions pacifiques prennent le pas en Kabylie qui attend des signes du pouvoir

APRÈS L'ATTENTAT MEURTRIER DE TEL-AVIV

Le recul forcé d'Arafat

Par
Mourad Termoul

JUSTE après les élections législatives en Israël, bon nombre d'observateurs et d'analystes politiques se sont posé une série de questions concernant l'avenir du Proche-Orient sous l'ère de celui que tout le monde désigne sous le nom de *«faucon»*. Ariel Sharon reprendra-t-il les négociations israélo-palestiniennes au point où son prédécesseur, Ehud Barak, les avait laissées ? Une question qui, pourtant, trouve sa réponse dans les premières interviews accordées par Ariel Sharon lors de sa victoire aux élections législatives du 6 février dernier. En effet, en réponse à la question d'un journaliste sur le legs politique qu'il a hérité de son prédécesseur Barak, le Premier ministre israélien affirmait haut et fort, comme pour annoncer la donne : *«Si vous me demandez si je respecterai les accords existants, je vous répondrai que je ne respecterai que ceux ratifiés par la Knesset, et seulement ceux-là»*. Résultat : une répression sanglante contre les civils palestiniens, un discours va-t-en-guerre avec à la clé la destruction de toutes les infrastructures palestiniennes, des assassinats politiques visant les responsables du Fatah et ceux de la force 17, la reprise de l'extension des colonies juives à l'intérieur même des territoires autonomes.

Cette escalade militaire a engendré une série d'attentats kamikazes au cœur d'Israël. Malgré les condamnations unanimes de la part de la communauté internationale, et à leur tête les Etats-Unis, de l'attentat de vendredi dernier qui a fait 17 morts et plus d'une vingtaine de blessés, cette opération s'inscrit dans une logique dont Sharon lui-même a tracé les contours. *Suite en page 24*

INFORMATIQUE

Connexion'2001 ouvre aujourd'hui

Lire notre supplément en cahier central

L'UNIVERSITE DE LA FORMATION CONTINUE
Organise
le 2ème COLLOQUE INTERNATIONAL
SUR L'UNIVERSITE VIRTUELLE
(Alger / mars 2002)
L'INTERNET :
Outil pédagogique pour
la formation à distance
Pour plus de renseignements, contacter le secrétariat du colloque :
Tél. : 021 91 07 32/ Fax : 021 91 07 27
E-mail :ead@ufc-dz.net Http://www.ufc-dz.net

www.lematin-dz.com

tous pour une presse libre

L'APN a adopté des amendements qui étouffent la liberté d'expression, brident l'exercice de la profession d'informer et menacent le droit du citoyen à l'information.
Nous, signataires de cette pétition, refusons les atteintes à ces acquis de la société et exigeons le retrait pur et simple des nouvelles dispositions du code pénal relatives au délit de diffamation.
(Lire page 7)

LE MATIN

● Terrorisme

Cinq personnes assassinées à Boukadir

Cinq personnes de la même famille Bouhenni Bouziane ont été sauvagement assassinées par un groupe armé de terroristes.
(Page 8)

Deux blessés dans un attentat terroriste

Les terroristes ont encore frappé à Laâlam, un petit village situé à 15 km à l'est de la commune de Tamridjet-dans la wilaya de Béjaïa.
(Page 8)

● Le FFS multiplie les contacts diplomatiques

Entretiens au département d'Etat américain et rencontre avec François Hollande et Bertrand Delanoé : pour les responsables du FFS, la semaine qui commence s'annonce chargée.
(Page 24)

● Des associations estudiantines dénoncent les aveux d'Aussaresses

Après le sit-in tenu le 14 mai dernier devant l'ambassade de France en Algérie pour dénoncer les aveux du général Paul Aussaresses sur la torture en Algérie, des représentants de différentes associations estudiantines (Union générale des étudiants algériens, Alliance pour le renouveau estudiantin...) exigent des excuses officielles de la part des autorités françaises.
(Page 8)

● L'Italie en force à la foire d'Alger

L'Italie, l'un des premiers partenaires commerciaux de l'Algérie en Europe, sera présente en force lors de la 34e édition de la Foire internationale d'Alger qui s'ouvrira le 13 juin prochain au Palais des expositions des Pins-Maritimes.
(Page 8)

Les manifestations pacifiques succèdent aux émeutes

Kabylie : la protesta s'organise



Photo : Meh > Le Matin

Hier, lors de la marche des avocats à Alger.

La Kabylie a vécu hier une journée sans heurts. Aux affrontements meurtriers qui l'ont secouée pendant près de cinquante jours succèdent des marches pacifiques dans les différentes localités de la région. La lutte s'organise et ses mots d'ordre restent inchangés **(Lire pages 2, 3, 4 et 5)**

LE DEVOIR DE VERITE ISSN 1111-1100 - n° 2819 lundi 4 juin 2001 — Prix : 10 DA - France 5 FF

s'organise

Akbou : retour sur événements

Envoyée spéciale à Akbou,
Abla Chérif

Les jours qui passent n'ont pas calmé la révolte qui s'est emparée dix jours durant de cette ville et, en dépit du calme incertain qui s'est installé au cours de ces derniers temps, un malaise manifeste laisse clairement entrevoir la possibilité d'une nouvelle explosion. La ville a tout simplement cessé de vivre. Plus aucun commerce ne fonctionne. Les adultes ont décidé de baisser rideau dès le début de ces évènements en signe de solidarité avec les jeunes. « Ce sont nos enfants, nous sommes également concernés », s'insurgeait un homme d'un certain âge face au chef de daïra d'Akbou descendu mercredi matin dans la rue pour tenter de calmer la situation. Sa rencontre avec les jeunes manifestants renseigne bien sur l'état d'esprit de ces jeunes.

« Pourquoi continuent-ils à envoyer les renforts ? », hurlaient des dizaines de personnes attroupées autour de lui. Debout, perché sur une barricade dressée par les manifestants il y a plus de deux semaines pour bloquer l'arrivée des renforts de la gendarmerie ou des CNS, ce représentant des autorités locales observait la foule sans trop savoir quoi répondre. Tous des jeunes, surexcités, révoltés, les yeux souvent rougis par de longues nuits d'affrontements avec les brigades antiémeutes.

La tension qu'ils vivent a même poussé l'un d'entre eux, Boubekeur, un meneur de vingt ans, à se taillader le bras lorsqu'une descente effectuée par ces « hommes d'une sauvagerie inouïe » l'a contraint à se réfugier toute la nuit dans les égouts. « Ils ont failli me tuer avec leur klash », lui crache-t-il au visage. C'était mardi, la veille de cette rencontre. Boubekeur et les autres exigent à présent une réponse.

Cette fois-ci, un tout autre type de réponse parvient. « Les renforts ont tout simplement traversé Akbou, mais pour aller ailleurs, du côté de Tazmalt je crois », lâche ce même chef de daïra. Un dialogue de sourds s'installe alors. « Pourquoi, ce ne sont pas des Kabyles à Tazmalt ? » « Puisqu'ils les ont envoyés, cela veut dire que le pouvoir ne veut pas la paix. C'est l'Etat qui refuse que la situation se calme, il n'y a qu'à voir la façon dont nous provoque la gendarmerie pour le comprendre. »

Puis s'ensuit un long réquisitoire contre ce corps. Les mêmes griefs sont à nouveau énoncés : violations de domicile dans la nuit propos vulgaires, incitation à la révolte… Le chef de daïra hoche la tête en disant : « Je sais qu'il y a des provocations. »



Mais la réponse qu'il reçoit le désarçonne : « Si la gendarmerie ne cesse pas ses provocations, nous n'aurons pas d'autre choix que les armes. » La foule exige de lui des garanties, des réponses sur les motifs d'un tel comportement, mais il s'avoue être incapable de promettre. « Notre combat se poursuivra, nous le voulons pacifique, mais il se transformera en lutte armée si on nous pousse dans cette voie », s'entend-il alors répondre. Les négociations qu'il était venu mener pour la levée des barricades ont échoué.

La rupture est consommée. Le fossé étant visiblement trop grand entre tous ces jeunes et les dirigeants du pays. La veille, des meneurs d'Akbou se sont d'ailleurs réunis pour annoncer une nouvelle décision. Ils se sont regroupés en présence d'adultes qui ont acquiescé sans broncher toutes leurs nouvelles revendications. La rencontre à laquelle nous avons été conviés s'est déroulée sous la protection de manifestants restés à l'extérieur pour prévenir en cas d'éventuels ennuis. Ils veulent que leur message soit répercuté par la presse. Ils viennent de décider de ne plus payer d'impôts à l'Etat : « L'argent ne sert qu'à les enrichir tandis que nous parvenons à peine à vivre correctement », dit l'un d'eux. L'accord a été donné par les habitants de plusieurs autres villages de Béjaïa, apprend-on. Mais une décision encore plus importante pourrait être prise si rien n'est fait pour calmer les esprits. « Si la provocation se poursuit, nous n'enverrons plus nos enfants au service national », lance un vieux d'environ soixante-dix ans qui assiste à la réunion. Les jeunes l'acclament et acceptent de le laisser donner son avis. « Nous soutenons nos enfants car ils n'ont aucun avenir devant eux, le pouvoir n'a rien fait en direction de cette jeunesse et, plus grave encore, il l'a poussée à se soulever. Ces jeunes se battent pour un avenir meilleur, pour le droit au travail,

« Nous soutenons nos enfants car ils n'ont aucun avenir devant eux, le pouvoir n'a rien fait en direction de cette jeunesse et, plus grave encore, il l'a poussée à se soulever ».

au logement… Mais l'Etat a tenté de circonscrire le problème à la Kabylie. Ils veulent diviser pour mieux régner, mais le reste du pays finira tôt ou tard par comprendre ce qui se passe. »

Pour l'instant, des consignes strictes sont régulièrement données pour que la mobilisation se poursuive à Akbou. La lutte ne doit pas se dérouler dans l'anarchie. La population a même décidé de dresser un cordon de sécurité autour de l'hôpital de la ville pour éviter une nouvelle intrusion des brigades antiémeutes qui poursuivent souvent les manifestants jusque dans ce lieu. Consigne a été également donnée de ne pas provoquer les CNS (en dehors des affrontements). « le problème, c'est la gendarmerie ». Une gendarmerie qui a été destinataire d'un nouvel ultimatum mercredi. Les citoyens exigent leur départ avant samedi, « sinon, nous ne répondrons de rien ». Pour prouver leur détermination, les manifestants ont d'ailleurs défilé deux jours auparavant dans les rues avec un cercueil symbolisant la mise à mort de la gendarmerie. « Leur départ calmera-t-il la situation ? » « Dans un premier temps oui, mais le malaise est trop profond. Si l'Etat n'apporte pas rapidement des solutions concrètes, le pire est à craindre. »

A. C.

Des victimes de la répression témoignent

Plusieurs citoyens témoignant des graves dépassement qu'ils auraient subis de la part des forces de sécurité durant la répression des manifestations de révolte des jeunes se sont présentés ces jours-ci à notre bureau.

L'on retient notamment le cas de cet enseignant de français à l'EF Amriou de Béjaia, Lyes Bensmaine, habitant le quartier de Oukacheb (Sidi-Abdelhak) dans la rue Kamal-Laâdjouze qui, selon lui, a été agressé le dimanche 27 mai par trois gendarmes qui ont défoncé la porte de son domicile avant de lui asséner un coup de crosse à la tête. « Ils m'ont sorti dans la rue, déshabillé entièrement et battu à mort », dira-t-il en précisant que les gendarmes lui ont fait traverser de la rue dans cet état jusqu'au siège du groupement situé à l'entrée de la rue de la Liberté.

Son témoignage sera corroboré par plusieurs de ses voisins qui nous ont parlé d'une véritable expédition punitive lancée ce jour-là par des gendarmes qui se sont livrés, selon leurs dires à la casse systématique des vitres des véhicules stationnés sur la chaussée.

Un autre citoyen nommé Hamza Semach, commerçant à Remila (Sidi Aïch) affirme avoir été victime vendredi passé d'une tentative de vol perpétrée, selon lui, par six individus qu'il aurait surpris en train de défoncer la porte de son garage en « compagnie d'un militaire ».

Dalil Y.

Le gendarme mis en cause dans la mort de Massinissa demande protection

On apprend de source bien informée que le gendarme mis en cause dans la mort, dans des circonstances tragiques, du jeune Massinissa Guermah a demandé une protection physique. Ce gendarme, actuellement incarcéré à la prison militaire de Blida, serait appelé à être entendu prochainement au siège de la Cour suprême par des membres de la commission d'enquête sur les événements de la Kabylie présidée par le professeur Mohand Issad, ajoute-t-on, de même source.

De qui et de quoi a donc peur ce gendarme ? Des manifestants en colère ou d'éventuelles personnes non encore identifiées ?

C'est durant notamment son déplacement de la prison militaire de Blida au siège de la commission d'Alger que le gendarme souhaitait bénéficier d'une garde rapprochée.

Le doute se serait emparé de plusieurs membres de la commission Issad précise la même source selon laquelle trois membres des groupes de travail des wilayas de Tizi Ouzou et de Béjaia de la commission Issad auraient émis le vœu de démissionner.

F. S.

Accusés de vol qualifié et de violation de domicile

Trois éléments des CNS écroués

Trois éléments des CNS viennent d'être écroués par le parquet de Béjaïa, tandis que deux autres, faisant partie de la même brigade antiémeutes, ont été mis en liberté provisoire, apprend-on de sources sûres.

Accusés de vol qualifié et de violation de domicile, les cinq mis en cause ont été présentés au parquet de Béjaïa suite au dépôt de plaintes de plusieurs citoyens d'Aokas qui témoignent unanimement de cette bavure policière. Après enquête, le magistrat instructeur jugera que les prévenus sont « justiciables » en tenant compte des preuves tangibles présentées par les plaignants.

Selon les témoignages de certains commerçants, dont les magasins avaient fait l'objet de vols avec effraction durant la nuit du lundi 21 mai, ces « policiers indélicats » avaient même laissé leurs traces (matraques …) sur les lieux, ce qui constitue des pièces à conviction pour la partie civile.

K. O.

www.lematin-dz.com

tous pour une presse libre

L'APN a adopté des amendements qui étouffent la liberté d'expression, briment l'exercice de la profession d'informer et menacent le droit du citoyen à l'information.
Nous, signataires de cette pétition, refusons les atteintes à ces acquis de la société et exigeons le retrait pur et simple des nouvelles dispositions du code pénal relatives au délit de diffamation.
(Lire page 5)

LE MATIN

Les journalistes de la Chaîne II s'insurgent

43 travailleurs de la Chaîne II, dont 33 journalistes, ont signé une déclaration où ils dénoncent le traitement des événements de Kabylie par la radio
(Page 2)

Marche à Alger jeudi

Les membres de la Coordination nationale pour la défense des libertés démocratiques ont animé, hier, une conférence de presse autour de la marche prévue ce jeudi à Alger
(Page 4)

La Coordination des comités de village se prépare

La Coordination des comités de village a décidé d'appeler à une marche à Alger le jeudi 14 juin
(Page 4)

La genèse de l'arme syndicale

Quels sont les traits qui ont permis l'émergence du syndicalisme algérien sous la domination coloniale ? Sur près de 500 pages, Boualem Bourouiba, l'un des acteurs fondateurs de cette épopée du prolétariat algérien, raconte...
(Page 17)

La Journée mondiale de l'environnement, c'est aujourd'hui

La Havane, la belle capitale de Cuba, et Turin, l'ancienne capitale de l'Italie, accueilleront cette année les prestigieuses manifestations de la Journée mondiale de l'environnement célébrée le 5 juin.
(Page 15)

Elles ont crié leur colère hier à Béjaïa et à Azazga

Les femmes réclament justice



Photo : Meh > Le Matin

Le 24 mai à Tizi Ouzou.

Des dizaines de milliers de femmes ont marché hier à Béjaïa et à Azazga pour dénoncer la répression en Kabylie et exiger que soient jugés ceux qui l'ont commanditée et ceux qui l'ont exécutée **(Lire page 3)**

LE DEVOIR DE VERITE ISSN 1111-1100 - n° 2820 mardi 5 juin 2001 — Prix : 10 DA - France 5 FF

Kabylie : la protesta s'organise

« Agissons, c'est urgent ! »

La Coordination nationale pour la défense des libertés démocratiques a expliqué hier l'urgence d'actions d'envergure, dont la marche programmée pour ce jeudi.

Alors que les sénateurs reprennent aujourd'hui leurs travaux avec, au programmes l'amendement apporté au code pénal, la société civile se mobilise multipliant les actions, comme elle ne l'a jamais fait depuis plusieurs années, s'opposant ainsi à tout renoncement aux acquis démocratiques.

Ainsi, les représentants de la société civile ayant répondu à l'appel du Syndicat national des journalistes, le 25 mai dernier, pour constituer la Coordination nationale pour la défense des libertés démocratiques (CNDLD) ont décidé de marcher jeudi prochain à 13 h 30 entre la place du 1er-Mai et la place des Martyrs.

Le chaînon central autour duquel se tissera cette marche est « Non à l'assassinat de l'Algérie », a-t-on appris hier auprès de la CNDLD lors de la conférence de presse initiée par les organisateurs. S'inspirant du texte ayant sanctionné son acte de naissance le 25 mai dernier, la coordination appelle les citoyennes et citoyens à se mobiliser pour exiger le « retrait immédiat des amendements du code pénal », l'« arrêt immédiat de la répression » pour dire : « Non à l'impunité des assassins du peuple », « Non à la *hogra* », et « Respect des libertés démocratiques ».

Aussi, les organisateurs invitent tous les Algériens à prendre part à cette marche afin de faire échouer toutes les tentatives de mise à mort des libertés démocratiques. La présidente de l'association RAFD a tenu à signaler que c'était la première fois depuis



Zazi Sadou présidente du RAFD. Ph > Mohi/Le Matin

près d'une dizaine d'années, à savoir depuis le CNSA, que « les représentants de la société civile parviennent à se mobiliser autour d'un combat commun et ce, afin d'alerter l'opinion publique sur des urgences ». Et d'ajouter : « Nous avons compris que s'il n'y avait pas une forte opposition à ce projet d'amendement du code pénal, les retombées ne se feront pas ressentir uniquement au niveau de la corporation journalistique mais se répercuteront sur toute la société. C'est en fait une tentative de musellement de la liberté d'expression dont la liberté de la presse est la première locution. » Il était question aussi de la révolte de la société civile contre les agissements du pouvoir face au soulèvement des jeunes en Kabylie. « Jamais plus nous ne permettrons que les institutions de l'Etat fassent recours à la violence pour réprimer la révolte de jeunes Algériens », a martelé Zazi Sadou.

Le secrétaire général du SNJ, quant à lui, a précisé que vingt-huit associations et syndicats participeront à cette marche. Quant aux partis politiques, il précisera que la CNDLD a invité sept d'entre eux à prendre part à cette marche. Il s'agit du MDS, du RCD, du FFS, de l'ADS, du PT, du PST et de Ahd 54. Pour l'instant, seul le RCD a confirmé sa participation. Concernant le reste des partis, Rabah Abdellah affirmera qu'ils se sont exclus eux-mêmes par les prises de position qu'ils ont adoptées soit par rapport au code pénal ou aux événements de Kabylie.

Répondant à une question relative à la participation de l'UGTA à cette manifestation, le représentant de cette dernière, Rachid. Ait-Ali, dira qu'il était mandaté par son secrétaire général, Abdelmadjid Sidi Said à parler au nom de la centrale et par conséquent il invite les travailleurs à prendre part à ce mouvement de protestation.

Ghada H.

Bouira, les blouses blanches marcheront demain

Les paramédicaux de la wilaya de Bouira appellent l'ensemble des corps de la santé du secteur public et privé à une marche silencieuse, en blouse blanche, demain dans ladite ville.

« Durant presque deux mois de tragiques événements, le pouvoir, au lieu de remplir ses missions d'un Etat de droit et répondre favorablement aux revendications légitimes des populations, a eu, encore une fois, recours à la répression sanglante dont notre corporation est témoin à travers les victimes que nous avons reçues », affirme la Société algérienne des paramédicaux de Bouira. Contre les tentatives du pouvoir de régionaliser la révolte, la SAP estime que « la mobilisation active de toutes les régions du pays contre la répression en Kabylie et contre le musellement de la liberté d'expression démontre que les revendications exprimées, que ce soit en Kabylie ou ailleurs, sont celles de tous les Algériens ».

A. H.

Tazmalt, marche du FFS

La section du FFS de Tazmalt a organisé hier une marche qui a drainé quelques centaines de citoyens venus même des localités environnantes. La procession qui s'est ébranlée dès 10 h de la place des Martyrs pour atteindre le carrefour de la ville a scandé tout au long du parcours des slogans hostiles au pouvoir : « Pouvoir assassin, arrestation et jugement des auteurs et des commanditaires des crimes, tamazight langue nationale et officielle, halte à la répression, pour le retrait du code pénal... » A noter que les parents des deux victimes enregistrées à Tazmalt (Agri Ali et Benabderrahmane Menad) ont brandi les portraits de leurs et, malgré la douleur, ont tenu à être présents à cette manifestation. Signalons enfin que le responsable de la section locale du parti d'Ait Ahmed, M. Tazaghart, a exhorté l'assistance à poursuivre le combat dans la dignité jusqu'à satisfaction des revendications sus-citées.

B. Ouari

Le RCD se joint à la marche de jeudi

Le *Rassemblement pour la culture et la démocratie* (RCD) se joindra jeudi prochain à la marche de la Coordination pour la défense des libertés démocratiques (CDLD) à Alger. La manifestation devra emprunter l'itinéraire place du 1er-Mai-place des Martyrs. C'est la deuxième fois depuis son retrait du gouvernement que le RCD manifeste à Alger : la première répondait à l'appel du MCB. Plus d'une vingtaine de syndicats et d'associations, dont l'UGTA, le CNES, RAFD, RAJ, Fadhma n'Soumer, Salhi Redouane ont souscrit à l'appel de la CDLD pour dire « Non à l'assassinat de l'Algérie ».

La participation du RCD est expliquée par le « silence assourdissant » et la « répression sauvage » opposés, depuis une quarantaine de jours, par le pouvoir aux manifestants en Kabylie. « L'opinion publique aura noté, une fois de plus, l'entêtement du régime à ne pas se prononcer clairement sur la revendication centrale qui est à l'origine de la révolte de Kabylie : le statut juridique et politique de la langue amazighe (...) Les manifestations citoyennes de la Kabylie expriment aussi un ras-le-bol fait d'exclusion économique, de détresse sociale et de manque de perspectives. Cette situation est, au demeurant, le lot quotidien du peuple algérien en général et de sa jeunesse en particulier », indique le RCD dans une déclaration rendue publique hier.

A. H.

Manifestation pacifique le 14 juin

Une marche à Alger le 14 juin a été décidée hier lors de la réunion tenue au théâtre Kateb-Yacine de Tizi Ouzou qui a regroupé les représentants des wilayas de Bejaia, Sétif, Bordj Bou-Arréridj, Tizi Ouzou, Boumerdès ainsi que la Coordination des comités autonomes des universités d'Alger.

Dans un communiqué remis au public à l'issue de la rencontre, les délégués des wilayas précitées appellent les Algériens, « épris de justice et de liberté », à participer massivement à une marche nationale et pacifique » à Alger le jeudi 14 juin à 13 h. Une grève générale de tous les secteurs d'activité sera observée le même jour. La manifestation du 14 juin, qui répondra au mot d'ordre générique « Nous sommes en marche ensemble, nous vaincrons », s'ébranlera des Pins Maritimes (Foire d'Alger) vers la Présidence de la République en passant par la place du 1er-Mai.

La marche d'Alger se veut, par ailleurs, une manifestation populaire pour dénoncer la *hogra* « dans toutes ses formes » et revendiquer la « totale » dignité du peuple algérien », « à commencer par la satisfaction de la revendication de tamazight dans toutes ses dimensions identitaire, civilisationnelle, culturelle notamment tamazight langue nationale et linguistique et officielle) », lit-on dans le communiqué de la coordination interwilayale. Celle-ci se réunira le jeudi 7 juin à Béjaia où sera élaborée une plate-forme de revendications « unifiée » qui sera déposée le jour de la marche nationale à la Présidence de la République.

Yahia Arkat

Association des victimes et familles des victimes d'Octobre 1988

Soutien à la marche de la Coordination pour les libertés démocratiques

L'un des acquis, encore préservé, du sacrifice des martyrs d'Octobre 88, la liberté de la presse, est remis en cause par le projet du code pénal élaboré par le parti unique, ressuscité du RND-FLN. La revendication légitime et démocratique pour la reconnaissance d'un statut de langue nationale et officielle à tamazight et la justice sociale réclamés depuis quarante-cinq jours en Kabylie est réprimée dans le sang et la douleur, comme en octobre 88.

L'Association des victimes et familles des victimes d'Octobre 88 exige :

- l'arrêt de la répression en Kabylie ;
- des sanctions sévères contre les meurtriers des manifestants de Kabylie ;
- le respect des libertés démocratiques ;
- le respect de la liberté de la presse ;
- le retrait du projet du code pénal ;
- la reconnaissance de tamazight en tant que langue nationale et officielle.

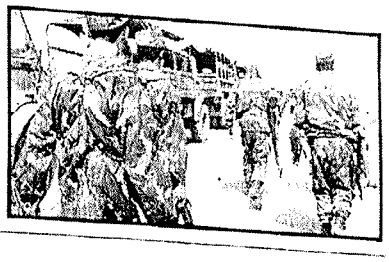
Et soutient la marche organisée par la Coordination pour les libertés démocratiques le jeudi 7 juin 2001 à 13 h 30, de la place du 1er-Mai à la place des Martyrs.

Le bureau de l'association

242

EMBUSCADE TERRORISTE AU DOUAR DHAHOUA PRÈS DE CHLEF

20 militaires tués



(Page 9)



LE DROIT DE SAVOIR, LE DEVOIR D'INFORMER

LIBERTE

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION. 37, RUE LARBI BEN M'HIDI, ALGER - TEL. : (021) 64 34 25 (LIGNES GROUPÉES) - FAX : (021) 64 34 29 - N° 2642 MARDI 19 JUIN 2001 - ALGERIE 10 DA - FRANCE 5 FF - ISSN 1111 - 4290



IL VEUT STOPPER LE MOUVEMENT DE PROTESTATION POPULAIRE

Le pouvoir interdit les marches à Alger

Face à la montée de la contestation, partie de Kabylie depuis deux mois, mais qui se propage désormais dans tout le pays, le gouvernement a décidé d'y opposer la fermeté.



● Violents affrontements à Draâ Ben Khedda ● Un gendarme tué et deux autres blessés ● Oum Toub : la daïra et la mairie saccagées ● Aïn M'lila : les enfants du P/APC tirent sur la foule : deux blessés ● Graves incidents à Tigzirt ● La tension se généralise à Bouira ● Tizi'Rached brûle ● Naâma : les jeunes protestent ● Les archs appellent à l'observation d'une journée de deuil aujourd'hui (Pages 2, 3, 4, 6, 7 et 8)

AFFAIRE DE LA BIJOUTERIE DE LA RUE DIDOUCHE-MOURAD

Les auteurs arrêtés

Ce ne sont pas des manifestants

(Page 2)

ıtique mais revendicatif et

s de pillage et de vanda-
ndossés par le comité de
ouvoir et ses relais qui
r le mouvement et le confiner
on de la Kabylie". Une
ır le pouvoir, selon la
de briser l'élargissement
nouvement à d'autres

E À ALGER



. Puis il décrit dans quel-
il était alors qu'il enten-
ts provenant de sa bijou-
d'assaut par les pilleurs.
laissé, en plus de l'or, ils ont
seport, la carte grise de ma
uis de conduire, mon cartable
mande".
eurs se sont comportés
bles professionnels .
ont forcé le rideau, ils se
essés de casser l'alarme
ussitôt déclenchée par la
nt tout pris, laissant des
ièrement cassées et tris-
es. Les pilleurs ont réalisé
azzia, en tout 4 kg d'or se
sur les étalages, pas un
été laissé. Les pertes se
plus de 2 milliards de cen-
400 millions de centimes
nt la valeur du métal pré-

opriétaire du magasin se
même s'il peut continuer à
ns la même activité. "Qui
bourser ces dégâts considé-
interroge-t-il.

SAID BRAHIM

L. OUBIRA

EL-KSEUR (BÉJAÏA)

Gherbi Ali répond à Zerhouni

"Il n'a jamais été question dans nos contacts téléphoniques avec le département de Zerhouni de changement dans l'itinéraire de la marche d'Alger."

Cité nommément plusieurs fois par le ministre d'État et ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales dans sa conférence de presse de samedi dernier, M. Gherbi Ali, porte-parole du comité de la wilaya de Béjaïa, a apporté un démenti formel aux déclarations de M. Zerhouni au cours d'une conférence de presse qu'il a animée, hier, au centre culturel d'El-Kseur. "*Il n'a jamais été question, dans nos contacts téléphoniques, avec le département de Zerhouni, du changement de l'itinéraire de la marche d'Alger*", déclare de prime abord Gherbi Ali, avant de lever le voile sur le contenu des contacts de leur début jusqu'à leur fin entre le comité populaire de Béjaïa et le ministère de l'Intérieur. Le conférencier précise, avant d'aborder le contenu des entretiens téléphoniques avec le département de Zerhouni, qu'ils ont eu lieu avec le staff technique du ministère de l'Intérieur et non avec M. Zerhouni.

Pour appuyer sa déclaration, Gherbi Ali affirme que "M. *Zerhouni était aux USA pour des soins au moment des pourparlers. Il n'est rentré en Algérie qu'à l'éclatement des émeutes de Khenchela*".

Abordant la genèse des contacts téléphoniques, M. Gherbi Ali soutient que c'est au moment où les citoyens réclamaient le départ des brigades de gendarmerie dans la région que nous avons adressé un ultimatum au wali de Béjaïa pour répondre aux doléances de la population de la région. "*Quand nous avons appelé la wilaya de Béjaïa, un cadre nous a conseillés de prendre attache directement sur cette affaire avec le ministère de l'Intérieur en nous communiquons les coordonnées téléphoniques de ce dernier*", déclare-t-il.

C'est ainsi que, par la voie de Gherbi Ali, le comité de la wilaya de Béjaïa a appelé au département de Zerhouni. "*C'est à la veille de la réunion de la coordination interwilaya à El-Kseur que cet appel a eu lieu, mais officiellement, les contacts sont formels sur le jour de la réunion de la coordination interwilaya à El Kseur*", confirme-t-il en citant certains noms de cadres de l'Intérieur avec qui les contacts se sont déroulés. Des contacts, affirment-ils, écoutés sur interphones. Le lendemain, le département a repris langue avec les membres du comité de la wilaya de Béjaïa par le biais du wali de la région. "*C'est à partir du bureau du wali que M. Belhadj a été appelé et à qui nous avons signifié notre décision de refus de changer l'itinéraire de la marche*", soutient M. Gherbi Ali. "*La décision que la marche s'arrête à la Place du 1er-Mai a été prise par le ministre de l'Intérieur sans notre aval*", tient-il à souligner et que la plate-forme de revendications sera remise par une délégation au chef du cabinet de M. Benflis et non au président de la République. Ainsi, dans ce que tout a été dit et avancé par M. Zerhouni, M. Gherbi Ali le qualifie de "*menteur*".

Pour appuyer ses déclarations, le conférencier le renvoie au communiqué de Zerhouni sur l'assassinat du jeune Guermah Massinissa. Sur un ton ironique, M. Gherbi a décerné le premier prix du mensonge à M. Zerhouni.

Au sujet des dérapages de la marche d'Alger, le conférencier incombe la responsabilité au pouvoir seul. "*Il a tout monté pour provoquer ces dérapages. En tout état de cause, même si nous avons accepté d'arrêter la marche à la place du 1er-Mai, nous serions réprimés*", soutient-il en s'appuyant sur le déploiement du dispositif de sécurité impressionnant et des jeunes manifestants étrangers à la marche.

M. Gherbi Ali conclut sa conférence en lançant un défi à Zerhouni pour un face-à-face télévisé en direct. Quant à son nom, cité plusieurs fois par le ministre, le concerné juge que M. Zerhouni veut le désigner à la vindicte populaire. "*Heureusement qu'il n'a pas réussi son plan diabolique*", s'est réjouit M. Gherbi.

L. OUBIRA

mative de l'orc
elle-même sigr
portance accor
nement à la ré

ENTERREM

Les

Pour Belaïd
nateur de
est grave. Des
aux prises avec
te, a-t-il estimé
voir bouge le
rétablir le calme
il souligné. l'Ét
entretenant un
et de confusion
pulation ment
autorités se
Aberkan, afin
mouvement d
l'étouffer.

Entre autre
interlocuteur
Guerbi Ali. Le
teur, présenté
l'Intérieur Ze
représentant
négocié avec
raire de la mar
"Nous ne l'a
a affirmé M. A
"Depuis quan
n'gô...a-t-il avec
Machiavéli
...n a estimé
...deux parar
ent la gestic
par le pouvoi
d'endiguer la
terra. il "

ENCO

Le bilan
marche orga
jeudi à Alger
décès de C
jeune homm
re de Beni O
Blessé par
au niveau
samedi dans
combé à s
après deux

2.44

IL VEUT STOPPER LE MOUVEMENT DE PROTESTATION POPULAIRE

Le pouvoir interdit les marches à Alger

Le gouvernement a examiné un "certain nombre de mesures urgentes pour mettre fin aux dérives et répondre aux revendications légitimes des jeunes".

Pour la première fois depuis que le pays a commencé à s'enfoncer dans un climat d'insurrection généralisée, le Chef du gouvernement décide de sortir de la réserve dans laquelle il semblait être tenu par le chef de l'État. Alors que le Président Bouteflika préparait, hier, son second périple destiné à sonder les "*profondeurs*" du pays, M. Benflis a réuni, contre toute attente, son gouvernement. Principal sujet de cette réunion, tel qu'annoncé par un communiqué officiel : la situation générale prévalant sur le territoire national. Cette présentation approximative de l'ordre du jour est en elle-même significative de l'importance accordée par le gouvernement à la révolte, qui menace, pourtant, non seulement de l'emporter, mais de se transformer en séisme qui va ébranler tout le pays... Autour de M. Benflis, les ministres ont sacrifié au rituel de l'affliction provoqué chez eux par les victimes aux familles desquelles ils présentent leurs condoléances les plus attristées. Ce préambule achevé, le gouvernement a examiné un "*certain nombre de mesures urgentes qui visent, d'une part, à mette fin aux dérives constatées et, d'autre part, à répondre aux revendications légitimes formulées par les jeunes*". S'agissant de la prise en charge des revendications, c'est-à-dire des moyens d'apporter l'apaisement, le communiqué officiel n'a rien soufflé. En revanche, il ne s'est pas empêché de livrer la recette concernant les "*mesures*" à même de mettre fin à ce qui n'est perçu que sous le seul angle des "*dérives*".

Première mesure, au demeurant attendue depuis la conférence de presse du ministre de l'Intérieur, tenue samedi : la suspension jusqu'à nouvel ordre des marches à Alger.

Outre cette décision, le gouvernement semble résolu à user encore de sa main lourde en exprimant sa "*ferme détermination à faire face aux graves dérives et dérapages constatées à l'occasion des événements tragiques et douloureux qui se sont produits ces derniers jours et que certaines parties tentent d'exploiter pour installer le pays dans le chaos et l'anarchie*". Encore cette main étrangère dont on n'arrive décidément pas à suivre le mouvement. Sans évoquer à aucun moment les germes de l'émeute, pour tenter d'y faire face par les moyens idoines, le gouvernement affirme déplorer "*les actes de sabotage et de vandalisme commis à l'encontre des biens du peuple, privés et publics, et qui ont gravement porté préjudice à la sécurité et à la quiétude des citoyens*".

Comme cela a été fait par le ministre de l'Intérieur, le gouvernement a encore rendu hommage aux forces de sécurité qui "*ont fait preuve de courage, de sang-froid et de discipline dans l'exercice de leurs missions et pour s'être opposés même à mains nues aux violentes agressions commises par des groupes de manifestants*".

À quoi faut-il désormais s'attendre ? Le ton du communiqué laisse aisément deviner la réponse.

Y. K.

LA SÉANCE PLÉNIÈRE DE DEMAIN SERA CONSACRÉE AUX QUESTIONS ORALES

●● L'Assemblée populaire nationale (APN) reprendra ses travaux demain, en séance plénière consacrée aux questions orales.
Neuf questions ont été programmées pour cette séances et concernent plusieurs questions liées, notamment, au "*libre exercice de l'action syndicale, à la situation des travailleurs licenciés, à l'enseignements des langues étrangères, à l'enseignement de la langue amazighe et aux récents événements dans certaines wilayas du pays*", apprend-on auprès de l'APN.
Huit questions seront posées au Chef du gouvernement, M. Ali Benflis et au ministre de l'Éducation nationale, M. Aboubakr Benbouzid. La neuvième interrogations sera posée au ministre de l'Intérieur, M. Noureddine Yazid Zerhouni.

APS

ENTERREMENT DE DEUX NOUVELLES VICTIMES, AUJOURD'HUI, À TIZI OUZOU

Les aârchs appellent à une journée de deuil aujourd'hui

La Coordination de wilaya prévoit une réunion demain.

Pour Belaïd Aberkan, le coordinateur de Tizi Ouzou, l'heure est grave. Des villes entières sont aux prises avec le feu de la révolte, a-t-il estimé sans que le pouvoir bouge le petit doigt pour rétablir le calme. Au contraire, a-t-il souligné, l'État attise le feu en entretenant un climat de terreur et de confusion, de la pure manipulation mentale à laquelle les autorités se livrent, selon M. Aberkan, afin de discréditer le mouvement de contestation et l'étouffer.

Entre autres exemples, notre interlocuteur a évoqué l'affaire Guerbi Ali. Le fameux coordinateur, présenté par le ministre de l'Intérieur Zerhouni comme le représentant des aârchs, qui a négocié avec les autorités l'itinéraire de la marche.

"*Nous ne l'avons jamais mandaté*", a affirmé M. Aberkan. Et d'ajouter : "*Depuis quand l'État tout un État négocie-t-il avec une seule personne ?*"

Machiavélisme et férocité, tels ont, a estimé notre interlocuteur, deux paramètres qui caractérisent la gestion des événements par le pouvoir si bien qu'au lieu d'endiguer la montée de la pro- [illegible] "*encourage*". À Tizi Ouzou, où lui à l'instar des autres coordinateurs, tente de canaliser le mouvement, le décès de deux autres manifestants, après la marche d'Alger, a de nouveau embrasé la rue. À l'occasion de leur enterrement, aujourd'hui, la coordination espère ramener le calme dans la ville pour une journée au moins. C'est ainsi qu'elle a appelé la population à l'observation d'une journée de deuil, mais les jeunes, déchaînés, n'écouteront-elle ? En dehors de tout cadre organisationnel, c'est sur la chaussée qu'ils expriment, pour l'heure, leur colère.

Dotée d'un conseil la coordination de wilaya tente tant bien que mal de canaliser le mouvement. À cet effet, elle réfléchit à d'autres actions de contestation qui seront discutées au cours d'une réunion prévue demain. Dans une déclaration rendue publique, hier, les Coordinations des aârchs daïras et communes de Tizi Ouzou, ont réaffirmé "*leur détermination à poursuivre le combat pacifiquement en engageant des actions de grande envergure dans les jours à venir jusqu'à satisfactions des revendications*".

S. L.



Liberté

L'enterrement d'un jeune de Beni Douala décédé au début des évènements de Kabylie.

MARCHE DE JEUDI À ALGER

ENCORE DEUX DÉCÈS PARMI LES MANIFESTANTS

●● Le bilan des victimes de la marche organisée par les aârchs jeudi à Alger s'est alourdi avec le décès de Cheba Massinissa, un jeune homme de 26 ans, originaire de Beni Douala.
Blessé par un coup de poignard au niveau de l'abdomen, c'est samedi dans la nuit qu'il a succombé à ses blessures et ce, après deux jours passés dans le coma. Haïtak Youcef, un jeune de Bouzguène, percuté par une voiture pendant la marche et décédé le jour même, a été identifié hier. Ces deux nouveaux décès portent ainsi le nombre des victimes à quatre.
Ceci alors que les aârchs enregistrent encore 130 disparus parmi les manifestants.

S. L.

L'ÉDITO

Emprise

En tolérant le déferlement des marcheurs sur la capitale, le pouvoir avait sa petite idée derrière la tête pour découpler, une fois pour toutes, la région "frondeuse" du reste de l'Algérie. Pour cela, ses spécialistes de la manipulation concoctèrent un grossier montage, consistant à présenter des manifestants pacifiques en vils pillards ou en émeutiers aux intentions démentielles. Les provocations des policiers, qui lancèrent leurs grenades lacrymogènes avant qu'aucune escarmouche ne se déclenche et la précipitation des "défenseurs de la capitale" à leur assistance ont conduit à la catastrophe que la redoutable machine de propagande du régime se dépêcha de répercuter dans les chaumières du pays, encore sous l'emprise de la télévision officielle. Celle-là même qui, dans un incroyable sursaut de professionnalisme, avait mobilisé une dizaine d'équipes de tournage pour que nulle "exaction" d'émeutier kabyle ne soit ratée. Petit à petit, on sut que les pilleurs de conteneurs au port d'Alger et les braqueurs de la bijouterie de la Place Audin venaient de quartiers de la capitale et n'avaient pas fait le déplacement éprouvant à partir de la Kabylie. Que les voyous qui s'étaient attaqués à une aire de stockage d'un concessionnaire automobile et à un dépôt d'huile de table n'étaient pas privés par un intégriste en vue, eux de mystérieux "phénoménistes" tentèrent d'associer à une sordide machination. Quelques jours plus tard, des images du Bejaïa restaurant le produit des pillages commis par quelques unes mènes vivant en parasites à la périphérie d'une revendication légitime, en soubaitant que les squatteurs du pouvoir rôdent, eux aussi, ce qu'ils n'ont cessé de prendre, sans vergogne, aux Algériens depuis des décennies. Mais en opérant de la sorte, les "stratèges" d'un système moribond visent à pousser ces millions de jeunes révoltés à commettre, sous l'emprise de la colère née de la hogra, l'irréparable pour donner assez de motifs à une intervention plus musclée directement dans le répression des émeutes de Kabylie mais reste-t-elle sourde aux sollicitations incessantes des putschistes du chaos qui attendent désespérément que la main lourde de l'État domine les jeunes de la subversion ? Pour leur rendre le gouvernement vient d'interdire les marches dans Alger et promet de recourir à des mesure plus sévères afin de réduire à néant l'énorme cri de détresse d'une jeunesse privée de tout recours. En attendant d'autres "*répulsations*".

SAÏD KACED

Conclave de la CADC demain à Illilten

Vers un programme d'action pour la rentrée

Le conclave de la Coordination *des aârouch*, daïras et communes de la wilaya de Tizi Ouzou qui aura lieu demain à Illilten (70 km au sud-est de Tizi Ouzou) s'annonce comme une nouvelle amorce du mouvement de protestation, et ce, à la veille d'une rentrée sociale des plus incertaines.

Outre les commissions bilan et perspectives, juridique et solidarité, qui auront à présenter leurs rapports respectifs, il sera question de la remise sur le tapis des actions arrêtées lors du conclave d'Assi Youcef. La commission juridique aura à officialiser le dépôt de plaintes contre le ministre de l'Intérieur, la gendarmerie ainsi que l'ENTV, avons-nous appris auprès de délégués rencontrés hier au siège de la CADC. D'autres actions seront également débattues en plénière, ajoute un autre délégué. Il s'agit d'une « action d'envergure » à l'occasion du match retour de la coupe de la CAF et qui mettra aux prises la JSK au WAC de Casablanca (Maroc) prévu pour la deuxième semaine du mois de septembre au stade du 5-Juillet.

A cela s'ajoutera le lancement de la pétition nationale et internationale de soutien au mouvement. Toutes ces propositions ainsi que d'autres actions qui seront menées dans le cadre d'un programme baptisé Spécial rentrée sociale seront probablement entérinées demain à Illilten. Quant à la question du dialogue, les délégués ont référé son évacuation définitive ici que le stipule le code d'honneur qui régit la CADC pour la non-négociabilité des revendications contenues dans la plate-forme d'El Kseur.

Ces actions, plutôt unilatérales, auxquelles seraient entérinées, interviendront au lendemain de l'affichage par le pouvoir de sa prédisposition à nouer un dialogue avec les délégués des *aârouch* par émissaires interposés comme l'affirment certains observateurs. Ces derniers ajoutent que les délégués connectés auraient exigé que la satisfaction de la plate-forme soit publique. Le bras de fer engagé entre pouvoir et *aârouch* semble parti pour durer et tout porte à croire, en égard aux actions annoncées pour approbation durant le conclave de demain, que le mouvement se dirige de plus en plus vers la radicalisation.

Brahim Bouhchir

246

LA PRÉSIDENCE TENTE DE DÉSAMORCER LA CRISE

Tamazight, langue nationale

Alors que les arouch ont finalisé tous les préparatifs de la marche de demain qui les mènera jusqu'à la Présidence, les services du Chef du gouvernement ont rendu public, hier à 20h, un communiqué qui fait état d'une rencontre ayant regroupé les représentants des arouch et le Chef du gouvernement. Les animateurs connus des arouch contactés démentent catégoriquement l'existence d'une telle rencontre. Ils vont jusqu'à qualifier le communiqué de "manœuvre" visant à déstabiliser le mouvement des arouch et à faire échouer la marche.

Une question lancinante se pose : qui sont les représentants des arouch qui ont rencontré M. Ali Benflis ? Au-delà de son aspect, le communiqué constitue une avancée considérable dans les revendications de ce mouvement citoyen. Le pouvoir a répondu, en effet, à l'une des principales revendications des arouch, à savoir la constitutionnalisation de tamazight en tant que langue nationale lors du prochain amendement de la Constitution.
Cette fois-ci, le pouvoir s'est prononcé publiquement.

COMMUNIQUÉ DU PREMIER MINISTRE

●● Les services du Chef du gouvernement ont rendu public, hier, le communiqué suivant :

"Suite au communiqué de la présidence de la République du 23 septembre désignant M. le Chef du gouvernement comme interlocuteur des arouch, M. le Chef du gouvernement a rencontré, aujourd'hui 3 octobre, les représentants des arouch des wilayas concernées. Abordant les points inscrits dans la plate-forme d'El-Kseur, M. le Chef du gouvernement a porté à la connaissance des représentants des arouch les décisions prises dans ce cadre par M. le président de la République.

Premièrement : constitutionnalisation de tamazight en tant que langue nationale lors du prochain amendement de la Constitution.

Deuxièmement : statut particulier pour les victimes de la cause citoyenne et leur juste indemnisation.

Troisièmement : poursuites judiciaires des responsables des crimes et des assassinats.

Quatrièmement : étude au cas par cas des situations, des structures de sécurité dans les wilayas concernées, particulièrement les endroits où se sont produits les dépassements.

Cinquièmement : les autres points de la plate-forme d'El-Kseur seront examinés dans le cadre des autres rencontres prévues avec les représentants des arouch des wilayas concernées.

Sixièmement : M. le Chef du gouvernement a également informé les représentants des arouch qu'il est chargé de préparer une rencontre entre les représentants des arouch et M. le président de la République à une date à convenir une fois que la plate-forme d'El-Kseur aura été cernée. M. le Chef du gouvernement a, enfin, remercié, à travers les délégués, la population des wilayas concernées pour sa participation à l'aboutissement démocratique de la plate-forme d'El-Kseur dans une Algérie de dialogue et de progrès, au service de l'ensemble de ses enfants."

RÉACTION DES AROUCH

"Une manipulation"

Contacté hier par nos soins, M. Abnika, porte-parole de la Coordination interwilayas des arouch des communes et daïras de Kabylie a déclaré qu'aucune personne n'a été mandatée par la coordination pour rencontrer le Chef du gouvernement. "*Toute personne qui s'est déplacée à Alger au nom de notre mouvement est considérée comme un traître. Il faut s'attendre à ce que ces gens-là soient sanctionnés*", a-t-il affirmé. Relevant le fait que l'ENTV n'a diffusé aucune image de la rencontre, M. Abnika considère que le communiqué, lu hier au JT, n'est qu'une sordide manipulation destinée à saborder la marche de vendredi. Concernant le point relatif à l'officialisation de la langue tamazight, dans la prochaine Constitution évoquée par le communiqué, notre interlocuteur soutient que la plate-forme d'El-Kseur est non négociable et doit être satisfaite dans sa globalité. Ceci étant dit, M. Abnika affirme que la marche prévue demain est maintenue selon l'heure et l'itinéraire préalablement fixés.

Les délégués communaux de la wilaya de Béjaïa ont été surpris par l'annonce, faite hier, selon laquelle des responsables des arouch ont été reçus par le Premier ministre à la veille de la marche des délégués dans la capitale.

"*Nous sommes étonnés d'apprendre une telle information*", nous a déclaré de prime abord Zaïm Benkhellat, délégué de la commune d'Akbou qui précise qu'aucun délégué de la wilaya de Bejaia n'est mandaté pour rencontrer le Premier ministre.

L'autre délégué que nous avons contacté est Ouadedi Farès. On apprend qu'il anime un meeting populaire dans une localité de la région. "*Notre seule inconnaissance est la plate-forme d'El-Kseur. Nul n'a le droit et n'est habilité à négocier une once de soi*", nous a déclaré M. Ouadedi Farès, qui estime que c'est une énième manœuvre du pouvoir à la veille de leur marche de demain à Alger.

S. L./L. O.

La marche maintenue

Jusqu'à hier soir, les préparatifs de la marche des délégués, prévue demain à Alger, se poursuivaient dans toutes les localités de la wilaya de Tizi Ouzou. Et le communiqué du Premier ministre n'a rien changé aux choses.

La commission d'organisation interwilayas, qui s'est réunie à deux reprises, cette semaine, a définitivement arrêté les modalités techniques de la manifestation. Elle s'est même déplacée à Alger pour étudier le trajet idéal, en sachant que l'itinéraire proposé au départ par quelques délégations, a été rejeté. Pour des motifs liés à la célébration de la date symbolique du 5 octobre, il a été jugé par la commission de changer le trajet. Il devra finalement démarrer de la Grande-Poste, rejoindre Didouche-Mourad, place Audin, Addis-Abeba et enfin la présidence où la plate-forme d'El-Kseur devra être remise par un collégien d'Amizour, et un lycéen de Béni Douala accompagnés par deux adultes en l'occurrence Khaled Guermah père de feu Massinissa et de M. Mammeri enseignant des deux collégiens arrêtés au début des événements de Kabylie, à Amizour.

Comme arrêté lors de la dernière rencontre interwilayas, deux délégués par village ou quartier, participeront à la marche. A Tizi Ouzou, les listes des délégués ont été remises à la présidence tournante, et c'est aujourd'hui que des badges nominatifs leur seront remis. Concernant le départ, la délégation de Béjaïa est supposée rejoindre celle de Tizi Ouzou au théâtre communal Kateb-Yacine demain à 7h. Quant aux délégations de Bouira et Bordj Bou-Arréridj, elles devront attendre au carrefour de Thènia l'arrivée de celles de Tizi Ouzou et de Béjaïa à 8h. Une demi-heure plus tard, les délégués de Boumerdès sera à Tidjelabine et démarreront dès que les autres arrivent.

Quant aux bus qui transporteront les marcheurs, après que ceux-ci aient été déposés au niveau de la rampe Tafourah, les véhicules rejoindront l'avenue des frères Bouadou à Bir Mourad-Raïs (Ravin de la Femme-Sauvage), tournés vers Lafarge, où ils attendront les délégués.


Louisa / Liberté

La disposition des carrés sera comme suit : la tête de la marche sera constituée d'un membre par coordination communale de toutes les wilayas, suivront les familles des martyrs, carré où se trouveront le lycéen de Béni-Douala et le collégien d'Amizour ainsi que les deux accompagnateurs, carré également qui se retrouvera en tête dès l'arrivée à la présidence.

Par ordre, la wilaya de Tizi Ouzou suivra avec Béjaïa derrière, Bouira, Boumerdès, Bordj Bou-Arréridj, Djelfa, Tipasa et enfin Alger. La commission d'organisation a également élaboré des recommandations parmi lesquelles la remise de la plate-forme qui n'aura lieu qu'à l'issue de la marche, les délégués sont tenus de respecter le caractère pacifique de la marche. Toutes les délégations effectueront le déplacement par bus, les slogans non conformes au mouvement sont interdits, toutes les délégations doivent se munir d'au moins un mobile, et quatre mégaphones seront réservés exclusivement aux organisateurs. Un nouveau slogan, en revanche, est rajouté qui sera à la tête de la marche : "*Exigence d'une réponse officielle, urgente et publique à la plate-forme de revendications d'El-Kseur*".

Jusqu'à hier soir, une atmosphère différente de celles connues à la veille des marches précédentes, régnait à Tizi Ouzou.

Et pour cause, plusieurs paramètres sont entrés en jeu, à savoir l'invitation de la présidence à déposer la plate-forme et le silence du ministère de l'Intérieur, qui suppose que la marche de demain sera tolérée.

Cela dit, tous les moyens ont été mobilisés, pour la réussite de la manifestation, jusqu'à l'annulation de la marche populaire prévue au départ le même jour à Tizi Ouzou, dans le souci de concentrer tous les efforts sur l'action de demain.

Par ailleurs, et pour démentir toutes les rumeurs entretenues ici et là, un communiqué a été rendu public hier par la présidence tournante de la coordination des arouch de la wilaya de Tizi Ouzou concernant essentiellement les contacts qui seraient entrepris par une délégation avec la présidence de la République au nom du mouvement. "*Conformément au dernier conclave interwilayas d'Ath Iounad, où il a été décidé du dépôt symbolique de la plate-forme de revendications d'El-Kseur par les deux collégiens accompagnés par une victime et le père d'un martyr identifiés préalablement, à l'issue de la marche des délégués qui aura lieu le 5 octobre 2001 à Alger, nous confirmons, officiellement, que le mouvement n'a mandaté aucune autre délégation ou personne à procéder au dépôt de cette plate-forme ni même à dialoguer ou négocier*".

A Béjaïa comme à Bouira les dernières retouches ont été apportées à cette grandiose manifestation qui reste avant tout pacifique.

KAHINA SLIMANI

L'ÉDITO

Avancée

La Présidence a enfin accédé à l'essentiel des revendications des arouch contenues dans la plate-forme d'El-Kseur. Les engagements pour la constitutionnalisation de tamazight, le statut particulier des victimes de la cause et leur juste indemnisation, les poursuites judiciaires contre les responsables des crimes et des assassinats, l'étude au cas par cas des situations et des structures de sécurité sont autant de victoires de cette longue marche jalonnée de certitudes et d'espoir, de sang et de larmes versés pour l'identité, pour une langue millénaire et pour la mémoire collective. Les arouch ont vaincu l'intolérance et le diktat des Machiavel et des apprentis sorciers, qui ont toujours confiné ces valeurs dans les tréfonds de l'oubli, de la marginalisation, confisqué des droits inaliénables et opprimé des pans entiers de l'Algérie.

Ce qui est décidé présentement ne l'était pas moins six mois auparavant, sauf que les calculs et les arrière-pensées l'avaient emporté sur le bon sens et la raison.

Aujourd'hui, ce déni de justice, cet accroc à l'Histoire, est balayé par la force de sacrifices suprêmes et le combat permanent de millions de citoyens. Un triomphe de la cause, même si le prix est excessif par la faute de ceux-là mêmes qui, hier et pendant toute la durée des événements de Kabylie et d'autres régions du pays, ont joué la provocation, la manipulation et surtout le pourrissement sous un déluge de feu et de matraques.

Maintenant, même avec ces décisions, que certains délégués des arouch qualifient de manœuvres à la veille de la remise de la plate-forme à la Présidence, le pouvoir n'est pas pour autant absous de ses crimes, ses injustices et ses dépassements à l'endroit des aspirations du peuple. Ce qui est décidé présentement ne l'était pas moins six mois auparavant, sauf que les calculs et les arrière-pensées l'avaient emporté sur le bon sens et la raison.

Ces mesures, qui au vu de certaines réactions ne sont pas satisfaisantes, n'en constituent pas moins cependant les prémices d'une solution à des questions qui hantent le vécu et l'imaginaire de nos concitoyens.

Que la marche de demain, qui porte en elle-même ces revendications, puisse aboutir à d'autres avancées.

ALI OUAFEK

247

La Kabylie face au pouvoir

Réunion hier des familles victimes à Tizi Ouzou

« On ne veut pas de vos indemnisations ! »

Le pouvoir vient de recevoir une nouvelle gifle cinglante par le rejet de l'indemnisation décidé par les familles des victimes du Printemps noir en déclinant l'invitation adressée par le wali à ces mêmes familles pour être reçues hier après-midi. Réunies hier au théâtre Kateb-Yacine de Tizi Ouzou, les familles des martyrs, de quelques blessés et les représentants de la CADC, notamment la commission solidarité, ont soumis à débat cette invitation faisant suite à l'instruction donnée par le Chef du gouvernement aux walis de recevoir les familles pour recueillir leurs suggestions et propositions concernant le statut de victime. « Nous refusons le marchandage du sang de nos martyrs », ont déclaré à l'unanimité ces familles avant qu'un intervenant n'enchaîne : « Cette indemnisation ne vaut rien sans la satisfaction des idéaux pour lesquels nos enfants sont tombés. Ils sont morts pour la dignité. »

Cette nouvelle « manœuvre » a été qualifiée par un représentant de la coordination de Tigzirt de « moyen de récupération des familles des victimes et des blessés ». Ces derniers (les blessés graves, ndlr), ajoutera-t-il, « font face à toutes sortes de blocages administratifs utilisés comme moyens de récupération ».



Scène d'émeutes au printemps dernier. Ph > Moh/Le Matin

Dans l'après-midi une marche a été organisée vers le siège de la wilaya où un sit-in a été observé devant le portail principal avant que le père de Guermah Massinissa et Sahnoun Ramdane — petit garçon âgé de 12 ans paralysé suite aux évènements à Draâ El Mizan où il réside et qui ne peut plus poursuivre sa scolarité car son enseignante a refusé de l'admettre dans sa classe, nous avouera sa mère — ne remettent sous un même pli les invitations avec une déclaration au wali.

Dans cette même déclaration incendiaire, la CADC et les parents des victimes mettent en garde le pouvoir « maffieux et assassin contre toute tentative visant à les entraîner dans un processus de dislocation par la domestication d'individus comme il (le pouvoir, ndlr) a su trouver à travers ses relais par des moyens matériels » et d'avertir aussi que le « sang de nos enfants ne fera l'objet d'aucun marchandage et (que) la solution réside dans la satisfaction pleine et entière » des revendications contenues dans le document d'El Kseur.

Le même document ajoute que le communiqué du Chef du gouvernement annonçant une série de rencontres avec cette même délégation « clandestine » et ladite invitation sont des « manœuvres qui participent de la volonté du pouvoir de casser et diviser la cohésion du mouvement. »

Pour rappel, et toujours au sujet de cette indemnisation, l'APW de Tizi Ouzou, dans sa délibération n° 82 adoptée le 17 juin dernier, qui a décidé l'octroi d'une aide d'urgence sur crédit par anticipation d'un montant de 40 000 000 DA, a été rejeté par le ministère de l'Intérieur qui a accusé l'APW d'avoir « outrepassé ses prérogatives et compétences », chose que les élus ont qualifié de « volonté sournoise » de discréditer les élus. Quant au rejet de l'aide décidée par le gouvernement, elle vient rappeler que le divorce entre le pouvoir et la population qui mène un combat citoyen depuis six mois est définitivement consommé.

Brahim Boubechir

Les « pseudo-délégués » dans le collimateur des *aârouch*

Les interlocuteurs de Benflis au pilori

La fameuse rencontre Benflis-délégués des *aârouch* continue de susciter la colère au sein de la population kabyle. En effet, depuis l'annonce de la tenue de ce conciliabule, les animateurs du mouvement populaire de Kabylie n'ont ménagé aucun effort pour dénoncer, mais surtout démasquer ces pseudo-négociateurs avec le pouvoir, qui n'ont jamais cessé d'être décriés par tout un chacun.

Ainsi, les représentants des *aârouch* de la vallée de la Soummam comptent aller jusqu'au bout pour dévoiler tous les tenants et les aboutissants de cette « rencontre ». C'est dans cette optique que se sont réunis, avant-hier au soir, les délégués des *aârouch* de l'ancienne daïra de Sidi Aïch qui regroupe une dizaine de communes.

Au terme de cette réunion extraordinaire, il a été décidé de charger certains délégués de la région de prendre attache avec les trois faux délégués ayant rencontré le Chef du gouvernement et dont les noms ont été révélés récemment par la presse dans le but de les inciter à rendre publique toute la liste des personnes reçues par Benflis. Originaires de Timezrit et de Sidi Ayad, ces trois pseudo-négociateurs sont déjà mis en quarantaine par leurs concitoyens respectifs.

Les délégués de ces deux localités, qui ont pris part à cette rencontre, ont tenu à réitérer leur « condamnation et dénonciation » des interlocuteurs du pouvoir. « Personne ne les a autorisés, encore moins mandatés, à négocier avec le gouvernement. Ils ne représentent qu'eux-mêmes », ont martelé les délégués de Sidi Ayad et ceux de Timezrit. Par ailleurs, les représentants de la commune de Tinebdar ont tenu à exposer le conflit opposant leurs concitoyens à leur P/APC qui, selon leur déclaration, aurait porté plainte à l'encontre d'un délégué du village et de trois autres citoyens de la commune. « Après avoir approvisionné la gendarmerie locale, colonne vertébrale d'un pouvoir génocidaire, corrompu et maffieux, notre maire s'est présenté auprès de cette institution, assassin d'une centaine de jeunes Kabyles, pour y déposer sa plainte... », lit-on dans la déclaration du Comité de suivi des revendications (CSR) de Tinebdar qui précise : « La population de notre commune a décidé la mise en quarantaine du P/APC pour avoir trahi l'idéal pour lequel sont tombés nos valeureux martyrs. »

Notons enfin que les rédacteurs dudit document annoncent l'organisation dans les jours à venir d'un sit-in devant le siège de leur APC pour exiger le départ du maire.

Kamel Ouhnia

Béjaïa, à l'appel de la Coordination interwilayas

Sit-in et grève générale aujourd'hui

A l'appel de la Coordination interwilayas, marches populaires, sit-in et grève générale auront lieu aujourd'hui à travers les différentes localités de la wilaya de Béjaïa.

Dans cette dernière, la Coordination interquartiers organisera dès 9 h un rassemblement populaire devant la Résidence d'hôtes (ex-siège de la daïra) pour empêcher la commémoration officielle des évènements de 17 Octobre 1961 afin que « le mouvement et le peuple algérien se réapproprient cette date historique ».

La même instance a également décrété une grève dans les secteurs public, économique et administratif exclusivement, et ce, en signe de solidarité avec les travailleurs du complexe Jute — actuellement SPA-Béjaïa-Emballage —, dont plus de cinq cents personnes sont en chômage technique depuis le mois d'août dernier.

Dans la ville d'El Kseur, une grande marche populaire et pacifique est également prévue pour aujourd'hui à 13 h 30 et qui sera couronnée par un meeting qu'animera principalement Ali Gherbi.

La ville d'Akbou n'est pas en reste. La Coordination des villages et quartiers de cette localité prévoit l'organisation d'une marche populaire au cours de laquelle un appel sera lancé à la population pour la tenue d'un sit-in, samedi prochain, devant l'unité Alcovel (ex-Sonitex).

Kader Sadji

Les commerçants et les établissements scolaires non concernés par la grève

Les commerçants et les établissements scolaires sont conviés à ne pas suivre le mot d'ordre de grève générale décrétée pour aujourd'hui par la Coordination interquartiers et villages de la commune de Béjaïa, conformément aux actions arrêtées par la Coordination interwilayas lors de son dernier conclave tenu le week-end dernier dans la même ville.

Les commerçants pourront donc garder le rideau ouvert et permettre à la population de s'approvisionner sereinement et sans risque d'être confrontée à la flambée des prix.

Le secteur de l'éducation est également épargné par ce débrayage car le mouvement s'interdit l'utilisation des élèves comme moyen de pression sur le pouvoir.

Kader Sadji

www.lematin-dz.com

L'agression contre SAS suscite réprobation et indignation

Le général Nezzar présente ses excuses (Page 24)

Débats sur la loi de finances à l'APN

Les débats sur la loi de finances 2002 n'intéressent apparemment que les députés qui rêvent d'un second mandat. D'un énième mandat pour quelques-uns. L'hémicycle était vide aux deux tiers vide. (Page 5)

Les *Farces* de Dario Fo au TNA



La semaine de la langue italienne, organisée par l'Institut culturel italien à Alger, a consacré un volet au quatrième jour en hommage à Dario Fo, homme de théâtre italien, personnage iconoclaste, engagé et anticonformiste. (Page 17)

LE MATIN

Déjà six mois de crise

Où va la Kabylie ?

Six mois après l'assassinat de Massinissa Guermah dans une brigade de gendarmerie, la Kabylie continue de vivre au rythme des marches, des grèves et des affrontements. L'Etat est chaque jour plus absent de la région et le pouvoir reste impuissant à proposer une solution à la crise. Jusqu'où ira la contestation en Kabylie ? **(Lire pages 2, 3 et 4)**



Photo : New Press

Les Américains pénètrent en Afghanistan

Après les frappes contre Kaboul, l'armée

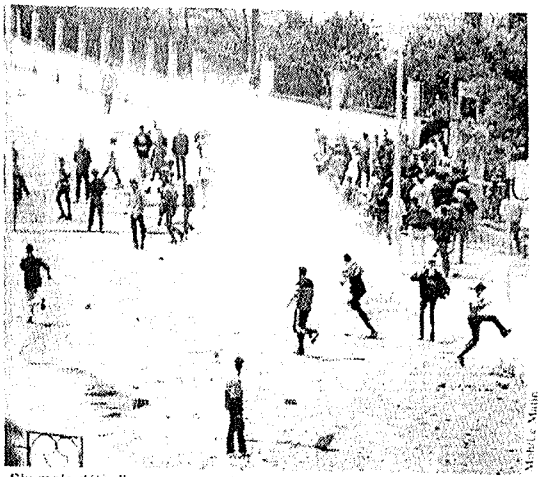
249

Kabylie : six mois après la

Le mouvement citoyen, au-delà de ses dénominations dont la plus populaire les *aârouch*, boucle ses six mois de contestations plurielles qu'il a gérées dans des espaces de communication passant de la révolte des premiers jours d'émeutes et de répressions sanglantes par le pouvoir à des champs de communication écrite inédite dans l'histoire des mouvements sociaux en Algérie. La plate-forme d'El Kseur, forme élaborée de cette écriture de la contestation, demeure l'identité première et absolue de la Coordination interwilayas.

Et les *aârouch* font leur apparition...

L'assassinat du jeune lycéen Guermah Massinissa, le 18 avril dernier, dans les locaux de la gendarmerie de Béni Douala a provoqué un véritable « séisme social » qui a conduit la Kabylie dans un cercle de violence infernal. Les manifestations-répressions qui ont fait des dizaines de morts et des centaines de blessés parmi les jeunes manifestants ont amené la population de Kabylie à s'organiser d'urgence. Le premier embryon de ce qui sera par la suite l'Interwilayas des *aârouch* a vu le jour à Béni Douala précisément lors des émeutes qui ont suivi l'assassinat de Massinissa. C'est un groupe de citoyens de la région qui, le premier, a pris sur lui d'interpeller le commandant du groupement de la gendarmerie nationale de Tizi Ouzou par le biais d'une déclaration rendue publique. Les rédacteurs de *ladite déclaration*, datée du *20 avril, tout en dénonçant les* « actes irresponsables de certains *darkis* qui ont entraîné la mort d'un lycéen innocent », demandaient à leur interlocuteur de « sanctionner, selon la loi, tous ceux qui de près ou de loin ont généré cette tragédie », de « bannir à tout jamais la *hogra* » et de « moraliser les actions de l'ensemble des éléments afin de prévenir d'autres dérapages ». Auparavant, les lycéens camarades de Massinissa se sont également organisés en collectif pour demander « l'entière application de la loi à tous les éléments qui ont été à l'origine de cette tragédie ». Les comités de village de Béni Douala ont, pour leur part, tenté de prendre les choses en main au moment même où les émeutes faisaient rage dans cette contrée de la Kabylie. Alors que les émeutes ont éclaté un peu partout en Kabylie, les citoyens membres de comités de village sont rentrés en scène dans le but de maîtriser la situation. C'est le cas des régions d'Azzazga, Fréha, Frikat, Larbaâ Nath Iraten... où les citoyens se sont constitués en coordinations citoyennes de daïras et autres *aârouch*. A Larbaâ Nath Iraen, le conseil confédéral est né dans le feu de l'action. La première action de cette structure a concerné les écoles : les élèves devaient porter des bandeaux noirs en signe de deuil. Azzazga s'était également constituée en *arch* d'Ait Ghobri, alors que les habitants des trois communes de Fréha, Timizart et Aghribs ont créé la coordination du *arch* Ait Djenad qui a eu l'insigne honneur d'organiser le premier conclave. C'était jeudi 3 mai 2001. Frikat, petite commune rurale de la daïra de Draâ El Mizan, n'est pas en reste. C'est à partir de là que l'idée d'une « confédération interwilayas » a vu le jour. La coordination de Frikat a été constituée par un aréopage de dix-neuf comités de village. Ici comme ailleurs, les délégués ont contribué à ramener le calme tant bien que mal.



Six mois déjà d'un mouvement enclenché après la mort de Massinissa Guermah. Images d'émeutes. Photo archives

Initiative citoyenne

Le vendredi 4 mai est née la coordination provisoire des quartiers de la ville de Tizi Ouzou. Dans un appel rendu public le jour même, cette organisation citoyenne exige, outre le statut de langue nationale et officielle pour tamazight, « le retrait des forces de répression de la Kabylie (CNS, gendarmerie) » ainsi que le statut de martyr pour les victimes des émeutes sanglantes. Au moins dix-huit coordinations de citoyens ont pris part au conclave de Béni Douala du jeudi 10 mai dernier. Mais c'est à Illoula Oumalou, le 17 mai, que le mouvement citoyen a jeté les jalons d'une organisation citoyenne pérenne. Le mouvement des *aârouch* s'est constitué en CADC, Coordination des *aârouch*, daïras et communes. Le rapport de synthèse adopté ce jour-là constitue un document de référence. La CADC a appelé à une « marche noire et pacifique » pour le 21 mai à Tizi Ouzou. Le jour J, 500 000 personnes défilent dans les rues de Tizi Ouzou. Désormais la CADC est devenue incontournable avec alors seulement vingt-deux coordinations communales ou de daïras. Ce succès retentissant du mouvement citoyen qui s'est réapproprié la rue va stimuler les autres wilayas à s'organiser de la même manière ; c'est ainsi que des représentants des wilayas de Béjaïa, Sétif, Bordj Bou Arréridj, Tizi Ouzou, Boumerdès et la Coordination des comités autonomes des universités d'Alger ont tenu une première réunion le 4 juin au théâtre Kateb Yacine de Tizi Ouzou, où décision a été prise d'organiser une marche nationale à Alger le 14 juin des Pins Maritimes vers la Présidence de la République en passant par la place du 1er Mai. Les marcheurs devaient déposer une plate-forme de revendications. Cette plate-forme sera élaborée et adoptée le 11 juin à El Kseur, après une « ébauche » élaborée le 7 du même mois à Béjaïa mais qui sera rejetée par plusieurs délégués des coordinations.

La plate-forme portera le nom de la ville où elle fut adoptée. Elle sera décrétée « scellée et non négociable » après que la Coordination interwilayas eut tenté de la déposer à quatre reprises à la Présidence de la République. C'est à partir du 11 juin que la Coordination interwilayas a été réellement mise en place. Depuis, la CADC ainsi que la CIW (Coordination interwilayas) se sont dotées de codes d'honneur et de principes directeurs. Des conclaves ordinaires se tiennent chaque deux semaines pour la CADC de Tizi Ouzou et chaque trois semaines pour la CIW ; une structure atypique dans le mouvement social qui aura changé la donne politique, sinon la cartographie politique de la Kabylie.

Yahia Arkat

21 avril, le communiqué qui a mis le feu aux poudres

D'aucuns reconnaissent que le communiqué du 21 avril du commandement de la Gendarmerie nationale, au lendemain de l'assassinat de Massinissa Guermah dans les locaux de la gendarmerie de Béni Douala, a mis le feu aux poudres. « A la suite d'une plainte pour agression suivie de vol, les gendarmes de la brigade de Béni Douala ont procédé à l'arrestation de deux personnes faisant partie du groupe d'agresseurs pour les conduire à la brigade, où un regrettable incident par arme à feu a occasionné des blessures à un gendarme de l'unité », lit-on dans ce communiqué qui poursuit : « Le commandement de la Gendarmerie nationale s'élève contre ces graves accusations d'autant plus que le service de ses unités exerce dans la plus grande transparence. »

Le lundi 23 avril, les émeutes ont gagné en intensité, et le père de Massinissa ainsi que les membres des comités de village de Béni Douala ont dénoncé énergiquement le communiqué qui « ne dit pas toute la vérité ». Zerhouni, ministre de l'Intérieur, traita, pour sa part, le jeune Massinissa de « voyou de 26 ans », avant que le service de la communication et de l'information de son département ne rectifie le tir à travers un communiqué où Zerhouni « reconnaît avoir été insuffisamment informé sur le jeune Guermah qui s'est avéré être effectivement lycéen », ainsi que l'ont établi les vérifications qu'il a ordonnées. Le démenti de M. Zerhouni est arrivé trop tard et pour la population « le mal est déjà fait ». En tout cas, malgré le démenti du ministère de l'Intérieur les émeutes n'ont pas cessé.

Y. A.

Béni Douala, par où tout a commencé

Mercredi 18 avril, alors que toute la Kabylie s'apprêtait à célébrer le 21e anniversaire du Printemps berbère, Guermah Massinissa, jeune lycéen de 20 ans, est atteint par balle dans les locaux de la Gendarmerie nationale de Béni Douala. Transféré au CHU Mustapha-Pacha, la victime décédera dans la nuit de jeudi à vendredi. Le lendemain, vendredi, la nouvelle s'est répandue telle une traînée de poudre. La consternation a vite cédé la place à la dénonciation puis à la révolte. Le lendemain, une première action a été signalée. Les commerces et les établissements scolaires ferment. Les premières échauffourées éclatent, et c'est l'émeute qui gagne la localité engendrant les premiers blessés. Après l'enterrement du jeune Massinissa, désormais inscrit au panthéon des héros kabyles, les émeutes reprennent de plus belle malgré l'appel au calme de Guermah Khaled, père du défunt, qui s'efforçait de dire l'oraison funèbre devant des centaines de personnes. « Mon fils était généreux, l'ami de tout le monde et surtout innocent », avant de demander le soutien de tout un chacun pour que « justice soit rendue ». Le communiqué de la gendarmerie, au lieu d'opter pour l'apaisement, mettra le feu aux poudres car, pour les citoyens, il est considéré comme une « provocation ». La révolte se généralise et toute la Kabylie est à feu et à sang. C'est de l'« incident » de Béni Douala, lié à celui d'Amizour qu'est partie la mèche de la révolte. Les appels au calme et à la raison du père de la victime n'ont servi à rien devant une crise qui couvait depuis longtemps et dont la révolte qui s'en est suivie est la plus sanglante que la Kabylie n'ait jamais connue.

La CADC, pour sa part, et depuis sa mise en place pour canaliser le mouvement citoyen porteur de véritables aspirations démocratiques, n'a jamais cessé de rappeler dans la totalité de ses déclarations l'« assassinat prémédité » du jeune Massinissa suivi de l'assassinat de dizaines de jeunes sortis exprimer dans la rue leur colère, provoquée par un ras-le-bol général de la population. Une population prise sous le joug d'un pouvoir « mafieux et assassin » qui n'a jamais rien fait que d'opposer à toute contestation une répression féroce pour se maintenir et présider aux destinées d'un pays déjà en ruine.

Les parents des victimes, unis comme un seul homme et refusant d'abdiquer quel que soit le prix à payer, ont, dans une récente déclaration, mis en garde contre toute velléité ou tentative visant à entraîner dans un processus de dislocation la domestication d'individus.

L'assassinat de Massinissa, miroir d'une jeunesse triturée, métissée, ballottée puis replantée au gré des décideurs que la population kabyle combat sans merci, est désormais ancré dans la mémoire collective.

Brahim Boubchir

Kabylie : six mois après la naissance du mouvement

Chronologie des évènements

18 avril : Le jeune lycéen Guermah Massissina est assassiné dans l'enceinte de la brigade de gendarmerie de Ben Douala. S'ensuivent des émeutes qui gagnent dans un premier temps l'ensemble de la Kabylie puis s'étendent à d'autres régions du pays : Jijel, Batna, Ain Defla, Tiaret, Annaba, El Tarf, Tebessa, Oum El Bouaghi...

2 mai : Le Président de la République charge le Pr Mohand Issad de présider la commission d'enquête sur les événements de Kabylie

9 mai : Une marche populaire est organisée à Ouacif dans la wilaya de Tizi Ouzou. A cette occasion, une plate-forme de revendications est rendue publique.
Première rencontre des délégués à Larbaâ Nath Irathen des villages de Tizi Rached, Ait Oumalou, Irdjen ... qui a connu naissance au Conseil fédéral des Ath Irathen

12 mai : Nouveaux heurts à Azazga.

14 mai : Une grève générale est observée à Tizi Ouzou. Une marche populaire a eu lieu en même temps.

16 mai : Le wali de Tizi Ouzou lors d'une session extraordinaire annonce un bilan faisant état de 30 morts et de 471 blessés. Les dégâts matériels s'élèvent à 17 milliards de centimes.
L'APW de Tizi Ouzou boycotte la commission d'enquête parlementaire sur les événements de Kabylie.
Marche des avocats à Tizi Ouzou. Les banderoles portent le slogan : « Pour un Etat de droit
Non à l'impunité ! ».
Première réunion de la commission Issad qui comprend 25 membres.

17 mai : Emeutes à Seddouk.

18 mai : Naissance à Illoula Oumalou, wilaya de Tizi Ouzou, de la Coordination des comités des aârouch, dairas et communes.
Marche des mères des victimes à Larbaâ Nath Irathen.

20 mai : Adoption à l'unanimité par l'APW de Tizi Ouzou d'une résolution accordant une aide directe aux victimes et à leur famille par le biais du fonds de la wilaya.
Plusieurs fêtes populaires sont annulées à Tizi Ouzou.

21 mai : Plusieurs milliers de personnes ont marché dans le calme à Tizi et ont scandé des slogans hostiles au pouvoir le qualifiant d'assassin.

22 mai : La Coordination des aârouch dairas et communes demande la mise en quarantaine des gendarmes jusqu'à leur départ définitif.
Des parlementaires européens conduits par Hélène Vaultre se sont déplacés à Tizi Ouzou. Ils ont aussi rencontré les parents des victimes ainsi que des blessés.
Dépôt de plainte à Tizi Ouzou et à Béjaia contre des gendarmes.

25 mai : Affectation de 75 % des effectifs de la gendarmerie de la wilaya de Béjaia, alors que les émeutes durent toujours.

9 juin : Un gendarme est lynché par la foule à Tizi Ouzou. Le militaire succombera à ses blessures le 11 juin.

10 juin : 5 jeunes ont été torturés au siège de la daira d'Amizour.

14 juin : Imposante marche à Alger. Répondant à l'appel de l'interwilayas, une marée humaine s'est rassemblée à la place du 1er-Mai à Alger. Les marcheurs devaient déposer à la Présidence de la République la plate-forme d'El Kseur. Les forces antiémeutes se sont violemment opposées aux marcheurs. De violents heurts ont alors éclaté. Des CNS se sont livrés à des scènes de lynchage des marcheurs. Deux journalistes, Nedjma Fadila et Adel Zeroug, ont trouvé la mort dans l'exercice de leurs fonctions. On a enregistré 168 blessés.

25 juillet : Issad remet au Président de la République le rapport préliminaire de la commission qui accable le corps de la gendarmerie.

5 juillet et 8 août : Marches des délégués de la Coordination de l'interwilayas bloquée à Naciria.

20 août : Imposante marche des aârouch à Ifri Ouzellaguen, lieu historique du Congrès de la Soummam. Les représentants du pouvoir ont été interdits d'accès.

15 septembre : Ferhat M'henni, président du MCB-Rassemblement national, a annoncé la création du Mouvement pour l'autonomie de la Kabylie (MAK).

3 octobre : Un communiqué des services du Chef du gouvernement annonce la rencontre entre Benflis et des délégués des aârouch.

5 octobre : Quatrième marche des délégués des aârouch interdite à Alger

S. Benmalek

« Le mouvement a donné la parole à l'Algérie »

(Suite de la page 3)

Le mouvement d'avril 1980 a été encerclé pour ainsi dire par le pouvoir qui lui a laissé le seul espace de la Kabylie. A cette époque, le champ intellectuel était plus cloisonné et surveillé. Il a avalé les couleuvres servies par le système. Celui de 1988 a eu pour théâtre Alger fondamentalement, d'où l'impossibilité de le circonscrire au régionalisme.

Le passage à l'écriture contestataire est donc un passage vers une civilisation sachant que le mouvement citoyen a opposé, tout au long de ces six mois, des actions pacifiques aux trucages et autres manœuvres du pouvoir...

On a parlé au début d'encadrement de la révolte et de canalisation de la colère citoyenne. Il fallait qu'elle soit structurée pour qu'elle dure et afin qu'elle soit crédible car dans une société où l'impunité constitue la règle, où la justice est jugée mefficace et inefficiente, chacun peut être amené, afin de dépasser son chagrin, son désarroi, son sentiment d'injustice, et pour retrouver un sens dans la vie, à se rendre justice soi-même surtout si l'on retient que notre société est méditerranéenne et la loi de la vendetta lui est caractéristique. Il fallait aussi pérenniser le mouvement dans le sens de lui donner une consistance citoyenne pérenne car il touchait un point sensible aux Algériens et repondre à la propagande du système. La rédaction de documents (charte, code de conduite, déclarations), si elle est nécessaire dans ce sens, n'est pas propre à ce mouvement et l'on a constaté cette activité fondamentale dans le mouvement porteur de la Révolution française précédée par la philosophie des Lumières ou de mai 1968 précédé par un mouvement civique et intellectuel, dont certains psychanalystes comme Herbert Marcuse ou de mouvements intellectuels contre le structuralisme dans la pensée. Aux Etats-Unis, la déclaration d'indépendance du 4 juillet 1776 est rédigée par des intellectuels comme Thomas Jefferson (il y avait aussi des corédacteurs : John Adams, Benjamin Franklin, Roger Sherman et Robert Livingston). Nous pensons donc que l'écriture est un pas important dans la civilisation. Nous avons donc fait un pas important.



La plate-forme d'El Kseur, au-delà de son avènement factuel reste une plate-forme de dimension nationale et historique. Peut-on la considérer comme un acte fondateur de la citoyenneté ?

La plate-forme d'El Kseur est un texte événement-avènement. C'est un acte fondateur d'une citoyenneté assumée contre un système d'Etat autoritaire et totalitaire. Il est clair que certains items de cette plate-forme posent problème et font diversion à une lecture isotopique dans le sens d'une interprétation citoyenne et démocratique. Mais d'une manière générale, y compris ces points faisant problème, c'est une plate-forme qui contient des revendications citoyennes et démocratiques. On pourrait suggérer en tant que citoyen une expression linguistique de ces points problématiques qui soit en adéquatation avec leur contenu démocratique visé.

Le refus de dialoguer des comités de citoyens est compréhensible si l'on prend en ligne de compte toutes les tentatives de compromission et d'intox menées par les éléments du pouvoir. Le pouvoir a, au début, joué les partis politiques régionaux contre le mouvement citoyen. Il a grandement perdu puisque les comités de citoyens n'ont pas mordu à l'hameçon et n'ont pas fait du dénigrement des partis leur jeu favori. Certains partis politiques plus instruits ont, eux, mordu à l'hameçon non recouvert d'appât. Mais le mouvement citoyen certainement occupé par plus pressé n'a pas suffisamment expliqué son rôle, bien loin d'être contradictoire, complémentaire même avec celui des partis.

Mais qu'est-ce que signifie ne pas dialoguer avec un système qu'on rejette ? Qu'on conteste ? Je crois qu'une telle attitude non rationnelle est due à cette crainte systématique d'être manipulé. L'autre point ressorti à la forme d'organisation horizontale qui ne permet pas d'avoir une tête même soumise à la révocation par la base. Autrement pourquoi est-ce que le mouvement citoyen ne se pense pas capable de manipuler ? Pourquoi le mouvement citoyen n'a-t-il pas pu établir des ponts avec des personnalités et autres mouvements de la société (y compris les partis politiques favorables) qui auraient pu lui donner une dimension plus large ? L'ouverture sur les intellectuels, les personnalités du monde de la politique et de la société civile de toutes les régions d'Algérie doit être, nous pensons intimement, mise de la partie si l'ont veut aller très loin dans la demande de citoyenneté et de rénovation du système politique algérien dans un sens démocratique et citoyen.

Entretien réalisé
par Yahia Arkat

EPLF AIN DEFLA

EPE SPA AU CAPITAL SOCIAL DE 16 000 000,00 DA

AVIS DE VENTE

L'EPLF Ain Defla met en vente 16 logements semi-individuels en R+1 situés au centre-ville de la commune de Sidi Lakhdar, wilaya de Ain Defla

FICHE TECHNIQUE

Type logt	Nombre	Surface 1 logt/m2	Prix de cession 1 logt
F3	16	59,70	1.450.000,00 DA

◆ Conditions d'acces : Tout citoyen résidant dans la wilaya de Ain Defla, n'ayant jamais bénéficié d'un avantage de l'Etat (logement social, lot de terrain, ...) et dont le revenu mensuel de ménage ne dépasse pas les 32.000,00 DA

◆ Avantages :
- Aide de l'Etat allant jusqu'à 400.000,00 DA
- Possibilité de crédit bancaire CPA

Le présent avis reste valable 01 mois à compter de la date de sa parution
Pour toute information complémentaire, contacter ou se rapprocher du départe nent commercial de l'EPLF de Ain Defla, 8/8 Quartier Nord, Miliana (027) 64.98.62 - Fax (027) 64.80.79

COMMUNIQUE

CCI TITTERI ET CCI MITIDJA
ORGANISENT À BLIDA
LA FOIRE DU LIVRE
ET DU MATERIEL DIDACTIQUE
DU 27 OCTOBRE AU 5 NOVEMBRE 2001

Les chambres de commerce et d'industrie du Titteri et de la Mitidja organisent conjointement la foire du livre et du matériel didactique au centre culturel Djilali Boumaâma (Sidi Abdelkader) à Blida du 27 octobre au 5 novembre 2001

Les maisons d'édition, les grandes librairies, les importateurs de livres et du matériel didactique sont priés de se rapprocher des CCI Titteri ou Mitidja pour réserver leurs stands, **avant le 23 octobre 2001.**

- CCI TITTERI : Tel. 025.58.53.28 - 58.49.51 — Fax 025.58.39.61
- CCI Mitidja : Tel. 025.41.49.59 — Fax 025.40.38.18

tournent essentiellement autour de problèmes socioprofessionnels et sécuritaires. La menace de débrayage vient également de l'université. Le Syndicat des enseignants du supérieur (CNES) compte par cette action s'opposer à la politique de « démantèlement et de destruction de l'université », et saisir cette opportunité pour rappeler aux autorités leurs promesses non tenues quant à l'augmentation des salaires et à l'élaboration d'un statut propre aux enseignants chercheurs.

Le secteur économique n'est pas en reste puisque de nombreux travailleurs d'EPE de la wilaya ont recouru à plusieurs reprises à l'arrêt de travail qui pour protester contre le non-paiement des salaires, qui pour s'élever contre la mise au chômage technique.

Enfin, le Syndicat des entreprises affiliées au secteur des hydrocarbures a retenu l'option d'une grève générale dont la date n'est pas encore arrêtée. Le nouveau projet de loi sur les hydrocarbures est la pomme de discorde qui oppose les travailleurs à leur tutelle avec, en filigrane, la crainte de compressions d'effectifs dans ce secteur stratégique.

La grogne sociale est décidément partie pour durer et son issue est des plus incertaines.

Nacer Maouche

de se reproduire cette année. Et cette fois, les universitaires ne comptent pas céder. Car en plus de la dégradation incessante des conditions sociales des enseignants du supérieur en l'absence d'un statut spécifique, le manque de moyens de travail et le cette raison que le principe de la grève est encore une fois retenu. Une journée de protestation sera observée le 26 novembre prochain. Il s'agira ensuite de déclencher une grève d'une semaine renouvelable tout au long de l'année. Cette menace de grève

années. Les rassemblements organisés devant le Palais du gouvernement et la Présidence n'ont rien apporté de nouveau. Idem pour les praticiens et les spécialistes de la santé publique.

Samira I.

Réunion de la CADC de Tizi Ouzou

La plate-forme d'El Kseur explicitée

La CADC, Coordination des *aârouch*, daïras et communes de Tizi Ouzou, s'est réunie hier au théâtre Kateb-Yacine avec, à l'ordre du jour, l'explicitation de la plate-forme d'El Kseur et la préparation technique de la marche populaire du 1er novembre à Ighil Imoula, dans la wilaya de Tizi Ouzou.

Le document de l'explicitation de la plate-forme adoptée le 11 juin à El Kseur a été présenté par un membre de la commission réflexion qui a entamé son travail il y a une semaine au conclave de Aïn Zaouia. Divisé en quatre chapitres plus un préambule, le document en question a été « décortiqué », pour ainsi dire, par la quarantaine de coordinations présentes. Dans son préambule, le texte explicite de la plate-forme d'El Kseur mentionne que « le déni identitaire, le ras-le-bol généralisé, l'étouffement de toutes les libertés, l'impunité et la *hogra* institutionnalisée, le chômage endémique sont autant de facteurs ayant poussé la jeunesse à se soulever ». Et de préciser à toutes fins utiles, que le mouvement citoyen d'« essence démocratique et résolument pacifique, mobilisateur et émanant des profondeurs de la société, transpartisan, autonome, se refusant à toute forme d'allégeance ou substitution de l'Etat, réaffirme son engagement et sa détermination à honorer le sang des martyrs et des victimes et à faire aboutir la plate-forme de revendications d'El Kseur ». Ce travail d'explicitation est rendu nécessaire pour justement éviter toute « interprétation fallacieuse » de la plate-forme d'El Kseur que le pouvoir tente de « travestir son esprit et sa portée » par des procédés sournois. « Face aux multiples actions locales et nationales entreprises pacifiquement par des millions de citoyens en vue de faire aboutir les revendications légitimes, le pouvoir a répondu par des répressions sanglantes et meurtrières, par l'usage de son arsenal de guerre », lit-on dans le préambule qui conclut : « Devant la forfaiture du pouvoir qui reste sourd aux revendications légitimes, le mouvement citoyen prend à témoin l'opinion nationale et internationale et exige une réponse officielle favorable, urgente et publique à la plate-forme de revendications d'El Kseur explicitée. »

Les réparations « préconisées » par le mouvement citoyen sont cataloguées en quatre chapitres : réparation dues aux victimes du Printemps noir ; réparation par le châtiment et la sanction ; réparations historiques et démocratiques ; réparations socioéconomiques. Le mouvement citoyen exige, en outre, à ce qu'il soit « partie prenante dans la mise en œuvre des solutions, après satisfaction de la plate-forme de revendications d'El Kseur ».

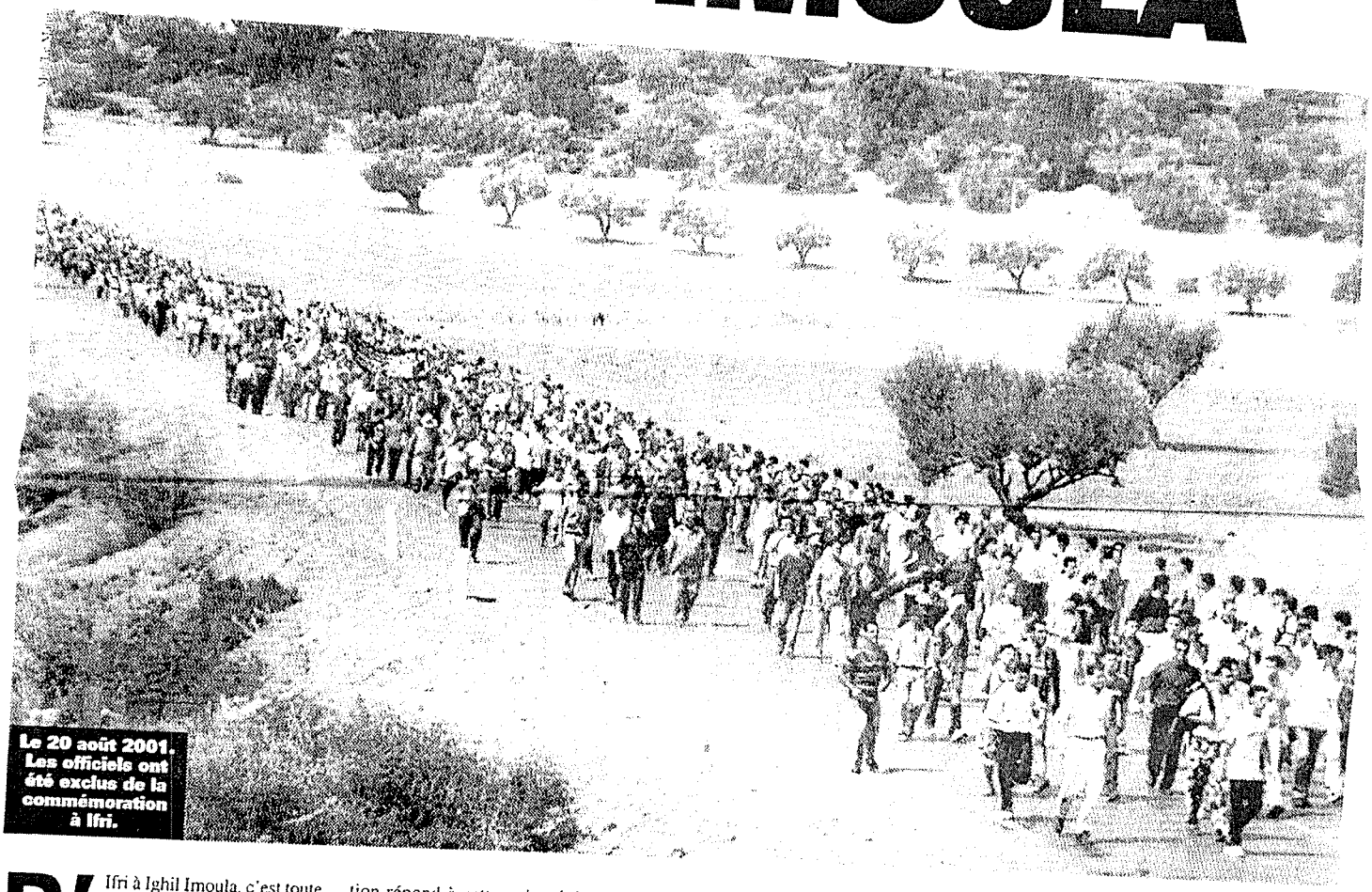
Au chapitre premier, par exemple, en référence aux points 1, 3, 5 et 14 de la charte d'El Keur, le document adopté hier par les délégués de la CADC exige de l'Etat « la reconnaissance de ses responsabilités unilatérales, pleines et entières dans les événements du Printemps noir 2001 ». Cette reconnaissance doit se faire par « la présentation d'excuses publiques et officielles » et « l'obligation de réparations morales et matérielles vis-à-vis de toutes les victimes et ayants droit ». L'autre point qui a retenu l'attention des délégués est la marche populaire et nationale de la CIW prévue pour jeudi 1er novembre à Ighil Imoula, dans la daïra des Ouadhias.

Ainsi, tous les préparatifs techniques inhérents à la manifestation de jeudi prochain ont été passés en revue. A l'heure où nous mettons sous presse, les délégués sont toujours en réunion. L'insécurité dans la ville des Genêts ainsi que le saccage du siège de la CADC ont été abordés en fin de séance par les membres de la CADC. A noter, enfin, que le conclave de la Coordination interwilayas aura lieu les 30 et 31 octobre à Larbaâ Nath Irathen.

Yahia Arkat

252

1er NOVEMBRE : D'IFRI A IGHIL IMOULA



Le 20 août 2001. Les officiels ont été exclus de la commémoration à Ifri.

D'Ifri à Ighil Imoula, c'est toute une symbolique pour un mouvement de citoyens qui veut se réapproprier l'histoire après avoir occupé la rue pendant plus de six mois. Intervenant plus de deux mois après celle d'Ifri, la marche des *aârouch* prévue aujourd'hui à Ighil Imoula, un autre lieu historique témoin de la rédaction de la déclaration du 1er Novembre 1954, est une action dont les objectifs sont les mêmes que ceux assignés à la manifestation du 20 Août à Ifri. Le choix des dates et des lieux obéit, selon ses initiateurs, à cette recherche d'harmonie entre un mouvement citoyen né dans la répression après quarante ans d'indépendance et son prolongement dans l'histoire à travers les aspirations, consignées dans les textes, des premiers dirigeants de la guerre de Libération. C'est la même soif de liberté : de la déclaration du 1er Novembre et de la charte du congrès de la Soummam à la plate-forme de revendications d'El Kseur. L'interdiction aux officiels, accusés d'avoir [illegible] l'histoire d'accéder aux sites historiques à l'occasion de la célébration des [illegible] symboliques de la guerre de Libération répond à cette volonté des *aârouch* d'inscrire leur mouvement dans cette continuité, qui « dénie à ceux qui ont tiré sur des jeunes manifestants dans l'Algérie indépendante de se réclamer de l'esprit de Novembre ». Intervenant dans le cadre de ce dossier, Aïssa Kechida, un des compagnons de Mohamed Boudiaf, reconnaît à la jeunesse de la Kabylie « cette aspiration légitime » d'être les porteurs du message de Novembre. Cette réappropriation de l'histoire par la jeunesse, affirme-t-il, était l'une des actions de Boudiaf qui avait voulu transmettre tous les symboles aux jeunes. Mais, ajoute-t-il, « il a été assassiné avant d'accomplir cette tâche ». Boudiaf était conscient de la frustration qui ronge la jeunesse algérienne quant « à la falsification de l'histoire et à sa lecture officielle ». Neuf ans après l'assassinat de Boudiaf, l'un des rédacteurs de la Déclaration du 1er Novembre, Ali Zamoum, a assisté au conclave de la Coordination interwilayas, qui s'est tenu à Larbâa Nath Irathen, pour donner cette caution historique au mouvement des jeunes en Kabylie. Cette réunion devant se pencher sur les derniers préparatifs de la marche, qui intervient quatre semaines après celle du 5 octobre (à Alger) interdite par les pouvoirs publics. Quelques jours auparavant, à savoir le 22 septembre dernier, la Présidence avait appelé, à travers un communiqué, au dialogue pour « l'aboutissement démocratique de la plate-forme d'El Kseur » tout en désignant Ali Benflis, Chef du gouvernement, comme interlocuteur des *aârouch*. Il y a eu par la suite une rencontre « à huis clos avec certains représentants des *aârouch* » qui a été sanctionnée par un communiqué de gouvernement s'articulant autour des six points d'accord entre les deux parties et d'éventuelles réunions pour discuter du reste des revendications. Cette rencontre a été dénoncée et qualifiée de « diversion » par la Coordination interwilayas, d'où l'émergence de groupes « des citoyens libres » de la Kabylie appelant au dialogue entre les deux parties. Si ces derniers se sont basés sur le pourrissement de la situation pour justifier leur démarche, les *aârouch* se réclamant de la représentativité du mouvement ont axé leur travail sur la préparation de l'action du 1er Novembre qui place le pouvoir devant ses responsabilités quant aux exigences de la rue et à la détérioration de la situation.

Youcef Rezzoug

LIRE AUSSI

L'après-Ighil Imoula en discussion



Page 6

Ali Zamoum : « Il est temps que cette jeunesse reprenne son dû »

Page 7

A quand le retour de Novembre ?

Par Aouli Makhlouf, membre fondateur de la Fondation 8 Mai 45

Page 8

« La confiance ne se décrète pas »

Entretien avec Aïssa Kechida, ancien compagnon de Bou[illegible]

Page 9

La rencontre des *aârouch* se tiendra aujourd'hui à Tizi Ouzou

L'interwilayas s'annonce houleuse

De notre bureau de Tizi Ouzou

Le conclave interwilayas dont les travaux s'ouvrent aujourd'hui à l'Institut national des techniques hôtelières et touristiques (INTHT) constitue un test décisif pour l'avenir du mouvement citoyen de Kabylie. Test décisif dans la mesure où il se présente dans un contexte politique particulier et un climat délétère qui règne au sein des différentes coordinations des *aârouch*, notamment celles affiliées à la CADC de Tizi Ouzou, scindée depuis plusieurs semaines en deux « ailes » principales : les partisans du document de réflexion sur la mise en œuvre de la plate-forme d'El Kseur et ceux qui le rejettent dans le fond et dans la forme. C'est précisément autour de ce document de toutes les controverses que de profondes divergences, qui se sont transformées en une véritable scission, ont vu le jour en allant crescendo au fil des derniers conclaves tenus à Imzizou et Mechtras. Ces réunions, l'une se situant aux antipodes de l'autre, ont consacré la division. Les 17 coordinations qui se réunissent à Mechtras ont fait savoir leur opposition à ce sommet de l'instance suprême des *aârouch* qui se penchera sur l'adoption du document. A celles-ci se sont ralliées une dizaine d'autres coordinations. A l'issue de la réunion tenue mercredi dernier à Ifflissen, les coordinations de la Kabylie maritime, de *Laârch* Nath Irathen et les représentants des villages et quartiers d'Ath Djenad qui se sont démarqués des résolutions d'Imzizou, ont considéré le conclave interwilayas comme « nul et non avenu ».

Dans la déclaration qui a sanctionné ladite réunion, les conclavistes ont, avant de se « désengager des résolutions portant adoption du document et des exclusions prononcées de part et d'autre (9 exclus à Imzizou et 6 autres



Le 26 juin 2003 à Amizour, rencontre de l'interwilayas du mouvement citoyen.

à Mechtras), réagi à la tenue de ce conclave dans les conditions actuelles. Pour sa part, le conseil de daïra des Ouacifs adopte la même position que celle précitée. Le conseil avertit que l'interwilayas peut sérieusement « consacrer la division dans les rangs de la CADC et annihiler tous les efforts pour atténuer la crise qui y couve ». Ceci avant d'appeler à une rencontre de réunification et de vérité tout en interpellant les coordinations de wilaya sur cette situation. Voici la situation générale qui prévaut au sein de la CADC à quelques heures de l'ouverture des travaux. Réunie au TRB de Béjaïa ce week-end, les coordinations de la CICB se sont, elles aussi, prononcées sur l'interwilayas. Sur les 29 coordinations présentes, une quinzaine était favorable à sa tenue, cinq, dont le comité d'El Kseur, se sont opposées et les autres se sont abstenues. Ainsi donc, l'unanimité est loin de faire le consensus parmi les différents animateurs du mouvement citoyen. A Bouira, la CCCWB a confirmé sa participation à l'interwilayas, dont les organisateurs soutiennent qu'elle n'est pas synonyme d'une quelconque velléité d'aller au dialogue, mais fait suite aux résolutions du conclave de Raffour pour l'adoption d'un document fixant les conditions de la mise en œuvre. Ils ajouteront que tous les préparatifs inhérents à cette rencontre sont terminés. Ce sommet qui se présente dans la situation que l'on sait se déroulera-t-il comme prévu ? Rien ne l'indique. Un simple calcul arithmétique fait ressortir qu'à Tizi Ouzou, plus d'une trentaine de coordinations se sont démarquées de cette rencontre et des résolutions qui y seront adoptées.

La démarcation des uns, les appels à son report des autres étalent sur la place publique le malaise que traversent les *aârouch* à quelques mois seulement de l'élection d'avril. Les choses risquent ainsi de se compliquer davantage dans les jours à venir.

Brahim Boubchir

Des discours diamétralement opposées

Meetings des deux ailes de la CADC

De notre bureau de Tizi Ouzou

Deux discours diamétralement opposés et qui semblent consacrer définitivement la scission au sein des *aârouch*, tandis que se mènent des efforts de médiation, ont été développés ce week-end à Tizi Ouzou et aux Ouadhias par les deux ailes antagonistes de la CADC lors de leurs meetings populaires dans la soirée de jeudi. Les délégués de l'aile d'Imzizou, qualifiée de « dialoguistes », ont réitéré le maintien de la rencontre interwilayas prévue pour aujourd'hui à l'ITHT et traité de la crise qui secoue les *aârouch* lors de leur rassemblement à Tizi Ouzou. Si pour Khaled Guermah, « il n'y a pas le feu », les autres délégués qui l'ont relayé à la tribune ont développé un discours au vitriol à l'encontre du RCD qu'ils accusent d'être derrière l'éclatement des *aârouch*. « Les partis feraient mieux de s'occuper à négocier les portefeuilles », a lancé un délégué de Tizi n'Tlata. Le délégué de Ouaguenoun ira jusqu'à soutenir que « Matoub n'a pas été assassiné par le Pouvoir, mais par ceux-là mêmes qui nuisent à notre mouvement ». Rappelant qu'il n'y aura jamais d'élections si la plate-forme d'El Kseur n'est pas satisfaite, Rachid Allouache, Norredine Medrouk, Mouloud Chebheb, Belaïd Abrika et tous les autres délégués axeront leur discours dans le même sillage. Tout en plaidant pour un changement radical du système, ils soutiendront, comme le précise Abrika, que « la population a besoin d'une autre forme de partis politiques, différents de ces appareillages [...] qui squattent la scène actuellement ». L'autre aile de la CADC, qui s'est rassemblée hier aux Ouadhias, a développé un tout autre discours. Si pour Abrika le document dit de réflexion a toutes les raisons d'être adopté, les délégués de cette tendance n'hésitent pas à l'assimiler à une « offre de reddition ».

Les intervenants au rassemblement de Mechtras dresseront d'ailleurs un parallèle entre le document du Congrès de la Soummam et celui de la rencontre de Tripoli, d'un côté, et la plate-forme d'El Kseur et le document de mise en œuvre, de l'autre côté.

« Nous sommes d'accord pour le principe de dialogue, mais contre la reddition dans un contexte politique pollué par le trio Bouteflika-Ouyahia-Zerhouni », a dit Mohamed Hachimi des Ouadhias. Boumerdès, présente à cette manifestation, a appelé au rejet de la rencontre de l'interwilayas d'aujourd'hui.

Quant aux partis politiques, « nous les respectons, ils ont leur champ d'intervention et nous avons le nôtre », dirons les délégués de Aïn Zaouïa et Mechtras. Le rassemblement des Ouadhias, tout comme celui de Tizi Ouzou, a réitéré le rejet de toute élection si la plate-forme d'El Kseur n'est pas satisfaite. Invitation à partir des Ouadhias aux élus pour qu'ils se retirent du Sénat.

Kamel Omar

Rencontre intercommunale de la wilaya de Béjaïa au TRB

Les travaux sous tension

De notre bureau de Béjaïa

La Coordination intercommunale des citoyens de la wilaya de Béjaïa (CICB) a tenu, dans la nuit de jeudi à vendredi, dans la salle annexe du Théâtre régional de Béjaïa (TRB), un conclave décisif pour l'avenir du mouvement citoyen né des événements du Printemps noir de 2001. Même si le consensus a fait défaut à cause de la farouche opposition, principalement des coordinations d'El Kseur, de Souk El Ténine et de Tinebdar, c'est en plénière qu'a été retenue la décision de la CICB de participer à la réunion interwilayas prévue à l'ITHT de Tizi Ouzou aujourd'hui. Mais la participation de la wilaya de Béjaïa servira, a-t-on encore convenu à s'informer de la réelle situation de crise que connaît la coordination de Tizi Ouzou (CADC). Il s'agira aussi de la présentation des documents (respectifs) de mise en œuvre de la plate-forme d'El Kseur. La wilaya de Béjaïa, contrairement aux coordinations de Tizi, ira à cette interwilayas avec son projet de mise en application des revendications d'El Kseur soutenues par un certain nombre de préalables à satisfaire par le Pouvoir avant l'acceptation de tout dialogue. Les représentants de Béjaïa aborderont également, est-il ressorti des travaux de la rencontre, la réunion de Tizi Ouzou sur la base des principes directeurs du mouvement citoyen des *aârouch* en réitérant les résolutions de l'interwilayas tenue au mois d'août à Raffour (Bouira). Dans un climat de grande tension, les délégués des communes ont, à la quasi-unanimité, après une proposition de Béjaïa-ville, annoncé faire suivre les résolutions qui sanctionneront les travaux d'aujourd'hui à Tizi Ouzou d'un ultimatum au Pouvoir pour la satisfaction des préalables de Raffour et la mise en œuvre de la plate-forme d'El Kseur scellée et non négociable avant que le mouvement des citoyens n'appelle au rejet de la présidentielle de 2004 en application du principe entériné à Beehloul (Bouira) en mars 2002, à savoir le rejet de toute échéance électorale sans la satisfaction des revendications d'El Kseur. Cependant, par rapport à ce point, les communes, notamment de Tinebdar, de Souk El Ténine et d'Aït Rezine ont préféré scander le slogan « *Ulac* l'dialogue ! ». Le RCD, Amara Benyounès et son parti né cette année, ainsi que M^me^ la ministre de la Communication et de la Culture, Khalida Toumi, seront cités par plusieurs délégués comme étant les responsables des tiraillements au sein des *aârouch*. Néanmoins, la wilaya de Béjaïa a décidé de demander la levée des sanctions contre les délégués de la CADC prises par leurs pairs à Imzizou. Trente coordinations communales ont pris part aux travaux de cette rencontre qui marque le retour officiel du Comité de la société civile d'El Kseur (CSC) après une longue éclipse de la coordination d'Ali Gherbi qui avait expliqué son retrait par la présence au sein de la coordination d'Ighil Ali d'un membre du Comité populaire de la wilaya de Béjaïa (CPWB), structure exclue des *aârouch* au mois de juillet 2001. Le conclave de ce week-end n'a pu donc entamer les débats sur l'attitude de la coordination d'El Kseur, à laquelle des délégués ont reproché d'avoir qualifié la coordination de la wilaya de Béjaïa de « Taïwan », qu'à l'issue de la déclaration devant la plénière par les représentants d'El Kseur de leur réintégration de la CICB.

Dans le hall du TRB, mais aussi dans la rue, un spectacle des plus désolants où l'on a failli en venir aux mains aura eu lieu avant le début des travaux pour la simple raison, selon des jeunes d'El Kseur, que la présidence tournante et certaines coordinations ne voulaient pas de la participation de la délégation de cette ville (sic !).

Dalil Yamouni

La Kabylie, les Archs et le Pouvoir



Abrika est averti, il le sait. Sur le chemin sinueux des revendications, il avance désormais sur la pointe des pieds. Mais, il avance quand même.

Belaïd Abrika, **la figure de proue**

L'une des chevilles ouvrières de la CADC (Coordination des Archs, Daïras et Communes) de Tizi Ouzou, Belaïd Abrika est un bosseur.

Progressivement, l'ex Trotskiste, va être propulsé au-devant de la scène médiatique. Sa photo sera reprise un peu partout.

Barbe intellectuelle, cheveux longs et raides, l'homme qui aurait pu être membre d'un groupe rock des seventies, est assurément une résurrection pour tout un pan d'une jeunesse à la recherche d'un héros.

Mal à l'aise devant la presse, Abrika trouve que les journalistes l'ont surmédiatisé. Il reste vrai que dans l'organisation «horizontale» des aârouch, l'émergence d'une personnalité est mal perçue. Abrika est averti, il le sait. Sur le chemin sinueux des revendications, il avance désormais sur la pointe des pieds. Mais, il avance quand même. Epié de partout, il aura du mal à se défaire de la foule des jeunes venus nombreux, lors de la marche du 3 janvier 2002 à Béjaïa. Lors de sa très courte allocution, le même jour, des adolescents vont encore rallumer le feu à la maison de la culture. Pouvait-il les en empêcher ? Abrika assumera, malgré lui, le statut de figure de proue d'une nouvelle génération de politiques. Un homme doté d'un charisme certain qui, en deux temps, pourrait bien devenir le porte-voix des revendications, avec un parcours tracé, ou disparaître de la scène, volontairement, avec le sentiment du devoir accompli ■

K. A.

Belaïd Abrika, à propos des prochaines éléctions
« Elles seront simplement empêchées »

PROPOS RECUEILLIS PAR CHERIF LAHDIRI

▪ A chaque fois que le peuple revendique ses libertés, on assimile cela à une «crise en Kabylie» . Peut-on, aujourd'hui, parler de crise du pouvoir ou de crise en Kabylie ?

Pour nous, il est tout à fait clair que la crise se situe, bel et bien, au niveau du système.

La logique de ce dernier s'est erigée en violence qui s'exprime par la répression sanglante.

C'est ce système répressif qui a été à l'origine de la crise et qui a fait couler tant de sang. Le mouvement citoyen est porteur de revendications populaires, à travers la plate-forme d'El Kseur d'essence démocratique. Pour le mouvement citoyen, la solution passe par la satisfaction entière de cette dernière.

▪ Si le président de la République venait à annoncer la satisfaction entière de la Plate-forme d'El Kseur, comment concevez-vous l'application du point relatif au remplacement de la gendarmerie par un autre corps de sécurité qui sera placé sous l'autorité des élus ?

A travers la plate-forme explicitée à Larba Nath Irathen, le mouvement citoyen a été suffisamment clair quant au départ immédiat de toutes les brigades de gendarmerie et leur remplacement par un autre corps. Une fois cette plate-forme satisfaite entièrement, pour sa mise en œuvre, beaucoup de solutions existent.

Il s'agit par exemple, d'autres corps comme la BMPJ ou une police de proximité . Les solutions existent, pour peu que la volonté politique y soit.

▪ Le dernier conclave de la coordination interwilaya des archs, a entériné le principe du rejet de toute consultation électorale, avant la satisfaction entière de la plate-forme d'El Kseur. Quelle forme prendra, à votre avis, un tel rejet ? S'agit-il d'un boycott ou de la fermeture de la Kabylie aux urnes ?

Le principe du rejet a été retenu. Mais, il est dit clairement qu'une telle option sera soumise à différentes parties.

Une commission est déjà mise en place, à cet effet, par les archs. Elle prendra attache avec toutes les parties . Il ne s'agit pas, bien sûr, d'un boycott, mais d'un empêchement pur et simple de la tenue des élections.

Parce que le pouvoir s'en fout si le taux d'abstentions est important ou pas. Il s'agit donc d'un empêchement pure et simple.

▪ Mais si, contrairement à d'autres régions, l'élection n'aurait pas lieu en Kabylie, cette dernière se retrouvera, de fait, en situation d'autonomie...

Si la plate-forme d'El Kseur n'est pas satisfaite entièrement, la Kabylie sera, certes, fermée aux urnes, mais l'abstention touchera des pans considérables du pays.

La Kabylie, a certes, de tout temps, joué un rôle d'avant-garde du mouvement national, mais, faut-il préciser que la plate-forme d'El Kseur remet en cause le dysfonctionnement de tout un système et que notre mouvement lutte pour une Algérie libre et démocratique ■

Ali Gherbi, **le troisième homme**

Lors de notre rencontre, l'interlocuteur le plus recherché par les deux bords déclarera ceci : «Les radicalistes des archs vont tout saborder. Je suis prêt à négocier si...».

KHALED ARRACHE

Ammi Ali n'est plus à présenter. On l'a rencontré dans son fief d'El Kseur. Enveloppé dans une bonhomie certaine, il ne quitte presque jamais ses lunettes de soleil, type *Police*. Les moustaches fines en guidon, Ali est le prototype du Duc, celui des aârouch évidemment. Son nom est aujourd'hui sujet à interprétation. Déjà, lors de la marche qualifiée d' «historique», celle du 14 juin 2001, le bras de fer entre les délégués des CADC et les autorités a eu un nom : Ali Gherbi. Ce dernier, a-t-il «traité» avec le pouvoir sur l'itinéraire de la marche sur Alger (qui a vu la participation de plus d'un million de personnes) selon les statistiques archistes ? «Il n'en est rien !», clamera Gherbi, un personnage haut en couleur, mais également le centre personnifié du cafouillage kabyle, version printemps 2001. Il reste toutefois une personnalité très écoutée à El Kseur, lieu où fut rédigé la plate-forme éponyme. Là où il passe, les jeunes sont les premiers à le saluer. Ammi Ali a eu ce «privilège», car c'en est un, en ces temps d'émeutes juvéniles, lorsqu'il a fait face, le 23 avril 2001, aux Beretta et autres kalachnikovs des gendarmes. Sa réputation d'organisateur et de fin tacticien ne sont plus à démontrer. En janvier dernier, des bruits avaient couru sur une éventuelle prise de contact entre Ali Gherbi et la présidence. Très vite, Gherbi infirmera la nouvelle. Lors de notre rencontre, l'interlocuteur le plus recherché par les deux bords déclarera ceci : «Les radicalistes des aârouch vont tout saborder. Je suis prêt à négocier si...».

Alors, Ali Gherbi, est-il en train d'ouvrir la troisième voie ? L'énigme reste totale autour de cet homme militant de tamazight depuis 1973, emprisonné en 1981, parrain du MDRA lors des élections «avortées», et président de l'association des 17 villages d'Aït Gareth ■

Ali Gherbi Au Régional
« Les archs survivront »

▪ Quelle forme prendra, à votre avis, le rejet des prochaines élections ?

Pour le mouvement citoyen, c'est clair, la population refuse les élections tant que la plate-forme d'El Kseur n'est pas satisfaite.

La concertation devra se faire avec les différentes parties (société civile et partis politiques). Le rejet des élections demeure un très grand atout pour le mouvement citoyen et la population alors que le refus des partis politiques d'aller, justement, aux urnes sera d'un grand apport pour la satisfaction de la plate-forme d'El Kseur.

Ceci contribuera, ainsi, à mettre en place une réelle et authentique démocratie en Algérie.

▪ Comment jugez-vous l'offre de dialogue du pouvoir et êtes-vous prêts à faire des concessions sur certains points de cette plate-forme ?

Après l'annonce officielle et publique de l'acceptation de la plate-forme d'El Kseur, à savoir, notamment, la consécration de Tamazight en tant que langue nationale et officielle, le remplacement de la gendarmerie par un autre corps de sécurité et l'institution d'un statut de martyr pour les victimes de la dignité, le dialogue ne serait plus un tabou. A ce moment là, nous serons prêts à nous mettre autour d'une table, pour la mise en œuvre de la plate-forme d'El Kseur et son application pleine et entière.

Cela dit, nous ne ferons jamais aucune concession lors de l'application de tous les points contenus dans ce document.

▪ Comment concevez-vous le remplacement de la gendarmerie par un autre corps de sécurité qui sera placé sous l'autorité des élus ?

Ce corps de sécurité qui appartient à l'ANP, doit réintégrer les casernes.

Notre demande signifie tout simplement un redéploiement de ce corps de sécurité. Il y a des régions en Algérie où il n'y a pas de gendarmerie et la Kabylie aimerait bien en faire partie.

Il s'agit d'éviter le pire car ce corps a commis 107 assassinats durant les événements qu'a connus la Kabylie, ce qui a provoqué chez la population un esprit de vengeance. Il faut, par conséquent, éloigner ce corps de la région.

Maintenant, pour son remplacement par un autre corps de sécurité qui sera placé sous l'autorité des élus, c'est au pouvoir de chercher les solutions. C'est le peuple qui revendique ce remplacement. Le pouvoir n'a qu'à satisfaire à cette revendication légitime.

▪ Que vont devenir les archs après la satisfaction de la plate-forme d'El Kseur ?

Les archs vont demeurer. Ils ont prouvé leur efficacité. Ces comités de citoyens continueront à jouer, à l'avenir, un rôle d'avant-garde et de garde fou pour éviter la dilapidation des biens publics, le détournements de fonds... ■

C.L.

d'« exécuter ce rejet tel qu'ils en ont formulé le vœu ». De leur côté, les délégués de Bouira et de Béjaïa, qui rejettent toute concertation avec quiconque, ont exposé leur batterie d'actions concrètes visant à concrétiser le rejet des prochaines élections. La délégation de Bouira, qui considère l'annonce de la date des élections comme une provocation, envisage notamment de bloquer les candidats et le personnel des commissions de ces élections. Ils suggèrent l'installation de cellules de rejet des élections pour opposition à ces commissions électorales. Celle de Béjaïa opte, quant à elle, pour des sit-in devant les structures des corps constitués le jour du vote, une marche nationale et une grève générale pour le 20 avril prochain, ainsi que le refus par les

Le mouvement citoyen le lance à tous les Algériens

L'appel au rejet

La dynamique citoyenne révolutionnaire, qui a secoué la nation algérienne, n'a pas empêché le pouvoir maffieux et assassin de demeurer fidèle à la fuite en avant en voulant organiser une énième farce électorale programmée pour le 30 mai 2002, faisant fi d'une situation dramatique à tous les niveaux :

- des couches de plus en plus larges de la population sont atteintes par la paupérisation ;
- les libertés sont toujours confisquées, les droits de l'Homme bafoués et l'expression politique étouffée ;
- la *hogra*, l'impunité, la corruption, les passe-droits font partie des mœurs politiques des gouvernants, recyclant des dinosaures condamnés par l'histoire pour les propulser aux plus hautes fonctions de l'Etat.

Peut-on réellement croire que ces élections apporteront un quelconque changement au quotidien de l'Algérien,
sachant qu'il s'agit, en fait, d'une opération spectacle que le pouvoir s'ingéniera à faire accréditer en remettant sur le tapis des recettes éculées comme la menace intégriste ou la garantie de l'honnêteté des élections ?

Algériennes, Algériens,
le mouvement citoyen des *aârouch*, né des événements douloureux du Printemps noir 2001, appelle l'ensemble de la société civile, partis, hommes politiques, personnalités historiques, syndicats, intellectuels, universitaires, cadres, travailleurs et chômeurs, femmes et jeunes, s'inscrivant dans cette dynamique historique et dans la mouvance démocratique à se prononcer et participer activement et massivement à l'action de rejet et de discrédit de cette énième mascarade.

Algériennes, Algériens,
l'heure n'est pas aux lamentations, à la résignation et au défaitisme, elle est à l'action.
Tous ensemble, main dans la main, soyons fidèles au rendez-vous de l'histoire pour marquer la rupture définitive avec ce système rentier, corrompu et corrupteur.
Vous êtes appelés à exprimer votre position de rejet et de refus de la compromission sur les lieux de travail, dans les quartiers et villages, en Algérie et à l'étranger.

Algériennes, Algériens,
le devenir de la nation est entre vos mains, vous êtes interpellés à faire face et assumer votre responsabilité pour recouvrer votre dignité et votre honneur longtemps bafoués.
C'est là un passage obligé pour donner son sens plein et entier à la primauté de la citoyenneté.

Le forum des « dialoguistes » tourne au drame à Béjaïa

De notre bureau de Béjaïa

La ville de Béjaïa a vécu un week-end très mouvementé dû notamment à l'annonce, faite le mercredi soir, de la tenue d'un forum que devait organiser, hier au TRB, le porte-parole des « dialoguistes », Salim Allilouche. Considérant cette surprenante initiative comme un véritable défi, la Coordination interquartiers de Béjaïa réagit très vite et, dès jeudi matin, a rendu publique une déclaration dans laquelle elle a affirmé que cette « ville n'est pas et ne sera jamais un refuge pour des usurpateurs et des traîtres » et lança un appel aux « citoyens à se mobiliser pour les empêcher de tenir leur rencontre ». Une véritable « chasse » aux « dialoguistes » a été ouverte. Au niveau du TRB, aucun regroupement n'a été signalé, mais plusieurs personnes attestaient que les « dialoguistes » étaient localisés au niveau du lycée d'Ihaddaden. Par petits groupes ou dans des voitures, des meutes de gens en furie se sont rendues au lycée pour faire le « guet ». Un moment plus tard, aux environs de 13 h, Cheraft Mohand Chérif, partisan du dialogue, originaire de la commune de Sidi Ayad, daïra de Sidi Aïch, a été reconnu par la foule qui lui a sauté dessus violemment…

Un automobiliste l'évacua à l'hôpital Khelil-Amrane pour des soins. Intercepté au niveau du rond-point Aâmriou, Salim Allilouche, à bord d'une Mazda 929 de couleur verte, dans laquelle se trouvaient, en plus du chauffeur, un cameraman, a été également reconnu et poursuivi par des individus à bord de leurs véhicules. Une course poursuite s'engagea alors en plein centre-ville. Il s'était réfugié dans un commissariat de police situé au niveau de la cité Tobbal. Après un laps de temps, un regroupement spontané se forma devant le commissariat, mais se dispersa quelques heures plus tard. Un autre fait mérite d'être relevé. Un important groupe de jeunes personnes avaient encerclé la villa de Lahcène Seriak, au niveau de la cité S'mina, pour « guetter » le mouvement des « dialoguistes ». Vers 14 h de la journée de jeudi, le groupe a interpellé une personne qui venait de sortir de cette villa. Elle était identifiée comme étant un « dialoguiste » faisant partie de l'équipe Allilouche. Elle a été « humiliée » puis relâchée. Vers 21 h, devant le portail du lycée Ihaddaden où étaient hébergés les convives de Allilouche, un imposant rassemblement populaire a eu lieu en présence d'un impressionnant dispositif sécuritaire. La foule scandait : « *Ulac smah ulac !* » ; « *Yiwen, sin, tlatha, Allilouche chmatha* ! » Un moment plus tard, un renfort de CNS a été dépêché sur les lieux. L'affrontement devenait inévitable. Après avoir brûlé des pneus, les manifestants ont lancé des pierres sur les CNS qui ont riposté par des tirs de bombes lacrymogènes. Ce climat, marqué par une violence entre les deux camps, a duré jusqu'à 2 h du matin. On dénombre cinq arrestations parmi les manifestants et un blessé, touché par une bombe lacrymogène au niveau du front. Le vendredi matin, la situation s'est embrasée de nouveau, mais cette fois-ci les affrontements se sont déroulés au niveau du TRB, dont la salle a été occupée très tôt par les « dialoguistes ». Alertés, des centaines de manifestants s'étaient rassemblés devant le portail de cette bâtisse. Pendant que la foule clamait l'évacuation des « dialoguistes », d'autres manifestants s'en étaient pris au véhicule de Salim Allilouche qu'ils ont pu renverser ; mais au moment de l'incendier, des fourgons de CNS étaient arrivés sur les lieux et lancèrent une pluie de bombes lacrymogènes. Il était 11 h. Les affrontements ont commencé, et se sont poursuivis jusqu'à 17 h, mais de manière sporadique. Vers 15 h, « les dialoguistes » ont dû évacuer le TRB sous l'escorte des CNS.

Kader Sadji

256

 Le matin n° 3062. Mardi 19 Mars 2002.

Les émeutes se poursuivent en Kabylie

De plus en plus de blessés

De notre bureau de Tizi Ouzou

Dans la wilaya de Béjaïa, la tension s'est exacerbée. Les émeutes ont gagné en intensité dans la ville d'El Kseur après que, nous signale-t-on, les éléments des CNS eurent empêché la tenue d'un meeting que devait organiser au quartier Aïn-Lahlou le comité de la société civile d'El Kseur.

Déjà, durant les journées de samedi et dimanche, les affrontements d'une rare violence se sont soldés par un nombre impressionnant de blessés des deux côtés (CNS et manifestants). Les services des urgences de l'hôpital ont été débordés devant le déferlement de tant de blessés. Dans la nuit de dimanche à lundi, les CNS ont organisé une expédition punitive. Ils ont saccagé des devantures de magasins et fracassé la porte d'un domicile.

A Amizour, les élèves ont déserté les bancs des écoles pour aller s'en prendre au siège de la gendarmerie qu'ils ont bombardé de projectiles. A Sidi Aïch, des jeunes s'en sont pris hier vers midi au siège du tribunal, mais la riposte des CNS ne s'est pas fait attendre.

Des renforts de CNS ont été dépêchés à partir de Béjaïa pour

Coordination des comités de citoyens de la wilaya de Bouira (CCCWB) continue sa série de meetings de sensibilisation entrant dans le cadre du rejet du scrutin législatif. Ainsi, les communes de Taghzout et Aghbalou ont connu hier des rencontres similaires. Enfin, le MAB (Mouvement du *âarch* de Bounouh), dans la wilaya de Tizi Ouzou, a procédé hier à la confiscation des urnes avant de les brûler sur la place publique.

Hier, à Tizi Ouzou, les émeutes ont éclaté un peu plus tôt que d'habitude. Les collégiens et lycéens se sont regroupés devant le groupement de gendarmerie dès midi.

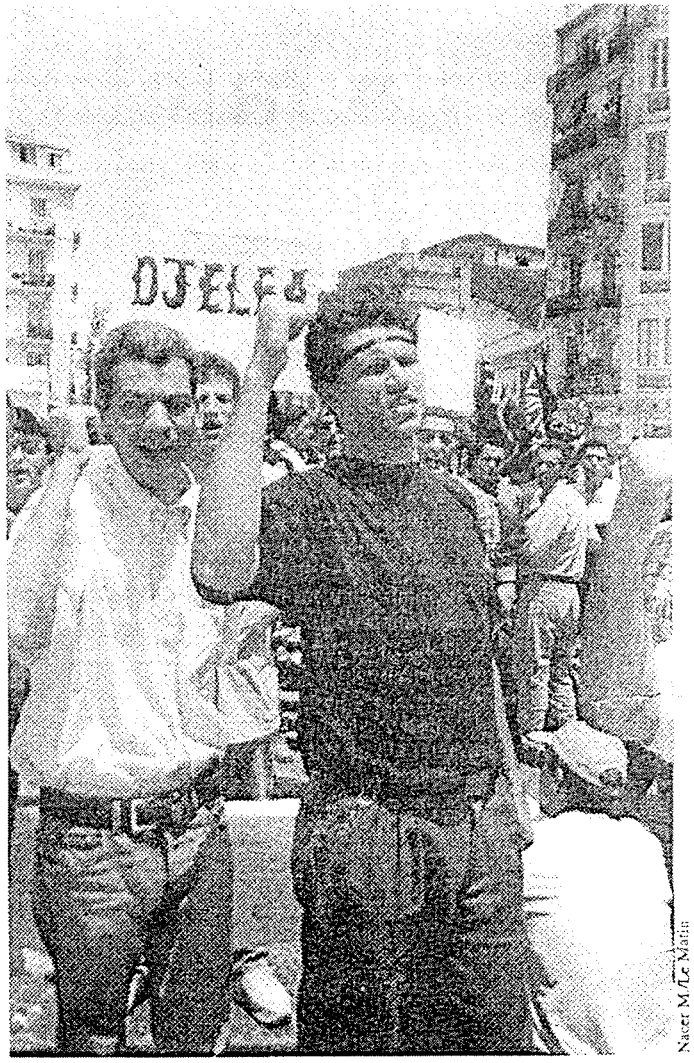
A Mekla et Azazga, la tension a baissé sensiblement. C'est dans ces deux localités que des blessés par balles en caoutchouc ont été enregistrés dont un policier en civil. D'ailleurs, l'adolescent qui a reçu une balle en caoutchouc à Mekla subira une intervention chirurgicale aujourd'hui à l'hôpital de Tizi Ouzou. A Bouzguène et Tizi Rached, la tension demeure toujours vive. Mais c'est à Maâtkas que la situation s'est nettement dégradée.

Dès 11 h, les élèves ont déserté les établissements scolaires. Les commerces ont alors

de sérieux dégâts matériels. L'ex-Souk El Fellah a subi des dégradations et le magasin mis à sac avant d'être incendié. Le siège du FLN a été saccagé. Le chemin de wilaya 147 qui traverse le chef-lieu de daïra a été bloqué depuis la matinée.

On nous signale des blessés légers lors des affrontements d'hier à Maâtkas. A Iferhounène, 60 km au sud-est de Tizi Ouzou, des émeutes ont éclaté suite à une expédition punitive menée par la gendarmerie. Des manifestants, jeunes pour la plupart, sont sortis dans la rue pour exiger « le départ inconditionnel de ce corps de sécurité ». Des échauffourées ont éclaté à Tigzirt, hier, après la marche de la Coordination des daïras qui a drainé quelque 20 000 personnes, malgré les incessants appels au calme lancés par les délégués de la Coordination interwilayas qui ont animé un meeting à la fin de la marche.

Yahia Arkat
et correspondants



Nacer M/Le Matin

Seddouk, plusieurs édifices saccagés et brûlés

La ville de Seddouk a vécu son deuxième jour d'émeutes consécutif. Dès le début de l'après-midi, la tension était perceptible. Le décor habituel était

édifices publics. Ainsi, après avoir brûlé les urnes et autres listes électorales, c'est au tour de la recette intercommunale [illegible]

Tizi Ouzou, encore des émeutes

Hier encore, les émeutes se sont poursuivies dans la ville des Genêts avec, certes, une intensité moindre. C'est vers le début de l'après-midi que le coup d'envoi des hostilités a été donné ; aussitôt le décor des affrontements est replanté. Les mêmes scènes depuis douze jours se répètent. Aux jets de pierres des manifestants, les gendarmes ripostent par des tirs de bombes lacrymogènes.

Le face-à-face n'a pas fait de blessés parmi les manifestants hier, contrairement aux autres jours. Maâtkas a annoncé hier son quatrième jour d'émeutes. Le CW147 a été bloqué dès la matinée.

A Iferhounène, les affrontements qui ont éclaté lundi ont gagné en intensité le lendemain, puisque des renforts de gendarmes ont été dépêchés de Aïn El Hammam. Durant le face-à-face qui a, par moments, pris des allures d'un véritable corps-à-corps, les émeutiers ont réussi à confisquer des casques et des matraques de gendarmes qui ont usé de balles en caoutchouc. Hier, les lycéens ont observé une grève générale pour dénoncer la répression de ce corps de sécurité. Naciria, enfin, dans la wilaya de Boumerdès, a retrouvé hier le calme après trois jours de violentes émeutes qui ont fait plusieurs blessés, dont un enfant de huit ans, Lamine K., touché à la nuque de trois balles en caoutchouc, ainsi que son père. Il est actuellement admis au CHU Mustapha-Pacha d'Alger dans un état jugé critique.

Y. A.

LE MATIN N° 3081 mercredi 10 avril 2002

Nacer Mabouche

La brigade de Makouda évacuée

L'opération de délocalisation des brigades de la gendarmerie, entamée depuis le 23 mars dernier, continue. Après la brigade de Mekla, redéployée il y a trois jours, c'est au tour de celle de Makouda, localité située à une vingtaine de kilomètres au nord de Tizi Ouzou. Hier matin, à l'aube, cette brigade a été évacuée et la bâtisse est depuis occupée par les services de la police. La nouvelle du départ des gendarmes a aussitôt fait le tour de la Kabylie maritime. C'est la deuxième brigade de la même daïra, après celle de la commune de Boudjima, qui se trouve évacuée. Jusqu'à hier, le nombre total des brigades touchées par cette mesure est porté à douze. Il s'agit de celle de Tizi-ville, Azazga, Beni Douala, Bouzguène, Maâtkas, Boghni, Larbaâ Nath Irathen, Tizi Rachid, Boudjima, Mekla, Herbounène et Makouda.

B. B.

259

Répression contre les animateurs de la campagne antivote

Plusieurs interpellations

De notre de bureau de Tizi Ouzou

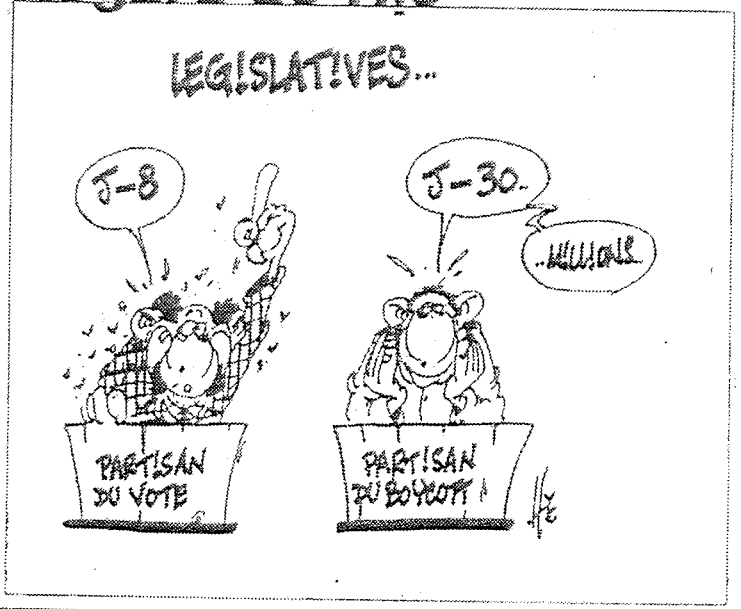
De nombreuses interpellations ont été opérées hier par les services de la police au sein des délégués de la Coordination des *aârouch* de Tizi Ouzou, près de la localité de Draâ Ben Khedda. Celp est arrivé à la sortie de la ville alors que les délégués qui menaient une caravane de sensibilisation dans le cadre de l'opération antivote revenaient de Sidi Naâmane pour tenir un meeting à Draâ Ben Khedda. Ils ont été interceptés par un barrage de la police, selon des sources proches de la CADC. Plusieurs d'entre eux ont été embarqués dans des fourgons et d'autres ayant pris la fuite ont été poursuivis même dans les champs environnants. Nos sources ajoutent que les papiers du bus les transportant ont été confisqués. Pour l'heure, nous n'avons aucun chiffre précis des délégués interpellés.

Toujours dans le cadre de la campagne antivote, deux sit-in ont été organisés hier à Aïn El Hammam et Iferhounène pour empêcher la tête de liste des indépendants, Rabah Benchikhoun, d'organiser un meeting à la salle de cinéma

Lalla-Khedidja. Dès 9 h, plusieurs dizaines de citoyens se sont regroupés devant le portail de la salle où ils ont accroché plusieurs banderoles et scandé des slogans hostiles au Pouvoir et favorables au rejet des élections du 30 mai. Le sit-in d'Iferhounène a été observé à la Maison de jeunes pour parer à toute possibilité de la tenue d'un meeting. Pour empêcher la tenue des prochaines joutes et manifester la solidarité avec le personnel réquisitionné pour cette circonstance, deux marches synchronisées sont programmées dans ces deux localités pour le 26 mai. Les réquisitions des transporteurs a, par ailleurs, provoqué le courroux de ces derniers, comme c'est le cas de ce transporteur qui s'est présenté à notre bureau régional avec une réquisition en main émanant du DTW et du DRAG et dans laquelle il est fait état en nota bene : « En cas d'absence ou de défaillance, l'autorisation d'exploitation est retirée définitivement. » A Maâtkas, c'est l'exécutif de l'APC qui a rendu publique une déclaration dans laquelle l'exécutif, et à l'issue de l'assemblée générale tenue hier avec l'ensemble des fonctionnaires, « rejette et refuse ces élections et se désengage des réquisitions transmises par l'Administration » car, est-il ajouté, « pas question de remettre en cause la volonté populaire ». De leur côté, les citoyens du *arch* Ath Djennad réquisitionnés ont réitéré leur refus de « cautionner » les élections dans leur déclaration. Même cas pour le P/APC de Draâ Ben Khedda qui, dans sa réponse adressée au wali hier, a confirmé officiellement sa position. « Je me démarque totalement des préparatifs du scrutin », a-t-il répondu. Pour sa part, la fédération FFS de Tizi Ouzou a rendu publique, hier, une déclaration à ce sujet. Après avoir rappelé dans le même document que les « Algériens ne sont pas dupes et n'ont plus peur », le FFS « condamne les mesures d'intimidation à l'encontre des élus dont le seul tort est d'être aux côtés de la population qui les a élus ». Et ce, avant d'appeler la population à « demeurer vigilante et à poursuivre sa mobilisation dans un cadre pacifique ». Par ailleurs, il est à signaler que la région des Ouacifs a retrouvé hier son calme après trois jours de violents affrontements et d'une grève générale.

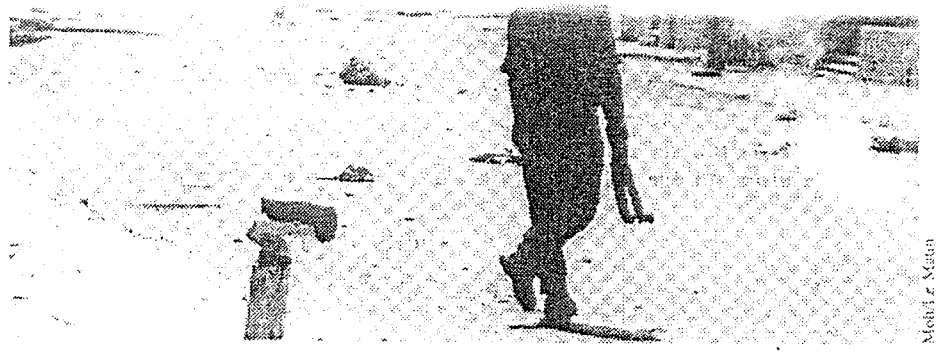
B. B. et correspondants

Regard de Hic



localité distante d'une vingtaine de kilomètres au sud-ouest de Tizi Ouzou. Quelques jeunes, visiblement candidats à un autre affrontement avec les forces de l'ordre, sont satisfaits de la nouvelle. Ils jubilent d'avoir en face d'eux l'édifice de la daïra vide et sans âme. « C'est une administration pourrie qui ne sert que les patrons de ce Pouvoir assassin », s'indigne un de nos interlocuteurs. Premier signe de « fissure » dans la détermination des autorités à maintenir coûte que coûte les représentants de l'administration en Kabylie. Le mouvement citoyen s'affirme résolu à faire respecter son ultimatum lancé jeudi passé aux autorités afin que celles-ci rappellent leurs administrateurs avant minuit de dimanche dernier. La détermination est telle que les délégués des *aârouch* sont plus que jamais décidés à reproduire le scénario du départ de la gendarmerie. Une exigence brandie par les populations de cette région du pays au lendemain des émeutes sanglantes de l'année écoulée. Après quinze mois de protestation, la même conviction habite les animateurs du mouvement citoyen. Cette fois-ci, ils conditionnent le maintien des chefs de daïra par la libération des détenus du mouvement de contestation. On procède par tous les moyens pour y parvenir. Quand le dialogue n'aboutit pas, c'est l'émeute. A Ouaguenoune, 15 km au nord de Tizi Ouzou, les jeunes révoltés investissent la rue sous une chaleur de plomb et prennent

[illegible] animateur de mouvement citoyen de sa localité. Ce dernier vient de quitter la permanence du comité de village pour se livrer à la presse. Une présence nombreuse est perceptible dans la salle. Des vieux, des jeunes et même des enfants sont là présents, discutant des perspectives de la contestation, mais surtout de la nécessité d'observer une vigilance pour éviter de nouvelles pertes en vies humaines. Pour résumer la gravité de la situation, Kamel exhibe des douilles de balles réelles tirées la veille par des CNS en faction à l'intérieur du siège de la daïra. En l'espace de quarante-huit heures, Ouaguenoune déplore huit blessés parmi les jeunes manifestants. « Le Pouvoir est capable de réédi-ter la mort comme cela fut le cas au début du mouvement », s'indigne-t-il. Etrange contraste qu'offre Ouaguenoune en ce début d'après-midi : au moment où des notables et des délégués du mouvement insistent sur la vigilance, des dizaines de jeunes révoltés assiègent le bâtiment de la daïra. On ne redoute point la réplique des forces de l'ordre cantonnées à l'intérieur de la daïra. Des avalanches de pierres s'abattent de toutes parts. Les cocktails Molotov aussi. On use de tous les moyens pour déloger les CNS qui se contentent de répliquer par des tirs de bombes lacrymogènes de la terrasse de l'édifice. Après un moment de répit, on décide d'aller à la rencontre du chef de daïra dont la présence vient d'être signalée par les citoyens. De loin,



Les armes qui y ont été retrouvées à l'intérieur du siège de la daïra de Ouaguenoune. (Npm : hier à Tizi ouzou).

Mohi Larbi

des dégâts sont perceptibles sur la façade du siège de la daïra : le patio offre l'image d'un véritable champ de bataille : vitres cassées, portail arraché, monticules de pierres et murs noircis de fumée. La sentinelle interrompt notre avancée, elle nous intime l'ordre de rebrousser chemin. « Le chef de daïra n'est pas là. Si vous voulez des informations, adressez-vous à la cellule de communication de la wilaya », lance-t-elle à notre adresse. La même atmosphère règne à Tigzirt, ville balnéaire de Tizi Ouzou où de rudes affrontements ont éclaté après l'expiration de l'ultimatum du mouvement citoyen. Quatre citoyens sont en effet blessés durant le face-à-face avec les forces de l'ordre durant la journée. Plus loin, à Draâ El Mizan, une quarantaine de kilomètres au sud de Tizi Ouzou, les manifestants ont pris possession de la rue pour s'attaquer au siège de la daïra. S'ensuit alors un affrontement avec les CNS dépêchés en grand nombre dans la région afin de réprimer toute manifestation populaire. Dans la ville d'Azazga 44 km a l'est de Tizi, les citoyens ont préféré agir avec civisme en envoyant d'abord une mise en demeure au chef de daïra : faute de quoi, le commis de l'Etat serait le seul responsable des conséquences qui en découleraient. Là aussi, les esprits se sont vite échauffés puisqu'aucune réponse n'est parvenue aux *aârouch*. Les jets de pierres et de bombes lacrymogènes ainsi que le défilé des chasse-neige meublent le décor. Idem pour les localités de Aïn El Hammam et Iferhounène qui ont aussi connu des affrontements aux alentours du chef-lieu de daïra.

A Tizi Ouzou, la situation est des plus tendues. Des escarmouches ont éclaté durant la matinée au quartier les Genêts. Au siège de la daïra, des responsables redoutent l'exacerbation de la situation. Mme défaite, quelques cadres de cette administration rencontrés hier n'ont pas caché leur souhait de quitter au plus vite les lieux. « On attend avec impatience la décision de nos responsables de fermer les locaux. Si jamais elle venait, nous ne pourrions qu'applaudir », avouent-ils.

N. B.

Béjaïa, le départ des chefs de daïra à l'ordre du jour

La Coordination intercommunale de la wilaya de Béjaïa introduira dans l'ordre de jour du conclave, prévu pour jeudi prochain, la question du départ des chefs de daïra qui était jusque-là l'affaire de la Coordination des *aârouch*, dairas et communes (CADC). Cependant, la plupart des sièges de daïra de la wilaya de Béjaïa étaient hier sous surveillance policière en prévision de troubles. Hormis la daïra d'Ighil Ali, à proximité de laquelle ont eu lieu avant-hier des affrontements, aucun incident n'a été constaté, hier, dans les autres dairas.

D. Y. et M. B.

TIZI-OUZOU

Vers l'escalade ?

Aux accès de violence et débordements observés durant la semaine écoulée s'ajoute la répression policière, ce jeudi à Larbâa-Nath-Irathen, de la manifestation organisée par le mouvement citoyen à l'occasion de l'ouverture de la campagne électorale.

S. Aït Mébarek - Tizi-Ouzou (Le Soir) - En état de latence, la tension s'exacerbe peu à peu.

L'escalade de la violence est à craindre bien que, de part et d'autre, on appelle au pacifisme et au rejet de la violence. Bien que minimes, les incidents enregistrés dans certaines localités de la wilaya de Tizi-Ouzou plaident en faveur de projections pessimistes. Ces incidents s'apparentent à des signes avant-coureurs d'un scénario du pire qui semble peu à peu se mettre en place.

Le clivage ne marque pas seulement le champ de l'expression politique et contestataire, il passe à celui de la violence : elle est d'abord institutionnelle et oppose ensuite des groupes de citoyens.

Illustration : vendredi dernier, deux meetings de la CADC à Tizi-Ouzou ont été violemment empêchés par les CNS, acte suivi d'émeutes. Un commissaire de police a été gravement brûlé ce week-end à Larbâa-Nath-Irathen. La violence institutionnelle s'est encore exprimée.

Les CNS ont violemment chargé une manifestation de la CADC (lire le papier signé J.-L. Hassani). Ici, c'est l'Etat qui décide de fermer, par la violence, le champ de l'expression publique aux partisans du rejet des élections.

Mercredi dernier, la coordination intercommunale de la daïra d'Iferhounène, affiliée à la CADC, a alerté les journaux, à travers une déclaration, sur l'agression de ses délégués en campagne anti-vote au village de Tizit, dans la commune d'Illiltène.

La déclaration de la coordination locale de la CADC impute cette agression aux militants locaux du FFS qui auraient violemment manifesté leur hostilité aux délégués des arouch par des slogans connus du FFS tels que *"Yella l'vote yella, vive le FFS, arouch = DRS"*. Il est fait état d'insultes, de jets de pierres à l'encontre des délégués locaux de la CAD dont deux membres, Mazi Amara et Djellal Moussa, ont été agressés et blessés.

Au début de la semaine dernière, un meeting de la CADC a été empêché par la force à Souk-El-Tenine, daïra de Maâtkas. Les délégués locaux de la CADC, qui ont rendu visite à notre journal, ont nommément dénoncé les candidats aux municipales du FFS comme étant les auteurs de ces incidents.

A ces faits s'ajoutent les saccages successifs des permanences du FFS, les derniers en date étant ceux de Ouaguenoun et de Larbâa-Nath-Irathen. Désignés du doigt, les arouch avaient vivement rejeté l'accusation et avaient même dénoncé ces actes de saccage derrière lesquels se profilent, selon les arouch, la main manipulatrice du pouvoir.

Reste à savoir de quoi seront faits les prochains jours, où les partis politiques en lice pour les locales entreront de plain-pied dans la campagne électorale dans un champ où les partisans du rejet des élections se feront un point d'honneur de leur apporter la contradiction. Un champ visiblement miné et susceptible d'abriter de chauds débats.

Il est à craindre que ces derniers ne soient pas seulement du registre verbal et sémantique.

S. A. M.

262

s'est-il trompé ?

Le Matin n° 322-1. Dimanche 22 sept 2002.

Encore un incendie à Amizour

On brûle les sièges du FFS

De notre bureau de Béjaïa

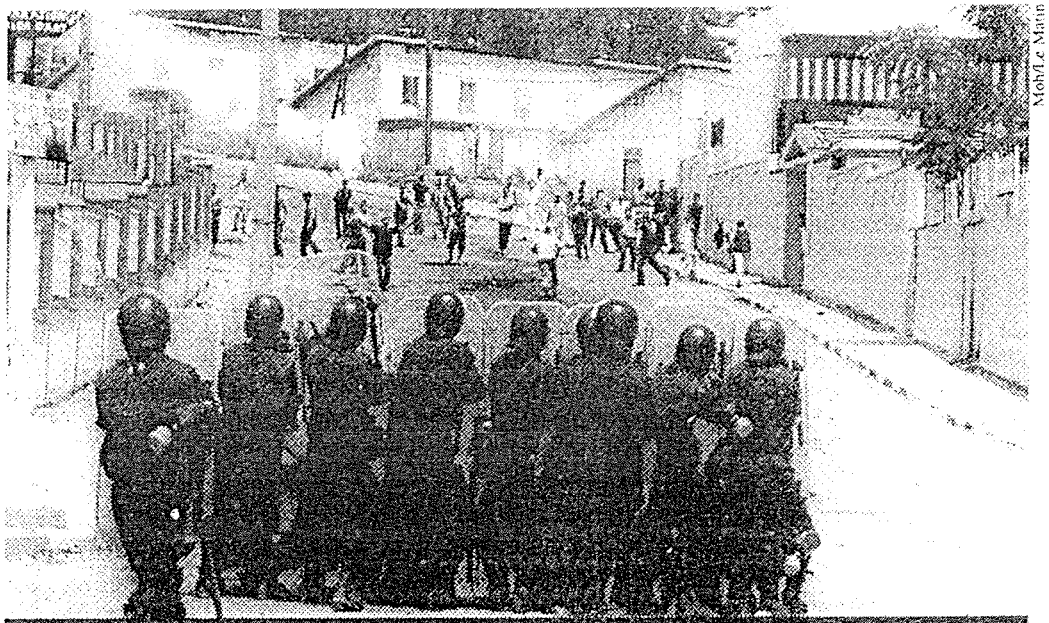
Décidément, les sièges du FFS ne cessent d'être la proie des flammes depuis quelques semaines seulement. Après Tibane, Tifra, Beni K'sila, El Kseur et Tala Hamza, c'est au tour de la ville d'Amizour, dans la wilaya de Béjaïa, de vivre le même « incident », vendredi soir. Les faits…

Il était 19 h 30 lorsqu'un groupe de jeunes, munis de quatre grands pneus, s'infiltra subrepticement à l'intérieur du siège du FFS situé à proximité de la gare routière pour y mettre le feu, au grand dam de quelques agents de la sécurité civile dépêchés sur les lieux depuis quelques jours pour veiller au grain. Ces derniers n'ont eu qu'à constater les dégâts puisque les incendiaires ont pu prendre la fuite à temps. Aucune arrestation ni interpellation n'a pu donc avoir lieu. Pourquoi en est-on arrivé là ? Selon des citoyens proches du mouvement citoyen, la veille de l'incident, jeudi, l'atmosphère était déjà surchauffée suite aux émeutes ayant éclaté à la fin de la marche populaire organisée par le comité communal de suivi des événements d'Amizour. Deux jeunes manifestants ont été arrêtés par les éléments des CNS, ce qui donna lieu à un regroupement dans tous les quartiers de la ville dans le but d'organiser la riposte. Le soir, à la libération des deux détenus, la colère des manifestants était loin de s'apaiser. Un groupe tout droit vers le siège du FFS, défonce les portes en jetant les quelques meubles à l'extérieur avant d'y mettre le feu. Cet acharnement répété contre le FFS est expliqué par un jeune citoyen : « Le FFS nous a trahis et a trahi le sang des 118 martyrs du Printemps noir. »

Imputant cet incident à des « individus inconnus », un délégué du comité communal de suivi des événements d'Amizour, partie prenante de la CICB, confiera que par « fidélité aux principes directeurs du mouvement, le comité se démarque de cet acte de violence et insiste sur son caractère pacifique et résolument démocratique ». Tout en dénonçant les provocations policières ayant eu lieu jeudi dernier, notre interlocuteur tient à rappeler que le comité d'Amizour « continue, à travers plusieurs meetings, d'appeler la population à la sagesse et les partis politiques en lice à se retirer de ces élections de la honte ».

« Cet appel, poursuit-il, s'adresse surtout au FFS, car sa base est avec le mouvement citoyen. Il ne doit pas y avoir d'élections avant la satisfaction de nos revendications et nous ne devons pas cautionner des élections organisées par un Pouvoir qui refuse de juger les criminels des 118 martyrs du Printemps noir », a-t-il enfin ajouté.

Sur un autre registre, un jeune citoyen rappelle que durant tout



Mohfic Mann

Tout comme pour les législatives, la situation s'annonce explosive en Kabylie à la veille des locales. La région n'est pas à l'abri des affrontements qu'elle a connus au printemps 2001.

n'a « absolument rien fait pour la population d'Amizour, notamment pour les jeunes », s'était-il insurgé. Il citera comme exemple le siège même du parti d'Aït Ahmed qui, « auparavant, dit-il, était occupé par des jeunes comme espace de loisirs, avant que l'actuelle APC ne le cède au FFS dès son installation en 1997 ».

Il faut dire qu'à Amizour, il y a belle lurette que le FFS ne jouit plus de l'estime populaire. Pendant les événements d'avril 2001, le siège du FFS a déjà fait l'objet d'un saccage de la part des manifestants. « Tout le bien du FFS est

citoyen », nous renseignera un délégué des *aârouch* avant de nous apprendre que la liste électorale du FFS pour les prochaines élections locales est composée en grande partie d'anciens membres de l'UNJA.

Du côté du FFS, aucune déclaration ni commentaire ne nous sont parvenus. « On se prononcera dès qu'on aura pris connaissance des faits », nous a-t-on rétorqué à la fédération FFS de Béjaïa.

Kader Sadji

Le siège du FFS incendié à Iferhounène

Le siège du parti d'Aït Ahmed de la localité d'Iferhounene, daïra de Ain El Hammam, a été entièrement saccagé avant d'être incendié durant la nuit de vendredi à samedi, avons-nous appris hier auprès du premier secrétaire fédéral du FFS. Le nombre de sièges ciblés depuis l'annonce de la participation du parti aux élections s'élève à cinq, après ceux de Fréha, Aït Aïssa Mimoun, Ouaguenoun et Maâtkas, ainsi que l'incendie qui a ciblé un local appartenant au tête de liste de la commune d'Ait Ouma

263

Le meeting d'Iferhounène annulé par la population

Devant animer hier un meeting électoral à Iferhounène après celui de Aïn El Hammam, le premier secrétaire du FFS n'a pu se rendre dans cette contrée. Et pour cause, la population ayant eu vent de ce programme s'est vite rassemblée devant le siège du parti saccagé récemment pour empêcher la tenue de cette rencontre. Des slogans antivote ont été scandés à gorge déployée par les nombreux citoyens. Les militants du FFS ont été contraints, la mort dans l'âme, de démonter la scène et ranger la sono. Les délégués de la Coordination intercommunale d'Iferhounène sont intervenus pour éviter tout dérapage. Après le sit-in, les citoyens ont improvisé une marche qui a démarré du siège du parti d'Aït Ahmed jusqu'au siège de l'APC. On a appris également que des jeunes ont barricadé la route reliant Aïn El Hammam à Iferhounène au niveau de Tazrout, commune de Abi Youcef, sans doute pour empêcher le « cortège électoral » du FFS de passer. Le meeting de M. Djeddaï n'a pas eu lieu.

Y. A.

Le Matin n° 3224 mercredi 25 septembre 2002. P5

sur

dats se retirer de saluant la formi- et l'adhésion, sur- sincères à la déci- est le rejet de la e électorale du . *"Nous tenons à fois un appel à pour se retirer op tard, tout en ation citoyenne, s vrais militants vent le rejet des atisfaction de la eur"*, signale M. rte-parole de la

Remidi Gh.

VILLAGE DE TIROURDA

Attachement au Mouvement citoyen

Nous, citoyens du village Tirourda, signataires de la présente pétition, réaffirmons notre attachement au Mouvement citoyen né des événements du Printemps noir 2001. De ce fait, nous réitérons notre confiance à nos délégués, en l'occurrence MM. Ben Youcef Mouloud et Mohandi Yacine, nos dignes représentants au sein de la Coordination intercommunale d'Iferhounène. Nous tenons à informer l'opinion publique que la déclaration parue dans les quotidiens nationaux *L'Authentique*, *La Dépêche de Kabylie*, *L'Expression*, *L'Actualité*... portant destitution de nos délégués est l'œuvre d'un seul individu, membre du comité de village, ex-délégué du Mouvement citoyen et candidat sur la liste FFS pour l'APC d'Iferhounène.

Notre fidélité au combat de nos valeureux martyrs est plus que jamais grandissante. La satisfaction pleine et entière de la plate-forme d'El-Kseur est notre seul objectif.

Ulac smah
Ulac l'vot
Le combat continue

La Dépêche de Kabylie n° 97
Jeudi 03 octobre 2002. p 4

265

Y. B.

BECHLOUL
La surprise

Si la journée a connu une certaine tension ayant donné lieu à une émeute opposant la population de Bechloul et les CNS dépêchés à Bechloul, contre toute attente le scrutin s'est déroulé dans le calme. En effet, les gens ont commencé à affluer vers les différents bureaux de vote dès l'ouverture de ces derniers.
La vigilance a été assurée par les représentant des partis politiques rentrés en lice et d'autres citoyens venus de différents villages avoisinants. Vers 10h, un groupe de jeune se déchaîne et fonce tout droit vers le bureau du chef-lieu de commune dans le but d'empêcher tout vote. Mais l'intervention des citoyens assurant le surveillance dudit bureau ont vite fait de repousser ces jeunes déchaînés. Ce qui a permis aux citoyens d'affluer encore en son nombre pour faire atteindre le taux de participation les 40%.
Le résultat est plutôt surprenant car contre toute attente le RND et le... RNC (Rassemblement National Constit.*ionnel) ont recolte trois siege chacun avec un supplément de 7 voix pour le RND - le FFS n'a obtenu que deux sièges et enfin un siege pour le FLN.

Meziane Farid

OUZELLAGUEN
Très faible taux de participation

Eu égard à la totale adhésion au mot d'ordre de grève générale observée 48 heures durant, seuls 7,74 % des 10 585 inscrits sur les listes électorales de la commune d'Ouzellaguen ont voté pour le FFS, unique parti en lice pour les municipales. Même si le scrutin a été empêché par la population de certains villages, à savoir ceux de Helloulane, Tignine, Khenfor, Sidi-Younes et Djemaâ, les centres de vote restants, ceux du chef-lieu de commune notamment, ont accueilli sans incident aucun les citoyens qui ont jugé utile de glisser leur bulletin dans l'urne. Quant aux CNS, qui ont été toujours à l'origine des affrontements, ils ont préféré quitter les lieux avant l'ouverture des bureaux de vote.
Cette faible affluence des électeurs est sans nul doute un cuisant échec pour le plus vieux parti d'opposition qui, une commune considérée comme étant l'un de ses fiefs électoraux.

A. H.

Les commissions constituées de magistrats doivent statuer sur le sort des 57 communes où le scrutin n'a pas eu lieu.
La décision devra être rendue aujourd'hui avant 20 h 00. La loi prévoit la désignation d'administrateurs, en attendant l'organisation d'élections.
Les 57 communes concernées sont réparties comme suit :
Tizi Ouzou : 31
Béjaia : 21
Bouira : 5
Les APC de la wilaya de Tizi Ouzou où il n'y a pas eu vote

Idjeur
Ilissen
Ouaguenoun
Ait Aissa Mimoun
Timizart
Souamaâ
Beni Zmenzer
Tirmitine
Ain Zaouia
Frikat
Ait Yahia Moussa
Bounouh
Assi Youcef
Mechtras
Akbil
Zekri
Ouacifs
Ait Toudert
Ait Boumahdi
Iboudraren
Yatafen
Ait Aggouacha
Tizi Rached
Aït Oumalou
Ouadhias
Tizi N'Uleta
Aït Bouadou
Agouni Gueghrane
Boudjima
Ifigha

27 APC à majorité FFS à Tizi Ouzou

Tizi Ouzou
Bouzeguène
Illoula Oumalou
Tigzirt
Mizrana
Mekla
Ait Khellili
Beni Douala
Ben Aissi
Ait Mahmoud
Sidi Naâmane
Tadmait
Boghni
Azeffoun
Aghribs
Ain El Hammam
Ath Yahia
Yakourèn
Iferhounène
Imsouhel
Illilten
Ath Yenni
Larbaâ Nath Irathen
Maâtkas
Souk El Tenine
M'kira

COORDINATION DES ARCHS, DAÏRAS ET COMMUNES DE TIZI OUZOU
CADC

Déclaration

Une victoire grandiose et historique vient d'être inscrite à l'actif du combat citoyen pour la démocratie et le recouvrement de la souveraineté populaire. Le choix d'un changement radical s'est exprimé, en ce 10 octobre, dans un parfait écho à celui manifesté le 30 mai dernier, par la disqualification définitive du système rentier et de ses sponsors. Le pouvoir mafieux et assassin, et ses faire-valoir politiques, ont eu droit, en effet, à une répudiation en règle de la part du peuple. Le très faible taux de participation au scrutin de la honte ne laisse aucun doute sur l'illégitimité et l'impopularité rédhibitoires du pouvoir algérien. Ce pouvoir usurpateur et squatteur qui a honteusement échoué, même dans ce qu'il excelle le plus, c'est-à-dire, la fraude électorale, malgré tous ses boucliers répressifs et bureaucratiques, vient de recevoir sa dernière mise en demeure avant l'expulsion. Le peuple algérien, dans son écrasante majorité, a renié l'autoritarisme et le régime rentier et corrompu en adhérant au projet démocratique et progressiste, lequel est défendu et porté résolument et clairement par la plate-forme d'El-Kseur. En Kabylie, la réussite totale de la grève générale, suivie et confirmée par le vif succès de l'opération du rejet des élections, a démontré l'irréversibilité de l'engagement et la détermination de toute la population à aller jusqu'au bout pour la satisfaction des revendications nationales contenues dans la plate-forme d'El-Kseur. En dépit de tous les instruments de propagande, des moyens logistiques et de l'arsenal répressif mis en œuvre par le pouvoir assassin pour forcer la population à participer à la mascarade de la honte, les bureaux de vote ont été littéralement mis en quarantaine. La lutte patriotique, pas solitaire, programmée par le pouvoir mafieux et assassin a été vaincue grâce à la maturité politique de la population. Toutes les provocations et arrestations arbitraires menées contre les authentiques représentants de la Kabylie, ainsi que la répression barbare exercée sur la population, n'ont pu avoir raison de la formidable dynamique citoyenne. Aussi, la victoire est-elle sans nuance, nonobstant une infime portion de pauvres voix égarées, et malgré le bourrage des urnes, à l'instar de ce qui s'est passé dans la commune d'Ait Zeki, et le transfert d'urnes remplies de bulletins FLN vers certaines communes. Ainsi, déplacé dans à Zerhoun et [illegible] déroutés par la maturité du peuple et sa détermination, le taux réel de participation en Kabylie, avec toutes les largesses que l'on peut accorder au vote des spectres, ne peut dépasser les 2%. Quant au taux à l'échelle nationale, il faudrait peut-être s'interroger sur la crédibilité à donner aux chiffres fantaisistes avancés par le sinistre Zerhouni, pour lequel le niveau de précision est de quatre millions d'électeurs (25 % de l'électorat). Au demeurant, il est d'une absurdité lénifiante d'invoquer des facteurs météorologiques pour justifier l'insignifiance de la participation à la farce électorale.

Par ailleurs, le Mouvement citoyen, fort de ses assises populaires, ne laissera pas un pouvoir illégitime apposer sur le fronton des communes de la Kabylie le sceau de l'illégitimité et de la honte. Les principes démocratiques, ancestralement ancrés, sur lesquels repose la gouvernance en Kabylie, n'admettent pas que l'élu soit son propre électeur. Aussi, le pouvoir est mis en garde contre toute velléité d'introniser ses jacquemarts contre la volonté populaire. Le Mouvement citoyen réitère son engagement intangible à lutter pacifiquement jusqu'à la satisfaction pleine et entière de la plate-forme d'El-Kseur, explicitée à Larbâa Nath Irathen, scellée et non négociable.

D'autre part, tous les délégués du Mouvement citoyen s'inclinent devant la mémoire des deux jeunes morts à Chemini et Maâtkas et assurent leurs familles de leur solidarité indéfectible. La responsabilité dans l'allongement de la liste des martyrs (120) du Printemps noir est, dans les deux cas, autant celle du pouvoir mafieux et assassin que de ceux qui n'ont pas voulu choisir la voie de la raison.

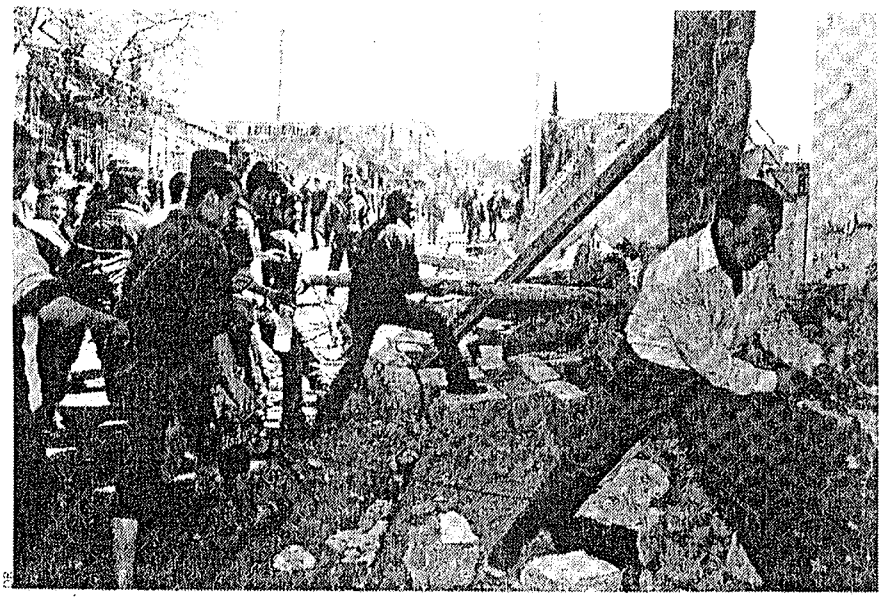
Enfin, la CADC salue la prodigieuse mobilisation citoyenne qui a mis en échec les manœuvres du pouvoir mafieux et liquidateur dans la région et appelle la population à plus de vigilance et d'engagement.

Tizi-Rached le 11-10-2002
La présidence tournante

Ulac smah ulac
Ulac facal ulac
Le combat continue

Dépêche Y.S 11/12 oct 2002

Affrontements à Makouda et Azazga



Le 30 mai 2002, jour des législatives, à Tizi Ouzou. Des émeutiers saccagent les murs de la brigade de gendarmerie.

De notre bureau de Tizi Ouzou

Conformément aux résolutions du conclave inter-wilayas tenu le week-end dernier à Tifra, dans la wilaya de Tizi Ouzou, plusieurs sièges de daïra ont été fermés hier par la population.

Ainsi, cette action s'est faite sans incident dans plusieurs localités de la wilaya de Tizi Ouzou, à l'exception de Makouda, où des affrontements ont éclaté entre les citoyens et les CNS. Dans cette dernière localité, les citoyens, ainsi que les délégués de la Coordination locale, ont fait sortir tout le personnel de la daïra, le chef de daïra et le secrétaire général étant absents. Mais la situation ne tardera pas à se gâter suite à l'intervention des CNS. Des blessés ont été enregistrés parmi les manifestants. Ce n'est pas le cas des autres localités où les sièges des préfectures ont été fermés « sans problème ».

A Ouaguenoun, la population a assiégé la daïra en procédant à la fermeture du bâtiment administratif. Dans la daïra des Ouacifs, la Coordination du *aârouch*, a, au terme d'un meeting qu'elle a animé dans la matinée, procédé vers 11 h à la fermeture du siège de daïra. Le secrétaire général et le chef du détachement des CNS ont voulu s'opposer, mais vainement, devant l'intransigeance de la population. D'ailleurs, le chef de daïra a dû sortir par l'issue de secours puisque ce commis de l'Etat est toujours mis en quarantaine par le conseil de daïra des *aârouch* et ce, depuis le 30 mai dernier.

A Tizi Rached, la population a organisé un sit-in devant le siège de la daïra, dont le portail a été cadenassé par les délégués de la Coordination locale, après avoir fait sortir le personnel. Dans la commune de Bouzeguène, les citoyens ont organisé hier une marche pacifique à partir du village jusqu'au siège de l'APC où un meeting a été animé par les délégués de Bouzeguène. Dans cette région, la fermeture du siège de daïra a été reportée à aujourd'hui, mardi, jour de marché hebdomadaire. Le même report concerne Tizi Ouzou puisque la coordination communale compte fermer le siège de la daïra ce matin.

A Larbâa Nath Irathen, la tentative de fermeture du siège de la daïra a tourné à l'affrontement. Des escarmouches de moindre « importance » ont contraint les commerçants à baisser rideau. Les CNS stationnés à l'intérieur du siège de la daïra ont pourchassé les manifestants à coup de bombes lacrymogènes. Deux collégiens qui revenaient de l'école ont été interpellés par la police. A Iferhounène, la population a organisé une marche pacifique suivie d'un sit-in devant le siège de l'APC fermé par les délégués des *aârouch*. La marche a démarré de l'ex-brigade de gendarmerie pour finir devant le siège de l'APC, dont le bureau du maire a été scellé.

A Mekla, la Coordination locale n'a pas trouvé de difficulté à fermer le siège de la daïra.

A Azazga, le meeting et la marche organisés par l'*aârch* Ait Ghobri ont été suivis par des affrontements. A l'issue du meeting tenu au stade communal, une marche populaire a été improvisée vers le siège de daïra. Arrivée au niveau du siège de l'APC que les manifestants ont tenté d'assiéger, la procession humaine est stoppée net par un cordon de CNS. Ce face-à-face n'a pas tardé à dégénérer en affrontements violents. Hier, en fin d'après-midi la ville d'Azazga s'est transformée en un véritable champ de bataille.

Par ailleurs, la Coordination citoyenne de la daïra de Boghni organise, demain à 10 h, une marche populaire qui s'ébranlera à partir du lycée Zamoum jusqu'au siège de la daïra. Comme action d'accompagnement, une grève générale sera observée de 10 h à midi. Pour sa part, la Coordination de la daïra de Tigzirt procédera à la fermeture du siège de la sous-préfecture demain, mercredi, jour de marché hebdomadaire.

Synthèse Y. A.

Affrontements à Seddouk suite à l'empêchement de l'installation des maires

Des heurts ont éclaté hier à partir de 11 h entre des manifestants et des CNS dans la ville de Seddouk, 70 km au sud-est de Béjaïa, à l'issue d'un rassemblement observé par la population locale devant le siège de l'APC. En guise de soutien à l'action de la coordination locale des *aârouch* consistant à signifier le refus de l'intronisation des nouveaux élus portés aux commandes de l'APC avec seulement 39 voix (résultat officiel), les commerçants de la ville de Seddouk ont tous baissé rideau durant la journée d'hier. La détermination des manifestants à occuper le siège de l'APC avait fini au bout d'une heure d'affrontements par aboutir au départ des CNS qui ont battu en retraite pour réinvestir le siège de la daïra. Les activités dans tous les services de l'APC étaient gelées. Les ruelles de la ville étaient jonchées de détritus de tous genres. Dans l'après-midi, les affrontements ont repris de plus belle ici à hauteur du siège de l'APC après le retour des CNS pour disperser le sit-in des citoyens. A Souk El Ténine, une marche populaire s'est ébranlée hier dans la matinée depuis le pont Leblat jusqu'au siège de l'APC où un court rassemblement a eu lieu.

Dalil Y.

Six délégués et sept manifestants arrêtés à Béjaïa

La chasse aux délégués dans la wilaya de Béjaïa continue de créer un climat de terreur au sein de la population. Décidés à priori à réprimer toute action de protestation de la Coordination intercommunale (CIC) qui, de son côté, reste déterminée à empêcher l'installation des « indus élus », les services de sécurité ont appréhendé trois autres délégués de Seddouk, H'mimi Bessaâ, Mouloud Nait Chaâlal et Mourad Boukheddami, alors que jusqu'à hier, la coordination de Mersna, 80 km au sud-

La grève des avocats massivement suivie

Le Matin n° 3247 Mardi 22 oct 2002. P3

264

Coordination d'Illilten

Commémoration du 40e jour du décès du délégué Mehrez Amar

Le quarantième jour du décès de Mehrez Amar, délégué de la Coordination d'Illilten (Aïn El Hammam), sera commémoré ce week-end en son village Igueflène, dans la commune d'Illilten.

A cet effet, un programme d'activité qui s'étalera sur deux journées a été élaboré par le comité de ce village en collaboration avec la Coordination locale, partie prenante de la CADC de Tizi Ouzou. Ainsi, jeudi 17 juillet, les organisateurs ont prévu outre une exposition portant sur le combat du mouvement citoyen né des évènements du Printemps noir d'avril 2001, qui sera ouverte à partir de 16 h, une projection vidéo d'extraits des activités du défunt, ponctuée d'une veillée funèbre. Le lendemain, vendredi, les citoyens convergeront vers le cimetière du village pour se recueillir sur la tombe du défunt à partir de 10 h, avant de prendre part à une cérémonie d'inauguration de fresques et d'une stèle érigée à sa mémoire à l'initiative de la CADC. La cérémonie sera suivie par d'une prise de parole des membres du comité de village et des animateurs du mouvement citoyen, selon le programme qui nous a été remis. De nombreuses délégations et coordinations sont attendues ce week-end à Igueflène pour prendre part à cette commémoration, surtout que celle-ci coïncide avec la tenue d'une réunion ordinaire de la CADC à Aïn El Hammam. D'autres délégués de l'interwilayas ne manqueront sans doute pas de rallier cette localité pour se recueillir sur la tombe de leur compagnon de combat.

Pour rappel, Mehrez Amar est décédé dans un accident de la circulation survenu le 3 juin dernier à Tizi l'Djemaâ, près d'Iferhounène, alors qu'il était en mission dans le cadre de ses activités au sein du mouvement citoyen. Il a laissé derrière lui une veuve et une fille en bas âge. Ses camarades délégués témoignent qu'il était dévoué corps et âme à la cause pour laquelle se sont sacrifiés 123 martyrs. La réunion extraordinaire de la CADC tenue à Azazga le 6 juin au lendemain de son enterrement a été dédiée à sa mémoire, alors que des intervenants ont proposé de le considérer comme le 124e martyr du mouvement citoyen. A noter enfin que suite à sa disparition tragique, la CADC a lancé une campagne de solidarité au sein des coordinations locales en faveur de sa famille.

Mustapha Naït Dahmane

ILLILTÈNE

Les archs rendent hommage à Amar Mehrez

●●Pour marquer le 40e jour de la mort du délégué Amar Mehrez, ravi aux siens par la mort un certain 03 juin 2003, le comité du village d'Igueriilene, en collaboration avec la coordination du arch d'Illiltène, a élaboré un programme aussi riche que varié pour ce week-end.

Le village natal du défunt abritera, durant deux jours, des activités commémoratives.

Celles ci comportent une exposition de photos et de coupures de presse relatant la vie et le parcours du délégué ainsi que la chronologie des événements du Printemps noir, ponctuée de projections vidéo ou seront diffusés des extraits des interventions du regretté lors des conclaves et meetings. Aussi, le jeudi à minuit, la population est appelée à allumer des bougies à la mémoire du disparu et de tous les martyrs des événements sanglants qui ont endeuillé la Kabylie.

Le lendemain, vendredi 18 juillet, les organisateurs prévoient une cérémonie de recueillement et de dépôt d'une gerbe de fleurs sur la tombe du délégué, avant de procéder à l'inauguration d'une stèle et d'une fresque à son effigie.

Par ailleurs, pour reprendre les dires de Moussa Djellal, l'un de ses compagnons au sein de la coordination d'Illiltène, Amar Mehrez avec sa mine affable et son cœur légendaire est l'un des animateurs les plus estimés par ses pairs dans le Mouvement citoyen et de toute la population de la daira d'Iferhounene.

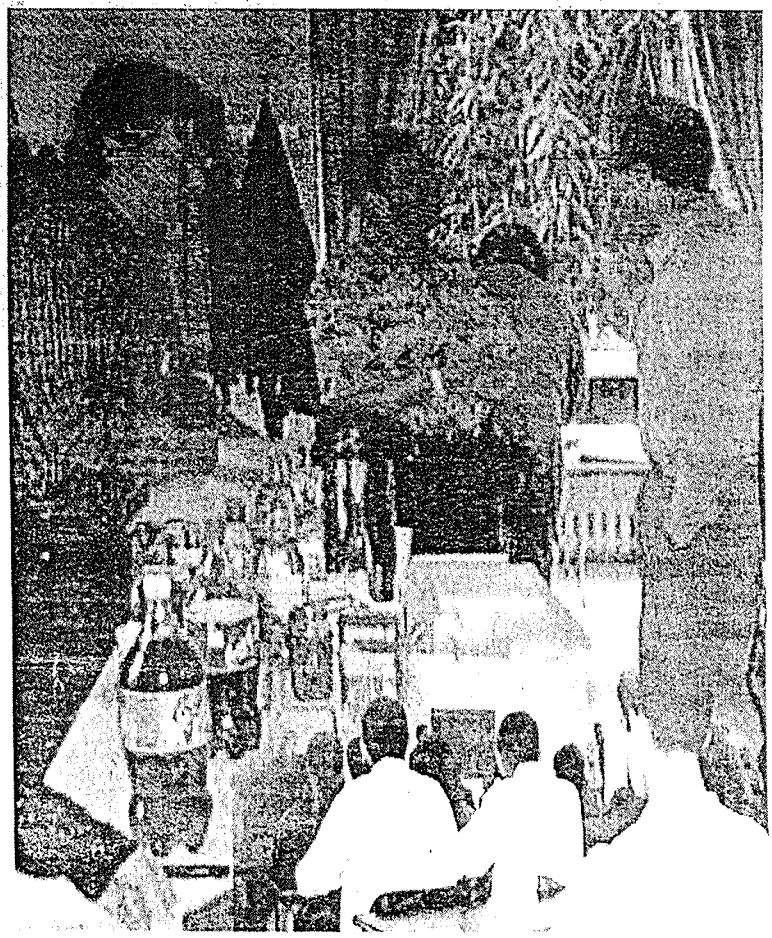
Age de 34 ans, cet infatigable délégué jouit d'une sincérité, d'une fidélité et d'un engagement indéfectible dans le combat des archs. Aujourd'hui il s'en va pour toujours, laissant derrière lui une veuve et deux filles en bas âge. Enfin, il est utile de rappeler qu'Amar est décédé dans un tragique accident de la circulation survenu à Tizi Ladjemaâ près d'Iferhounene, le 3 juin dernier.

A.H.

TIZI OUZOU

La direction de l'éducation prime les lauréats

La direction de l'éducation de la wilaya de Tizi Ouzou a organisé, hier, au siège des œuvres sociales de l'UGTA, une cérémonie pour honorer les lauréats des différents paliers de l'enseignement.



Après de durs efforts... la récompense

En effet, c'est en présence de la famille éducative, des parents d'élèves et des autorités locales que des cadeaux, en signe d'encouragement et de reconnaissance, ont été remis aux meilleurs élèves de la wilaya. Ainsi, lors de son allocution inaugurale, le directeur de l'éducation, M. Bouchenouche, a porté à la connaissance de l'assistance que parmi les nombre des candidats au bac qui s'élève à 164 585 inscrits, 5887 ont été admis, soit un pourcentage de 35 %. En outre, il a également précisé que, cette année, la DE de Tizi Ouzou occupe la cinquième position à l'échelle nationale dans l'enseignement technique et le neuvième dans l'enseignement général.

D'autre part, pour ce qui est des résultats, Benfetouin Jughurta du lycée Ali-Mellah de Draâ El Mizan s'est classé en tête de pelotons dans les épreuves du baccalauréat avec une moyenne de 14,17, tandis qu'au BEF, la première place est revenue à Messaoudi Nassima du CEM nouveau de Boghni qui a obtenu 18,02 de moyenne.

Pour ce qui est des examens de la 6e, Chetouane Mlle Akli de l'école Doukar de la ville des Genêts s'est octroyé la tête de liste avec 19,80 sur 20.

A. Hafid

TIZI GHENIF

L'APC honore les meilleurs élèves

Une grande et sympathique réception a été organisée dans l'après-midi de ce lundi au lycée polyvalent de Tizi Ghenif par l'Assemblée populaire communale de la localité en l'honneur de tous les lauréats et des meilleurs élèves.

Après avoir souhaité la bienvenue à tous les invités qui étaient très nombreux, car, outre les élèves, leurs parents, les professeurs, les directeurs des écoles primaires, des collèges et des lycées, le P/APC a invité tous les responsables des secteurs d'activité de la commune et de celle de Draâ El Mizan. M. Bouzaret Baghdad a tenu à féliciter tous les lauréats avant de céder la parole à M. Cheikh Amar qui ne tarira pas d'éloges envers tous les enfants de la commune qui, par leur travail, ont rehaussé le prestige de la commune d'autant plus que celle-ci n'a pas fonctionné durant cinq années. Au demeurant, outre les établissements scolaires qui se sont distingués dans les épreuves du baccalauréat comme le lycée Ouarzeddine-Achour et le lycée polyvalent, classés respectivement quatrième et cinquième sur 53 au niveau de la wilaya, le collège Base 5 s'est octroyé quant à lui la première place dans le BEF.

Les équipes sportives de la commune ont, quant à elles, obtenu d'excellents résultats dans les différents championnats avec notamment les équipes garçons et filles dans les catégories minimes et cadets en handball, qui ont arraché le championnat de wilaya et la deuxième place au championnat national scolaire qui s'était déroulé du 1er au 7 juillet à Bouira, où également deux jeunes handballeuses, en l'occurrence Bedrat Aziza et Abaziz Lilia, ont été convoquées en équipe nationale par Mme Nami Djamila.

Par ailleurs, le jeune boxeur de la localité Bougaci Bouzid, vice-champion d'Algérie, a été aussi honoré par les responsables locaux.

Après la remise des différents prix et des coupes, une collation a eu lieu en présence de tous les invités. Il est à signaler, par ailleurs, que la grande salle du réfectoire du lycée a été classée orange par le CTC à la suite du séisme et les travaux n'ont pas encore démarré.

Essaid Naït Kaci

Mercredi 10 septembre 2003

COORDINATION COMMUNALE D'ILLILTENE

La réflexion en bonne voie

La commission de réflexion chargée d'élaborer un document portant sur les modalités techniques de la mise en œuvre de la plate-forme d'El Kseur a débuté ses travaux samedi soir dernier en élaborant un règlement intérieur et les prérogatives de ladite commission. C'est ce qui ressort d'un communiqué rendu public hier par M. Moussa Djellal, délégué de la Coordination communale d'Illiltene (CCI), organisatrice des travaux de la commission.

Les quinze délégués qui ont pu rejoindre Iguefilène, où se déroulent les travaux, sont tenus de respecter le plan et la méthode de travail, ajoute le rédacteur du communiqué.

"A ce jour, mardi (hier, ndlr), la commission a réalisé près de 40 % du document qui est un avant-projet qui sera soumis à la plénière du prochain conclave ordinaire de la wilaya à Mechras puis à la base pour débat et enrichissement avant d'être adopté définitivement par la plénière comme projet final qui sera présenté à la prochaine interwilayas pour peaufiner le document référentiel de la mise en œuvre des revendications du Mouvement citoyen des archs du 11 juin 2001", lit-on dans ce communiqué. Pour mettre fin à toute insinuation concernant tout contact et rencontre avec le gouvernement, le rédacteur du communiqué précise que "le document final de l'interwilayas ne sera mis sur la table d'Ouyahia qu'une fois le chef de l'Etat aura répondu officiellement et favorablement sur toutes les incidences posées comme préalables par les archs avant d'entamer tout contact avec le pouvoir mafieux et assassin"

Synthèse S.T.

CONCLAVE ORDINAIRE DE LA CADC DEMAIN À MECHTRAS

Le dialogue et l'action au menu des archs

Au quatrième jour des travaux, les délégués de la CADC ont déjà entamé le troisième et dernier chapitre de réflexion et se déclarent, par conséquent, très confiants quant à la suite des évènements.

A peine la question du dialogue tranchée, la CADC s'est lancée dans de véritables chantiers d'actions et de réflexions. Ceux-ci, infiniment décisifs pour les archs, consistent à ajuster certaines orientations politiques et gérer des questions conjoncturelles relatives à la réapparition de certains sujets de protestation.

Ainsi, le conclave ordinaire de la CADC, qu'abritera ce week-end la localité de Mechtras et qui sera le troisième en dix jours, se présente comme une continuité des précédents rencontres extraordinaires lesquelles ont eu à traiter de quelques actions et de l'installation de la commission de réflexion.

Demain, donc, les conclavistes s'attelleront à discuter du bilan préliminaire établi par cette commission, qui a eu comme mission de concevoir et définir les modalités techniques qui accompagneront la mise en œuvre de la plate-forme d'El Kseur.

Cependant, ce conclave risque fort d'être amputé de ce chapitre si les membres de la commission de réflexion n'achèvent pas leurs travaux et ce, en dépit de l'avancement palpable signalé par ces derniers. Les membres du groupe de réflexion, réunis à huis clos à Illiltène, espèrent vivement mettre les dernières touches de conclusion d'ici demain.

En effet, et au quatrième jour des travaux, les délégués de la CADC ont déjà entamé le troisième et dernier chapitre de réflexion et se déclarent, par conséquent, très confiants quant à la suite des évènements.

"Une ambiance des plus sereine règne au sein du groupe", nous déclarait en substance Tahar Temmim de la présidence tournante, alors que Nourdine Medrouk, de la coordination de Beni Douala, affirme que les travaux vont bon train et qu'il est possible de terminer le travail d'ici le week-end. Si le document n'est pas prêt pour la journée de demain les conclavistes de la CADC seront contraints de limiter considérablement leur ordre du jour.

Ahmed B.

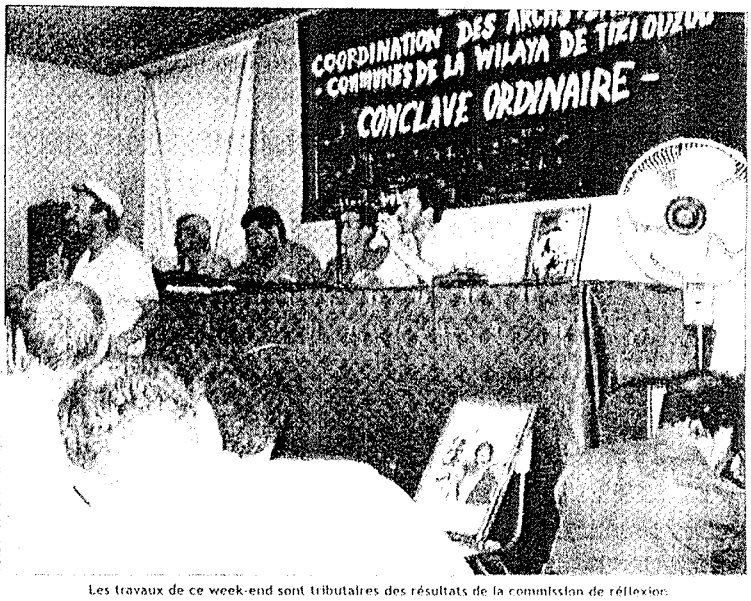


Photo : Archive / La Dépêche de Kabylie

Les travaux de ce week-end sont tributaires des résultats de la commission de réflexion

COORDINATION COMMUNALE D'ILLILTENE

La réflexion en bonne voie

La commission de réflexion chargée d'élaborer un document portant sur les modalités techniques de la mise en œuvre de la plate-forme d'El Kseur a débuté ses travaux samedi soir dernier en élaborant un règlement intérieur et les prérogatives de ladite commission. C'est ce qui ressort d'un communiqué rendu public hier par M. Moussa Djellal, délégué de la Coordination communale d'Illiltene (CCI), organisatrice des travaux de la commission.

Les quinze délégués qui ont pu rejoindre Iguefiltène, où se déroulent les travaux, sont tenus de respecter le plan et la méthode de travail, ajoute le rédacteur du communiqué.

"A ce jour, mardi (hier, ndlr), la commission a réalisé près de 40 % du document qui est un avant-projet qui sera soumis à la plénière du prochain conclave ordinaire de la wilaya à Mechras puis à la base pour débat et enrichissement avant d'être adopté définitivement par la plénière comme projet final qui sera présenté à la prochaine interwilayas pour peaufiner le document référentiel de la mise en œuvre des revendications du Mouvement citoyen des archs du 11 juin 2001", lit-on dans ce communiqué. Pour mettre fin à toute insinuation concernant tout contact et rencontre avec le gouvernement, le rédacteur du communiqué précise que "le document final de l'interwilayas ne sera mis sur la table d'Ouyahia qu'une fois le chef de l'Etat aura répondu officiellement et favorablement sur toutes les incidences posées comme préalables par les archs avant d'entamer tout contact avec le pouvoir maffieux et assassin".

Synthèse S.T.

RENCONTRE DES ÉLUS FFS À BOUIRA

"La violence ne saurait être tolérée"

Le premier secrétaire national du Front des forces socialistes (FFS), M. Maâmri Djoudi, a animé avant hier à Bouira une rencontre regroupant les élus FFS au niveau des APC et de l'APW ainsi que les responsables des structures du parti au niveau de cette wilaya.

Cette rencontre a été consacrée à l'écoute des préoccupations des élus dans le domaine de la politique et du développement. M. Maâmri a déclaré à l'issue de cette rencontre que les interventions des élus ont porté sur ce qu'il a qualifié d' "humiliations, de menaces voire d'agressions physiques et d'atteinte à la dignité que subissent certains d'entre eux de la part de personnes qui font l'objet de poursuites judiciaires".

Il a estimé nécessaire, dans ce sens, "de protéger l'élu", ajoutant que "le recours à la violence pour faire passer des messages ne saurait être toléré".

Il a cité, dans ce contexte, les incidents d'Aghrib, affirmant que "les élus du FFS font l'objet d'agressions physiques de la part d'un groupe organisé en véritable bande de malfaiteurs".

Par ailleurs, les élus locaux du FFS ont mis à profit cette rencontre périodique d'évaluation pour déplorer "l'insuffisance du budget".

CONCLAVE DE TAOURIRT/BOUIRA

"La rencontre préliminaire est une perspective"

Dix comités citoyens dont quelques comités ne s'inscrivant pas dans la perspective d'une rencontre préliminaire avec le pouvoir ont pris part au conclave de wilaya tenu avant hier à Taourirt.

Comme il fallait s'y attendre, la rencontre a permis aux conclavistes de tirer au clair la question de la rencontre préliminaire Mouad. T, président de la rencontre, nous dira à ce sujet : "Cette histoire de rencontre préliminaire avec les pouvoirs publics est une perspective à débattre". Autrement dit, pour le délégué de Taourirt, rien n'est encore tranché. Elle le sera, peut être, lors du prochain conclave, prévu à Taourirt, le 15 septembre, à partir de 13 heures.

Cela étant, les conclavistes ont tenu à rappeler, avant-hier, à la CADC et à la CICB que les coordinations jouissent d'une entière souveraineté, et, de ce fait, ils les invitent à "cesser de s'ingérer dans les affaires de la CCCWR".

Le prochain conclave de wilaya aura à adopter les documents ayant trait aux incidences et à la mise en œuvre de la plate-forme d'El Kseur.

T.O.A

Point de presse des délégués d'Alger, d'Aïn El Hammam, des Ouacifs et d'Aït Zmenzer

« Nous avons une proposition de sortie de crise »

De notre bureau de Béjaïa

Des délégués des coordinations des *aârouch* des Ouacifs, d'Aïn El Hammam, d'Aït Zmenzer et d'Alger ont tenu, dans l'après-midi d'hier, un point de presse à Tizi Ouzou pour « éclairer l'opinion publique sur la scission qui a frappé la CADC et expliquer (leur) position dans ce conflit ». D'emblée, Tahar Temmim, délégué de l'*aârch* d'Aïn El Hammam, dira que « l'exclusion prononcée à l'encontre des neuf délégués du groupe de Mechtras est arbitraire » arguant que « pareille décision revient naturellement aux coordinations respectives des délégués visés et non à la CADC ». Il précisera à ce propos que sa coordination « ne cautionnera aucune résolution qui visera la dispersion des rangs ». Sans être d'accord avec la manière avec laquelle ont agi les délégués rassemblés dans l'aile de Mechtras de la CADC, les représentants des quatre coordinations ayant animé le point de presse d'hier rejoignent ceux-ci dans la revendication d'une rencontre de vérité. Idir Aït Maâmar, délégué des Ouacifs, dira : « La CADC est amputée d'un grand nombre de coordinations et nous sommes tous responsables de la division, car l'option de la tenue d'une rencontre de vérité — et nous avons beaucoup de choses à dire — avait été proposée avant même l'installation de la commission de réflexion à Aït Djennad ». Ali Ousaneh, délégué d'Aït Zmenzer, abondera dans le même sens : « Il faut préserver l'unité des rangs et il ne faut à aucun moment perdre de vue notre seul ennemi : le Pouvoir. » Son camarade Mahmoud a déclaré que sa coordination qui « avait appelé au report de l'inter-wilayas est contre la constitution de pôles au sein de la structure des *aârouch* ». Les délégués des quatre coordinations ont expliqué, en fait, que leur base est « contre la division et soutient toute démarche d'unification ».

« La division n'est pas une fatalité », estime Idir Aït Maâmar car « nous avons une possibilité de sortie de crise que nous allons mettre en œuvre avant le 4 décembre prochain », révélera le délégué d'Aït Zmenzer qui rappellera que « la décision d'exclusion des neuf délégués n'avait pas fait le consensus et qu'elle a été prise par le bureau présidant les travaux de la rencontre d'Imizour ».

Le délégué des Ouacifs, Idir Maâmar, parlera longuement du document de mise en œuvre du dialogue. Dans la foulée, il dira : « Nous sommes des antifondamentalistes notoires, mais nous avons accepté la mise en œuvre tout en avertissant qu'il n'est pas possible d'avancer en rangs dispersés et encore en s'attaquant aux partis politiques. »

Kamel Omar

La rencontre des *aârouch* se tiendra aujourd'hui à Tizi Ouzou

L'interwilayas s'annonce houleuse

De notre bureau de Tizi Ouzou

Le conclave interwilayas dont les travaux s'ouvrent aujourd'hui à l'Institut national des techniques hôtelières et touristiques (INTHT) constitue un test décisif pour l'avenir du mouvement citoyen de Kabylie. Test décisif dans la mesure où il se présente dans un contexte politique particulier et un climat délétère qui règne au sein des différentes coordinations des *aârouch*, notamment celles affiliées à la CADC de Tizi Ouzou, scindée depuis plusieurs semaines en deux « ailes » principales : les partisans du document de réflexion sur la mise en œuvre de la plate-forme d'El Kseur et ceux qui le rejettent dans le fond et dans la forme. C'est précisément autour de ce document de toutes les controverses que de profondes divergences, qui se sont transformées en une véritable scission, ont vu le jour en allant crescendo au fil des derniers conclaves tenus à Imzizou et Mechtras. Ces réunions, l'une se situant aux antipodes de l'autre, ont consacré la division. Les 17 coordinations qui se réunissent à Mechtras ont fait savoir leur opposition à ce sommet de l'instance suprême des *aârouch* qui se penchera sur l'adoption du document. A celles-ci se sont ralliées une dizaine d'autres coordinations. A l'issue de la réunion tenue mercredi dernier à Iflissen, les coordinations de la Kabylie maritime, de l'*aârch* Nath Irathen et les représentants des villages et quartiers d'Ath Djemad qui se sont démarqués des résolutions d'Imzizou, ont considéré le conclave interwilayas comme « nul et non avenu ».

Dans la déclaration qui a sanctionné ladite réunion, les conclavistes ont, avant de se désengager des résolutions portant adoption du document et des exclusions prononcées de part et d'autre (9 exclus à Imzizou et 6 autres à Mechtras), réagi à la tenue de ce conclave dans les conditions actuelles. Pour sa part, le conseil de daïra des Ouacifs adopte la même position que celle précitée. Le conseil avertit que l'interwilayas peut sérieusement « consacrer la division dans les rangs de la CADC et annihiler tous les efforts pour atténuer la crise qui y couve ». Ceci avant d'appeler à une rencontre de réunification et de vérité tout en interpellant les coordinations de wilaya sur cette situation. Voici la situation générale qui prévaut au sein de la CADC à quelques heures de l'ouverture des travaux Réunie au TRB de Béjaïa ce week-end, les coordinations de la CICB se sont, elles aussi, prononcées sur l'interwilayas. Sur les 29 coordinations présentes, une quinzaine était favorable à sa tenue, cinq, dont le comité d'El Kseur, se sont opposées et les autres se sont abstenues. Ainsi donc, l'unanimité est loin de faire le consensus parmi les différents animateurs du mouvement citoyen. A Bouira, la CCCWB a confirmé sa participation à l'interwilayas, dont les organisateurs soutiennent qu'elle n'est pas synonyme d'une quelconque velléité d'aller au dialogue, mais fait suite aux résolutions du conclave de Raffour pour l'adoption d'un document fixant les conditions de la mise en œuvre. Ils ajouteront que tous les préparatifs inhérents à cette rencontre sont terminés. Ce sommet qui se présente dans la situation que l'on sait se déroulera-t-il comme prévu ? Rien ne l'indique. Un simple calcul arithmétique fait ressortir qu'à Tizi Ouzou, plus d'une trentaine de coordinations se sont démarquées de cette rencontre et des résolutions qui y seront adoptées.

La démarcation des uns, les appels à son report des autres étalent sur la place publique le malaise que traversent les *aârouch* à quelques mois seulement de l'élection d'avril. Les choses risquent ainsi de se compliquer davantage dans les jours à venir.

Brahim Boubchir



Mah. / Le Matin

Le 26 juin 2003 à Amizour, rencontre de l'interwilayas du mouvement citoyen.

Des discours diamétralement opposées

Meetings des deux ailes de la CADC

De notre bureau de Tizi Ouzou

Deux discours diamétralement opposés et qui semblent consacrer définitivement la scission au sein des *aârouch*, tandis que se mènent des efforts de médiation, ont été développés ce week-end à Tizi Ouzou et aux Ouadhias par les deux ailes antagonistes de la CADC lors de leurs meetings populaires dans la soirée de jeudi. Les délégués de l'aile d'Imzizou, qualifiée de « dialoguistes », ont réitéré le maintien de la rencontre interwilayas prévue pour aujourd'hui à l'ITHT et traité de la crise qui secoue les *aârouch* lors de leur rassemblement à Tizi Ouzou. Si pour Khaled Guermah, « il n'y a pas le feu », les autres délégués qui l'ont relayé à la tribune ont développé un discours au vitriol à l'encontre du RCD qu'ils accusent d'être derrière l'éclatement des *aârouch*. « Les partis feraient mieux de s'occuper à négocier les portefeuilles », a lancé un délégué de Tizi n'Tlata. Le délégué de Ouaguenoun ira jusqu'à soutenir que « Matoub n'a pas été assassiné par le Pouvoir, mais par ceux-là mêmes qui nuisent à notre mouvement ». Rappelant qu'il n'y aura jamais d'élections si la plate-forme d'El Kseur n'est pas satisfaite, Rachid Allouache, Norredine Medrouk, Mouloud Chebheb, Belaïd Abrika et tous les autres délégués axeront leur discours dans le même sillage. Tout en plaidant pour un changement radical du système, ils soutiendront, comme le précise Abrika, que « la population a besoin d'une autre forme de partis politiques, différents de ceux qui occupent la scène actuellement ». L'autre aile de la CADC, qui s'est rassemblée hier aux Ouadhias, a développé un tout autre discours. Si pour Abrika le document dit de réflexion a toutes les raisons d'être adopté, les délégués de cette tendance n'hésitent pas à l'assimiler à une « offre de reddition ».

Les interventants au rassemblement de Mechtras dresseront d'ailleurs un parallèle entre le document du Congrès de la Soummam et celui de la rencontre de Tripoli, d'un côté, et la plate-forme d'El Kseur et le document de mise en œuvre, de l'autre côté.

« Nous sommes d'accord pour le principe de dialogue, mais contre la reddition dans un contexte politique pollué par le trio Bouteflika-Ouyahia-Zerhouni », dit Mohamed Hachimi des Ouadhias. L'orateur, Mohamed Boumerdès, présente à cette manifestation, a appelé au rejet de la rencontre de l'interwilayas d'aujourd'hui.

Quant aux partis politiques, « nous les respectons, ils ont leur champ d'intervention et nous avons le nôtre », dirons les délégués de Aïn Zaouïa et Mechtras. Le rassemblement des Ouadhias, tout comme celui de Tizi Ouzou, a réitéré le rejet de toute élection si la plate-forme d'El Kseur n'est pas satisfaite. Invitation à partir des Ouadhias aux élus pour qu'ils se retirent du Sénat.

Kamel Omar

Rencontre intercommunale de la wilaya de Béjaïa au TRB

Les travaux sous tension

De notre bureau de Béjaïa

La Coordination intercommunale des citoyens de la wilaya de Béjaïa (CICB) a tenu, dans la nuit de jeudi à vendredi, dans la salle annexe du Théâtre régional de Béjaïa (TRB), un conclave décisif pour l'avenir du mouvement citoyen né des événements du Printemps noir de 2001. Même si le consensus a fait défaut à cause de la farouche opposition, principalement des coordinations d'El Kseur, de Souk El Ténine et de Tinebdar, c'est en plénière qu'a été retenue la décision de la CICB de participer à la réunion interwilayas prévue à l'ITHT de Tizi Ouzou aujourd'hui. Mais la participation de la wilaya de Béjaïa servira, a-t-on encore convenu, à s'informer de la réelle situation de crise que connaît la coordination de Tizi Ouzou (CADC). Il s'agira aussi de la présentation des documents (respectifs) de mise en œuvre de la plate-forme d'El Kseur. La wilaya de Béjaïa, contrairement aux coordinations de Tizi, ira à cette interwilayas avec son projet de mise en application des revendications d'El Kseur soutenues par un certain nombre de préalables à satisfaire par le Pouvoir avant l'acceptation de tout dialogue. Les représentants de Béjaïa aborderont également, est-il ressorti des travaux de la rencontre, la réunion de Tizi Ouzou sur la base des principes directeurs du mouvement citoyen des *aârouch* en réitérant les résolutions de l'interwilayas tenue au mois d'août à Raffour (Bouira). Dans un climat de grande tension, les délégués des communes ont, à la quasi-unanimité, après une proposition de Béjaïa-ville, annoncé faire suivre les résolutions qui sanctionneront les travaux d'aujourd'hui à Tizi Ouzou d'un ultimatum au Pouvoir pour la satisfaction des préalables de Raffour et la mise en œuvre de la plate-forme d'El Kseur scellée et non négociable avant que le mouvement des citoyens n'appelle au rejet de la présidentielle de 2004 en application du principe entériné à Bechloul (Bouira) en mars 2002, à savoir le rejet de toute échéance électorale sans la satisfaction des revendications d'El Kseur. Cependant, par rapport à ce point, les communes, notamment de Tinebdar, de Souk El Ténine et d'Aït Rezine ont préféré scander le slogan « *Ulac* l'dialogue ! ». Le RCD, Amara Benyounès et son parti né cette année, ainsi que Mme la ministre de la Communication et de la Culture, Khalida Toumi, seront cités par plusieurs délégués comme étant les responsables des tiraillements au sein des *aârouch*. Néanmoins, la wilaya de Béjaïa a décidé de demander la levée des sanctions contre les délégués de la CADC prises par leurs pairs à Imzizou. Trente coordinations communales ont pris part aux travaux de cette rencontre qui marque le retour officiel du Comité de la société civile d'El Kseur (CSC) après une longue éclipse de la coordination d'Ali Gherbi qui avait expliqué son retrait par la présence au sein de la coordination d'Ighil Ali d'un membre du Comité populaire de la wilaya de Béjaïa (CPWB), structure exclue des *aârouch* au mois de juillet 2001. Le conclave de ce week-end n'a pu donc entamer les débats sur l'attitude de la coordination d'El Kseur, à laquelle des délégués ont reproché d'avoir qualifié la coordination de la wilaya de Béjaïa de « Taïwan », qu'à l'issue de la déclaration devant la plénière par les représentants d'El Kseur de leur réintégration de la CICB.

Dans le hall du TRB, mais aussi dans la rue, un spectacle des plus désolants où l'on a failli en venir aux mains aura eu lieu avant le début des travaux pour la simple raison, selon des jeunes d'El Kseur, que la présidence tournante et certaines coordinations ne voulaient pas de la participation de la délégation de cette ville (sic !).

Dalil Yamouni

273

Réunion ordinaire de la CADC à Tizi Rached

« Oui pour une rencontre de vérité »

De notre bureau de Tizi Ouzou

Un seul point était inscrit à l'ordre du jour de la rencontre d'« urgence » de la CADC de Tizi Ouzou hier à Tizi Rached : la tenue d'une réunion de vérité pour, éventuellement, réconcilier les deux ailes antagonistes, comme préconisé par les deux coordinations d'Aït Zmenzer et des Ouacifs, qui assurent une médiation entre le groupe de Mechtras et celui d'Imzizou. La quasi-totalité des délégués qui ont pris part aux travaux de cette rencontre se sont montrés favorables à la tenue d'un tel sommet. « Nous n'avons pas peur d'affronter nos détracteurs, mais nous posons des conditions », martelaient tous les intervenants. Les compagnons d'Abrika exigent, entre autres, que les résolutions de toutes les rencontres qu'ils ont tenues depuis l'éclatement de la CADC ne soient pas révoquées et que leurs ex-compagnons de lutte qui parlent d'un deal entre les ex-détenus du mouvement citoyen et le Pouvoir apportent des preuves formelles. D'autres délégués ont proposé comme préalable la non-admission à ce sommet des 9 délégués exclus et conditionnent leur participation par l'engagement des deux coordinations qui assurent la médiation à se positionner clairement et définitivement une fois les travaux achevés. Ce changement dans la position de la tendance qualifiée de « dialoguiste » semble être dicté par le grossissement des rangs du groupe de Mechtras, qui est passé de 19 à 34 coordinations. Mais surtout par la menace d'éclatement qui pèse sur nombre de coordinations proches d'Abrika. Le délégué de *l'aârch* Nath Irathen (représenté dans les deux ailes), Djaffar Hamadou, le dira en termes à peine voilés : « Les destructeurs l'emportent sur les gens animés d'une bonne foi. Ils sont à 34 coordinations et beaucoup de nos amis ici présents sont frêles et fragiles dans leurs positions. » Le délégué de Bouzguène posera le problème des décisions prises par l'interwilayas. « Faut-il remettre en cause tout le travail de la CADC et de l'interwilayas ? Et puis les médiateurs pourront-ils arbitrer et trancher en prenant les décisions qu'il faut ? » a-t-il déclaré. Surtout que pour le délégué d'Iferhounène, « Tahar Temmim (de la coordination d'Aïn El Hammam qui assure aussi la médiation aux côtés des Ouacifs) sème les graines de la division ».

Les travaux de la réunion se poursuivaient encore dans l'après-midi d'hier.

Kamel Omar

Les 24 se rencontreront aujourd'hui à Ath Djennad

La mise en œuvre de la plate-forme d'El Kseur au menu

De notre bureau de Tizi Ouzou

C'est aujourd'hui, soit à la veille du début du dialogue entre les *aârouch* et le gouvernement autour de la mise en œuvre de la plate-forme d'El Kseur, que la délégation des *aârouch*, composée de 24 éléments, tiendra sa dernière consultation à Aït Djennad, Tizi Ouzou, avant de prendre la route de la capitale. L'objectif principal assigné à cette rencontre est de baliser le terrain du dialogue. Tous les derniers développements intervenus sur la scène seront, pour ainsi dire, de nouveau décortiqués par les membres de la délégation qui auront la lourde charge d'arracher les revendications contenues dans le document d'El Kseur. Si toutes les wilayas ont déjà désigné leurs représentants, il reste la wilaya de Béjaïa dont la CICB s'est réunie la nuit dernière au TRB. Les noms les plus pressentis sont Ali Gherbi Farès Oudjedi, Yazid Mehdi, Beza Benmansour, Hanafi Semmar et Khodir Benouaret. Les pourparlers avec les représentants de l'Etat s'annoncent durs car il s'agit d'arriver à la consécration des revendications populaires. Mais comment se présente ce dialogue pour les délégués des *aârouch* ? Contacté hier à ce propos, Mohamed Iguetoulène, membre de la délégation de la CADC de Tizi Ouzou, dira : « D'abord il faut préciser d'emblée que la plate-forme d'El Kseur reste scellée et non négociable. Il s'agit de trouver par quels instruments juridiques arriver à la mise en œuvre qui est notre mission principale. Maintenant il y a un document de mise en œuvre et un accord politique doit sanctionner les travaux. »



Le 6 janvier 2004, des membres de la délégation des *aârouch* qui a rencontré Ouyahia.

Mah. - Le Matin

Notre interlocuteur ajoutera également : « Le fond des revendications n'est pas négociable. C'est plutôt le comment de la chose, donc, les instruments juridiques et l'échéancier. » Ce dernier point se rapporte à la sixième incidence — la révocation des indus élus issus des deux dernières consultations électorales —, point qui doit trouver un « terrain d'entente » entre les deux parties. D'ailleurs une fois ce problème réglé, l'entame du processus de mise en œuvre sera enclenché. C'est dans ce sens qu'abondera Farès Oudjedi, délégué de la CIC Béjaïa qui, après avoir rappelé que le dialogue est un moyen de règlement de la crise, ajoutera : « Il est hors de question de céder sur quoi que ce soit. Une fois la sixième incidence, qui est un impératif et une exigence morale dépassée, on passera à l'étape suivante. » Il est à rappeler par ailleurs qu'avant la rencontre avec M. Ouyahia au Palais du gouvernement à partir de 11 h, les *aârouch* favorables au dialogue tiendront à Alger, à la salle Ibn-Khaldoun, un conclave interwilayas qui restera ouvert, donc qui sera convoqué à chaque fois que nécessaire. Lors du conclave de demain, il est probable que la plénière se penche sur un autre point des incidences qui reste pendant. La Sonelgaz dans son communiqué diffusé avant-hier et dans lequel l'entreprise a annoncé que le contentieux avec les clients est clos, il n'a été à aucun moment fait référence à la suppression de la quote-part due à l'ENTV. Il en est de même pour certains délégués qui sont toujours poursuivis par la justice, alors que leurs camarades ont bénéficié d'ordonnances de non-lieu. En tout cas, à la veille de l'entame du dialogue, les délégués, membres de la délégation que nous avons contactés, se disent « sereins » et restent « dignes ». L'étape la plus cruciale, dont dépendra l'avenir de toute une région en particulier, commencera demain.

Brahim Boubchir

Opinion

Les *aârouch* ensorcelés ?

Après tant de mois de combat, de dégâts et de sacrifices consentis par la Kabylie, et après tant de morts, de désespérances et de souffrance, et en dépit de la forte mobilisation maintenue jusque-là, les objectifs des délégués semblent se décanter et diverger.

Après tant d'assassinats, de blessures handicapantes à vie et de répression féroce, la satisfaction de la plate-forme d'El Kseur demeure un objectif sacré que la Kabylie est condamnée à arracher en déjouant toutes les manipulations, diversions, etc.

Aujourd'hui, l'itinéraire pour la continuité du mouvement jusqu'à satisfaction des légitimes revendications, en respect et à la mémoire de tous les martyrs et victimes du Printemps noir, semble changer de direction et dévier totalement de sa trajectoire. Et à ce stade des événements, les divergences, cachées ou avérées au sein des aârouch qui sont victimes d'une implosion, font surface.

Cette implosion pour des questions de pouvoir, d'argent et de tout autre avantage a donc semé parmi les délégués du mouvement citoyen « la trahison » et la division, a pulvérisé leur unité et cohésion et a donné naissance à l'antagonisme et à l'adversité et risque de conduire à l'affrontement et à la dislocation de cette entité que le mouvement citoyen et ses victimes ne pardonneront jamais.

Le mouvement citoyen, représentant les masses populaires, à ne pas confondre avec la structure des aârouch et des délégués qui y gravitent, est cependant perplexe devant la tournure des événements !

Pourquoi et dans quel intérêt les aârouch se sont divisés ? Par quelle légitimité les aârouch se donnent le droit de briser leurs cohésion et unité ?

Les deux ailes ont-elles le droit d'agir séparément et de s'entredéchirer ?

Les aârouch sont-ils en train de spéculer sur le sang de toutes les victimes du Printemps noir ?

Pourquoi dialoguer maintenant ?

En conditionnant la mise en œuvre de la plate-forme par des préalables, après sa reconnaissance officielle par le Pouvoir, oublie-t-on qu'il y avait lieu de s'entendre uniquement sur les conditions et les échéances de son application ?

Ce Pouvoir qui est resté sourd pendant *trois longues années, qui a négligé et laissé la Kabylie* dans une situation de non-gestion et d'anarchie, qui nous a imposé des élus et qui prépare sa réélection, lui reste-t-il une crédibilité quelconque pour engager des négociations avec lui ? Ne recherche-t-il pas uniquement la participation de la Kabylie à l'élection présidentielle d'avril prochain ? Ne tombons-nous pas dans un piège ?

Certes, tout conflit ne trouve son issue qu'autour d'une table de négociation mais, dans ce cas précis, le partenaire n'est pas digne de confiance et n'est pas habilité, en fin de mandat, à s'engager sur quoi que ce soit. Le bon sens et la raison imposent de retarder encore ces contacts et négociations pour les engager, après les élections, avec la nouvelle équipe. Les questions sont diverses et variées et il appartient aux aârouch de s'expliquer. Les citoyens, qui ne pardonneront jamais d'être manipulés, leur imputent toute la responsabilité de cette division et exigent toutes les vérités. Messieurs des aârouch, débrouillez-vous pour vous réunir, nous ne pouvons nous permettre ce clivage avec ces deux ailes. Des deux tendances ne restera qu'une seule. Dialoguiste ou non dialoguiste.

Le mouvement citoyen n'accepte aucune division et vous avez la charge, l'obligation et la responsabilité de ne former qu'un seul bloc et vous êtes condamnés à réussir.

En vous divisant, vous nous divisez et nous n'avons besoin d'aucune division, sinon vous nous conduisez droit vers l'échec car notre désunion ne fait pas notre force. Alors, pourquoi agir en position de faiblesse et de division et dans pareille situation l'échec n'est-il pas fatal ?

Ainsi, Messieurs les délégués, dites-nous lesquels d'entre vous ont tort ou raison ? Eclairez nos lanternes et trêve de critiques et de reproches les uns contre les autres.

Organisez des confrontations devant les populations qui vous ont mandatés pour assainir vos rangs avant de désigner une quelconque délégation. Nous n'avons pas le pouvoir de vous exclure manuellement car vous êtes pourvus de la même légitimité. Seuls les citoyens peuvent retirer leur confiance à leurs délégués, et ce, en les destituant de leur mandat et en leur retirant publiquement leur confiance. Lavons, entre nous, notre linge sale. Et il n'est toujours pas propre.

De mon point de vue, aucune délégation ne saurait être désignée au dialogue lorsque la division et la désunion sévissent au sein de vos rangs. Votre devoir et responsabilité historique sont de vous entendre pour réussir et votre légitimité revient aux citoyens, au nom desquels vous agissez et qui vous interdisent, au nom de toutes les victimes, de vous séparer en deux ailes. Et si l'une ou l'autre de ces deux ailes doit être exclue, le verdict revient aux citoyens et non à vous. Car nul ne vous permet d'exclure un délégué sans consulter sa base citoyenne.

Pour accorder vos violons et assainir vos rangs, revenez à vos bases respectives et répondez-leur à ces quelques questions qu'elles développeront sans doute plus.

Concernant les préalables et plus particulièrement celui relatif à l'électricité, la déviation est flagrante car il ne s'agissait que de la suppression de la taxe ENTV, et c'est uniquement pour cette raison que les populations ont refusé de payer. Il n'était jamais question de l'effacement de cette dette dûment constatée. Est-ce une manière de monnayer le sang des martyrs du Printemps noir ?

Qu'est devenu le préalable de soutien aux journaux et à la liberté d'expression ?

N'est-il pas paradoxal d'engager un dialogue avec un « clan », en fin de mission, qui a banni toute expression populaire, qui a tenté de semer la division et porter atteinte à l'unité nationale et qui demeure, à ce jour, impuni pour les crimes qu'il a commis ?

Quelles sont les vertus et la crédibilité qu'il exhibe maintenant après tant de violations, abus, répressions, manipulations, divisions, instrumentalisations, détournements, verrouillages ? *Cette période post-électorale est-elle vraiment propice à une quelconque [illegible]* Quelles sont les garanties de cette démarche dialoguiste décrétée et stratégiquement rejetée par l'aile anti-dialoguiste ?

N'êtes-vous représentatifs de tous les Algériens et Algériennes qui ne vous ont certes mandatés pour les exclure des négociations sur l'avenir de leur pays ?

Votre mandat régional vous permet-il de traiter seul au dialogue sans les représentants des autres régions concernées par la plate-forme d'El Kseur ?

Le mouvement citoyen dont vous êtes issus a trop souffert, et il vous appartient de clarifier vos différentes positions et de déjà taire vos divergences en vous unissant, ce que coûte, en vue de la satisfaction pleine et entière de la plate-forme d'El Kseur. Dans cet objectif et pour ne pas rater l'occasion de réussir là où vous avez toujours échoué, il y a lieu de saisir cette conjoncture pour étendre le mouvement citoyen au plan national, de manière à constituer une force incontournable et à ne pas agir seul et séparément, et ce, en obtenant l'implication, la participation et l'adhésion, autour de cet objectif, de l'ensemble des régions du pays. Voilà l'unique préalable.

Et s'il y a lieu de dialoguer avec ce Pouvoir et maintenant, et afin de garantir la réussite, dans le cas d'un dialogue accepté par toutes les coordinations, et le contraindre à respecter et à honorer tous les engagements qui découleront de la mise en œuvre de la plate-forme d'El Kseur, il y aura lieu nécessairement d'élargir cette mise en œuvre à la participation des représentants de toutes les wilayas du pays (puisque la plate-forme a une dimension nationale) et de faire appel à l'ensemble de la classe politique démocratique nationale, toutes les personnalités civiles et intellectuelles, aux médias et organisations nationaux et internationaux, en vue de permettre une sortie définitive de cette crise et [illegible] action irrévocable, pleine et entière de la plate-forme d'El Kseur

B. Djamel (Ighil Imoula)

Bencherif sous contrôle judiciaire

150e jour

LE MATIN

DES REDRESSEURS

C'est un échec



La rencontre des redresseurs du FLN qui se voulait un précongrès a tourné à la débandade hier. Une motion de soutien pour le Président, candidat a été lue dans cette atmosphère de cacophonie.
(Page 2)

COLLECTE DE SIGNATURES POUR LA PRESIDENTIELLE

Saïd Sadi proteste

Dans une lettre adressée au ministre de l'Intérieur, le président du RCD interpelle Zerhouni sur *les modalités du déroulement de l'opération de collecte de* signatures pour la présidentielle.
(Page 4)

CATASTROPHE DE SKIKDA

Conférence de presse du P-DG de Sonatrach

La conférence de presse du P-DG de Sonatrach tenue ce jeudi n'a pas convaincu les travailleurs qui accusent la gestion du Pouvoir à l'origine de l'hécatombe.
(Page 5)

LES AAROUCH L'ONT IMPOSE A OUYAHIA

Kabylie : les élus révoqués



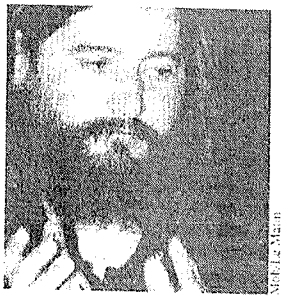
Mardi 20 janvier à la salle Ibn-Khaldoun. Réunion des *aârouch* avant la rencontre avec Ouyahia.

Un protocole d'accord a été signé hier par les deux parties sur le départ des indus élus ● Cet accord entre en vigueur à partir du 20 janvier 2004 et la mise en œuvre de la plate-forme d'El Kseur débutera avant la présidentielle ● Le FFS réagit : « Il faut une solution politique. »
(Lire en page 3)

ar Belaïd Abrika

Si l'intention qui se cache derrière l'engagement de l'Etat pour la mise en œuvre de la plate-forme d'El Kseur est e noyer la protesta de la jeunesse kabyle ans le tourbillon vertigineux de l'élection résidentielle d'avril prochain, nous tenons à affirmer aujourd'hui au tout début de ce rocessus pour la concrétisation des revendiations que le mouvement citoyen des *aârou-h* ne sera ni l'otage, encore moins l'instruent dans aucune course électorale entre les ans du Pouvoir maffieux et assassin.

Les 24 membres de la délégation de l'inerwilayas garderont en mémoire, durant ette phase de contact, la répression meurrière, à la limite de la politique de la terre rôlée, pensée et pratiquée par un arsenal de guerre contre une population sans défense. Le mouvement citoyen est convaincu qu'un changement radical pour lequel il est né et milite depuis plusieurs mois à travers l'aboutissement de la plate-forme d'El Kseur n'interviendra pas à l'issue d'une consultation électorale aussi « propre », « honnête » et « transparente » soit-elle. Le combat est long et a besoin du souffle ardent de tout un chacun qui s'inscrit réellement dans l'optique du projet de la dynamique citoyenne en cours.



Pour cela, nous dirons oui à l'union des vraies forces, organisées ou libres, porteuses d'évolution progressiste, non au montage conjoncturel d'appareils de contrôle de masse et de collecte de fonds tombés en désuétude ou d'individus rejetés même par la machine pitoyable de recyclage du système. L'avènement d'un Etat de droit, de justice sociale et de droits pour tous les Algériens ne saurait sortir des urnes qu'une fois toutes les conditions politiques et socioéconomiques seront réunies.

Une telle perspective ne peut pas s'accommoder de l'impunité des assassins et commanditaires des 125 martyrs du Printemps noir, des politiques de paupérisation de larges pans de la société algérienne, d'une répartition, si ce n'est pas l'accaparement des richesses nationales, d'une justice foulée aux pieds par l'ordre politique, d'une école dangereuse pour nos enfants, donc pour le présent et l'avenir, d'une économie de bazar et d'une patrie « castrée » de sa langue millénaire qu'est tamazight. Notre pays, l'Algérie, ne peut pas faire l'économie d'une application dans ses termes les plus profonds et les plus justes de la plate-forme d'El Kseur.

B. A.

(Suite en page 4)

LE DEVOIR DE VERITE — ISSN 1111-1100 — n° 3626 ven. 23 - sam. 24 janvier 2004 — Prix : 10 DA - 0,80 €

276

DIALOGUE GOUVERNEMENT-ARCHS

Le protocole d'accord signé

L'État s'engage à prendre en charge les incidences en suspens depuis janvier 2004.

Le dialogue entamé vendredi entre la vingtaine d'animateurs du mouvement des archs de Kabylie et le Chef du gouvernement, Ahmed Ouyahia, a repris hier en début de soirée. Une reprise qui, si elle a permis de laisser filtrer quelques éléments de réponse sur la teneur des négociations, n'en révèle pas moins la difficulté de la tâche.

D'ailleurs, les services du Chef du gouvernement n'ont pas jugé utile de convier, hier, la presse. Sans doute sont-ils avisés que les travaux risquent de traîner en longueur. Lors de leur sortie, avant-hier, aux environs de 22 heures, les animateurs du mouvement des archs se sont refusés à toute déclaration à la presse. C'est à peine s'ils concédaient quelques sourires de circonstance, histoire de signifier que "*la partie n'était pas encore*". Mais cet optimisme est toutefois trahi par cette petite phrase d'un animateur qui en dit long sur la méfiance qui entoure ces négociations. "*Le chacal ne se fait avoir qu'une seule fois*", a affirmé un animateur dans une formule tirée du terroir qui signifie à peu de choses près, que le pouvoir ne s'attende pas à ce "*qu'on cède*". Au-delà qu'elle contienne implicitement qu'ils se sont fait "*avoir*" lors du dialogue de janvier 2004, notre interlocuteur ne croyait pas si bien dire puisque à se fier à certaines indiscrétions, le dialogue risque de s'acheminer encore une fois vers l'impasse. Les mêmes sources affirment en effet que "*le Chef du gouvernement aurait proposé un protocole d'accord global*". Une mouture que de nombreux "*délégués*" auraient trouvée truffée de "*contradictions*". Aucune précision n'a été donnée sur ces "*contradictions*". Les mêmes sources indiquent également que cet accord invitait les animateurs à poser leur paraphe sur un document lequel stipulerait en résumé qu'il appartiendrait à "*l'État de prendre en charge toutes les étapes du règlement de la crise*" à travers la mise en place de commissions où les "*délégués*" seraient associés.

En somme, un peu à la manière de la démarche adoptée lors du dialogue avec le fameux Alilouche. Sur un autre chapitre, Ahmed Ouyahia aurait donné son accord pour la libération de tous les détenus, y compris des régions du Sud à l'exception, bien entendu, du cas "*Mohamed Benchicou*", directeur du journal *Le Matin*, en prison depuis près de sept mois.

En tout cas, Ahmed Ouyahia, ajoutent les mêmes sources, se serait montré intransigeant. C'est dire donc qu'en dépit de l'optimisme affiché par les deux parties peu avant le début du dialogue, le [illegible] échec n'est pas écarté. Une éventualité qui sonnera inéluctablement le glas du mouvement ou de ce qui en reste.

KARIM KEBIR



Les délégués du mouvement citoyen reçus par le Chef du gouvernement, vendredi, à Alger.

PAR YACINE KENZY

Consistance

Bastion incontestable de la démocratie et de la résistance à la dictature du parti unique et réservoir inépuisable de militants désintéressés pendant des décennies, la Kabylie semble être revenue de ses illusions. La région est en train de sombrer dans une inquiétante indifférence

Belaïd Abrika, qui célèbre Yennayer dans les bureaux d'Ouyahia, et Ali Gherbi qui crie à la manipulation, c'est l'image qu'on retiendra de ce nouveau round de dialogue entre le gouvernement et le mouvement des archs, dont les deux personnages cités en ont constitué les figures les plus emblématiques. L'un pour la wilaya de Tizi Ouzou, l'autre pour celle de Béjaïa. Le fait n'est pas du tout anecdotique. Ajouté à tous les précédents qui ont émaillé toutes les tentatives de régler la crise de Kabylie, il révèle tout le malaise qui mine le mouvement citoyen depuis le "*Printemps noir*" dont on commémorera bientôt le quatrième anniversaire. À voir toutes les dissensions qui se font jour çà et là, parfois alimentées par les manipulations politiques et plus souvent par des ambitions de personnes qui croient pouvoir se découvrir un destin national, il est à craindre que le sang des jeunes victimes ait été versé pour rien et que la population n'ait été finalement que l'otage de ces mêmes manipulations et ambitions. Bastion incontestable de la démocratie et de la résistance à la dictature du parti unique et réservoir inépuisable de militants désintéressés pendant des décennies, la Kabylie semble être revenue de ses illusions. La région est en train de sombrer dans une inquiétante indifférence. Et la désaffection risque de s'aggraver si l'action politique n'est pas réhabilitée dans le sens de l'intérêt public. Le mouvement des *archs* n'est pas totalement étranger à cette réalité dommageable. Il était apparu comme un recours après l'échec des partis politiques. Mais au fil du temps, il s'est épuisé dans des combats qui ne sont pas toujours ceux de la population qui a massivement adhéré à ses actions. Aujourd'hui, il semble avoir perdu sa cohésion et sa consistance d'autant que la plate-forme d'El-Kseur, le généreux document qui lui sert de référence, n'est en réalité qu'un assemblage de revendications parfois inconciliables. Et un signe de l'immaturité politique de ses rédacteurs. C'est certainement bien qu'Abrika ait appris à discuter. Mais pourquoi avoir poussé pendant tant de temps à la radicalisation ?

Y. K.

ALI GHERBI, DÉLÉGUÉ D'EL-KSEUR, JETTE UN PAVÉ DANS LA MARE

"C'est le chef du gouvernement qui choisit les délégués"

Sentiment de dépit pour n'avoir pas figuré sur la liste des délégués qui se sont rendus chez Ouyahia ou motivation réelle pour ne pas participer à ce qu'il qualifie "d'aventure" ? Ali Gherbi, animateur non moins célèbre de la Coordination intercommunale de Béjaïa, a jeté hier un véritable pavé dans la mare.

Selon lui, l'empressement manifesté par certains "*délégués*" pour rejoindre la table du dialogue est frappé de suspicion. "*Ahmed Ouyahia connaît tous les délégués. Mon absence ne l'a pas dérangé et il croit fermement qu'il a affaire à des délégués représentatifs. Il pouvait retarder l'échéance du dialogue, mais ce temps nous a été refusé par nos frères*", a souligné Ali Gherbi lors d'une conférence de presse animée au siège du *Soir d'Algérie* à Alger. "*Mon nom figurait sur la liste, et certains délégués m'avaient informé que je devais conduire la délégation, mais j'ai refusé. Aujourd'hui, les délégués ont choisi l'aventure, qu'ils assument leurs responsabilités.*" Venu exprimer son "*désaccord avec la démarche des frères de combat*" en compagnie d'autres animateurs, Ali Gherbi reproche aux "*dialoguistes*" de n'avoir pas respecté les règles de fonctionnement du mouvement, à savoir une concertation à la base avant d'engager un quelconque processus de dialogue. "*On ne peut pas engager tout un peuple. La base citoyenne a été marginalisée, ils sont très loin de ceux qui ont placé leur confiance en eux. Il est regrettable qu'ils aient fait fi de ce qui a fait la force du mouvement*", a-t-il dit. Mais il n'y a pas que ce reproche. Il y a tout un chapelet de "*doutes*".

D'abord la célérité avec laquelle les "*délégués*" ont répondu à l'appel d'Ouyahia. "*J'ai dit qu'il ne fallait pas se précipiter. L'offre de dialogue nous a surpris. On ne s'y attendait pas, et l'analyse du communiqué n'a pas été faite et appréciée à sa juste valeur. Il fallait voir dans quelle conjoncture il intervient, faire une prospective. Nous avons le droit de douter*", a-t-il soutenu. Ensuite les préparatifs. "*On m'avait dit que le dernier conclave devait se tenir à Idjer, la première fois, et ensuite on m'annonçait qu'il se tiendrait finalement à l'institut des techniques hôtelières. J'ai appris que certains délégués voulaient forcer à aller au dialogue et puis qu'ils auraient eu des contacts informels avec le pouvoir. Donc on avait décidé de ne pas participer.*"

Enfin, il suggère que le dialogue obéit à des calculs, notamment en perspective du référendum sur la Constitution et l'amnistie. En tout état de cause, Ali Gherbi prédit un nouvel échec à ce round de dialogue. "*Je suis convaincu qu'il n'ira pas loin, et que s'ils avaient consulté la base, elle n'aurait pas cautionné*", dit-il. D'ailleurs il propose même l'arrêt du dialogue et brandit des menaces à peine voilées. "*On propose l'arrêt du dialogue sinon on se fera entendre. On est prêt même à relancer la protestation. Nous rejetons ce dialogue et nous interpellons la responsabilité du gouvernement sur les risques d'un dérapage.*"

Interrogé si les "*délégués*" qui participent au dialogue sont "*récupérés*" par le pouvoir, il affirme qu'"*ils sont sincères mais peut-être impatients*". Cela dit, Ali Gherbi n'exclut pas de constituer une délégation et de prendre langue avec le gouvernement même s'il ne se fait pas trop d'illusions. "*On veut aller pour ne dire que la délégation n'est pas représentative mais apparemment c'est le gouvernement qui choisit les délégués*", a-t-il conclu sur un ton ironique.

K. K.

El Watan

LE QUOTIDIEN INDEPENDANT - Lundi 17 janvier 2005

N° 4304 - Quinzième année - Prix : Algérie : 10 DA. France : 1 €. USA : 2,15 $. ISSN : 1111-0333 - http://www.elwatan.com

La surenchère de Mohammed VI P. 15

32 Pages

277

ACCORD GLOBAL SUR LA MISE EN ŒUVRE DE LA PLATE-FORME D'EL KSEUR

Une nouvelle page pour la Kabylie ?



PHOTO : M. SALIM

Le dialogue entre les représentants des archs et le chef du gouvernement, Ahmed Ouyahia, progresse, laissant entrevoir une solution définitive à la crise que vit la Kabylie depuis plus de trois années. A l'issue de deux jours de pourparlers, les deux parties se sont quittées tard dans la soirée de samedi avec la promesse de se revoir à partir du 25 janvier, fête de l'Aïd El Adha oblige. En guise de bonne volonté, elles ont convenu de l'installation d'un *«mécanisme commun»* en vue de l'application de la plate-forme d'El Kseur, sans préciser si les 15 points qu'elle comprend seront appliqués au pied de la lettre. *«Cet accord nous permet de passer d'une phase de confrontation à une phase de partenariat»*, a indiqué Abrika, le porte-parole des archs, lors d'une conférence tenue hier au Palais du gouvernement. Il a précisé que les délégués du mouvement citoyen qui siégeront dans cette commission mixte auront la latitude d'y *«convoquer»* les responsables des institutions concernées par le printemps noir. Afin de donner des chances au dialogue, les archs ont préféré *«changer de démarche»*, selon l'expression même de M. Abrika. Une stratégie qui les a amenés à accepter un *«accord global»* pour la mise en œuvre de la plate-forme d'El Kseur.

(Suite page 2, lire également en page 3) *Amar Hamiche*

HABITAT

LES CHIFFRES DE HAMIMID

Le ministre de l'Habitat a divulgué les chiffres afférents à la réalisation du plan quinquennal de 1 million de logements. *P. 4*

FOOTBALL

LE DAUPHIN EN PÉRIL

La JS Kabylie effectue aujourd'hui un difficile déplacement à Blida, alors que le leader reçoit une timide équipe du CSC. *P. 25*

RISQUE D'EXPLOSION DANS LA ZONE INDUSTRIELLE D'ARZEW

UNE POPULATION EN SURSIS

La question de l'exposition des populations aux risques majeurs est le fruit de la politique nationale d'industrialisation des années 1970-80.

Si pour la ville de Hassi Messaoud les autorités gouvernementales ont décidé sa délocalisation hors du périmètre du champ pétrolier, suite à une décision du Conseil interministériel (CIM) tenu le 30 novembre 2004, pour raison de *«graves périls»* et de *«risques éminents»* qui pèsent sur les installations et les populations, il n'en est rien pour les autres régions du pays. Pour le chef du gouvernement, Ahmed Ouyahia, *«ces périls, s'ils survenaient, auraient pour conséquences la perte de vies humaines et la destruction d'installations ayant coûté des dizaines de millions de dollars»*. Donc, le CIM a décrété unanimement, pour raison d'*«intérêt national»*, que la ville de Hassi Messaoud déménagera hors du périmètre de sécurité.

(Suite page 6) *Aït Saïdi Ahcène*

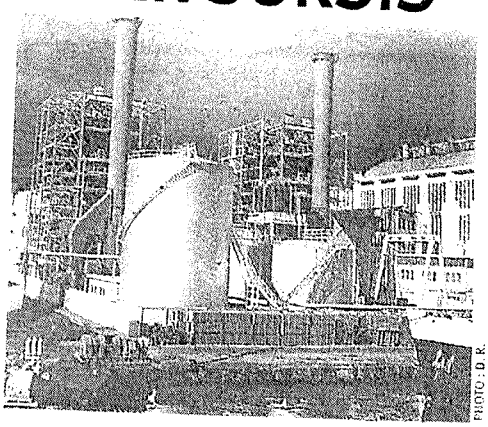


PHOTO : D. R.

HYDROCARBURES

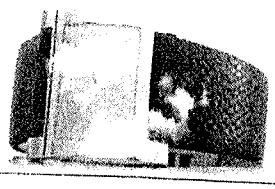
31,5 milliards de dollars en 2004

Les recettes globales des exportations des hydrocarbures se sont élevées à 31,5 milliards de dollars pour l'année 2004, selon une source du secteur.
Par rapport à l'année 2003 qui avait vu les recettes atteindre le niveau record de 23,988 milliards de dollars, la hausse est de 7,512 milliards de dollars, soit +31,32%.
Le record de l'année 2003 est ainsi battu. L'augmentation importante des recettes est due principalement à une très forte appréciation du prix du pétrole sur le marché mondial.

(Suite page 5) *Liès Sahar*

Envolez-vous !

www.airfrance.com



Alger-Paris. 2 vols quotidiens.
Alger-Marseille. 1 vol quotidien*.

Renseignez-vous dans vos agences de voyages (Touring Voyages Algérie, Soleil Voyages et Onat) ou votre agence Air France au 021 73 16 10.
* Sauf les mardis et vendredis.

AIR FRANCE

XII-

Chronologie des événements avril 2001-Décembre 2002.

Cette chronologie est faites sur la base des comptes rendus fait par Salah-Eddine Sidhoum, Chronologie d'une tragédie cachée, (11 janvier 1992 – 11 janvier 2002), publiée par www.algeria-watch.org, 11 janvier 2002, complétée par notre propre enquête et lecture de la presse et du dossier de presse fait par Mahé.

Mercredi 18 avril 2001 : Un jeune lycéen de 20 ans, Guermah Mohamed Massinissa grièvement blessé d'une rafale de Kalashnikov à la brigade de gendarmerie de Béni Douala (Tizi-Ouzou) où il était gardé à vue. Evacué à l'hôpital de Tizi-Ouzou puis transféré à l'hôpital de Mustapha où il succombera à ses blessures. La gendarmerie parlera «d'accident ». La famille de la victime parle quant à elle d'acte prémédité et d'assassinat ».
20 avril : Une coordination des comités de village de la daïra de Beni Douala regroupant 43 villages a vu le jour, le 20 avril 2001.
Samedi 21 avril : Manifestations et grève générale à Béni Douala (Tizi-Ouzou) suite à la mort du jeune lycéen à la brigade de gendarmerie. Des affrontements avec les brigades anti-émeutes font 14 blessés (Liberté 22/04/01).
Dimanche 22 avril : Poursuite des manifestations et des affrontements en Kabylie suite à la mort du jeune lycéen à Béni Douala (Tizi-Ouzou). Plusieurs blessés sont dénombrés. (Le Matin 23/04/01).
Violents affrontements et scènes d'émeutes à Amizour (Bejaïa) suite à l'arrestation de deux jeunes lycéens par des gendarmes. La mairie et la daïra sont saccagées. Les dégâts matériels seraient très importants (Le Matin 23/04/01).
Lundi 23 avril : Pour le 3e jour consécutif, les manifestations et affrontements se poursuivent à Béni Douala (Tizi-Ouzou), après l'enterrement du jeune lycéen mortellement blessé à la brigade de gendarmerie du village. Une vingtaine de blessés est à déplorer (Le Matin 24/04/01).Poursuite des affrontements également à Amizour où la daïra, la kasma du FLN et le tribunal sont saccagés. Le village de Berbacha (Bejaïa) est touché par le mouvement de contestation. Des lycéens tentent d'attaquer la daïra (Le Matin 24/04/01). Dans une lettre ouverte adressée à la Commission des droits de l'homme de l'ONU, Aït Ahmed appelle à l'envoi d'une commission d'enquête internationale. »
Le mercredi 25avril Sidhoum signale dans son compte rendu des « Emeutes à Larbaâ Nath Irathen (Tizi-Ouzou) : Après la marche pacifique de la matinée, de jeunes manifestants assiègent la brigade de gendarmerie où des affrontements ont lieu avec les gendarmes. Des blessés sont signalés parmi les manifestants ».
Mardi 24 avril 2001 : « Scènes d'émeutes à Sidi Aïch, El-Kseur et Seddouk (Bejaia) où de nombreux édifices publics sont saccagés et brûlés. De nombreux blessés sont à déplorer. (Le Matin 24/04/01).La population de Béni Douala reste mobilisée et accorde un ultimatum de 72 heures aux gendarmes de la brigade du village pour quitter les lieux. La population parle de 82 blessés depuis le début des émeutes. (Le Matin 24/04/01). Nouvelle journée d'affrontements à Amizour (Béjaïa). On dénombre des dizaines de blessés de part et d'autre. Un jeune citoyen de 15 ans est grièvement blessé à la tête. La jeunesse excédée par la hogra se révolte aux cris de « Pouvoir assassin, Djeich, Chaab, maak ya Hattab » (Le Matin 24/04/01).
Mercredi 25 avril 2001 : - Scènes d'émeutes à Sidi Aïch : la mairie et une banque sont incendiées. Barricades dans les rues principales. Six policiers blessés. - A Tazmalt : la poste, les impôts et le siège de la Sonelgaz sont saccagés et brûlés. Les banques et le siège de la daïra sont le siège d'actes de destruction. La route nationale est barricadée. - El-Kseur : La brigade de gendarmerie est assiégée par de jeunes manifestants. Les gendarmes tirent sur la foule : deux jeunes grièvement blessés. L'un d'eux aurait succombé à ses blessures. - Seddouk : Affrontement entre gendarmes et manifestants : un mort et un blessé par balles. - Ighzer Amokrane (Ouzellaguen) : violents affrontements entre de jeunes manifestants et les brigades anti-émeutes : 3 morts et 17 blessés dont deux dans un état comateux. - M'Cheddallah (Bouira) : manifestation pacifique de lycéens et collégiens qui tentent de rejoindre la ville de Tazmalt. Des pneus sont brûlés sur la route qui est fermée à la circulation. - Ath Abbas (Béjaïa) : de jeunes manifestants révoltés tentent de rejoindre Aftis, en saccageant tout sur leur passage. - Berbacha : 3e jour d'affrontements avec les brigades anti-émeutes : 2 blessés par balles. Les sièges de la daïra et des impôts sont saccagés. - Tichy, Aokas, Souk El Thenine : violentes manifestations. La mairie de Souk El Thenine et le siège de l'EDEMIA sont incendiés. Barricades sur la RN 9. Utilisation de semi-remorques pour bloquer les routes. A Tichy, la résidence d'Etat est totalement incendiée, tout comme les appartements du wali et du secrétaire général de la wilaya de Béjaïa. - Marche de lycéens de Draa Ben Khedda sur Tizi-Ouzou. Manifestations pacifiques de protestation contre la répression à Draa El Mizan, Aïn El Hammam et Tizi Ghenif. - Scènes d'émeutes à Boghni : de jeunes manifestants essuient des coups de feu du propriétaire de l'hôtel Thiniri : 6 blessés dont l'un d'eux aurait succombé à ses blessures. Cette grave provocation entraîne la révolte des jeunes manifestants. Intervention de la police qui arrête le propriétaire de l'hôtel et sa bande armée, ce qui calme relativement les jeunes manifestants. Emeutes à Larbaâ Nath Irathen (Tizi-Ouzou) : Après la marche pacifique de la matinée, de jeunes manifestants assiègent la brigade de gendarmerie où des affrontements ont lieu avec les gendarmes. Des blessés sont signalés parmi les manifestants. Le FFS appelle à des marches pacifiques pour samedi à Tizi-Ouzou et Bejaia. » Sidhoum.
Sidhoum signale dans son compte rendu une marche de protestation à Michelet le mercredi 25 avril : « - Marche de lycéens de Draa Ben Khedda sur Tizi-Ouzou. Manifestations pacifiques de protestation contre la répression à Draa El Mizan, Aïn El Hammam et Tizi Ghenif. ». Le journal Liberté signale que le Mardi 24 avril, à « A in El

Hammam, dans cette ville, c'est le siège du tribunal qui a été attaqué et détruit en partie. Avant cela, une marche de lycéens, collégiens et citoyens se sont dirigés vers le siège de la gendarmerie. Jets de pierres, grenades lacrymogènes, slogans ant-pouvoir... la manif a duré jusqu'au soir. » La Kabylie printemps noir, p16.
Naissance d'un collectif d'universitaires à l'université de Bejaia sous l'impulsion du CNES « la communauté universitaire de l'université de Bejaia »
Jeudi 26 Avril : « Poursuite de la révolte en Kabylie. Informations reçues ce jour par téléphone : [...]
9h : la population a assiégé la caserne de la gendarmerie de Tizi Rached. Un hôtel est totalement détruit à Larbaâ Nath Irathen. Les manifestants font mouvement vers la brigade de gendarmerie de la ville.
9h 30 : Manifestations dans toute la daïra de M'chedallah (Bouira), s'étendant jusqu'à Haïzer et Bechloul. Selon certaines sources, des fils de commerçants demanderaient aux jeunes manifestants de brûler le siège des impôts. Des bombes lacrymogènes sont jetées dans les appartements. De nombreux bébés sont évacués vers les hôpitaux.
10h 25 : Autoroute Alger-Tizi-Ouzou bloquée à Tadmaït.
10h 45 : Tazmalt ressemblerait à un véritable champ de bataille suite aux affrontements entre manifestants et brigades anti-émeutes. De nombreuses arrestations auraient été opérées.
11h 40 : Le siège des impôts, la Sonelgaz, le siège de la Sécurité sociale et la kasma du FLN sont détruits par des incendies à Seddouk. Trois blessés sont évacués sur l'hôpital d'Akbou.
12h : Des émeutes sont signalées à Maâtkas. A Tizi Rached, le siège des impôts et la banque sont brûlés.
10h 10 : Les manifestations auraient touché Kherrata, Taskariout, Souk El Thenine, Aokas, Tichy, Oued Ghir, Oued Amizour, El-Kseur, Timzrit, Akbou, Seddouk, Ighzer Amokrane, Tazmalt.
12h 40 : Marche pacifique à Tizi-Ouzou. Des affrontements sont cependant signalés devant le tribunal.
13h : Décès d'un enfant de 14 ans à Seddouk.
13h 10 : Le tribunal d'Azazga brûlé par les manifestants. Affrontements entre les gendarmes et les manifestants.
14h 30 : Les manifestants auraient détruit la brigade de gendarmerie à Azazga. Tirs contre les manifestants. Des policiers auraient rejoint les manifestants. Arrivée de renforts de Fréha.
15h : A Bouira, fermeture de la RN 5. La circulation vers Constantine est déviée à Lakhdaria. Manifestations à Taourirt, Bechloul, Adjiba et Saharidj. Arrivée de renforts (brigades anti-émeutes) sur M'Chedallah
15h 30 : La ville de Tizi-Ouzou est calme. On signale cependant un incendie près du stade. A Azazga, des informations font état d'échauffourées avec les gendarmes. Des établissements publics saccagés. Un bébé serait mort par asphyxie (bombes lacrymogènes) à Maâtkas.
16h : Deux citoyens grièvement blessés par balles à Akbou sont évacués sur l'hôpital. A El-Kseur, des jeunes manifestants s'attaquent aux policiers qui ouvrent le feu. Nombreux blessés. Il y aurait un mort. Le maire de la ville de El-Kseur tabassé par les manifestants. On parle de manipulations de certains éléments du RCD sans autres explications. [...]
Vendredi 27 avril c'était une des journées les plus tragiques. Elle y a eu la mort de plusieurs jeunes. Selon un décompte fait par le psychiatre et militant des droits de l'Homme en Algérie Mr Salah-Eddine Sidhoum, publié par algeria-watch :
« Fréha : 2 morts et deux grièvement blessés, Tigzirt : 4 blessés graves, Béni Mohli (Sétif) : 1 mort. Maâtkas : 2 morts. Azazga : violents affrontements entre manifestants et gendarmes : 7 morts. »
Entre le 22 et le 28 avril, le bilan des morts s'élève à 41 victimes : « Dans un état nominatif des citoyens décédés, dressé par le ministère de l'Intérieur pour la période du 22.04.2001 au 28.04.2001, il ressort les chiffres suivants : 13 décès pour la wilaya de Béjaïa, 26 pour la wilaya de Tizi-Ouzou, 1 pour la wilaya de Sétif et 1 pour Bouira ».
Le nombre de blessés : « 267 citoyens ont été atteints par balles. La proportion des citoyens morts par balles serait donc : 50/267* 100 = 18,7 %, soit environ un mort pour cinq ou six blessés » du coté des forces de l'ordre, le rapport note « un total de 416 blessés, dont aucun ne l'est par balle, le nombre des décès est chiffré à zéro ». Ce constat a conduit à tirer la conclusion suivante « Compte tenu de l'absence totale de pertes graves parmi les forces de l'ordre (un seul blessé par balle, dans des conditions non-précisées) en face de proportions de civils tués par balles qui apparaissent considérables, l'utilisation d'armes et de munitions de guerre pourrait apparaître largement excessive. » voir le Rapport préliminaire de la commission Issad, juillet 2001.
« Assassinat le 28 avril d'une citoyenne, Mme AÏT ABBA Nadia (33 ans), de Aïn El-Hammam, enseignante de langue arabe. Elle a été mortellement blessée, à l'intérieur d'une chambre, par deux balles au-dessous de l'épaule droite et au poignet droit. Témoignage de son beau-frère.
" Ma belle sœur a été blessée mortellement, le 28 avril, alors qu'elle se trouvait chez sa collègue, une voisine qui habite au 5e étage. Les gendarmes tiraient dans tous les sens, même en direction des fenêtres des immeubles. On a entendu crier : "Vous avez atteint une dame !". Nous sommes accourus pour la secourir et l'emmener vers le secteur sanitaire. À défaut d'un brancard, nous l'avons transportée dans une couverture portée par six jeunes. Une fois dehors, les gendarmes n'ont pas hésité à tirer en notre direction. Un des jeunes qui aidaient à la secourir, NAÏT AMARA Omar (26 ans), a été abattu.
Ce n'était pas fini car une fois la nuit tombée, les gendarmes sont entrés dans l'école où la défunte enseignait, ont saccagé plusieurs classes et inscrit sur son tablier "Vive la gendarmerie à bas tamazight"[...] » Algeria-watch.

Samedi 28 avril : Réunion au sein de l'université de Bejaia de plusieurs collectifs de la société civile de Bejaia (syndicats, associations etc) pour mettre en place une coordination de la communauté universitaire élargie à la société civile qui appel à une marche pour le 3mai

Mardi 1 mai : Démission du RCD du gouvernement, le 1mai. Saïd Sadi, a déclaré le 29 avril qu'"un gouvernement qui tire sur la population ne mérite pas qu'on le soutienne et ne doit pas continuer à recevoir l'adhésion des démocrates".

Déclaration du MDS : Dans une déclaration datée du 1mai 2001, le bureau national du MDS « *rend un vibrant hommage aux luttes et sacrifices de cette jeunesse qui rejette avec force toute forme de mépris…* ». Il constate que « *dans les régions de Kabylie, cette crise se conjugue et s'aggrave des frustrations et mutilations identitaires qu'il serait dangereux de singulariser comme le font certains dans le pouvoir et l'opposition, soit par calcul visant à ghettoïser le mouvement, soit par naïveté, tant le déni identitaire touche toute la société algérienne…* ». Selon le MDS « *rien ne peut légitimer ou justifier la répression féroce contre des citoyens et des jeunes abimés par la misère et le désœuvrement, la désolation et le désespoir dont le pouvoir refuse d'entendre les manifestations démocratiques et pacifiques. Le pouvoir a asséché la parole et l'écoute. Il est responsable de la crise des formes d'organisation de la société et des formes d'action. Il a sevré la société d'organisations démocratiques et représentatives. Alors quand le pouvoir s'assigne de casser les instances de médiation et contre-pouvoirs, qu'il se montre insensible à l'action démocratique et pacifique des citoyens, quand il réplique par la violence aux citoyens alors que son devoir ultime est d'apaiser, quand il y a raz le bol et que la colère atteint son paroxysme, quand gronde la révolte et se déchaîne, aucun bunker ne peut résister.* ».

Mercredi 2 mai : « le 2 mai, le président Bouteflika a désigné le professeur Mohand Issad comme président de la commission nationale d'enquête sur les "tragiques événements" de Kabylie. Le communiqué de la présidence annonçant cette nomination précise que Mohand Issad a été investi "des plus larges prérogatives pour conduire la commission dont il a la charge", et qu'il a notamment "l'entière liberté du choix" de ses membres, que la commission "disposera de tous les moyens humains et matériels nécessaires pour mener à bien sa mission, dans la transparence et en toute indépendance", que la commission est "habilitée à procéder à tous les actes d'investigation nécessaires", et que "tous les agents de l'Etat lui devront aide et assistance" et devront répondre à "toute sollicitation de sa part". La commission doit "faire toute la lumière" sur les événements de Kabylie "et ne laisser aucune zone d'ombre". Chronique politique, publiée par Troubles, lettre de la commission socialiste de solidarité internationale (CSSI), Genève. Pascal Holenweg, Genève, 2007

Jeudi 3mai : Selon le compte rendu des journaux et agences de presse : « (Algeria-Interface, Libération 4.5, Le Monde 5.5, La Tribune 6.5, Liberté 6.5) Le 3 mai, entre 10'000 (selon la police) et 30'000 (selon les organisateurs) manifestants ont défilé à Alger, de la place du 1er mai à la place des Martyrs, à l'appel du FFS, aux cris de "pouvoir assassin", "Bouteflika, Ouyahia, gouvernement terroriste !", "généraux dehors !", "Bouteflika, rentre chez toi !", "*ulach smah* !" (pas de pardon), pour dénoncer la répression des manifestations de Kabylie, réclamer une commission d'enquête internationale et reprendre le slogan du FFS depuis dix ans : "ni Etat policier, ni République intégriste". Alger n'avait pas connu une manifestation de cette ampleur depuis 1998. » Chronique politique, publiée par Troubles, 2007

Marche réprimée à Bejaia à l'appel du « comité universitaire élargi à la société civile »

à Fréha (Tizi-Ouzou), à l'initiative de trois élus locaux de trois communes dirigées par le RCD, actifs dans deux tribus : les At Jennad et At Ghobri, naissent deux coordinations en référence à la tribu.

Vendredi 4mai : « Reprise des affrontements à Boghni (Tizi-Ouzou) après l'enterrement d'une victime de la répression, entre manifestants et gendarmes au niveau de la brigade qui est attaquée à coups de cocktails Molotov et de pierres. Une coordination provisoire des quartiers de la ville de Tizi-Ouzou appelle à une semaine de grève et de deuil dans la ville. » algeria-watch.org

Naissance de « la coordination des quartiers de la ville de Tizi-Ouzou »

Samedi 5mai Appel à deux jours de grève à Ain El Hammam

« Nous, commerçants de la commune de Ain El Hammam, réunis le samedi 5 mai 2001 en assemblée générale, profondément meurtris par la répression sans précédent ayant sévi dans la région, avons décidé d'observer en signe de deuil une grève générale durant les journées des lundi et mardi 7 et 8 mai 2001. L'appel est lancé aussi aux transporteurs, fonction libérale pour le suivi du mot d'ordre de grève générale. La situation que vient de vivre la population est imposée par un pouvoir assassin nous interpelle à maintenir la mobilisation et la protestation jusqu'à la satisfaction des revendications populaires légitimes et que justice soit faite en jugeant et en condamnant les services de sécurité pour les lâches assassinats de citoyens ayant pour seul tort d'exiger liberté, respect, souveraineté, démocratie.

L'Union des commerçants de la commune de Aïn El Hammam exige le bannissement de la hogra, de l'injustice et de l'impunité.

A l'image des forces vives du pays, l'Union des commerçants de la commune de Aïn El Hammam demeure déterminée à la poursuite de la protestation jusqu'à l'aboutissement de nos revendications légitimes. Restons unis et vigilants pour notre dignité.

NB : Les établissements scolaires sont invités à maintenir une activité normale pour éviter à nos enfants toute perturbation de leur scolarité. » Le Matin 07 mai 2001.

Lundi 7 mai « Le 7 mai, des centaines de milliers de personnes au total ont répondu dans toutes les localités de la région à l'appel de comités d'étudiants et d'associations pour manifester pacifiquement et montrer la "force de mobilisation de la société civile". Des milliers de bougies ont été allumées dans les villes et posées sur les trottoirs en hommage aux victimes. Ces manifestations ont été organisées et se sont déroulées indépendamment des partis politiques ». (Quotidien d'Oran 7.5, 9.5 / AFP 8.5 / La Tribune 10.5 / El Watan 10.5)

Grève générale à Bejaia à l'appel de de la communauté universitaire élargie à la société civile.

Mercredi 9 mai

A Larbaa Nath Iraten, le 9 mai, après des réunions préliminaires, un conseil confédéral du *arch* Larba Nath-Irathen est mis en place.

Jeudi 10 mai Réunion de près de 200 délégués de (14) coordinations et d'observateurs de la wilaya de Tizi-Ouzou, à Beni Douala pour une prise de contact et évaluation de la situation et discuter d'une plateforme de revendications et décider du mode de structuration à adopter entre la référence à la tribu ou à la daïra et commune. Liberté est laissée aux citoyens de chaque localité de choisir le mode qui leur convient.

12 Mai Mémorandum du 12 mai 2001, du FFS, pour une transition démocratique adressé au président Bouteflika et aux généraux Mohamed Lamari et Tewfik Medienne, considérés comme les véritables détenteurs du pouvoir dans le pays.

Pour le FFS, la crise qui a émergé suite à l'assassinat de Guermah Massinissa a été provoquée par les cercles du pouvoir : « C'est dans ce contexte que sont intervenus les événements dramatiques qui ont embrasé plusieurs wilayas du centre et qui ont fait des dizaines de morts et des centaines de blessés. L'assassinat de sang froid du jeune Massinissa à l'intérieur d'un poste de gendarmerie ne pouvait que mettre le feu aux poudres, surtout venant après que la préparation de la commémoration du « Printemps berbère » ait été perturbée par des provocations et des manipulations programmées par des cercles du pouvoir et leurs relais ». extrait du mémorandum. source Moi

17 Mai La commune d'Illoula Oumalou dans la daira de Bouzeguene (T-O), accueille 22 coordinations qui vont mettre en place une nouvelle structure de coordination de tous les collectifs et acteurs, dénommée CADC, coordination archs, daïras et communes de la wilaya de Tizi-Ouzou. Une plateforme dite d'Illoula Oumalou est adoptée au terme des débats et des négociations.

21 Mai La « marche noire » du 21 mai 2001, décidée par la CADC lors de la réunion d'Illoula Oumalou le 17 mai, est la première action politique de riposte concertée et coordonnée de l'ensemble des premières coordinations regroupées au sein de la toute jeune CADC. La manifestation a drainé 500000 personnes.

27 mai « Une imposante marche de plusieurs dizaines de milliers de personnes a eu lieu à Bejaïa à l'appel des comités de village (NB. Par nous : comité populaire de la wilaya de Bejaia). A la fin de manifestation, un groupe de manifestants saccage puis brûle une partie des locaux de la radio locale (radio Soummam). A Sidi Aïch (Bejaïa), de jeunes manifestants s'attaquent au bar-restaurant Maâkel et à l'hôtel de la gare, hauts lieux de la débauche et de la prostitution qu'ils incendient. Des provocations sont signalées de la part de certains éléments des brigades anti-émeutes à Naciria (Boumerdès). Gestes obscènes et tabassages de passants auraient eu lieu. Des magasins auraient été pillés par ces mêmes éléments. Deux jeunes manifestants auraient été déshabillés au commissariat et relâchés nus. Ces provocations vont entraîner la reprise des émeutes. Le domicile du chef de daïra incendié et le siège de la daïra saccagé. Violents affrontements entre manifestants et policiers à Boumerdès-ville après les tirs de grenades lacrymogènes. Les manifestants tentent de saccager l'université et des édifices publics. Des véhicules des œuvres sociales universitaires sont incendiés.

Affrontements entre manifestants et brigades anti-émeutes à Bouira : 2 blessés par balles. A Tizi Rached (Tizi-Ouzou), la presse rapporte que des gendarmes auraient fait irruption dans le lycée et fait sortir de force les élèves qui étaient en pleine composition. Durant la nuit, les gendarmes investissent de nombreuses maisons. Des véhicules de citoyens auraient été saccagés. Le même scénario aurait été vécu à Draâ Ben Khedda et Tadmaït. A Maâtkas (Tizi-Ouzou), les manifestants incendient le siège du FLN. A Draâ Ben Khedda (Tizi-Ouzou), les manifestants incendient le siège de la Sonelgaz. A Aïn El Hammam, reprise des affrontements devant le siège de la brigade de gendarmerie : 4 blessés.

A Iferhounene (Tizi-Ouzou), des grenades lacrymogènes atterrissent dans la cour d'une école, provoquant une panique chez les écoliers. De jeunes manifestants essuient des tirs devant la brigade de gendarmerie. Devant cette provocation, ils incendient le nouveau siège de la gendarmerie. [Souligné par nous]

A Larbaâ Nath Irathen (Tizi-Ouzou), poursuite des affrontements entre manifestants et brigades anti-émeutes. Le siège de la gendarmerie est assiégé et attaqué à coups de pierres et de cocktails Molotov. On dénombrerait après 48 heures d'affrontements, une dizaine de blessés. Emeutes à Taghzrour et Ath Laaziz (Bouira). A Bechloul (Bouira), manifestation de jeunes citoyens : 2 blessés. A Haïzer (Bouira), les manifestants incendient pratiquement tous les édifices publics ainsi que les sièges du FLN et du RND. A El Asnam (Bouira), la recette des impôts est incendiée par des manifestants. » Sidhoum

Attaque de l'école à Iferhounene

« non loin de l'ex-Michelet, à Iferhounene, c'est chaque nuit « les manifs de Belgrade ». Dans la matinée de dimanche [27 mai], des bombes lacrymogènes ont été tirées à l'intérieur de l'école primaire du chef lieu, créant ainsi une atmosphère indescriptible ; des écoliers se sont évanouis. Les jeunes manifestants attroupés devant le siège de la brigade ont essuyé des tirs à balles réelles. Excédés par tant de provocation, les manifestants s'en sont pris alors au nouveau siège de la gendarmerie qu'ils ont incendié. » Curieusement le journaliste n'évoque pas cette réunion à l'école qui a donnée naissance à une structure du mouvement à Iferhounene et qui s'est tenue en réaction directe contre l'attaque de l'école primaire, à moins que la dite réunion ne s'est pas tenue le dimanche mais le lundi 28 mai ou le mardi 29 mai, ce qui constitue une hypothèse envisageable. Peut-être, ce qui constitue aux yeux du journaliste l'événement digne d'etre rapporté n'est pas cette réunion mais l'émeute et la violence qu'elle met en scène d'où le silence sur la mise en place de la coordination locale. *Le Matin* du mardi 29 mai 2001

Mardi 29 Mai Le FFS organise une marche populaire à Alger

Jeudi 31 mai Conclave de la CADC à Azzazga

Première réunion de l'interwilayas après la prise de contact lors du conclave du 17 mai à Illoula Oumalou. la coordination interwilayas (CIW) a décidé d'organiser une marche à Alger pour le 7 juin 2001.

Vendredi 1juin la commémoration du 40ème jour de la mort de Guermah Massinissa, décidé par la CADC pour le week-end du vendredi 1juin.

4 juin Réunion de l'interwilayas tenue le 4 juin au théâtre Kateb Yacine àTizi-Ouzou qui a décidé de reporter la marche à Alger du 7 juin au 14 juin pour permettre la participation des lycéens après avoir passer les examens du BAC, les 8 et 9 juin. Une autre réunion a été programmée pour élaborer une plateforme de revendications pour le 7 juin, à Bejaïa.

Jeudi 7juin Réunion de l'CIW à l'université de Bejaia pour l'adoption d'une plate-forme de revendication unique du mouvement.

8Juin Dans le conclave de la CADC du 8 juin 2001, tenu à Tizi Rached, il a été décidé de créer un "Conseil de wilaya", où chaque commune serait représentée par deux personnes (sauf la commune de Tizi-Ouzou, par neuf personnes). Les délégués ne doivent pas être des élus (APC et APW) des partis politiques.

Rejet de la plate-forme adoptée à Bejaia par l'CIW le 6juin et appel à retirer les revendications partisanes (abrogation du code de la famille et levée de l'état d'urgence)

11 juin Réunion des délégués de la CIW à El Kseur à Bejaia pour l'adoption d'une plateforme de revendications commune dite d'El Kseur, constituée de 15 points.

Jeudi 14juin Marche à Alger

La marche par C/R de Nait Sidhoum sur la base des coupures de presse :

« Gigantesque manifestation à Alger à l'appel de la coordination des ourouch (villages et tribus) de certaines wilayas du pays. Des centaines de milliers de manifestants déferlent à partir de la foire d'Alger vers la place du 1er mai. De violents affrontements ont lieu à partir de 13 heures lorsque des manifestants décident de forcer l'impressionnant barrage policier, pour se diriger vers la présidence de la République. Echanges de grenades lacrymogènes et de coups de pierres. Au même moment, apparaissent de très nombreux casseurs en plusieurs points qui s'attaquent à des cibles bien précises (Régie des transports publics d'Alger, édifices publics, certaines zones du port, gare routière....). La marche tourne alors à l'émeute. Bilan : 4 morts et plus de 300 blessés. Près de 350 manifestants sont portés disparus. Des contre-manifestants surgissent dans le quartier de Belouizdad, sous le regard de la police. Des scènes de lynchage sont observées en plusieurs points. De nombreux manifestants venus de Kabylie sont pourchassés. On dénombre près de 300 arrestations. Deux cadavres de manifestants tués par armes blanches sont découverts à El Harrach. De nombreuses colonnes de fumée s'élèvent à la place du 1er mai, au Caroubier et au port d'Alger. Des émeutes éclatent à Bejaïa, suite aux informations parvenues d'Alger (répression de la marche). Des barricades sont dressées dans plusieurs quartiers de la ville. L'agence touristique (ONAT), le bureau de l'APS et le siège de l'ENTMV (transports maritimes) sont saccagés. A Tazmalt (Bejaïa), les manifestants incendient la cafétéria du maire-adjoint de la ville et d'un atelier de menuiserie. Emeutes à Tizi-Ouzou, au retour des manifestants d'Alger. La brigade de gendarmerie est attaquée à coups de pierres. A Azazga et Béni Douala (Tizi-Ouzou), les manifestants attaquent les brigades de gendarmerie. Marche silencieuse à Boghni (Tizi-Ouzou) d'un millier de citoyens, à leur retour d'Alger. Pas d'incidents. Emeutes à Amoucha et Tizi N'Béchar (Sétif). Des édifices publics et des véhicules de l'administration sont incendiés par des manifestants.

18 juin Ali Benflis, chef du gouvernement, interdit les marches à Alger.

22 juin La CADC décide de mettre en quarantaine la gendarmerie

4 Juillet Journée villes et villages mortes

5 Juillet Marche des délégués à Alger interdite et empêchée par les forces de l'ordre qui ont dressé des barrages aux Issers pour empêcher les manifestants de rentrer à Alger

7 et 8juillet Conclave de la CADC à Azzefoun

« La réunion s'est tenue pendant trois jours à Azzefoun, du 6 au 8 juillet. Les délégués des comités de village de la wilaya de Tizi-Ouzou devaient se prononcer sur un projet de charte définissant les différents moyens d'actions pacifiques à mettre en œuvre pour la concrétisation de la plate-forme adoptée le 11 juin à El-Kseur. Finalement, ce projet (prudemment intitulé "canevas d'avant-projet de charte"...) a été retiré faute de consensus sur son contenu.

Les comités ont tout de même convenu de n'avoir aucun contact avec le pouvoir et de consulter leur base avant tout dialogue avec lui. » (AFP 6.7 / Quotidien d'Oran, Liberté 7.7 / AP, Horizons, Liberté, El Watan 8.7 / La Tribune, El Watan, Liberté, Le Matin 9.7 / CSSI) Dossier de presse de Mahé.
« Des contacts auraient cependant été établis entre la présidence et les archs par l'entremise d'une conseillère de Bouteflika, Mme Yahyaoui, selon "Le Quotidien d'Oran", qui aurait servi d'intermédiaire entre des délégués de Tizi Ouzou et le président de la République. Le wali de Bajaïa aurait joué le même rôle. Le Premier ministre Benflis avait pour sa part déclaré le 3 juillet que "si une délégation de représentants mandatés par des citoyens souhaite faire connaître ses préoccupations aux pouvoirs publics, les portes lui seront grandes ouvertes". Le président Bouteflika avait cependant resserré le champ de possibles négociations en excluant les revendications, fondamentales pour les archs, du départ des gendarmes et de l'officialisation de tamazight. » Dossier de presse de Mahé.
14, 15 et 16 juillet Réunion du CPWB au lycée d'Ihaddaden pour faire un bilan du mouvement et réfléchir l'organisation et les perspectives du mouvement et la discussion autour de la plate-forme de revendications. Ces journées de réflexion laissent apparaitre des divergences de fond entre deux tendances qui ne peuvent plus cooexisté dans une même structure, au sujet du mode de représentativité et de la place des syndicats dans le mouvement. Implosion de la coordination et scission de plusieurs coordinations communales à leur têtes Ali Gherbi (El Kseur), Benkhellat Zahir (Akbou), Benouaret
Le 19 juillet Le 19 juillet, à Amizour 32 coordinations communales (sur 52 communes) se réunissent au centre culturel et créent la CICB, coordination intercommunale de Bejaïa signant la scission de la CPWB.
Marche à Bouira du mouvement.
26-27 juillet Conclave CADC à Ouacif
Décision d'abandonner ou d'assouplir le consensus comme mode de prise de décision en acceptant de recourir, faute de consensus, au vote à la majorité de 2/3 des voix.
26-27 juillet Conclave de la CADC à Ouacif
Le conclave de la CADC tenu à Ouacif les 26-27 juillet consacre dans un texte le principe d'élection des délégués en assemblées générales des villages et de quartiers, y compris les élus qui désirent militer au sein du mouvement. Article « 1 – Les délégués sont élus en assemblée générale des villages et des quartiers. »
29 juillet Réunion de l'inter wilayas à Boghni (Tizi-Ouozu)
la CICB est acceptée comme la seule représentante de la wilaya de Bejaïa lors de l'interwilayas du 29 juillet tenue à Boghni (Tizi-Ouozu), quant aux délégués du comité populaire ils ont refusé le statut d'observateurs qu'on leur a concédé. La CICB s'est imposée parce qu'elle a réussi sa démonstration de force lors de la marche du 26 juillet face à la modeste manifestation du comité populaire organisée le 25 juillet à Bejaïa.
31 juillet 2001 l'interwilayas tient sa réunion à Boghni (Tizi-Ouzou), le 31 juillet 2001, et lance un appel à « l'ensemble des Algériens et Algériennes à venir massivement à la marche populaire pacifique qui aura lieu le mercredi 8 août 2001, journée de grève générale, à Alger du stade du 5 juillet vers la présidence de la république à 12 heures ».
8 aout Interdiction de la marche programmée à Alger à l'occasion de l'ouverture du festival international de la jeunesse et de l'étudiant. L'itinéraire prévu était du stade de 5 juillet en passant par Chevalley vers la présidence à El Mouradia, L'intervention des forces de l'ordre a empêché les délégués des coordinations locales (des communes et tribus) d'entamer leur action. Des arrestations sont opérées dans les rangs des militants.
Voici le compte rendu de la journée du Mercredi 8 août selon algeria-watch avec la collaboration de Salah-Eddine Sidhoum de Justitia Universalis (avril-août 2001) :
« Impressionnant dispositif de sécurité autour du stade du 5 juillet, suite à la décision de la coordination des ourouchs d'organiser une marche vers la présidence de la République. Une centaine de citoyens arrive à se rassembler à Chevalley, près du stade, mais est vite dispersée par les brigades anti-émeutes. De nombreuses arrestations sont effectuées parmi les manifestants. De nombreux bus et camions de manifestants sont bloqués à Tadmaït et Naciria par des barrages de gendarmerie. Des affrontements ont lieu à Naciria, suite à une tentative des manifestants à forcer le barrage. Quelques blessés légers sont à déplorer. Violents affrontements entre manifestants et policiers à Amizour (Bejaïa) au niveau du commissariat de police de la ville, après le retour des premiers bus de citoyens refoulés au niveau du barrage de M'Chedallah. Le commissariat est attaqué à l'aide de pierres. Des barricades sont dressées dans les rues. Pas de victimes. Affrontements également à Tazmalt, Akbou et Féraoun. Les brigades de gendarmerie restent les cibles des manifestants. Début d'affrontements entre manifestants et brigades anti-émeutes devant le siège de la gendarmerie de Tizi-Ouzou. Des affrontements sont également signalés à Mekla et Tizi Rached (Tizi-Ouzou). Pas de victimes. »
13 Aout La coordination inter-wilaya dans un conclave tenu à Akbou (Bejaia), les 12 et 13 août 2001, lance une action politique d'une dimension symbolique très forte qui vise « à se réapproprier l'histoire du mouvement national en décidant d'organiser, pour la journée du 20 août 2001, une marche nationale, populaire ponctuée par un rassemblement à Ifri-Ouzellaguene ».
Mercredi 15 août : « affrontements entre manifestants et gendarmes devant la brigade de gendarmerie d'Iferhounene (Tizi-Ouzou) : un blessé. » Alegria-Watch.

19 aout « 60 kilomètres "à pied" pour soutenir la marche d'Ouzellaguen : ... une cinquantaine de jeunes manifestants, tous issus du village d'Iferhounene, entameront dans la matinée d'aujourd'hui une marche d'une soixantaine de km pour rallier la localité d'Ouzellaguen ... Initiée par le comité des archs des Aït Ittouragh ... » (*La Tribune*, 19 août)

20 Aout La marche du 20 août a drainé plusieurs centaine de milliers de manifestants, certains journaux parlent d'un chiffre entre 100milles à plus de 2 millions de marcheurs. le comité d'organisation de la marche fixe un autre objectif à cette manifestation en parlant d'empêchement des visites de délégations officielles vers ce lieu historique et de faire éclater la vérité sur l'assassinat de Abane Krim architecte du congrès de la Soumam
Voir Le Matin du 19 août 2001.EL Watan et Le Matin du 21 et 22 août 201.

Vendredi 24 aout Conclave de la CADC à Illilten
la CADC évoquera des mesures devant entrer dans le cadre de la désobéissance civile. Telles que le non-paiement des redevances sur le gaz et l'électricité, l'eau et les impôts figure parmi les propositions à soumettre aux conclavistes.
Les conclavistes doivent débattre des rapports des commissions : bilan et perspectives, juridique et solidarité.
confrontation entre deux ailles du mouvement l'une radicale, voudrait durcir le mouvement en proposant des actions de protestation de type de « non paiement des factures d'électricité » et la « désobéissance civile », l'autre qualifiée de « dialoguiste » refuse de s'engager dans ce bras de fer et dans des actions aux conséquences « incontrôlables ».

30 et 31 août 2001 Conclave de l'interwilayas à Mechedella (Bouira).
la plateforme d'El Kseur a été déclarée scellée et non négociable lors de ce conclave de l'interwilayas tenu les 30 et 31 août 2001, à Mechedella (Bouira).
les 30 et 31 août 2001, les délégués de l'interwilaya, réunis à Mechdella à Bouira ont décidé du « non-paiement de la facture de l'électricité suite à la réponse négative du directeur général de la SONELGAZ concernant la taxe de l'ENTV. Le contentieux engendré sera à la charge des pouvoirs publics ».
Le principe d'une « action nationale le 5 octobre à Alger » a été aussi adopté lors de cette réunion
23 septembre
dans un communiqué de la présidence de la république, du 23 septembre, lance une invitation aux arouchs afin de remettre la plateforme d'El-Kseur au chef du gouvernement, Ali Benflis.

Le 27 et 28 septembre Le 27 et 28 septembre, les « Principes directeurs du mouvement citoyen » ont été entérinés au conclave de l'interwilaya à At Jennad, wilaya de Tizi-ouzou.
Ce texte définit le mode d'organisation et de fonctionnement du mouvement de protestation, qui se veut comme un «mouvement citoyen d'essence démocratique, résolument pacifique, revendicatif et citoyen ». Ce texte énonce les règles du « code d'honneur » auxquels les délégués doivent s'en tenir.
C'est la CADC qui a été l'initiatrice de ces textes, qu'elle a débattu au conclave d'Azzefoun, élaborés et approuvés lors du conclave tenu les 12 et 13 juillet 2001, à Assi Youcef (Boghni, Tizi-Ouzou).
Appel à une marche des délégués à Alger pour le 5 octobre de la « place des martyrs à la présidence », accompagnée d'une grève générale. « la date du 05.10.2001 est choisie pour faire jonction entre la révolte de la jeunesse algérienne d'octobre 1988 et celle du printemps noir »,

3 octobre 2001 Rencontre du Chef du gouvernement avec les délégués (taiwan) du mouvement citoyen, le 3 octobre 2001 au palais du gouvernement. L'APS publie un communiqué dans lequel il annonce que le chef du gouvernement a rencontré des délégués des arouchs, sans mentionner les noms de ses invités, et la prise de décisions quant à la satisfaction de certains points de la plate forme d'El Kseur, notamment la constitutionnalisation de la langue Amazigh et un statut pour les victimes des affrontements et l'engagement de poursuites judiciaires à l'encontre des gendarmes impliqués dans la mort des jeunes, enfin, l'étude, au cas par cas, de la question de la situation des brigades de gendarmerie dans les localités « où sont produits des dépassements ».

5octobre « [...] la marche d'hier, qui devait se tenir entre la Grande Poste et le siège de la Présidence de la République, a été interdite et des délégués arrêtés à Alger, alors que les autres étaient bloqués par les gendarmes à Naciria... » le journal El Watan, 6/10/ 2001.

23 octobre luttes internes au sein de la coordination de la ville de tizi où deux structures se disputent la représentativité de la ville.
La coordination des quartiers et villages de Tizi-Ouzou et le conseil communal de tizi-ouzou qui s'est attaqué au siège de la CADC et a détruit et saccagé le lieu et dérobé une somme d'argent. Mardi 23 octobre 2001 Pour un délégué de la présidence tournante, ce qui s'est passé hier « est inadmissible et condamnable ». Il y a lieu de rappeler que la Coordination des quartiers et villages de la commune de Tizi Ouzou a exclu de ses rangs quatre délégués pour « manquement grave à l'engagement pris pour honorer le sang des martyrs du Printemps noir », « violation du code d'honneur », « non-représentativité au niveau de leurs quartiers » et « divulgation de secrets de la CADC au profit des relais du pouvoir ». Ces quatre délégués ont alors rejoint le conseil communal, une structure rivale de la coordination de Tizi Ouzou. Le dialogue, la pomme de discorde Des aârouch « parallèles » ont fait leur apparition au même moment que l'idée du dialogue.

31 octobre Conclave de la CADC à Larba Nat Iraten
La plate forme d'El-Kseur a été interprétée et explicitée dans un texte de référence appelé : « plate forme d'El-Kseur explicitée à Larba Nat Iraten », le 31 octobre 2001.
1novembre Marche à Ighil Imoula, lieu de la déclaration du 1er novembre 1954 avec la participation de la figure du combat nationaliste Ali zamoum.
Affluence moyenne qui soulève des interrogations sur l'apparition des indices de l'essoufflement de la mobilisation
30 Novembre 2001 Neuf délégués de six coordinations locales (Bouzeguène, Illilten, Illoula, Yattafen, Larbâa Nath Iraten, Aïn Zaouia et Aït Aïssa), affiliées à la CADC de Tizi-Ouzou, se sont réunis à Tizi-Ouzou, le 30 novembre 2001, dans le siège d'un journal, et rendu public une déclaration. Plusieurs délégués connus figurent parmi les signataires du texte. Mamert M, le délégué permanent de « la coordination communale d'Illilten », MM Yahoui Arezki et Amrouche Md Saïd de la coordination de Bouzeguene, Mr Boudjeraba Boudjemaa de la coordination Illoula, Mr Bouzidi Ahmed de la coordination de Ain Zaouia, Mr Ait El Hadj Chabane de la coordination de Yatafen, MM Mammeri Boukhalfaet Mouazer Rachid de la coordination de Larba Nat Iraten, Dr Fali Amer de Beni Douala.
Les signataires dressent un bilan critique sans complaisance du mouvement citoyen qui « se dirige vers l'inconnu » et parlent de l'espoir « confisqué » par le « pouvoir et ses pseudo-délégués et des pseudo-solutions de néant issues des conclaves », ils se déclarent refuser « de participer à la mort certaine et programmée du mouvement citoyen » ou de « servir de faire valoir ou de caution pour des décisions qui vont à l'encontre de l'objectif originel qui est la plateforme d'El-Kseur ».
Les 9 délégués ont été exclus de la CADC. Ils seront exclus de leurs coordinations locales à l'exception de la coordination de Bouzeguène qui refuse l'injonction de la CADC et renouvelle sa confiance à son délégué.
6décembre Négociation entre le gouvernement Benflis et les « comité des citoyens libres »
Ces premières rencontres seront présentées comme des négociations autour de la recherche d'un accord pour résoudre la crise. Ainsi, les délégués réunis sous une structure dénommée « comité de citoyens libres » composée d'environ 60 « délégués », entament le 6 décembre 2001 au palais du gouvernement des négociations avec Mr Benflis, chef du gouvernement. Les services du chef du gouvernement ont remis un document de travail comme base à ces discussions
Selon un communiqué daté du 8 décembre signé par le responsable du « comité des citoyens libres », Salim Allilouche quatre ateliers sont constitués : l'atelier N1 : Statut de tamazight et revendications démocratiques et historiques, atelier 2 : Réparations dues aux victimes, atelier 3 : poursuites pénales enfin atelier 4 : revendications socioéconomiques. Ces ateliers ont entamé leurs travaux le 8 décembre.
Le mouvement citoyen qui s'est opposé à ces rencontres a décidé la mise en quarantaine des délégués qualifiés de taiwan, certains ont été victime de pressions très fortes et de la chasse aux sorcières.
vendredi 8 Mars 2002 La coordination Inter-Wilaya des Aarchs réuni à Bechloul (Bouira), lance le vendredi 8 Mars un « appel au rejet » des élections législatives. Dans ce message adressé à tous les algériens, le « mouvement citoyen » appelle « à se prononcer et à participer activement et massivement à l'action de rejet et de discrédit de cette énième mascarade. » afin d'être « au rendez-vous de l'histoire pour marquer la rupture définitive avec ce système rentier, corrompu et corrupteur » et « donner son sens plein et entier à la primauté de la citoyenneté ».
12 mars 2002 Dans une réunion avec les représentants de la tendance dialoguiste « arouch Taiwan », le 12 mars 2002, au club des Pins, le président Bouteflika annonce la décision d'institutionnaliser la langue Amazigh comme langue nationale et l'indemnisation des victimes de la gendarmerie et un plan d'urgence de relance socioéconomique pour la région.
Des émeutes et affrontements avec les forces de l'ordre mois durant le mois de mars dans plusieurs centres urbains et périurbain de Kabylie, à l'image d'Akbou, El-Kseur, Seddouk, Timezrit, Amizour, Tazmalt, Azazga, Tizi-Ouzou, Iferhounene etc, en réponse à la décision de constitutionnaliser la langue amazigh comme langue nationale et aux négociations avec les arouch taiwan.
17 Mars 2002 Des citoyens de Timizart (Tizi-Ouzou) confisquent les urnes de la mairie et les brûlent sur la place du marché de Souk El Had. A ce jour, plus d'une centaine d'urnes ont été brûlées dans la wilaya de Tizi-Ouzou. Violents affrontements à Seddouk (Béjaïa) entre manifestants et gendarmes. La brigade de gendarmerie est attaquée par des manifestants. Le siège de la Sonelgaz est saccagé. Les urnes de la mairie sont récupérées et brûlées. Poursuite des affrontements à El-Kseur (Béjaïa). Le trafic routier est perturbé par les manifestants. De nombreux blessés sont à déplorer. Selon le quotidien Le Matin (19/03/02), des CNS auraient organisé durant la nuit une expédition punitive dans la ville, saccageant de nombreux magasins. On signale l'extension des émeutes à Oued Ghir et Sidi Aïch (Béjaïa). Poursuite des émeutes à Maâtkas (Tizi-Ouzou) où des édifices publics sont saccagés ainsi qu'à Tizi Rached, Freha et Mekla. Dans un communiqué de presse, la fédération du FFS de Tizi-Ouzou fait état du saccage du siège de son parti à Azzazga par «les services de répression ». La presse signale une véritable chasse à l'homme nocturne menée par des gendarmes dans la ville d'Azazga pour la 3e nuit consécutive. Un café aurait été incendié et une boulangerie saccagée. Violents affrontements à Naciria (Boumerdés) entre manifestants et brigades anti-émeutes. Des blessés seraient à déplorer. » Algeria-Watch 2003.

18 Mars 2002 « Deuxième jour d'émeutes à Seddouk (Béjaïa). De nombreux édifices publics sont saccagés et brûlés. De nombreux blessés sont à déplorer et les dégâts matériels sont considérables. A Sidi Aïch (Béjaïa), les manifestants tentent de pénétrer dans l'enceinte du tribunal. Les services de Chemini sécurité arrivent à repousser les assaillants. Violentes échauffourées à Timezrit (Béjaïa) entre manifestants et services de sécurité devant la brigade de gendarmerie assiégée. Les rues du village sont barricadées par les jeunes émeutiers à l'aide de pneus enflammés et de troncs d'arbres. A Oued Amizour (Bejaia) de jeunes manifestants assiègent la brigade de gendarmerie qu'ils bombardent à l 'aide de pierres. Des renforts de CNS sont dépêchés sur les lieux. A (Béjaïa), violents affrontements entre manifestants et services de sécurité. A Bouira, les manifestants bloquent la route nationale 25 à l'aide de pneus enflammés perturbant la circulation vers l'est du pays. Poursuite des émeutes à Naciria (Boumerdés). A Bounouh (Tizi-Ouzou), les manifestants confisquent les urnes qu'ils brûlent sur la place publique. Des manifestants assiègent la brigade de gendarmerie de Tizi-Ouzou. Violents affrontements avec les services de sécurité. Vive tension à Bouzeguène et Tizi Rached (Tizi-Ouzou). Des rassemblements de jeunes manifestants sont signalés mais sans affrontements avec les services de sécurité. Poursuite des affrontements à Mekla (Tizi-Ouzou) entre manifestants et gendarmes. D'importants dégâts matériels sont à déplorer. L'ex-supermarché (Souk el Fellah) et la kasma du FLN saccagés. Le chemin de wilaya 147 est fermé par les émeutiers. A Iferhounene (Tizi-Ouzou), des émeutes éclatent suite à une expédition punitive de gendarmes selon le quotidien Le Matin (19/03/02). Imposante marche de près de 20 000 personnes à Tigzirt (Tizi-Ouzou). Des échauffourées éclatent lors de la dispersion de la marche. Algeria-watch (2003)

19 mars 2002 Le mardi 19 mars, le mouvement citoyen continue de réapproprier les dates historiques pour concurrencer les autorités publiques. « Après avoir empêché la cérémonie officielle du wali, prévue, à Medouha, à l'occasion de la commémoration du 19 Mars 1962, les aârchs ont effectué mardi une visite au musée national Krim-Belkacem, dans le village de Tizra-Aïssa, commune d'Aït-Yahia-Moussa, à Draâ El-Mizan. Ce musée qui n'est que la maison qui a vu naître le «roi de djebels», comme ses amis le surnommaient, a accueilli les animateurs du mouvement citoyen venus pour rendre hommage au grand homme qui a signé les accords d'Evian. » *Jeune Indépendant* - 20/03/2002 (Dossier de presse de Mahé)

Des manifestants occupent la mairie de Aïn El Hammam (Tizi-Ouzou) et confisquent les urnes pour les brûler dans la rue. A Iferhounene (Tizi-Ouzou), poursuite des émeutes entre jeunes manifestants et gendarmes. Arrivée de renforts dépêchés de la ville de Aïn El Hammam. Poursuite des émeutes à Tizi-Ouzou où ont lieu de violents affrontements entre manifestants et brigades anti-émeutes. Echauffourées entre manifestants et services de sécurité à Maâtkas (Tizi-Ouzou). Pas de blessés. Marche pacifique de près d'un millier d'écoliers et de lycéens à Beni Douala (Tizi-Ouzou), réclamant le départ des gendarmes de leur localité. A la fin de la marche, de jeunes manifestants assiègent la brigade de gendarmerie. Pas de blessés. Grève générale dans la wilaya de Béjaïa après une semaine d'émeutes ayant fait plus d'une centaine de blessés. Violents affrontements dans la ville de Béjaïa entre manifestants et brigades anti-émeutes. La presse signale l'arrestation d'une douzaine de manifestants. Imposante marche populaire dans la ville d'Akbou. Pas d'incidents notables. Poursuite des émeutes à El-Kseur, Chemini et Timezrit (Béjaïa). A Tazmalt (Béjaïa), les manifestants incendient la recette des contributions et assiègent la brigade de gendarmerie. (Algeria-Watch. 2003) :

23 Mars Début de la délocalisation des brigades de gendarmerie en kabylie.

Voici le compte rendu de ces « délocalisations » des brigades en Kabylie fait par Algeria-Watch (2003) : « La presse fait état d'un redéploiement de la gendarmerie dans certaines localités des wilayas de Tizi-Ouzou et de Béjaïa. Des manifestants occupent la brigade de gendarmerie de la ville de Tizi-Ouzou, évacuée la nuit par les gendarmes. Le départ des gendarmes ne semble pas calmer les manifestants. Reprise des affrontements avec les brigades anti-émeutes. A Azazga (Tizi-Ouzou), le départ des gendarmes donne lieu à des manifestations de joie de la population. Le siège de la brigade de gendarmerie est totalement détruit par un incendie. Violents affrontements avec les brigades anti-émeutes. A Larbaâ Nath Irathen (T-O), des manifestants attaquent la brigade de gendarmerie, au moment où les gendarmes s'apprêtaient à évacuer les lieux. De violents affrontements sont signalés. Les brigades de gendarmerie de Chemini, Ouzellaguen et Seddouk sont évacuées par leurs occupants et fermées. Scènes de joie et de liesse de la population. La brigade de gendarmerie de Chemini (Béjaïa) est totalement détruite par les manifestants, après son évacuation par les gendarmes. Les brigades de gendarmerie d'Azazga, Maâtkas et de Beni Douala (Tizi-Ouzou) sont évacuées de nuit par leurs occupants. Les manifestants occupent les locaux. »

Compte rendu fait par Algeria-Watch : « La brigade de gendarmerie d'Iferhounene (Tizi-Ouzou), évacuée par ses occupants à l'aube. Les lieux sont rapidement occupés par la police. Rassemblement d'une centaine de citoyens devant la brigade pour manifester leur joie ». C'était le 4avril 2002

25 et 26mars 2002 Arrestation de 13 délégués de la CADC après l'occupation de son siège à Tizi-Ouzou, le 25 mars 2002, et de 6 délégués de Bouira le 26 mars et de 7 délégués à Bejaia le 28 mars, ce qui a amplifié et propagé ce cycle d'émeutes, qui ont d'ailleurs éclaté un peu partout en Kabylie.

« La chasse aux délégués des aârouch continue en Kabylie. Mardi dernier [26 mars], c'est un délégué de la coordination de Tizi Rached, wilaya de Tizi Ouzou, qui a été interpellé. Boumekla Mouloud a été, en effet, arrêté par les services de sécurité au retour du conclave extraordinaire de la CADC. Hier, des centaines de personnes se

sont rassemblées devant la bâtisse de l'ex-brigade de gendarmerie, aujourd'hui occupée par les CNS, pour exiger la libération de leur délégué. [...] Le même jour, plusieurs délégués de la CADC ont été interpellés. Il s'agit de Almam Makhlouf, Rabhi Ali (délégués de Tigzirt), Hacène Salah (Fréha), trois délégués de Aïn El Hammam dont un élu à l'APC (Saïd Aït Abdelmalek) et de Benmellat Nadjib (Azazga). Ce dernier a été libéré hier. A Draâ El Mizan, ce sont pas moins de cinq délégués qui ont été arrêtés. Adriane Chabane, Amazouz Mohamed, Mansouri Ahcène, Bandou Hamel et Si Yahia Dahmane ont été interpellés lundi par des policiers en civil. De son côté, Achour Amar de la coordination locale de Drâa Ben Khedda a été appréhendé vendredi dernier à Boukhalfa, alors que son collègue Yazid Kaci de la CQVT, Coordination des quartiers et villages de Tizi Ouzou, a été arrêté le 25 mars dernier lors de l'assaut donné par les éléments des CNS à la permanence de la CADC de Tizi Ouzou. Celle-ci comptabilise ainsi quelque treize délégués arrêtés au moment où d'autres ont versé carrément dans la clandestinité, leur domicile étant assez souvent perquisitionné par la police. C'est le cas de Belaïd Abrika de la CQVT ainsi que Allouache du aârch de Aït Jennad. Les délégués arrêtés sont sous mandat de dépôt alors que l'instruction de leurs dossiers suit son cours. Dans la wilaya de Béjaïa, la chasse aux délégués des aârouch a commencé dans un palais de justice. Lundi 25 mars, alors qu'ils participaient à un sit-in, des délégués de la Coordination intercommunale (CIC) de Béjaïa pour soutenir les détenus qui devaient être jugés ce jour-là, Ali Gherbi, délégué d'El-Kseur, Farès Oudjedi d'Akfadou, un délégué surnommé commandant Azzedine, Khodir Benouaret d'Amizour et Bedjou Mohamed de Béjaïa-ville ont été interpellés par des policiers en civil. Quelques jours plus tard, jeudi 28 mars, ce fut au tour de Khelifa Amzar et Mabrouk Naceri, délégués de la CICB, d'être interpellés. Ce qui porte à sept le nombre de délégués des aârouch arrêtés et placés sous mandat de dépôt et incarcérés à la maison d'arrêt de Lekhmis (Béjaïa). Dix-huit chefs d'inculpation sont retenus contre eux, dont constitution d'une association illégale. A Bouira, c'est le même topo. Les six délégués de la CCCWB arrêtés sont toujours en prison. [...]Interpellés par des policiers en civil mardi 26 mars à 4 h du matin dans leur domicile, Chabane Meziane, délégué de Haïzer, Djaffar Abdeddou de Taghzout, Bounadi Oulaïd de Raffour, Chouiref Hamid de Ras Bouira (centre-ville) ainsi que Oudjit Abderrahmane d'El Adjiba (20 km à l'est de Bouira) sont poursuivis pour « attroupement illicite, destruction de biens publics, incitation à l'émeute, accaparement illégal de biens publics, perturbation de la circulation et de la liberté de passage, affichage et diffusion de documents subversifs ». [...]. Toujours dans la wilaya de Bouira, des délégués, dont les domiciles ont été perquisitionnés par la police, ont été contraints, de « prendre » le chemin de la clandestinité. C'est le cas également de certains membres de la CADC de Boumerdès ».Yahia Arkat. Le Matin 4 avril 2002.

27 mars 2002 « Le 27 mars 2002, le jeune lycéen, Hocine Naït Alamara, âgé de 19 ans, a été touché par une balle, vers 16 h, au lieu-dit Tachekirt à Abi Youcef, commune de la daïra de Aïn El Hammam, lors des violents heurts qui ont opposé les citoyens aux éléments de la brigade de la gendarmerie. Il aurait été touché à dix mètres de la brigade par les gendarmes. Evacué à la polyclinique d'Iferhounene, il a succombé à ses blessures ». Ligue algérienne de la défense des droits de l'Homme, Rapport Algérie, La répression du *Printemps Noir,* avril 2001-avril 2002, P23

Jeudi 28 mars 2002 : Arrestation par la police de M. Khelifa Amzar et Mabrouk Nasseri, délégués de la coordination de Béjaïa. Une grève générale paralyse la ville de Tizi-Ouzou qui est quadrillée par un imposant dispositif de sécurité pour empêcher la marche prévue ce jour. Violents affrontements entre manifestants et policiers en divers endroits de la ville. La ville offre une image de désolation. De nombreux blessés sont à déplorer dont un (Hamdi Rabah) grièvement blessé à la nuque par une grenade lacrymogène. De nombreuses arrestations sont signalées également. Huit citoyens arrêtés à Freha (Tizi-Ouzou) par des policiers en civil. Echauffourées entre manifestants et gendarmes devant la brigade de gendarmerie de Tassaft (Tizi-Ouzou). On signale quelques blessés. A Boudjima (Tizi-Ouzou), échauffourées entre jeunes manifestants et services de sécurité. Plusieurs blessés seraient à déplorer. A Mechtras (Tizi-Ouzou), la population lance un ultimatum de trois jours aux gendarmes de la localité pour quitter les lieux. Les affrontements de ces derniers jours auraient fait plus de 30 blessés dont 5 gendarmes. Emeutes à Larbaâ Nath Irathen (Tizi-Ouzou). Des manifestants et des gendarmes s'affrontent dans de véritables combats de rue. On signale de nombreux blessés dont l'un grièvement. Violents affrontements devant la brigade de gendarmerie d'Abi Youcef, près de Aïn El Hammam (Tizi-Ouzou) entre manifestants et gendarmes. Un jeune lycéen de 19 ans, Naït Lamara Mohand Hocine, originaire du village d'Abouhassant, est tué par balle et une dizaine d'autres citoyens blessés. A Aokas (Béjaïa), poursuite des affrontements. De nombreuses arrestations sont à signaler. Violentes échauffourées entre manifestants et gendarmes devant la brigade de gendarmerie de Kherrata (Béjaïa). L'axe routier Béjaïa-Sétif est bloqué par les manifestants. Sept citoyens arrêtés. Affrontements entre manifestants et brigades anti-émeutes à Naciria (Boumerdes). La RN12 est bloquée par les émeutiers. Imposante marche pacifique à M'Chedallah (Bouira) pour protester contre les arrestations opérées dans la ville. Pas d'incidents. A Chorfa (Bouira), près de 3000 citoyens observent un sit-in devant la brigade de gendarmerie de la localité pour exiger le départ des gendarmes et dénoncer les arrestations. A El Esnam (Bouira), la route nationale n° 5 est bloquée par les manifestants. Des affrontements sont signalés avec les gendarmes. (Algeria-Watch 2003)

8avril En réponse à la convocation du président de la république, le parlement se réunit dans une session extraordinaire au club des Pins et adopte un amendement de la constitution faisant de la langue amazigh une langue

nationale. Le texte amendé est fait comme suit : Article 1er : Il est ajouté un article 3 bis ainsi conçu : «Art. 3 bis. - Le tamazight est également langue nationale. L'État œuvre à sa promotion et à son développement dans toutes ses variétés linguistiques en usage sur le territoire national.»
La veille, un décret présidentiel N° 02-125 du 7 avril 2002 fixant "les droits des victimes des événements ayant accompagné le mouvement pour le parachèvement de l'identité nationale" a été signé
Compte rendu de la presse Algeria-Watch : Lundi 08 avril 2002 :
Incarcération à la prison de Béjaïa des 12 citoyens arrêtés la veille à Sidi Aïch. Poursuite des émeutes à Sidi Aïch (Béjaïa). La ville est entre les mains des émeutiers. Violents affrontements à Akfadou (Béjaïa) entre manifestants et services de sécurité : quatre blessés. Affrontements entre émeutiers et services de sécurité devant le tribunal de Draâ El Mizan (Tizi-Ouzou) où se déroulait le procès de 24 jeunes manifestants. Ils dénoncent les procès iniques et la vague de répression. Une marche de lycéens est réprimée par la police à Tizi-Ouzou. Trois jeunes manifestants arrêtés. Près de 20 000 manifestants participent à une marche à Tigzirt (Tizi-Ouzou) pour protester contre la répression et réclamer la libération des détenus. Des manifestants bloquent la RN15 au lieudit Taghanimt, près d'Irdjen (Tizi-Ouzou) pour protester contre la réapparition de gendarmes. De nombreuses régions de la wilaya de Bouira paralysées par une grève générale à l'appel de la coordination pour protester contre la répression et réclamer la libération des détenus. Imposantes marches populaires à Haïzer et El Asnam (Bouira) pour protester contre les procès iniques et réclamer la libération des détenus. Pas d'incidents à noter. A M'Chedallah (Bouira), la marche populaire de protestation contre la répression dégénère lors de l'intervention des brigades anti-émeutes près du marché de la ville, provoquant de violents affrontements et des émeutes dans la ville. Plusieurs rues sont barricadées par les émeutiers. »
18 19 20 Avril la CADC a décidé dans un conclave à Iwadiyen tenu le 2 avril de faire des 18 et 19 avril des journées de recueillement sur les tombes « des martyrs du printemps noir » et d'organiser une « marche populaire » le 20 avril à Tizi-Ouzou.
«Samedi 20 avril 2002 : Imposantes marches de dizaines de milliers de citoyens dans les wilayas de Béjaïa, Bouira et Tizi-Ouzou pour célébrer les événements d'avril 80. Pas d'incidents. Une grève générale paralyse les trois wilayas. Poursuite des affrontements à Adekkar (Béjaïa). On dénombrerait une dizaine de blessés. Affrontements entre jeunes manifestants et brigades anti-émeutes à El-Kseur (Béjaïa). » Algeria-Watch 2003.
Des marches populaires ont été organisées par les coordinations de wilayas à Tizi-Ouzou, Bejaïa et Bouira. La marche a rassemblé plus de 600 000 personnes dans les rues de la ville des Genêts. Le Matin 25 avril 2002.
27 Avril Grève de la faim des délégués détenus.
Cette grève de la faim sera suivie par 150 détenus à la prison d'El khemis, au centre-ville de Bejaïa. Par ailleurs, à Tizi-Ouzou, 28 détenus ont entamé une grève de la faim le 27 avril. Voir Le Matin 23 avril 2002 et *Jeune Indépendant* - 29/04/2002. (Dossier de presse de Mahé)
Marche imposante des femmes à Béjaïa
Le Jeune Indépendant, 27 avril 2002 De notre bureau Abdelhakim Abdiche et Hammouche Mebrouk
La marche initiée par le comité de solidarité des femmes de la wilaya de Béjaïa a tenu toutes ses promesses. C'est vers 11h30, après la formation des carrés, qu'une marée de femmes, mères de famille encadrées par des jeunes s'est ébranlée le long de la route menant vers la wilaya. L'itinéraire prévu a été respecté. De stridents youyous ont agrémenté la marche qui s'est arrêtée au niveau du lycée El-Hamadia, à la cité CNS, pour observer une minute de silence en hommage au couple Larabi disparu en juin 2001. Les banderoles ont porté
les slogans habituels : «Libérez les détenus», «Tamazight langue nationale», «Ulach smah ulach», «Ulach l'vot ulach». Les femmes familles des détenus ont tenu à dénoncer les arrestations «arbitraires» des enfants, des militants et de leur époux. Les marcheuses ont tenu également à exprimer, à travers cette marche, le ras-le-bol que subit toute une population. Les revendications sont nombreuses.
Une fois arrivées au siège du groupement de la gendarmerie, les femmes ont demandé la libération des détenus du mouvement citoyen. La mère d'un détenu nous a déclaré à ce propos : «Mon fils a été incarcéré pour une cause juste, je suis la plus contente de toutes ces femmes venues dire haut leur désarroi.» Les femmes ont demandé aux responsables l'annulation absolue des poursuites judiciaires dont sont victimes les militants du «printemps noir», le rejet de la mascarade électorale, dénoncé la hogra, réclamé la satisfaction de la plate-forme d'El-Kseur. Une militante du mouvement a exprimé sa confiance et sa satisfaction. Pour elle, la marche est une totale réussite. Un universitaire d'Oum El-Bouaghi nous déclara : «Nous avons observé les jalons depuis les événements et j'ai fait une affectation à Béjaïa où je dirige un groupe, c'est normal qu'on soit tous là aujourd'hui.» «Une marche nationale est prévue pour le 8 mai à Kherrata et le 19 mai», nous déclara un délégué. La foule, une fois arrivée au tribunal de Béjaïa, s'est mise par terre, une lecture des revendications a été faite, puis la foule s'est dispersée dans le calme. «Arris, Aïn Fakroun, Khenchela, Skout sont à l'écoute de tout ce que vit la Kabylie, selon un Batnéen venu pour la marche.» A. A. et H. M.
2 et 3MAI 2002 plan de bataille décidé par la CADC lors du conclave d'Ifigha (Azzazga) tenu le jeudi 2 et vendredi 3 mai 2002 : « la plénière a adopté le principe de l'organisation d'une grève générale pour les 29 et 30 mai, la fermeture des sièges de daïras et des APC 24 heures avant le scrutin et 72 heures après, la récupération des documents relatifs au scrutin, le blocage des routes le jour J, l'excommunication des candidats. Sur un autre plan,

la CADC lancera un appel à la communauté algérienne établie à l'étranger pour organiser des sit-in de dénonciation devant les ambassades du « scrutin de la honte », l'occupation de l'espace BRTV ainsi qu'un autre appel aux personnes réquisitionnées à ne pas répondre tout en étant solidaires.» Le Matin 4 mai 2002.
La CICB de son côté a décidé, lors du conclave d'Akfadou tenu les jeudi 9 et 10 mai, d'une grève générale à Béjaïa les 28, 29 et 30 mai, ponctuée de l'arrêt de toute circulation automobile. Le Soir d'Algérie, 12 mai 2002. (Dossier de presse de Mahé)
29 Mai Nous présentons les comptes rendus de la presse à la veille du scrutin :
« D'importants renforts de police sont acheminés vers les wilayas de Béjaïa et de Tizi. Reprise des émeutes à Makouda (Tizi-Ouzou). Emeutes à Azazga (Tizi-Ouzou). Les manifestants incendient le domicile du commissaire de police. Des magasins auraient été saccagés par les services de sécurité. (Le Matin 30/05/02). Poursuite de la grève générale dans la wilaya de Béjaïa. L'arrivée de bus de civils escortés par des policiers fait basculer les villes de Sidi Aïch et d'Akbou dans l'émeute. Pour certains il s'agirait de renforts de policiers en civils et pour d'autres, d'agents d'administration ramenés d'autres wilayas pour parer à la défection des agents locaux qui refusent d'encadrer les «élections » législatives. A Akbou, de violents accrochages ont lieu devant le commissariat de police où se sont dirigés ces bus. De nombreux blessés seraient à déplorer. Incendie d'une bâtisse en voie de construction. A Sidi Aïch, les manifestants incendient quatre bus qui transportaient des renforts de police. Les rues sont le siège de barricades. Le tribunal est attaqué à coups de pierres. Deux manifestants auraient été blessés par balles. (El Watan 0/05/02). [...]Emeutes à Tazmalt (Béjaïa) suite à l'arrivée de renforts de police dans la ville. [...] Les localités berbérophones de la wilaya de Bouira observent une grève générale. Les RN 5 et 26 sont bloquées par les manifestants. A Ath Laâziz, intervention d'un détachement militaire pour libérer la route barricadée par les manifestants. Ces derniers saccagent alors la mairie et le siège du RND. (El Watan 30/05/02). A Bouandas (Sétif) de jeunes manifestants assiègent la mairie. Des affrontements sont signalés entre manifestants et services de sécurité. Une cinquantaine de blessés est à déplorer. (Le Matin 30/05/02). A Bousselam (Sétif), un CEM où devaient se dérouler les «élections » législatives est saccagé par les manifestants. (LeMatin30/05/02). [...]. Algérie-Watch.
30 Mai élections législatives : Voici le compte rendu de la presse sur le jour du vote :
Jeudi 30 mai 2002 : Les «élections » législatives se déroulent dans l'indifférence totale des citoyens plongés dans leurs problèmes de survie quotidienne et de pénurie d'eau. L'organe télévisuel de propagande est mobilisé pour démontrer le contraire. Les wilayas de Béjaïa et de Tizi-Ouzou sont paralysées par une grève générale. Des émeutes éclatent dans plusieurs localités. A Tizi-Ouzou, des affrontements sont signalés dans la matinée entre de jeunes manifestants et les brigades anti-émeutes. Dans plusieurs villes de la wilaya (Draâ El Mizan Draâ Ben Khedda, Azazga, Fréha,....) ont lieu de violents affrontements avec les services de sécurité. Des blessés par balles seraient à déplorer. (Le Matin 31 mai – 1er juin 02) Arrestation aux Ouacifs (Tizi-Ouzou) de Namane Ahcène, délégué du mouvement citoyen (Le Matin 04/06/02). A Béjaïa, les affrontements ont lieu très tôt dans la matinée dans plusieurs quartiers de la ville. Des manifestants bloquent les lieux de vote, entraînant l'intervention des services de sécurité. Des véhicules de l'administration sont incendiés. Les rues sont barricadées. Dans les autres localités de la wilaya (Tazmalt, Akbou, El-Kseur, Amizour, Semaoun....) règne un véritable climat insurrectionnel. Les routes sont bloquées par les manifestants. Des affrontements ont lieu avec les services de sécurité. Des blessés sont signalés de part et d'autre. A El-Kseur (Béjaïa), des manifestants essaient de prendre d'assaut le campement des brigades anti-émeutes. On déplorerait 30 blessés parmi les policiers et 3 blessés par balles chez les manifestants (Le Matin 31 mai – 1er juin 02). Violents affrontements à El-Kseur (Béjaïa) : 1 blessé parmi les services de sécurité. (Le Matin 31 mai – 1er juin 02).A Sidi Aïch (Béjaïa), les manifestants continuent d'assiéger le commissariat de police et le tribunal : 3 manifestants blessés par balles. (Le Matin 31 mai – 1er juin 02). A Chabet El Ameur (Boumerdés) des urnes sont brûlées par de jeunes manifestants. Des affrontements ont lieu avec les services de sécurité. A Bouira, le centre de vote situé à l'école Mansouri est attaqué par les émeutiers qui brûlent urnes et documents. Deux bus sont saccagés. La RN 5 est bloquée par de jeunes manifestants. A Ath Laâziz (Bouira), les manifestants prennent d'assaut la mairie qui est incendiée. Le maire est malmené et brutalisé par les jeunes manifestants. D'autres localités de la wilaya de Bouira (El Esnam, Ath El Ksar, Bechloul, Laâdjiba, Ighram, Ahnif, M'Chedallah....) sont le siège d'émeutes. Les routes menant vers ces localités sont bloquées. Violents affrontements à Bouandas, Bousselam et Tala Ifassène (Sétif) entre jeunes manifestants et services de sécurité. A Tizi N'Braham, un adolescent de 15 ans, Sebas Lahcène est tué par balle. (Le Matin 31 mai – 1er juin 02)
Voici les résultats officiels : synthèse des comptes rendus de algéria-watch et Troubles CSSI:
Les résultats des «élections » législatives sont annoncés par le «ministre » de l'Intérieur : sur les 389 Sièges de l'assemblée : le FLN obtient la majorité absolue avec 199 sièges [dont 15 députés en Kabylie et a gagné 135 sièges par rapport à 1997]. Chute libre du RND (47 sièges, 108 de moins que 1997) et du HMS-MSP (38 sièges, moins 31 sièges). Percée d'El Islah (MRN 31 sièges) et du PT (21 sièges, plus 17sièges). Front national 8sièges, Nahda 1 siège (moins 33 sièges), PRA 1 siège, Mouvement de l'entente nationale 1 siège, listes indépendantes 30 sièges (plus 18 sièges). ...
Mardi 25 Juin : Grève générale et marches commémoratives à Tizi-Ouzou et Béjaïa à l'occasion du 4e anniversaire de l'assassinat du chanteur Matoub Lounès. Si la grève a été largement suivie, par contre le nombre

de participants aux marches a été faible selon de nombreux observateurs. A Tizi-Ouzou, la marche se termine par des affrontements avec les brigades anti-émeutes. A Bouira, un impressionnant dispositif anti-émeutes empêche la marche populaire à l'occasion du 4e anniversaire de l'assassinat de Matoub. Pas d'incidents.

Vendredi 05 juillet 2002 : De nombreux barrages des services de sécurité empêchent l'arrivée de manifestants sur Alger où est prévu un rassemblement des Ourouchs pour exiger la libération des détenus politiques de Kabylie. Un impressionnant dispositif de sécurité est mis en place à Alger pour empêcher tout rassemblement. Affrontements à Tizi-Ouzou entre manifestants et services de sécurité. Ces derniers bloquent la route d'Alger pour empêcher les citoyens de se rendre au rassemblement de la capitale. (algeria-watch)

20 Juillet « Réunis en conclave ordinaire à Bouhinoun ce week-end, les délégués de la CADC, tout en arrêtant le principe du rejet des élections municipales du 10 octobre prochain pour rester ainsi dans la ligne de conduite tracée depuis le conclave interwilayas du 8 mars à Bechloul, wilaya de Bouira, ont décidé de mettre les bouchées doubles « pour libérer les détenus injustement incarcérés », selon un délégué de la présidence tournante. Ainsi, en plus de la marche populaire prévue pour jeudi prochain dans la ville des Genêts, un ultimatum de 72 heures sera donné aux autorités à partir de jeudi à minuit pour libérer les détenus. Faute de quoi, il sera procédé à l'exclusion immédiate des chefs de daïra de la Kabylie. Ces actions tendent ainsi à recharger les batteries de la mobilisation citoyenne et, par ricochet, montrer aux détenus que les aârouch ne les ont pas abandonnés à leur sort. Ces détenus ont pour réclamer leur libération ou à défaut leur jugement, observé des grèves de la faim, en vain. » *Le Matin* 21 juillet 2002.

24 juillet. Dans une déclaration sanctionnant les travaux de son conseil national, le FFS exige « « la libération de tous les détenus de la dissidence citoyenne victime de la répression et de l'arbitraire ». Dans ce contexte, le FFS rend hommage à la ténacité des militants du mouvement citoyen et salue toutes ses actions pacifiques tout en réitérant son appel à l'élargissement de la dissidence citoyenne. Il soutiendra que, plus que jamais, les Algériens sont tenus de « s'organiser en vue d'élargir la dissidence citoyenne ». Fidèle à une même approche politique depuis le début de la crise, le parti d'Aït Ahmed continue à croire que seule une solution politique globale peut résoudre le problème. La déclaration couronnant les travaux du conseil national du parti met l'accent sur « la nécessité d'une solution politique négociée et précédée de mesures d'apaisement et de détente pour résoudre la crise qui secoue le pays ». Revenant sur les élections législatives du 30 mai passé qu'il qualifiera au passage de « mascarade électorale », le FFS a noté que le rejet massif de ce scrutin par la population relève d'un réel « acte de résistance pacifique qui consacre la victoire de la société sur un pouvoir totalitaire et autoritaire ». Preuve en est, Poursuit le même communiqué, une proche « adoption sans surprise par un Parlement croupion d'un programme de gouvernement illisible et anti social qui ne fera que générer violences, misère, exclusions et injustices ». *Le Matin* 25 juillet 2002

Jeudi 25. 07. 2002 : Violentes échauffourées entre jeunes manifestants et services de sécurité suite à l'interdiction d'une marche dans la ville de Tizi-Ouzou pour réclamer la libération des détenus politiques de la région. La grève générale a été largement suivie. Un ultimatum de trois jours a été donné par la coordination des Ourouchs pour la libération des détenus. L'expulsion des chefs de daïra (sous-préfets) de la wilaya a été retenue en cas de refus. algeria-watch

lundi 29 juillet : « Reprise des affrontements en Kabylie, à l'expiration de l'ultimatum adressé par la coordination des Ourouchs pour la libération des détenus politiques, sous peine d'expulsion des chefs de daïra (sous-préfets). Le renforcement de ces daïras par les services de sécurité depuis la veille est ressenti comme une provocation par les jeunes manifestants. Wilaya de Tizi-Ouzou : - A Tizi-Ouzou-ville : affrontements dans plusieurs quartiers. Un important dispositif policier ceinture la daïra.- A Maâtkas, le chef de daïra quitte les lieux à la demande des manifestants. Pas d'affrontements.- A Ouaguenoun, les affrontements sont violents. Les manifestants tentent de prendre d'assaut la daïra. Huit blessés seraient à déplorer selon la presse. - A Tigzirt, les affrontements entre manifestants et services de sécurité auraient fait quatre blessés. - A Draa El Mizan, la daïra est assiégée par les manifestants. Intervention des brigades anti-émeutes.- A Azazga, Iferhounène, Beni Douala et Aïn El Hammam, violents affrontements devant le siège des daïras. Dans la wilaya de Béjaïa, les villes d'Ighil Ali, Seddouk, Adekkar et Chemini sont le siège d'affrontements entre jeunes manifestants et services de sécurité. » Algeria-watch.

Samedi 3Aout Le FFS annonce sa participation aux «élections » communales du 10 octobre prochain sous condition de libération de tous les détenus arrêtés au cours des émeutes sur le territoire national et l'arrêt du harcèlement judiciaire de ses élus locaux. Il semblerait que ce parti aurait reçu des assurances en «haut lieu » concernant ces mesures «d'apaisement » . Compte rendu de la presse. Algeria-watch

Sièges de partis incendiés

Lundi 26 août : Le siège du FFS à Tizi-Ouzou saccagé durant la nuit. Des unités centrales d'ordinateurs auraient été subtilisées. (L'Authentique 28/08/02). Mardi 27 août : Les locaux du FFS et du RCD de Tibane (Béjaïa) incendiés durant la nuit. Lundi 2 septembre 2002 : Le siège du FFS d'Aïth Aïssa Mimoun (Tizi-Ouzou) incendié dans le courant de la nuit par des inconnus. Vendredi 6 septembre 2002 : Le local d'un candidat FFS aux «élections » municipales incendié par des inconnus au village Ikhentachène, commune d'Aït Oumalou (Tizi-Ouzou). (Le Matin 6-7/09/02 – Liberté 08/09/02). Lundi 9 septembre 2002 : Le local du FFS incendié par des inconnus à Freha (Tizi-Ouzou). (Liberté 11/09/02). Mardi 10 septembre 2002 : Le siège du FFS de la localité de Maâtkas (Tizi-

Ouzou) saccagé durant la nuit par des inconnus. Des documents auraient été brûlés. (Le Matin 12/09/02). Vendredi 13 septembre 2002 : Le local du FFS de Thala Hamza (Béjaïa) saccagé. Samedi 14 septembre 2002 : Le siège du FFS de Béni Ksila (Béjaïa) saccagé et incendié par des inconnus (Le Matin 17/09/02). Mardi 17 septembre 2002 : Le siège du FFS d'Ouaguenoun (Tizi-Ouzou) saccagé puis incendié par des inconnus (Le Matin 19/09/02). Vendredi 20 septembre 2002 : Les sièges du FFS d'Iferhounène (Tizi-Ouzou) et d'Amizour (Béjaïa) incendiés durant la nuit par des inconnus. Jeudi 26 septembre 2002 : Un meeting du FFS est empêché à Sidi Aïch (Béjaïa) par un groupe de jeunes déchaînés. Les locaux du FFS, du FLN et de l'organisation des anciens moudjahidines (ONM) sont saccagés. le siège du FFS à Illiten a été saccagé, dans la nuit du 22 au 23 septembre. (Troubles, 2007) Vendredi 27 septembre 2002 : Les locaux du FFS et du RCD d'El Flaye (Béjaïa) saccagés durant la nuit par des inconnus. (Le Matin 29/09/02). Le local du FFS d'Illoula Oumalou (Tizi-Ouzou) saccagé durant la nuit par des inconnus. Mardi 1 octobre 2002 : Le siège du FFS de la ville d'Azazga (Tizi-Ouzou) est saccagé avant d'être incendié par des manifestants. (Le Matin 03/10/02). Les sièges du FFS et du RCD de la ville de Chemini (Béjaïa) incendiés. Jeudi 3 octobre 2002 : Le siège du FFS de Seddouk (Béjaïa) saccagé durant la soirée par un groupe d'individus. (Liberté 4-5/10/02). Lundi 7 octobre 2002 : Les sièges du FLN et du FFS de Barbacha (Béjaïa) incendiés par de jeunes manifestants après avoir empêché la tenue d'un meeting du FFS. (Liberté 09/10/02). (Source Alegria-Watch, et Troubles, 2007)

27 septembre « Les coordinations des aârchs et des comités locaux des wilayas de Tizi Ouzou et de Bejaïa ont arrêté les 26 et 27 septembre le dispositif qu'elles entendent mettre en œuvre pour empêcher le déroulement du scrutin local et wilayal du 10 octobre, passant ainsi de l'appel au boycott du scrutin à l'organisation concrète de son empêchement : "Nous allons empêcher l'administration d'organiser les élections locales", ont affirmé les délégués de Tizi Ouzou à Azazga, le 28 septembre. Le dispositif adopté par les coordinations contient une marche de protestation le 5 octobre et une grève générale les 8 et 9 octobre. Le jour des élections, le 10, les axes routiers menant en Kabylie devraient être bloqués, et les coordinations prévoient d'empêcher l'ouverture des locaux de vote, en les occupant, ainsi que les municipalités et les sous-préfectures (daïras). » Troubles, 2007.

5 octobre le 5 octobre des délègues de la CICB (Hanafi Semmar, Youba Gabisse et Ali Redjradj, respectivement délégués de Tifra, Béjaïa et Souk El Ténine) ont été arrêtés. Le Matin, 16 octobre 2002. (D. P. Mahé)

9 Octobre « Plusieurs versions entourent ce crime qui a endeuillé la région. Alors que certains estiment que l'assassin est un militant du FFS, qui a réagi violemment envers un groupe de jeunes qui l'ont pris à partie, d'autres sources affirment que le commerçant, également membre des GLD, a voulu forcer avec son véhicule une barricade mise en place par des manifestants, mais face à la détermination de ces derniers et leur intransigeance à ne pas le laisser passer, il rentre chez lui et revient armé d'un fusil, avec lequel il menace les jeunes. Nos sources ne précisent pas si le commerçant a froidement tiré sur le jeune Amine Karim, comme on le laisse entendre, ou s'il a réagi après avoir été agressé. Seule une enquête pourra déterminer les circonstances de ce crime, qui vient assombrir davantage une situation complexe et des plus dangereuses. » El Watan 10 octobre 2002

Un autre jeune de 24 ans a été tué par balle au cours d'affrontements avec les forces de l'ordre (CNS) à Toudja, Wilaya de Bejaïa, la nuit de mercredi 9 octobre. Le Matin 12 octobre.

10 octobre Compte rendu de presse de la journée du Jeudi 10 octobre 2002 : Algeria-watch :

« Les affrontements dans la wilaya de Bouira auraient fait plus de 70 blessés en deux jours selon Le Matin (10/10/02). Déroulement des «élections » communales dans l'indifférence totale. En Kabylie, de nombreux affrontements ont eu lieu entre jeunes citoyens et brigades anti-émeutes sur un fond de grève générale et de routes barricadées. La guerre fratricide que d'aucuns auraient souhaité n'a pas eu lieu en Kabylie. La population a encore une fois montré sa profonde maturité en ne se trompant pas de cible. A Azazga (Tizi-Ouzou) de violents affrontements ont eu lieu entre jeunes manifestants et brigades anti-émeutes. Les urnes d'un centre de vote sont sorties dans la rue et incendiées. (Liberté11-12/09/02). A Iftissen, près de Tigzirt, affrontements entre manifestants et services de sécurité. Une école et le siège de la milice saccagés. Un blessé par balle serait à déplorer. (Liberté 11-12/09/02).A Issenadjen, près de Tigzirt toujours, les affrontements auraient fait quatre blessés parmi les services de sécurité. (Liberté11-12/09/02).Des affrontements ont lieu dans plusieurs quartiers de la ville de Tizi-Ouzou. A M'Chedallah (Bouira), de jeunes citoyens occupent le lycée Ben Badis et saccagent urnes et isoloirs. (Liberté11-12/09/02).A Raffour (Bouira), violents affrontements entre citoyens et services de sécurité. La RN 26 est fermée à la circulation. On déplorerait une quarantaine de blessés et de nombreux magasins saccagés. (Liberté11-12/09/02). Violents affrontements à Seddouk (Béjaïa). De nombreux blessés seraient à déplorer. (Le Matin 11-12/10/02)

Sur les résultats obtenus par le FFS, on peut lire le compte rendu de la presse :

« Le FFS a enregistré, par rapport à octobre 1997, une avancée en termes de sièges aussi bien au niveau des APC que des APW, même s'il a reculé en termes de voix. Le parti d'Aït Ahmed, qui a été sanctionné en Kabylie par l'empêchement du vote, a réussi à s'imposer comme force nationale en brisant le ghetto kabyle. Avec 198 023 voix, le FFS a remporté 684 sièges dans les APC contre 645 sièges en 1997 avec 343 397 voix. Au niveau des APW, le FFS enregistre 202 572 voix qui lui assurent 83 sièges contre 55 sièges en 1997 avec 311 095 voix. Cependant, une question reste posée : comment le FFS pourra-t-il rétablir la confiance et la sérénité dans une

Kabylie déchirée politiquement. Le défi est d'autant immense qu'il s'agit pour les élus du FFS de transcender les clivages politiques qui ont marqué la région jusque-là. » Par A. Ghezali, La Tribune, Samedi 12 octobre 2002.
Au-delà de cette lecture favorable au FFS de la part d'un journal connu par ses sympathies à Ait Ahmed, nous soulevons la question politique de la gestion du parti FFS de cette question de la légitimité d'une élection d'un maire FFS dans la commune de Chellata avec 56 voix ou à Seddouk avec 39 voix, à Akbou, seulement 8% de votants dans la deuxièmme grande ville de Bejaïa, pire encore à Chemini avec 2 voix, Feraoun 4 voix, Amizour 5 voix, Toudja 4 voix. Mekla (Tizi-Ouzou) 15 voix Larba Nat Iraten 11voix. Dans trois communes à Bouira considérées comme fief du FFS, Taourirt, Mechdella et Aghbalou, il n'y pas eu de vote. Quels seront les conséquences politiques de ce déficit de légitimité d'un parti en Kabylie qu'il considère comme sa chasse gardée et son espace vital. Le responsable du FFS justifie cette situation par l'analogie de ce déficit de légitimité avec celle qui a entaché l'élection des maires du RCD en juin 1990 que le FFS avait boycottés (Moins de 20% taux de participation en Kabylie. Le score du RCD était de 5,65% au niveau national avec 87 élus). Le score du FFS est proche de celui du RCD de 1990, en revanche le contexte politique est radicalement différent. Le Matin du 12 et Le Matin du 13 octobre et El Watan 21 octobre 2002.
18 octobre La coordination interwilayas a décidé, les 17 et 18 octobre à Tifra (Sidi Aich, Bejaïa), d'organiser des Sit-in dans les sièges des APC pour dénoncer et empêcher l'installation des maires et la fermeture des sièges de daïra pour exiger la libération des détenus du mouvement arrêtés au début d'octobre et après les élections locales du 10 octobre.
26 octobre En plus des délégués des coordinations de Tizi-Ouzou et de Bejaïa, cinq autres délégués de la CCCWB de Bouira ont été arrêtés. Le Matin 27 octobre 2002. (Dossier de presse de Mahé).
Le Mardi 29 octobre 2002
une « Grève générale à Tizi-Ouzou pour dénoncer l'installation des nouveaux maires et exiger la libération des détenus du mouvement citoyen. Les services de sécurité tentent d'empêcher un rassemblement populaire au centre ville provoquant ainsi de violents affrontements avec les manifestants. Des blessés seraient à déplorer (El Khabar, El Watan, Le Matin 30/10/02). A Aghrib (Tizi-Ouzou) les citoyens observent une grève générale et un sit-in devant la mairie. L'intervention des services de sécurité provoque une émeute dans la localité. Deux blessés seraient à déplorer. (Le Matin 30/10/02). A Larbaâ Nath Irathen (Tizi-Ouzou), la répression d'un rassemblement populaire devant la mairie provoque de violents affrontements entre manifestants et services de sécurité. (Le Matin 30/10/02). » algeria-watch.
Novembre 2002
A titre d'exemple, l'arrestation de Lalmi Arezki, délégué du comité d'Ath Laâziz et de la CCCWB, le 26 octobre 2002, et de Zahir Benkhellat, délégué d'Akbou arrêté le 1novembre près du lycée technicum d'Ouzellaguen, à Béjaïa, où il exerce la fonction d'enseignant de langue amazighe. A Tizi-Ouzou, c'est Rachid Allouache, délégué d'Ath Jennad, qui a été interpellé par la police le 18 novembre 2002 à Azzazga et rejoint ainsi Abrika Belaïd, Mohand Nekah et Mouloud Chebheb.
Voir Le Matin 2 et 5 novembre 2002 et El-watan 19/11/02 (Dossier de presse de Mahé)
La CADC a adressé le 10 novembre une lettre à l'ONU dans laquelle elle explique que :
« Le rejet des élections est bien l'expression populaire du refus du processus de légitimation d'institutions factices qui est, en fait, l'objectif assigné à toute consultation électorale par le Pouvoir algérien qui n'a cure de l'exercice de la démocratie par une réelle participation citoyenne », explique la CADC à Koffi Annan. Cette action de rejet, une première dans les annales électorales algériennes, traduit, aux yeux des aârouch, « une volonté citoyenne de contrecarrer politiquement des manœuvres que le Pouvoir s'évertue à draper d'un légalisme absurde ainsi que l'interdiction de toute action pacifique et la fraude à laquelle il recourt systématiquement ». Le matin 11 novembre 2002
Décembre 2002
Le 6 décembre 2002, jour de l'aïd, un sit-in est organisé devant la maison d'arrêt de Tizi-Ouzou pour apporter un soutien moral aux détenus.
20 Décembre
Lancement le 20 décembre d'une pétition nationale et internationale de soutien aux grévistes de la faim et un appel à leur libération. Plusieurs personnalités et intellectuels ont apporté leur soutien à cette initiative à l'image des écrivains Rachid Boujedra et Yasmina Kheddra.

1-Le village d'Ait Arbi dans les années 1970 (1977) Photos prises par Ait Hamou Mohand Ouanour.





2-Le siège de tajmaat avant son réaménagement. Photo prise par AH M/Ouanour en 1977



3-L’entrée du village d’Ait Arbi en 1977. Photo prise par AH M/Ouanour.



4-Le village d’Ait Arbi en pein tempête de neige de février 2012 (page facebook du village)



5-Le village d’Ait Arbi en 2015 (Photo OFA)



6-Le village d'Iferhounene, chef lieu de la commune et de la daira d'Iferhounene, 2010 (Photos OFA)



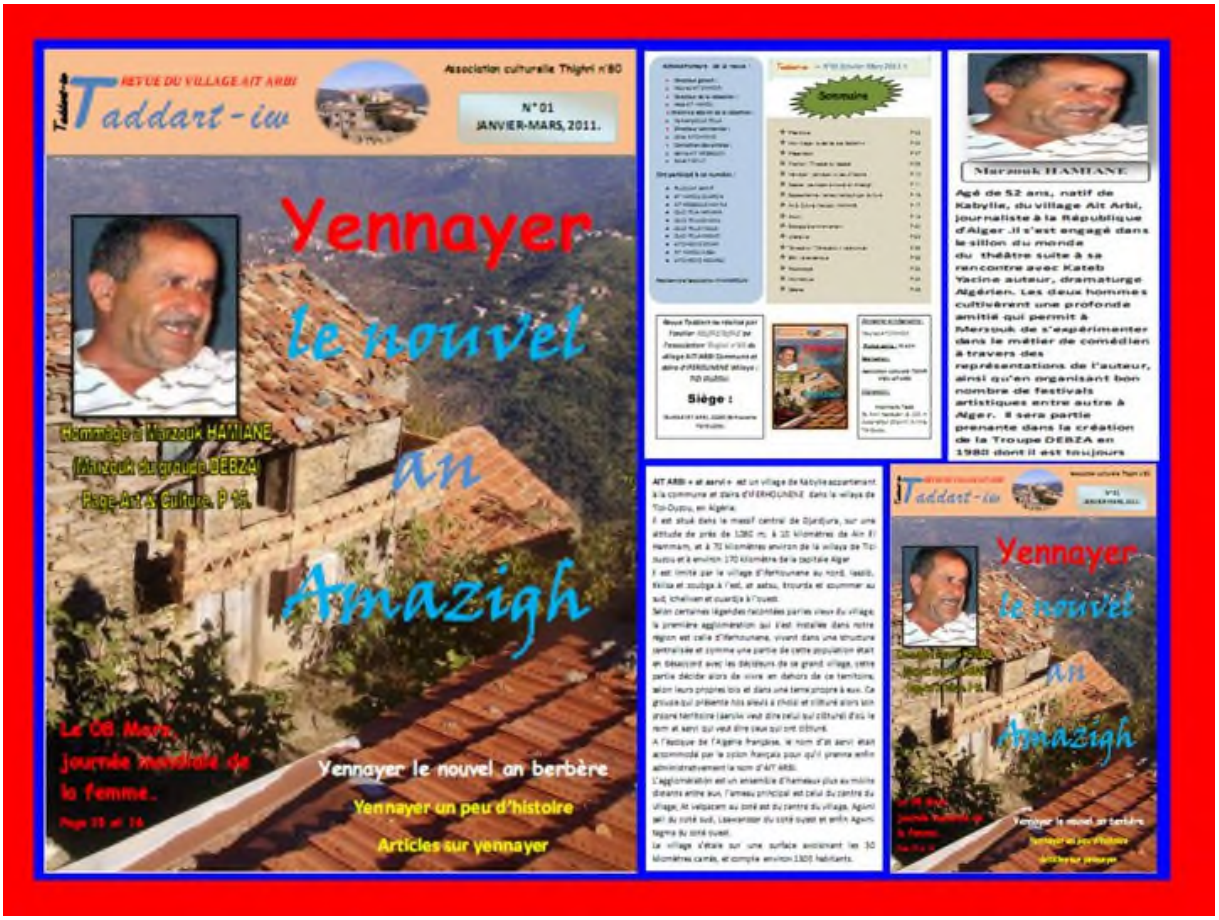
7-Activités de l'association culturelle *Tiyri n tmanyin* 2011-2012



8-Activités artistiques organisées par l'association culturelle en été.



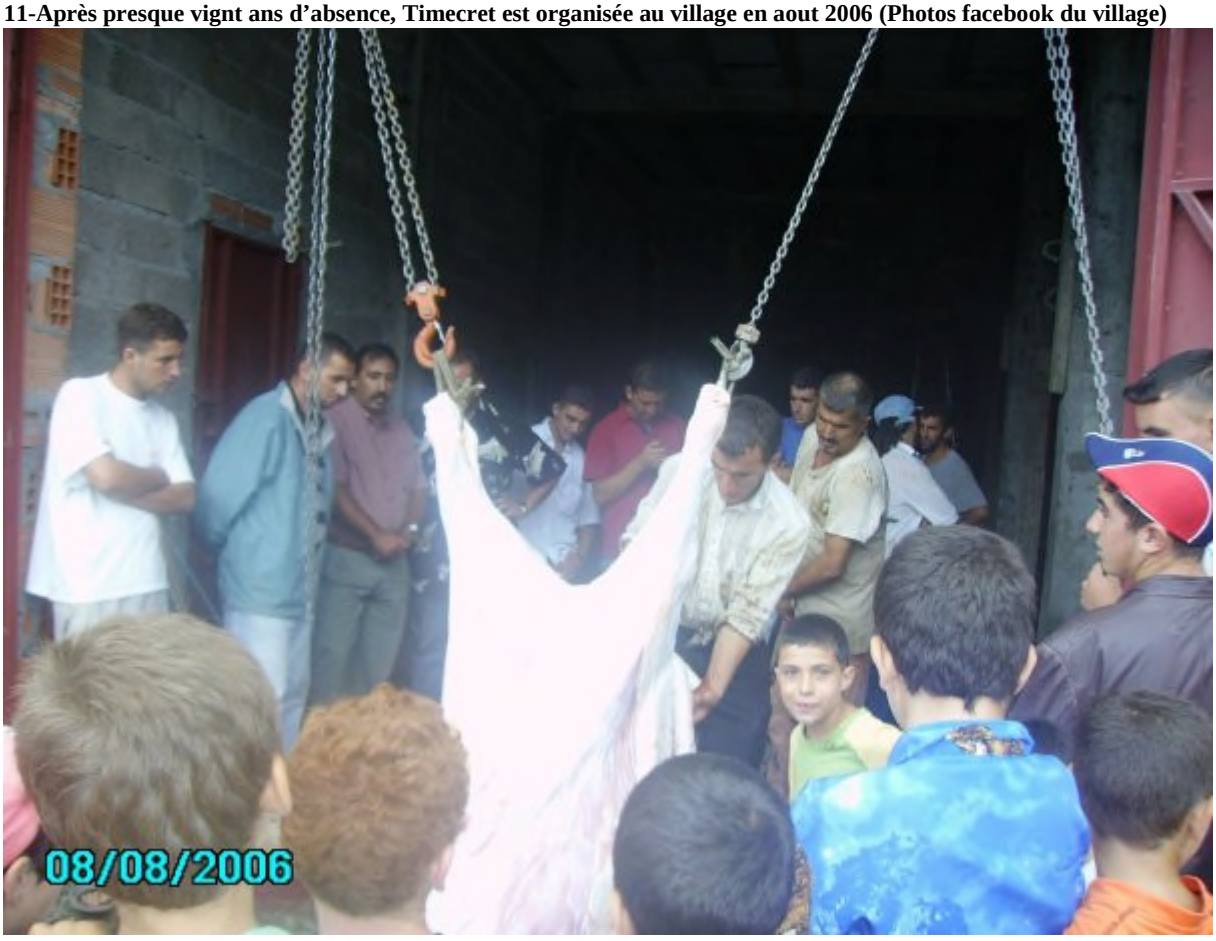
9-Revue *Taddart-iw* de l'association culturelle *Tiyri n tmanyin* Mars-avril 2011.



10-L'un des premiers présidents de l'association culturelle Ait Hamou A/Kader, durant les années 1990.



11-Après presque vignt ans d'absence, Timecret est organisée au village en aout 2006 (Photos facebook du village)



12-Ould fella abdenour, Alain Mahé et Ait Messaoud Arab membre du comité de village et organisateur de *l'asensi* au siège de l'assemblée villageoise, aout 2008, pour participer aux préparatifs de *l'asensi*.



13-*L'agraw* qui bénit les donateurs de *l'asensi* n sidi Amer, Aout 2008. (Photos OFA)



14-Vue de l'asensi n Sidi Amer à 18h, aout 2008.





15-Le partage du diner rituel, à l'intérieur du hangar, par les membres de *l'agraw* et de quelques organisateurs, à la fin de *l'asensi*. Aout 2008. (Photos OFA)



16-Le comédien Fellag invité par les membres de l'association culturelle *Tiyri n tmanyin* du village d'Ait Arbi pour assurer deux représentations à Michelet (AEH), le 8 avril 1993.



17-Le chanteur Boudjemaa Agraw à l'inétrieur de l'assemblée villageoise et siège de l'association cuturelle, invité pour animer le gala à l'accasion de l'asensi annuel, en aout 2000, au village d'Ait Arbi.

18-Visite de la mère de Matoub au siège de l'assemblée, reçue par les jeunes de l'association culturelle et l'ensemble des citoyens, notamment les femmes. Aout 2000.



19-Réunion des membres de l'association culturelle, en mars 2011, au sein de l'assemblée villageoise.





20-Membres des sages du village présidant *l'aberah* (AG de 113 émargements) constitutif du nouveau comité de village, 23décembre 2016. (Photo OFA)

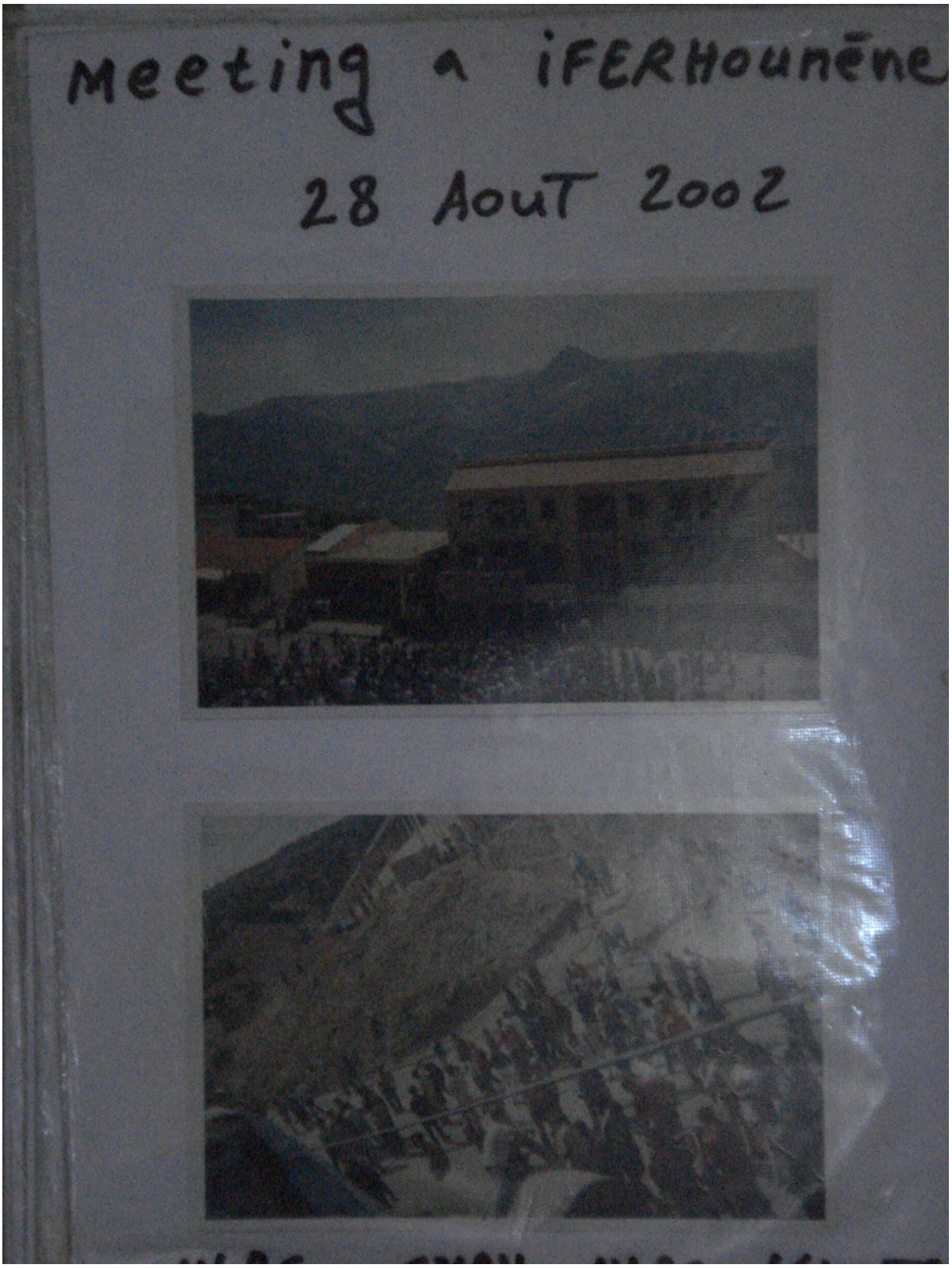


21-Assemblée générale du village Ait Arbi pour renouveler le comité de village, 23décembre 2016. (Photo OFA)

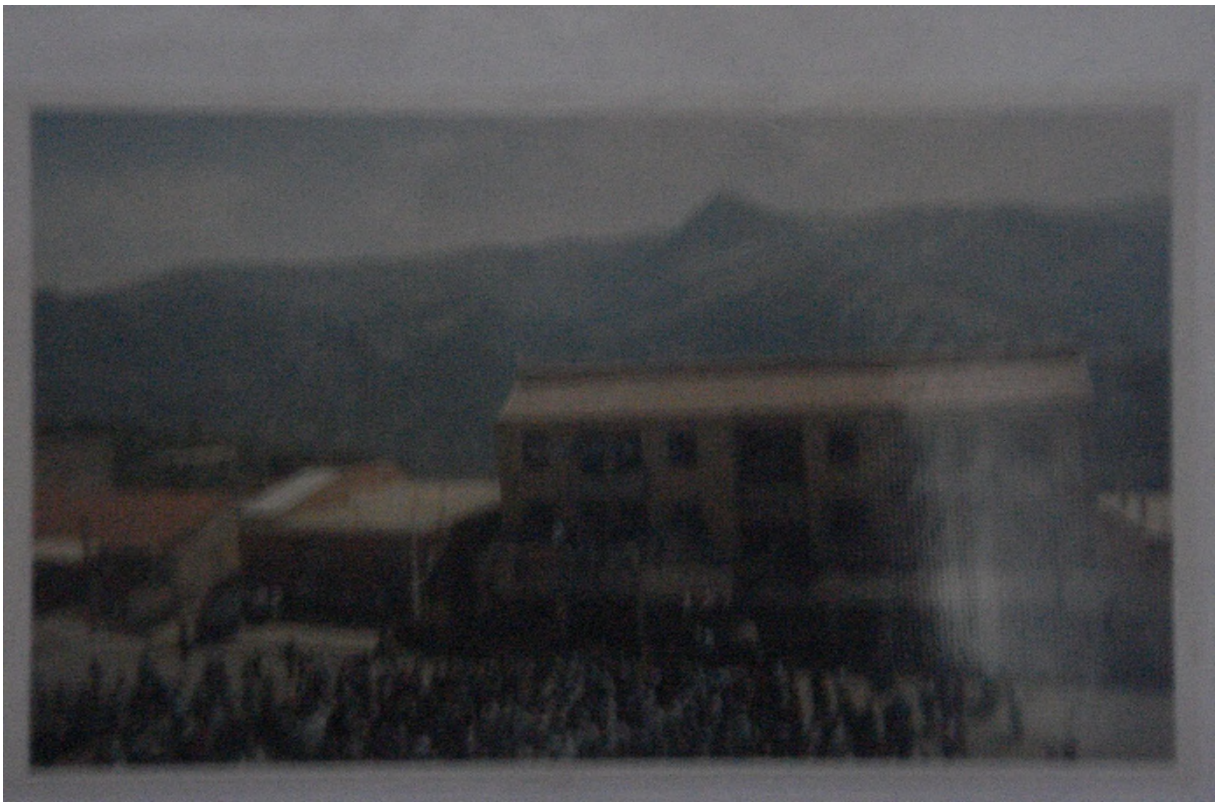
22-La place « plateforme » donnant accès au siège de *Tajmaεt* au rez-de-chaussée et à la mosquée au premier étage. Le bâtiment est construit, de 1983 à 1985, sur le terrain de l'ancienne *tajmaεt*. (Photo OFA)



23-Meeting à Iferhounene, le 28 aout 2002, devant l'ex-siège de la gendarmerie. (Photos Rabah)



24-Siège de la gendarmerie. Vue prise du monument des martyrs où se regroupaient les jeunes émeutiers pour mieux dominer le siège de la gendarmerie. (Photos Rabah)





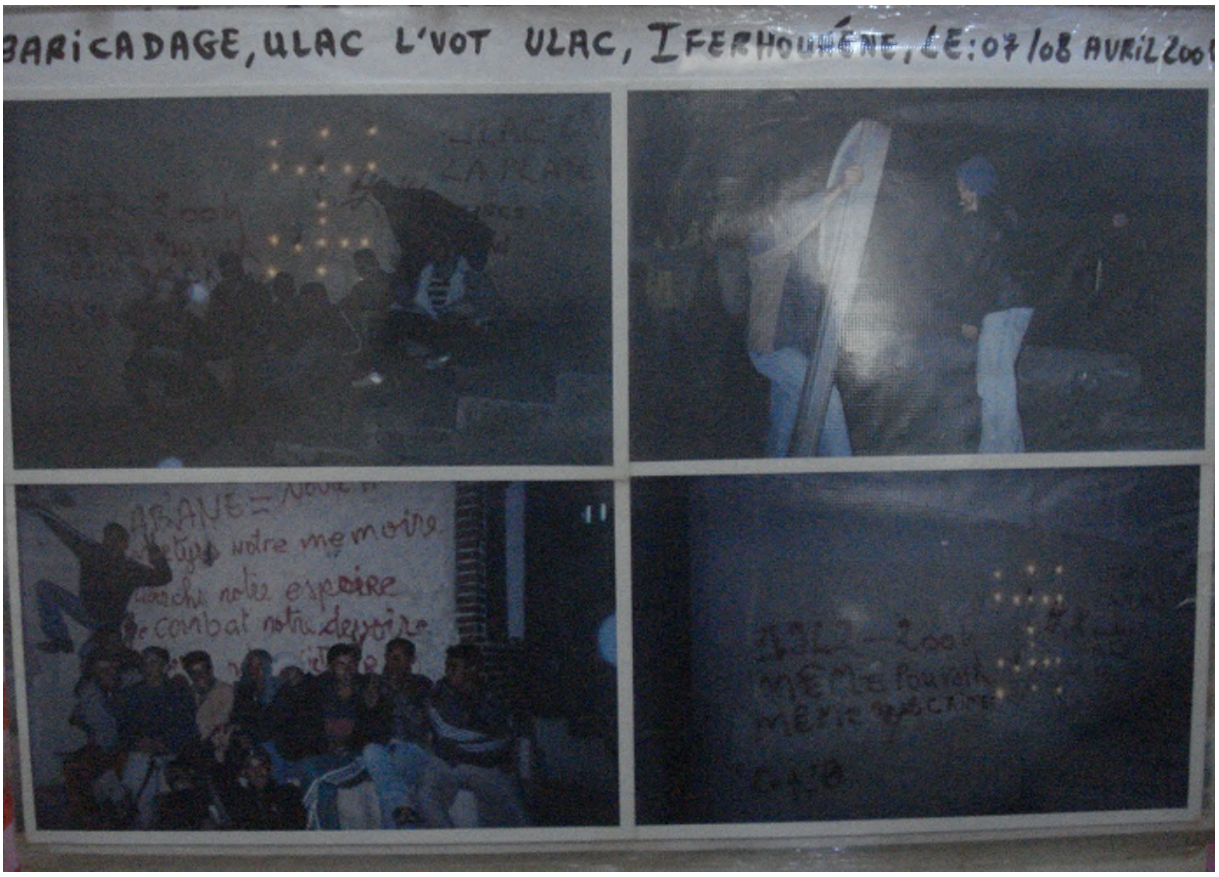
25-Des manifestants devant le siège de la gendarmerie. 28aout2002. Photo prise du balcon du siège, vue donnant à l'école primaire d'iferhounene un peu plus haut. (Photos Rabah)

26-Meeting de l'interwilayas tenu à Illilten, le 2 avril 2004.

La première photo montre Abrika entouré des délégués de la coordination d'Illilten : à gauche Mazi Amara, à droite Azzoug Ourmdane. Mme SID Nna NOUARA, du village de Tifilkout, est une des rares femmes à s'engager et s'afficher publiquement aux côtés des contestataires. (Photos Rabah)



27-Rejet des élections présidentielles du 8 avril 2004. Photo des jeunes qui empechent la tenue des élections à Iferhounene ville. 7et8 avril 2004. (Photos Rabah)



28-Jeunes activistes du village, à Ifri en aout 2001. Ahcene, Kamel, Smail, Lhadi, Remdane, Aissam.





29-Jeunes militants du village d'Ait Arbi et de la commune d'Iferhounene participant aux différentes manifestations et activités militantes durant les événements de 2001. on distingue, Remdane, Smail, Kamal, Aissam, Ahcene, Nna Nouara et Guermah père de Massinissa. (Photos Rabah)





30-Groupe de jeunes manifestants du village de Taourirt Ali Nacer, Commune d'Iferhounene. (Photo Rabah)

31-Marche à Alger du 8aout 2001. Les manifestants empêchés par les forces de l'ordre de rejoindre la capitale. (Photo Rabah)





32-Meeting à Ighil Imoula, 1 novembre 2002. (Photos Rabah)

33-Marche à Akbou, du 19 mars 2003. (Photo Rabah)





34-Recueillement sur la tombe de Guermah Massinissa, 18 avril 2004. (Photos Rabah)





35-Recueillement sur la tombe de Guermah Massinissa, 18 avril 2003. (Photos Rabah)

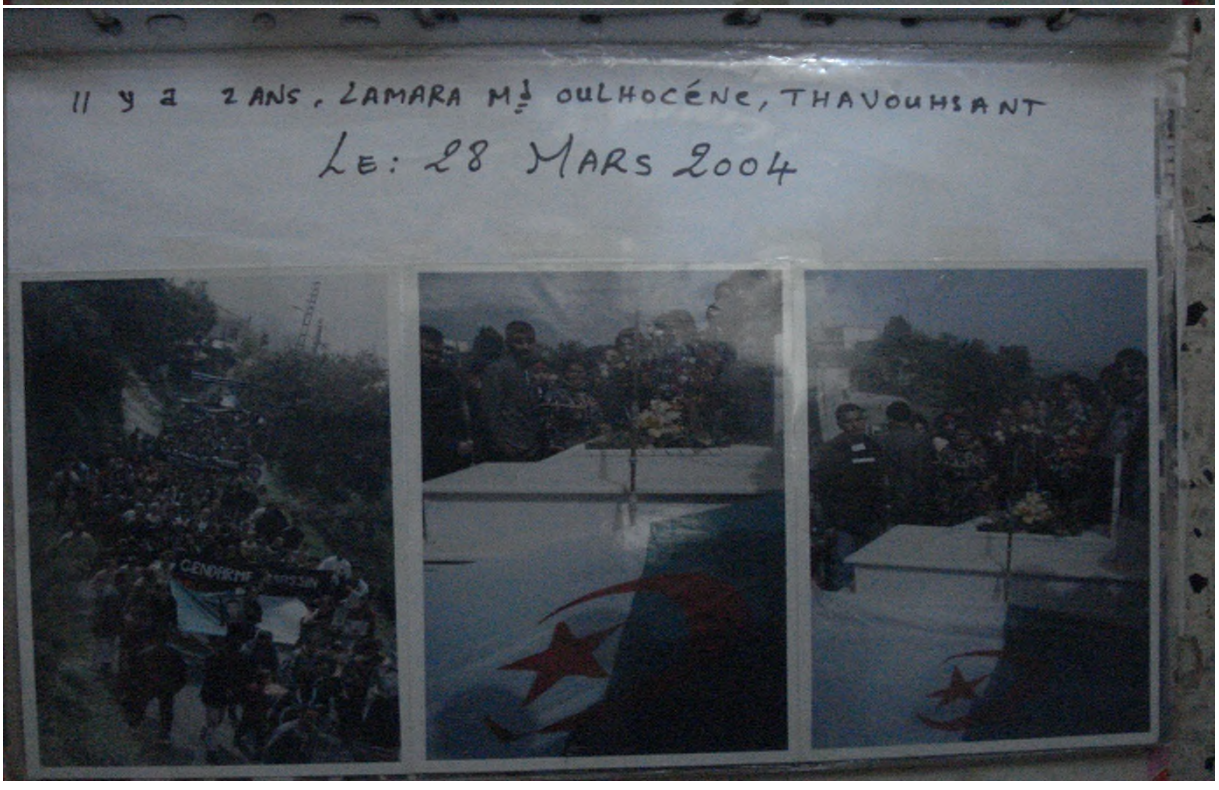
36-Manifestation El Kseur-Amizour suivi d'un meeting à Amizour, le 22 avril 2003. (Photos Rabah)



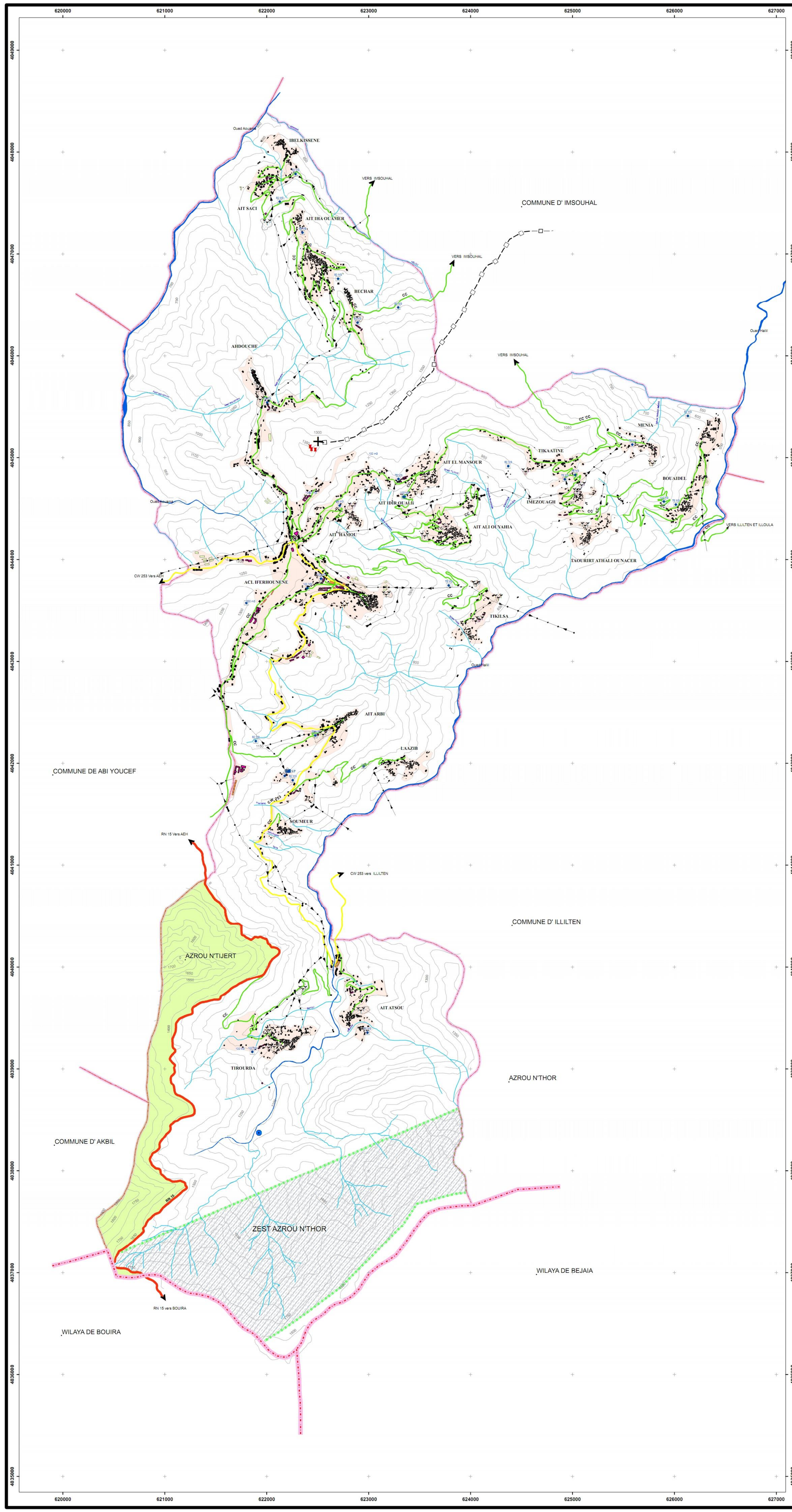


37-Manifestation du 20 avril 2004, à Tizi-Ouzou. (Photos Rabah)





38-2ème commémoration de la mort du jeune Lamara Oulhocine, Tabouhest, At bu youcef 28 mars 2004. (Photos Rabah)



N

W E

S

PLAN D'ETAT DE FAIT

LEGENDE

- limites de wilaya
- Limites de la Commune
- Oued
- Talweg
- Courbe de niveau
- Zones Urbanisées
- ZONE DU PARC NATIONAL DU DJURDJURA
- ZEST AZROU N'THOR

Cadre Bati

- Habitat pavillonnaire
- Habitat collectif
- Habitat précaire
- Equipement
- Bâtiment Agricole
- Cimetière

Voirie

- Route nationale
- Chemin de Wilaya
- Chemin communal

OUVRAGES HYDRAULIQUES

- Captage de source
- Station de pompage AEP
- Réservoir

OUVRAGES ENERGETIQUES

- Poste de détente
- Pylône pour Tel Portable
- Ligne électrique MT
- GAZODUC

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA DE TIZI OUZOU	COMMUNE D'IFERHOUNENE

REVISION DU PDAU DE LA COMMUNE D'IFERHOUNENE

PLAN D'ETAT DE FAIT

PDAU 1

PHASE III : REGLEMENT

Système géodésique: NORD SAHARA
Ellipsoide Associée : CLARK 1880
Projection : UTM Fuseau 31

Echelle:
1/ 12 500

0 195 390 780 Mètres

Fait par:

- Mr AOUDJ M. A.	Architecte Urbaniste
- Mr OULD FELLA K.	Architecte Urbaniste
- Mr OULD FELLA M.	Architecte
- Mr KETTOU H.	Ingénieur en Aménagement du territoire
- Mr SI BELKACEM M.	Ingénieur agréé en Environnement
- Mr TABTI A.	Ingénieur en VRD
- Mr OURZIK R.	TS en Topographie
- Melle AMAROUCHE S.	Géologue
- Melle AMIRAT S	Economiste
- Melle LEHAD L	Sociologue démographe
- Melle CHEKRI Y	Paysagiste

Date d'approbation:

SCP ADS Progress
ETUDES D'ARCHITECTURE, D'URBANISME, D'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET D'ENVIRONNEMENT
Immeuble MEZIANE Centre d'affaires
Azazga, Tizi Ouzou
Tel/Fax: 026 34 48 58 /66
E-Mail : ads_progress@yahoo.fr
Site Web : www.adsprogress.com

622800 622900 623000 623100 623200 623300

4043800 4043700 4043600 4043500 4043400

1100 1050 1000

VILLAGE IFERHOUNENE

N W E S

LEGENDE

- Périmètre urbanisé
- Périmètre urbain ancien PDAU
- Zone d'extension
- Noyau traditionnel (2,15 ha)

Cadre Bati

- Habitat pavillonnaire
- Equipement
- Bâtiment Agricole
- Cimetière

Voiries

- Chemin communal
- Piste
- Sentier piétonnier

Equipements existants

- Mosquée de petite dimension
- Foyer de jeunes
- Tajmaat

Ouvrages Hydrauliques

- Fontaine
- Rejet à ciel ouvert

Ouvrages Energétiques

- Poste transformateur maçonné
- Poste transformateur aérien
- Ligne électrique MT

FICHE TECHNIQUE

Echelle : 1/2 000

0 12,5 25 50 Mètres

SCP ADS Progress
ETUDE D'ARCHITECTURE ET D'URBANISME
Immeuble MEZIANE
App A1.1, centre d'affaires
Azazga, Tizi Ouzou
Tel/Fax: 026 34 48 58/66

VILLAGE AIT ARBI

N
W E
S

LEGENDE

- Périmètre urbanisé (22,05 ha)
- Périmètre urbain ancien PDAU (06,35 ha)
- Noyau traditionnel (0,88 ha)
- Zone d'extension (21,17 ha)

Cadre Bati

- Habitat pavillonnaire
- Equipement
- Bâtiment Agricole
- Cimetière
- Décharge non contrôlée

Voiries

- Chemin de Wilaya
- Chemin communal
- Piste
- Sentier piétonnier

Equipements existants

- Mosquée de petite dimension
- Salle de soins
- Foyer de jeunes
- Aires de jeux
- Tajmaat
- Stèle

Ouvrages Hydrauliques

- Réservoir
- Fontaine
- Rejet à ciel ouvert

Ouvrages Energétiques

- Poste transformateur aérien
- Ligne électrique MT

FICHE TECHNIQUE

Echelle : 1/5 000

0 30 60 120 Mètres

SCP ADS Progress
ETUDE D'ARCHITECTURE ET D'URBANISME
Immeuble MEZIANE
App A1.1, centre d'affaires
Azazga, Tizi Ouzou
Tel/Fax: 026 34 48 58/66

621800 622000 622200 622400 622600 622800 623000 623200

4042800 4042600 4042400 4042200 4042000 4041800 4041600

1150 1100 1050 1000 950 900 850 800 750 1200

Thamaksit

Oued Hallil